Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques nos 24 et 25 p. 08-74

Questions au Gouvernement p. 74-99

2023-2028

n°11

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-06

Nouvelles lois .... p. 07-08

Séances publiques .... p. 08-74

24e séance du mardi 7 mai 2024 p. 08-35

25e séance du mardi 14 mai 2024 p. 35-74

Questions au Gouvernement .... p. 74-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
17/06/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

80e anniversaire du Débarquement allié en Normandie

Sur invitation du Président de la République française, M. Emmanuel Macron, de nombreux chefs d'État et de gouvernement, des vétérans et des personnalités du monde entier se sont retrouvés à Saint-Laurent-sur-Mer, sur la plage d'Omaha Beach, pour participer à la cérémonie de commémoration à l'occasion du 80e anniversaire du Débarquement de Normandie, le « D-Day », le 6 juin 2024.

S.A.R. le Grand-Duc, M. le Président de la Chambre des Députés Claude Wiseler, M. le Premier ministre Luc Frieden et Mme la Ministre de la Défense Yuriko Backes étaient parmi les nombreux dignitaires présents.

Un peu d'histoire

Le Débarquement de Normandie était un point tournant de la bataille pour l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les troupes alliées s'embarquèrent sur des milliers de navires quittant la côte sud du Royaume-Uni le 5 juin 1944 pour débarquer en Normandie le 6 juin. Le D-Day reste à ce jour le plus grand débarquement jamais tenté et n'a été possible que grâce à la bravoure, à l'engagement et au sacrifice de soldats et individus de nombreux pays, y compris du Luxembourg.

Le 11 juin 1944, le Prince Jean, futur Grand-Duc du Luxembourg, débarqua en Normandie en tant que membre d'une unité de renforts.

Son unité précédait le troisième Bataillon qui n'y arriva que le 23 juin près d'Arromanches. Dans la suite, le Prince Jean servait en Normandie à l'état-major de la 32e Brigade de la « Guards Armoured Division », prenant part à la bataille de Caen (« Opération Goodwood »).

De nombreux soldats ayant perdu la vie sur les plages normandes durant tout l'été 1944 reposent dans les cimetières disséminés à travers la région.

© SIP Julien Warnand

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et la Ministre de la Défense, Mme Yuriko Backes, aux commémorations du « D-Day »

Le Président de la Chambre à la cérémonie annuelle du « Memorial Day »

© U.S. Embassy

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, lors de son allocution

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, a participé à la cérémonie commémorative à l'occasion du « Memorial Day » au cimetière militaire américain à Hamm, le 25 mai 2024. La Ministre de la Défense, Mme Yuriko Backes, et des membres de l'armée grand-ducale étaient également présents à ce rendez-vous annuel.

Aux États-Unis, le « Memorial Day » rend hommage aux hommes et aux femmes décédés dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'armée américaine.

Lors de la cérémonie commémorative organisée par l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg, M. Claude Wiseler a rappelé que « la paix et la stabilité dont nous jouissons aujourd'hui dans l'Union européenne sont le résultat de décennies de coopération et de solidarité entre les nations ».

« Le Memorial Day est un jour où nous nous souvenons du passé. Mais c'est aussi un jour où nous réfléchissons à ce que la liberté signifie pour nous tous aujourd'hui. » Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Le cimetière militaire américain est le lieu de repos de plus de 5.000 militaires américains, dont beaucoup ont perdu la vie lors de la bataille des Ardennes pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est également la dernière demeure du Général George S. Patton.

Visite officielle du Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

« La Chambre reste fortement attachée au Conseil de l'Europe et à ses valeurs »

Le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (10e à gauche) a été reçu à la Chambre des Députés.

Plusieurs moments importants concernant le Conseil de l'Europe sont en vue, dont, en novembre, une présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres. Voilà un des sujets sur lesquels se sont entretenus les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, le 5 juin 2024, avec M. Theódoros Roussópoulos, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), en visite officielle à la Chambre des Députés.

À l'occasion des 75 ans du Conseil de l'Europe, le Président du Parlement, M. Claude Wiseler, a tenu à réaffirmer l'importance qu'il accorde aux « trois piliers » du Conseil de l'Europe : la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Il a encore précisé que « la Chambre reste fortement attachée au Conseil de l'Europe et à ses valeurs ».

Étant donné que l'APCE prend des « décisions vitales », dont la désignation du Secrétaire général du Conseil, la nomination du Commissaire aux droits de l'homme ou encore la désignation de juges à la Cour européenne des droits de l'homme, les missions de l'Assemblée sont particulièrement importantes à son avis. M. Wiseler a également évoqué la tenue, les 6 et 7 juin 2024, d'une conférence organisée à la Chambre des Députés dans le sillage du rapport de l'APCE intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil », adopté en juin 2023 et dont le rapporteur est M. le Député Paul Galles, également présent lors de l'échange. *(Veuillez trouver le détail de cette conférence dans la prochaine édition du compte rendu.)*

Un « rapporteur général » pour le dossier bélarusse

Le Président de l'APCE quant à lui est revenu sur les thèmes qui déterminent le travail de l'Assemblée, dont la guerre en Ukraine qui « continue à générer de la souffrance, mais qui ne doit pas faire oublier les autres enjeux, dont celui du Bélarus ». Interrogé par M. Wiseler sur la mission exacte du « rapporteur général » qui doit être désigné par l'APCE pour traiter la situation de ce pays d'Europe orientale, M. Roussópoulos a précisé que celui-ci devrait assurer plus de visibilité à ce dossier. Ainsi il pourrait prendre la parole de manière régulière et aurait globalement la responsabilité d'une question qui poserait « trop de problèmes » pour être prise en charge dans les structures actuelles. Par ailleurs, le Président a annoncé que des locaux seraient mis à la disposition des forces démocratiques bélarusses en exil pour permettre une collaboration plus étroite avec elles.

Plusieurs parlementaires ont poursuivi le débat avec M. Roussópoulos, dont M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert et M. Yves Cruchten, tous membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La discussion était axée sur la situation des ONG, notamment en Géorgie qui aurait récemment passé « une législation rendant leur situation plus précaire ». Elle a également porté sur l'application des jugements en matière de droits de l'homme ou encore sur les recommandations à faire au Gouvernement en vue de la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Concernant ce dernier point, M. Roussópoulos a déclaré qu'il était essentiel d'expliquer les valeurs démocratiques et la dignité de l'être humain aux jeunes en passant par les moyens de communication actuels, notamment les réseaux sociaux.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Valeurs démocratiques et soutien à l'Ukraine réaffirmés à Sofia

MM. les Députés Georges Engel et Sven Clement ont participé à la session de printemps de l'AP-OTAN qui s'est tenue à Sofia du 24 au 27 mai 2024.

Au cours de cette session, les parlementaires des 32 États membres de l'OTAN ainsi qu'une centaine de députés de 25 pays partenaires et organismes parlementaires ont abordé des thèmes clés de l'agenda de sécurité de l'espace euro-atlantique. Les discussions ont principalement porté sur le soutien à l'Ukraine et les priorités pour le sommet de l'OTAN qui se tiendra en juillet à Washington. Ce sommet, marquant le 75e anniversaire de l'OTAN, sera également la première session à laquelle des parlementaires suédois participeront en tant que membres à part entière. La Chambre des Députés y sera représentée par son Président, M. Claude Wiseler, ainsi que la Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Nancy Arendt.

À Sofia, M. Sven Clement a présenté son projet de rapport sur les défis et les opportunités de l'intelligence artificielle dans le domaine de la défense. Par ailleurs, les députés de l'AP-OTAN ont examiné les autres projets de rapport des cinq commissions de l'Assemblée et ont échangé avec le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, la Vice-Présidente du Parlement suédois, Mme Kerstin Lundgren, ainsi que le Ministre de la Défense ukrainien, M. Roustem Oumierov.

Soutien indéfectible à l'Ukraine

L'Assemblée a réitéré sa position résolue sur la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les membres ont notamment discuté de l'appui immédiat et à long terme à l'Ukraine, de la dynamique de

M. Sven Clement lors de la présentation de son projet de rapport

la guerre et de l'économie de guerre de la Russie. Ils ont également adopté une déclaration spécifique de solidarité avec l'Ukraine en affirmant leur soutien inébranlable à sa démocratie, son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale, son autodéfense et son autodétermination, soulignant que ce soutien durerait aussi longtemps que nécessaire pour qu'elle remporte la victoire.

Préparation du sommet de l'OTAN

L'Assemblée a adopté des recommandations qui seront présentées aux chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de l'OTAN à Washington.

Dans une seconde déclaration, les membres se sont prononcés pour un engagement financier à long terme de l'OTAN en faveur de l'Ukraine et ont confirmé le caractère « irréversible » de la voie suivie par l'Ukraine vers l'adhésion à l'OTAN.

De plus, cette déclaration met en avant la création d'un centre pour la résilience démocratique au siège de l'OTAN. L'Assemblée examinera également la mise en œuvre pratique des nouveaux plans de défense de l'OTAN, l'évolution du dispositif de défense aérienne et antimissile ainsi que le respect des obligations des États membres en matière de dépenses de défense et de partage des charges.

Renforcement des partenariats

L'Assemblée a par ailleurs adopté une réforme en profondeur de ses partenariats avec des pays non-membres et a accepté les demandes d'adhésion de Malte et de l'Assemblée du Kosovo comme délégations associées. En même temps, elle a souligné son appui pour les Balkans occidentaux et le souhait de renforcer son engagement pour cette région.

Renforcer la résilience démocratique de l'OTAN

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) plaide depuis quelques années pour la création d'un Centre pour la résilience démocratique soulignant l'importance de la résilience démocratique dans un contexte mondial de montée des autoritarismes et des menaces hybrides.

La Chambre des Députés soutient concrètement la création d'un tel centre au sein de l'OTAN en finançant un poste auprès du Secrétariat général de l'AP-OTAN pour la résilience démocratique. En marge de la session de printemps à Sofia, la délégation luxembourgeoise a rencontré M. Joe Brinker qui occupe ledit poste depuis quelques semaines.

De gauche à droite : MM. Georges Engel, Joe Brinker et Sven Clement

Quel est l'objectif du Centre pour la résilience démocratique ?

L'objectif principal de ce Centre sera de renforcer la stabilité et la résilience des institutions démocratiques face aux menaces contemporaines telles que la désinformation, les cyberattaques et les ingérences étrangères. Son mandat devrait inclure la recherche, la formation et le développement de politiques publiques et son rôle sera de travailler en étroite collaboration avec des institutions académiques, des organisations non gouvernementales et des partenaires internationaux pour mettre en œuvre des programmes et des initiatives de résilience.

Il est prévu que le Centre sera dirigé par un conseil d'administration composé de représentants des principales institutions démocratiques, des experts en résilience et des membres de la société civile. Cette gouvernance inclusive vise à garantir que le Centre opère en toute indépendance et en cohérence avec les valeurs démocratiques.

Le contexte

En tant qu'alliance de démocraties, ce qui la distingue des régimes autocratiques, l'OTAN doit accorder une attention particulière à la résilience démocratique. L'OTAN est souvent réduite à son rôle d'alliance militaire, mais elle est bien plus que cela.

Le préambule du Traité de l'Atlantique Nord, qui constitue le fondement de l'Alliance, stipule que « [Les États signataires] sont déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit. L'article 2 du Traité exhorte les États membres à renforcer leurs institutions libres ».

De plus, le nouveau concept stratégique de l'OTAN adopté en 2024 place les valeurs communes de l'Alliance au cœur de sa réponse aux menaces et défis actuels. Reconnaissant pour la première fois le défi posé par les autoritarismes et constatant qu'ils « s'en prennent aux démocraties », le concept stratégique rappelle que l'Alliance est liée par des « valeurs communes : liberté individuelle, droits de la personne, démocratie, État de droit ».

L'attaque contre le Capitole des États-Unis le 6 janvier 2021 a démontré que, malgré sa résilience, la démocratie au sein de l'Alliance demeure vulnérable. Cette agression s'adressait à un symbole majeur de la liberté et de la démocratie, visible à l'échelle mondiale.

Finalement les résultats des élections américaines ont pu être confirmés et le Congrès américain a prouvé que les États-Unis étaient gouvernés par la primauté du droit, et non par la vindicte populaire.

Les régimes autocratiques visent à promouvoir en parallèle leurs « modèles alternatifs » de répression, de mépris à l'égard du droit international et des droits fondamentaux, tout autant qu'ils s'efforcent de saper l'ordre international fondé sur des règles. Ainsi, l'attaque infondée contre l'Ukraine constitue en même temps une agression contre les démocraties libérales et les principes les plus fondamentaux qui soustendent l'ordre international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les défis de la jeunesse au Luxembourg

Dans le cadre de la conférence annuelle organisée par la cellule scientifique de la Chambre des Députés, les parlementaires et les experts présents ont discuté, les 23 et 24 mai 2024 au Cercle Cité, des grands enjeux auxquels les jeunes sont actuellement confrontés.

Lors du discours d'ouverture, le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a salué l'effort de la Chambre des Députés pour créer des « espaces de rencontre entre monde politique et recherche ». Selon lui, la prise en compte de cette diversité et de différents points de vue est essentielle pour prendre des décisions éclairées. Cet échange respectueux et transparent est au cœur du bon fonctionnement d'une société démocratique.

« En combinant rigueur académique et expérience pratique, nous comptons élaborer des politiques efficaces, durables et véritablement adaptées aux défis de notre époque. » Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés

Tout au long de la conférence, les participants ont discuté de thématiques primordiales pour le Grand-Duché telles que la pauvreté intergénérationnelle. Lors de ce panel, le Prof. Dr Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, a proposé quelques pistes de réflexion à privilégier au Luxembourg pour briser le cercle vicieux qui perpétue cette pauvreté. M. De Schutter l'a présentée en effet comme le résultat d'un échec social et non pas d'un échec personnel. Selon lui, le Luxembourg devrait investir davantage dans la petite enfance, lutter contre le non-recours aux droits et combattre la discrimination fondée sur la fortune ou l'origine sociale.

Un autre sujet abordé lors de la conférence était celui de l'éducation. Ce panel a permis de mettre en lumière les enjeux de l'enseignement au Luxembourg tels que le multilinguisme, l'inclusion sociale, la gestion des conflits ou la lutte contre les discriminations. De manière générale, l'école peut et devrait contribuer à la réduction des inégalités.

Le panel sur l'inclusion professionnelle s'est notamment penché sur les difficultés des jeunes particulièrement vulnérables, notamment ceux issus de la migration, face à leur intégration sur le marché du travail luxembourgeois. Des pistes de collaboration et d'amélioration ont été discutées. Plusieurs intervenants ont plaidé pour la revalorisation de l'apprentissage ainsi que pour la prise en compte, primordiale selon eux, des parcours de vie individuels des jeunes.

Une autre séance était consacrée aux défis auxquels les jeunes sont actuellement confrontés et qui impactent leur santé et leur bien-être. En premier lieu, le panel a analysé des tendances résultant de l'enquête HBSC – « Health Behaviour in School-aged Children » – relative à la santé physique et psychique des jeunes. Il s'est ensuite plus particulièrement intéressé à l'utilisation de substances licites et illicites par les jeunes et aux comportements actuellement à risque liés au développement des nouvelles technologies. Le panel a enfin mis en évidence des mesures de protection des enfants contre tout type de violence.

Enfin, un dernier panel a souligné l'importance de la participation active des citoyens et des jeunes à la conception de politiques. Cette association des jeunes aux processus décisionnels valorise les compétences de chacun et permet de mieux adapter les décisions aux besoins concrets du terrain. Il a été conclu que l'engagement des jeunes se fait dans la poursuite d'un objectif collectif et à long terme.

Visitt vum neie President vum Staatsrot

Den neie President an de Generalsekretär vum Staatsrot Marc Thewes a Marc Besch (riets op der Foto) goufe rezent an der Chamber fir eng Entrevue mam President Claude Wiseler a mam Generalsekretär Laurent Scheeck empfaangen.

Paquet Logement

8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification
1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;
4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Le présent projet de loi vise à redynamiser le marché du logement et le secteur de la construction immobilière en introduisant un premier paquet de mesures aussi bien fiscales que non fiscales, devant agir à court, moyen et long terme.

Parmi les mesures fiscales temporaires figurent notamment l'augmentation du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » de 30.000 euros à 40.000 euros, l'introduction d'un crédit d'impôt location de 20.000 euros et la réintroduction de la neutralité fiscale de certaines plus-values immobilières. Pour ce qui concerne les mesures fiscales non limitées dans le temps, on compte notamment l'augmentation de la déductibilité fiscale des intérêts débiteurs et l'introduction d'une prime locative pour jeunes professionnels. En ce qui concerne les mesures non fiscales, le projet de loi envisage d'apporter des adaptations ponctuelles à la législation concernant les aides individuelles au logement ainsi qu'aux dispositifs de logement abordable.

Ces mesures poursuivent un triple but, à savoir de renforcer le secteur de la construction et de l'artisanat afin d'y maintenir les emplois, d'augmenter l'offre de logements et de soutenir les personnes physiques et ménages souhaitant acquérir ou louer un logement.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, et M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 07/02/2024
Rapporteurs : Mme Diane Adehm, M. Gilles Baum

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) et de la
Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
02/05/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 219, page 1

Aides individuelles au logement

8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

La loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement prévoit des dispositions nouvelles relatives à la prescription qui se sont révélées plus strictes pour des demandeurs qui auraient bénéficié de ces aides sous l'ancienne législation (loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement), laquelle a été abrogée avec effet au 1er septembre 2023. Or, l'intention du législateur n'était pas d'exclure ces demandeurs des aides en question, mais de créer une harmonisation et une certaine cohérence de différentes dispositions relatives aux aides individuelles au logement.

Le présent projet de loi vise donc à modifier l'article 49 de la loi du 7 août 2023 précitée par l'introduction de dispositions transitoires en adaptant sur deux points – pour une période limitée – les dispositions relatives à la prescription des demandes d'aides prévues par la loi du 7 août 2023 précitée, à savoir :

– les demandes en obtention d'une prime d'accession à la propriété en cas d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) dont l'acte notarié est signé avant le 31 décembre 2023 ;

– les demandes en obtention d'une prime d'amélioration (visée à l'article 24, alinéa 1er, point 1°, de la loi du 7 août 2023 précitée), ayant achevé des travaux d'amélioration du logement jusqu'au 31 décembre 2023.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

17/04/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social
02/05/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 206, page 1

Aide au logement

8358 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Le présent projet de loi vise à abroger les chapitres 1er à 2quinquies et l'article 66 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ainsi qu'à modifier les articles 88, 90, 91 et 92 de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable.

Lors de l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement et de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement devait être entièrement abrogée, à l'exception de son article 14octies relatif au certificat de durabilité d'un logement (« Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung », LENOZ). Étant donné que les deux lois de 2023 ne sont pas entrées en vigueur à la même date, l'abrogation de la loi de 1979 a été incomplète. Le présent projet de loi vise à redresser cette erreur, la seule disposition de la loi de 1979 qui restera en vigueur sera donc l'article 14octies.

De plus, le présent projet de loi vise à abroger le régime transitoire du calcul des loyers avec la suppression des alinéas 3 à 7 de l'article 88 de la loi précitée du 7 août 2023.

Le délai de la transmission des listes des candidats-locataires et des locataires est prolongé d'une année, à savoir de douze mois à vingt-quatre mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 2025. Le délai pour le choix du bailleur social doit être prolongé de la même durée, donc d'une année, pour arriver à échéance le 30 septembre 2025. Dans la même logique, le délai de la transmission des listes des candidats-locataires et des locataires est prolongé d'une année.

Finalement, le présent projet de loi vise à prolonger les délais relatifs à la mise en œuvre du registre national des logements abordables prévus par la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ; le délai sera prolongé jusqu'au 31 décembre 2030.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

17/04/2024	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social
02/05/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 205, page 1

Fonds du logement

8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

Le présent projet de loi vise à augmenter le plafond des prêts que le Fonds du logement peut contracter sous la garantie de l'État. Le plafond des prêts, fixé actuellement à 135 millions d'euros, risque d'être insuffisant à partir de 2025 au plus tard. Si en sus des projections, le Fonds du logement allait être amené à acquérir davantage de projets en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) ou investir dans d'autres projets pour soutenir la politique du logement abordable, les problèmes de trésorerie s'appliqueraient déjà pour l'année en cours (2024).

Par conséquent, il est proposé d'augmenter le plafond des prêts que le Fonds du logement peut contracter sous la garantie de l'État de 135 à 250 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire (Président : M. Gilles Baum) :

17/04/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen de l'avis de la Fédération des acteurs du secteur social
02/05/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/05/2024
Loi du 22 mai 2024
Mémorial A : 2024, n° 207, page 1

24e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 8
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 8
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 9
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Dépôt d'une proposition de modification de la Constitution par M. Marc Baum** p. 9
   Exposé : M. Marc Baum
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la position du Gouvernement en matière d'énergie nucléaire** p. 9
   Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 à 3)
   Débat : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering (dépôt de la motion 4) | M. Georges Engel | M. Tom Weidig (dépôt de la motion 5) | M. François Bausch | M. Marc Goergen
   Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Motion 1 : M. François Bausch | M. Georges Engel | M. Luc Emering | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Tom Weidig
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Jeff Boonen | M. Marc Goergen | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Georges Engel | Mme Carole Hartmann | M. David Wagner (intervention de Mme Carole Hartmann)
   Vote sur la motion 2 modifiée (rejetée)
   Motion 3 : M. Laurent Mosar (interventions de M. François Bausch) | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. François Bausch (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Georges Engel | M. David Wagner
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Motion 4 : M. Luc Emering | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. Georges Engel) | M. François Bausch
   Vote sur la motion 4 (adoptée)
   Motion 5 : M. Tom Weidig | M. David Wagner | M. Marc Goergen | M. Georges Engel | M. François Bausch
   Vote sur la motion 5 (rejetée)
6. **Interpellation de M. Georges Engel au sujet du « Quality of Work Index »** p. 21
   Exposé : M. Georges Engel (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Georges Engel) | Mme Corinne Cahen | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. Marc Baum (dépôt de la motion 2)
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Marc Baum (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Mischo) | M. le Ministre Georges Mischo | M. Georges Engel (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Mischo) | M. le Ministre Georges Mischo
   Motion 1 : M. Goerges Engel | M. Marc Spautz | Mme Corinne Cahen | M. Ben Polidori | M. Jeff Engelen | M. Marc Baum | M. Georges Engel | Mme Corinne Cahen (intervention de M. Georges Engel)
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Georges Engel (interventions de Mme Corinne Cahen et M. Marc Baum) | M. Ben Polidori | M. Meris Sehovic | M. Marc Spautz (intervention par M. Georges Engel) | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles et M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 mai 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3159 – Demande de pétition publique : Verbuet, Vëlo op der Strooss ze fueren, wann eng Vëlospist niewendrun ass

Dépôt : M. David Bertin, le 05/05/2024

3160 – Demande de pétition publique : Petition zum Schutz der Bienenpopulation

Dépôt : M. Yves Weiland, le 05/05/2024

3161 – Demande de pétition publique : L'adoption de lois et de réglementations plus rigoureuses pour préserver les arbres et les protéger contre l'abattage illégal et la déforestation

Dépôt : M. Joey Leite, le 06/05/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Marc Baum

Här Baum, Dir wollt d'Wuert. Dir wollt eng Propositioun de révision de la Constitution deposéieren.

Dann hutt Dir d'Wuert, Här Baum.

Exposé

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Am Numm vun déi Lénk deposéieren ech hei eng Propositioun, fir den Artikel 15 vun eiser Verfassung ze erweideren. Mir wëllen d'Rechter op Verhütung an Ofdreiwung an eiser Constitutioun verankeren. Frankräich huet dat am Mäerz dëst Joer fir d'Ofdreiwung gemaach. Abee, mir wëlle mat dëser Propositioun och hei zu Lëtzebuerg e kloert Zeeche setzen an de Rechter an dem Schutz vun de Frae Verfassungsrang ginn.

Et kéint een elo natierlech froen: Ass dat dann onbedéngt néideg? Hu Fraen an eisem Land net schonn déi Rechter? Jo, si hunn dës Rechter – per Gesetz. An och dat ass nach guer net esou laang hier. Virun zéng Joer gouf d'Ofdreiwung ënner bestëmmte Bedéngungen hei am Land legaliséiert. Mee mir hunn an der rezenter Vergaangenheet a verschiddene Länner gesinn, wéi séier e reng gesetzleche Kader vun enger knapper Majoritéit ka gekippt ginn.

A verschiddenen europäesche Länner bleift d'Recht vun der Fra, nëmmen da Mamm ze ginn, wa si et wierklech wëll, awer och hautdesdaags ageschränkt. A mir gesinn a ville Länner politesch Kräften eropkommen, déi d'Auere vun der Geschicht nees wëllen zréckdréien a Fraen zu Mënschen zweeter Klass degradéiere wëllen. A mir gesinn iwwerall: Ofdreiwunge verbidde schrauft hir Unzuel net erof, mee d'Bedéngungen, ënnert deene se stattfannen, si méi verzweifelt a mat méi grousse Risike fir d'Liewe vun der Fra verbonnen!

Andeems mir d'Recht op Ofdreiwung a Contraceptioun an der Verfassung verankeren, ka Lëtzebuerg e kloert Zeeche setzen, datt eist Land seng Fraen, hire Choix an hir Fäegkeet, eegen Entscheedungen ze treffen, seriö hëlt a respektéiert.

D'Madamm Gesondheetsministesch huet d'lescht Woch hei op der Tribün op Nofro hi gesot, datt keng Verfassungsreform am Koalitiounsaccord virgesi wier a sech duerfir d'Fro vun enger Verfassungsännerung net stelle géif. Här President, ech denken, hei kann et sech just ëm en Oubli vun de Koalitionären handelen. A fir dësem Oubli entgéintzewierken, hu mir dës Propositioun entwéckelt. An ech géif mer wënschen, datt mer e groussen – wann och vläicht net unanimen, awer e groussen – parteiiwwergräifende Kompromëss fannen, deen de Respekt, d'Selbstbestëmmung an d'Würd vun der Fra als konstitutionelle Prinzipp festhält.

Frankräich huet et eis virun e puer Woche virgemaach. Mat enger parteiiwwergräifender, iwwerwältegender Majoritéit gouf d'Recht op Ofdreiwung an déi franséisch Constitutioun ageschriwwen. Dës Chamber huet d'Méiglechkeet, eist Land an de Peloton vum gesellschaftleche Fortschrëtt ze setzen. Dësen Text soll dofir d'Grondlag bidden.

Wannechgelift, Här President.

8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la position du Gouvernement en matière d'énergie nucléaire

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Positioun vun der Regierung a Bezuch op nuklear Energie, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, den Här Georges Engel, den Här François Bausch an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Zënter Woche stelle sech vill Leit hei am Land follgend Fro: Gëtt et ënnert der Regierung Frieden-Bettel e Revirement an der Lëtzebuerger Atompolitick? De Verdacht ass bei ville Leit opkomm, nodeems de Premierminister am Kontext vum Atomsommet am Mäerz zu Bréissel ganz nei a fir Lëtzebuerg ongewinnten Téin ugeschloen huet, wat d'Zukunft vun der Atomenergie ugeet. Den Här Frieden ass zitéiert gi mat der Ausso, dass Atomenergie eng Zukunftstechnologie wier, déi et ze ënnerstëtzen a mat ëffentleche Gelder ze finanzéiere gëllt.

Kierzlech ass d'Atomenergie als strateegesch Prioritéit vun der EU-Industriepolitick ageschriwwe ginn, an et huet och eng Debatt ugefaangen iwwert d'Méiglechkeet, europäesch ëffentlech Investitioune verstäerkt an d'Entwécklung vun der Atomenergie fléissen ze loossen. Den Här Premierminister huet natierlech direkt erkannt, wuer d'Geld hischwëmmt, an huet net laang gezéckt, fir mat an d'Waasser ze sprangen. An dobäi ass de joerzéngtelaange Konsens an der Atomfro zu Lëtzebuerg direkt mat buede gaangen.

D'Ausso vum Premierminister ass awer guer net esou iwwerraschend. Dat konnt ee scho beim Koalitiounsaccord tëscht DP an CSV viranen, well dee sech op d'Fuerderung no enger Schléissung vun de Wierker zu Cattenom, Tihange an Doel beschränkt – méi net! Dobäi kéint een och soen, datt den Accord méi wäit wéi d'Walprogrammer vu béide Parteie geet, well déi hunn nämlech kee Wuert iwwert d'Atomkraaft oder Cattenom verluer gehat.

Et soll een och net vergiessen, dass d'CSV scho viru knapp zwee Joer den Anti-Atom-Kommitee verlooss hat. An de klimapolitesche Spriecher vun der CSV, den honorabelen Här Galles, gouf am „Lëtzebuerger Land" mat der Ausso zitéiert, dass Atomenergie aus Klimaschutzsiicht dat méi klengt Iwwel wier.

Dofir ass et fir eis kloer, datt et sech beim Här Premierminister sengen Aussoen net ëm en Ausrutscher gehandelt huet, mee och ëm eng kloer politesch Positionéierung en faveur vun der Atomenergie. Esou huet et op jidde Fall och d'Jugendorganisatioun vun der DP, d'JDL, gesinn, déi de Premierminister och dofir gelueft huet.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibanne bal all eens, dass en Atomkraaftwierk e potenziell immens grousse Risiko duerstellt. D'Zentral vu Cattenom steet op e puer Kilometer vum Süde vu Lëtzebuerg. En Accident do kéint, enger rezenter Etüd vu Greenpeace Lëtzebuerg no, 26 Millioune Leit direkt treffen. 276 Leit missten direkt evakuéiert ginn hei zu Lëtzebuerg.

Une voix | 276.000.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, 276.000 Leit missten evakuéiert ginn hei zu Lëtzebuerg. Dat wier soss e bëssen ënnerdriwwen.

Jo, Cattenom ass eng Menace fir dat gesamt Lëtzebuerger Staatsgebitt. An dofir muss alles drugesat ginn, dass Cattenom zougeet an d'Lafzäit vun der Zentral net verlängert gëtt. Tihange an Doel si méi wäit ewech, mee opgrond vun den typesche Loftstréimunge wier Lëtzebuerg och hei bei engem Accident staark impaktéiert.

Dobäi kënnt jo och nach den Impakt vun der Klimaverännerung op d'Sécherheet vun de Reakteren. Et gëtt behaapt, d'Atomenergie wier néideg, fir de Klimawandel ze bekämpfen – dacks och vu Leit, déi de Klimawandel a Fro stellen –, an dobäi mécht de Klimawandel et schwéier, d'AKWen um Lafen ze halen, a grad och hei an der Géigend. Ech denken hei besonnesch un d'Killfäegkeet vun der Musel, déi am Summer reegelméisseg net méi genuch Waasser dréit an dowéinst zu Cattenom schonn op Noutreservoiren huet missen zréckgegraff ginn. E méigleche Risiko geet awer och vun den zwou voire dräi geplangten Zentralen an Holland aus.

Et ass un deem Beispill, wou een d'Ausso vun der Regierung muss kritiséieren, dass ee sech eenzeg an eleng op Cattenom, Doel an Tihange wëll konzentréieren. Wéi effikass ass dës Fuerderung vun enger Schléissung, wa fir d'Regierung nei Reakteren an Holland keng Roll méi spillen? Wou verleeft iwwerhaapt d'Grenz, ab wéini eng Atomzentral fir Lëtzebuerg net méi geféierlech wier?

Et ass och schwéier, glafwierdeg ze bleiwen, wann de Premierminister an Europa deklaréiert, dass Atomenergie als Zukunftstechnologie ënnerstëtzt gehéiert, mee dann awer zu Lëtzebuerg déi selwecht Atomkraaft als existenziell Bedroung duerstellt. De franséische President an de belsche Premier lauschteren

do och sécher ganz interesséiert mat. A si lauschteren och bestëmmt ganz gutt no, wann den Här Premierminister vun Investitioune schwätzt, well dës Länner an déi grouss Konzerner, déi Atomkraaftwierker bauen a bedreiwen, op ganz vill Investitiounen ugewise sinn. Eleng fir d'Astandhalung vun den aktuelle Produktiounscapacitéiten an Europa a fir de Réckbau vun ale Kraaftwierker an den Traitement an de Stockage vun den Offäll si bis 2050, laut der Atomindustrie, ronn 750 Milliarden – Milliarden! – Euro (veuillez lire: 750 Milliounen Euro) néideg.

Historesch ass et esou, dass an der Atomenergie virun allem ëffentlech Gelder stiechen, well d'Privatkapital de Risiko scheit an och net bereet ass, jorelaang Milliarden an eng Zentral ze investéieren, ouni een Euro en retour ze gesinn. Dat erklärt och, firwat op europäeschem Niveau elo ëm méi ëffentlech EU-Gelder fir d'Atomindustrie gefeilscht gëtt.

An deem Sënn wéilt ech och eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung oprifft, alles ze ënnerhuelen, zesumme mat anere Regierungen an Europa, an der Europäescher Unioun, fir datt keng weider ëffentlech Sue fir d'Atomenergie solle fräigemaach ginn.

Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu la motion relative à l'action gouvernementale en matière d'énergie nucléaire adoptée par la Chambre des Députés en date du 8 décembre 2021 ;

– considérant l'opposition de la grande majorité de la population luxembourgeoise à l'énergie nucléaire ;

– rappelant que l'accord de coalition 2023–2028 prévoit l'intervention du Gouvernement pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel ;

– considérant que le Luxembourg s'est opposé à un classement des activités liées à l'énergie nucléaire comme « durables » dans la taxonomie verte européenne et s'est joint au recours de l'Autriche contre ledit règlement suite à l'introduction du gaz et du nucléaire ;

– considérant la déclaration finale du « Sommet de l'énergie nucléaire » du 21 mars 2024 signée par 37 États qui appelle à un triplement des capacités mondiales de production d'énergie nucléaire d'ici 2050 ;

– considérant la décision du Conseil des ministres de l'Union européenne et du Parlement européen (6 février 2024) de reconnaitre le nucléaire comme technologie stratégique pour la décarbonation de l'Union européenne ;

– considérant la décision de la Commission européenne d'établir une alliance industrielle sur les petits réacteurs modulaires afin de faciliter le déploiement des premiers réacteurs d'ici 2030 ;

– considérant les négociations en cours au niveau européen sur l'éligibilité des technologies nucléaires pour l'ensemble des financements publics européens ;

– considérant que les développements précités risqueront de freiner voire anéantir le financement déjà insuffisant de la recherche et du déploiement d'infrastructures en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de stockage d'énergie,

invite le Gouvernement

– à user de tous les moyens politiques et juridiques, ensemble avec d'autres gouvernements opposés au nucléaire, pour empêcher le déblocage de financements publics européens en vue de la construction de nouvelles centrales nucléaires – y compris les petits réacteurs modulaires – et du prolongement de réacteurs existants.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, privat Investisseure bréngen just da Geld, wann et sech lount, wann e Profitt erausspréngt. Well dat awer bei der Atomindustrie schwéier ass, mussen zousätzlech Bedingunge geschafe ginn, fir dass et sech awer loune kéint. An hei kënnt déi berüümten europäesch Taxonomie an d'Spill, déi festleet, wéi eng Investitiounen nohalteg sinn a fir déi méi Ureizer geschafe solle ginn. D'Decisioun vun der EU, Atom a Gas mat an dës Taxonomie opzehuelen, bedeit elo, dass dës Energiequelle bei der Finanzéierung Virdeeler kréien. D'Iddi ass et also, dass d'Privatkapital do drafléisse soll.

Déi viregt Regierung huet Éisträich bei sengem Recours géint dëst Reglement aktiv ënnerstëtzt. Déi nei Regierung seet sech do méi zréckhalend, wëll de Recours zwar weider ënnerstëtzen, mee se weist sech awer méi ofwaardend. Op meng Fro hin, ob d'Regierung de Recours ënnerstëtzt, koum d'Äntwert vun den zoustännege Ministeren, dass een d'Decisioun ofwaart. Richteg iwwerzeegt ware mir vun dëser Äntwert net.

Här President, mir wëssen natierlech, dass net vun haut op muer d'Atomzentralen zougemaach ginn. Dat ass jo och guer net méiglech. Mir hannerfroen och net d'Necessitéit vun Investitiounen an d'Maintenance, d'Sécherheet an an den Traitement vun den Offäll, soulaang d'Zentrale lafen. Wat mir awer kritiséieren, ass d'Virstellung, dass Atomenergie an der Zukunft eng grouss Roll spille soll, zemools an der Bekämpfung vum Klimawandel. Oder mengt d'Regierung, datt d'Atomenergie do eng Roll ze spillen hätt?

D'Finanzementer, déi dofir och erfuerdert sinn, si gewalteg a si engagéieren eis bis d'Joer 2100 a weider. Dës Investitioune ginn eis europawäit verluer, fir aner Beräicher ze entwéckelen, sief et erneierbar Energien, sief et den ëffentlechen Transport oder d'Renovatioun vu Wunnengen – dat, wat een alles bräicht, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Atomenergie ass eng enorm deier a riskant Energiegewannungsquell. An eng Atomzentral ass duerch hir Komplexitéit och nach joerzéngtelaang am Bau – sou laang, datt et schonn ze spéit ass, fir iwwerhaapt géint de Klimawandel virzegoen.

Trotz all deem investéiere mer zu Lëtzebuerg weider an d'Atomkraaft. De Rentefong investéiert ëmmer nach Milliounen an d'Atomenergie, obwuel mir hei scho Motioune gestëmmt hunn, déi d'Regierung opgefuerdert hunn, domat opzehalen. An deem Sënn wollt ech och rëm eng Kéier eng Motioun deposéieren, fir rëm eng Kéier an dës Richtung ze goen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– que le 9 février 2023 la Chambre des Députés a adopté une motion sur la stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) invitant notamment le Gouvernement à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire [...] » ;

– que le dernier rapport annuel audité de la SICAV-FIS du FDC renseigne que le FDC détenait au 31 décembre 2023 des actifs de nombreuses sociétés actives dans le secteur de la production d'énergie nucléaire ;

– que la liste d'exclusion du FDC, telle que mise à jour en février 2024, n'exclut aucune société de l'univers d'investissement du FDC en raison de son implication dans la production d'énergie nucléaire ;

que le site Internet du FDC ne fait aucune mention d'une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire ;

– que dans sa réponse à la question parlementaire n° 434 du 7 mars 2024 de Madame la Députée Joëlle Welfring et de Monsieur le Député François Bausch, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ne fait aucune mention d'une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire,

invite le Gouvernement

– à s'assurer que toutes les sociétés productrices d'énergie nucléaire soient durablement exclues de l'univers d'investissement du FDC et ceci au plus tard jusqu'à la fin de l'année 2024.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wannechgelift.

Här President, Lëtzebuerg huet mat 4.300 Milliarden déi gréisste Fongenindustrie an Europa. En enormen Investitiounsvolume fléisst also iwwer eis Finanzplaz. E groussen Deel vun dëse Gelder stécht an Entreprisen, déi mat Ëmwelt a sozialer Nohaltegkeet a mat Mënscherechter wéineg um Hutt hunn – dat ass gewosst.

Den neie Problem, deen duerch d'Taxonomie elo entsteet, ass awer, dass d'Kapitalbeschafung fir Entreprisen am Beräich vun der Atomenergie elo méi bëlleg gëtt duerch déi nei EU-Reglementatioun. Wann déi aktuell Regierung hir Positioun net geännert sollt hunn – an also dergéint ass, dass d'Nuklearenergie als nohalteg soll unerkannt ginn –, da steet och näischt der Méiglechkeet am Wee, d'Taxonomie an der aktueller Form einfach ze ignoréieren.

Zumindest punktuell kann d'Regierung hir Verantwortung hei huelen an d'Spuerkeess, zum Beispill, als Staatsbank opfuerderen, d'Atomenergie an de Gas aus hire Fongen an Investitiounen ze verbannen, a bei deene Banken intervenéieren, wéi d'BIL oder d'BGL BNP Paribas, wou de Staat Aktionär ass. Dat huet ënner anerem och de Mouvement écologique gefuerdert. An dat géife mer dann och hei an dëser Motioun fuerderen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– vu que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État est un établissement public avec un actionnariat à 100 % public ;

– vu que l'État luxembourgeois détient 34 % du capital de BGL BNP Paribas et 10 % du capital de Banque Internationale à Luxembourg ;

– vu que l'État luxembourgeois est représenté au sein des conseils d'administration des deux instituts de crédit et que ses représentants y défendent les intérêts de l'État luxembourgeois ;

– considérant que les trois instituts de crédit prémentionnés disposent de par leurs parts de marché d'un levier important sur l'orientation des investissements réalisés au Luxembourg ;

– considérant que le Luxembourg s'est opposé à un classement des activités liées à l'énergie nucléaire comme « durables » dans la taxonomie verte européenne et s'est joint au recours de l'Autriche contre ledit règlement suite à l'introduction du gaz et du nucléaire ;

– considérant qu'une exclusion du gaz et du nucléaire des fonds d'investissements dits soutenables commercialisés par les trois banques prémentionnées renforcerait la cohérence des politiques publiques,

invite le Gouvernement

– à œuvrer pour l'exclusion du gaz et du nucléaire des fonds d'investissements dits soutenables commercialisés par la BCEE d'ici la fin de l'année 2024 ;

– à intervenir au sein des conseils d'administration de la BIL et de BGL BNP Paribas en faveur de l'exclusion du gaz et du nucléaire de leurs fonds d'investissements dits soutenables.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Nach eng Kéier merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Voilà. Dat war déi lescht.

Zum Ofschloss: Här President, den Här Premierminister hat gesot, d'Regierung hätt net wëlles, eng Atomzentral ze bauen. Doréms ass et natierlech ni gaangen. An dat huet och, mengen ech, ni een der Regierung ënnerstallt. Mir op jiddwer Fall net. Et ass e bëssen esou deen Trick, fir eppes ganz Schlëmmes ofzewieren, wat souwisou ni antriede wäert, fir duerno awer vläicht gewëssen onbeléift Saachen duerchzekréien.

Eis geet et awer drëms, ze wëssen, wou ee mat dëser Regierung drun ass, wat si vun der Atomenergie hält, an dat ouni Ambiguitéiten. A si däerf och derfir sinn! Dat ass hiert gutt Recht, genausou wéi et d'gutt Recht vun der Chamber ass oder vun der Bevëlkerung ass, och ze wëssen, wouhin eis d'Atomrees vun dëser Regierung hiféiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Wagner.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Wann de grousse Julius Caesar virun 2.000 Joer radioaktiven Offall an enger Höl hei zu Lëtzebuerg, wat deemools Gallie war, deposéiert hätt an en hätt an de Stee gemeesselt, dass kee sech soll do ophale respektiv dass een dat all 100 Joer muss eraushuelen, erëm nei verpaken a rëm aleeën, ech mengen, da wiere mer net esou begeeschtert haut.

(Hilarité)

An et ass ënner anerem aus deem Grond, dass et och e bewosste Choix ass vun eis als CSV, dass mir zu Lëtzebuerg net aktiv ginn an der Nukleaerenergie. Fir eis huet den Ausbau vun erneierbaren Energien – op Basis vu Wand, Solar, Biomass – eng absolutt Prioritéit. An et ass do, wou d'Ressourcen hei zu Lëtzebuerg an och an Europa mussen agesat ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | D'Atomenergie ass an eisen Aen net nohalteg wéinst dem Problem vum Offall, awer och – den Här Wagner huet et gesot – wéinst der Gefor vun den Accidenter.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Aus deem Grond solle besteeënd Anlagen och nëmme weidergefouert ginn, soulaang d'Sécherheet ka garantéiert ginn. A mir sinn iwwregens och dem Aktiounskommitee géint d'Atomenergie erëm bäigetrueden. Och am Koalitiounsaccord, mengen ech, steet, Dir hutt et gesot, dass d'Anlagen an der noer Ëmgéigend sollen zougemaach ginn, wann d'Sécherheet net méi garantéiert ass.

An den Diskussioune ronderëm déi europäesch Taxonomie, wou et jo drëms geet, festzeleeën, wou Privatkapital investéiert gëtt, huet den Deputéierte Christophe Hansen, deemools Europadeputéierten, zesumme mat Deputéierten aus all de Fraktiounen eng Objektioun deposéiert, fir d'Nukleaerenergie an och de Gas als net nohalteg anzestufen. Dës Objektioun huet keng Majoritéit am Europaparlament kritt. An dëse Vott ass awer elo ze akzeptéieren.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Et ass och eng Realitéit, dass sech den 21. Mäerz zu Bréissel 32 Staaten, dorënner d'USA, China, awer och eisen Noper Frankräich, getraff hunn, fir iwwert d'Zukunft vun der Nukleaerenergie ze schwätzen. Déi meescht Staate bedreiwe selwer Reakteren a wëllen och an Zukunft doran investéieren. D'Atomenergie wäert also en Deel vum Stroummix op der Welt sinn.

Den Artikel 194 vum Traité iwwert d'Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ass ganz kloer: D'Energieversuergung ass eng gedeelte Responsabilitéit zwëschent der Europäescher Unioun an de Länner. D'EU suergt derfir, dass de Maart an d'Vernetzung funktionéieren, an et sinn déi eenzel Länner, déi decidéieren, wéi e Stroummix se huelen oder produzéieren.

An ech mengen, et ass derwäert, an enger Debatt wéi haut awer och emol eng Kéier ze kucken, wat déi Länner beweegt, virun an d'Atomenergie ze investéieren. Finnland huet iwwer 50 % erneierbar Energien. Eigentlech géif et jo op der Hand leien, domat virunzefueren, mee grad fir d'erneierbar Energië weiderzeentwéckelen, wëlle si eng Grondlaascht mat der Atomenergie produzéieren, fir d'Waasserkraaftwierker fräizemaachen, fir déi sougenannte Flaute bei der Loft opzefänken. Dat heescht, d'Atomenergie ass fir si e Choix. An ech mengen, domat sollte mir eis beschäftegen, well dat eng Realitéit ass.

Well d'Atomenergie weider eng Realitéit ass, ass et fir eis als CSV wichteg, dass mir virun an d'Fuerschung a verschiddene Beräicher vum Nuklear investéieren. D'Gestioun vum nuklearen Offall – den Här Wagner huet et och gesot –: Mir brauche Konzepter fir eng nohalteg Endlagerung, fir e Verschaffe vun deem Offall. Do duerfe mir am Numm vun den nächsten Honnerte vu Generatiounen net einfach de Kapp an de Sand stiechen.

An da si mir eis natierlech bewosst, dass déi kuerzfristeg Klimaziler vun 2050 nëmmen ze erreeche si mat den erneierbaren Energien, well mer do elo schnell sinn, well mer do ënnerwee sinn. Awer et gëtt och eng Zäit no 2050. An den Energieverbrauch wäert zouhuelen. Mir wäerten 10 Milliarde Mënsche mussen ernären an energeetesch versuergen. Dofir ass et fir eis och evident, dass mir virun an d'Fuerschung vun der Kärfusioun investéieren. Et wier net responsabel, net méi an den europäesche Programm ITER ze investéieren. Well wie vun eis weess, wat a 40 Joer ass? Wéi eng Problemer bréngen déi aktuell Energië mat sech? Ech mengen, et muss een hei oppe genuch sinn, fir verschidden Optiounen ze halen.

Wéi schonns am Ufank gesot: Mir sollen heiheem all eis Responsabilitéit huelen, fir op déi erneierbar Energien ze setzen: eng PV-Anlag op all Daach, op der ganzer versigelter Fläch, och a Kombinatioun mat Landwirtschaft – mee wierklech mat Landwirtschaft –, e weideren Ausbau vu Wandanlagen do, wou et méiglech ass, an natierlech och d'Biomass.

Da solle mer och responsabel ginn um Niveau vun der Speicherung. Ech mengen, och do kënne mir Responsabilitéit iwwerhuelen iwwer Subventiounen, iwwer Plazen, wou kënne Speicheranlagen higestallt ginn. Et ass awer wichteg, dass mer méi séier ginn, dass mer schnell standardiséiert Prozedure kréien, well et kann net sinn, dass et méi wéi zéng Joer dauert, fir e Wandrad zu Lëtzebuerg opzeriichten. Et ass do un eis all, fir e gewëssene Pragmatismus ze weisen, fir dass mer dora virukommen.

Dofir nach eng Kéier zum Schluss: Hei zu Lëtzebuerg alles maachen am Beräich vun der Produktioun vun erneierbaren Energien, an awer mat engem kloren, oppenen, kritesche Bléck op dat, wat dorëmmer geschitt. Domat leeschte mir eise Beitrag.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif alleguer, d'Diskussioun iwwert d'Klimakris ass keng nei. Am Géigendeel, mir befannen eis grad matzen an enger duebeler Transitioun. D'Energiekris, an där mir eis befannen, huet nach eng Kéier verdäitlecht, dass mir d'Energietransitioun elo ganz séier virundreiwe mussen.

Ech wëll virop direkt soen: D'DP setzt sech intensiv géint de Klimawandel an a seet ganz kloer Nee zu enger Zukunft fir fossil Brennstoffer oder Atomkraaft a kloer Jo zu den erneierbaren Energien.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | D'Lëscht vun den Nodeeler vun der Atomkraaft ass ganz laang. Dat Éischt – an dat ass dat Wichtegst –, ass, well et einfach ze geféierlech ass. Et ass jidderengem heibanne bewosst, wat zu Fukushima, Tschernobyl a sou weider geschitt ass. An dat si just déi bekanntste Katastrophen. Et kann zu all Moment an iwwerall eng Katastroph geschéien, grad an Zäite wéi dësen, wou Krich op der Agenda steet. An ech wëll mir net ausmolen, wat dat fir Konsequenzen hätt!

Et ass och kee Geheimnis, dass d'Léisung vun der Atomkraaft lues an deier ass. Fir eisen Energiebedarf ze decken, missten zeg nei Reaktere gebaut ginn, wat deier wär a wat bis zu 20 Joer kéint daueren, ier dës kënnen a Betrib goen. Dëst ass am Kader vun der Urgence vun der Klimakris, an där mir eis aktuell befannen, einfach vill ze spéit.

E weidere Punkt, deen dacks vun deene ville Leit, déi sech fir d'Atomkraaft asetzen, vergiess oder bewosst ignoréiert gëtt, ass, wat mat deem radioaktiven Offall geschitt. Et ass sécher, dass keen dëse bannent oder ronderëm seng Grenze wëll leien hunn.

Vu dass d'Sécherheet vun eise Bierger fir eis un alleréischter Plaz steet, ass eis Positioun ganz kloer. Mir setzen eis weiderhi fir d'Fermeturë vu Cattenom souwéi vun deene sech och nach do ronderëm eis Grenze befannenden Atomkraaftwierker an, wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Déi eenzeg a richteg Alternativ, déi eis et erlaabt, eist Land klimaneutral ze entwéckelen an eis Klimaziler aus dem PNEC ze erreechen, sinn déi erneierbar Energien. Dës sinn net just méi bëlleg, mee och méi sécher a se kéinte scho bannent e puer Joer e grousse Stroumbedarf decken. Dowéinst si mir der Meenung, dass massiv Investitiounen a Fuerschungen am Beräich vun den nohaltegen Energien onëmgänglech sinn, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an eis Ofhängegkeet vun Energieimporter ze reduzéieren.

Mir mussen eis Infrastrukturen ausbauen an un d'Besoine vu muer upassen. Dëst gëllt am Domän vun der Elektrifizéierung, op déi eis Industrie ëmmer méi setzt, mee och am Beräich vum Hydrogène an dem Biogas.

Lëtzebuerg huet säin Engagement fir d'Offshore-Wandenergie schonn duerch seng Bedeelegung um Projet fir déi éischt sougenannten „energeetesch Inselen" an Dänemark ënnerstrach. Och d'Fotovoltaik spillt eng grouss Roll am Stroumnetz vu muer. Dowéinst ass et nëmme richteg, dass bei allen neie Gebaier d'Fotovoltaik op den Diech de Standard soll ginn, esou wéi et och am Koalitiounsaccord vermierkt ass.

Mir gesinn also, et gëtt eng ganz Rei u konkreete Pisten, déi besser Alternativen zu der Atomkraaft duerstellen. Dowéinst wëll d'DP-Fraktioun, dass d'Suen an d'Fuerschung vun den erneierbaren Energië fléissen, an net méi an d'Atomkraaft. A wann et muss sinn, da sollen d'Suen an d'Fuerschung zur Behandlung vum radioaktiven Offall investéiert ginn. Well och do musse mir ganz dréngend Léisunge fannen. An deem Kader géif ech och eng Motioun deposéieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

– les déclarations récentes du Gouvernement concernant l'importance d'investir dans les énergies renouvelables et l'engagement de ne pas construire de centrales nucléaires sur le territoire luxembourgeois ;

– les études d'impact de la Commission européenne, qui reconnaissent les énergies renouvelables comme la colonne vertébrale du système énergétique de demain ;

– la déclaration commune pour une taxonomie européenne sans nucléaire en marge de la COP26 de Glasgow, dont le Luxembourg était aussi signataire, et dont découle que l'énergie nucléaire ne peut pas être considérée comme une source d'énergie verte, sûre ou renouvelable ;

– le projet international de réacteur à fusion nucléaire ITER auquel participe l'Union européenne à des fins de recherche ;

– l'augmentation du risque lié aux installations nucléaires avec l'âge d'exploitation ;

– que la gestion des déchets radioactifs constitue un des problèmes majeurs de l'énergie nucléaire à long terme ;

– la compétence nationale des États membres dans la détermination de leur bouquet énergétique sur base du Traité pour le fonctionnement de l'UE (TFUE),

invite le Gouvernement à

– continuer à investir dans la recherche et l'installation des énergies renouvelables ;

– soutenir, en matière d'énergie nucléaire, les investissements dans la recherche de la sûreté des réacteurs existants et dans la gestion sûre des déchets radioactifs ;

– continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international ;

– poursuivre ses échanges bilatéraux ainsi qu'au sein de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire ;

– continuer ses efforts pour aboutir à une fermeture définitive des centrales nucléaires de Cattenom, Doel et Tihange.

(s.) Luc Emering, Jeff Boonen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech awer och hei ganz kloer soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi Energietransitioun, déi mer brauchen, just erreechen, wann an de Geneemegungsprozeduren endlech e massiivt Ëmdenke stattfënnt. Mindestens aacht bis zéng Joer, fir eng Wandmillen zu autoriséieren, sinn an Zukunft net méi tragbar. Etüden, Fliedermais, Wëllkazen, an, an, an. Een, deen hei zu Lëtzebuerg an erneierbar Energiequelle wëll investéieren, déi jo bekanntlecherweis zum grousse Deel an der Gréngzon stattfannen, dee gëtt esou munches geléiert. Wa mer Energietransitioun soen, musse mer och Ouverture d'esprit am Environnement soen. Am anere Fall wäerten d'Kamäiner zu Cattenom a ronderëm nach ganz laang dämpen.

An deem Sënn, léif alleguerten, ënnersträichen ech nach eemol ganz kloer, dass mer mussen oppen, sachlech an zilorientéiert no vir kucken an alles drusetzen, fir d'Energietransitioun ze assuréieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Merci och deene Lénken an dem David Wagner dofir, dat Theema hei op den Ordre de jour bruecht ze hunn.

Ech hat mer net geduecht, dass mer eis nach eng Kéier missten hei an dëser héijer Kummer iwwert d'Atomenergie ausloossen. Ech hat op de jorelaange Konsens hei gehofft, deen dëst Parlament ëmmer hat, wou mer eis ëmmer géint d'Atomkraaftwierker ausgeschwat hunn, wou mer eis ëmmer géint d'Atomkraaft ausgeschwat hunn, an ech hat gemengt, dat Theema wär giess!

Leider ass dat net de Fall. Leider wëll nach op d'Atomenergie zréckgegraff ginn, wat awer u sech eng Energie vun der Vergaangenheet ass. An de 70er-Jore war et eng Energie vun der Zukunft, haut ass et eng Energie vun der Vergaangenheet.

An d'Argumenter géint d'Atomenergie, déi si ganz kloer. De Bau vu Reakteren ass immens deier an en dauert immens laang. Ee Beispill: Flamanville. De Bau vum Reakter huet méi wéi 16 Joer gedauert an en hat e Käschtepunkt vun 13,2 Milliarden Euro! Wann een dann déi extern Käschten, also den nukleare Offall a längerfristeg Follge vun Atomenergie matarechent, dann ass d'Atomenergie déi deierst Energie iwwerhaapt. Déi laang Bauzäit konnt een an de leschte 70 Joren net systematesch verkierzen. An deemno ass d'Atomenergie och dat falscht Rezept, fir géint d'Klimaurgence hei virzegoen.

Atomenergie ass och geféierlech a muss konstant deier betreit an iwwerwaacht ginn. Wouhinner mam radioaktiven Offall? De Risiko vun Accidenter mat fatale Konsequenze fir Millioune vu Leit. De Risiko vun Attentater. A mir wësse jo och, dass, wa mir fir d'Atomenergie Suen an d'Fuerschung stiechen, dat och ëmmer gebraucht ka gi fir Atomwaffen. Ech sinn der Meenung, dass dat eng ganz verantwortungslos Politick ass par rapport zu eise Kanner a par rapport zu eisen zukünftege Generatiounen!

D'Atomenergie mécht eis ofhängeg. D'Brennmaterial muss importéiert ginn, Uran zu 100 %. 2022 goufen nach 20 % aus Russland a 24 % aus dem Kasachstan an aus dem Usbekistan importéiert. Dozou kënnt och nach, dass de Waasserverbrauch ganz héich ass an dass dat an enger Zäit vu Waasserknappheet jo och net déi richteg Mesür ass.

Am Koalitiounsvertrag steet, datt d'Regierung sech fir d'Schléissung vun den Atommeilere vu Cattenom, Tihange an Doel wéilt asetzen, also allem, wat Lëtzebuerg ka geféierlech ginn. Mee op anere Plazen, do kënne mer awer weider an d'Atomenergie investéieren, do betrëfft et jo da bei enger Katastroph Lëtzebuerg net. Ech fannen dat en hypokriteschen Discours. Ech fannen dat en Discours, deen een net soll halen!

An ech fannen et iwwregens och geféierlech, wann een op där enger Säit seet: „Mir wëllen, datt weider an d'Atomenergie investéiert gëtt", an dann hei op der Tribün awer e ganz anere Langage gebraucht. Dat ass en doppelzüngegen, ambiguen Discours. Deen ass net gutt. Et ass e groussen Hin an Hier, deen d'Regierungsparteien do uginn. Déi eng, déi hunn en an hirer Partei selwer, déi aner, déi droen en no baussen. Dat ass net gutt. Et ass keng kloer Linn.

Vläicht nach ee Wuert och zu dem ITER-Projet, deen elo an deene leschte Joren och ëmmer ënnerstëtzt ginn ass. Hei geet et net ëm Fissioun, wat am Moment an den Atomreaktere gebraucht gëtt, mee ëm Fusioun, wat eng nei Technologie ass, déi awer och scho säit de 50er-Jore gebraucht gëtt, wat eiser Meenung no och net déi allerbeschten Technologie ass – am Moment op alle Fall nach. Mee et kéint awer eng Technologie sinn, déi net op der selwechter Linn ass wéi déi vun der Fissioun. Et ass also fir eis och lo keng absolutt Prioritéit, well d'absolutt Prioritéit läit bei den erneierbaren Energien. Well och déi Technologie vun der Fusioun ass net gëeegent, fir der aktueller Klimakris entgéintzewierken.

Summa summarum: E weideren Invest an déi traditionell Atomenergie ass verantwortungslos! Hei gi Milliarde vu Steiergelder an d'Täsch vun enger Lobby gestach, an déi feele bei den Erneierbaren. Et ass keen Invest an d'Zukunft, mee et ass eng Schold an d'Zukunft! An d'Atomenergie, déi rechent sech net. Mir maachen eis ofhängeg vun enger Energie, déi mer net ganz beherrschen an déi eis och nach an d'Ofhängegkeet vun anere Länner dreift.

Eise Wee ass deen, nach just a modern an an erneierbar Energien ze investéieren, déi effektiv an hirem ganze Bilan méi ëmweltfrëndlech sinn. Dat ass dee richtege Wee an op dee wëlle mir goen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Amerika, England, Frankräich, Holland, Japan, Schweden, Finnland, Polen, Tschechien: All dës grouss Länner mat Dausende vun Experten hu sech fir eng Verdräifachung vun der Nukleareenergie ausgeschwat. Mee et gëtt awer ee klengt Land hei an Europa, dat mengt, datt et alles besser weess, an dat ass Lëtzebuerg. Mee et gëtt awer och an deem klenge Land eng kleng Partei, déi Widderstand leescht, an dat ass d'ADR.

(Interruptions)

Mir als ADR si fir eng rational an technologieoppen Energiepolitick. Ech hätt jo ganz gär den Här Frieden luewend ernimmt, dee genau déi kloer Wierder och gesot huet, mee no enger klenger Revolt an den eegene Reie schéngt näischt méi kloer ze sinn. Kee Courage. Dozou spéider méi.

All Energiequell huet Stäerkten a Schwächten. Déi optimal Energie hänkt staark vun der geografescher Lag of an och vun Energiebesoinen: an der Wüst Solar, an de Bierger Waasserkraaft, un der Nordséi Wand an a ville Länner mat schlechter Geografie och Atomenergie. Grouss Industrielänner brauchen zu all Zäit vill a bëlleg Energie fir ze produzéieren. Entwécklungslänner hunn awer aner Besoinen. Duerfir soll all Regioun an all Land hir Energiepolitick selwer bestëmmen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Atomenergie säit Joerzéngte verdäiwelt an den Discours gëtt haaptsächlech vu Leit gefouert, déi net vill Anung hunn! An de leschte Wochen hunn eis Medie Greenpeace hoféiert

an onkritesch Interviewe mat hirem sougenannten Nuklearexpert, dem Roger Spautz, gemaach. Ech wollt mol wëssen, wat fir Qualifikatiounen dee Mann huet. Ech hunn näischt fonnt, bis op en Artikel aus dem Joer 2014, ...

(Interruptions et brouhaha)

... wou e beschriwwe gëtt als „un postier aujourd'hui retraité". De Mann huet also bei der ...

(Interruption)

Däerf ech schwätzen?

Une voix | Dat ass inakzeptabel!

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, fuert elo weider.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

(Interruption)

De Mann huet also bei der Post geschafft. Ech ka verstoen, datt Leit nervös gi bei Atomenergie, wann dauernd Feelinformatiounen oder Hallefwouerechten erzielt ginn.

Ech wëll hei mol mat zwou Saachen opraumen.

(Interruptions)

Éischtens: d'Sécherheet. Nuklearenergie huet en änleche Risikoprofill wéi mam Fliger fléien. Wann e Fliger eroffält, ginn et vill Affer op ee Coup. Mee well vill Millioune vu Flich ouni Accident oflafen, ass et e ganz séchert Transportmëttel. Wann een d'Date vun „Our World in Data" kuckt, dann ass d'Atomenergie eng vun de séchersten Energiequellen, esou sécher wéi Solarenergie. An dat ass richteg, dat ass Statistik. Ass de Risiko null? Nee. Mee de Risiko bei der Produktinstallatioun vu Solarpanelen ass och net null. All Energiequell huet Risiken!

Zweetens: Den Atomoffall gëtt och als Haaptargument geholl. Wat net gesot gëtt, ass, datt d'Nuklearindustrie sech a 40 Joer weiderentwéckelt huet. Säit 1985 huet Frankräich zwee Drëttel vum radioaktiven Offall recycléiert kritt. Och dat muss ee soen! Wa mir méi Suen an d'Fuerschung gestach hätten, da wär et héchstwarscheinlech nach méi. An et gëtt och en Endlager a Finnland.

All Energiequell huet Vir- an Nodeeler. Mir mussen all Optiounen um Dësch hunn. Dat gëllt och fir d'Fusiounsenergie, déi duerch nei Methoden an der Kënschtlecher Intelligenz grouss Fortschrëtter gemaach huet.

Den Här Frieden wëll weeder eng Nuklearzentral zu Lëtzebuerg bauen, mir vun der ADR och net, nach datt déi onsécher Zentrale weiderlafe sollen, mir vun der ADR och net. Et ass einfach nëmmen drëm gaangen, fir op EU-Niveau eng konstruktiv Politick ze maachen an eis net politesch ze isoléieren. Wa vill EU-Länner Atomenergie als wichteg ugesinn, da solle mir dat och akzeptéieren. Dat ass e relativ klenge Geste ...

(Interruption)

... a souguer do feelt et, schéngt et, bei der Regierung u Courage. Wann d'Regierung an den Här Frieden net mol Courage hu bei deem klengen Theema, da froen ech mech, wéi se déi grouss Theemen uginn, mat Logement, Gesondheetssystem a Migratioun. Do brauch een onendlech vill méi Courage!

Duerfir reechen ech am Numm vun der ADR-Fraktioun eng Motioun an, fir d'Regierung opzefuerderen, eng konstruktiv an net isolationistesch Politick op EU-Niveau ze maachen. Konkreet freet d'Motioun d'Regierung, d'Decisioun vun der vireger Regierung, fir Éisträich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun an dem Europaparlament, fir Atomenergie an Äerdgas als nohalteg Energie anzestufen, ze akzeptéieren.

Ech géif mech freeën, wann d'Regierungsparteie vun der CSV an der DP dës Motioun matdroe géifen an domat éischtens Courage weisen an zweetens hirem Premier, dem Här Frieden, de Réck stäipen.

Villmools merci.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten:

erënnert drun, datt

– déi viregt Lëtzebuerger Regierung de 7. Juli 2022 annoncéiert hat, fir beim Europäesche Geriichtshaff eng Plainte géint d'Integratioun vun Atomenergie an Äerdgas an d'EU-Taxonomie ze deposéieren, dat an engem Kontext vu konstant steigenden Energiepräisser;

– Éisträich am gläiche Kontext decidéiert hat, fir géint déi ergänzend delegéiert Veruerdnung zur EU-Taxonomie-Regulatioun ze kloen;

– d'Lëtzebuerger Regierung an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro den 12. Oktober 2022 ugekënnegt hat, Éisträich an dëser Prozedur ze ënnerstëtzen, wat de facto bedeit huet, datt si net selwer géint déi mentionéiert Veruerdnung géif kloen;

– et schonns am Juli 2022 zu enger Ofstëmmung am Europäesche Parlament iwwert d'Taxonomie-Reegelung komm ass, an datt sech keng Majoritéit fonnt hat, fir Asproch géint d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun ze erhiewen,

ass sech bewosst, datt

– vill europäesch Länner, dorënner Holland, Schweden, Finnland, Tschechien a Frankräich, decidéiert hunn, fir d'Notzung vun der Atomenergie auszebauen an technologesch weiderzeentwéckelen, an dat mam Argument, fir nieft der CO_2-Reduktioun Elektrizitéit fir d'Bierger ze produzéieren an domat d'Versuergungssécherheet sécherzestellen,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Decisioun vun der viregter Regierung, fir Éistraich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zeréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU-Kommissioun an dem Europaparlament, fir Atomenergie an Äerdgas als nohalteg Energien anzestufen, ze akzeptéieren.

(s.) Tom Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci deene Lénken, datt se déi Debatt hei ugefrot hunn.

Här President, ech wëll ufänken, andeem ech dat, wat elo just gemaach ginn ass, e bësselchen an de Kontext setzen. Wann hei behaapt gëtt, en Accident an enger Nuklearzentral, dat wär vum Risiko vergläichbar, wéi wann e Fliger eroffält, wou da leider natierlech och tragescherweis Leit ëmkommen, an dat wär et schonn, da fannen ech dat eigentlech onwarscheinlech! Well een, dee sech e bëssen, fir fënnef Su, dermat ausernanergesat huet, wat zu Fukushima geschitt ass oder zu Tschernobyl – dat hu mer scho verdrängt, 1986 –, wou ganz Europa drënner gelidden huet, well de radioaktive Stëbs duerch ganz Europa gaangen ass ... Da muss ech soen: Ech fannen dat de Combel bal vum Zynismus, wann een esou e Verglach maache kënnt wéi deen, deen elo hei gemaach ginn ass!

Dat ass och deen éischte Punkt, deen, mengen ech, nach kee geléist kritt huet am Kontext vun där Technologie: Dat ass dee vun der Sécherheet. D'Sécherheet bei den Nuklearzentrale betrëfft net nëmmen de Risiko vun engem Accident, mee dee betrëfft de Risiko vun Uschléi an dee betrëfft virun allem de Risiko vun der Prolifération nucléaire, datt radioaktiv ugeräichert Materialien erausgeschleeft ginn an datt dat domadder natierlech och direkt weltwäit eng sécherheetspolitesch Konsequenz huet mat dem Bau – oder dem méiglechе Bau – vun Atomwaffen, déi ee kann domadder bauen.

An et ass jo net fir näischt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Weltgemeinschaft zënter Jore mam Iran streit, fir ze kucken, datt verhënnert soll ginn, datt den Iran zivill Nuklearenergie soll produzéieren, well kloer d'Angscht besteet, datt dat natierlech deen éischte Schratt ass zum Bau vun der Atombomm vum Iran. An ech brauch jo kengem auszemolen, wat et bedeit, wann e Land wéi den Iran d'Atombomm bis huet! Ech mengen, dat wëlle mer eis all net virstellen, wat dat bedeit! Donc, d'Sécherheetsfro ass den éischte Punkt, an ech fannen, do ass Zynismus wierklech falsch op der Plaz.

Den zweete Punkt ass d'Ofhängegkeet vun engem Rostoff. D'Zil muss et sinn, an der Energiepolitick – an effektiv brauche mer duerfir e gesonde Mix vun Energieformen, ech kommen nach dorobber zréck – onofhängeg ze ginn. Onofhängeg ze gi vu Ressourcen, déi mer an Europa net hunn. Mir hu kee Pëtrol – oder kaum nach Pëtrol – an Europa. Mir hu kaum Gas oder kee Gas. Uran hu mer och keen, Dir Dammen an Dir Hären. Mir hu keen Uran! Mir importéieren den Uran aus Kanada – dat ass nach déi beschten Alternativ –, mee awer och aus Länner, déi fréier zum Sowjetblock gehéiert hunn, wat wierklech „Billerbuchdemokratië" sinn an eiser Welt, oder souguer fréier aus Russland. Méi Atomzentralen heescht och eis weider méi ofhängeg maache vun Diktaturen, vu Länner, déi eis erpressen, wann et bis drop ukënnt. Dat gesi mer jo elo an deene Konflikter, déi de Moment stattfannen.

Den drëtte Punkt ass den Offall. Et gëtt de Moment keng richteg Léisung fir den Offall. Ech hat an engem Debat op der Televisioun dem Buergermeeschter vu Leideleng gesot – dem Här Linster, dee jo an der Demokratescher Partei ass a fir d'nuklear Energie ass –, wéi e gesot huet, ma dat wär alles kee Problem: „Ma, Här Linster, stellt Iech emol vir, mir géifen dann erausfannen, datt Leideleng sech gutt géif eegenen, fir zum Beispill Brennstëfter do iergendwou hinzemaachen." Du sot ech: „Wäert Dir dann als Buergermeeschter d'accord, datt an Ärer Gemeng esou eppes kéim?" Do war d'Äntwert: „Nee." An ech verstinn dat och. Dee Mann huet Recht, datt en do Nee seet. Mee e muss just natierlech konsequent sinn an och generell dann natierlech géint d'Atomenergie sinn.

Véierte Punkt: ekonomesch gesinn total onrentabel! Wann a Frankräich, wëll ech just soen, net iwwer Joerzéngten déi nuklear Energieindustrie ëmmer erëm mat Milliardenzomme finanziell gerett a gestëtzt gi wier, da wär se scho laang net méi do.

An doriwwer eraus gesinn: Ech ka mech jo nëmme wonneren, wann hei gesot gëtt, weltwäit wär d'Atomenergie um Virmarsch. Wësst Dir, wivill Prozent den Atomstroum weltwäit an der Energieproduktioun ausmécht? 9 %. 9 % op der Welt! Mir wëssen awer: D'Erneierbar sinn total um Virmarsch. Dat kann ech Iech just soen, Här Kartheiser. Do leie mer ...

(Interruption)

Jo, mee d'Erneierbar gëtt et jo nach net esou laang, datt se esou geférdert ginn. An da wäert Dir mol gesinn, datt dee Virmarsch net méi ze stoppen ass. An erneierbar Energië sinn iwwregens net nëmme

Wand a Sonn: Dat ass Geothermie, et si Gezeitekraaftwierker, et ass e ganze Koup aner Saachen, déi de Moment an der Fuerschung sinn, déi een och kann notzen, fir iwwer erneierbar Energië Stroum ze produzéieren. Et sinn net nëmme Wand a Sonn, wéi Der ëmmer gär behaapt, et ass vill méi wéi dat!

An dann den Zäitraum: Mir hunn eng Zäitfënster, Här President, vun 10, 20, 25 Joer, fir de Klimawandel ze bremsen. Dat geet alles net op, wa mer dat wëlle maachen iwwer eng Technik, wou mer och fir d'Ëmsetzung vun der Technik eigentlech Joerzéngte brauchen.

An da wëll ech profitéieren natierlech, Här President – ech fannen et e bësse schued, datt den Ëmweltminister net hei ass –, fir als Lescht och iwwer Cattenom ze schwätzen. Mir sinn de Moment an der, wat ee muss nennen, „Fessenheim-Phas" vu Cattenom. Wat ass dat? Ma Fessenheim war en Atomkraaftwierk, dat ass op der franséisch-däitscher Grenz gewiescht, am Elsass, no bei Baden-Württemberg. Do ass eng Atomzentral vu Frankräich zougemaach ginn. Déi ass 2020 an der Grenzregioun vum Emmanuel Macron zougemaach ginn.

Firwat? Ma well Baden-Württemberg sech massiivst agesat huet, sech Experten zur Säit geholl huet, an de Ministèrë massiv gekuckt huet, fir sech mat zolitten Expertisen ze wappnen an op Paräis ze rennen an dauernd erëm virstelleg ze ginn, fir datt déi Zentral zougemaach gëtt. Déi ass zougemaach ginn!

Mir sinn elo an enger Phas, déi nächst zwee Joer, wou d'Lafzäitverlängerung vu Cattenom usteet. Eng éischt Phas leeft elo konsultativ, dat ass keng legal. Wéi virgesinn ass, geet déi a Frankräich bis de Summer, mee et ass awer och wichteg, datt d'Regierung sech do schonn abréngt. Da kënnt eng zweet Phas, déi ass ufangs d'nächst Joer. An da kënnt déi decisiv Phas, déi ass an der éischter Hallschent 2026. D'Regierung wär gutt beroden, sech hei Experten zur Säit ze huelen, juristescher wéi och technescher a wëssenschaftlecher, an elo schonn unzefänken, zu Paräis virstelleg ze ginn, well wann een eréicht Enn 2026 kënnt, dann ass dat ze spéit.

Duerfir ass och meng Fro un den Energieminister – deen ass jo zumindest mol hei –: Wéi vill Leit schaffen de Moment a sengem Ministère un dësem Dossier? Ech wär frou, wa mer dann awer och déi Äntwert kréichen – mir hunn och eng Commission jointe aberuff mam Ëmweltminister –, datt den Ëmweltminister och seet, wéi vill Leit a sengem Ministère op deem Dossier schaffen. Well den Ëmweltministère huet hei ganz vill dermat ze dinn!

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, entschëllegt, ech si fäerdeg. Nach just ee Saz.

Mir sinn hei an der Aarhus-Konventioun, wou grenziwwerschreitend muss consultéiert ginn. Den Ëmweltministère ass zoustänneg par rapport zu Aarhus, an dofir wéisst ech gär vun der Regierung – Här President, ech hoffen, datt mer dann déi Kommissioun séier zesummekréien –, wat dann do den Ament um Lafen ass, fir datt mer dee Schrottreakter zu Cattenom, dee ganz Lëtzebuerg a Gefor bréngt, endlech zoukréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir Piraten stoungen an, stinn an a wäerten och éiweg astoe géint d'Atomenergie. Domat ass eise Message eigentlech ganz kloer!

Jo, ech hat bal geduecht no der Ried hei vun der ADR, si géifen elo eng gemeinsam Motioun hei erabréngen, dass se zu Leideleng e Buergermeeschter fonnt hätten, deen endlech eng Zentral géif mat hinne bauen an op hirer Linn wär. Gott sei Dank hu si déi net bruecht. Dofir hu si awer eng aner bruecht, wou ech herno eppes wäert derzou soen.

Mir haten an deene leschte fënnef Joer oft heibannen Diskussiounen, deemools nach mat där viregter Regierung, well mer dergéint waren, dass zu Lëtzebuerg am Stroummix nach ëmmer Atom ass. Mir schwätzen am Moment vun enge 5 %, déi nach ëmmer konsuméiert ginn am Lëtzebuerger Stroummix.

Dat heescht, et ass schéin, dass op eemol d'Parteie sech alleguerten eens sinn, dass ee géint Atom ass, mee wann en zu Lëtzebuerg nach ëmmer importéiert gëtt, ass dat awer e bëssen, naja … Et kann een et kritesch kucken – fir et ganz fein auszedrécken, Här Delles.

Deementspriechend ass dat och eng vun de Moossnamen, déi musse geholl ginn, dass mer endlech deen Atomimport mol stoppen. Well et ka jo net sinn, dass d'Parteien, wéi et awer schéngt, an enger grousser Majoritéit sech eens si géint den Atom, an een deen awer weiderhin hei konsuméiert.

Well, wat jo virun allem déi Parteien, déi fir Atom sinn, net soen, ass, dass de Kilowattpräis vill méi deier ass. De Konsument muss dräi- bis véiermol esou vill bezuele wéi fir déi erneierbar Energien, wann en dee Stroum konsuméiert. Dat heescht, dat ass déi Ligen, déi een jo dann zielt, Atom wär de bëllege Stroum. Faktuell hält dat d'Strooss awer net. Mee dat vergësst een dann derbäizesoen.

Déi Erneierbar mussen ausgebaut ginn. A fir eis Piraten ass et och kloer, dass déi Erneierbar, esou wéi se am Moment sinn, a fënnef, zéng Joer net wäerte an där Form vu Solarpanelen, déi een op den Daach leet, weider existéieren. Do muss een éierlech sinn. Wann een herno vu Solar schwätzt, da wäert dat am Daach agebaut sinn. Et wäert an de Fassaden agebaut sinn. Dir hutt et herno an den Autobunnen. Solar wäert iwwerall stattfannen, an et muss kee méi e Panel dohinnerleeën.

D'Technik wäert sech esou wäit evoluéieren, dass déi erneierbar Energien eng ganz aner Form wäerte kréien a se och vill méi accessibel wäerte ginn. Dat ass och eng Aufgab, déi d'Regierung sech elo scho soll ginn, well déi meescht Projeten, déi mer an der Infrastruktur lancéieren, wäerte jo eréischt an 10, 15 Joer gebaut ginn – also déi staatlech Projeten –, dass mer elo schonn op déi nei Technike setzen.

Do sinn och kleng Wandkraaftwierker, déi ee kann op den Daach setzen, wann ee Riseflaachdiecher huet. Do gëtt et esou vill Méiglechkeeten, wou leider, wann ech d'Infrastrukturprojete kucken, nach net genuch drop gesat ginn ass. Well déi aktuell Techniken, wéi mer se kennen, mat grousse spärege Pannoen, dat wäert Vergaangenheet sinn.

Och d'Wandmillen, wouriwwer d'Leit, déi eng, kontrovers diskutéieren: Ech verstinn elo net, dass op eemol Parteien do a Gréngzonen nach gäre géife Wandmille bauen. Nee, et si genuch Plazen do, wou ee Wandmille ka bauen, ouni datt … Mee och do ass et: Iwwert déi Wandmillen, wéi mer se haut kënne vum Konzept hier, wäert a fënnef bis zéng Joer och kee méi schwätzen, well mer ganz aner Techniken hunn, fir de Wand anzefänken an dorauser da Stroum ze maachen.

Dat ass jo och dat, wat déi grouss Erausfuerderung wäert sinn: déi erneierbar Energien herno ze späicheren. An do ass et, wou mer europawäit …, well Lëtzebuerg – do muss ee ganz éierlech sinn – kann op deem Projet ganz wéineg maachen. Mir brauchen eng europäesch Industrie, déi rëm selwer Solar ka bauen, déi selwer ka Wand bauen, déi awer och kann déi néideg Späichere bauen.

Well wat maache mer herno mat erneierbaren Energien? Déi sinn net 24 op 24 verfügbar. Mee mir mussen déi Späicheren hikréien! An déi Späichere wäerte ganz einfach fonctionéieren. Huele mer zum Beispill verschidden Autohiersteller. Déi ginn elo schonn hin an si huelen déi Autosbatterien, déi herno nach bei 70, 80 % Kapazitéit leien, a si bauen déi a Gebaier an. Da kënnt Der Är Solarenergie, Är Wandenergie, Waasserenergie – alles – späicheren, fir iwwert d'Nuecht ze kommen. Dat sinn déi Techniken.

Ech vermëssen haut nach zum Beispill och bei staatleche Projeten oder an de Gemengen, dass se iwwerhaapt Späichere virgesinn. Jo, do si ganz vill Gemengen, déi maachen op d'mannst emol eppes am Solar. Et kann een ëmmer soen, et misst nach méi gemaach ginn. Mee vu Späichere gëtt awer dann nach net geschwat, fir dass een déi Gebaier och nach kann zum Beispill iwwert d'Nuecht bréngen, wann de Solar net grad staark ass, oder dass een och kann d'Loftenergie deementspriechend aspäicheren.

Fir eis Piraten ass dat doten eréischt den Ufank vun den erneierbaren Energien. Mir däerfen op kee Fall op de Wee zréckkomme vum Atom. Ech gesinn heiansdo déi Fantasië vun eenzelne Politicker an ech sinn awer frou, dass zumindest all déi grouss seriö Parteie sech haut derzou bekannt hunn, dass se géint den Atom sinn.

D'ADR huet elo iergendeppes gesot gehat vu Logement an … Mee ech kann Iech eppes dozou soen: De Logement, Schoulen – wann eng Kéier en Atomkraaftwierk an d'Luucht geet, wäert dat keng Suerg méi sinn, déi Der hutt! An dat ass e ganz grousse Risiko. Dir spillt mam Liewe vun de Leit, wann Der haut sot: „Mir brauche weiderhin Atomkraaft a mir setzen op Atomkraaft"!

Merci.

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister Delles.

Prises de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och deene Lénke fir dësen Debat.

Ech mengen, dass et wichteg ass, hei nach eng Kéier ganz kloer d'Positiounen ze gesinn. Déi heite Regierung steet ganz kloer zum weideren Ausbau vun den erneierbaren Energien. An alleguerten déi Diskussiounen, déi gefouert ginn, fir ze kucken, wat wéini soll sinn … Déi heite Regierung steet ganz kloer zu de PNEC-Ziler. Mir produzéieren op den Dag vun haut ronn 16 % vun eiser eegener Energie – dat duerch erneierbar Energien, sief et d'Waasser, sief et Loft oder Solar. 16 %. An de Rescht importéiere mer.

Dat weist ganz kloer, dass mer mussen aus där Dependance erauskommen, dass mer musse massiv an déi erneierbar Energien investéieren, dass mer mussen d'Prozedure méi einfach maachen, dass mer musse méi séier virukommen an och op nei

Iwwerleeunge goen, fir erneierbar Energië kënnen op Plazen ze aktivéieren, wou mer dat haut nach net kënnen.

Et ass ganz kloer d'Zil vun där heiter Regierung, dat kënnen ze erreechen. Well eis PNEC-Ziler, zu deene mer stinn, weisen eis, datt mer bis 2030 tëschent 36 a 37 % erneierbar Energië solle kréien. Den Här Goergen huet vum Mix geschwat, wou mer bei eis am Netz nach Atomenergie hunn. Dat ass richteg: Mir hunn haut nach 5 bis 6 % Atomenergie an eisen Netzer. Dat awer net, well Lëtzebuerg enzwousch en Atomreakter stoen huet, nee, mee dat aus deene Grënn, wéi ech grad gesot hunn, dass mer selwer just 16 % vun eiser eegener Energie produzéieren. De Rescht importéiere mer!

Wa mir wëllen, dass dee Prozentsaz op null kënnt, dierfe mer keng Energie méi aus dem Ausland importéieren a mir musse garantéieren, dass et a ganz Europa keng Atomkraaft méi gëtt. Dat kënne mir net. Et geet eis och näischt un, well ganz kloer am Artikel 194 vum Traité steet, dass et beim Mix énergétique vun deenen eenzele Länner den eenzele Länner och zousteet, doriwwer ze decidéieren, an et net un engem anere Land ass, dat ze maachen.

An da fannen ech selwer awer och, wa mir als Lëtzebuerg just 16 % selwer produzéieren, also 84 % vun eiser Energie importéieren, soll een och vläicht e bësse méi zréckhalend sinn, wat een anere Länner wëll reprochéieren a wat een hinnen net wëll reprochéieren.

Mir musse massiv an déi erneierbar Energien investéieren, fir aus der Dependance erauszekommen, fir eis PNEC-Ziler ze erreechen, fir kënnen ze dekarboniséieren a fir net méi vun aneren Importer esou staark ofhängeg ze sinn. Dat sinn déi ganz kloer Ziler, déi mer eis gesat hunn.

Jo, et gëtt verschidde Froen, a se sinn, mengen ech, elo virdrun opgeworf ginn. Dat ass déi vum Energiespäichere bei den erneierbaren Energien. Wat ass, wa keng Loft bléist? Wat ass, wann och nach keng Sonn schéngt? Dat si Froen, un deene mir amgaange sinn ze schaffen, wou et scho verschidde Léisunge gëtt, sief et déi mat de Batterien, sief et déi mat de smarte Reseauen, sief et awer och déi, an et ass och de Mëtteg schonn ugeschwat ginn, vu Waasserpompkraaftwierker, wou dann, wa vill Energie do ass, d'Waasser eropgepompelt gëtt, a wa keng Energie méi méiglech ass ze produzéieren, dat dann eeben duerchlafe gelooss gëtt, fir Energie kënnen ze hunn.

An dann däerfe mer den Hydrogène awer och besonnesch an de Froe vun der Industrie net vergiessen, well och Hydrogène ass e Moyen, fir Energie kënnen ze späichere bei enger Iwwerproduktioun vun Elektresch a fir der Industrie kënne bei der Dekarboniséierung ze hëllefen. Dat si ganz kloer déi Prioritéiten, wéi se am Regierungsprogramm stinn, wou mer wëllen higoen, fir eebe grad méi autonom ze ginn an den Energiefroen.

Et ass ugeschwat ginn, dass am Regierungsprogramm oder a Walprogrammer dat eent oder dat anert net drasteet. Ma ech soen Iech ganz kloer hei: Wat drasteet, dat ass de massiven Invest an d'erneierbar Energien! An ech mengen, dass mer hei alleguerten zesummen do hannendrustinn.

Wann Investissementer an d'Recherche gemaach ginn, wa mer weider Recherche maachen, fir Solarpannoe weiderzedeveloppéieren ... E Solarpanno, dee viru fënnef Joer montéiert ginn ass, e Solarpanno, dee virun zéng Joer montéiert ginn ass, ass net méi den nämmlechte Solarpanno wéi deen, deen haut montéiert gëtt. Déi sinn haut vill méi staark. Si produzéiere vill méi Elektresch, majo, well Recherche doranner gemaach ginn ass. A grad dat sinn d'Prioritéite vun dëser Regierung. An ech mengen, do ass e ganz grousse Konsens hei am Raum.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wollt der Chamber Merci soe fir déi Debatt hei, well et ass mer an deene leschte Wochen oft d'Impressioun komm, wéi wann ee géigeniwwer enger Realitéit wéi dëser zu Lëtzebuerg géif maachen, wéi wa ronderëm näischt géif geschéien.

Déi Ausso, déi ech zu Bréissel gemaach hunn op eng Journalistefro, war eng Reaktioun par rapport zu engem Sommet, un deem eng ganz Rei vun europäesche Memberstaaten deelgeholl hunn, wou déi Länner gesot hunn, datt fir si, am Kader vun der Transition écologique, d'Atomenergie och géif eng Roll spillen. Esou wéi den Här Minister Delles et elo grad gesot huet, ass dës Regierung der Meenung, datt een dat muss als e Fakt akzeptéieren a respektéieren, besonnesch wann een, wéi den Energieminister elo grad rappeléiert huet, de Gros vu senger Energie importéiert.

D'Lëtzebuerger Regierung steet fir d'erneierbar Energien. Dat ass hei bekräftegt ginn. Dat war och ëmmer meng Ausso, och zu Bréissel. Mee et ass e Fakt, an ech mengen, mat deem muss ee sech auserneesetzen, datt vill Länner an Europa, och eis direkt Noperen, mee och anerer a Skandinavien, Länner mat politesch ganz ënnerschiddlech composéierte Regierungen a Majoritéiten, och op aner Schinne ginn.

An ech mengen, et ass wichteg, datt mir zu Lëtzebuerg déi Realitéiten och kucken. Wéi kënne mir eis Transition énergétique maachen? Wéi maachen déi aner hir? An ech fannen, datt e respektvollen Debat tëschent eis heiheem an tëschent eis an dem Ausland an Europa muss och doriwwer kënne méiglech sinn.

Ech hunn un enger informeller Benelux-Reunioun deelgeholl, wou ech an der Minoritéit war mat der Lëtzebuerger Positioun. Et ass net u mir, fir déi aner onbedéngt ze iwwerzeegen. Et soll een en Echange vu Vuen hunn. Eis Partner am Benelux an zwee vun eisen dräi Nopere sinn op enger anerer Schinn. An dat ass déi Realitéit, déi ee muss beschreiwen an déi een och muss unerkennen.

An duerfir sinn ech eigentlech frou, datt an deene leschte Wochen, souwuel heibanne wéi och an de Medien, iwwert dat Theema aus verschiddene Perspektive geschwat ginn ass. Dat ass am Fong de Räichtum vun der Demokratie. An ech hoffen, datt mer bei ville Sujeten och esou eng Debatt erlaben an net nëmme soen: „Deen een huet Recht an deen aneren huet Onrecht."

Hei ass eng gemeinsam Vue vun der Regierung, datt mir zu Lëtzebuerg keen Atomkraaftwierk bauen, datt mir eis fir erneierbar Energien asetzen, datt mir selbstverständlech wéinst potenzielle Sécherheetsrisike gären hätten, datt déi al Atomzentralen an den Nopeschlänner zougemaach ginn. Dat ass eng Positioun, déi iwwregens zënter 40 Joer mat ënnerschiddleche Regierungen ouni ganz vill Erfolleg vertruede ginn ass. Dobäi bleift et.

Mee ech wollt Merci soe fir deen Debat. An ech mengen och net, datt een an Europa mat dëser Debatt hei fäerdeg ass, well et ass en Debat, deen eis esou laang wäert beschäftegen, bis mer kënnen aleng vun erneierbaren Energie liewen, sollt dat méiglech sinn. Mee ech mengen, dat dauert nach eng ganz Rei Joren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motions

An dann hunn ech wärend der Heure d'actualité, wou am Fong keng Motioune virgesi sinn, fënnef Motiounen erakritt, déi mer elo wäerte behandelen.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun Nummer 1. Här Wagner, wëllt Dir nach e puer Wuert dozou soen?

(Négation)

Neen.

Wie wëll Stellung dozou huelen? Dat ass den Här Bausch, gesinn ech, an den Här Engel. Här Bausch, dann ass et emol fir d'éischt un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. An och merci dofir, dës Motioun erabruecht ze hunn, déi mer och kënne matdroen, virun allem och, well ech et wichteg fannen, datt hei ënnerstrach gëtt, datt et drëms geet, datt keng europäesch Gelder fir de Bau, zum Beispill, vun neien Zentralen, ob et klenger sinn oder grousser, solle kënne benotzt ginn. Well europäesch Gelder si jo och eis Suen an ech fannen dat desto méi wichteg, datt dann d'Regierung sech derfir asetzt, datt déi net dierfe kënne benotzt ginn, fir national esou eppes ze maachen.

Dat Zweet ass, Här President, ech wollt och nach, wann Der erlaabt, vun där Motioun profitéieren, fir awer ee Mënsch ze rehabilitéieren, am Fong en Aussesteeënden, dee sech net kann hei verteidegen, deen zu Onrecht hei op der Tribün vum Här Weidig attackéiert ginn ass an och denigréiert ginn ass.

Ech wëll Iech just soen, Här Weidig, an der Chamber wëll ech dat virun allem soen: Den Här Spautz war ni bei der Post, huet ni do geschafft. Hie war 40 Joer agestallt bei Greenpeace. En ass Member vum Haut comité de transparence et d'information sur la sécurité nucléaire a Frankräich an en ass och Member vum Expertgrupp vum Institut de radioprotection de sécurité nucléaire. Also e war weeder e Postier nach huet e soss iergendwou geschafft, mee e war 40 Joer bei Greenpeace an huet sech iwwer 40 Joer eng grouss Expertis ugëeegent an ass och duerfir an deenen dote Gremien.

Duerfir wär ech frou, wa mer an der Chamber esou Saache géifen ënnerloossen, Här President, datt mer hei d'Chamberstribün an eis Immunitéit notzen, fir Leit dobaussen, déi sech net kënne wieren, ze denigréieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Déi nächst Wuertmeldung ass vum Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci fir d'Wuert. Keen Invest vun ëffentlechen europäesche Gelder an eng ofgelafen Technologie! Mir ënnerstëtzen dës Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert. Mir gesinn dat relativ kritesch, dat heite matzestëmmen, well mer der Meenung sinn, wéi och den Energieminister et elo gesot huet, dass mer net kënnen deenen eenzelne Länner virschreiwen, wéi hiren Energiemix auszegesinn huet. An dat anert ass eeben och, dass mer eis awer ëmmer mussen drun erënneren, dass mer

aktuell just 16 % vun eiser Energie hei selwer produzéieren an och nach op déi aner Quellen ugewise sinn. Duerfir gesi mir dat kritesch, dat heite matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass et um Här Goergen an duerno um Här Wagner.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, ech hunn en aneren Text wéi d'DP, well bei mir steet „europäesch Gelder, déi een net méi soll verwende fir Atomenergie". Dat hunn ech emol erausgelies aus der Motioun, déi mir och wäerte matstëmmen, well mir sinn och fundamental der Meenung, dass d'Europäesch Unioun net méi soll weiderhin an den Atom investéieren, well mer eis allegueren heibannen eens sinn, dass mer keen Atom wëllen.

Da verstinn ech elo déi Logik net, wéi ee ka soen, mir solle weiderhin an Atom investéieren. Et ass sech eng Kéier am Krees gedréit, fir herno awer erëm iergendwéi eng Ouverture zouzeloosse fir den Atom. Dofir wäerte mir hei ganz kloer derfir stëmmen, well et steet ganz kloer dran: Et geet ëm europäesch Gelder. Et geet guer net ëm déi eenzel Länner, et geet ëm den europäesche Fong, ëm europäesch Gelder, an do hu mir hei als Lëtzebuerg och eppes matzedecidéieren. An eis läit um Häerz, dass dat net an d'Atomkraaft geet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och, Här Goergen. Dir hutt et ganz richteg verstanen, an dat schéngt net de Fall ze si bei der DP. Ech menge wierklech, do gëtt et e Malentendu, an Dir kënnt Iech et nach eng Kéier iwwerleeën.

Mee wat hei ënner anerem gefuerdert gëtt, dat ass jo och guer net, datt een iergendengem Land eppes virschreift. Wat hei gefuerdert gëtt, dat ass: Wann d'Lëtzebuerger Regierung et eescht hëlt – wéi dat vu verschiddene Spriecher, y compris vum DP-Spriecher, gesot ginn ass; bei der CSV do war et e bësse lala, awer trotzdeem –, datt mer net op Atomenergie setzen, an dat ass och eist gutt Recht an dat ass och net respektlos vis-à-vis vu Länner, déi et aneschters gesinn, datt mir zesumme mat anere Regierungen, déi et vläicht och esou gesinn, där gëtt et der och, do Initiativen ergräifen an datt mer do derfir suergen, datt keng ëffentlech europäesch Gelder, also och eis, investéiert ginn an de Prolongement vu Reakteren, déi souwisou elo schonn existéieren.

Well ech hat awer esou raushéieren, zemools vun der DP-Säit an awer och vun der Regierungssäit u sech, datt mer net wëllen, datt weiderhin Atomenergie soll promouvéiert ginn – wann ech dat richteg verstanen hunn. Et ass zwar nach ëmmer e bësse flou heiansdo, mee ech hunn den Androck gehat, datt et dat ass. An et ass jo och dat, wat déi heite Motioun fuerdert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir als ADR si fir eng technologieoppen Energiepolitick. Duerfir ass et extreem wichteg, datt mir Fuerschung an allen Energiequelle maachen. Ech als Fuerscher weess: Oft gi vill Suen op iergendenger Plaz investéiert, well d'Politick mengt: „Do ass den Duerchbroch", mee do passéiert dann näischt. An an anere Saachen, déi alt negligéiert ginn, do ass da wierklech den Duerchbroch.

Duerfir ass et wierklech extreemst wichteg fir d'Zukunft vun Europa, datt mer an all Energiequell investéieren. An einfach ideologesch mat Scheiklappen eppes ze ecartéieren, dat ass wierklech irrational a wierklech geféierlech fir d'Energiezukunft vu Lëtzebuerg. Duerfir wäerte mir dat net matstëmmen.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, datt mir elo déi perséinlech Diskussioune wannechgelift op der Säit loossen. Mir sinn hei amgaangen, e wichtege Sujet ze behandelen. Sou, domat wär dann d'Diskussioun iwwert déi éischt Motioun ofgeschloss.

Ech ginn déi zum Vott fräi.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. Et sinn e puer Stëmmen, déi feelen. Ech gesinn, datt der warscheinlech virdrun e puer net ageloggt waren. Ech hätt dat och misse soen – obwuel ech et bal allkéiers soen.

(Hilarité)

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme bei 37 Nee-Stëmmen. An déi, déi elo net ageloggt waren, kommen dem Generalsekretär dat soen, da gëtt dat rektifizéiert. Domat ass dës Motioun dann elo einstweile mat 37 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 38 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 2, och vum Här Wagner. Här Wagner, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

(Négation)

Wie wëllt Stellung huelen? Ech gesinn: den Här Boonen, den Här Goergen. Här Boonen, fänkt emol un.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci fir dës Motioun. De Fonds de compensation ënnerläit jo och dem europäesche Recht vun der Taxonomie. An ech mengen, do ass eng europäesch Decisioun geholl gi mat der Majoritéit. Mir gesinn natierlech, dass mer lues a lues dohinnerkommen, mee mir brauchen eng Transitiounsphas, fir do d'Investissementer vun eise wichtege Pensiounen ofzesécheren. An duerfir fanne mir et keng gutt Iddi, fir 2024 elo schonn eng Decisioun ze huelen, fir verschidde Fongen do auszeschléissen. Dofir géif ech menger Fraktioun roden, dat do mat Nee ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Deen nächsten, dee sech gemellt huet, ass den Här Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten och dës Motioun matstëmmen, well et ass nach eng Kéier dat selwecht. Ëffentlech Gelder sinn net ze investéieren an d'Atomenergie, egal wéi ee sech dréit a kéiert. Et kann een net hei op der Bün stoen a soen: „Mir si géint Atomenergie", an zënter Joren an eppes investéieren, wou een eigentlech dergéint ass. Hei steet „2024". Et kann ee laang iwwert den Datum diskutéieren. Ech géif soen: Am beschten, mir klamme muer eraus!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, wéi ech scho gesot hunn: Mir si fir eng rational, technologieoppen Energiepolitick. An dat heescht och, datt mer d'Forcë vun der fräier Marktwirtschaft solle walte loossen. An dat heescht, datt datt mer an all Energiequellen, déi net elo per se vum Gesetz hier verbuede sinn, investéieren. Well de Marché weess normalerweis am beschten, wat fir eng Technologie am meeschten Zukunft huet. An duerfir, wa mer do wierklech nëmmen nach a munch Saachen investéieren, ass dat wierklech menger Meenung no katastrophal fir d'Weiderentwécklung vun der Energiefuerschung an Europa. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech muss soen: Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert dem Här Boonen seng Argumentatioun. Déi doten Diskussioun ass éischtens net nei, an och ronderëm de Fonds de compensation besteet se scho ganz laang. A wann e wëllt: Mir kënnen eis awer herno zesummesetzen.

(Interruption)

Et gëtt awer genuch Potenzial op de Marchéen, fir Alternativen ze fannen. Also, den Nucleaire ass jo awer elo net alles. Also, wann een dat dote wëllt maachen, da kann een dat relativ zügeg maachen. Mir schéngt dat awer e bësselchen eng dürfteg Argumentatioun ze sinn, fir dat elo net matzedroen. Wéi gesot, déi Diskussioun ass en plus net nei.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech nach d'Wuertmeldung vum Här Engel, duerno d'Madamm Hartmann an dann den Här Wagner, dee mer als Auteur als Leschten huelen.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Prinzipiell ass dat heiten eng Motioun, déi an déi richteg Richtung geet. Mir wëssen natierlech och, dass mer schonn an enger Exit-Strategie an dem Fong do sinn. Do si schonn Demarchë geholl ginn, fir eebe manner an esou Technologien ze investéieren. Mir hunn am Prinzipp jo och Vertrauen an déi Leit vum Fong, déi dat och richteg maachen. Si sinn op deem richtege Wee.

Wat eis hei e bëssen dru stéiert, dat ass net de Prinzipp, dass een hei net méi soll an Nuklearenergie

investéieren, mee dat ass, datt mer mengen, datt deen Datum heidran net realistesch ass. „Jusqu'à la fin de 2014", do mengen ech, datt dat ...

Plusieurs voix | 2024.

M. Georges Engel (LSAP) | Pardon, 2024. 2014 wär effektiv net realistesch. Mee 2024, do mengen ech wierklech, dass deen net realistesch ass. Duerfir, wann een dat kéint sträichen, da kéinte mir mat där Motioun hei och absolutt d'accord sinn. Wa mer eis kéinten eens ginn, dass mer dat e bësse méi no hanne schiben, da wär dat fir eis eng ganz gutt Saach.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech wëll e bëssen an déi selwecht Richtung goe wéi den Här Engel, well mir haten heibanne scho ganz vill Diskussiounen, och an der leschter Legislaturperiod, iwwert de Fonds de compensation an hunn a ganz diversen Debatten, déi mer haten, an och an de Chamberkommissiounen awer och festgestallt an och presentéiert kritt, wat d'Efforte vun dem Fonds de compensation säit 2010 sinn, och wat d'Investissementer ugeet.

Ech mengen, dass de Fonds de compensation och en Deel ass vun der Transition énergétique, déi gemaach gëtt. Dat ass eppes, wat au fur et à mesure gemaach gëtt. A fir hei mat d'officen Exklusiounen ze schaffen, ass, mengen ech, och legislativ net virgesinn. Et gëtt Reegelen, un déi och de Fong sech muss halen. An dat mécht en. An déi responsabel Approche, déi déi lescht Jore geholl ginn ass, ass, mengen ech, do dee richtege Wee, deen hei geholl gëtt.

Ech proposéiere menger Fraktioun och, dës Motioun hei net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Deen éischte Considerant fir d'éischt emol, dee schwätzt vun enger Motioun, déi ugeholl ginn ass d'lescht Joer, den 9. Februar 2023 – déi ass ugeholl gi vun der Chamber –, déi d'Regierung invitéiert, „à adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire". Ech ginn dovunner aus, vu datt se ugeholl ginn ass an der viregter Legislaturperiod, datt d'DP se matgestëmmt huet. Et ass e klenge Revirement. An dat bestätegt u sech dat, wat mir virdrun och gesot hunn.

Duerno, wat de Vertrieder vun der CSV gesot huet concernant d'Decisioun op EU-Niveau: Éischtens, bon, wat déi Taxonomie ugeet, gëtt et e Recours – dat ass déi éischt Saach –, dee Lëtzebuerg jo ënnerstëtzt huet, an elo, hoffen ech, nach ëmmer. Zweetens fält de Fonds de compensation net ënnert déi Taxonomie, dat heescht, dat ass eng ganz onofhängeg Saach dovunner. Dat heescht, dat Argument ass u sech an deem Fall net recevabel.

Duerno, éierlech gesot, wann de Fonds de compensation a wann eis Renten elo vu Gelder vun der Atomenergie ofhänken, well Dir schwätzt jo vu Sécherung vun eise Rentesystemer – Dir hutt jo eng ganz gutt Ministesch, déi sech wäert drëms bekëmmeren, datt eise Rentesystem ofgeséchert ass –, wann dat elo vun der Atomenergie ofhänkt, dann hu mer awer e reelle Problem. Et ass keen Argument!

An ech wëll drun erënneren, datt déi heite Chamber ... Ech hunn déi Motioun jo grad deposéiert – mir hu se grad deposéiert –, well dës Chamber dat schonn decidéiert huet viru Kuerzem. An elo: Déi, déi se virdrun ënnerstëtzt hunn, wëlle se elo net méi ënnerstëtzen. Do muss ee sech awer eng Rei Froe stellen! Madamm Hartmann, Dir hutt et grad gesot: Dir wäert dergéint stëmmen, genausou wéi d'ADR.

Mme Carole Hartmann (DP) | Dir hutt net richteg nogelauschtert, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Voilà!

An duerno, wat d'Propos vum Här Engel ugeet: Mir kënnen den Datum eraussträichen. Dat ass guer kee Problem. An da kann d'CSV se och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass elo keng Wuertmeldung méi do, gesinn ech.

Da wäerte mer och dës Motioun zum Vott stellen ënnert där ëmgeännerter Form, déi den Här Wagner elo akzeptéiert huet vum Här Engel.

Vote sur la motion 2 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott – dës Kéier schéngen all d'Ecrane fonctionéiert ze hunn –: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 40. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer bei déi drëtt Motioun. Och dës ass vum Här Wagner hei deposéiert ginn. Här Wagner, Dir wëllt warscheinlech erëm zum Schluss schwätzen. Wien hätt gär d'Wuert? Den Här Mosar, den Här Weidig, elo mol. Här Mosar, da fänkt Dir un.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Merci fir d'Motioun. Fir d'éischt, erlaabt mir trotzdeem, e gewëssent Erstaunen auszedrécke par rapport zu der Initiativ vun de Kolleege vun deene Lénken. Mir haten d'lescht Woch hei eng länger Diskussioun iwwert d'Unanimitéit zu Bréissel a verschiddene Froen, wou eng ganz Rei vu Kolleegen an och vu Fraktiounen eigentlech fir d'Ofschafe vun där Unanimitéit plädéiert hunn a Steierfroen.

Hei ass eigentlech elo eng Decisioun geholl ginn an der Majoritéit – an enger Majoritéit; déi ass ugeholl ginn! Leider Gottes war et net déi Decisioun, déi d'deemoleg Regierung sech gewënscht hat, mee et ass awer eng demokratesch Decisioun. An ech mengen, wann een d'Majoritéitsdecisiounen akzeptéiert, da muss een och akzeptéieren, datt déi sech elo applizéieren, och wann dat hei verschiddene Leit net gefält.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, dach, Här Bausch!

Hei gëtt elo gefrot, datt a sech d'Regierung d'Banke soll opfuerderen, sech net un déi Taxonomie ze halen. Ech muss soen: Dat geet awer ganz wäit! Eng Taxonomie, dat ass europäescht Recht! An hei gëtt en Appell gemaach, datt, wéi gesot, eng Regierung d'Banke soll opfuerderen, sech net un europäescht Recht ze halen. Dat kann net sinn!

(Interruption par M. François Bausch)

Jo ... Majo, Här Bausch, dat steet ganz genau hei an der Motioun dran.

M. François Bausch (déi gréng) | De Staat ass Aktionär ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo ...

M. François Bausch (déi gréng) | De Staat ass Aktionär, e kann awer ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, Här Bausch, Dir kënnt ganz gär duerno d'Wuert huelen, mee loosst den Här Mosar elo schwätzen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Zweetens gëtt hei gefuerdert, datt och nach d'Regierung soll bei Banken intervenéieren an hirer Investitiounspolitick. Dat ass eppes, wat och absolutt net geet, wat och de Reegele vun der CSSF iwwerhaapt net entsprécht! An duerfir verstitt Dir, datt ech meng Fraktioun wäert invitéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, merci. Jo, déi heite Motioun ass och nees en Agrëff an déi fräi Marktwirtschaft. Ech mengen, bei all Firma, déi an Europa eng Geneemegung huet fir ze fonctionéieren, soll och d'Méiglechkeet bestoen, fir a se ze investéieren. Et kann net sinn, datt mir op eemol als Staat, als Legislateur, ufänken ze soen: „A bestëmmte Firmen däerf een net méi investéieren." Dat ass komplett géint d'fräi Marktwirtschaft an duerfir wäerte mir et net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. No den zwee Virriedner ... Et ass e bësse komesch, well, ech mengen, Dir hutt och hei dann erëm net gelies: Et geet reng ëm déi, wou de Staat Parten huet! Dat heescht, do wäert eis Regierung jo awer esou responsabel sinn an iwwer hir Leit, déi an de Verwaltungsréit sëtzen – ech hoffen dat zumindest –, eng Strategie huelen, déi och gutt ass fir déi Banken.

Well et muss ee sech jo eppes bewosst sinn: Hautzudaags nach Aktien ze kafe vu Firmen, déi Atomenergie maachen, ass net onbedéngt dat, wou elo déi renomméiert Broker géife soen: „Maacht dat!" Well dat ass en héije Risiko. A wann ee kuckt, wéi et sech an de leschte Joren entwéckelt huet, sinn d'Aktie vun allem, wat Atom ass, éischter erofgaange wéi ëmgedréit.

Dat heescht, deementspriechend ass dat heiten och nach gutt gemengt, dass ee seet: „an deene Firmen, wou ee selwer Aktionär ass", net wéi virdrun hei duergestallt ginn ass: „alleguerten d'Banken". Hei

geet et ëm déi Banken, wou ee selwer Aktionär ass, wou ee selwer eppes bewierke kann.

Virun e puer Woche stoung de Finanzminister nach hei an en huet gesot: „Mir kucke mat den Zënsen, mir kucken, fir op Verschiddenes anzewierken." Dat heiten ass e bëssen en änleche Modell, just dass een hei am Positive géif awierken, fir d'Banken ze schützen, fir dass se net herno op Aktie sëtzen, déi näischt méi wäert sinn. Well Dir kënnt Iech jo denken, dass beim klengste Problem, deen iergendwou wäert optriede bei enger Firma, déi Atomkraaftwierker huet, déi Aktien da muer op null sinn. An do virdru misste mir awer eis Spuerkeess an aner Banken, wou mer Aktionär sinn, schützen – iwwregens och de Pensiounsfong.

A wat d'Madamm Hartmann gesot huet, ass net ganz richteg, well et gëtt elo schonn eng Lëscht beim Pensiounsfong, wou net däerf dran investéiert ginn, wou scho Firmen dropstinn. A wann ech d'Optik versti vun där Motioun virdrun, da war dat einfach nëmmen dat selwecht, fir do déi Entreprisen, déi an Atom investéieren, derbäizesetzen. Dat heescht, och dat wäert legal ginn. Dat heite gëtt legal, déi virdru wäert legal ginn. Et ass just um Wëlle, wou et feelt, fir géint den Atom virzegoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech elo nach Wuertmeldunge vum Här Bausch, vum Här Engel, an duerno warscheinlech vum Här Wagner. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss Iech soen: Ech kommen hei net méi aus dem Staunen eraus, wann ech gesinn, wéi eng Fraktioun hei vun der Oppositioun an d'Majoritéit sech verwandelt!

Den Här Mosar a seng Kolleeginnen a Kolleegen an der CSV-Fraktioun sinn net midd ginn an där leschter Legislaturperiod, mech se bombardéiere mat Question-parlementairen a Mise-à-l'ordre-du-joure vun de Kommissiounen iwwer Betriber, wou de Staat och Aktionär ass. Wann ech da wollt äntwerten a soen: „Jo, Dir wësst jo, wéi d'Gestioun vun enger Firma fonctionéiert, Här Mosar", da stounge se um Dësch ze jäizen an ze brëllen, si hätten hei matzedecidéieren. D'Froen, déi se mer gestallt hunn, si gaange vun der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot bis op déi allerënnescht Eebenen.

Elo op eemol ass dat alles anescht ginn! Dat ass, wann een an der Majoritéit ass, da gesäit eeben d'Welt natierlech e bëssen aneschters aus.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dat stellen ech emol fest, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | An an der Oppositioun!

M. François Bausch (déi gréng) | Jo. Dat Zweet, wëll ech Iech awer soen – elo kommen ech awer op dat, wat hei drasteet –: Hei steet guer näischt dra vun Améschung. Hei steet just dran, datt de Staat als Aktionär sech sollt derfir asetzen an deenen zwou Banken, an déi dote Richtung ze goen. Dat ass awer elo näischt Extraes, dat kann een ëmmer verlaangen.

Dir hätt och kënnen an de leschte Legislaturperioden de Staat – d'Regierung deemools – opfuerderen, e sollt net Aktionär ginn, zum Beispill, bei deem chineeseschen Aktionär bei der Cargolux. Et wär Äert Recht gewiescht als Kontrollorgan vun der Regierung, dat ze fuerderen.

Mee méi steet eigentlech och hei net dran an där Motioun. Duerfir, fir dat elo hei esou ze dréien, wéi Dir et gedréit hutt, dat ass eng Acrobatie. Chapeau!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et elo um Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen och: Déi Doppelzüngegkeet, déi scho wärend där ganzer Debatt hei e bëssen an der CSV ass, hei kulminéiert se bal, well si effektiv net midd goufen an deene leschten zéng Joer, allkéiers d'Regierung, wéi den Här Bausch et elo gesot huet, opzefuerderen, hiren Afloss dach geltend ze maachen. An elo hei hätte se d'Geleeënheet, dat ze maachen, a si maachen et hei net.

An dann, op där anerer Säit gëtt awer vum Finanzminister ganz kloer gesot, mir hätten eng gréng Finanzplaz, mir wéilten hei wierklech eng gréng Finanzplaz opbauen. An da bei esou enger Motioun wéi där heiter, wou et wierklech ëm d'Finanzplaz geet, wou et drëm geet, fir mol richteg Faarf ze bekennen, bréngе se et net fäerdeg, dat, wat se jorelaang virdrun ëmmer gesot hunn, hei selwer ze maachen. Ech fannen dat wierklech net ganz gutt an net logesch. Et ass och net, fir Vertrauen an d'Politick ze kréien, wann Der dat héiert, wat d'CSV seet!

Hei ass eng Motioun, déi geet an déi selwecht Logik vun deene Motioune virdrun, a mir wäerte se matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. An zu gudder Lescht den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Zu gudder Lescht, jo. Zu gudder Lescht gesäit et esou aus, wéi wann erëm eng Kéier DP, CSV an ADR unisono géint eng Motioun stëmmen a sech och hei genau, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, eens sinn, datt u sech d'Bankepolitick hei zu Lëtzebuerg – op jidde Fall d'Politick vun deene Banken, wou de Lëtzebuerger Staat soit majoritär ass oder Aktionär ass – sech vun anere bestëmme léisst, ënnert dem Virwand vun der Taxonomie – ce qui n'a rien à voir mat der Taxonomie. De Problem bei där neier Taxonomie soll dee sinn, fir ze soen, datt Atomenergie oder Gas duerno och als durabel sollen agestuuft ginn.

Mee hei – hei! – däerf tranquillement déi heite Regierung ganz souverän, well se Aktionär ass, bei der Spuerkeess majoritär, bei deenen anere Banken an de Verwaltungsréit sëtzt, dohinnergoen a soen: „Dat ass déi Investitiounspolitick, déi mir wëlle maachen oder net." Soss mécht et jo quasi kee Sënn, iwwerhaapt als Regierung an engem Verwaltungsrot ze sëtzen! Wien hëlt dann d'Decisiounen?

An et geet jo net drëms, fir sech an den Alldaagsbusiness vun enger Bank anzemëschen – dofir hunn d'Banken och Leit, déi kompetent sinn –, mee et geet ëm strateegesch Decisiounen. Dat heiten ass eng strateegesch Decisioun. Wien hëlt soss d'strateegesch Decisiounen an engem Verwaltungsrot, wou d'Regierung vertrueden ass, wann et net d'Regierung ass, wann et net de Minister ass? Et kënne jo net Beamte sinn, sou gutt se sinn, déi duerno misste politesch Decisioune ganz eleng huelen. Dat mécht jo och kee Sënn, dat ass jo eng aner Diskussioun.

Also do ass guer kee Problem. D'EU géif eis a Rou loossen, wa mir dat géifen ëmsetzen. A wannechgelift, ADR, wannechgelift, CSV, wannechgelift, DP, loosst dach net Leit, déi souwisou eis Bankepolitick net wëlle bestëmmen, bestëmmen! Huelt dat op jidde Fall net als Virwand, fir u sech Är Pro-Atom-Politick ze ënnerstëtzen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun de Wuertmeldungen epuiséiert.

Da stellen ech och dës Motioun zum Vott.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà. Fin du vote.

D'Resultat vun dësem Vott ass: Jo-Stëmmen: 19, Nee-Stëmmen: 41. Domat ass dës Motioun mat 41 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Dan Biancalana) et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 4

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 4, déi hei vum Här Emering deposéiert ginn ass. Här Emering, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall.

M. Luc Emering (DP) | Dach.

M. Claude Wiseler, Président | Wie mellt sech hei zu Wuert?

M. Luc Emering (DP) | Dach, kuerz.

M. Claude Wiseler, Président | Kuerz. Ok, da maacht Dir et kuerz.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Ma wéi gesot, et geet haaptsächlech drëm, dass mer weiderhi solle massiv an déi erneierbar Energien investéieren. A wa mer an den Nuklear investéieren, da soll et exklusiv derfir sinn, fir fir de radioaktiven Offall Léisungen ze fannen, fir dëse kënnen ze behandelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Den Här Bausch wëll Stellung dozou huelen. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen? Jo.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eppes soen. Éischtens emol: An de Considerante gëtt sech vill drop referéiert – wat och gutt ass –, fir ze soen, datt een d'erneierbar Energië misst ausbauen an dat misst relativ zügeg maachen. An do ass dat vum Här Emering hei e bësschen esou duergestallt ginn, wéi wann de gréissten Deel vum Problem, firwat dat net geschitt wär – oder net genuch geschitt wär an deene leschten 20, 30 Joer –, ze di gehat hätt mat Ëmweltprozeduren.

Ech wëll dem Här Emering éischtens emol soen, datt mer tëschent 2012 an 2022 d'Wandenergie vervéierfacht hunn zu Lëtzebuerg: vun 78 Gigawatt op 312 Gigawatt d'Stonn. Dat heescht, dat ass pas mal, wat do geschitt ass. Et gesäit een also: Wann de politesche Wëllen do ass – an dee schéngt jo da virdrun net do gewiescht ze sinn, an deene Joerzéngte virdrun –, dann ass et och méiglech, e relativ grousse Sprong ze maachen.

Dofir, natierlech kann een och ëmmer iwwert d'Prozeduren diskutéieren, mee ech géif awer virdru warnen, ze maachen, wéi wa mer net esou wäit wären an deem Beräich, well mir diskutéiere schonn zënter den 90er-Joren doriwwer! Ech wëll Iech drun erënneren, datt an der Zäit den Energieminister Krecké scho Saachen dozou gesot huet. Wann dat net geschitt ass, dann hat dat warscheinlech manner mat de Prozeduren ze di wéi éischter mam politesche Wëllen, fir et ze maachen.

Dat Zweet ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi ech déi Motioun hei gelies hunn, dunn hunn ech mer gesot: „Jo, gutt, dat heien, do si Saachen derbäi, déi sinn natierlech richteg, an de Consideranten an esou weider. Och an dem ‚Invite le Gouvernement' sinn déi meescht Saachen dran." Mee wann een déi Motioun liest, da fënnt ee raus, datt et natierlech e Kompromëss an der Regierung ass. Ech war jo och laang an der Regierung, dofir weess ech jo, wéi déi Saach fonctionéiert.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jo! Hei ass eng Partei, déi huet, mengen ech, e bësse méi eng kloer Positioun, an déi aner huet eng manner kloer. An deen, deen elo „Aha!" gesot huet, den Här Mosar, dat ass ee vun deenen an der CSV-Fraktioun, déi jo eng aner Positioun hunn!

(Brouhaha)

Et muss ee jo natierlech kucken an der Majoritéit, datt ee seng Truppen a seng Scheewercher hei hannert de Fändel kritt. An da muss een d'Motioun esou formuléieren, datt ee wéi den Här Mosar – dee jo en total ausgewisene Pronucleaire ass; dat kann een an x vu sengen Tweeten nokucke goen – dat och herno matdréit. Här Mosar, do gesitt Dir, wat Dir eng Éier hei gemaach kritt vu mir, datt Der hei esou ervirgestrach gitt!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

An duerfir, wann ech dann esou e Saz liese wéi: „invite le Gouvernement à [...] continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international", da seet ee sech jo: „A sech ass dat a priori anodin. Dat ass einfach sou eng Formulatioun." Mee dat ass awer genau déi, déi dem Här Mosar entgéintkënnt an den CSV-Leit entgéintkënnt, déi éischter pronucleaire sinn, fir datt se herno kënne soen: „A nee, et steet een Tiret dran, do steet ganz kloer: ‚jee nodeem, wéi et sech entwéckelt'; ech fannen, Lëtzebuerg muss och erëm an den nucleairë Beräich mat eragoen."

Duerfir, Här President, et sinn aner Motiounen, déi méi kloer sinn. Bei där heiter wäerte mir eis enthalen, well mer einfach au vu vun deenen ënnerschiddlechen, widderspréchlechen Deklaratioune vun der Majoritéit net esou richteg Vertrauen hunn, virun allem duerch déi verschidde schwammeg Formulatiounen, déi hei dra sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann hunn elo nach d'Wuert gefrot: den Här Goergen, den Här Wagner an duerno d'Regierung, déi och wollt Stellung huelen.

(Interruptions)

Nach zwou. Jo, ech huelen déi dann derzwëschent. Dat sinn den Här Engel an den Här Weidig. An elo ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, an där Motioun, do feelt e bëssen d'Kloerheet, dass ee seet, dass een net fir den Atom ass. Et sinn esou Tournuren an de Sätz benotzt ginn, déi e bëssen no engem faule Kompromëss kléngen, wéi „d'Investissementer an d'Recherche, wann d'Reaktere scho bestinn, si weiderzeféieren".

Nee, eigentlech, wann ee géint Atom ass, seet een: „Mir wëllen déi Reakteren net méi, fäerdeg!" Eigentlech wéi dee leschten Tiret, wou Der geschriwwen hutt – deen ech ganz gutt fannen, an duerfir wäerte mer och net dergéint stëmmen, mee eis enthalen –, dass Der wëllt Cattenom, Doel an Tihange zoumaachen. Dat ass e klore Message, deen drasteet.

Mee Ären zweeten Invite, fir d'Investissementer weiderzeféieren, an déi existéierend Atomkraaftwierker, souwéi den drëtten Tiret, wou Der nach eng Kéier alles opmaacht, déi ganz Dier ... Eigentlech misst deen drëtten Tiret erausgeholl ginn, wann ee wierklech géint Atomenergie ass. Deementspriechend wäerte mir eis hei enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat komescht Gefill hu mir och. Also, ech repetéieren net onbedéngt dat, wat scho gesot ginn ass, mee bei den Invitten ... Also, et sti vill Saachen dran, déi richteg sinn.

Mee den drëtten Invite: „continuer à suivre attentivement les développements en matière nucléaire dans nos pays voisins, en Europe et au niveau international" – jo, et kann een ëmmer weiderhin observéieren, wat geschitt. Mee à la lumière vun deem, wat virdru gesot ginn ass, an zemools och vum honorabelen Här Boonen, deen awer gesot huet: „Et gëtt Länner, notamment Finnland, zum Beispill, déi erëm eendeiteg méi op Atomkraaft ëmsteigen" – ob dat d'Unanimitéit a Finnland ausmécht, dat ass eng aner Fro, mee bon, dat ass eeben e Fakt.

Jo, firwat net? Dat heescht, et gëtt tatsächlech en neien Trend vu gewëssene Regierungen, déi och meeschtens op eng gewësse Säit penchéieren, fir erëm an dës Richtung ze goen, déi op en Zuch sprangen, justement vum Klimawandel, a wou gesot gëtt ... An dat ass jo e bëssen eng Kärfro: d'Fro, ob d'Atomenergie als Transitiounsenergie ka benotzt ginn, fir eeben duerno op voll, honnertprozenteg erneierbar Energien ze goen.

Et gëtt Leit, och seriö Leit, déi soen: „Dat kann en Zenario sinn." Meeschtens soe se awer: „Ok, mir benotzen dat, wat elo do ass, nach, fir vläicht e bëssen ze hëllefen, a mir maachen net méi." Well de Problem ass jo deen: Och wann ee méi Nucleaireenergie mécht – a souwisou ass et dann ze spéit, fir iwwerhaapt géint de Klimawandel virzegoen, well da muss een nach méi AKWe bauen an esou weider, dann ass d'Bier souwisou scho geschiet –, wëllt et jo heeschen, datt een zum Beispill anerersäits aner Mesüren net hëlt, wéi erneierbar Energien ze ënnerstëtzen oder eng aner Aart a Weis d'Ekonomie ze organiséieren, déi méi sober ass a besser fir jiddereen.

Dat heescht, dat doten ass e relativ geféierlechen Tiret, mat deem mir net liewe kënnen, an dofir wäerte mir eis och enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, u sech hat ech mer méi erwaart vun der Regierung wéi déi Motioun hei.

(Interruption)

Méi e kloren ... Jo, u sech kann een et och esou gesinn. Et passt ganz gutt an déi zréckhalend, zögerlech Haltung bei deene Motioune virdrun, datt se déi Motioune virdrun net wollte stëmmen, well se kee kloert Bekenntnis hei wollte maachen, an hei u sech eng nichtssagend, u sech eng Wischiwaschi-Motioun bruecht hunn, déi näischt richteg an och näischt falsch seet, wou ech elo deen drëtten Tiret vläicht net esou kritesch gesinn, wéi dat meng Virriedner virdru gesinn hunn, wou awer u sech hei eng Motioun ass, déi näischt ausseet.

An esou engem Debat wéi deem heite wier et awer wichteg gewiescht, datt grad d'Regierung hei eppes kloer gesot hätt, an net esou e Wischiwaschi wéi dat heiten! Well awer näischt drasteet, näischt, wat falsch ass, an och näischt, wat richteg-richteg ass, kéinte mir dat heite matstëmmen, well et u sech nichtssagend ass. Et ass superfetatoire. Mir kënne se awer matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann ass et um Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also, mir hunn eis dat ugekuckt. An am Fong ass dat och fir eis ok. Ech mengen, wa mer technologieoppe sinn, si mer natierlech och derfir, datt Fuerschung gemaach gëtt an erneierbaren Energien. Dat ass ok. Natierlech ass och d'Sécherheet vun de Reaktere ganz wichteg. Dat fanne mer och eng gutt Iddi.

Dat Eenzegt, wat eis beim Considerant stéiert, ass de Punkt Nummer 3. Dat ass e bëssen an der Vergaangenheet, well do steet: „dont découle que l'énergie nucléaire ne peut pas être considérée comme une source d'énergie verte". Ech mengen, elo ass jo déi Decisioun op EU-Niveau geholl gi vun der EU-Kommissioun an och vum Parlament. Duerfir, mir géifen dat matdroen, wann den drëtten Tiret net dobäi ass, soss géife mer eis enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet nach d'Regierung d'Wuert gefrot. De Wirtschafts- an Energieminister, den Här Delles.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Just fir dem Här Bausch ze äntweren op seng Fro, déi e gestallt huet zu der Durée: Ech fannen et ganz gutt, dass dat awer haut de Mëtten hei ugeschwat ginn ass, well wa mer wëlle weiderkommen an den erneierbaren Energien ... An ech si mer sécher, dass mer do eens sinn, dass mer, mir alleguerten, da musse massiv un eise verschiddene Barriären, déi mer hunn, schaffen, fir kënne Wandmillen opzebauen. Wa mir haut eng Wandmille wëlle bauen, wa mir haut kucken, dass se soll gemaach ginn, da sinn et Joren a Joren u Prozeduren. An dat wësst Der selwer gradesou gutt wéi ech, dass een dat ka méi schnell maachen, dass ee muss kucke fir weiderzekommen.

Ech wëll net soen, dass et schlecht gemaach ginn ass vun iergendenger Regierung virdrun, wou ech selwer Member war, wou ech selwer och blockéiert war mat Projeten, well d'Prozeduren einfach ze laang gedauert hunn. Mee ech mengen, dass mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dass, wa mer d'Transition énergétique mat erneierbaren Energië wëlle seriö huelen, mir da musse kënne schnell bauen an da musse séier kënne virukommen, fir an den erneierbaren Energië weiderzekommen. Well Dir opgezielt hutt, wivill Wandanlagen opgebaut gi

si vun 2013 bis 2024 – oder bis 2023 –: Mir hätten der kënne vill méi bauen, wa mer net déi Prozeduren hätten, an et gëtt verschiddener am Land, déi scho säit fënnef, sechs, siwe Joer an de Blocagë sinn.

Et ass net, fir iergendengem d'Schold ze ginn, an dorëm geet et och wierklech net. Well mir hunn alleguerten e gemeinsaamt Zil: déi erneierbar Energië massiv auszebauen. An da muss een och kucken, ob een net ka Prozedure parallell lafe loossen, vereinfachen oder ob all déi Saachen néideg sinn.

Ze soen, dass eng Motioun superfetatoire ass oder dass näischt drasteet, wou steet: „continuer à investir dans la recherche et l'installation des énergies renouvelables" – ech fannen dat kee Wischiwaschi, ech fannen dat e kloert Bekenntnis! „Soutenir, en matière d'énergie nucléaire, les investissements" an d'Sécherheet – an d'Sécherheet! – vun Atomkraaftwierker. „Soutenir" d'Investissementer an d'Recherche, wat mer mat den Offäll am Nuklear maachen. Ass dat Wischiwaschi? Ech fannen dat ganz wichteg! Ech fannen et wichteg, well et ass eng Realitéit!

(Interruption par M. Georges Engel)

Et ass eng Realitéit, dass mer Atomoffall hunn an dass mer musse kucken, dass mer deen net einfach iergendwou an en Endlager kippen, mee dass mer kucken, wat mer kënnen domat maachen, fir dass déi nächst Generatioune vläicht awer net mat deene Saache grevéiert sinn.

Dann, dass mer sollen Échanges bilatéraux hu mat Frankräich, fir kënnen driwwer ze schwätzen, wat mat Atom geschitt. An den Här Bausch huet et virdrun a senger Interventioun gesot: Grad elo, wou mer wäerten driwwer schwätzen, wat mat der Verlängerung vu Cattenom geschitt, fannen ech grad deen Tiret e ganz wichtegen, kee Wischiwaschi an net superfetatoire, mee e wichtege Volet, fir kënne weiderzeschaffen.

An dann, „continuer ses efforts pour aboutir à une fermeture définitive" vun deenen Atomkraaftwierker, déi ronderëm d'Grenze sinn, wann dat Wischiwaschi ass, superfetatoire ass – bon, dat ass net eis Meenung!

M. Georges Engel (LSAP) | Dat hunn alleguer déi Regierunge virdrun och gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Delles. Här Bausch, Dir hutt zwar Är Zäit all opgebraucht. Et ass elo just fir eng Richtegstellung, wou Der fir e puer Sekonnen d'Wuert kritt.

M. François Bausch (déi gréng) | Ma nee, ech wollt just ee Saz soen, ech wollt dem Här Delles just soen: D'Prozedure si kee Selbstzweck, do si mer eis eens, an et muss een ëmmer erëm bereet sinn, iwwert d'Prozeduren ze kucken, dat ass net de Punkt. Mee mech stéiert, datt, wann d'Duerstellung doriwwer gemaach gëtt, firwat mer net esou séier weiderkommen, dann awer ëmmer esou gemaach gëtt, wéi wann et just dowéinst wär. An dat ass dat, wat mech stéiert. An dat ass net richteg! Et war virdrun och kee politesche Wëllen do, soen ech, soss wär et och virdru méi séier gaangen. Mee fir de Rescht, ech kann Iech eng Kéier erklären, wat awer gemaach ginn ass an deenen zéng Joer, fir datt et méi séier sollt goen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat maache mer awer net elo.

(Hilarité)

Ech mengen, datt d'Diskussioun domat ofgeschloss ass.

Ech stellen déi véiert Motioun elo zum Vott.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Et sinn e puer Ecranen, déi net fonctionéieren, dat gesinn ech un der Kierpersprooch vun deem engen un deem aneren.

(Brouhaha)

Da schléissen ech de Vott hei of.

D'Resultat vum Vott ass: 44 Jo-Stëmmen. Ech ginn eigentlech dovun aus, datt dat der 45 wäerte sinn.

(Assentiment)

Dann ass dat esou ugeholl mat 0 Nee-Stëmmen a bei 15 Abstentiounen. Also dës Motioun ass mat 45 Jo-Stëmme bei 15 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana).

Se sont abstenus : M. Franz Fayot ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

An da komme mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass eng Motioun vum Här Tom Weidig. Wëllt Dir nach Stellung huelen, Här Weidig?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht Dir dat.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wollt als Éischt dem Här Staatsminister villmools Merci soen, datt en an d'Chamber komm ass a munche Leit hei déi politesch Realitéit op EU-Niveau erkläert huet. Mir si mat eiser Energiepolitick op EU-Niveau éischter isoléiert. Et si ganz vill Länner, déi ginn en anere Wee.

An en zweete Punkt ass natierlech och, datt mer vill vun eiser Energie aus dem Ausland kréien. Et gëtt zwar gesot, datt nëmme 5 % Atomenergie dran ass, mee mir kënne mol d'Gedankenexperiment maachen: Mir schalten all d'Atomzentralen of an da kucke mer mol, wivill Energie Lëtzebuerg nach kritt!

Duerfir ass et e bëssen hypokritesch, all deenen anere Länner da virzeschreiwen, wat se solle maachen, wat fir eng Energiepolitick se solle maachen. An duerfir wollte mir déi Motioun maachen: Mir wëlle gären d'Regierung opfuerderen, fir d'Decisioun vun der viregter Regierung, fir Éistráich bei senger Klo ze ënnerstëtzen, zréckzezéien an d'Entscheedung vun der EU an dem Europaparlament ze akzeptéieren. Ech mengen, dat wär e ganz gudde Wee, fir aus där politescher Isolatioun op EU-Niveau e bëssen erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et gouf e puermol gesot, den Här Weidig huet et elo grad gesot, d'Regierung huet et och gesot: Lëtzebuerg wier quasiment isoléiert um europäeschen Niveau, um Niveau vun der EU, wat, wéi et hei och steet an dëser Motioun, den Ausbau vun der Atomenergie ugeet.

Doriwwer léisst sech awer, mengen ech, diskutéieren. Et ginn e puer Länner ugefouert, Holland, Schweden, Finnland, Tschechien, Frankräich, déi natierlech nach eng Politick zurzäit bedreiwen, fir nach Atomenergie weider auszebauen. Däitschland, mengen ech, net. A souwäit ech weess, ass Däitschland net grad e Mikroland an huet e bësse Poids an der Europäescher Unioun. Éistráich och net. An aner Länner, do sinn ech mer och guer net esou sécher, ob se fir den Ausbau vun Atomenergie sinn.

Dat heescht, et ass awer e bësse komesch, Lëtzebuerg, dat klengt Lëtzebuerg, do duerzestellen, wéi wa mir total assiegéiert wieren an dat lescht gallescht Duerf wieren, wat sech dergéint wiert. Ech mengen, dat ass guer net wouer. Et gëtt Alliéierter um europäeschen Niveau.

An dofir – bon, mir wäerte souwisou géint dës Motioun stëmmen, well mir hu grad de Géigendeel gesot –: Aneschters wéi d'ADR menge mir a 95 % vun alle Wëssenschaftler net, datt Atomenergie an Äerdgas nohalteg Energië sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech elo den Här Goergen, den Här Engel an den Här Bausch, déi sech ageschriwwen hunn. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten dergéint stëmmen. Jo, d'EU-Kommissioun an d'EU-Parlament hu vläicht eppes decidéiert, mee mir trieden den 9. Juni un, fir eeben dat ze änneren, well et ass eng vun deenen Entscheedungen, mat deene mir Piraten net averstane sinn.

Wat den Här Delles virdru gesot huet iwwert d'Sécherheet, dat ass nämlech dat, wat d'Lobbyiste quer aus den Atomfirmen alleguerte soen: „Kommt, mir investéieren an d'Sécherheet, da kënne mer se méi laang lafe loossen." An dat ass jo deen Trugschluss, dee se maachen. Dat ass jo genau dee Feeler. An et ass och dee Feeler, op deen d'Europaparlament an anerer erafalen. Dat ass jo einfach nëmmen e Verkafstrick, deen déi ganz Lobbyisten zu Bréissel an zu Stroossbuerg hunn, fir dass hir Atomkraaftwierker kënne weiderlafen.

An deementspriechend ass et immens geféierlech, ze soen: „Nee, mir investéiere just an d'Sécherheet, mir investéiere just kuerzfristeg." Nee, et muss een e klore Message ginn, dass ee géint d'Atomenergie ass an dass een esou schnell wéi méiglech erausklëmmt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, mir stinn natierlech zu deem, wat mer an der leschter Regierung beschloss hunn a mir wäerte géint dës Motioun stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also weltwäit, wann Der de World Nuclear Industry Status Report liest, gi méi – bei Wäitem méi! – Atomzentralen zougemaach wéi neier opgemaach. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Däitschland, nach ëmmer déi gréisstn Industrienatioun an der Europäescher Unioun, huet d'lescht Joer dat lescht Atomkraaftwierk zougemaach an d'Luuchte sinn nach ëmmer un.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 5

Da bieden ech Iech ofzestëmmen.

(Brouhaha)

Sorry, ech hunn hei op dee falsche Knäppche gedréckt.

(Hilarité)

Gutt. Also: Oui: 5 Stëmmen, Non: 55 Stëmmen, an Abstentions: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 55 Nee-Stëmme bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wär dann och iwwert déi lescht Motioun ofgestëmmt.

6. Interpellation de M. Georges Engel au sujet du « Quality of Work Index »

An da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vum Här Georges Engel iwwert de „Quality of Work Index". D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgehalen, dat heescht, den Interpellateur, den Här Engel, huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng 7, d'Piraten 7, déi Lénk 7 an d'Regierung duerno 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madamm Cahen, den Här Engelen, den Här Sehovic, den Här Polidori an den Här Baum. An elo huet den Här Engel d'Wuert. Här Engel.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi 11. Editioun ass et vun dëser Enquête iwwert de „Quality of Work Index". 2.732 Entretiene goufe gefouert, dovunner 1.280 mat Residenten, 544 mat franséische Frontalieren, 509 mat däitsche Frontalieren an 186 mat belsche Frontalieren.

D'Durée moyenne vu sou engem Entretien war 31 Minutten an d'Enquête ass ausgefouert ginn am Optrag vun der CSL a vum infas, vum Institut fir angewandte Sozialwissenschaft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir verbréngen e groussen Deel vun eisem Liewen op der Aarbecht. Dowéinst ass et wichteg, datt d'Leit sech op hirer Aarbechtsplaz wuelfillen, datt se eng sënnvoll Aarbecht maachen an datt d'Aarbecht och mam Privatliewe vereinbar ass. Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, fir datt d'Chamber sech mat deem doten Ëmstand, mat där doter Froestellung, an awer och ganz allgemeng mam Sënn vun der Aarbecht auserneesetzt. An deem Sënn sinn d'Resultater vun der leschter Enquête vum „Quality of Work Index" nëtzlech, déi eis eng Richtung uginn, wat zurzäit gutt a wat och manner gutt leeft.

D'Aarbecht, d'Aarbechtskonditiounen, d'Qualitéit vun der Aarbechtsplaz an den Ëmgang ënnereneen, dat waren nach ëmmer Sujeten, déi e groussen Deel vun der Gesellschaft beweegt hunn. Et sinn Theemen, déi an der DNA vun der LSAP leien. An et war ëmmer e predominant Theema vun de Parteie vun der Gauche an natierlech och vun de Gewerkschaften.

An haut hu sech och d'Droite an déi Liberal, déi och an hirer DNA ëmmer mol méi oder mol manner Verständnis fir d'Patronen haten, de Sujet vun der Aarbecht appropriéiert, awer op eng aner Aart a Weis: éischter, wat d'Flexibilitéit ugeet, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, wat d'Iwwerstonnen an d'Bezuelung dovunner ugeet oder wat d'Karenzdeeg ugeet, an ech kéint nach aner Saachen nennen. A gäre gëtt d'Gauche vun aneren als Parteien natierlech vun der Aarbecht, awer och als Parteie vun der, jo, quasi sou Lidderegkeet duergestallt, als Parteien, déi den Effort net schätzen, déi alles als Acquis duerstellen, déi e Recht op Aarbecht fuerderen, awer net och eng Flicht, eppes schaffen ze missen, oder déi d'Aarbecht u sech als net schätzenswäert gesinn.

Si ginn duergestallt als déi, déi sech haaptsächlech op der Säit vun den Assistéë gesinn. An dobäi ass dat net de Fall! Natierlech fannen déi, déi keng oder manner Chance am Liewen haten, bei eis Ënnerstëtzung, well an eiser Gesellschaft jidderee seng Plaz huet an et och eis Flicht ass, och deene Schwaachen ze hëllefen. Mee d'Gauche hält d'Valeure vun der Aarbecht nach ëmmer héich. D'Aarbecht ass e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft. Et ass wäertvoll ze schaffen. Et ass gutt ze schaffen an een Deel vun der Gesellschaft ze sinn, déi eppes produzéiert, ze hëllefen, dass mer eis no vir beweegen, dass mer eis Gesellschaft no vir bréngen.

An d'Aarbecht kann engem dofir och ganz vill ginn, um professionellen awer och um soziologesche Plang. Mee d'Gauche wäert sécherlech net de Feeler maachen, déi, déi schaffen, an déi, déi Hëllef brauchen, géinteneen auszespillen.

Den État de providence, de Sozialstaat, gëtt gäre vun enger Rei vu Leit, besonnesch vu riets, un de Pranger gestallt, wann et drëms geet, Hëllefe fir sozial Schwaacher anzeféieren, Hëllefen, déi eis all géifen ze vill kaschten, déi eis Budgeten ze vill géife belaaschten an déi deemno misste beschnidde ginn.

A ville Länner, wou d'Droite um Rudder ass, ass dat och de Fall. Kuckt mol nëmmen eng Kéier, wat a Finnland, kuckt mol eng Kéier, wat an Italien – an ech kéint Iech nach aner Länner nennen – geschitt. Zum Gléck ass eis Droite hei nach net do ukomm. Mee et gëtt awer Tendenzen, déi zu Beonrouegung kënne féieren. Well och hei gëtt et Stëmmen, déi gäre gleewe wëllen doen, dass déi ënnescht Klassen an d'Mëttelklass, déi schwéier schaffe mussen, fir net vill ze verdéngen, och nach déi, déi net vill hunn, misste mat duerchhuelen, an dass grad dat och d'Ursaach wier, firwat si hire verdéngte Loun net kréien, firwat hir Aarbecht net genuch entlount gëtt. De Malheur vun deenen hirer Situatioun, déi sech keen Haus méi kënne leeschten, déi ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, d'Enner beieneenzebréngen, dee kéim vun den Hëllefen, déi an engem solidaresche System fir déi Aarm sinn. An an dëse Kuerf ginn dann och nach gären d'Immigrante mat dragehäit.

Dobäi sinn et net déi Aarm, déi hei d'Ursaach sinn, mee déi ganz Räich, déi vun Dag zu Dag méi räich ginn an déi vu lauter Geld net méi wëssen, wouhinner domat. Den Ierger misst sech deemno net géint déi Äermst riichten, mee géint déi, déi d'Majoritéit vum Patrimoine hunn an déi net genuch zum Wuel vun der ganzer Gesellschaft bäidroen, an dat scho säit Joerzéngten. An do misst den Usaz sinn!

An dat alles huet och Auswierkungen op d'Qualitéit vun der Aarbecht, well et Auswierkungen op d'Aarbechtszäiten, op den Equiliber tëschent Aarbecht a Privatliewen huet, op d'Perspektive vun engem gesonde Liewen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir ass et wichteg, datt d'Leit schaffe gi fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen. Déi Aart a Weis, wéi mir schaffen, dat ass e gesellschaftlecht Konstrukt, ergo: Mir kënnen als Gesellschaft selwer bestëmmen, wéi mir d'Aarbecht wëlle reegelen. Anescht wéi vläicht aner Kolleeginnen a Kolleegen hei am Raum gesinn ech dat net als eng individuell Aufgab, mee als eng kollektiv Aufgab.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass an eisem Interêt als Gesellschaft, datt mir liewenswäert Aarbechtskonditioune schafen. Wann d'Salariéë motivéiert a gesond sinn, da si si och an der Reegel méi produktiv. Si si méi produktiv, wéi wa se ënner konstantem Drock, ënner Iwwerbelaaschtung oder Harcèlement stinn an deem ausgesat sinn. Natierlech spillt do och ëmmer den internationalen an och den nationalen ekonomesche Kontext eng Roll. Mee mir musse kucken, datt mir eng gutt Aarbechtsqualitéit an eng anstänneg Work-Life-Balance kréien an och duerfir suergen.

An déi eeleft Enquête iwwert de „Quality of Work Index" weist e puer Pisten an dat gëtt eis e Bild iwwert déi aktuell Aarbechtskonditiounen hei zu Lëtzebuerg. A gläich virop, ouni dass bis elo een dat gesot huet – well et huet nach kee geschwat, well ech sinn deen éischten –, héieren ech awer schonn d'Stëmmen, déi soen: „Mee wien hat da bis elo den Aarbechtsministère an deene leschte Joren?" Jo, dat war natierlech d'LSAP, well si sech ëmmer staarkgemaach huet fir e performante Ministère vun der Aarbecht. An et gouf jo och eng ganz Rei vu Verbesserungen.

Ech ginn nëmmen op dat an, wat am Joer 2023 – nëmmen dat, wat am Joer 2023! – alles gestëmmt gouf: d'Gesetz iwwert d'Dekonnexioun, d'Gesetz iwwert den Harcèlement moral, d'Gesetz iwwert d'Work-Life-Balance, notamment iwwert de Congé extraordinaire d'aidant an de Congé pour raisons de

force majeure liée à des raisons familiales, d'Aféierung vum Pappecongé fir homosexuell Koppelen. Alles dat si Gesetzer, déi eleng am Joer 2023 hei an der Chamber gestëmmt goufen. Ech kéint elo nach derbäisetzen – dat ass net am Joer 2023 gewiescht, mee dat war e bëssen éischter –: d'Erhéijung vun 100 Euro vum Mindestloun, oder nach en anert Gesetz, dat um Wee ass, de „SkillsPlang", deen een och zu dësen Initiativen hei kann zielen. Et kann een also, wann een et wierklech objektiv gesäit, net soen, dass näischt geschitt wär, wéi esou gären hei an dësem Haus esou dacks behaapt gëtt.

An dëser Enquête goufen, ech hat et gesot, 2.732 Entretiene gefouert an et goufe sechs grouss Theemeberäicher analyséiert.

Éischtens d'Charakteristike vun der aktiver Lëtzebuerger Bevëlkerung, pardon, Populatioun, déi schaffe geet, an den Trajet op d'Aarbecht. Zweetens d'Aarbechtszäit; drëttens d'Aarbechtskonditioune mat de Risiken an och d'Formatioun, véiertens d'Aarbecht an de perséinleche Bien-être, d'Gesondheet, de Stress an och d'Rouzäiten; fënneftens den Equiliber tëschent Aarbechtsliewen a Privatliewen an och den Teletravail; an da sechstens d'Wuelbefannen op der Aarbecht an och d'Perspektiven.

Eng Erkenntnis aus där Etüd ass: An der Praxis gëtt méi geschafft wéi dat, wat am Aarbechtskontrakt drasteet!

2014 huet de „Quality of Work Index" fir d'éischte Kéier déi real geleeschten Aarbechtszäit mat der Aarbechtszäit aus den Aarbechtskontrakter verglach. A säitdeem war et nach all Joer esou, datt déi geschafften Aarbechtszäit iwwert der kontraktueller Aarbechtszäit louch. 2023 war dat eng Differenz vun 3,3 Stonne pro Woch. A besonnesch bei Fraen ass déi Differenz do an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn, vun 1,3 Stonnen am Joer 2017 op 2,6 Stonnen am Joer 2023.

Hei besteet kloer d'Gefor vun enger Iwwerbelaaschtung vun de Salariéë respektiv vun net un d'Situatioun ugepassten Aarbechtskontrakter. Wann een am Temps partiel schafft an déi ganzen Zäit Iwwerstonne muss maachen, da stëmmt eppes am Aarbechtskontrakt net. Wann een en Temps plein huet an trotzdeem déi ganzen Zäit muss Iwwerstonne schaffen, da besteet déi reell Gefor vun enger Iwwerbelaaschtung. Dat ka weeder am Interêt vum Salarié nach am Interêt vum Patron sinn.

An ech fannen et alarmant, dass sech dëse Phenomeen an de leschte Joren nach verstäerkt huet, jo, an ech soen et nach eng Kéier, och ënner LSAP-Ministeren. An dofir hat ech jo och d'Diskussioun am Joer 2022 an och am Joer 2023 grad iwwert d'Aarbechtszäiten an och iwwert d'Reduktioun vun den Aarbechtszäiten an d'Spill bruecht.

2020, Dir Dammen an Dir Hären, hu just 50 % vun de Salariéen déi Unzuel u Stonne geschafft, déi hirem Aarbechtskontrakt entspriechen. 2023 waren et nach just 38 % vun de befrote Salariéen. Dat heescht eng Majoritéit vun de schaffende Leit schafft net dat, wat am Aarbechtskontrakt drasteet. Si schaffe vill méi.

Wéi sollen d'Salariéen do hiert Aarbechtsliewe mat hirem Privatliewen an Aklang bréngen? Hei muss intervenéiert ginn, fir dass natierlech an Ausnamesituatiounen de Salarié sech mam Patron kann eens ginn, fir déi Situatiounen ze meeschteren. Dat ass jo evident. Mee anerersäits brauche mer awer och Previsibilitéit am Aarbechtsliewen an d'Salariéë musse virun Iwwerbelaaschtung geschützt ginn. An déi Iwwerbelaaschtung, déi kann net op d'Käschte vun engem Manque à gagner goen, well dat sécherlech der aktueller, ekonomesch schwiereger Situatioun vu ganz ville Leit net gerecht gëtt.

Hei ass eng kollektiv Ustrengung gefuerdert. An dat verdäitlecht dann och, datt et am Interêt vum Salarié ass, an awer och am Interêt vun eis alleguerten, datt Aarbechtszäitreegelen net individuell, mee kollektiv solle gemaach ginn.

An hei meng éischt Fro dann un de Minister. De Minister huet den 28. Februar hei an der Chamber ugekënnegt, dass een un enger Reform vum Dispositif iwwert d'Kollektivverträg géif schaffen, déi dann am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) géif presentéiert ginn, ier se da vum Regierungsrot approuvéiert gëtt. An dat soll nach alles virum Summer iwwert d'Bün goen. Bon, mir si Mee, mir sinn nach ëmmer virum Summer. Mee et gëtt esou lues enk, well wann een dat jo nach an de CPTE wëllt huelen, dann deposéieren an dann nach hei an der Chamber wëllt duerch d'Kommissiounen an och hei duerch d'Chamber bréngen, da gëtt et enk.

Steet deen Timing nach ëmmer? Kann de Minister eis konkreet Datumer ginn, wéini den CPTE domadder befaasst gëtt, wéini de Projet de loi deposéiert gëtt? Dat géif eis ganz staark interesséieren.

D'Erkenntnis, dass d'Leit ze vill schaffen an net zefridde sinn, verdäitlecht dann och, datt déi vun de Sozialiste gewënschten Aarbechtszäitverkierzung definitiv vun de schaffende Leit och gewënscht ass. An et kann net sinn, datt vill Leit hautzedaags och méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt steet.

An duerfir meng zweet Fro direkt: Wat sinn deemno d'Moossnamen, déi de Minister wëllt an den nächste fënnef Joer an d'Weeër leeden, fir der ekonomescher Situatioun vun de Salariéë gerecht ze ginn, an awer och, wéi d'Aarbechts- an d'Privatliewe méi an d'Gläichgewiicht kënne kommen?

De Regierungsprogramm schwätzt sech fir eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten aus. Wéi kann dës am Sënn vun enger besserer Vereinbarkeet tëschent Beruffs- a Privatliewe realiséiert ginn? Wann déi uewe genannten Zuelen aus dem „Quality of Work Index" aus där Enquête mat consideréiert ginn, wéi wëllt de Minister an dësem Sujet virgoen?

Déi mental an déi physesch Belaaschtung op der Aarbecht hëlt zou. Dat weist déi Enquête hei och ganz kloer. Déi viregt Regierung, op Initiativ vum Paulette Lenert, huet hei en éischten Aktiounsplang, de Plan national santé mentale, de PNSM, fir 2024 bis 2028 ausgeschafft. Hei wëll ech dann och nach eng Kéier un d'Gesetz vum Harcèlement moral an och vun der Dekonnexioun erënneren.

An och a punkto Zefriddenheet op der Aarbecht gëtt et nach vill ze maachen. D'Zefriddenheet ass niewent der Motivatioun, fir schaffen ze goen, an de leschten zéng Joer zréckgaangen. Domadder parallell gaange sinn dann och déi negativ Effekter op de Bien-être an op déi physesch a mental Gesondheet, verbonne mam Risiko vun Depressioun a Burnout. Dat huet sécherlech eng ganz Rei vun Ursaachen, och déi ganz gesellschaftlech Ursaachen, déi hei kënne matspillen.

Dës Entwécklung féiert derzou, datt d'Salariéë sech an deene leschten zéng Joer ëmmer méi vun hirer Aarbecht ofgekoppelt hunn a sech verstäerkt an hiert Privatliewen zréckzéien.

(Interruption)

Déi lescht „Quality of Work Index"-Etüd weist dat och ganz kloer.

Meng drëtt Fro: Wat sinn deemno d'Mesüren, déi de Minister wëllt ënnerhuelen, fir der mentaler an der physescher Belaaschtung op der Aarbechtsplaz entgéintzewierken? Hält d'Regierung um Plan national santé mentale fest, esou wéi en deposéiert gouf?

Wa mir vu Work-Life-Balance schwätzen, da si mer och ganz séier beim Teletravail. Wärend der Pandemie krut den Teletravail e ganz neie Stellewäert an eisem Aarbechtsliewen. Säitdeem goufe sech vill Gedanke gemaach iwwert d'Vir- an d'Nodeeler vum Teletravail. Ech erënneren hei gären un de Rapport vun der Sous-Commission Télétravail, deen hei den 8. Juni d'lescht Joer virgeluecht gouf.

D'Enquête iwwert de „Quality of Work Index" huet sech och mam Teletravail beschäftegt. Deemno war 2021 dat Joer, wou am meeschte Leit Teletravail gemaach hunn. Dir wësst, firwat! Dat waren deemools 40 %. Säitdeem geet den Undeel awer ëmmer méi zréck. 2022 waren et nach 35 % an 2023 nach just 29 %.

Dat läit virun allem un de Frontalieren. Net, datt déi kee méi wëlle maachen, mee déi ginn anescht besteiert, wa se Teletravail maachen. Déi lescht Enquête weist, datt ëmmer manner Leit eeben Teletravail maache kënnen, mee awer trotzdeem vill Leit gäre méi Teletravail wéilte maachen. 12 % wollte keen Teletravail méi maachen, mee 57 % vun de befrote Leit géifen es gären all Woch maachen.

Dat heescht, et gëtt e Wonsch, mee net ëmmer d'Méiglechkeet. De Status quo spigelt net d'Wënsch vun de Salariéen erëm. Mir mussen deemno kucken, fir an Zukunft no Solutiounen ze sichen, fir den Teletravail als Méiglechkeet ze erhalen. A mir mussen Alternative fir déijéineg schafen, deenen hir Aarbecht net mam Teletravail kompatibel ass.

Hei gëtt et och Pisten. Zum Beispill gëtt et déi vun der CSL, fir deenen, déi keen Teletravail hunn, Verbesserungen am Horaire ze ginn, wat d'Ufangs- oder d'Departzäiten ugeet.

D'Resultater vun der leschter Enquête weisen, datt et net gutt fir d'Work-Life-Balance ausgesäit. Tëschent 2014 an 2022 hunn d'Konflikter tëschent Privat- an Aarbechtsliewe konstant zougeholl, och wa se 2023 fir d'éischte Kéier liicht erofgaange sinn.

Dat kann zum Deel och domadder ze dinn hunn, datt eng Rei Gesetzer gestëmmt goufen. Et muss awer net sinn, an ech kann dat och hei net esou behaapten. Mir mussen deemno weider Ustrengunge maachen, fir d'Konflikter tëschent Privat- an Aarbechtsliewen ze reduzéieren.

A Leit mat atypeschen Aarbechtszäite sinn heivunner nach méi schlëmm impaktéiert. D'Enquête weist, datt d'Salariéë mat atypeschen Aarbechtszäiten, an dat sinn déi, déi owes, nuets oder sonndes schaffen, vill méi staark Konflikter tëschent Privat- a Aarbechtsliewen hu wéi Salariéë mat typeschen Aarbechtszäiten. Si sinn dovunner betraff, zousätzlech zu hire méi schwéieren Aarbechtskonditiounen, wou d'Pausen an d'Rouzäiten och dacks nach net agehale ginn.

Dat weist, dass mir an Zukunft mussen, esou wäit dat och geet, fortkomme vun atypeschen Aarbechtszäiten. Dat ass natierlech, an dat weess ech och, net iwwerall méiglech. Mee et soll een net do nei Dieren opmaachen! An deem Sënn appelléieren ech un d'Regierung, bei der Ëmsetzung vun hirer geplangter Ausdeenung vun der Sonndesaarbecht onbedéngt op de Sozialdialog ze setzen, fir d'Situatioun net nach schlëmmer ze maachen. An aus deem Kontext eraus schéngt mir och Skepsis géigeniwwer enger Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten definitiv ubruecht ze sinn.

Ausserdeem hu besonnesch Salariéë mat atypeschen Aarbechtszäiten dorënner ze leiden, datt si oft baussent hiren Aarbechtszäite mussen disponibel

sinn. An hei muss och fir si den Droit à la déconnexion spillen. Et wier ze begréissen, wann déi betraffe Betriber dat Gesetz iwwert den Droit à la déconnexion vum 28. Juni 2023 elo scho géifen ëmsetzen an net domadder géife waarde bis Juli 2026, wat d'Gesetz hinnen awer erlaabt. Dat ass alles konform a legal, mee et wär besser, si géifen dat elo schonn direkt ëmsetzen.

D'Salariéë sinn deemno mat enger Rei Saachen onzefridden. Mee wat sinn d'Léisungen? D'Léisunge sinn net ëmmer einfach ze fannen. Ech ginn dat zou. Et muss een och wëssen, datt d'Wierkungsfeld vum Minister seng Limitten huet. E Schlëssel dozou ka sécherlech en éierlechen, en opriichtegen, e gerechte Sozialdialog sinn, wou d'Patronat natierlech seng Plaz huet, mee wou een awer och net muss fäerten, wann eng Gewerkschaft méi staark gëtt oder wa se méi eng wichteg Roll kritt.

Säit 2018 klëmmt den Undeel u Leit, déi gäre manner géife schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt haut steet. Wärend dat fir 33 % vun de Befroten 2018 gegollt huet, sinn et 2023 esouguer 53 %. 53 % vun de Salariéë géifen deemno gäre manner schaffen. Dat ënnersträicht alt erëm eng Kéier, wéi wichteg de schaffende Leit hiert Privatliewe respektiv eng gutt Work-Life-Balance ass. Eng vun eis viséiert Aarbechtszäitverkierzung géif genee dat heite bewierken. Nëmmen 8 % vun de Leit géifen nämlech gäre méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt steet.

Wat d'Salariéen en plein temps ugeet, hätten 58 % gäre manner laang Aarbechtswochen. 28 % vun de Salariéen an Deelzäit hätten dat och gären. A virun allem Fraen a Jonker tëschent 25 a 44 – bei de Frae sinn et 58 % a bei de Jonke 57 % oder 58 % – géifen och gären hir Aarbechtszäit kierzen. Et ass dat vläicht och eng aner Mentalitéit wéi déi, déi jorelaang eist Aarbechtsliewe kadréiert oder gepräägt huet. Och Salariéen an den intellektuellen oder an de wëssenschaftleche Professiounen, an de Secteure vun den Human-, Gesondheets- a Sozialaktiounen, an och déi aus dem Finanz- an Assurancësecteur an déi däitsch Frontaliere géife gäre majoritär manner schaffen.

Mee wéi kéint esou eng Aarbechtszäitverkierzung dann ausgesinn? An der 11. Enquête hei gouf gekuckt, wéi favorabel d'Salariéë géigeniwwer der Iddi vun enger Aarbechtszäitverkierzung an dat bei gläichem Loun sinn. Dobäi erauskomm ass, datt och 17 % vun de Befrote géint esou eng Aarbechtszäitverkierzung wieren an awer 83 % derfir. Dat ass net besonnesch verwonnerlech! Bei gläichem Loun ass dat net besonnesch verwonnerlech.

Wichteg ass awer och ze ernimmen, datt d'Aarbechtszäitverkierzung sécherlech och en Argument ass fir Talentattraction. Well mer hei zu Lëtzebuerg awer e grousse Problem hunn, Leit heihinner ze kréien, wier sécherlech d'Aarbechtszäit en Atout – wann déi géif erofgoen! –, fir datt Leit sech géifen derzou beweege loossen, hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen.

Déi esou dacks gefaarte Reduktioun vun der Produktivitéit trëtt an e sëllege Beispiller, wou d'Aarbechtszäitreduktioun agefouert gouf, absolutt net an. Et gëtt do rezent Beispiller aus Etüden, wéi zum Beispill aus där ominéiser Etüd, déi ech och schonn hei op der Tribün eng Kéier zitéiert hunn, aus England. D'Produktivitéit ass par contre eropgaangen, d'Krankheetsfäll hunn ofgeholl, den Absenteisme geet erof an d'Leit sinn och méi zefridden. An dat soll jo awer och eent vun eisen Ziler sinn, d'Zefriddenheet vun de Bierger. Schaffe fir ze liewen an net liewe fir ze schaffen!

D'CSL huet eng Rei Fuerderungen, fir d'Work-Life-Balance ze verbesseren, deene mir Sozialisten och positiv géigeniwwerstinn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Propos, den Elteren d'Recht ze ginn, de Patron ze froen, fir d'Aarbechtszäit bis zum Alter vun de Kanner vun zwielef Joer kënnen unzepassen a wärend enger bestëmmter Zäit och vun doheem aus kënnen ze schaffen. Eng aner Iddi ass natierlech d'Aarbechtszäitverkierzung, fir déi mir jo och sinn. D'CSL schwätzt sech och am Interêt vun enger Work-Life-Balance derfir aus, spéit Aarbechtszäiten an Aarbecht wärend dem Weekend ze limitéieren.

An dofir meng Fro: Wéi eng nei Weeër wëllt den Aarbechtsminister hei goen, fir dem Wëlle vun de Leit, manner ze schaffen an awer och nach weider kënne fir hir Käschten opzekommen, gerecht ze ginn? Wéi steet den Aarbechtsminister zur Véier-Deeg-Woch à 40 Stonnen oder zu manner Stonnen? A verschiddene Länner gëtt déi Véier-Deeg-Woch jo schonn ausprobéiert respektiv och konkreet applizéiert. Wou gesäit de Minister hei d'Vir- an d'Nodeeler? Wéi gesäit den Aarbechtsminister de Risiko vun enger Iwwerlaaschtung bei engem Zéng-Stonnen-Aarbechtsdag? Ass de Minister fir eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit, wa se e spezifesche Grond huet, zum Beispill fir Sport ze maachen?

D'Formation continue sollt en integrale Bestanddeel vun enger moderner Aarbechtswelt ginn. Leider kënnt déi 11. Enquête zum Schluss, dass sech d'Méiglechkeete vun der Formation continue an de Betriber aus Siicht vun de Salariéen an de leschte Jore verschlechtert hunn. D'Enquête schwätzt sech derfir aus, eng Offensiv vun der Formation continue an de Betriber ze starten, fir d'Salariéen op d'Erausfuerderunge vu muer ze preparéieren an der Penurie u qualifizéiertem Personal entgéintzewierken.

Dat besonnesch virum Constat, datt d'gesellschaftlech Entwécklung haut zum Deel contradictoire ass zu deem, wat um Aarbechtsmaart leeft. De Chômage geet an d'Luucht, mee d'Betriber fannen d'Leit net, déi se brauchen. Wat gedenkt den Aarbechtsminister a punkto Formation continue hei konkreet ze maachen? Och hei brauch de Minister mol zum Deel, wat d'Formatioun am Betrib ugeet – mir mussen net alles nei erfannen! – just den Tirang opzemaachen an de SkillsPlang, deen am Moment beim Staatsrot läit, weiderzedreiwen, fir datt en och hei an d'Chamber kënnt.

Kloer ass awer och, dass de Salaire een Element vun der Satisfaktioun op der Aarbechtsplaz ass. Een Element vum Salaire, wou de Minister kann drop awierken, dat ass de Mindestloun. D'EU-Direktiv iwwert de Mindestloun gesäit jo vir, dass de Mindestloun un de Salaire moyen oder un de Salaire médian soll ugepasst ginn. An den 28. Februar huet de Minister och hei an der Chamber, ech zitéieren, gesot: „D'Aarbechte fir den Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der EU-Direktiv – ech mengen, d'Zuel brauch ech Iech hei elo net ze soen – vum EU-Parlament a vum Conseil vum 19. Oktober 2022 iwwer adequat Mindestléin an der EU sinn amgaangen, finaliséiert ze ginn. An de Projet wäert viraussiichtlech elo am Mäerz dem Regierungsrot fir Approbatioun virleien." Dat huet en op d'Fro vun dem Marc Baum geäntwert, deen nach eng Kéier nogefrot huet an deen och déi Äntwert nach eng Kéier kritt huet.

Et entzitt sech elo mengem Wëssen, mee ass dat geschitt? Haut si mer Mee. An wann net, firwat ass et net geschitt? A wéini soll et da geschéien? A wann de Minister eis am Februar nach d'Zuel net konnt nennen, wat mam Mindestloun geschitt, vläicht kann en eis se dann haut nennen. Ëm wéi vill soll de Mindestloun, ausser der gesetzlecher Upassung, déi jo all zwee Joer ass – ech wéilt dat jiddwerengem nach eng Kéier hei rappeléieren – dann an d'Luucht goen?

Ech kommen zu mengem leschte Punkt: Dat ass d'Économie sociale et solidaire. Leider hunn ech am Regierungsaccord kee Wuert doriwwer gelies, an och am Budget vum Ministère du Travail ass et deen eenzege Posten, deen erofgaangen ass, mee et ass awer e ganz wichtege Pilier vun eiser Ekonomie an et ass och e Pilier, dee kuckt, datt d'Leit awer ënner uerdentleche Konditioune kënne schaffen. Et ass e Pilier, deen eeben net op dee kapitalistesche System vum Profitt opgebaut ass. Et ass e Pilier, dee fir de Mënsch, fir d'Gesellschaft an och fir d'Natur do ass.

A grad dee Pilier, wou ee wierklech kéint eppes konkreet och maachen, dee gëtt hei vun dëser Regierung vergiess. Ech géif duerfir nach eng Kéier gären de Rappell maachen, déi Économie sociale et solidaire net ze vergiessen, well se wierklech enorm wichteg ass fir eist Land!

Ech kommen zur Konklusioun. De Fazit vun der leschter Enquête iwwert de „Quality of Work Index" ass, datt et mat der Zefriddenheet, der Motivatioun an dem Wuelbefannen op der Aarbecht net zum Beschten ausgesäit.

Dës Enquête, déi hëlleft eis, d'Situatioun vun de Salariéë besser ze verstoen an och op hir Erwaardungen a Froen anzegoen. A kommt, mir nëtzen déi Geleeënheet hei, fir d'Aarbechtswelt e Stéck besser ze maachen.

An ech géif duerfir och hei gären eng Motioun deposéieren, wou et haaptsächlech ëm siwe Punkte geet, wou een déi Konklusiounen aus där Enquête hei soll seriö huelen, wou solle Mesüre fir den Equiliber tëschent der Vie professionnelle an der Vie privée geschaf ginn, wou et drëm geet, ze ënnerstëtzen, datt d'Aarbechtszäitreegelungen iwwert d'Kollektiv- an net individuell Verträg solle gereegelt ginn, dass Flexibiliséierung net op Käschte vum Equiliber vun der Vie privée a Vie professionnelle soll gemaach ginn, datt d'Charge mentale an d'Charge physique solle reduzéiert ginn an de Plan national santé mentale soll ëmgesat ginn, datt och den Teletravail ze promouvéieren ass, an dat och fir Frontalieren, an zu gudder Lescht och d'Formatioun an de Betriber soll entwéckelt ginn an och de legale Kader dozou verbessert ginn.

Si ass ënnerschriwwe vun der LSAP, vun déi gréng a vun déi Lénk a si ass ënnerstëtzt vun de Piraten.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu le rapport de la onzième enquête « Quality of Work Index » réalisé par la Chambre des Salariés (CSL) en collaboration avec l'Université du Luxembourg ;

– considérant la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail ;

– considérant la loi du 28 juin 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion ;

– vu la loi du 15 août 2023 et la loi du 29 juillet 2023 en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil ;

– vu la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail ;

– vu le « Plan national santé mentale 2024-2028 » approuvé par le Conseil de Gouvernement le 14 juillet 2023 ;

– vu le rapport de la Sous-Commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ;

– compte tenu de l'engagement déclaré dans l'accord de coalition à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée,

invite le Gouvernement

– à se pencher sur les conclusions de l'étude « Quality of Work Index 2023 » et mettre en œuvre des actions concrètes ;

– à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ;

– à soutenir la règlementation des horaires de travail via la négociation de conventions collectives et non par des négociations individuelles ;

– de veiller à ce que la flexibilisation des horaires de travail ne se fasse au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié·es ;

– à mettre en œuvre des mesures pour réduire la charge mentale et physique au lieu de travail et de poursuivre la mise en œuvre des objectifs fixés dans le « Plan national santé mentale 2024-2028 » ;

– à continuer à promouvoir le télétravail et à plaider pour l'harmonisation des seuils fiscaux en concordance avec la sécurité sociale ;

– à développer la formation continue dans les entreprises respectivement améliorer le cadre légal de la formation continue.

(s.) Georges Engel, Marc Baum, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Meris Sehovic.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dir hutt Är Aarbechtszäit op jidde Fall ganz ausgenotzt, gesinn ech.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, genau.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Marc Spautz. Här Spautz, fuert lass!

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Work-Life-Balance, wat ass dann elo déi eng Richtung an déi aner Richtung? Mir hunn en neie Riedemodell, deen heescht 15,5 Minutte fir mech. Dofir, soen ech, ass dat eng Verschlechterung vu mengen Aarbechtsbedéngungen. Fir Iech kann et awer vläicht eng Verbesserung sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt domadder eens.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wëll just soen, ech hunn et jo och matgestëmmt, mee haut, nodeem ech de Georges Engel héieren hunn, hätt ech awer fir méi wéi fir 15 an eng hallef Minutt ze schwätzen!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Bon, Här Di Bartolomeo, ech huelen Iech léiwer net als Modell, well dat wier net am Interêt ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Elo ... Här Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech weess mech ëmmer duerchzesetzen!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, fir d'alleréischt wëll ech dem Georges Engel villmools Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en ugefrot huet. Dat gëtt eis Geleeënheet, iwwer verschidde Sujeten ze schwätzen.

Wann ech awer säin Ufank lauschteren, wollt ech elo, misst ech ufänke bei Marx an Engels, bei Rerum Novarum, den Ufäng vun der kathoulescher Sozialléier, ...

Une voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | ... wou e gesot huet vum Kapital géint d'Aarbecht an ëmgedréint. Do wieren dat och Positiounen, déi een heibanne kéint diskutéieren, an et misst een dat als Basis huelen, fir vläicht dann och verschidde Saachen nach eng Kéier an de richtege Kontext ze setzen.

Ech wëll dat awer haut net maachen, well da géif et mat de 15 Minutten doudsécher net duergoen!

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech hunn Iech als Gewerkschaftler gelueft, Här Spautz.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wëll awer och soen, dass ech awer e bëssen iwwerrascht war, de Georges Engel ass selwer drop agaangen: Dat hei ass deen 11. Rapport vun der CSL an dat hei ass eng Enquête, déi vu Mee bis September 2023 stattfonnt huet.

Fir d'alleréischt wëll ech der CSL nach eng Kéier felicitéiere fir déi Initiativ, déi se elo scho säit eelef Joer hëlt. Mee dat war och déi Zäit, Här Engel, wou Dir nach selwer Aarbechtsminister waart. Also ass et am Fong Är Zensur, déi hei ausgestallt ginn ass vun der Chambre des Salariés.

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Mir scheien eis net!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wëll dat awer elo net weider thematiséieren, mee ech wollt dat awer och eng Kéier soen. An, ech mengen, dass et och wichteg ass, wa mer heivu schwätzen, wat alles an dem „Quality of Work Index" dran ass, wat do alles derzou gehéiert. Dir hutt en Deel dovu gesot: dat ass Aarbechtszäitorganisatioun. Mee eppes, wat bei mir bei der Aarbechtszäitorganisatioun ëmmer erëm zréckkënnt a wat och en Theema ass, mengen ech, dat ganz wichteg ass, dat sinn d'Kollektivverträg.

An Dir hutt geschwat vun EU-Direktiven. Et gëtt och eng EU-Direktiv, déi seet: An engem Land misst ee méi Kollektivverträg hunn. An, ech mengen, och do huet Lëtzebuerg nach vill nozehuelen. Ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer et fäerdegbréngen, dass méi Kollektivverträg hei am Land gemaach ginn, dass et och muss d'Méiglechkeet sinn, wéi d'EU-Direktiv dat virgesäit, dass méi Leit ënnert d'Ofsécherung vun de Kollektivverträg falen. A wa mer schwätze vun de Kollektivverträg, do kann ee vill vun deene Sujeten, déi Der elo hei soulevéiert hutt an déi och an deem exzellente Bericht vun der Chambre des Salariés dra stinn, och iwwer Kollektivvertrag léisen.

An et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen: Ganz vill am Gesetz, generell? Oder net e Kollektivvertragsgesetz, wat e Wuert wäert ass, wat säin Numm wäert ass, wou een dann op deem Niveau déi Diskussioune ka féieren, déi musse gefouert ginn, sief et fir Aarbechtszäit, sief et fir Congé, sief et fir d'Aarbechtszäitorganisatioun, fir déi kënnen ze féieren?

Well wou Der Recht hutt, an dat geet jo och aus dem Rapport ervir, dass vill Leit Schwieregkeeten hu mat enger Charge mentale, dass se Schwieregkeeten hu mat Mobbing, dass se Schwieregkeeten hu mat der Charge physique, déi se hunn, dass se Schwieregkeeten hu mat de Riske vun hirer Gesondheet an dass se och mat der Exigence émotionnelle net eens ginn, déi op der Plaz am Betrib heiansdo verlaangt gëtt. Dat steet grouss bei den Negativpunkten am Rapport dran.

Do steet awer och op där Säit drop, bei de positive Punkten, eng gutt Kooperatioun zwëschent dem Patron an dem Salarié, eng Participatioun un den Entscheedungen, déi am Betrib geholl ginn, de Feedback, d'Autonomie, fir esou kënnen ze schaffen, dass een och autonom ka sinn an net ëmmer nëmmen op Uweisung an net ëmmer dat selwecht muss maachen.

D'Formation continue hutt Der och erwäänt, d'Promotioun, d'Sécherheet vun der Aarbecht an d'Remuneratioun. Och dat si positiv Aspekter. An dat muss een net vun uewen erof am Gesetz deklaréieren. Et kann een. Mee et kann een awer och soen, mir maachen dat am Kollektivvertragsgesetz an dat do sinn déi Punkten, déi mer iwwert d'Kollektivvertragsgesetz decidéieren, well och all Betrib an all Secteur ass anescht. A wa mer jo dann nach eng Kéier kucken an der Analys, virun allem an der Konklusioun, do steet dat jo nach eng Kéier grouss dran: déi gréisste Onzefriddenheet ass am Commerce, an der Restauratioun an – wéi wonnert et?!! – och an der Santé.

An der Santé geet et awer och vläicht dodrop zréck, dass mer net genuch Leit hunn an dass mer net genuch Leit fannen, fir dee Secteur och ze bedéngen. Well wa mer do jo eis Frontalierskolleegen net hätten, alleguerten déi, déi hei scho bei Covid souzen – mir hunn et all Mount nach eng Kéier ënnerstrach kritt –, dann hätte mer de Schlëssel „ënnert d'Dier geschoben", well dann hätte mer net genuch Leit gehat am Gesondheetsberäich, fir déi Versuergung ze maachen, déi bluttnoutwendeg war.

An erënnert Iech wéi dat klengt Land, wéi den Här Goergen et virdru genannt huet, hei niewendrun, Däitschland, d'Grenzen zougemaach huet, hu mer ee Moment geziddert, wat dat bedeit, wann alleguerten déi däitsch Grenzgänger, déi am Gesondheetssecteur schaffen, net méi géifen eriwwer an d'Land kommen. Mir ware schonn amgaang ze kucken, fir Hoteller ze kréien, fir dass se hei kéinte schlofen.

An, ech mengen, dofir ass et esou wichteg, dass mer dat mat de Secteuren diskutéieren an dass een do net all Secteur kann an een Dëppe geheien, mee dass dat grondverschidden ass.

Wann een de Bien-être kuckt – nach eng Kéier wëll ech drun erënneren, 2013 hu 65,5 % gesot, se wieren zefridden, 60,4 % hunn dat net gutt fonnt. Dat war den déifste Punkt. Elo si mer erëm bei 61,4 % bei der Satisfaktioun op der Aarbecht ukomm.

Wat d'Motivatioun ugeet, fir schaffen ze goen, do ware mer op 60 % 2014, do si mer elo nach op 51,9 %. A wat d'Gefill vum Bien-être ubelaangt, am Generellen, ass et erofgaange vun 63 % op 56,8 %. Och dat seet eppes aus! Mee, wat awer och richteg ass: Mir leien nach – gottseidank! – iwwerall iwwer 50 %.

Wann een d'Conciliatioun zwëschent Vie privée a Vie professionnelle kuckt, do gesäit et e bësse méi schlecht aus. Do war et bei 28,8 %, wou et ugaangen ass. Duerno war et bei 40,3 %, fir dass mer elo bei 38,8 % sinn. Dat heescht, dass do e ganz, ganz grousse Besoin ass.

A wa mer vum Burnout schwätzen, do war et bei 29,4 %. Haut si mer bei 39,2 %. A bei de Problemer vun der Santé physique ass et vu 25,7 % op 34 % an d'Luucht gaangen – laut de Chifferen, déi hei am Rapport vun der CSL an d'Luucht gesat gi sinn. An dat beweist, dass mer verschidde Saache musse maachen, dass mer verschidde Saache mussen änneren.

A wann ech dann de Koalitiounsaccord liesen zwëschent der CSV an der DP, dee jo och heibannen diskutéiert ginn ass, deen och schrëftlech virläit,

do stinn a ville vun deene Punkten – och vun deene Punkten, zwar net alleguerten, mee zu engem groussen Deel, déi den Här Engel heibanne virgelies huet – ganz konkreet Saachen am Koalitiounsaccord dran, déi solle kommen. An ech sinn dovun iwwerzeegt – mee e schwätzt jo als leschte Riedner –, dass de Minister dat och heibanne wäert soen an dass vill vun deene Punkte bis den Dezember wäerten um Dësch leien, dass mer kënnen an de Kommissiounen – op de Staatsrot hu mer keen Afloss, mee op de Rescht hu mer Afloss –, déi néideg Adaptatiounen huelen, déi noutwendeg sinn, an dass mer et domadder och fäerdegbréngen, dass de „Quality of Work Index" erëm an d'Luucht geet.

Dir hutt geschwat, an do ginn ech Iech Recht mat all deene Problemer, déi mer hunn, wéi d'Leit ënnerwee sinn. Eppes, wat mech an deem „Quality of Work Index" awer méi nach erféiert huet – wat heescht erféiert, et ass net dat richtegt Wuert, well et stoung schonn d'lescht Joer dran, do hu mer et och gesinn –, dat ass déi Trajetsdiskussioun. Den Trajet, deen d'Leit all Dag hunn, fir op d'Aarbecht ze kommen. An do geet ganz kloer aus enger Statistik ervir, dass fir e Resident den Aller-retour ëm 5,4 Stonnen an der Moyenne an d'Luucht gaangen ass a fir en Nonrésident ëm 9,6 Stonnen d'Woch.

A wat beweist eis dat? Dass mer mussen oppassen, wat mer maachen, well op eemol soen d'Frontalieren: „Wann ech muss 49,6 Stonne schafen, fir eng Pai ze kréie vu 40 Stonnen, well déi 9,6 sinn ech jo och fort. Da kommen ech net méi vun Épinal, vun Nanzeg, vu Léck, vun Namur op Lëtzebuerg schaffen, well da packen ech dat net méi. Dann ass et net méi rentabel."

An och dofir ass et wichteg, dass mer och dodriwwer diskutéieren, a mir wëssen, dass Betriber do sinn, déi amgaang sinn a verschiddene Géigenden … Den Député-maire vu Beetebuerg sëtzt heibannen, wou amgaang ass eng gréisser Firma dohinner e Site ze bauen, well se seet: „Ech wëll menge Frontalieren et net méi zoumudden, all moies vun der Grenz och nach bis an d'Stad ze fueren oder nach méi wäit ze fueren", well se duerch d'Bestëmmunge vum Teletravail, wat d'Besteierung ubelaangt, wat d'Sécurité sociale ubelaangt, dann an där éischtméiglecher, et ass zwar net déi éischt, et ass nach eng Uertschaft virdrun, Här Di Bartolomeo, ech weess dat …

(Hilarité)

… op der Grenz kënne sech implantéieren, fir do kënnen Teletravail ze maachen an dann ënnert d'Lëtzebuerger Legislatioun ze falen. Dat selwecht, wësse mer, geschitt zu Gréiwemaacher um Potaschbierg. Och do sinn esou Betriber amgaang, sech nidderzeloossen, well se wëssen, dass et schwiereg ass, déi Leit nach ze motivéieren, fir bis an d'Stad oder doriwwer eraus ze kommen, well se vill ze vill laang brauchen an do Aarbechtszäit verluer geet.

Och dat si Punkten, wa mer iwwert de „Quality of Work Index" schwätzen, da kënne mer net nëmmen déi dräi Sujeten, pardon, net dräi, mee déi Sujeten do soulevéieren, déi do gefrot gi sinn, mee mir mussen eis och domat beschäftegen: Wat kënne mer maachen an der Mobilitéit? Wat kënne mer maachen, dass mer d'Aarbecht erëm méi no bei d'Leit bréngen?

An déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech nach drun erënneren, dass et och …, an der Zäit hunn d'Leit bei den Aarbechtsplaze gewunnt. Ech weess, dass – dat weess ech zwar nëmmen duerch Bicher, do war ech och nach net derbäi – Leit aus dem Norden an de Süde wunne komm sinn, well d'Aarbechtsplazen deemools am Süde waren, an dass mer och do Diskussioune musse féieren, wou mer d'Betriber usidelen a wou mer d'Betriber néierloossen.

A wann ech dat soen, da kucken ech och op de President vum Syvicol, well ech mengen, dee gesäit dat och e bëssen änlech, well dat bedeit jo och eppes fir d'Gemengen an d'Gemengekeesen. Och da géif dat zu enger anerer Diskussioun féieren.

An dann ass et de „Quality of Work Index", deen och do matspillt, well do spillen d'Gemenge jo och eng grouss Roll: dat ass bei der Kannerversuergung. A bei der Kannerversuergung, och dat geet jo hei ervir, wa mer schwätze vu Vie familiale a Vie privée. Do sinn awer, an ech kennen och Kolleegen, déi heibanne sollte sinn, déi Problemer hunn, fir alleguerten der Demande nozekommen, fir déi Kanner en charge ze huele vun deenen Elteren, an deementspriechend mussen déi Elteren dann och aneschters schaffen an aneschters present sinn, well se hir Kanner net iwwerall op alle Plazen ënnerdaach kréien. Dat ass net iwwerall d'selwecht. Et si Gemengen, do ass dat guer kee Problem, an et si Gemengen, déi e Problem domadder hunn. Och dat däerfe mer, wa mer déi Diskussioun féieren, net aus den Ae verléieren.

An dat selwecht ass dat mat der Organisatioun vun den Zäiten. Sechs-zwou, zwou-zéng, zéng-sechs, aacht-zwielef, zwou-sechs: Dat ware Modeller vun der Aarbechtszäit, kann ech mech erënneren, wéi ech an d'Spillschoul gaange sinn, waren déi am Buch. Do stoung dat, sou gëtt dee Moment geschafft. An deementspriechend waren dann awer och heiansdo bei verschidde Leit Problemer, fir déi Zäit do ze sinn. Ech weess, dass amerikanesch Schichtbetriber op eemol ëmgewandelt hunn an nuets zwielef bis moies aacht, vun aacht bis véier a vu véier bis zwielef, well se gesot hunn, dat wär besser fir d'Gesondheet respektiv da wäre se och net méi an de Stauen.

An och dat sinn Diskussiounen, déi mer musse féieren. Musse mer alleguerte moies um siwen, um aacht oder um néng ufänken? Kënne mer och do net méi eng grouss Flexibilitéit hunn? Well déi Flexibilitéit géif eis hëllefe bei der Aarbechtszäit, well mer nämlech manner Ufaartwee hunn an, komm mir denken drun, déi Infirmière oder deen Infirmier, dee moies um sechs Auer ufänkt, deen huet …, um hallwer sechs spéitstens geet en doheem fort, wann net schonn éischter – ech mengen, déi meescht gi schonn éischter fort –, an da musse se och kucken, wou dee Moment hiert Kand hikënnt an alles dat. Dofir, mengen ech, dass wa mer vum „Quality of Work Index" schwätzen – an dofir nach eng Kéier Felicitatiounen un d'Chambre des Salariés! –, musse mer och all déi dote Saache mat eranhuelen.

Mir hunn en anere Problem. Dat ass een, dee misste mer och kombinéiert da kucken, mat der Sécurité sociale an deem Fall. Do si Leit, an dat hu mer jo matkritt, virun allem am Santésberäich si jo ganz vill Leit, déi keng honnertprozenteg Tâche méi hunn. Déi hu 70 %, 75 % oder 60 %, well dat si besser arrangéiert, well se sech da besser organiséiert kréien. An dat wëll dann net heeschen, dass se all Dag 60 % schaffen, mee déi hunn e globale Vertrag, dee 60 % méi déif ass. An da stelle mer awer fest an der Sécurité sociale, dass mer verschidde Gesetzer hunn an der Sécurité sociale: Wann déi Leit wëllen an d'Preretraite goen, hate se Pech, well do steet nämlech dran, dass de muss 100 % geschafft hunn, ier s de kanns an d'Preretraite goen.

A wa mer elo vun der Preretraite schwätzen: Dee Feeler ass dann elo bekannt an ech weess, dass d'Sozialministesch do amgaang ass. Et läit jo och eng gutt Proposition de loi um Dësch doriwwer. Mee et muss een awer och do sech d'Fro stellen, ob déi Leit – a wann Der mat hinne schwätzt, an hei sinn der jo vill vun Iech, déi där kennen – sech bewosst sinn, wat dat fir hir Pensioun herno bedeit, wa se elo nëmmen op 60 % cotiséieren, op 50 % cotiséiere vun der Aarbechtszäit, well dat feelt jo herno da bei der Pensioun. Och dat si Punkten, déi een all muss da mat diskutéieren, wann een dat mécht.

Dat selwecht ass dat vum Teletravail. Den Här Engel huet ënnerstrach, wat beim Teletravail erauskënnt. Ech hunn an der Analys festgestallt: Do steet, bei 31 % ass et net méiglech, 31 % vun deenen 2.300 Leit, déi gefrot gi sinn. 12 %, déi si plus ou moins zefridden dermat. 4 % maachen nëmmen Teletravail. Och eppes, wat et gëtt. Déi Leit, déi schaffe just am Teletravail. An da sinn et 25 %, déi zwëschent engem an zwee Deeg leien, an 28 % iwwer zwee Deeg. Mee bei deenen 28 % wësse mer jo awer rëm, an et ass richteg ënnerstrach gi vum fréieren Aarbechtsminister, do ass de Problem och da mat der Sécurité sociale a mat de Steieren.

Mat der Sécurité sociale ass jo en Accord fonnt ginn, mee mat de Steiere besteet dee fir den Non-résident nach ëmmer mat deenen 2 %. A mir stellen awer och fest, wann Der mat Leit schwätzt, déi souguer d'Méiglechkeet hätten, op den Teletravail zréckzegräifen, soen déi: „Ech wëll net méi wéi een Dag net am Betrib sinn, well ech brauch dat. Ech brauch dat, fir kënne mat de Leit ze diskutéieren. Ech brauch dat, fir dass ech och aner Leit gesinn an ech wëll net doheem agespaart sinn."

Dofir, mengen ech, wann een déi Diskussioun wëllt féieren, hu mir ganz vill Ustéiss dozou am Koalitiounsprogramm an den Aarbechtsminister wäert sécherlech duerno nach drop agoen, dass mer eis dem Problem – et ass et fir eis esou ugeklongen, wéi wa mer eis dem Problem net esou richteg bewosst wieren – bewosst sinn, mee dass een dee muss zesummen ugoen. An dee kann een nëmmen zesummen ugoen, d'Gewerkschaften zesumme mat de Patronen. An do ass de Sozialdialog, an dat, do ginn ech Iech honnertprozenteg Recht, Här Engel, ass ee vun deene wichtegste Punkten, well de Sozialdialog muss an deenen dote Punkte fonctionéieren an dann ass et awer wichteg, dass een an deem CPTE, och wann dat heiansdo dann e bësselche méi laang dauert, déi Diskussiounen do féiert, well et sollen net iwwert d'Käpp vun deenen engen an net iwwert d'Käpp vun deenen aneren ewech elo alleguerten déi do Diskussioune kommen.

Dann ass nach en anere Problem, deen ech awer wollt … – Här President, ech gesi schonn un Ärem Bléck, wat amgaang ass, ze geschéien –, …

(Hilarité)

… dat ass net nëmme beim „Quality of Work Index". Do ass jo nach eng aner Analys erauskomm – an erlaabt mer just, do nach e Saz derzou ze soen –, dat ass déi vum Statec, wou de Statec elo och nach eng Kéier nogeluecht huet mat der Nott vum 6. Mee, wou och ënnerstrach gëtt, dass ëmmer méi Leit kucken, esou séier wéi méiglech d'Lach ze hunn an de Betrib ze wiesselen.

An ech weess net, ob de Problem domat geléist ass, deen déi Leit hunn, wa se onbedéngt direkt de Betrib wiesselen, mee dass déi keng Satisfaktioun méi hunn an deem Betrib, wou se sinn, an duerfir probéiere fortzekommen. An dat ass an engem Moment, wou mer net genuch Main-d'oeuvre hunn a verschiddene Secteuren, natierlech fir déi eng wéi fir déi aner en Drockmëttel. Mee och dat ass net gutt, well et ass nach ëmmer, an do ginn ech dem Här Engel Recht, wichteg, dass ee sech wuelfillt, wann een op d'Aarbecht geet, an dass ee sech och do mat deem kann identifizéieren, wat een all Dag mécht. Well, wann ee 40 Joer muss eppes maachen, wat een net gäre mécht, da ginn et 40 laang Joren, a wann ee 40 Joer

kann eppes maachen, wat ee gäre mécht, da ginn et gutt Joren, an dofir wëll ech nach eng Kéier soen, Här Engel: Dat, wat Der hei ugeleiert hutt – „Quality of Work Index" –, ass eng gutt Saach!

Am Koalitiounsaccord sti vill Punkten dran, zu deenen Der d'Fro gestallt hutt: Aarbechtszäitorganisatioun, Aarbechtsqualifikatioun. Do steet dra vun der Formation continue. A mir sinn dervun iwwerzeegt, dass d'Regierung dee Koalitiounsaccord wäert ëmsetzen. Dat am Interêt vun all deene Leit, déi schaffe ginn, an dat am Interêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech stelle fest, Dir gitt mer vill Recht!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Cahen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif och gäre fir d'éischt emol dem Interpellant villmools Merci soe fir déi Interpellatioun, déi ech ganz spannend fannen, an ech fannen, dass et quasi eng Flichtlektür ass, dee „Quality of Work Report" ze liesen, well extreem vill interessant Saachen dra sinn. Ech wäert net op all déi Chifferen agoen, déi Der genannt hutt. Ech wäert vläicht dann nach e puer anerer nennen, well et si jo interessanter derbäi.

An et ass heiansdo awer och d'Diskussioun, ob e Glas hallef voll oder hallef eidel ass. Natierlech, mir wëssen, wann et Zuele gëtt, da kann ee sech déi ëmmer e bësselchen interpretéieren, wéi et engem gefält. Ech wäert natierlech elo probéieren, op e puer Saachen anzegoen. Mee virop géif ech awer nawell gäre soen: Mir sollte vläicht ophalen, ëmmer d'Welt a Schwaarz a Wäiss anzedeelen an a Gutt a Béis an an Droite a Gauche! Well eis geet et net ëm Droite oder Gauche bei der Demokratescher Partei, eis geet et ëm d'Leit! Datt d'Leit kënne liewe mat deem, wat se verdéngen. An ech mengen, Dir hutt et e puermol gesot: Net liewe fir ze schaffen, mee schaffe fir ze liewen! Do sinn ech ganz dermadder averstanen. A mir musse kucken, an dat hu mer an deene leschten zéng Joer och gemaach, dass mer de Leit d'Liewe méi einfach maachen, och op der Aarbecht.

(Interruption)

Hat ech mech elo geiert mat dem ... Voilà!

Une voix | Schaffe fir ze liewen, net liewe fir ze schaffen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Genau! Dir hutt virun ...

(Interruptions)

Virun engem Joer hutt Der e bëssen d'Reformen opgezielt, déi mer als Regierung gemaach haten. Ech mengen, et misst een awer e bësse méi wäit zréck nach goen an d'Geschicht. Mir hunn de Congé parental vereinfacht, mir hunn de Congé parental méi attraktiv gemaach. Et gesäit een hei an deem Rapport, dass effektiv och elo jonk Pappe sech méi ëm d'Kanner këmmeren.

Allerdéngs gesäit een awer an deem Rapport hei och, dass d'Care-Aarbecht, dat heescht, sech zum Beispill ëm en eelere Mënsch ze këmmeren a senger Famill, awer nach ëmmer bei de Fraen hänke bleift. Dat ass och eng interessant Lektür an dësem Rapport.

Da gesäit een och, dass doduerch, dass mer de Congé parental flexibiliséiert a méi attraktiv gestalt hunn, doduerch, dass mer de Congé pour raisons familiales méi attraktiv gestalt hunn, d'Leit sech an deem Sënn besser organiséiert kréien.

Mee do, wou ech wierklech extreem gestaunt hunn, an Dir sidd och ganz kuerz drop agaangen, dat ass, dass e Fënneftel vun de Leit, déi hei gefrot gi sinn, soen, si géife méi wéi 46 Stonnen d'Woch schaffen. An do muss ech awer soen, do war ech awer scho bass erstaunt, wéi ech dat gelies hunn! Eng normal Aarbechtswoch huet 40 Stonnen. Dir hutt gesot, ganz dacks stéingen am Kontrakt 38 Stonnen, an d'Leit schaffen der 41. Mee wann een dann iwwer 46 Stonnen d'Woch schafft, dann, mengen ech, muss ee mol do usetze fir ze kucken, dass den Droit du travail do mol iwwerhaapt respektéiert gëtt.

Eng aner Saach: Dir reprochéiert eis, mir géife vill vu Flexibilitéit schwätzen, mee et wieren immens vill Leit, déi soen, si géifen déi 11-Stonne-Paus nuets net anhalen. Ech sinn iwwerrascht gewiescht, dass ech am Rapport näischt gelies hunn iwwert déi 44 Stonnen de Weekend, déi ee muss anhalen. An do, mengen ech, ass awer e Problem tëschent Theorie a Praxis.

An der Theorie wëlle mer, dass d'Leit eng Paus hunn. Mer wëllen, dass se genuch Paus hunn. Dir hutt et och gesot. Jiddweree wëllt dat. Mee an der Praxis kann ech Iech awer vum Terrain soen, dass d'Leit sech wëllen organiséiert kréien. A sech organiséiert kréien, heescht och, sech par rapport zu sengem Liewen organiséiert kréien.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

A wann ech dann zum Beispill de Secteur vun der Vente oder vum Horeca huelen, mee do gëtt et immens vill jonk Elteren, déi soen: „Ech hätt gär zum Beispill dënschdes an donneschdes mëttes fräi, well ech mat de Kanner wëll an d'Museksschoul fueren, well ech mat de Kanner wëll an de Sport fueren, well ech einfach fir meng Kanner wëll do sinn, fir d'Hausaufgabe mat hinnen ze maachen, d'Schoulsaachen ze kontrolléieren an esou weider." Mee wann een an engem Betrib schafft, dee sechs Deeg d'Woch op ass: Fir déi 40 Stonnen dann ze verdeele respektiv déi 44 Stonnen hannerenee fräi ze hunn, däerf een entweeder samschdes mëttes net schaffen oder méindes moies. „Méindes moies", soen d'Leit, „jo, bon, do si meng Kanner an der Schoul, dat ass jo ganz gentil. Ech hätt léiwer dënschdes mëttes fräi, wannechgelift."

An ech mengen, dat ass dat, wat mir ënner Flexibiliséierung verstinn. Dat ass d'Demande vum Salarié. De Salarié soll kënne säi Patron froen, dass hien aneschters ka fräi kréien, an de Patron kann natierlech dann och domadder averstane sinn. Mee dat ass am Moment net esou virgesinn, ouni dass ee massiv méi Congé muss ginn. An dat ass dat, wat mir ënner Flexibilitéit verstinn: d'Demande vum Salarié, fir kënne säi Liewen ze organiséieren. Well dat, wat och ganz flott aus där Etüd hei erauskënnt, dat ass einfach: Wann d'Aarbechtsliewe stëmmt, dann ass een och méi zefridden an der Beruffswelt. A wann d'Beruffsliewe stëmmt, dann ass een dacks och méi equilibréiert an zefridden am Privatliewen. Dat kann een net ëmmer eent vun deem aneren trennen!

An ech hunn emol eng Damm héiere soen, Work-Life-Balance, si kéint dat net méi héieren. Ech soen dat jo och dacks. Well si seet: „Mee Work-Life-Balance, dat ass och e Stéck vu mengem Life, mäi Work!" An ech mengen, dass een dat esou muss gestalten, dass ee sech gutt fillt. Wéi fillt ee sech gutt? Dat ass och interessant hei ze liesen: Wann een zum Beispill Feedback kritt. Wann ee konstruktiv Kritick kritt. Wann ee gesot kritt: „Ma dat do, dat war gutt, mee dat do war vläicht e bësse manner gutt!" Oder: „Komm, ech hëllefen der, dat elo d'nächst Kéier besser ze maachen!" Dat ass dat, wat d'Leit gären hätten, well se wëlle jo e Sënn an hirer Aarbecht gesinn.

Aarbecht ass jo per se näischt Schlechtes! An dat, mengen ech, hutt Der och gesot. Mir wëllen d'Gesellschaft jo alleguer weiderbréngen, mir wëllen alleguerten dozou contribuéieren. An do ass Aarbecht jo näischt Schlechtes. Also musse mer och ophalen, ëmmer ze soen: „O, Aarbecht ass eppes ganz Schlechtes!"

Well ganz interessant an deem Rapport ze liesen ass iwwregens och, dass 24 % vun de Leit ënner Workaholism leiden. 24 % vun de Leit leiden ënner Workaholism! 47 % soen, se géife guer net dorënner leiden. Mee dat heescht jo am Fong geholl, dass mer deene Leit mussen hëllefen, dass se net déi ganzen Zäit disponibel musse sinn. Mee et ass jo dann um Enn vum Dag awer nach u jiddwerengem Eenzelnen, ze jugéieren: „Kucken ech a mengem Congé léiwer heiansdo meng Mailen an ech kommen net heem an ech hunn der 500 mateneen ze liesen? Oder hunn ech léiwer, ech dekonnektéiere mech total?" Mee och do muss de Salarié kënnen dee Choix treffen, an dee soll net vum Legislateur an net vun uewen erof getraff ginn, mee et ass de Salarié a senger Entreprise, zesumme mat sengem Patron, deen doriwwer soll kënnen decidéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Da gesi mer och, dass net jiddwereen déi nämmlecht Chance huet, wann et drëms geet, spontan mol einfach eng Stonn fortzegoen. Soe mer mol, d'Schoul rifft un, d'Kand ass krank oder et huet sech d'Bee gebrach oder et ass grad eppes geschitt. Do gëtt et Leit, 55 %, fir déi ass et kee Problem, fir da kuerzfristeg ze soen: „Hei, ech muss elo leider eng Kéier séier fort, ech muss séier eng Kéier heemfueren." Oder wou och ëmmer hin. 26 % kënnen dat awer net. An dat ass jo och normal, well verschidde Beruffer sinn eeben esou! Ech soen elo mol, wa mer vun Teletravail schwätzen: D'Bäckerei mécht moies um 6.00 Auer op, jo, da kann natierlech deen, deen d'Bréidercher verkeeft, net am Teletravail schaffen. An deen, dee se béckt, warscheinlech och net, well en net dee richtege Bakuewen doheem huet, fir am Teletravail seng Bréidercher ze baken. Dat heescht, do sinn d'Beruffer natierlech net alleguerten d'nämmlecht.

Mee wat ech awer och am Rapport gelies hunn, dat ass, dass d'Leit am Fong geholl net déi ganzen Zäit Teletravail wëlle maachen. An ech mengen, den Här Spautz ass och schonn dorobber agaangen, dass mer och an der Entreprise wëlle sinn, an där Ambiance vun der Entreprise, an dass et immens wichteg ass, och de Feedback vun den Aarbechtskolleegen ze kréien. 58 % fille sech vun den Aarbechtskolleegen iwwregens ënnerstëtzt, an dat ass och eng Satisfaktiounsursaach, soen ech mol, fir d'Leit fir ze schaffen.

Wat een awer och erausliest aus deem Rapport, an ech mengen, do muss d'Politick ganz kloer usetzen, dat ass, dass d'Leit sech ëmmer méi ënner Drock spieren. Si schaffe manner physesch wéi an der Zäit, d'Aarbecht gëtt manner physesch, mee d'Leit spiere sech méi ënner Drock, well se eebe soen, si misste Multitasking sinn, si missten op der Aarbecht lauter verschidde Saachen zur selwechter Zäit maachen. Dee psychologeschen Drock do, deen hëlt einfach extreem zou op der Aarbecht, an ech mengen, do muss d'Politick dann dee Moment och usetzen, fir dorunner ze schaffen.

Bon, vill Leit, 50 %, soen, se hätte kee Problem mat der Conciliatioun zwëschent hirem Privatliewen an hirer Aarbecht. Dat ass allerdéngs awer e vill méi

schlechte Score wéi nach 2016, wou 70 % vun de Leit gesot hunn, dat wär alles iwwerhaapt kee Problem. Mee wien huet do virun allem e Problem? Ma déi, déi soen, si géife méi wéi 46 Stonnen d'Woch schaffen! Mee wann een dann do déi 46 Stonne scho Richtung 40 Stonnen erofsetzt, kréiche si dat dann och vläicht alles besser ënnert een Hutt.

Wéi gesot, d'Flexibilitéit an der Aarbecht, dat ass eppes, dat däerfe mer net verdamen. Mir mussen dat ënnerstëtzen. An dat steet och am Koalitiounsaccord vun däser Regierung. Mir mussen op d'Demande vun de Salariéen hi méi flexibel ginn.

An ech kann do den Aarbechtsminister och nëmmen encouragéieren, dass e sech mat de Sozialpartner un en Dësch setzt an dass e kuckt, dass mer méi flexibel ginn am Sënn vum Salarié, fir dass hie sech dee Moment besser organiséiere kann.

Ech hat elo éinescht gesot, ech géif e bëssen an d'Vergaangenheet zréckgoen. 2013/2018, an där Regierung, ass de POT agefouert ginn. De POT, dat ware grouss Diskussiounen, och heibannen, de Plan d'organisation du travail. A mir musse jo awer haut feststellen, dass mer deen dréngend mussen op de Leescht huelen, well och do ass d'Theorie, mengen ech, eng aner wéi d'Praxis.

An der Praxis ass et esou, dass wann eng Entreprise, ech soen elo mol aacht- oder zéngmol d'Joer sonndes op ass an e Salarié huet virdru 5 vun deene Sonndeger geschafft – en huet dann, soe mer, 4 Stonne geschafft, en hat dann 8 Stonnen zegutt vu sengem Patron, fir fräi ze kréien, och vun der Legislatioun hier –, dann huet e sech déi 5 Sonndeger gesammelt an en huet sech eng Woch Congé méi geholl.

Mee zanter dem POT ass dat net méi méiglech, well een an deem Mount muss säin Dag, deen ee geschafft huet, zréckhuelen. Dat heescht, et kann een net méi fënnef Sonndeger iwwert d'Joer usammelen, fir dann eng Woch Congé méi ze hunn. An ech mengen, déi Etüd huet och ganz kloer gewisen, dass mer dee POT mussen op de Leescht huelen, och am Sënn vum Salarié.

Nach eng Kéier: Et geet drëms, dass d'Leit méi zefridde sinn an hirer Entreprise, da wiessele se och manner séier hir Entreprise, da bleiwe se och méi fidèle. An et ass jo genau dat, ech mengen, den Här Spautz huet et grad ugeschwat, wat haut dann an den Zeitunge steet, vum Statec: 12 % vun de Salariéë, virun allem déi méi jonk, denken driwwer no, d'Entreprise ze wiesselen, d'Aarbecht ze wiesselen. Bon, ech mengen hautzudaags bleiwen déi wéinegste Leit nach 40 Joer beim selwechte Patron. Déi Jonk, déi sinn e bësselche méi mobill. Mee wann dann am „Quotidien" steet: „L'insatisfaction au travail pèse sur les salariés", dann, mengen ech, muss ee kucken, wéi een de Salariéen d'Liewe méi einfach mécht a wat attraktiv fir si ass.

E klengt Wuert nach zum Benevolat, well dat och zur Attraktivitéit bäidréit, en Encouragement fir d'Entreprisen ass: dass si sech selwer mat hire Salariéen am Benevolat engagéieren, well dee soziale Beräich ass awer eppes, wat d'Leit haut immens interesséiert an och encouragéiert an och undreift, fir an enger Entreprise ze bleiwen.

Da vläicht ganz zum Schluss, am „Tageblatt" haut liesen ech: „Luxemburg weltweit auf Rang 32 der attraktivsten Länder für Arbeitnehmer". Mir hunn eis do e bësselche verbessert, mee ech mengen, mir sollten eis do och nach weider verbesseren, fir dass mer attraktiv sinn an attraktiv bleiwen an nach méi attraktiv ginn.

Nach eng ganz positiv Nott zum Schluss: Lëtzebuerg huet ganz wéineg CDDen, dat kënnt och aus där Etüd eraus. Ech mengen, dat sollt een awer och emol eng Kéier ervirhiewen. Dat heescht, d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg ass awer garantéiert.

Ganz interessant och déi, déi soen, si géife „part time" schaffen, also net ganz. Dann denkt een ëmmer, déi géifen 20 Stonnen d'Woch schaffen. Nee, déi meescht schaffen awer iwwer 31 Stonnen d'Woch, dat heescht „part time" ass net onbedéngt en Hallefdaagskontrakt.

An da mierkt een eebe ganz kloer an där Etüd, dass déi, déi flexibel Aarbechtszäiten hunn, vill méi zefridde si wéi déi, déi no engem ganz rigiden a fixen Horaire schaffen. An dofir soll een déi Flexibilitéit net verdamen, mee et soll ee se eeben encouragéieren.

Dofir hu mir och als Demokratesch Partei gefrot, dass mer d'Joresaarbechtszäit aféieren. De POT muss, wéi gesot, op de Leescht geholl ginn an den Droit du travail muss schnellstens ugepasst ginn an den Usprécch vun de Salariéen eebe gerecht ginn. Dat ass nach eng Kéier eisen Appell un den Aarbechtsminister.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir unzefänken, dem Här Georges Engel Merci ze soe fir seng Interpellatioun zu dësem dach ganz wichtege Sujet.

De Rapport vun der Aarbechtsqualitéit hei zu Lëtzebuerg aus dem Joer 2013 (veuillez lire: 2023), iwwert dee mer haut schwätzen, ass eng ganz ëmfaassend Informatiounsquell iwwert d'Aarbechtsastellung vu Lëtzebuerger Salariéë respektiv Frontalieren, déi hei am Land schaffen. Insgesamt goufe fir dës Etüd 2.732 gülteg Interviewen duerchgefouert, dorënner 1.280 mat Salariéen, déi hei am Land wunnen, 544 Interviewe mat Beruffspendler aus Frankräich, 509 mat Salariéen aus Däitschland an 186 Interviewe mat Beruffspendler aus der Belsch.

Aus deene sëllegen Informatiounen, déi een aus däser Etüd gewuer gëtt, wëll ech der just e puer erausgräifen, déi mer iergendwéi markant erschéngen, well se beweisen, datt mer an enger Zäit liewen, wou d'Aarbecht fir vill Leit net méi dee Stellewäert huet wéi fréier. Sou wënsche sech 73 % vun de befrote Salariéen, hir Aarbechtszäit ze reduzéieren. Just 7 % géife se gär erhéijen. 18 % sinn zefridde mat hirer Aarbechtszäit. Den Trend geet also ganz kloer an d'Richtung, datt d'Leit wëlle manner laang schaffen.

Fir just 4 % vun de Befroten ass d'Aarbecht méi wichteg wéi d'Privatliewen, a just 7 % gesinn an der Aarbecht hire wichtegste Liewensinhalt. Wat d'Zefriddenheet vun de Salariéë mat hirer Aarbecht ugeet, geet den Trend och an eng Richtung: Just nach 49 % vun de Befrote si mat hirer Aarbecht zefridden, e Prozentsaz, deen 2014 bis 2017 nach tëschent 61 an 63 % louch.

Mir hunn also elo lues a lues dräi Tendenzen: D'Leit wëllen ëmmer manner laang schaffen, déi ganz grouss Majoritéit vun de Salariéë gesäit am Privatliewen e méi wichtegen Deel vun hirem Liewe wéi d'Beruffsaktivitéit, an eng schmuel Majoritéit vun de Befroten ass net oder net ganz zefridde mat hirer Aarbecht.

Ech mengen, wann een d'Analys esou mécht, begräift dat vill Punkten. Et ass eng komplex Matière an och eng villfälteg Matière an do muss ee lues a lues am Dialog un déi Saachen erugoen. Do gëtt et dräi Tendenzen, dat hat ech elo gesot, an dës dräi Tendenze sinn en däitlechen Hiweis, datt mer eis Aarbechtszäitmodeller iwwerdenke mussen, fir de Problem vu psychosoziale Risiken, deen an der Etüd och zum Ausdrock kënnt, an de Grëff ze kréien. Stress, Burnout, tëschemënschlech Konflikter, Mobbing si leider alldeeglech Problemer an de Betriber.

Zwee Drëttel vun de Salariéë ginn 2023 un, duerch hir Aarbecht mental belaascht ze ginn. D'Patrone mussen hei intern Preventiounsstrategië fannen, fir schlecht Aarbechtsbedingungen ze verhënneren. Mee tëschent guddem Wëllen a Realitéit besteet oft och e grousse Géigesaz. De Phenomeen vum Harcèlement moral op der Aarbecht bleift aktuell, trotz Verschäerfungen an der Gesetzeslag. Derbäi kënnt nach ëmmer, datt ronn 25 % vun de Salariéen zouginn, datt se Problemer hunn, hire Beruff an hiert Familljeliewen an Aklang ze bréngen.

D'Aufgaben, déi e Beschäftegten hautzudaags ze erfëllen huet, ginn ëmmer méi komplex, den Aarbechtsdrock gëtt ëmmer méi héich an d'Intensitéit vum Aarbechtsrhythmus hëlt och zou. Vill Salariéen, déi dorënner leiden, sinn esou méi onglécklech, well se wëssen, datt se net demissionéiere kënnen, well se da kee Chômagegeld kréien. Da gëtt et fir si eng qualvoll Existenz.

Duerfir misst een driwwer nodenken, fir d'Chômageallokatiounen och deene Leit zouzegestoen, déi aus psychesche Grënn quasi gezwonge sinn ze demissionéieren. Allerdéngs muss esou eng Initiativ Abuse vu vireran ausschléissen, wat e schwieregen Exercice dierft ginn an der Praxis. Mee et ass just als Denkustouss gemengt.

An engem Interview mam „Merkur" vum 3. August 2023 plädéiert d'Cheffin vun der Bundesagentur für Arbeit, d'Madamm Andrea Nahles, derfir, flexibel Aarbechtszäiten auszeschaffen, déi zu de Liewensphase passen, an deene sech d'Beschäftegt grad befannen. Esou brauche Beschäftegter mat Kanner speziell Aarbechtszäiten, fir Famill, Job a Betreiung ënner een Hutt ze kréien. Eeler Beschäftegter si fir vill Betriber onverzichtbar, well si déi gréisst Beruffserfarung hunn. Aus ënnerschiddleche Grënn wëlle si awer vläicht net méi esou vill oder esou laang schaffe wéi am Ufank vun hirer Karriär, se sinn och vläicht net méi bereet, esou vill Iwwerstonnen ze maachen. Da misst een och driwwer nodenken, fir d'Bestëmmunge fir Leit, déi trotz Pensiounsalter nach weiderschaffe wëllen, ze flexibiliséieren, dat och am Hibléck op d'Entlaaschtung vun eise Pensiounskeesen.

Och d'Heemaarbecht kann zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune féieren, well vill Salariéen, déi d'Méiglechkeet hunn, vun doheem aus ze schaffen, sech doduerjer vu psychologesche Stressfacteure befreit fillen, déi si op hirer Aarbecht matkréien.

Et ass awer och kloer, datt grad déi Secteuren, déi am meeschte vu schwéieren Aarbechtsaccidenter betraff sinn, wéi d'Landwirtschaft, de Bau, d'Handwierk, d'Industrie, de Commerce an d'Transportwiesen – et ginn der nach –, manner op Heemaarbecht zréckgräifen, wat riskéiert, nei Spannungen an der Gesellschaft ze produzéieren, och dacks innerhalb vun engem Betrib, Spannungen tëschent deenen, déi vun doheem aus schaffe kënnen, an deenen, déi dës Méiglechkeet net hunn. Zu däser zweeter Kategorie gehéieren och ganz dacks sozial schwaach oder manner qualifizéiert Mënschen.

Chancë fir den Aarbechtsmaart leien awer och an der optimaler Notzung vun Technologien. Digital Hëllefsmëttel brénge méi flexibel Aarbechtsformen an -zäite mat sech a kënnen hëllefen, mat der Aarbecht verbonnen Aufgabe besser ze organiséieren.

Gläichzäiteg verstäerkt dat de Problem vun der stänneger Erreechbarkeet och baussent den Aarbechtszäiten. Dat mécht et fir déi Beruffstäteg ëmmer méi schwéier, e gesond Gläichgewiicht tëschent Beruff a Privatliewen ze fannen, a riskéiert, e psychologesche Stressfacteur ze ginn, deen d'Leit krank mécht. D'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ass e wichtege Facteur, dee muss eescht geholl ginn.

Et ass och kloer, datt dës permanent Erreechbarkeet negativ Konsequenzen net nëmmen op d'Gesondheet, mee och op d'Familljeliewe kann hunn. Als ADR maache mir eis staark fir d'Famill an hire gesellschaftleche Wäert. Dat ass e weidere wichtege Grond, datt mer eng gesetzlech Reegelung vum Recht op Dekonnexioun wëllen, dat am Interessi vum Salarié, senger Gesondheet an der Famill.

D'ADR ass generell géint eng Aarbechtszäitverkierzung. Allerdéngs ënnerstëtze mir, wéi ech och kloer ënnerstrach hunn, all Mesüren am Hibléck op eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten. Esou eng Flexibiliséierung muss, gradewéi d'Heemaarbecht, am géigesäitegen Accord tëschent dem Patron an dem Salarié festgeluecht ginn, dëst an Ofsprooch mat de Gewerkschaften oder och mat de Personaldelegatiounen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An ech gesinn, den Här ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Sehovic.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... Mehovic ...

(Hilarité)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Sehovic.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... Sehovic ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... ass scho prett. An Dir hutt d'Wuert direkt, Här Sehovic. Ech sinn e bëssen aus der Übung.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President Di Martolomeo.

(Hilarité)

Merci och dem Georges Engel, dass hien dës Debatt ugestouss huet zu dësem wichtege Sujet. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit 2013 realiséiert d'Chambre des Salariés zesumme mat der Uni Lëtzebuerg alljoers d'Enquête zu den Aarbechtskonditiounen an der Zefriddenheet vun de schaffende Leit zu Lëtzebuerg.

Dat ass an eisen Aen natierlech e wichtegen Exercice, well et verbréngt een nun emol e groussen Deel vu sengem Liewen op der Aarbecht. Dofir si gutt Aarbechtskonditiounen an e positiivt Aarbechtsëmfeld och kruzial fir en zefriddent Liewen a fir eng gutt Liewensqualitéit.

Wa mer eis de Rapport vun 2023 ukucken, gesäit een, dass de generelle „Quality of Work Index" haut méi niddereg ass, wéi en nach virun zéng Joer war, wou e fir d'éischt Kéier berechent gouf. Ass dat verwonnerlech? Eigentlech net, mengen ech. D'Salariat ass, esou wéi d'Gesellschaft am Ganzen, groussen Erausfuerderungen ausgesat. D'Krisen aus de leschte Joren hunn och hei hir Tracen hannerlooss.

Ouni elo op all Detail vum Indicateur agoen ze kënnen, esou weist eis d'Entwécklung aus de leschte Joren awer, dass mer, wa mer zefridde Salariéë wëllen an domat niewebäi och weider attraktiv wëlle bleiwen als Land, an deem ee gäre schafft, net just nokucke kënnen, mee da musse mer déi richteg politesch Weichestellunge setzen.

Dat geet u bei der Work-Life-Balance, déi jo schonn e puermol ugeschwat ginn ass. Mir sinn eeben haut net méi an enger Zäit, wou bei deene meeschten deen ee schaffe geet an deen aneren doheembleift. Mir gesinn dat ganz kloer an den Zuelen, déi och scho virdrun zitéiert gi sinn. Louch déi effektiv Aarbechtszäit bei de Fraen 2014 nach an der Moyenne bei knapps 35 Stonnen, esou läit se 2023 bal véier Stonnen driwwer. Bei de Männer ass déi effektiv Aarbechtszäit quasi onverännert bei 42,8 Stonnen am Joer 2023.

Déi nei Realitéiten um Aarbechtsmarché maachen, dass d'Aarbecht haut méi wéi jee muss Rücksicht huelen op d'familiär Situatioun an dass mer eist Aarbechtsrecht konstant moderniséiere mussen, fir deem gerecht ze ginn. Mam Congé parental hu mir schonns e gutt Instrument, wat awer ganz sécher nach muss erweidert ginn.

An deem Kontext gesi mir dat, wat d'Regierung plangt, nämlech de Congé parental ëm dräi Méint auszeweiden, ouni – ganz wichteg! – awer déi finanziell Kompensatioun deementspriechend unzepassen, kritesch, well ouni fair finanziell Kompensatioun riskéiert dëst, nëmme vu wéinege Familljе genotzt ze ginn. Eng gesond Work-Life-Balance ass an deem dote Modell kee Grondrecht, mee e Privileeg fir déi, déi et sech leeschte kënnen, an dat ass schued.

Als Gréng proposéiere mir eng Familljenaarbechtszäit, also e Modell, no deem d'Famill insgesamt hir Aarbechtszäit kann iwwer e gewëssenen Zäitraum reduzéieren an dofir och eng adequat finanziell Kompensatioun kritt. Dës finanziell Kompensatioun muss, anescht wéi dat, wat d'Regierung elo proposéiert, héich genuch sinn, dass dëse Modell fir all d'Familljen eng Optioun ka sinn, och fir déi mat méi nidderegem Revenu.

Genausou sollte mer eis och neien Aarbechtszäitmodeller net verschléissen, an dat natierlech am Dialog mat de Sozialpartneren. A verschiddene Beräicher kann d'Reduzéierung vun der Aarbechtszäit sech positiv op d'Salariéen an op de Betrib auswierken. Dat weisen Erfarungen aus dem Ausland. Firwat net och zu Lëtzebuerg éischt Schrëtt an déi dote Richtung maachen a woen, zum Beispill iwwer e Pilotprojet, wou d'Entreprisë sech kënne fräiwëlleg bedeelegen, wou mer e wëssenschaftleche Suivi kéinten assuréieren a wou mer kéinten, wéi gesot, éischt Schrëtt an déi Richtung maachen?

Ech kommen dann nach zu engem anere Sujet, dee mat Work-Life-Balance ze dinn huet, deen hei och schonn ugeklongen ass. Dat ass den Teletravail. Aus dem Rapport vun der CSL geet interessanterweis ervir, dass den Teletravail sech positiv – positiv! – op d'Zesummespill vun Aarbecht a Partei- ... a Parteiliewe vläicht och, mee virun allem awer Privatliewen auswierkt.

(Hilarité)

Konflikter tëschent Aarbecht a Privatem si bei de Salariéen ouni Teletravail geklommen, wärend se bei deenen, déi Teletravail maachen, gläich bliwwen oder souguer erofgaange sinn.

Mir hunn hei also e kloren Indicateur dofir, dass et Sënn mécht, den Teletravail ze encouragéieren an den néidege Kader ze schafen, fir dass an deene Beruffer, wou et méiglech ass, mindestens zwee Deeg an der Woch och ka vun doheem aus geschafft ginn.

Dat gëllt natierlech och fir d'Frontalieren. Et ass ze begréissen an deem Kontext, dass d'Seuilen, ënnert deenen een net extra besteiert gëtt, mëttlerweil bei 34 Deeg am Joer leien. Allerdéngs entsprécht och dat mol kengem Dag an der Woch, wann een dat op dat ganzt Joer kuckt, woufir mer och weider Efforte brauchen, fir d'Steiertraitéë mat eisen Nopeschlänner deementspriechend ze verbesseren, fir dass dat doten eeben net en exklusiivt Recht ass fir Verschiddener, mee e generellt Recht fir all déi schaffend Leit hei am Land.

Den Teletravail ass e Moyen, fir géint déi laang Zäite virzegoen, déi d'Salariéë brauchen, fir op hir Aarbecht ze kommen, Zäit, déi dann och manner zur Verfügung steet am Privatliewen. De Rapport vun der CSL weist, dass d'Residenten am Dag an der Moyenne ongeféier eng Stonn verléieren – soen ech elo mol –, fir op d'Aarbecht ze kommen. Bei de Frontalieren ass et bal dat Duebelt. D'Etüd weist och, wéineg iwwerraschend, dass d'Majoritéit vun de Salariéen, déi méi wéi 45 Minutten Trajet hunn, onzefridde si mat där Situatioun.

Mir kënnen deemno keng Debatt iwwert d'Zefriddenheet op der Aarbechtsplaz féieren, ouni net och iwwer Mobilitéit a Logement ze schwätzen. Dëst weist eis op en Neits, dass mer an deenen nächste Jore massiv Investitiounen an eng effikass a séier ëffentlech Mobilitéit an a bezuelbaren ëffentleche Wunnraum brauchen.

Zum Schluss dann nach e puer Wierder zu engem immens wichtegsten Aspekt vum Wuelbefannen op der Aarbecht: der mentaler Gesondheet. Aus dem „Quality of Work"-Rapport geet ervir, dass d'Dekonnexioun vun der Aarbecht an deene leschte Jore méi schwiereg ginn ass. Waren et 2021 – entre guillemets – „just" 19 %, déi uginn hunn, et géif vun hinnen erwaart, se missten no der Aarbecht joignabel bleiwen, sinn et der 2023, am leschte Rapport, 28 %, déi staark dovunner concernéiert sinn.

D'Regierung muss dofir d'Ëmsetzung vum Recht op Dekonnexioun an den Entreprisen an den nächste Joren enk suivéieren a falls néideg weider Mesüren huelen, fir sécherzestellen, dass dëst Recht och kann an der Praxis wouergeholl ginn.

Mir brauchen och generell eng Gesamtstrategie fir d'mental Gesondheet op der Aarbechtsplaz, zum Beispill fir géint Burnouts virzegoen, well och hei gesi mer eng staark Tendenz no uewe beim Risiko vu Burnout: plus 33 % säit 2014.

An der Konklusioun: D'Zefriddenheet op der Aarbecht geet erof. Dofir musse mer um systeemesche Level Mesüren huelen, fir d'Attraktivitéit fir déi schaffend Leit ze verbesseren. Et bleift also Aarbecht fir den Aarbechtsminister.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An als Kompensatioun nach eng Kéier: Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt soen ech och dem Här Engel villmools Merci, datt en haut derfir gesuergt huet, datt mir iwwert d'Theema vun der Zefriddenheet an der Qualitéit vun der Aarbecht haut heibanne kënne schwätzen.

Et muss een awer och d'Aarbecht vun der Chambre des Salariés unerkennen, well si duerch hir Kooperatioune mat der Uni.lu, mam LISER a mat villen anere vill wichteg a vill interessant Statistiken opbauen.

D'Etüd vum „Quality of Work Index" ass do esou e Beispill, wat d'Zefriddenheet oder d'Onzefriddenheet op der Aarbecht an all hire Facettë beliicht.

Bon, meng Virriedner si schonn op ganz vill Aspekter agaangen, also wäert ech mech just nach op zwee Aspekter méi genau konzentréieren, an zwar op d'Weiderbildung vun den Aarbechterinnen an den Aarbechter an op d'Flexibilitéit vun der Aarbecht.

Fir d'éischt emol zur Weiderbildung: Hautdesdaags kann ee vill méi online maachen, d'Coursë gi méi innovativ an et gëtt ëmmer méi einfach, un Informatiounen zu Formatiounen ze kommen. An awer hunn haut prozentual gesi manner Leit d'Chance, fir sech berufflech weiderzebilden, wéi nach virun zéng Joer. Haut soe méi wéi en Drëttel vun de Leit, datt se sech net bis guer net kënnen op hirer Aarbecht weiderbilden. Haut gesinn 10 % manner eng Chance, fir eppes Neies am Beruff ze léieren, wéi nach virun zéng Joer. Domadder hu mer en neien Déifpunkt erreecht.

Firwat ass dat esou? Et ass normal, datt méi kleng Betriber manner Weiderbildungsméiglechkeete kënnen ubidden. Déi Servicer oder och d'Produiten, déi si ubidden, si limitéiert an et mécht fir de Betrib op den éischte Bléck vläicht kee Sënn, fir een an eng Formatioun ze schécken, wéi dat vläicht de Fall ass bei méi grousse Betriber.

Dann hu mir Piraten an de leschte Joren och probéiert, drop opmierksam ze maachen, datt d'Formatioune bei de professionelle Chamberen net ëmmer fir kleng Nischebetriber zougänglech sinn, zum Beispill well déi Formatiounen, déi déi kleng Betriber géifen interesséieren, wéinst ze mann Aschreiwungen iwwerhaapt net kënnen ugebuede ginn.

Do hate mir och proposéiert, datt een da sollt de Betriber erlaben, d'Leit an d'Nopeschlänner an eng Formatioun kënnen ze schécken an dann och de Leit dann entspriechend hei zu Lëtzebuerg déi Formatioun unzeerkennen, well de Fortbildungsstand vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter kann entscheedend sinn, fir eventuell en Optrag vun enger ëffentlecher Soumissioun um Enn ze kréien.

Da sinn och déi Onlineformatiounen net fir jiddereen dat Richtegt. Mir Piraten setzen eis fir eng Digitaliséierung an, déi d'Leit mathëlt an net d'Leit frustréiert.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (Piraten) | Well d'Digitaliséierung vun haut ka ganz oft d'Aarbecht vun de Leit an de Mataarbechterinnen a Mataarbechter erliichteren, sief et am Klenge mat engem Programm, deen Datebanken als Beispill méi lieserlech mécht, sief et am Grousse mat Applikatiounen, déi engem den Daach ausmoossen an engem soen, wéi vill Fotovoltaik op en Daach géif passen.

Hei gesi mir d'Roll vun der Politick, virun allem de Patrone vun deene méi klenge Betriber ze weisen, wat d'Weiderbildung vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter wierklech ka bréngen. Net nëmmen an engem Produktivitéitssënn, mee och well et d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter, déi eppes bäiléiere kënnen, wat hinnen d'Liewe méi einfach mécht, meeschtens och méi zefridde mécht wéi déi Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi déi Chance leider net hunn.

A wann ee vun Zefriddenheet schwätzt, Här President, da kommen ech elo zu mengem zweete Volet, deen ech haut wollt uschwätzen: d'Flexibilitéit vun der Aarbecht. Mir Piraten sinn der Iwwerzeegung, dass d'Work-Life-Balance haut net an engem ugemoossene Verhältnis zuenee steet. A ville Famillje musse béid Partner schaffe goen, fir sech e Logement kënnen ze leeschten. Vill Singelen an Alengerzéiender kënne sech hei am Land emol iwwerhaapt kee Logement méi leeschten a brauchen dofir nach méi laang fir op d'Aarbecht.

Fir eis Piraten muss d'Aarbechtswelt prett gemaach gi fir dat 21. Joerhonnert. Fir eis heescht dat Flexibilitéit op der Aarbecht a Respekt vum Privatliewen. Dozou gehéiert Zäit fir d'Famill, awer och fir dat soziaalt Engagement. Dofir wëlle mir eis asetze fir méi flexibel Aarbechtszäiten a fir Teletravail do, wou et Sënn mécht a wou et méiglech ass. Mir ënnerstëtzen och d'Cadre-mobillen, déi et engem erlaben, moies méi fréi unzefänken oder owes méi spéit ze schaffen, a wou d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter mam Patron kucken, wéi eng Stonnen een effektiv muss um Büro present sinn.

Mir vergiessen och dobäi net déi negativ Aspekter vum Teletravail. Et ass scho vill heibannen ugeschwat ginn, och dat hu mer beduecht. Mee den Teletravail gëtt de Leit awer ganz kloer och Flexibilitéit an Zäit, fir virun oder no der Aarbecht nach eng kleng Kommissioun ze erleedegen oder méi bei hire Kanner oder bei hire Familljen ze sinn.

Zousätzlech huet den Teletravail och e positiven Afloss op d'Verkéierssituatioun, wouvunner mir alleguerte profitéieren, an och fir déi Leit, déi musse mam Auto respektiv och mam ëffentlechen Transport schaffe goen, well se keen Teletravail kënne maachen.

Zousätzlech sollen dofir och Coworkingspacen oder Satellittebüroen am ländleche Raum wéi och un de Grenzen nach weider ausgebaut ginn, an dat net nëmmen am ëffentleche Secteur, mee och am privaten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, manner Stau, manner Zäit ënnerwee op d'Aarbecht verléieren, all dat dréit dozou bäi, datt ee sech méi wuel fillt, méi Zäit huet, den Ausgläich zu enger ustrengender Aarbecht ze maachen, an doduerch dann och erëm besser schafft. D'Qualitéit vun der Aarbecht fänkt nämlech net eréischt un, wann een op der Aarbechtsplaz ukënnt, si fänkt schonn un, wann een doheem aus der Dier erausgeet.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dofir ass et gradesou wichteg, fir hei unzesetzen an d'Liewensqualitéit vun de Stéit, virun allem de Famillje mat Kanner, ze verbesseren, andeems een hinnen d'Chancë gëtt, fir hiren Aarbechtsalldag hirem Privatalldag besser unzepassen. Mir Piraten setzen eis gär fir eng modern Work-Life-Balance an, déi der Realitéit vun de Stéit hei am Land gerecht gëtt an déi sech prettmécht fir d'Aarbechtswelt vu muer.

Domadder sinn ech um Schluss ukomm an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Georges Engel fir dës Interpellatioun. A merci och vläicht fir déi e bësse méi grondleeënd Reflexiounen iwwert de Stellewäert vun der Aarbecht, mat deenen e seng Ried ugefaangen huet, iwwert d'Verhältnis vu Gauche an Droite dozou an och déi Äntwert, déi de Marc Spautz vun der Droite da souzesoen drop ginn huet mat der kathoulescher Soziallléier.

Dat ass nämlech ganz interessant, well fir Lénker huet Aarbecht e ganz grousse Stellewäert. Beim Marx ass et effektiv esou, datt Aarbecht ëmmer en Duebelcharakter huet am Kapitalismus. Et ass op där enger Säit en Ausbeutungsverhältnis an et ass awer op där anerer Säit, souguer am Kapitalismus, eng Méiglechkeet zur Emanzipatioun. Et ass do, wou sech d'Liewe verwierklechen an och Selbstverwierklechung stattfanne kann. Duerfir ass de Stellewäert vun der Aarbecht eebe ganz héich an duerfir ass d'Fro no der Qualitéit vun der Aarbecht, déi d'Salariatskummer stellt, och ganz wichteg.

Zënter e bësse méi wéi zéng Joer gëtt et elo dee Rapport. A wat un dësem Rapport wierklech interessant ass, ass, datt e probéiert, eng Perspektiv ze bidden a Vergläicher hierzestelle vun 2014 bis 2024 – oder respektiv 2013 bis 2023.

An dat Éischt, wat ee feststelle muss, ass, datt d'Entwécklung an deene leschten zéng Joer net positiv ass. Ech soen dat – an den Här Engel ass selwer och selbstkritesch drop agaangen, op eng virsiichteg Aart a Weis –, well awer och d'LSAP, déi an deenen zéng Joer den Aarbechtsministère hat, net vill Erfolleg dobäi hat, d'Aarbechtsbedéngunge vun de Salariéen zu Lëtzebuerg ze verbesseren. A wann, da muss ee soen, datt zumindest bis elo, bis zur Datenerhiewung, wéineg dovunner bei de Leit ukomm ass.

Den Här Engel ass ganz vill op d'Theema vun der Aarbechtszäit versus Fräizäit, op d'Schwieregkeet, Aarbecht a Famill ënner een Hutt ze bréngen, op d'mental Gesondheet, Drock a Stress agaangen. An ech denken och, datt dat e ganz zentrale Facteur ass. Mee ech mengen, fir vläicht unzefänken, datt d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi an dësem Index jo ermëttelt gëtt, am Fong d'Additioun vun all deene verschiddenen Aspekter ass, déi den Här Engel och thematiséiert huet. An dat, wat e bëssen erschloend ass, ass, datt all déi positiv Dimensioune vun der Aarbecht, déi Salariéë mat der Aarbecht verbannen – Satisfaktioun, Motivatioun, Zefriddenheet mam Salaire, Autonomie op der Aarbecht –, ëmmer méi erofginn, wärend déi negativ Dimensiounen Zäitdrock, Stress, Charge mentale, emotionalen Drock ëmmer weider zouhuelen.

D'Etüd weist awer och, datt dës Entwécklung do net an all Secteur gläich ass. Et gëtt Secteuren, an deenen éischter méi intellektuell Aarbechte gemaach ginn, wou Leit mat héije Qualifikatioune schaffen, Beispill ICT, Administration publique, Recherche an intellektuell Aarbechten, wou d'Leit och lo nach majoritär éischter zefridde si mat hirer Aarbecht, an et gëtt, op där anerer Säit, Secteuren, wou Leit mat manner Diplomer schaffen, wou och de Salaire méi déif ass, wou d'Autonomie an d'Satisfaktioun och méi déif sinn. Dat ass virun allem am Horeca, am Commerce, a Beräicher vu méi kierperlechen Aarbechten, Services à la personne, mee och am Handwierk de Fall.

D'Fro vun der Qualitéit vun der Aarbecht stellt sech besonnesch an deenen zweetgenannte Secteuren: Oft schlecht bezuelt, ouni Autonomie, kënnen d'Salariéen do meeschtens net am Teletravail schaffen, kann also d'Work-Life-Balance nach méi schwiereg an d'Gläichgewiicht ze brénge sinn. Et sinn och déi Secteuren, wou et am mannsten Opstigsméiglechkeete gëtt, wéineg Formatiounsméiglechkeeten, keng Reconnaissance an och kee Feedback vum Chef. An et sinn déi Beräicher, wou d'Leit och am meeschten onzefridde sinn, well d'Leit oft méi wëlle wéi dat. Eng Wirtschaft an och eng Regierung, menge mer, muss sech un dëser Problematik moosse loossen, un der Fro, ob se interessant Aarbechten a Weiderentwécklungsméiglechkeete bitt oder eeben net.

An dat ass déi eng grouss Konklusioun, déi een zéie kann: D'Aarbechtsintensitéit ass an deene leschten zéng Joer eropgaangen. Dat ass eng vun deene generelle Konklusiounen, wou mer mussen, mengen ech, och als Parlament an iwwer Kollektivverträg eraus wierken, fir dergéint virzegoen.

An déi zweet grouss Erkenntnis, déi och frappéierend ass, ass, datt déi tatsächlech geschafften Zäit ëm bal dräi an eng hallef Stonn méi héich ass wéi déi, déi am Kontrakt virgesinn ass. Knapp zwee Drëttel vun de Salariéë ginn un, méi ze schaffe wéi de Kontrakt selwer virgesäit.

D'Fro vun der Aarbechtszäit gëtt an der Etüd op eng interessant Aart a Weis gekuckt, well net just déi effektiv Schaffzäit gekuckt gëtt, déi souwisou scho méi héich ass wéi déi am Kontrakt, mee och nach den Trajet op d'Aarbecht derbäi kënnt. An do gëtt et och grouss Ënnerscheeder. An der Moyenne brauch e Salarié annerhallef Stonn, fir op seng Aarbecht ze goen an erëm zréckzekommen. Dat sinn 18 % vun der Schaffzäit, déi also nach eng Kéier derbäikommen. Bei engem Frontalier sinn et bal zwou Stonnen, also 24 % vun der Schaffzäit, déi derbäikommen. An och dat trëfft natierlech déi Leit am meeschten, déi net op Teletravail kënnen zeréckgräifen, also éischter erëm Leit, déi a manner gutt bezuelte Beräicher schaffen.

Bon, wat kann een dergéint maachen? D'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen – den Här Spautz huet dat ee Moment ugeschwat – ass sécherlech eng Méiglechkeet, geneesou wéi Investitiounen an den Transport an an abordabele Wunnraum. Do ass natierlech d'Stéchwuert „Landesplanung", dat an där doter Fro och eng zentral Bedeitung huet a wou ech awer muss soen, datt ech an deene leschte Méint, wat d'Aussoe vun dëser Regierung zur Landesplanung ugeet, e bëssen op mengem Honger sëtze bliwwe sinn. Vläicht huet dat awer och domadder ze dinn, datt den zoustännege Minister nieft de groussen Dossieren Educatioun a Wunnen da quasi nach Landesplanung sou niewelaanscht derbäi huet a wou ech d'Gefill hunn, datt et net wierklech virugeet.

D'Zäit, déi duerchschnëttlech all Woch fir d'Schaffegoe reservéiert ass, erreecht also an der Moyenne 50 Stonnen an net 40 Stonnen. An de Wonsch no Aarbechtszäitverkierzung, deen iwwert déi lescht zéng Joren ëmmer méi grouss ginn ass an deen entre-temps iwwer 50 % vun de Salariéen äusseren, erklärt sech domadder, mengen ech, ganz gutt. Wuelverstanen: Dat si Salariéen, déi bereet wieren, Akommesaboussen a Kaf ze huelen, wa se nëmmen d'Méiglechkeet hätten, manner ze schaffen, wat schwéier méiglech ass.

An 83 % si fir eng zentral Fuerderung, déi och historesch d'20. Joerhonnert an d'Qualitéit vun der Aarbecht vum 20. Joerhonnert verbessert huet, nämlech fir eng Aarbechtszäitreduzéierung bei vollem Lounausgläich. Déi lescht, déi mer an deem dote Sënn haten, ass 50 Joer hier: 1975 ass d'Aarbechtszäit vun 48 Stonne sukzessiv op 40 Stonnen erofgesat ginn. Mir mengen och, datt dat de konsequente Wee wier.

An ech ginn an där Hinsicht dem Här President direkt eng Motioun of – soubal ech mäi Sëtz erëmfonnt hunn, well do läit se –, wou mer och am Beräich vun der Aarbechtszäitreduzéierung hei dëser Regierung oder dëser Chamber eng Propos maachen.

Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dir kritt se do iwwerreecht. Gitt mir se weider. Villmools merci.

(Interruption et hilarité)

Motion 2

La Chambre des Députés,

– rappelant que la durée de travail est fixée depuis 1975 à 8 heures par jour et 40 heures par semaine pour tous les salarié.e.s et que l'introduction de la cinquième semaine de congé légal date également de 1975 ;

– considérant qu'un seul jour de congé légal ainsi qu'un jour férié supplémentaires ont été introduits (en 2019) depuis l'introduction de la cinquième semaine de congé en 1975 et que le congé annuel de récréation est actuellement fixé à 26 jours ouvrables ;

– considérant que le temps de travail légal n'a donc plus été réduit de manière significative depuis 1975 ;

– vu le rapport de la onzième enquête « Quality of Work Index » réalisé par la Chambre des Salariés (CSL) en collaboration avec l'Université du Luxembourg ;

– considérant qu'une majorité des salarié.e.s sondés dans le cadre du « Quality of Work Index » expriment désormais un souhait de vouloir réduire le nombre d'heures de travail ;

– considérant que 83 % des salarié.e.s ayant participé à l'enquête dans le cadre du « Quality of Work Index » se prononcent en faveur d'une réduction générale du temps de travail à salaire égal ;

– considérant le désir exprimé par les salarié.e.s sondés dans le cadre de l'enquête pour le « Quality of Work Index » de rééquilibrer leur « work-life balance » ;

– considérant que les auteur.ice.s du rapport de l'enquête préconisent un ensemble de mesures pour améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié.e.s dont en premier lieu une réduction du temps de travail ;

– considérant que la durée effective de travail d'un.e salarié.e à temps plein au Luxembourg (1.701 heures par an) a été[1] largement supérieure aux durées de travail d'un.e salarié.e à temps plein en Allemagne (1.677 heures), en Belgique (1.495 heures) et en France (1.544 heures) ;

– vu que le Gouvernement s'engage dans son accord de coalition à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée,

invite le Gouvernement

– à envisager l'introduction de 5 jours de congé de récréation supplémentaires pour porter le congé annuel de récréation à 31 jours ouvrables.

[1] Statec, 2019, On travaille plus d'heures au Luxembourg que dans les pays voisins, Regards n° 3

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Voilà. Ech mengen, domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géife mer der Regierung, an dësem Fall dem Här Aarbechtsminister, d'Wuert ginn. Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Villmools merci, Här President. Ech wëll mech dann elo mol am Ufank limitéieren op d'Theema vun der Interpellatioun, also op déi sechs Punkten, déi den Interpellant a senger Interpellatioun opgelëscht huet, an net op déi x Froen, déi nach hannendru komm sinn.

Voilà. Just ier ech ufänken, wollt ech awer och nach eng Kéier an dat selwecht Sproochrouer schwätze wéi d'Corinne Cahen, well mer elo déi ganzen Zäit mat deem Verglach vu gauche an droite geschwat hunn. Bei eis, do soen ech, an der Koalitioun oder an der Regierung, huet jiddereen seng Plaz an der Gesellschaft an dës Regierung wëll och net ee géint deen aneren ausspillen, fir dat eng Kéier ganz kloer hei awer gesot ze hunn.

Fir emol eng Kéier de Kader ze setzen: Firwat mécht d'CSL iwwerhaapt dës Enquête hei vum „Quality of Work Index"? Éischtens emol fir e bessert Verständnis vun de Realitéiten an enger Aarbechtswelt, déi am Wandel ass an déi ëmmer méi séier changéiert, wéi mer eis dat alleguerte vläicht wënschen, ze erméiglechen. Dann natierlech och, fir sech kënne fir besser Aarbechtsbedéngungen anzesetzen. Et muss een natierlech dann och eeben duerch dës Etüd méi fiabel Donnéeën hunn.

Dofir mécht d'CSL an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg zanter 2013 reegelméisseg Interviewe mat de Salariéen zu Lëtzebuerg am Kader vun enger representativer Enquête iwwert hir Aarbechtsbedéngungen an iwwert d'Aarbechtsqualitéit, fir eng Etüd iwwert de „Quality of Work Index" kënnen ze publizéieren.

D'Sujeten, déi behandelt ginn, sinn zum Beispill – an et ass schonn ugeschwat ginn –: d'Erwaardungen an d'Aarbechtsbelaaschtungen, d'Aarbechtsstonnen, d'Zesummenaarbecht mat de Kolleegen, d'Fräiheeten op der Aarbecht, d'Weiderbildungs- an Opsteigméiglechkeeten an d'Bedeelegung un den Decisiounen an der Entreprise.

D'Enquête adresséiert sech un d'Salariéë bis 64 Joer mat enger reegelméisseger Aarbecht vu mindestens zéng Stonne pro Woch, där se zu Lëtzebuerg noginn, oder Grenzgänger aus Frankräich, der Belsch oder och nach Däitschland. Se gëtt all Joer am Optrag eebe vun der CSL a vum Institut des sciences sociales appliqués bei engem representativen Echantillon – d'Zuele si scho genannt ginn – vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, gemaach.

Zum éischte Punkt, dem „impact d'une réduction du temps de travail sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée": Aus dem „Quality of Work Index" geet ervir, dass 83 % (veuillez lire: 73 %) vun de Salariéë fir eng generell Aarbechtszäitverkierzung bei gläichem Loun sinn. Ech mengen, wie wonnert dat doten? À première vue huet eng kierzer Aarbechtszäit ouni Lounkierzung fir de Salarié jo och just Avantagen.

Op den zweete Bléck kann een awer do och Nodeeler gesinn. E besseren Equiliber tëschent Beruffsliewen a Privatliewen entsteet net aleng duerch méi Fräizäit, mee et ass och eng Fro vu Qualitéit a Wuelbefannen op der Aarbecht an doheem. Eng generaliséiert Aarbechtszäitverkierzung riskéiert, méi Drock op der Aarbecht mat sech ze bréngen, well d'Produktivitéit muss an d'Luucht goen, an dat huet natierlech Repercussiounen op de Bien-être général an op d'Privatliewen.

Eng méiglech Léisung, fir deem Drock entgéintzewierken, ass, dass d'Entreprisë méi Leit astellen. Nieft den zousätzleche Käschte vun dësen Embauchen, déi sech negativ op d'Rentabilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Entreprise auswierken, stellt sech hei dee ganz konkreete Problem vun der Pénurie de main d'œuvre: 2022 hunn 72 % vun den Entreprisë gesot, dass se Schwieregkeeten hunn, der haten, qualifizéiert Leit ze fannen. 28 % haten dee Problem och bei deenen Netqualifizéierten. Ech mengen, dat hate mer och an der Chamberskommissioun mat der Directrice vun der ADEM scho beschwat an och en long et en large diskutéiert.

D'Reduktioun vun der Zäit, déi de Salarié fir seng professionell Aktivitéit brauch – also d'Aarbechtszäit plus Pause plus Iwwerstonnen an den Trajet –, ass net onbedéngt proportionell zu der Reduktioun vun der Aarbechtszäit, zum Beispill wann ee muss fënnefmol pro Woch den Trajet maachen oder wann d'Iwwerstonnen duerch d'Aarbechtszäitverkierzung an d'Luucht ginn. D'Iwwerstonne leien, wéi och scho vum Här Baum ugeschwat ginn ass, laut dem „Quality of Work Index" bei 3,3 Stonnen, en moyenne, bei enger normaler Aarbechtszäit vu 40 Stonne pro Woch. 2022 sinn a 87 % vun deene groussen a 55 %

vun deene klengen Entreprisen Iwwerstonne gemaach ginn. Och hei kéinten zousätzlech Embauchen theoreetesch eng Léisung bréngen, mee och hei spillen de Coût, d'Kompetitivitéit an d'Pénurie de main d'oeuvre eng Roll, déi net kann ignoréiert ginn. Och d'Prestatioun vu méi Iwwerstonnen, fir d'Aarbechtszäitverkierzung ze kompenséieren, stellt duerch d'Supplementen en zousätzleche Käschtepunkt fir d'Entreprisen duer.

Zu de Käschte kënnt fir de Patron och nach d'Schwieregkeet vun der Organisatioun vum Betrib, zumools bei klengen Entreprisen, bei deenen och nach Clienten empfaange musse ginn. Allgemeng muss zum Theema vun der Aarbechtszäitreduktioun och nach ënnerstrach ginn, dass an der Etüd vum LISER iwwert den État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail, déi vum viregten Aarbechtsminister an Optrag gi war, steet: „En conclusion, ce document a souligné les effets ambigus d'une réforme visant une réduction de la durée légale hebdomadaire du temps de travail sur tous les aspects étudiés: la conciliation, le bien-être, la santé des travailleurs, l'emploi et le chômage, la productivité et la compétitivité."

Ech mengen, wann een d'Konklusioune méi en détail liest, steet natierlech och nach dran, datt am Fong geholl sech bal nëmmen op d'Littérature existante baséiert ginn ass, fir déi doten Etüd ze maachen, an dat ass am Fong geholl d'Evaluatioun vum Dispositif fir d'Réduction de travail, déi gemaach ginn ass an déi vun de Joren 1980 bis 2000 datéiert. Dat heescht, déi si „sous toute réserve" en compte geholl ginn.

Wann ech de Koalitiounsaccord liesen op der Säit 177, ass ganz kloer, wat dës Regierung zu der Aarbechtszäitverkierzung seet: „Le Gouvernement entend promouvoir une réorganisation du temps de travail tout en garantissant la protection des salariés et en maintenant le principe de la semaine de 40 heures, les limites maximales de durée de travail et les majorations de salaire pour le travail du dimanche et des jours fériés." Also, eng Aarbechtszäitverkierzung ass fir d'CSV an d'DP net ze maachen! D'CSV an d'DP hale sech do ganz eent zu eent un de Koalitiounsaccord, esou wéi e festgehale ginn ass.

Dann deen nächste Punkt, l'emprise du temps de travail sur le temps hors travail. D'Qualitéit vun der Zäit ausserhalb vum Beruffsliewen ass net eleng ofhängeg vun der Aarbechtszäit an der Quantitéit u Fräizäit, déi doraus resultéiert, mee och vun engem generelle Wuelbefannen op der Aarbecht an doheem. Hei spillen de Bien-être physique an de Bien-être mental eng ganz grouss Roll. An dofir en Appell u jiddereen, ëmmer schéi reegelméisseg och säi Sport ze maachen.

Wat d'Beruffsliewen ugeet, mussen dofir an de Betriber natierlech all d'Moyene genotzt ginn. D'Mesüre géint de Mobbing a géint den Harcelement; d'Garantéire vun allen néidege Mesüre fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, do ass jo bei der ITM d'Sécurité/santé au travail, déi wäert vun de Mataarbechter virugedriwwe ginn, d'Application vum Droit à la déconnexion, deen x-mol de Mëtten hei ugeschwat ginn ass, d'Méiglechkeet fir de Salarié, individuell Modeller vun Aarbechtszäitorganisatioun mam Patron auszehandelen, d'Nodenken iwwer Modeller, déi d'Fräizäit vun de Salariéen an d'Luucht setzen, ouni d'Aarbechtszäit ze verkierzen, den Teletravail, deen natierlech Zäit fir den Trajet spuert – dat ass och schonn déi eng oder aner Kéier elo de Mëtten hei zur Ried komm –, Coworking, Ufank an Enn vum Aarbechtsdag anescht definéieren, fir de Beruffsverkéier ze evitéieren; d'Méiglechkeet, Fräizäitaktivitéite wéi Sport, Famill a Frënn wärend dem Dag ze maachen an duerno weiderzeschaffen, zum Beispill zwëschent 15.00 a 17.00 Auer mat de Kanner schwamme goen an duerno nach eng Kéier dräi Stonne schaffen.

Nächste Punkt: l'impact du télétravail sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. An éischter Linn dréit den Teletravail zu engem besseren Equiliber tëschent dem Beruffsliewen an dem Privatliewe bäi, well en d'Zäit reduzéiert, déi de Salarié fir seng professionell Aktivitéit brauch. En augmentéiert doduerch och automatesch d'Durée vun der Fräizäit, ouni awer d'Aarbechtszäit en soi ze reduzéieren. Laut dem „Quality of Work Index" ass d'Durée moyenne vum Trajet 2023 44 Minutte gewiescht an den Ecart tëschent de Residentë mat 32 Minutten an de Frontaliere mat 57,6 Minutte gëtt leider ëmmer méi grouss. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer Léisunge fannen, fir och eise Grenzgänger e reegelméissege Recours op den Teletravail ze erlaben.

2014 hunn nach 56 % vun de Salariéë manner wéi eng hallef Stonn gebraucht fir op d'Schaff, an 2023 sinn dat nëmmen nach 38 %. Ab 46 Minutten Trajet sinn 58 % onzefridde mat där Situatioun a bei méi wéi enger Stonn sinn dat esouguer 80 %.

Deemno kann ee soen, dass den Teletravail och de manière générale d'Liewensqualitéit vun de Salariéen eropsetzt. Ausserdeem mécht en d'Organisatioun vum Privatliewe méi einfach, well een zum Beispill zéng Minutten, nodeem s een opgehalen huet mat schaffen, bei der Primärschoul ka stoen, fir seng Kanner ofzehuelen. A schlussendlech kann e punktuell och zu enger Berouegung vum Verkéier bäidroen, wat, mengen ech, net vu Muttwëll wier.

L'emploi atypique et les conséquences potentielles d'une extension du travail dominical. Den Term, deen an der Interpellatioun gebraucht gëtt, ass „emploi atypique". De „Quality of Work Index" par contre schwätzt vun „horaire atypique", wat och an dëser Diskussioun méi Sënn mécht.

Vill Salariéen zu Lëtzebuerg hunn atypesch Aarbechtszäiten an hir Aarbechtskonditioune sinn effektiv e Stéck méi komplizéiert. Laut „Quality of Work Index" ass hiren Indice de qualité de travail ënnert der Moyenne mat 51,8 op 100 géint 54,6 fir d'gesamt Aarbechtswelt. Vill vun hinnen hu manner gutt Aarbechtsbedéngungen, méi eng schlecht Conciliatioun vu Vie professionnelle a Vie privée a manner Bien-être au travail. Zousätzlech hu si laut „Quality of Work Index" manner Autonomie, wat d'Festleeë vun hiren Aarbechtszäiten ugeet, a si sinn och méi betraff vun anere Contraintë wéi zum Beispill dem Netanhale vu Pausen a Rouzäiten, wéi d'Madamm Cahen dat schonn ugeschwat huet. Dat alles ass deplorabel a muss verbessert ginn, mee et huet awer näischt direkt mat Sonndesaarbecht ze dinn.

D'Oplockerung vun der Interdiction du travail le dimanche ass eng logesch Konsequenz vun der Evolutioun vun eiser Gesellschaft a vun hire Gewunnechten a war och schonn Theema am CPTE. Ausserdeem gëtt et eng ganz Rei Leit, déi de Fait, sonndes ze schaffen, arrangéiert. Éischtens gëtt d'Sonndesaarbecht mat engem Supplement bezuelt an zweetens erlaabt se dem Salarié et, en aneren Dag an der Woch fräi ze hunn, wat bei villen och kann zu enger Verbesserung vun der Conciliatioun Vie privée a Vie professionnelle bäidroen, well si sech an der Woch méi ëm hir Kanner këmmere kënnen, wärend de Partner schafft. Et gëtt also elo net nëmmen Nodeeler bei der Sonndesaarbecht.

Les conditions de travail, avec la charge physique et la charge mentale. Laut „Quality of Work Index" gëtt et tëschent 2022 an 2023 eng Stagnatioun bei de Scorë fir d'Charge physique, de Risque pour la santé, d'Pression du temps an d'Charge mentale au travail. D'Gefill vu Mobbing an d'Exigences émotionelles op der Aarbecht sinn awer wärend där Zäit an d'Luucht gaangen. Op zéng Joer gekuckt gesäit een eng Stagnatioun beim Mobbing an eng Augmentatioun vun den Exigences emotionelles, der Charge mentale an der Pression du temps. Bei der Charge physique an de Risques pour la santé ass de Score op zéng Joer gekuckt erofgaangen.

All déi Elementer sinn natierlech extreem negativ fir de Salarié an et sollt alles gemaach ginn, fir déi Scoren esou wäit wéi méiglech erofzedrécken. Mee sécherlech ass eng Aarbechtszäitverkierzung dofir net dee richtege Wee. Der Evolutioun vun deenen negativen Dimensiounen, esou wéi notamment der Pression du temps, muss mat individuellen Organisatiounsmodeller, Optimisatioun vun den Aarbechtsofleef, Weiderbildung an esou weider entgéintgewierkt ginn an net mat enger Reduktioun vun de Stonnen.

L'impact du droit à la déconnexion sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Laut „Quality of Work Index" soen 28 % vun de Salariéen, dass vun hinnen erwaart gëtt, dass si ausserhalb vun den Aarbechtszäiten erreechbar sinn. An der Fräizäit erreechbar mussen ze sinn, huet natierlech en negativen Afloss op den Equiliber tëschent Beruffsliewen a Privatliewen. Fir déi Tendenz auszebremsen, gëtt et zanter dem Juni 2023 e Gesetz, dat op engem Avis vum Conseil économique et social baséiert a wou d'Sozialpartner sech also eens waren, gemeinsam géint dëse Phenomeen virzegoen.

Voilà! Dann zu verschiddene Froen, déi awer d'Interpellatioun concernéieren. Am CPTE sinn natierlech alleguerten d'Partner, d'Sozialpartner, vertrueden. An do sinn natierlech och déi verschidden Theeme schonn ugeschwat ginn, ënner anerem d'Kollektivvertragsgesetz, dann natierlech awer och d'Congé-extraordinairen an d'Congé-spéciallen.

D'Positioune vun de Sozialpartnere sinn do beschwat ginn. Déi si virun allem elo am Kollektivvertragsgesetz schrëftlech festgehale ginn. Mir hunn als Ministère eng Zäitche missen op déi Texter waarden. Dat heescht, do wäert elo virum Summer dann e Plan martyr zesummegesat ginn, also en éischten Draft kommen, wourobber mer nach eng Kéier dann e CPTE aberuffen, wou mer mat de Sozialpartner déi dote Saachen nach eng Kéier wäerte beschwätzen.

De Plan national santé mentale 2024-2028 ass natierlech nach ëmmer aktuell.

D'Etüd vun der Aarbechtszäitverkierzung, ech mengen, bei där Etüd ass net onbedéngt dat erauskomm, wat ee sech erwaart huet, an déi bleift plus ou moins am Tirang leien, wou se bis elo och louch.

Net manner Stonne schaffen, dat hunn ech elo schonn erwäänt gehat, dat ass och esou am Koalitiounsaccord festgehalen. Fir mech perséinlech: Wann een 8 Stonne geschafft huet, da soll een duerno heem goen. Dat hunn ech och ëmmer an de Verhandlunge vum Süd-Kollektivvertrag gesot. Dann huet ee säi Match gemaach! An da soll een och en Droit à la déconnexion hunn a sech op seng Fräizäit kënne konzentréieren.

D'Véier-Deeg-Woch, ech mengen, dat ass eng Decisioun, déi een individuell an de Betriber mat de Salariéë soll diskutéieren. Eng Modernisatioun vun der Aarbechtszäit, dat steet och esou am Koalitiounsaccord. An d'Formatioun, wéi zum Beispill Reskilling an Upskilling, ass natierlech eppes, wat dës Regierung, an net nëmmen d'Regierung, mee och den Aarbechtsminister, natierlech wäert ënnerstëtzen, well Reskilling an Upskilling ass och eng Prioritéit vun dëser Regierung.

Digitalisatioun: D'Digitaliséierung ass do e ganz, ganz wichtegen Outil. Den Här Polidori huet virdrun ugeschwat gehat, dass jidderee kann dorobber zréckgräifen.

Den Teletravail ass fir mech als Aarbechtsminister en Outil, et ass keen Allheilmittel, well net jiddereen och dovunner ka profitéieren. Do muss een och evitéieren, dass Ongerechtegkeeten a Jalousien entstinn an de Betriber.

D'Madamm Cahen huet och nach de POT, de Plan d'organisation de travail ugeschwat gehat, wat sécher en Theema an engem vun deenen nächsten CPTEë wäert sinn, genausou wéi d'Joreszäitplanung, fir dass d'Leit sech kënne besser organiséieren, wat hir Aarbechtszäit respektiv hir Fräizäit oder hir Vakanzen ugeet.

De Sozialdialog ass e puermol ugeschwat ginn, ech hunn et och gesot, souwuel d'Kollektivvertragsgesetz wéi d'Congéë wéi och d'Sonndesaarbecht ware schonn Theema an deene verschiddene CPTEen, wou natierlech kontrovers mateneen diskutéiert ginn ass an och ganz flott diskutéiert ginn ass fir ze kucken, wat alles do méiglech ass.

Mee alles ass natierlech net ëmmer méiglech. Dir d'éischt muss ee mateneen diskutéieren, nolauschteren, da muss ee kucken, fir duerno Decisiounen ze huelen. An d'Decisiounen, déi ze huele sinn, mengen ech, stinn och schonn zum Deel am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung. Voilà!

Ech mengen, d'Interpellatioun zum „Quality of Work Index" war och vum Interpellant e klenge Rundumschlag, fir alleguerten d'Theemen unzeschwätzen. Do ass och nach eng Kéier d'Theema vun der Économie sociale et solidaire ugeschwat ginn, well dat vläicht elo net méi am Titel vum Minister oder vum Ministère steet, mee d'Économie solidaire et sociale ass dem Aarbechtsminister nach ëmmer ganz, ganz wichteg an do gëtt, genau wéi am Handicap, extreem gutt Aarbecht geleescht. An do kann ech meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter just luewe fir dat, wat do am Moment geschafft gëtt. Voilà.

Ech mengen, dat dote missten alleguerten déi Ausféierunge gewiescht sinn, déi zu där Interpellatioun hei gehéiert hunn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An da komme mer da warscheinlech nach zu de verschiddene Motiounen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Et sinn nach zwou Wuertmeldungen do. Ech denken, datt et Froen un Iech sinn. Akzeptéiert Dir d'Froe vum Här Baum a vum Här Engel? Dat schéngt esou ze sinn. Da fänke mer mam Här Baum un.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Ech kommen op eng Fro zréck, déi effektiv den Här Engel gestallt huet. Ech weess net, ob en elo wëlles hat, déi selwecht ze stellen. Am „Quality of Work Index" geet et jo och ëm d'Zefriddenheet mat der Remuneratioun. An als Chamber hu mer jo ee grousse Hiewel, wat d'Remuneratioun ugeet, dat ass de Mindestloun. Mir wëssen, datt eng europäesch Direktiv um Dësch ass. An ech hat Iech am Februar gefrot, wéi do de Planning wier, wéi dat géif virugoen. An effektiv hat Der do gesot, dat géif elo ganz séier goen, an deenen nächste Wochen – dat war am Februar – géift Der dem Regierungsrot eng Propos maachen. Mir sinn effektiv elo Mee. D'Fro wier: Wou ass dat elo drun? Wéini kënne mer do mat engem Projet rechnen? Voilà. Dat wier déi eng Fro.

An déi aner Fro: Hunn ech dat richteg verstanen, datt Dir gesot hutt, den 8-Stonnen-Dag, dat wier fir Iech d'Reegel an dat hätt Dir och an de Süd-Kollektivvertragsverhandlungen ëmmer ...

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Nee, net d'Reegel! Nee.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ok. Ma nee, wann Der dat net esou gesot hutt, dann eriwwregt sech meng Fro, well ech mengen, et gëtt vill Beruffer, wou den 8-Stonnen-Dag net d'Reegel ass, vill Beruffer, wou et manner Stonne sinn, déi effektiv an och theoreetesch geleescht sinn. An een dovunner, wou den 8-Stonnen-Dag sécherlech net d'Reegel ass, dat ass e Sportsproff.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Do war elo e bëssen Ironie hannendrun, mee ...

(Hilarité)

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Do gesäit een, ...

M. Claude Wiseler, Président | ... Dir äntwert elo, Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Do gesäit een, dass den Här Baum dovunner net vill versteet, soss géif en dat net soen!

(Hilarité)

Une voix | Zwou Froen, zwou Froen.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Voilà, ok. Dem Här Engel seng och nach?

Une voix | Jo!

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Ok, gutt. Also, ech hunn als Aarbechtsminister dem Regierungsrot elo nach näischt virgeluecht wéinst dem Mindestloun, mee dat wäert an nächster Zäit elo kommen. Mir haten elo nach Situatiounen a verschiddene Betriber, déi elo Schwieregkeeten hunn, wou Licenciementer sinn. Ech mengen, dat hat elo Virrang, dat hat elo Prioritéit. Dat wäert awer elo an nächster Zäit kommen.

An déi aacht Stonnen als Sportsproff, dat sinn net nëmmen déi Stonnen, déi een an der Schoul verbréngt, et sinn och déi Stonnen, déi een doheem preparéiert, och wann ëmmer nach, wéi soll ech soen, déi Mär an de Käpp ass, dass een do näischt géif preparéieren. Mee wann ee seng Aarbecht do seriö mécht, och als Sportsproff, da sinn et méi Stonnen. Den Här Polidori als mäi fréiere Schüler kann dat bezeien. Ech géif jo elo nach den Här Clement nennen, mee deen ass haut net do.

(Hilarité et interruptions)

Voilà, den Här Engel ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Engel huet ...

(Interruption)

Den Här Engel wollt nach eng Fro stellen.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech weess net, ob Dir den Här Polidori ëmmer mat heem geholl hutt fir ze kucken, ...

(Hilarité)

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Nee, nee, nee, nee!

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | ... wat Dir preparéiert hutt.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Déizäit war en nach vill méi wibbeleg wéi haut.

(Hilarité)

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Dat kann ech mer virstellen!

(Hilarité et exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Mir kommen elo zum Sujet zréck!

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech soen dem Aarbechtsminister, dem Här Mischo, e grousse Merci, datt en eng Rei Froen elo beäntwert huet. Dat ass an enger Interpellatioun jo och esou Usus, dass de a Fro stells, an da kriss de och eng Rei vun Äntwerten. Ech hunn déi Äntwerten do och mat ganz vill Opmierksamkeet nogelauschtert. Déi zur Formation continue, mengen ech, hunn ech net héieren, mee den Här Minister kann awer gären nach eng Kéier dorop agoen.

Ech hunn eng Rei Widdersprëch tëschent der Ausso vun dem Minister an den Aussoe vum Här Spautz hei héieren – ech ka mir dat ganz gutt virstellen! –, ...

(Hilarité et interruptions)

... wou den Här Minister gesot huet, e géif gären op individuell Aarbechtsmodeller zréckgräifen, fir datt an engem Betrib ka gekuckt ginn, datt déi richteg Unzuel vu Stonnen do geschafft gëtt, woubäi ech beim Här Spautz do éischter d'Wuert Kollektivvertrag héieren hunn. An ech si ganz op der Säit vum Här Spautz, deen dat éischter iwwer Kollektivverträg wëllt maachen. An duerfir wollt ech den Här Minister hei nach eng Kéier froen, wéi genau en déi individuell Aarbechtsmodeller do géif gesinn.

An dann eng zweet Fro: Dir hutt gesot, den 8-Stonnen-Dag, dat wär – ech mengen, datt Der dat gesot hat – d'Reegel, wann ech dat richteg esou héieren hunn. Bon, an der Enquête hei ass erauskomm, datt awer eng ganz Rei Leit méi wéi 8 Stonne schaffen, 3,3 Stonnen an der Woch méi schaffe wéi dat, wat an hirem Aarbechtskontrakt drasteet. An duerfir meng Fro: Wat gedenkt Der ze maachen, fir dass d'Leit dee Kontrakt, an deem se sinn, dann och kënnen a sollen anhalen?

An eng Fro huet den Här Baum gestallt, déi vum Mindestloun.

Eng lescht Fro ass déi vum Teletravail. Dir sot, dat wier en Outil. Ech ginn Iech do Recht, dass dat éischter en Outil ass, datt et kee Recht op Teletravail gëtt. Mee dat gëtt awer vun enger Rei vu Leit gefrot. Awéifern maacht Dir Ären Afloss geltend, fir dass déi Leit, déi hei eis Ekonomie um Dréien halen – dat si ganz vill Frontalieren –, awer och méi vun deem Teletravail kënne profitéiere wéi se elo kënne profitéieren?

Merci.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Also, fir nach eng Kéier op déi 8 Stonnen do zréckzekommen, souwuel fir den Här Baum wéi och fir den Här Engel. Ech sot, dass ech an de Kollektivvertragsverhandlunge vum Süd-Kollektivvertrag ëmmer gesot hunn, dass een, wann een 8 Stonne geschafft huet, säi Match gemaach huet. Dat soll d'Reegel sinn, mee natierlech ass et jo ganz kloer, dass e Recht op Iwwerstonnen ëmmer besteet. Mee wann een 8 Stonne geschafft huet, wann ee seriö 8 Stonne geschafft huet, da soll een duerno kënnen heemgoen. Ech weess, dass natierlech net an all Beruff d'Méiglechkeet do ass, dass een no 8 Stonne ka goen. Mee voilà, et soll een am Fong geholl awer ëmmer erëm dorop hischaffen, dass et net méi wéi 8 Stonne ginn, wuel wëssend, dass et Beruffer gëtt, wou et méi wéi 8 Stonne sinn.

Virdrun, mat der Modernisatioun vun der Aarbechtszäit oder vun der Organisatioun hier, Kollektivverträg ... Ech mengen, et ass en Zesummespill vu

Kollektivverträg, well net all Betrib ka Kollektivverträg maachen. Mir si jo do net grad Musterschüler an Europa. Et sinn 80 % gefuerdert vun der Unioun. 55 % huet Lëtzebuerg. Dofir hu mer jo en Aktiounsplang lancéiert, fir op déi, jo, esou vill wéi méiglech Prozenter ze kommen. Et sinn aner Länner, déi hu vill méi Prozenter, wéi zum Beispill Frankräich an och d'Belsch.

Mee wa keng Kollektivverträg bestinn, da soll, mengen ech, en Dialog bestoen zwëschent de Betriber an de Salariéen, fir verschidde Modeller auszeschaffen, fir dass d'Leit kënne méi flexibel oder méi modern schaffen.

An déi drëtt Fro war elo ...?

Une voix | D'Formation continue, hat ech gefrot.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, d'Formation continue. Jo, also de SkillsPlang, oder Reskilling an Upskilling, ass eng absolutt Prioritéit, net nëmme fir de Lëtzebuerger Aarbechtsminister. Op den EPSCO-Reuniounen zu Bréissel ass dat ëmmer erëm en Theema. An ech mengen, dat ass d'Zukunft, well mer net einfach kënnen ... Ech mengen, den Här Spautz hat et och scho virdrun ugeschwat oder ugedeit: Déi Beruffer, déi ee léiert, dat sinn net ëmmer déi, déi een zum Schluss vun der Karriär mécht. Dat si Beruffer, mat deenen ee mol ufänkt an dann aner Erfarunge mécht, emol déi eng oder aner Kéier d'Aarbechtsplaz wiesselt. An da mussen natierlech e Reskilling an en Upskilling derbäikommen, fir op där Aarbechtsplaz oder an deem Beruff kënne weiderzekommen.

Dat ass eppes, wat ëmmer méi kënnt, ëmmer méi modern ass. An ech mengen, dat ass d'Zukunft um Aarbechtsmarché, dass ee sech permanent muss weiderbilden an dass et net duergeet, no enger Première oder no engem Ofschloss, egal wat fir en Ofschloss et ass, ob et en universitären ass oder ob dat en CATP ass ..., dass een da mengt, et bräicht een d'ganzt Liewe laang näischt méi ze léieren. Eng Formation Lifelong Learning, dat ass, mengen ech, e Must fir jiddereen, deen an der Aarbechtswelt ënnerwee ass.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Minister.

Motions

Dann hunn ech nach zwou Motiounen hei um Büro leien.

Motion 1

Déi éischt ass vum Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Engel. Här Engel, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Nee, ech hat déi a menger Ried erkläert.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt se expliziéiert, effektiv. Wie mellt sech zu dëser Motioun? Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Mir kënnen déi Motioun net unhuelen. Ech hat et och erkläert a menger Ried. Mir hunn am Koalitiounsaccord alles drastoen, wat mer wëllen ëmsetzen, a mir wäerten dat och maachen. An dofir wäerte mir Är Motioun, Här Engel, net kënne matdroen. Villmools merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, Här Polidori. Jo, d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Also éischtens emol sinn a bleiwe mir der Meenung, dass Negociatiounen am Betrib musse gefouert ginn. Dofir ass dat zum Beispill en Tiret, dee mir esou net kënne mat ënnerschreiwen. An da steet hei nees d'Flexibilisatioun, wéi wann dat eppes Negatives wär an ëmmer „au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des salarié·es". Dobäi kënnt an deem Rapport hei ganz kloer eraus, dass d'Leit, déi méi flexibel kënne schaffen, och méi zefridde sinn. Also kënne mir dat heiten natierlech net matdroen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Polidori huet sech nach gemellt. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Jo, also mir deelen op alle Fall déi Notatioun, déi virdrun elo vun deene Virriedner gesot gouf, net. Also mir gesinn dat hei och net als Problem, well et am Koalitiounsaccord steet. Et gëtt och aner Motiounen, déi hei schonn ugeholl goufen, och wann déi Saache schonn am Koalitiounsaccord stinn.

Wéi gesot, hei si lauter wichteg Punkten. Mir hu se net mat ënnerschriwwen, well mer eis net zu 100 % sécher waren. Bon, duerno sinn d'Saachen nach méi am Detail erkläert ginn, doropshi fanne mer déi Saachen awer gutt. Et sinn awer Saachen dran, déi och schonn op der Vergaangenheet berouen, wou mer soen, et misst een awer vläicht Verschiddenes nach eng Kéier iwwerdenken, fir wierklech op e konstruktiivt a positiivt Resultat ze kommen.

D'Invitte ginn awer alleguerten an déi richteg Richtung, dofir droe mer dës Motioun mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann den Här Engelen, duerno den Här Baum an zum Schluss den Auteur nach eng Kéier. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Am Prinzipp kënne mir déi hei Motioun méi oder wéineger matdroen. Ech hunn awer just de Problem mam drëtten Alinea. Ënner „invite le Gouvernement", am drëtten Alinea, do steet: „et non par des négociations individuelles". Do ass awer e klenge Problem: Wann ech elo zum Beispill e Betrib hu mat manner wéi 15 Leit, do hunn ech jo keng Delegatioun, do hunn ech dat jo guer net, an do muss ech jo dann individuell verhandelen. Ech mengen, déi wieren dann do ausgeschloss. An duerfir géife mer eis bei dëser Motioun, wann den Text esou bleift, enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Vläicht als direkt Äntwert dorobber: De Wee, fir méi Kollektivverträg ze maachen – oder ee Wee –, ass jo och, an d'Richtung vu Branchëkollektivverträg ze goen, wou dann och Betriber géifen drënnerfalen, déi manner wéi 15 Leit géifen embauchéieren, soudatt ech mengen, datt dat do duerchaus berechtegt ass.

An dann, jo, d'Flexibiliséierung. Madamm Cahen, Flexibiliséierung gëtt am „Quality of Work Index" iwwersat mat „atypesche Stonnen", dat, woumadder d'Leit eebe justement hir Problemer hunn. Dat, wat d'Leit gär hätten, dat ass Autonomie. An Autonomie, dat ass Selbstbestëmmung – oder eng gréisser Selbstbestëmmung – iwwert d'Méiglechkeet, schaffen ze goen.

An duerfir pake mir – also op jidde Fall mir als Lénk – dee Begrëff vu Flexibiliséierung effektiv och mat Händschen un, well Flexibiliséierung, dat ka ganz staark au détriment goe vun deene Leit, déi schaffen, an zumindest eebe justement riskéieren, d'Qualitéit vun der Aarbecht ze verschlechteren. Duerfir, mengen ech, ass deen Tiret duerchaus sënnvoll an duerfir hu mer dës Initiativ vun der LSAP och ënnerstëtzt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass et um Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, merci fir déi gutt Commentairen, déi elo hei gemaach goufen. Ech wëll der Madamm Cahen och soen: Hei steet dran: „de veiller à ce que la flexibilisation des horaires de travail ne se fasse au détriment". Dat heescht, et steet net dran, datt dat automatesch ëmmer esou ass, mee just, dass mer sollen oppassen, dass et net „au détriment de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée" geschitt. Ech mengen, dass och d'DP domadder kéint zefridde sinn an dat och kéint matstëmmen. Wa se et net stëmmt, wa se dat hei net mat ënnerstëtzt, heescht dat jo och eppes.

Ech ginn dem Här Baum vollkomme Recht, dass natierlech, wann et brancheniwwergräifend Kollektivverträg sinn, och Betriber mat manner wéi 15 Mataarbechter do kënnen da mat drënnerfalen. Ech wär jo nach dermat d'accord, datt ee seet: „Ma, fir déi, wou et dat net gëtt, wou et keng grouss Branche dofir gëtt, kéint een natierlech mat senge Leit individuell verhandelen, bei deene puer klenge Betriber mat manner wéi 15 Mataarbechter, déi dat da sinn." Dat, mengen ech, geschitt jo souwisou och bei deene klenge Betriber.

Mee d'Reegel soll sinn, dass een dat an engem grousse Kollektivvertrag soll maachen, wat, mengen ech, jiddwerengem zeguttkënnt a wat och sécherlech an d'Richtung vum Här Spautz senger Initiativ geet. Duerfir misst d'CSV déi heite jo och da kënne matstëmmen, soudatt ech net verstinn, firwat si se net matstëmmen. Mir stëmme se op alle Fall!

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Merci, Här Engel. Dann huet d'Madamm Cahen nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, mir bleiwen dobäi, dass d'Salariéen an d'Entreprise sech am beschte kennen an dass déi solle mateneen an der Entreprise verhandelen an net a groussen nationale Kollektivverträg. Ech mengen, dass een am Betrib am beschte weess, wat de Betrib brauch, souwuel de Salarié wéi och de Patron selwer. An dofir bleiwe mir bei onsem Nee, wat déi heite Motioun ugeet. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Ech waarden op d'Reaktioun vum Här Spautz.

M. Claude Wiseler, Président | Domat hätte mer all d'Wuertmeldungen ofgeschloss, well et ass keng aner do, Här Engel.

Gutt, da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. An ech schléissen elo de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;

MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Corinne Cahen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun déser Interpellatioun. Déi ass vum Här Baum deposéiert ginn. Här Baum, wëllt Dir nach eng Kéier driwwer schwätzen?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, vläicht kuerz.

M. Claude Wiseler, Président | Da fuert lass.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass effektiv eng Motioun, déi quasi eng Äntwert ass op d'Interventioun vum Aarbechtsminister. Den Aarbechtsminister huet sech ganz vehement géint eng Aarbechtszäitreduzéierung ausgeschwat. Et gëtt verschidde Formen, wéi een Aarbechtszäit reduzéiere kann, soit iwwert d'Wochenaarbechtszäit, soit iwwert d'Congéen. Déi viregt Regierung war op de Wee gaangen, fir d'Aarbechtszäit ze reduzéieren duerch een zousätzleche legale Congésdag am Joer respektiv iwwert d'Aféierung vun engem weidere Feierdag.

Et ass nawell esou, datt am europäesche Verglach zu Lëtzebuerg immens vill geschafft gëtt, méi wéi an eisen Nopeschlänner wuelverstanen, datt besonnesch an Däitschland – déi Zuelen, déi hei dra sinn – d'Aarbechtszäit weider erofgesat ginn ass, notamment duerch staark Kollektivverträg, déi et an deenen exportorientéierte Branchë gëtt. Dat heescht, et huet net, wéi ëmmer behaapt gëtt, en negativen Effekt op d'Produktivitéit. De Géigendeel ass de Fall: Mir stelle fest, datt et an deene leschte Joerzéngte Produktivitéitsgewënner gi sinn an datt d'Salariéen net dovunner profitéiere konnten.

Par contre loossen ech dat Argument, datt wann d'Aarbechtszäit géif reduzéiert ginn, den Drock géif an d'Luucht goen, och net gëllen. Mir stelle fest, an dat ass och eng vun de Konklusiounen, datt d'Aarbechtsintensitéit ouni Aarbechtszäitreduzéierung massiv an d'Luucht gaangen ass. Dat huet eeben och domadder ze dinn, datt en Aarbechtsverhältnis en Dominatiounsverhältnis ass, e „lien de subordination", wéi en am Code du travail definéiert ass, an dat, wat mir als Legislateur maache kënnen, ass eeben, dat besser ze encadréieren.

Ech mengen och, datt dat Argument, eng Aarbechtszäitreduzéierung géif eng Penurie u Main-d'oeuvre bedeiten, net stëmmt. Ech mengen och do, datt de Géigendeel de Fall ass. Ech mengen, datt mer alles derfir maache mussen, datt d'Aarbecht zu Lëtzebuerg attraktiv bleift, soss riskéiere mer nämlech, datt mer all déi Main-d'oeuvre, déi besonnesch d'CSV mat engem quasi endlose Wirtschafts- a Beschäftegungswuesstum wëll, definitiv net fannen!

Den Här Spautz ass selwer virdrun drop agaangen, datt d'Leit sech eventuell d'Fro stellen, ob et sech wierklech nach lount, 50 Stonnen zu Lëtzebuerg mat engem liicht méi héije Loun ze schaffe par rapport zu 35 Stonnen a Frankräich.

An duerfir menge mir, och au vu vun all deenen Entwécklungen, déi d'ailleurs d'Regierung jo och ganz positiv bewäert, nämlech d'Kënstlech Intelligenz, déi vill Aarbechtskraaft wäert ersetzen, datt dat e klengen, bescheidene Wee ass. D'Bescheidenheet dréckt sech domadder aus, datt mer fënnef Deeg Congé méi froen als legale Minimum.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? D'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech muss natierlech awer elo grinsen iwwert d'Surenchère, well elo ware mer op 40 Stonnen, mir waren och op 38 Stonnen emol hei bei de Kontrakter, déi mer am Rapport gelies hunn, op 41,3 Stonnen, déi d'Leit en moyenne schaffen, an elo op eemol sinn et der 50. Voilà!

(Interruption)

D'Surenchère ass awer elo wierklech op eemol séier, séier eropgaangen, muss ech soen, Här Baum. Also dat ass scho ganz, ganz impressionnant. Also mir sinn der Meenung: Fir dass eng Ekonomie ka funktionéieren, brauch se och staark Betriber, a Betriber, déi funktionéieren. An dofir mussen natierlech och Leit schaffe goen. A Schaffen ass net ëmmer eppes Negatives, och dat steet am Rapport. Et kann een och schaffe goe mat Freed. An ech mengen, dass eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit am Moment net dee richtege Wee ass.

En plus, mengen ech, misst Der ophalen, just nämmen d'Joresaarbechtszäit ze kucken. Dir misst och d'Liewensaarbechtszäit kucken. Da gesinn d'Chifferen nämlech ganz aneschters aus. Mee wéi ech am Ufank gesot hunn, et interpretéiert een ëmmer alles e bësselchen esou, wéi et engem gefält. Mir als Demokratesch Partei sinn net der Meenung, dass mir am Moment ons et leeschte kënnen, d'Aarbechtszäit erofzesetzen, weeder a Form vun Aarbechtsstonnen nach a Form vu Congé.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech rejoignéieren zu engem ganz groussen Deel dat, wat den Här Baum gesot huet. Wa mir hei wëllen attraktiv bleiwen, da musse mer och attraktiv sinn. A wann ee kuckt, wéi d'Leit ronderëm eis hei schaffen, wivill Stonnen déi schaffen, läit Lëtzebuerg ganz, ganz vir. Mir si souguer Spëtzereider, wann een eis mat eisen Nopeschlänner vergläicht.

A wa mir gäre weider attraktiv hei sinn, da musse mer dat och weisen. An da geet dat net duer mat engem Mindestloun, deen elo nach e bësse méi héich ass wéi an anere Länner, woubäi aner Länner sech awer ëmmer méi un eise Mindestloun upassen. An da geschitt dat, wat den Här Baum gesot huet, da stellt ee sech d'Fro, ob een dann och nach zwou Stonnen heihinner- an zwou Stonnen zréckfiert, fir vläicht e bësse méi Suen ze hunn. Da stellt ee sech d'Fro, ob een net vläicht dann awer 35 Stonnen a Frankräich wëll schaffen amplaz vun den 42 oder 41 Stonnen hei zu Lëtzebuerg mat quasi dem selwechte Loun a mat zwou Stonnen dohinner an zwou Stonne fir zréck, déi een dann net méi muss maachen.

Duerfir ass dat heiten, also d'Aarbechtszäitverkierzung, sécherlech e Wee, fir och d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze halen. An et ass eng Mär, ze mengen, datt d'Produktivitéit onbedéngt erofgeet. Aner Modeller weise ganz kloer, datt d'Produktivitéit an d'Luucht geet. De Krankestand geet erof, ...

(Interruption)

... den Absenteisme geet erof, d'Leit si méi zefridden, si komme léiwer schaffen a si méi produktiv. Also, kommt, mir sinn emol erëm eng Kéier als Lëtzebuerg e Virreider, emol eng Kéier als Lëtzebuerg een, deen e bësse méi wäit denkt wéi nëmmen un de kuerzfristegen Erfolleg! Ech mengen, dass dat heiten, also d'Aarbechtszäitreduktioun, e gudde Wee wär. An dat heiten ass een Deel vun Aarbechtszäitreduktioun.

(Interruption)

Fënnef Deeg méi Congé ass een Deel vun Aarbechtszäitreduktioun.

Mir haten an eisem Walprogramm 2023 stoen, dass mer géife vu 26 op 30 Deeg Congé eropgoen. Dat wär dann eng sechste Woch. Hei ass elo een Dag méi. Mir kënnen och ganz gutt mat deem Dag méi do liewen. Mir stëmmen dës Motioun hei mat.

Mme Corinne Cahen (DP) | Komescherweis huet d'„35 heures" a Frankräich dat guer net bewisen, wat Dir elo alles gesot hutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

M. Marc Baum (déi Lénk) | A komescherweis ass d'Produktivitéit a Frankräich am Moment méi héich wéi an Däitschland!

M. Claude Wiseler, Président | Elo hunn ech dräi Wuertmeldungen: den Här Polidori, den Här Sehovic an dann den Här Spautz. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Also mir si ganz kloer fir d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht, dowéinst ass et fir ons en éischte Schratt. Dir gesitt dat vläicht anescht, Madamm Cahen. Mat 5 Deeg Congé méi gesi mir op alle Fall, dass een domadder de Salariéen eng gewësse Flexibilitéit och gëtt, fir méi flexibel ze schaffen. Och eng Aarbechtszäitreduktioun ass fir ons op alle Fall e ganz anert Theema. Duerfir fanne mir, datt déi heite Motioun gutt ass, a mir wäerten déi och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech rejoignéieren eigentlech a groussen Deeler de Räsonement vun de Kolleege vun déi Lénk a vun der LSAP. Mir hunn an eisem Walprogramm aner Preferenze geäussert, wéi ee sou eng Aarbechtszäitreduzéierung kéint maachen. De Marc Baum huet jo och gesot, dass d'Reduzéierung vun der Joresaarbechtszäit, esou wéi se hei an der Motioun ass, ee Wee ass. Et ass, menger Meenung no, net dee beschte Wee. Mir wäerten eis enthale bei där heiter Motioun. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwer verschidden Aussoen. Mee ech akzeptéieren awer alles, wie wat seet. Mir sinn hei an engem demokrateschen Haus.

(Interruption)

Mir sinn allegeuerte legitimm vum Wieler heihinner genannt ginn, fir och dann eis Positioun anzehuelen. Ech ka mer zum jëtzegen Zäitpunkt 31 Deeg legale Congé hei zu Lëtzebuerg net virstellen. Ech ka mer dat iwwert den tariffleche Wee virstellen. Ech weess, dass et dat am tariffleche Wee gëtt. Mee e legale Congé vun 31 Deeg kann ech mer zum jëtzegen Zäitpunkt net virstellen.

An ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert d'Aussoe vu menge Kolleege vun der LSAP. Dir hat 20 Joer Zäit. Wann Der dat do hätt wëllen an deenen 20 Joer maachen, hätt Der et kënne maachen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, et ass elo keng aner Wuertmeldung do.

M. Georges Engel (LSAP), interpellateur | Mir waren net eleng an der Koalitioun!

M. Claude Wiseler, Président | Dach, ech hunn den Här Engelen nach mat enger Wuertmeldung. Här Engelen.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President.

(Interruption)

Jo.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass um Här Engelen!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et ass zwar elo a Walkampfzäiten eng schéi Formuléierung, déi fënnef Deeg Congé méi, mee mir kënnen domadder awer net liewen, well dat schéngt eis awer trotzdeem bal eng 20 %-Erhéijung vun engem Moment op deen aneren. Dat schéngt eis e bëssen hefteg ze sinn. A wann iwwer Aarbechtszäitverkierzungen an alles geschwat gëtt – et gëtt jo heibannen esou vill iwwert de Sozialdialog geschwat –, dann ass dat jo eng gutt Méiglechkeet, dat do ze diskutéieren.

Well ech ka mech erënneren, viru Joren ass de Congé ëmmer am Sozialdialog an eenzelene Betriber eropgesat ginn, ëm een, zwee Deeg. An duerno, no Joren, huet de Gesetzgeeber sech ugepasst. Et war am Fong geholl esou eng ..., lues a lues ass sech do erugeschafft ginn. An ech mengen, mir sollen op deem Wee bleiwen. An dat do schéngt eis ze hefteg, well dat si bal 20 % Congésdeeg méi an – nee, 20 % méi, et si fënnef Deeg méi – dat schéngt eis e bësse vill ze sinn. An et muss een och anescht emol bedenken, ob d'Betriber dat do alles géifen an deem Sënn do packen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Ech mengen, elo huet jiddwereen seng Meenung hei zum Ausdrock bruecht.

An da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. Ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt) et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen (par M. Jeff Boonen), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring.

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 14., 15. a 16. Mee 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.29 heures.)

25e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** — **p. 36**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** — **p. 36**
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** — **p. 36**
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient** — **p. 37**
   Exposé : M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas (dépôt de la résolution 1) | M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   Motion 1 : M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas | M. François Bausch (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. François Bausch | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Gusty Graas | M. François Bausch | M. David Wagner | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. David Wagner | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Gusty Graas
5. **Ordre du jour (suite)** — **p. 48**
   M. Claude Wiseler, Président
6. **8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification**
   1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
   2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;
   4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable — **p. 48**
   Rapport de la Commission des Finances et de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : Mme Diane Adehm | M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert (dépôt des motions 1 et 2) | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch (intervention de M. Gilles Baum) (dépôt de la motion 3) (dépôt des amendements 1 à 4) | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Franz Fayot | M. Patrick Goldschmidt (interventions de M. François Bausch) | M. Alex Donnersbach

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Amendement 2 : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Paulette Lenert

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'amendement 3 (rejeté)

Vote sur l'amendement 4 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8353

Motion 1 : Mme Taina Bofferding

Retrait de la motion 1

Motion 2 : M. Gilles Baum | M. François Bausch | M. Marc Goergen | Mme Paulette Lenert | M. Alex Donnersbach

Vote sur la motion 2 (rejeté)

Motion 3 : M. Gilles Baum | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen (intervention de M. Gilles Baum) | M. David Wagner | M. Alex Donnersbach | M. François Bausch

Vote sur la motion 3 (rejetée)

7. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient (suite)** p. 70

Résolution 1 (suite) : M. Gusty Graas (dépôt de la résolution 1 modifiée)

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

8. **8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement** p. 71

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8357 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification**

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable (suite) p. 72

Dispense du second vote constitutionnel

10. **8358 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable p. 72

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8358 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »** p. 73

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8359 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Claude Meisch et M. Gilles Roth, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 14 mai 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Députée, le 07/05/2024

8381 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 08/05/2024

8299A – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027

Scission du projet de loi 8299 le 13/05/2024

8299B – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
3° la loi modifiée du 23 janvier 2023 portant organisation du Conseil national de la justice ;
en vue de créer un pool de réserve des postes de magistrat auprès du Conseil national de la justice

Scission du projet de loi 8299 le 13/05/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3162 – Demande de pétition publique : Token Luxtrust fir Bankiwwerweisunge mat Sécherheet, ouni gehackt ze ginn

Dépôt : M. Patrick Jean Arthur Grenez, le 07/05/2024

3163 – Demande de pétition publique : Schueberfouer bezuelbar maachen

Dépôt : M. Gilles Dechambre, le 07/05/2024

3164 – Demande de pétition publique : Pour la fin des travaux dans la rue Maurice Barrès à Cessange – Plus de travaux effectifs depuis plusieurs années et une rue très dégradée

Dépôt : M. Yvan Scigala, le 07/05/2024

3165 – Demande de pétition publique : Élargir les critères d'éligibilité pour la nationalité luxembourgeoise, reconnaissance des compétences linguistiques dans les deux langues officielles du pays

Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 07/05/2024

3166 – Demande pétition publique : Protéger les arbres dans les zones urbaines contre les abattages sans permis de la municipalité

Dépôt : M. José Bento Pereira, le 07/05/2024

3167 – Demande de pétition publique : Mise en place d'un projet de loi pour l'obtention systématique de l'aide au réemploi pour les seniors de plus de 55 ans

Dépôt : M. Claude Homerovski, le 07/05/2024

3168 – Demande de pétition publique : Eine Arbeitsvignette für während den Arbeitszeiten

Dépôt : Mme Myla Adèle Cristeta Diederich, le 08/05/2024

3169 – Demande de pétition publique : Strengere Maßnahmen gegen Fußgänger, die bei Rot die Straße überqueren

Dépôt : Mme Aline Pütz, le 08/05/2024

3170 – Demande de pétition publique : Plantation à grande échelle d'arbres fruitiers dans l'espace public et notamment dans les parcs et espaces verts

Dépôt : M. Julien Assouline, le 08/05/2024

3171 – Demande de pétition ordinaire : Apple Weather Data Addition

Dépôt : M. Antoine Elias Assaf, le 08/05/2024

3172 – Demande de pétition publique : Steierentlaaschtung fir Pensionnairen

Dépôt : M. Fernand Seidel, le 08/05/2024

3173 – Demande de pétition publique : Droit d'un enfant mineur né à Luxembourg ou à l'étranger de pouvoir utiliser son nom d'usage désigné

Dépôt : Mme Liliana Ciontu, le 09/05/2024

3174 – Demande de pétition publique : Légaliser l'interfile pour les motos lors des embouteillages

Dépôt : M. Rui Fernandes, le 09/05/2024

3175 – Demande de pétition publique : Écologie : Introduction de dispositif de consignes

Dépôt : M. Adam Oth, le 13/05/2024

3176 – Demande de pétition publique : Interdire l'utilisation des smartphones dans l'enceinte de l'école

Dépôt : Mme Cristina Matita, le 13/05/2024

3177 – Demande de pétition publique : Mehr Unterstützung vom Staat für jeden, um sich eine Wohnung leisten zu können / Plus de soutien de l'État pour que chacun puisse s'offrir un logement

Dépôt : Mme Samantha Kleren, le 13/05/2024

3178 – Demande de pétition ordinaire : Antrag, dass die Grundvoraussetzungen zur Realisierung des „Green Deal" auch beim Bürger umsetzbar gemacht werden

Dépôt : Mme Simone Hamacher et M. Peter Hamacher, le 13/05/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun am Noen Osten, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten. Déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu 5 Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser, den Här François Bausch an den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Yves Cruchten als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Cruchten.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech géif gären ufänke mat engem Merci fir d'alleréischt, dass mer iwwerhaapt dës Debatt haut kënne féieren. Ech huelen nämlech un, dass et villen heibannen d'selwecht ergeet an dass se de Besoin verspieren, iwwert dat onerträglecht Leed vun de Leit am Gazasträifen ze schwätzen.

Ech wéilt awer och alle Parteien hei an der Chamber Merci soe fir d'Manéier, fir d'Aart a Weis, wéi mer bis ewell mat deem Konflikt hei am Noen Osten ëmgaange sinn. Mir hunn et bis ewell fäerdegbruecht, hei an der Chamber doriwwer ze diskutéiere mat allen Nuancen an Ënnerscheeder, déi mer selbstverständlech hunn, ouni eis géigesäiteg un de Kapp ze geheien, datt deen een op där enger Säit Terrorist wär oder een aneren Antisemitt oder de Genocide géif guttheeschen.

Dat ass leider net selbstverständlech, wann een déi opgehëtzte Stëmmung am Ausland suivéiert oder och heiansdo bei eis hei zu Lëtzebuerg an de soziale Medien. D'Protester géint Israel op amerikaneschen an europäeschen Unien eskaléieren a sinn den Ausdrock vun där Onmacht an der Roserei, déi ee verspiert, wann een déi dramatesch Biller aus Palästina gesäit. Och wann et schwéierfält, musse mir awer kënnen differenzéiert driwwer schwätzen. Ee falscht Wuert an et riskéiert een, an en Eck gedréckt ze ginn. D'LSAP steet hei an der Diskussioun a kengem Eck, mee si steet un der Säit vun deene villen onschëllege Mënschen, déi am ganzen Noen Osten an Angscht an a Verzweiflung liewe mussen.

Ech verheemlechen Iech net, datt ech Bauchwéi kréien, wann ech un déi israeelesch Regierung denken, déi zanter siwe Méint no deem brutalen Iwwerfall vum Hamas e Krich féiert, bei deem déi onschëlleg Zivillbevëlkerung a Palästina alt nees ze leiden huet. Ech tréischte mech awer domadder, datt och vill Israeelien net mat hirer Regierung averstane sinn an dat och reegelméisseg mat Protester zum Ausdrock bréngen.

Déi israeelesch Regierung huet sech als Zil gesat, den Hamas ze eliminéieren, a féiert dowéinst e Krich quasi géint d'Zivillbevëlkerung am Gaza. Mee dee Krich géint den Hamas, deen ass net ze gewannen. Den Hamas, dat sinn net just Terroristen, mee dat ass och eng Ideologie, e politescht Zil, an déi kann een net mat Bommen ausläschen.

Wat geschitt, wann et dann endlech e Waffestëllstand sollt ginn? Wéi gesäit d'Zukunft aus vu Palästina? Wéi soll Palästina spéider verwalt ginn? Wéi soll nees opgebaut ginn? Wéi soll erëm Hoffnung a Fridde sech breetmaachen? Keng Äntwert dorobber gëtt et vum Här Netanjahu a sengem Cabinet. Déi israeelesch Regierung féiert deemno e Krich, dee se net ka gewannen a wou se zwar wousst, wéi se géif an de Krich eraklammen, mee net méi weess, wéi se elo erëm soll do erauskommen, an dofir einfach weiderfiert mat de Bombardementer.

An der Tëschenzäit sinn iwwer 35.000 Mënschen am Gazasträife gestuerwen. Iwwert d'Hallschent vun den Affer si Fraen a Kanner. Aner Zuele gi souguer méi wäit a soe bis zu 70 %. All zéng Minutte gëtt e Kand ëmbruecht oder verletzt. Obschonns Kanner am Krich e besonnesche Schutzstatus hunn, leide si am meeschten ënnert deene grujelegen Attacke vun der israeelescher Arméi. 1,9 Millioune Palästinenser hunn hiert Doheem misse verloossen a sinn op der Flucht, op der Sich no engem Daach iwwert dem Kapp a virun allem no Sécherheet.

Déi israeelesch Arméi bombardéiert Flüchtlingscampe gradewéi Klinicken, Kierchen, Moscheeën, Wunnquartieren, Schoulen, kritesch Infrastrukturen. An dofir gëtt et och Beweiser: Amnesty International an aner Organisatiounen hu vun deene grausamen Attacke Satellittefotoen, déi dat Ganzt dokumentéieren. Dat hei si ganz kloer Verstéiss géint d'internationaalt humanitäert Recht a mir mussen dat och esou benennen. Wéinst de Bombardementer hunn 2,2 Millioune Mënsche keen Accès zu propperem Waasser, Iessen, medezinneschem Material oder Medikamenter. D'Gesondheetsversuergung ass total kollabéiert. Et geet näischt méi!

Virun e puer Woche gouf e Massegraf an enger Klinick zu Khan Yunis fonnt. 283 Mënsche sinn hei brutal ëmbruecht ginn. Verschiddener haten d'Hänn verbonnen a si goufe mënschenonwierdeg meeterdéif ënner Dreck an Offall begruewen.

All déi Attacke vun der israeelescher Arméi sinn op dat Schäerfst ze verurteelen a mussen dokumentéiert ginn, fir spéider opgeschafft ze ginn. Et muss kloer ginn, wat virgefall ass, an déi Verantwortlech mussen och zur Rechenschaft gezu ginn! Dat internationaalt Recht gëllt nämlech fir jiddereen. Deem ka keen Eenzelnen an och kee Staat sech entzéien. Déi palästinensesch Populatioun muss méi leiden, wéi mir eis et warscheinlech virstelle kënnen. An et ass eng Fro vu Mënschlechkeet, hei Verantwortung ze huelen, engersäits déi richteg Wierder ze fannen an ze handelen – elo, direkt!

Mir bedaueren dowéinst och, datt déi Lëtzebuerger Regierung zéckt, fir Lëtzebuerger Residenten ze hëllefen, hir Familljemememberen aus Gaza ze evakuéieren. Mir wëssen, dass dat net evident ass, Leit aus Gaza erauszekréien, mee d'Regierung gëtt eis net den Uschäin, wéi wa se wierklech géing probéieren, Leit mat Famill zu Lëtzebuerg aus dem Krichsgebitt erauszekréien.

Här President, wa mir haut vun der Situatioun am Noen Oste schwätzen, musse mer och e puer Wierder zum Rakéitenugrëff vun der iranescher Regierung op Israel verléieren. De Krich am Gaza muss een natierlech am geopolitesche Kontext gesinn. Op dëser Plaz wëll ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun souwuel den iranesche Rakéitenugrëff op Israel wéi och d'Attack op d'Konsulat zu Damaskus verurteelen. Et ass jo ze fäerten, dass et zu engem Flächebrand kënnt an der ganzer Regioun. A mir wëssen, wéi einfach et ass, Feier ze leeën, a wéi schwéier et ass, fir et duerno ze läschen.

D'Eskalatioun vun de Relatiounen tëscht Israel an dem Iran huet méi oder manner direkt Implikatiounen op d'Situatioun a Gaza. Et kann ee vill doriwwer spekuléieren, wéi eng Konsequenzen de Rakéitenugrëff vum 13. Abrëll huet, wat déi genee Hannergrënn sinn a wéi eng Auswierkungen dat op d'Relatioune vun den USA mat Israel huet. Mee eent ass kloer: Et huet net zur Stabilitéit vun der Regioun bäigedroen. Stabilitéit ass awer dat, wat d'Mënschen am Noen Osten elo dréngend brauchen. An do huet déi international Communautéit – a jo, och Lëtzebuerg – eng Verflichtung, fir Drock ze maachen, fir Stabilitéit a Fridden erbäizeféieren.

Här President, am Januar hunn ech hei op der Tribün beklot, datt déi international Gemeinschaft nokuckt,

wéi all Dag onschëlleg Ziviliste massakréiert ginn. Dorunner huet sech leider bis elo net vill geännert. Mee lues a lues ass awer en Ëmdenken amgaang. Sou hunn d'Amerikaner, awer och eis däitsch Noperen decidéiert, hir Waffeliwwerungen un Israel ze iwwerdenken.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ee mat Bommen a Granaten net ka géint eng Iddi oder eng Ideologie gewannen. Wa mer awer wëllen eppes ënnerhuele géint d'Radikaliséierung vun der Bevëlkerung, da musse sech fir d'éischt d'Liewensëmstänn vun de Mënschen am Gazasträife fundamental verbesseren. Dat setzt viraus, datt d'Palästinenser hiert eegent Schicksal kënnen an d'Hand huelen an dobäi gehollef kréie vun der internationaler Gemeinschaft.

Ech hunn an der Debatt vum 16. Januar hei am Haus gutt nogelauschtert, a quasi all d'Riedner ware sech eens, datt d'Zweestaateléisung deen eenzege Wee ass, fir de Konflikt, dee jo wierklech schonn eng laang Geschicht huet, op en Enn ze bréngen an hoffentlech fir Fridden an der Regioun ze suergen. Fir dass et awer zu där Zweestaateléisung kënnt, brauche mer natierlech och zwee international unerkannte Staaten. D'Unerkennung vu Palästina ass deemno eng Prekonditioun, fir eng Zweestaateléisung ze kréien.

2014 huet d'Chamber mat 34 Jo-Stëmmen eng Motioun ugeholl, déi d'Lëtzebuerger Regierung opfuerdert, de Staat Palästina unzeerkennen. Den Zäitpunkt dofir gouf deemools bewosst der Regierung iwwerlooss an der Hoffnung, datt een déi Unerkennung hätt kënnen zesumme mat aneren europäesche Memberstaate maachen, fir esou méi Poids ze hunn op internationalem Parkett. Haut, zéng Joer duerno, ass awer nach näischt geschitt an déi Motioun läit nach ëmmer hei um Dësch.

Wéinst der dramatescher Eskalatioun am Noen Oste si rezent awer e puer Länner um Wee, fir Palästina unzeerkennen. Irland, Slowenien, Malta an Norwegen ënnerstëtzen d'Initiativ vu Spuenien, fir Palästina unzeerkennen. Aacht EU-Memberstaaten hu Palästina bis haut schonn unerkannt. De Josep Borrell huet confirméiert, datt weider EU-Memberstaaten amgaange sinn, d'Unerkennung vu Palästina ze préiwen an duerchzezéien.

Gläichzäiteg läit den UNO-Bäitrëtt vu Palästina um Dësch. Déi lescht Woch huet d'Assemblée générale vun der UNO mat 143 Jo-Stëmme géint 9 Nee-Stëmmen a 25 Enthalungen eng Resolutioun ugeholl, déi de Palästinenser den Observateursstatus an der UNO opwäert an déi de Conseil de sécurité opfuerdert, seng Haltung zur Unerkennung vu Palästina ze iwwerdenken. Obschonns de Vott vun der Assemblée générale net duergeet, well och de Sécherheetsrot muss säin Accord ginn, kann een net ofstreiden, datt mer hei op engem sougenannte Wendepunkt sinn an datt dëse Vott schonn historesch ass.

Mir sinn also an engem kritesche Moment vun der Geschicht vu Palästina. Fir d'Selbstbestëmmung vum palästinensesche Vollek an am Sënn vum Fridden an der Regioun appelléiere mir un eis Regierung, fir sech elo deenen europäesche Staaten unzeschléissen, déi e palästinensesche Staat unerkenne wëllen.

Dofir deposéieren ech eng Motioun, déi d'Regierung derzou oprifft, sech der Initiativ vun aneren EU-Staaten unzeschléissen an d'Motioun vum Dezember 2014 ëmzesetzen an deemno Palästina formell unzeerkennen.

Wann et deenen, déi hei fir eng Zweestaateléisung plädéieren, wierklech eescht gemengt ass, da musse se och dës Motioun matstëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant

– l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens,

réaffirmant

– le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1er de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

considérant

– la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine invitant le Gouvernement « à reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;

– les multiples violations du droit international et humanitaire commises par la force de défense d'Israël et les autorités israéliennes ainsi que par le Hamas ;

– que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– la volonté de reconnaître la Palestine exprimée par l'Espagne, l'Irlande, Malte et la Slovénie lors du sommet européen à Bruxelles le 21 et 22 mars 2024, motivée par le raisonnement « que le seul moyen de parvenir à une paix et à une stabilité durable dans la région est de mettre en œuvre une solution à deux États, avec des États israélien et palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité » ;

– la résolution A/ES-10/L. 30/Rev. 1 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 mai 2024 avec 143 voix pour, 9 contre et 25 abstentions, recommandant au Conseil de sécurité de « réexaminer favorablement » l'adhésion de la Palestine à part entière aux Nations Unies et rehaussant le statut d'État observateur de l'État de Palestine,

invite le Gouvernement à

- s'associer à l'initiative de l'Espagne, de l'Irlande, de Malte et de la Slovénie et de satisfaire à la demande formulée dans la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014, à savoir la reconnaissance formelle de l'État de Palestine.

(s.) Yves Cruchten, François Bausch, David Wagner.

Här President, den Ament réckelt déi israeelesch Arméi vir an den Uertschaften Dschabalia, Beit Lahia, Beit Hanun, an och am Norden ass se erëm méi aktiv. D'Stad Rafah, an déi iwwer eng Millioun Palästinenser geflücht sinn, gëtt attackéiert an d'Leit ginn opgefuerdert, op en Neits fortzelafen.

Déi israeelesch Arméi huet kee kredibele Plang, fir d'Zivillbevëlkerung effikass ze schützen. Hëllefsconvoie ginn entweeder ganz blockéiert oder nëmme ganz sporadesch duerchgelooss. Déi humanitär Katastroph riskéiert, sech nach emol dramatesch ze verschäerfen.

Dofir widderhuele mir eis Fuerderunge vum Januar: éischtens: direkten onkonditionelle Waffestëllstand, zweetens: d'Fräiloosse vun alle Geiselen, drëttens: direkten an ongehënnerten humanitären Accès fir d'Zivillbevëlkerung.

Här Ausseminister, Dir sollt deemnächst an Israel an a Palästina reesen. Huelt wannechgelift dëse Message vun der Lëtzebuerger Chamber mat a sot de Palästinenser wannechgelift, si wären eis net egal.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Cruchten.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

Débat

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Här Ausseminister, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, bal véier Méint ass et elo hier, du stoung ech och schonn hei um Riednerpult an hunn iwwert d'Lag am Noen Osten an notamment déi ugespaante Situatioun tëschent Israel a Palästina geschwat.

An haut, véier Méint méi spéit, ass d'Realitéit leider nach ëmmer katastrophal, voire nach méi schlëmm, wéi se war. Mee et gëtt näischt Schlëmmeres, wéi näischt ze soen, wann d'Mënscherechter mat Féiss getréppelt ginn.

D'Situatioun huet sech net verbessert, bien au contraire, an dofir soen ech der LSAP villmools Merci, datt si dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn a mir eis haut nees mat där doter Situatioun am Noen Oste beschäftegen an derzou ausdrécke kënnen.

Déi humanitär Situatioun an der Grenzstad Rafah ass op engem absoluttem Déifpunkt – méi komplex a méi onberechebar wéi jee virdrun. Dat soen net ech, mee dat seet d'Unicef offiziell. An och den Nouthëllefsbüro OCHA schwätzt vun engem nach ni do gewieschten Ausmooss, wou Kanner an Zivilisten erhéngeren, stierwen, well et tout simplement keng medezinnesch Versuergung méi gëtt.

Ma och déi innepolitesch Situatioun an Israel ass extreemst ugespaant an d'Leit ginn zu Dausenden op d'Strooss géint d'Politick vum Netanjahu an d'Ausnotze vum Konflikt fir seng eege politesch Zwecker, ouni Rücksicht op Verloschter.

Et gëtt ni e Grond, dee rechtfertegt, Zivilisten, Kanner, Fraen ze vergewaltegen, ëmzebréngen oder ze entféieren. Et gëtt och ni e Grond, de Leit d'Iessen, d'Waasser oder d'Medikamenter ze verwieren. An et gëtt ni e Grond, Spideeler, Schoulen oder Hëllefsinfrastrukturen ze zerstéieren. An och den Hamas muss sech bewosst sinn, dass seng Aktiounen déi humanitär Situatioun vum palästinensesche Vollek mat ze veräntwerten hunn. Mee soulaang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wäert et keng seriö Verhandlunge ginn, fir Fridden oder op d'mannst eng Wafferou am Noostkonflikt ze kréien.

Mee do si mer nach ganz wäit dervun ewech, besonnesch well den Netanjahu d'Situatioun och nach weider eskaléieren deet: eng Attack op en iranescht Konsulat zu Damaskus, dat ass scho genannt ginn, an déi direkt Riposte mat Rakéiten an Drone Richtung Israel.

Mat dem Weiderféiere vun der Offensiv vun der israeelescher Arméi op Rafah gëtt nëmmen nach weider Ueleg op d'Feier geschott an onschëlleg Ziviliste ginn tout simplement an den Doud gedriwwen. Well och wa schonn eng 300.000 Palästinenser aus Rafah geflücht sinn, bleiwen der awer nach Honnertdausenden do, well et einfach keng sécher Gebidder méi dohanne gëtt.

Den internationalen Drock op Israel wiisst an en Deel vun der internationaler Communautéit reagéiert och direkt. D'USA hunn op en Neits un Israel appelléiert, d'Offensiv op Rafah ofzebriechen an annoncéiert, Offensivwaffeliwwerungen un Israel ze stoppen. D'Studenteprotester sinn och scho genannt ginn, op der Sciences Po zu Paräis, op der Columbia University zu

New York, op der Freie Universität Berlin an op sëllegen aneren Unie mobiliséiere sech Dausende Studente géint de Krich.

An d'Tierkei, wat bis elo deen nooste muslimesche Partner vun Israel war, huet ugekënnegt, den Handel mat Israel ze stoppen, a se huet un d'USA an d'EU appelléiert, méi Drock op Israel ze maachen, fir déi proposéiert Wafferou ze akzeptéieren. An Ägypten ënnerstëtzt elo Südafrika bei senger Genozidklo beim Internationale Geriichtshaff, och wann dës Initiativ inkohärent wierkt, wann Ägypte gläichzäiteg seng Grenzen zum Palästinensergebitt zouhält.

A wéi gesäit dann elo déi europäesch Reaktioun dorobber aus? Ma beim Vott vun der Resolutioun fir d'Ënnerstëtzung vum palästinenseschen Antrag op eng Memberschaft bei der UNO huet Lëtzebuerg zwar derfir gestëmmt, mee och zwee EU-Länner hunn dergéint gestëmmt an eelef EU-Länner hu sech enthalen.

A wann een déi spuenesch Press e bësse suivéiert, do huet „El País" rapportéiert, dass eng Grupp vun EU-Länner mat Irland, Malta a Slowenien – den Här Cruchten huet et och genannt – elo, ugefouert vu Spuenien, wëllt den 21. Mee de palästinensesche Staat unilateral unerkennen.

Mat esou Aktiounen, muss ech Iech soen, spane mer d'Kar virun den Ochs! Nee, et gesäit een, alles europäesch: Et gesäit alles duerjerneen aus, onkoordinéiert an onentschloss! Do muss eng gemeinsam Haltung kommen an net eenzel Aktioune just fir d'politescht Gutdünken.

Dat muss sech elo awer änneren. A mir mussen eis Demanden u béid Krichsparteien elo richteg formuléieren, fir eng direkt Wafferou ze erreechen. Den Hamas muss all d'israeelesch Geisele fräiloossen. Israel däerf op kee Fall Rafah iwwerrennen, well d'Recht op Selbstverdeedegung bedeit, laut Vëlkerrecht Artikel 51 aus der UN-Charta, eng Attack ofzewieren, awer net déi Vergeltung, déi elo do amgaang ass, gemaach ze ginn. An all Kanal fir iwwerliewenswichteg humanitär Hëllef muss opgemaach ginn a vun Hamas a vun Israel verschount bleiwen. A véiertens: Déi illegal Kolonisatioun vun der Westbänk muss ophalen, wann déi israeelesch Regierung wierklech u Fridden an Deeskalatioun interesséiert ass.

Dëst si véier essenziell Konditiounen, déi d'CSV gesäit, fir de Wee zréck un de Verhandlungsdësch ze fannen. An dëst sollen awer och eis Konditioune sinn, fir eng weider politesch a wirtschaftlech Kooperatioun tëschent der EU an Israel. An dëst sinn och d'Viraussetzunge fir eng definitiv Zweestaateléisung, déi laangfristeg Fridde bréngе kéint.

Ofschléisse wëll ech, Dir Dammen an Dir Hären, mat engem Zitat vum Mahatma Gandhi: „Le silence devient lâcheté lorsque l'occasion exige de dire toute la vérité et d'agir en conséquence." À méditer, Mesdames et Messieurs.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Muer ginn et 76 Joer, datt de Staat Israel gegrënnt gouf, an zënterhier kënnt dat Land net zur Rou. Ech erënneren hei un de Sechsdeegkrich vun 1967, de Jom-Kippur-Krich vun 1973, eng ganz Rei Attacken dertëschent, terroristesch Attacken, an dann natierlech elo de leschte 7. Oktober déi terroristesch Attack vun Hamas.

Jiddefalls, no där Attack ass de Konflikt nach vill méi grouss ginn. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen! Et ass hei schonn ënnerstrach ginn: Selbstverständlech muss een dem Land Israel e Selbstverteidegungsrecht zouerkennen, esou wéi dat jo och am Artikel 51 vun der UN-Charta festgehale ginn ass. Bis elo sinn eng ronn 35.000 Leit an der Gazasträif gestuerwen, an net méi spéit wéi de Moie konnt een och nach an der Press liesen, datt den OCHA u sech dervun ausgeet, datt leider nach Dausende vu Leit do ënnert den Trümmer wäerte leien.

D'Situatioun ass extreem dramatesch, besonnesch déi medezinnesch Versuergung ass op engem Punkt ukomm, wéi mir eis et emol net kënnen an deene schlëmmsten Dreem virstellen.

Et ass evident, datt e Land, wat attackéiert gëtt, sech och muss verteidege kënnen. An trotzdeem muss een an engem gewëssene Moment d'Fro stellen, ob dat an dësem Fall net disproportional ass. Jiddefalls, d'Attack elo op d'Stad Rafah an och déi geplangte Buedemoffensiv hu fir ganz grouss international Kritick gesuergt. Souguer d'USA, déi jo am Fong geholl bis elo nach ëmmer dee gréisste Verbündete vun Israel waren, hu gewarnt virun enger Buedemoffensiv an hunn och an Aussiicht gestallt, datt keng Bomme méi géifen un Israel geliwwert ginn. Dat ass en däitlecht, e ganz kloert Signal!

Datt elo – an dat sinn och nei Chifferen – 450.000 Leit vun Israel opgefuerdert goufen, d'Stad Rafah ze verloossen, och dat ass e Virgang, dee muss hannerfrot ginn. Si solle sech an d'Al-Mawasi-Lager zréckzéien. Jiddefalls huet den Här Netanjahu schonn ugekënnegt, datt esou oder esou géif d'Stad Rafah attackéiert ginn, ob d'Geisele fräikéimen oder net. Eppes ass evident: Israel ass hei amgaang, de Konflikt ze verschäerfen. Israel riskéiert awer och, sech duerch déi Virgoensweis international ëmmer méi ze isoléieren. Duerfir ass awer zumindestens d'Fro ze stellen, ob hir Virgoensweis nach kompatibel ass mam internationale Vëlkerrecht.

D'humanitär Hëllef ass ouni Zweifel méi wéi urgent. Et ass eng reegelrecht Hongersnout am Norde vun der Gazasträif entstanen, an hei beruffen ech mech och op e Bericht vun der Direktesch vun dem UNO-Welternärungsfong, déi ganz kloer seet, datt d'Situatioun extreem, extreem dramatesch ass. Duerfir ass et och ze begréissen, datt déi europäesch Kooperatiounsministere jo elo decidéiert hunn, iwwert d'UNRWA am Fong nach méi Hëllef ze leeschten. Ech wëll dann och drop hiweisen, vu datt jo zu der UNRWA elo awer eng Rei Diskussiounen opkomm waren, datt e Rapport erauskomm ass vun der fréierer franséischer Ausseministesch, der Catherine Colonna, dee ganz kloer seet, et géife keng Beweiser virleie fir d'Uschëllegungen, soudatt een also elo nëmme kann ënnerstëtzen, datt am Fong d'UNRWA d'Aarbecht erëm voll ophëlt, an och déi Demokratesch Partei steet do ganz derhannert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech immens ze bedaueren ass, ass, datt elo eng gewësse Well vun Antisemitismus sech iwwert d'Welt breetmécht – et ass virdru schonn hei gesot ginn –, a verschiddenen Universitéiten, sief dat an den USA, sief dat an Däitschland, an dat ass extreem geféierlech. An ech wëll awer hei och soen: Kritick un der israeelescher Regierung muss erlaabt sinn, ouni datt een awer gläichzäiteg dowéinst als Antisemitt duergestallt gëtt. Esou einfach kann et awer och net sinn!

D'Fro ass natierlech: Wéi kann endlech eng dauerhaft Léisung an deem Konflikt hei fonnt ginn? D'Viraussetzung ass natierlech en direkten definitive Waffestëllstand, d'Fräiloossung vun de Geiselen an natierlech och humanitär Hëllef. Dann natierlech, hu mer alleguerten hei, net gëschter an net virgëschter, mee scho laang, derfir plädéiert, datt endlech déi Zweestaateléisung soll kommen. Jo, am Prinzipp ass dat richteg. Mee an der Praxis ass dat guer net esou einfach. Well da musse mer emol diskutéieren: Wat stellt de Staat Israel duer? Wat géif en duerstellen? Wou sinn d'Grenzen? Ginn déi vun 1967 geholl? Ginn déi vun 1948 geholl? Dat sinn natierlech alles keng einfach Diskussiounen. Da muss een natierlech och op déi Siidlungspolitick vun Israel hiweisen, déi all déi Joerzéngten do gemaach gouf.

Eppes ass ganz kloer: Ouni Awierkung vu baussen dierft hei keen dauerhafte Fridden entstoen. Hei sinn natierlech an éischter Linn d'USA gefuerdert, mee awer och Länner wéi de Katar an Ägypte mussen hei eng ganz wichteg Roll spillen. Mir begréissen och, datt de Moment aktuell, jo, Friddensverhandlung ass vläicht ee grousst Wuert, mee zumindest Initiative lafen zu Kairo, fir am Fong dann d'Situatioun endlech an de Gréff ze kréien. Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Loft fir Israel gëtt och méi dënn. Et ass virdru schonn hei higewise ginn op déi Resolutioun, déi elo an der Vollversammlung vun der UNO geholl ginn ass, mat der Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, fir de Beobachtungsstatut vu Palästina nach auszeweiten. Dat fënnt natierlech och eis Ënnerstëtzung.

Jiddefalls, als Konklusioun muss ee soen: Et ass extreem schwéier, sech hei wierklech op déi eng oder déi aner Säit festzeleeën! Eis Positioun ass ganz kloer: Esou schnell wéi méiglech mussen hei Friddensverhandlunge gefouert ginn!

Ech hunn och an deem Sënn, wéi gesot, eng Resolutioun hei preparéiert. Ech weess net, Här President, däerf ech kuerz drop agoen?

(Assentiment par la présidence)

Dat ass léif. Just ganz schnell dann awer.

Wéi gesot, datt mer an där Resolutioun zréckbehalen, datt mer déi Pourparleren, déi de Moment zu Kairo lafen, voll wäerten ënnerstëtzen. Mir wëllen awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen, ech hunn et virdru gesot: De Staat Israel besteet muer 76 Joer. Mir wëllen awer nach eng Kéier hei ganz kloer soen, datt Israel selbstverständlech och en Droit d'existence als Staat huet!

Dann awer och, datt déi militäresch Offensiv vu Rafah onbedéngt muss gestoppt ginn!

D'Aide humanitaire ass nach wie vor eng vun deene gréissten Erausfuerderungen. Mir begréissen och, datt Lëtzebuerg sech aktiv dorunner bedeelegt.

An dann awer zum Schluss natierlech erëm eng Kéier drop hiweisen, datt eeben d'Zweestaateléisung onbedéngt muss an d'A gefaasst ginn, datt dorobber muss higeschafft ginn.

A schlussendlech, datt awer och déi Kolonialisatiounspolitick vun Israel an där Form esou net méi kann akzeptéiert ginn.

Ech hu bis elo hei op där Resolutioun fënnef Ënnerschrëften. D'Kolleege vun der ADR, do weess ech et net, si wäerte sech nach derzou äusseren. Dir hutt se jo och matgedeelt krut. A soss, mengen ech, huet jiddwereen heibanne se ënnerschriwwen, wat engem natierlech perséinlech Freed mécht. Ech wier och frou, wa mer déi awer vläicht eestëmmeg kéinten hei zréckbehalen, fir datt mer e kloert Signal als Lëtzebuerger Chamber géifen no bausse weisen, wou all déi ganz Problematik bis an dee leschten Detail opgeläscht gëtt a wou mer eng kloer Positioun huelen, datt et eis wierklech an éischter Linn ëm de Fridde geet. An, Här Kartheiser, Dir sot jo och esou oft, Dir

wiert fir de Fridden, dann hoffen ech, datt Der elo och fir de Fridde sidd an déi hei Affär dann och zumindestens mat ënnerstëtzt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas, ech wier frou, wann Der mer se kéint ginn, wann Der se wëllt deposéieren.

(Hilarité)

M. Gusty Graas (DP) | Wannechgelift.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– rappelant sa motion au sujet d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, adoptée à l'unanimité en séance plénière le 16 janvier 2024 ;

– considérant que l'Assemblée générale des Nations unies adopta, le 10 mai 2024, une résolution en faveur de l'admission de l'État de Palestine à l'ONU par une majorité absolue, y compris par la voix du Luxembourg, et rehaussa son statut d'Observateur permanent ;

– considérant que le département d'État des États-Unis critiqua, dans son rapport du 10 mai 2024, Israël au sujet du manque de protection de la population civile dans la bande de Gaza ;

– constatant que la guerre déclarée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit au moins 34.900 morts dans la bande de Gaza ;

– saluant les contributions en aide humanitaire d'urgence fournie par le Grand-Duché de Luxembourg dans la bande de Gaza et dans la région ;

– condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle environ 1.200 personnes furent tuées et environ 250 personnes furent prises en otage ;

– soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 conduisit à la libération de 105 otages par le Hamas ;

– notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;

– rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël dans un environnement géopolitique difficile ;

– affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États basée sur la négociation des parties concernées, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

– considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,

– demande aux parties au conflit à participer de manière constructive aux pourparlers au Caire, sous la médiation de l'Égypte et du Qatar, afin de parvenir à un accord en vue d'un cessez-le-feu immédiat et de la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;

– demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël et de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique ;

– demande instamment au Gouvernement d'Israël de ne pas poursuivre l'offensive militaire à Rafah, terre d'accueil de centaines de milliers de réfugiés palestiniens ;

– persiste dans sa demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;

– soutient la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;

– s'engage en faveur de contributions par le Luxembourg à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;

– maintient son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix équitable au Proche-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;

– réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation du Gouvernement israélien ainsi que des attaques sur le territoire d'Israël et soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique.

(s.) Gusty Graas, François Bausch, Yves Cruchten, Christophe Hansen, Ben Polidori, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem. Merci, Här Graas. Esou, an dann ass d'Wuert fir den Här Kartheiser. Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'LSAP, un den Här Cruchten, dee ganz emotional – an zu Recht, mengen ech – Wierder fonnt huet, fir déi ganz Dramatik am Noen Osten ze beschreiwen. Déi Situatioun, déi mer elo hunn, ass eng, déi eis soll warnen, well mir haten hei e Konflikt, vun deem mer geduecht haten – och well an deene leschte Joren näischt méi war –, datt e sech vläicht berouegt hätt, obscho keng Friddens-, keng Verhandlungsléisung virlouch. A mir hunn eis do geiert! An dat soll eis weisen, wéi wichteg et ass, wa mer esou Situatiounen an der Welt hunn, wou esou Konflikter praktesch ongeléist do leien, datt mer eis ëmmer mussen druginn, fir ze probéieren, do Léisungen ze fannen.

De 7. Oktober 2023 gouf vun der Hamas e fuerchtbare Massaker ugeriicht, deen ee wierklech net schaarf genuch ka verurteelen. D'Recht vun Israel, fir sech ze wieren an ze verdeedegen, besonnesch no esou engem brutalen an terroristeschen Akt, muss onëmstridde sinn an et muss alles gemaach ginn, fir d'Geiselen ze befreien an hoffentlech lieweg a gesond nees heemzebréngen. An där Hisiicht kann de Staat Israel sech onageschränkt op eis voll Solidaritéit verloossen.

Dat Recht op Selbstverdeedegung muss awer am Aklang mam humanitäre Krichsrecht stoen. An dat, mengen ech – et ass vu ville Leit schonn opgeworf ginn –, dat ass hei problematesch. Mir wëssen, datt op där enger Säit d'israeelesch Arméi ganz grouss Efforte mécht, fir zivill Affer ze verhënneren. Mir gesinn awer och, datt dat net ëmmer de Fall ass an och net ëmmer fonctionéiert.

Dee ganzen Opwand, dee bedriwwe gëtt, huet net verhënnert, datt eng inakzeptabel héich Zuel un Zivilisten am Laf vun deene militäreschen Operatioune gestuerwe sinn oder soss zu Schued koumen. Zum Deel léisst sech déi dramatesch Entwécklung duerch d'Aktiounen an d'Perfidie vun der Hamas erklären, awer och d'Verantwortung vun Israel léisst sech net leegnen. Ech wëll just drun erënneren, datt d'Hamas och Installatiounen ënner Klinicken hat, Munitiounslageren a Schoulen an och déi eege Leit ugeschoss huet, wa se sech, géint d'Instruktioune vun der Hamas, vum Norden an de Süde vun der Gazasträif wollte retten.

D'ADR versteet, datt Israel déi militäresch Infrastruktur vun der Hamas an der Gazasträif wëllt zerstéieren, seet awer och, datt déi Ideologie, déi d'Hamas dréit, sech net duerch esou eng Aktioun eliminéiere léisst. Material a Strukture kann ee militäresch zerstéieren, den Haass awer net! Déi laangfristeg Léisung vum Konflikt läit also net an där Operatioun, déi Israel elo féiert. Si kann eng Verhandlungsléisung net ersetzen. Gaza brauch e politesche Projet an eng ekonomesch Perspektiv fir seng Zukunft.

Déi ganz schwéier Situatioun an der Gazasträif ass hei schonn thematiséiert ginn. Si muss eis jiddefalls derzou motivéieren, eis un enger méiglechst generéiser humanitärer Hëllef fir déi betraffe Populatioun ze bedeelegen, an dat gëllt selbstverständlech och fir all aner Staaten inklusiv d'Nopeschland Ägypten.

D'ADR warnt och virun enger Ausbreedung vum Konflikt an enger méi grousser Destabiliséierung am Noen Osten. Déi Attack vun Israel géint d'iranescht Konsulat zu Damaskus an déi iranesch Riposte hu gewisen, wéi séier dat ka geschéien. An enger Welt, déi leider schonn an héijem Mooss vum Krich gezeechent ass, sinn esou Entwécklunge besonnesch geféierlech a mussen onbedéngt verhënnert ginn!

D'ADR stellt fest, datt den Internationale Geriichtshaff zu Den Haag am Kontext vun där Klo vu Südafrika Israel eng Rei Oplagen am Kontext vu senger Operatioun am Gaza ginn huet a sech erwaart, datt Israel déi Oplagen anhält. D'Kredibilitéit an d'Autoritéit vum Internationale Geriichtshaff däerfen net a Fro gestallt ginn. Och d'International Criminal Court däerf net an hirer Aarbecht behënnert ginn oder ënner Drock gesat ginn. Mir hu gesinn an deene leschte Wochen, datt souwuel vun amerikanescher Säit wéi och vun israeelescher Säit probéiert gouf, d'Aarbecht vun deem Geriicht ze behënneren.

D'ADR ënnerstëtzt all Verhandlungsefforten, déi gemaach ginn, fir e Waffestëllstand ze erreechen an d'Geiselen ze befreien. Si seet all deene Staate Merci, déi hir gutt Déngschter ubidden, fir d'Situatioun am Noen Osten ze entschäerfen. Si erwaart sech vun der UNO a vun der Europäescher Unioun e staarken Engagement, fir e Waffestëllstand esou séier wéi méiglech ze facilitéieren.

D'Roll vun der UNRWA ass awer ze iwwerpréiwen – mir haten e puermol schonn heiriwwer geschwat –, an dat, wat an der UNRWA geschitt ass de 7. Oktober, muss och laangfristeg Konsequenze bréngen.

Eng eventuell Unerkennung vum Staat Palästina zu dësem Abléck ass net opportun. D'Terrorattack vum 7. Oktober däerf net indirekt zu engem politeschen Erfolleg féieren. E Staat Palästina muss all Dispositioune vum internationale Recht erfëllen, ier e kann unerkannt ginn, zum Beispill: eng kloer Definitioun vum Staatsvollek, eng kloer Delimitatioun vu sengem Territoire, eng erkennbar a legitiméiert Staatsautoritéit, an d'Fakultéit, mat anere Staate Bezéiungen ze fleegen – an dat heescht konkreet: d'Unerkennung vum Staat Israel.

Loosst mech zum Schluss nach soen, datt déi aktuell Evenementer am Noen Oste kee Virwand fir antisemitesch Aktivitéiten däerfen duerstellen! D'ADR verurteelt och all Versuch, fir Kënschtler an aner Privatleit wéinst hirer Nationalitéit oder den Aktivitéite vun hirer Regierung ze diskriminéieren.

Mir soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert elo fir den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci der LSAP, dass si

déi Debatt haut ugefrot hunn. Ech mengen, et ass e richtege Moment, fir dat ze maachen. An ech mengen, ech kommen net derlaanscht, wéi jiddwereen, dee scho viru mer geschwat huet, natierlech drun ze erënneren, datt de 7. Oktober e grujelegt Attentat geschitt ass an Israel, wou d'Hamas mat bestialesche Methode virgaangen ass. An dat ass natierlech ze verurteelen. Dat ass och eestëmmeg gemaach ginn, virun allem, géif ech emol soen, eestëmmeg an allen demokratesche Länner. An dat ass och gutt esou.

A jo, et gëtt och selbstverständlech d'Recht fir Israel, wéi iwwregens awer och fir aner Staaten, op Selbstverteidegung. Duerfir muss dat Recht och garantéiert sinn.

Mee haut, méi wéi siwe Méint méi spéit, huet dat, wat an der Gazasträif geschitt, a mengen Aen net méi ganz vill mat Recht op Selbstverteidegung ze dinn, well déi Attacken op Gaza, wou d'Zivillbevëlkerung enorm drënner leit an Dausenden Opfer ze bekloen huet, déi spillt am Endeffekt souwisou der Hamas an d'Gräpp. Do brauche mer eis näischt virzemaachen.

Dee ganze Misär fir déi palästinensesch Zivillbevëlkerung provozéiert neien Haass an nei Roserei. An dat si keng gutt Viraussetzungen, fir eng friddlech Léisung ze kréien. De Risiko ass esou ganz grouss vun engem Flächebrand am Mëttleren Orient. Deen hätt fatal Konsequenze fir déi ganz Welt. Ech mengen, mir hunn nëmmen zu engem kuerze Moment gesinn opflackeren, wéi riskant et ass tëschent dem Iran an Israel. A glécklecherweis konnt dat agedämmt ginn. Mee mir gesinn un deem Beispill, wat fir eng Risiken datt mer droen. An ech wëll mer net ausdenken, wat dat géif bedeiten.

Dat aktuellt Virgoe vun Israel an der Gazasträif ass net ze rechtfertegen a ganz sécherlech keng Léisung fir de Fridden an der Regioun, weeder kuerz-, nach mëttel-, nach laangfristeg. D'USA halen et souguer fir méiglech, dass vun Israel mat Waffen, déi vun hinnen zur Verfügung gestallt gi sinn, an der Gazasträif Verstéiss géint d'Vëlkerrecht geschitt kënne sinn. Et géif Hiweiser ginn, esou d'Vereenegt Staaten, dass Israel Waffen an enger Aart a Weis agesat hätt, déi dem humanitäre Vëlkerrecht géife widderspriechen.

Deementspriechend geet och den amerikanesche President an déi amerikanesch Regierung ëmmer méi op Distanz zu deem, wat Israel an der Gazasträif mécht. A jo, et kann an et däerf net sinn, datt op där enger Säit d'Existenzrecht vun Israel a Fro gestallt gëtt, mee genausou hunn d'Palästinenser d'Recht op en eegene Staat. An dat ass et och, firwat mer se mussen ënnerstëtzen: fir datt se eng Kéier en eegene Staat kréien.

Dat militäresch mënschenonwierdegt Virgoen an der Gazasträif, dat muss en Enn kréien – aus humanitäre Grënn, mee och well eng Léisung vum Konflikt doduerjer all Dag méi wäit ewech vun eis kënnt.

Och d'UNO huet an enger rezenter Resolutioun de Palästinenser nei Rechter ginn oder hir Rechter gestäerkt. D'UNO-Resolutioun huet de Palästinenser zwar kee reguläert Stëmmrecht ginn, mee hinnen awer e Recht ginn, un de Vollversammlungen deelzehuelen. An zudeem huet dat Gremium, wou 193 Memberstaaten dra sinn, awer och dem Weltsécherheetsrot nogeluecht ze préiwen, fir datt eng voll Memberschaft vu Palästina soll esou séier wéi méiglech kommen.

Fir eis ass et kloer: Sou laang wéi mer net dem palästinensesche Vollek en eegent Recht op en eegene Staat unerkennen, sou laang wäert et kee Fridden an där Regioun do ginn.

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir verlaangen natierlech déi direkt Fräiloossung vun allen israeelesche Geiselen an de Stopp vun allen Hostilitéite géint Israel. Mir verlaangen awer och genausou, datt de Stopp kënnt par rapport zu dem Virgoen an dem Gazasträif selwer, an op alle Fall, op kee Fall méi weiderzefueren, fir ze versichen, d'Stad Rafah ze attackéieren a se – et muss een et esou soen, wéi et ass – herno dem Äerdbuedem gläichzemaachen.

Mir verlaangen awer och genausou déi direkt Unerkennung vun engem palästinensesche Staat. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Motioun, déi d'sozialistesch Kolleegen erabruecht hunn. Duerfir hu mer déi och mat ënnerschriwwen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Regierung sech endlech soll kloer an direkt derfir ausschwätzen. A mir hoffen och, datt d'Chamber esou en Zeeche setzt. Et geet an eisen Aen nämlech net duer, ëmmer ze soen, et wär ee fir de Fridden an et géif ee mat jiddderengem schwätzen. Et muss een och soen, wat ee konkreet bereet ass, ze maachen, fir e politesche Prozess am Gaza ze kréien, deen en dauerhafte Fridden am Noen Oste kann erméiglechen.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng) | Well soss riskéiert erëm, dat ze geschéien, wat schonn 2002 bei der deemoleger israeelescher Konterterrorismusoperatioun „Defensive Shield" geschitt ass. Och deemools hunn d'Israeelien hiert Zil net erreecht, fir sech dauerhaft géint den Terrorismus ofzesécheren – am Géigendeel. D'Schwächung vun der palästinenser Autoritéit vum Jassir Arafat deemools huet letztendlech zu deem Machtvakuum gefouert, vun deem säithier d'Hamas konnt massiv profitéieren. Dat heescht, déi selwecht Hamas, déi de 7. Oktober esou brutal attackéiert huet.

D'Konfliktparteien an déi international Communautéit stinn haut méi wéi jee an der Verantwortung, fir nei Weeër ze fanne fir en dauerhafte Fridden. Mee duerfir brauch een awer och konsequent Schrëtt a kloer politesch Signaler.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächste Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol villmools merci dem Här Cruchten fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn.

Säit der leschter Debatt an der Chamber huet sech d'Situatioun ronderëm d'Gazasträif weiderhi verschlechtert. D'Piraten bleiwen derbäi: Dat, wat am Oktober zejoert geschitt ass, ass net ze verharmlosen an Israel huet kloert d'Recht, fir géint déi Terroriste virzegoen. Mënsche sinn ëmbruecht, zerstéckelt, vergewaltegt ginn a goufen hire Famillje fortgerappt. Kee vun hinnen oder hire Familljen huet dat Schicksal verdéngt an näischt rechtfertegt dës onmënschlech Doten.

Mir Piraten fuerderen och weiderhin, datt d'Geiselen all op béide Säite fräigelooss ginn, respektiv hir Kierper hire Familljen iwwergi ginn, fir datt dës Gewëssheet kréien, wat op d'manst mat hire Léifste geschitt ass a si deementspriechend och kënnen Äddi soen. Mir mussen hei awer och ganz kloer soen, datt d'Recht op Selbstverteidegung net heescht, datt net muss no de Konsequenze gekuckt ginn. Et kann net sinn, datt hei d'Gesetz vum Stäerkste gëllt.

Kloer fir eis Piraten ass och: D'Hamas ass net Palästina. D'Zivillbevëlkerung a Gaza ass net de Feind an dierf net als Feind consideréiert ginn. Am Gaza sinn et d'Zivilisten, déi sech net kënnen a Sécherheet bréngen, well et kee Wee eraus gëtt, a se och kengem traue kënnen, déi, déi mengen, e Wee do ze fannen.

Et kann een Zweifel un den Zuelen hunn, déi d'Hamas a punkto Doudesaffer publizéiert, mee sécher ass: Et ass e Multipel vun deem, wat Israel am Oktober huet misse verkraaften. Fir weider Affer ze verhënneren, mussen d'Hamas an d'israeelesch Regierung un de Verhandlungsdësch. An et muss endlech e Waffestëllstand ginn, wat net heescht, datt d'Hamas net weider verfollegt sollt ginn. An et muss weider un enger Geiselfräiloossung geschafft ginn.

Datt dës Verhandlungen endlech op e gutt Enn kommen, läit awer virun allem an den Hänn vun den USA an dem Katar. Den US-President interpelléiert ëmmer erëm, mee mécht oft méi eidel Droungen, wéi datt e wierklech iergendeppes bewierkt – och wann elo, wéi elo scho vum Här Cruchten gesot gouf, e Waffeliwwerungsstopp entscheet ginn ass. D'USA muss rout Linne setzen. A wann d'israeelesch Regierung dës iwwerschreit, da mussen et vun den Alliéierten deementspriechend och Konsequenze ginn. Israel muss awer virun allem international Organisatiounen an hir Mataarbechter respektéieren an déi och schützen, well ouni si verhongeren a stierwen a Gaza weider Fraen, Männer a Kanner.

Esou kënne mir Piraten dat net guttheeschen, datt d'israeelesch Regierung d'Uerdere vun Den Haag, fir humanitär Korridoren opzeloossen, net respektéiert. D'lescht Woch eréischt stoungen Honnerte Camionen erëm virun zouene Grenzen, a mëttlerweil sinn et méi wéi 200 Fräiwëlleger aus aller Welt, déi do schonn hiert Liewe gelooss hunn. Esou och zum Beispill Fräiwëlleger vu World Central Kitchen, deenen hiren Doud nach ëmmer net opgekläert ginn ass. D'UN-Agence fir palästinensesch Flüchtlingen ass attackéiert ginn. Och dat ass net akzeptabel.

D'israeelesch Regierung muss fir de Schutz vun dëse Leit suergen, eppes, wat se am Moment awer iwwerhaapt net mécht an domat och d'Liewe vun alleguerten de Geiselen op d'Spill setzt.

Här President, mir Piraten hunn eis nach ëmmer fir eng Zweestaateléisung ausgeschwat an dëser Positioun bleiwe mir och weiderhin trei. D'Grenze vun 1967 musse laangfristeg hiergestallt ginn. Dofir brauch een natierlech och en demokratesch gewielten Uspriechpartner, deen d'Mënscherechter respektéiert, sou wéi mer deen op der palästinensescher Säit am Moment nach net hunn. Mee et brauch een awer och eng israeelesch Regierung, déi hir alliéiert international Organisatiounen a virun allem och d'Mënscherechter respektéiert.

Um Enn kënne mir Piraten hei nëmmen nach eng Kéier appelléieren: Et muss ee Verständnis an Empathie a sengem Kapp an a sengem Häerz fir béid Säiten hunn, dëst fir Israel a fir déi palestinensesch Zivillbevëlkerung am Gaza.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann ass elo d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci natierlech och der LSAP an dem Här Cruchten fir dës Heure d'actualité, déi wichteg ass.

Wouréms geet et? Et geet jo, a mir sinn eis all eens, doréms – egal wéi duerno iergendeng Kéier esou séier wéi méiglech, hoffe mer all, eng Léisung fonnt gëtt –, datt all déi Mënschen, déi an der Géigend liewen, dat heescht, innerhalb vun de Grenze vum Staat

Israel an innerhalb vun de Grenze vu Palästina vun 1967, dat heescht, Cisjordanien, Gaza an natierlech och Ostjerusalem, ob se Judde sinn, ob se Araber sinn, ob Muslimen oder Chrëschten, ob se Armeenier sinn, ob se Druse sinn, kënnen do liewen, do bleiwen, do fortgoen oder erëm zréckkommen, awanderen, wéi an engem normale Staat, datt se sech géigesäiteg kënne respektéieren, datt jiddereen esou ka liewen, wéi e wëll, seng Relioun ausüben, wéi e wëll – wann en eng Relioun wëll ausüben. An dat wäert warscheinlech nëmme funktionéieren, wa mer friddlech Verhältnisser hunn. An eng vun de Léisungen, eng vun de plausibelste Léisungen, ass natierlech déi Zweestaateléisung. Et ass warscheinlech och net déi eenzeg.

Et kann een och natierlech nach dreemen. Et kéint ee sech och nach virstellen, wéi dat och op ville Säiten, innerhalb vun Israel wéi och vu Palästina gefuerdert gëtt, datt een iergendeng Kéier vläicht och zesummewiisst an zesummelieft, well een zesummegehéiert, innerhalb vun engem konfederale System, dee mir hei souwisou net wäerten definéieren, mee deen nëmmen déi Leit definéiere kënnen, déi do liewen.

Wat och wichteg wäert sinn, dat ass, datt ee Liewensverhältnisser huet, sou egalitär wéi méiglech, déi verhënneren, datt een duerno Beweegungen huet, déi rietsextrem si wéi dem Netanjahu seng an aner Beweegungen, genausou wéi reaktionär a geféierlech Beweegungen a Palästina wéi d'Hamas, déi sech duerno och duerch ondemokratesch Putschen un der Muecht halen. An dat géif dann och esou Massakere wéi de 7. Oktober verhënneren – oder de Massaker, deen elo amgaangen ass ze geschéien am Gazasträifen.

Et gëtt och nach aner Geforen, d'ailleurs och doriwwer muss ee vläicht diskutéieren. Eng vun de gréisste Gefore fir d'Hamas ass u sech awer och e Prisonéier, deen am Prisong sëtzt, dat ass den Här Marwan Barghuthi, deen u sech „de palästinenseschen Nelson Mandela" genannt gëtt, deen eng ganz grouss Autoritéit huet a Palästina, deen eeëmoleg an der Fatah war, deen d'Fatah och verlooss huet, ënner anerem, well en net d'accord ass mam korrupte System vun der Fatah an och well e mat der Linn net méi averstanen ass. Wann deen erauskéim a wann deen eng politesch Roll kéint spillen, dann hätt d'Hamas et ganz schwéier an dann hätt awer och Israel e seriösen Diskussiounspartner an allen Hisiichten, seriös fir Israel a seriös fir déi palästinensesch Bevëlkerung.

Et muss een och doriwwer diskutéieren ... Wësst Der, do ass déi grouss Diskussioun: Ass et e Genozid? Ass et kee Genozid? Wann een engersäits dat Wuert ewechléisst ... Mir hu Fakten, déi do sinn: am Gazasträifen tëschent 34.000, vläicht 40.000 Zivilisten, déi gestuerwe sinn, 15.000 Kanner. Et ass vu menge Virriedner alles schonn opgezielt ginn. Et kann ee soen, da jugéiere mer unhand vun de Fakten, egal wéi mer et nennen.

Allerdéngs ass et e bësse méi komplizéiert, well et awer trotzdeem en Droit international gëtt. An d'Cour huet jo gesot, datt et e Risque de génocide gëtt an dat verflicht u sech all d'Länner, déi och déi Konventioun géint de Genozid ratifizéiert hunn, dorënner Lëtzebuerg a quasi all Land op der Welt, alles ze maachen, fir och deem virzebeugen – well et ass jo och dat: fir virzebeugen, datt et net zu engem Genozid kënnt, wann e Risiko do ass. An do ass de Problem, datt do a Wierklechkeet nach net vill geschitt.

Do muss enquêtéiert ginn an duerno mussen och Sanktioune kënnen decidéiert ginn, mee Sanktioune misste vläicht och elo geholl ginn. An ech géif och nach ënnersträichen: Et muss een och vu Crimes de guerre schwätzen, Crimes de guerre op alle Säiten – op alle Säiten! Dat ass e Wuert, wat och vill Leit net wollte benotzen, mee ech mengen, wa mer wëlle seriö virgoen a wa mer wëllen am Kader vum Droit international virgoen, da misst een dat maachen.

Ech wäert herno zum Staat Palästina am Kader vun der Resolutioun an der Motioun schwätzen, well ech mengen, do sinn e puer Saache gesot ginn, déi net ganz stëmmen: D'Grenze si ganz kloer!

An ech wéilt awer och nach eng Kéier soen: Jo, op Maniffen – ech war oft op Maniffen – huet een allerhand Leit, meeschtens, an et kann een net all Eenzelne kontrolléieren. Mee déi Maniffen, déi op den Unien elo stattfannen, e bëssen uechtert d'Welt, et kann een net behaapten, datt dat antisemitesch Manifestatioune sinn, wann ech awer de Gros, wat déi Studente soen, mathéieren, matkréien. Si gi géint Ausbeutungsverhältnesser, géint Kolonialverhältnesser, fir en Zesummeliewe vun de Leit doënnen.

Natierlech gëtt et ëmmer Drecksäck vläicht, déi mengen, et hätt eppes mat engem reliéise Konflikt ze dinn, déi och all d'Schold wëllen op d'Judde schiben. Mee de Gros vun deene Jonken, dee funktionéiert net esou. Dat si ganz fortschrëttlech Leit, dat si Leit, déi hir Meenung ganz offe soen. Dat si Leit, déi wëllen Egalitéit hunn, Egalitéit bei sech doheem an den USA, a Frankräich, an Däitschland, wou och ëmmer, mee och Egalitéit, d'Enn vu Kolonialverhältnesser iwwerall op der Welt, d'Enn vun Ausbeutungsverhältnesser iwwerall op der Welt. A vläicht gi se och dowéinst bekämpft a vläicht gi se och e bëssen dowéinst vu rietse Kräften och bekämpft.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Wagner.

An dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung. Den Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, ech wëll och dem Yves Cruchten Merci soen, dass mer haut dësen Debat kënnen hunn.

Ech hu säit deene leschten Diskussiounen, déi mer hei an dësem héijen Haus haten, ëmmer d'Chance gehat, kënnen och dobaussen ze soen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an dëser Chamber en Text ze hunn, wou och 100 % vun de Leit hannendrustoungen. Gleeft mer, an deene meeschte Länner ass dat net de Fall: Iwwert d'Fro Israel/Palästina gëtt gestridden an et gëtt virun allem och nach politeschen Opportunismus bedriwwen. An dat ass, mengen ech, e Feeler!

Déi Biller, déi mer gesinn, sinn net ze erdroen. Ech hunn deemools, virun engem Mount, gesot, dass dat net als legitimm Defense ze justifiéiere wär. Et ass haut net méi ze justifiéieren. Déi meescht vun Iech hunn et gesot: Et ass Leed op alle Säiten. Et ass Leed op Säite vu Leit, déi am Fong Otagë sinn, well se och net fortkommen, op där enger Säit, an op där anerer Säit richteg Otagen, Israeelien, Famillen, eng iwwer 120 oder 130 Leit, déi nach ëmmer do gefaange sinn.

Mir gesinn, dass déi lescht Zäit all Ustrengung, déi geholl ginn ass, och fir en zweete Waffestëllstand ze kréien, am Fong net gelongen ass. Et ass e puermol probéiert ginn, e puer Initiative sinn awer net gelongen.

Dir hutt et virdru gesot, deen een esou wéi deen aneren, dass d'lescht Woch och e wichtege Vott zu New York war, e wichtege Vott bei der UNO. An ech wëll awer just drun erënneren, well gesot ginn ass: „Dat sinn d'Länner, déi unerkannt hunn", et cetera, et cetera. Et sinn zwou verschidde Saachen. Hei ass et drëms gaangen, fir e Statutt vu Palästina bei der UNO unzeerkennen. An do si mir och der Meenung, dass et wichteg war, andeems d'Motioun, déi och deposéiert ginn ass, deen Text vun de Palästinenser, och eng Referenz op den Text vum Dezember gemaach huet, wou d'Fräiloossung vun den Otagen dra war (veuillez lire: An do si mir och der Meenung, dass et wichteg war, dass d'Resolutioun ES-10/23, déi schlussendlech den 10. Mee mat grousser Majoritéit vun der UN-Vollversammlung adoptéiert gouf, och eng Referenz op den Text vun der Resolutioun ES-10/22 vum 10. Dezember gemaach huet, wou d'Fräiloossung vun den Otagen dra war). Ech hat en Echange mam Ausseminister aus Palästina – et ass e ganz neien do –, wou ech em gesot hunn, fir eis wier et och wichteg, an deem ganze Kontext och vun der Fräiloossung vun den Otagen ze schwätzen. An dat ass och drakomm, wat och erméiglecht huet, dass mir och derfir waren.

Ech wëll awer soen – well hei gëtt gesot, wann een da se unerkennt, da geet dat –: Schweden huet se unerkannt, dat wësst Dir jo alleguerten. Schweden huet sech enthalen d'lescht Woch bei der UNO, just fir ze soen, dass d'Votten net ëmmer esou kloer sinn. An hei gëtt jo och gesot, dass ee gespalten ass. Mee Dir gesitt d'Opportunitéit vun deem engen, vun deem aneren. Ech wëll och net hei kritiséieren ..., ech weess net méi, wie vun Iech, ech mengen, et war den Här Cruchten, d'Zuel vun de Länner zitéiert huet, déi och Palästina unerkannt hunn. Et soll een net vergiessen, dass do eng Rëtsch vu Länner deemools, dat war 1988 ..., dat war Ungarn, dat war Polen, dat war Bulgarien, dat war Rumänien, dat war d'Tschechoslowakei, dat ware Länner deemools, déi no der Ried vum Arafat fir d'Independance am Fong vu Moskau gesot kritt hunn, si solle Palästina unerkennen.

Dat wëll net heeschen, dass dës Regierung net wëll Palästina unerkennen. An ech wäert do zum Schluss och drop agoen. Fir eis ass et wichteg op där enger Säit, dass ee gesäit, dass vu palästinensescher Säit eng Fräiloossung vun de Geiselen ... Dofir, ech insistéieren op deen doten Text. Awer och zum Beispill de President Abbas – an dat hu ganz vill Leit guer net matkritt –, deen huet viru Kuerzem an enger Ried zu Riad virun zwou Wochen eng éischte Kéier ëffentlech am Fong kloer an däitlech d'Attacke vum Hamas condamnéiert, wat och wichteg ass.

Et dierf een ... Den Här Graas huet et gutt resüméiert: Et ass schwéier, fir ze soen: „Ech si pro deen een oder pro deen aneren", wann een am Fong wéi d'Lëtzebuerger Politick och pro Fridden ass. A mir hunn e klore Choix gemaach, ob dat zu New York ass oder och déi lescht Joren. Dat ass dee fir de Fridden an och fir eng Zweestaateléisung. Et hëlleft hei weeder propalästinnesch nach proisraeelesch ze sinn, mee am Fong op e gerechten an och en nohaltege Fridden hinzewierken, an dat geet nëmme mat Palästina a mat Israel zesummen.

D'Sécherheet vun den Zivilisten op alle Säite muss an deem Sënn och déi éischt Prioritéit sinn. Wa mer zum Beispill d'UNRWA ... Et huet och e Kolleeg ..., ech mengen, et war den Här Bausch oder ech weess net méi, wie vun der UNRWA geschwat huet. Fir eis ass et wichteg, dass och weider d'UNRWA ënnerstëtzt gëtt. An elo mat deem Rapport, deen och presentéiert ginn ass ... Den Här Kartheiser seet, et misst nach eng Analys gemaach ginn, mee de Fazit ass awer, dass eng Rëtsch vu Länner schonn decidéiert hunn, elo nees bei der UNRWA matzefinanzéieren. An et wäerten an deenen nächste Stonnen oder Deeg – hunn ech matkritt, well et ass eng Reunioun haut oder muer –, och nach verschidde Länner annoncéieren, dass se awer nees bezuelen.

Mir hunn deemools gesot: „Mir prejugéiere keen." Et ass weeder coupable, dat heescht, dass mer géifen hinnen d'Sue sträichen, nach plus favorable, andeem

mer soen, et wier näischt geschitt an dofir géife mer d'Montanten an d'Luucht setzen. Mir sollen elo déi nächst Deeg a Wochen eis Zäit huelen, fir déi Analys ze maachen iwwert d'UNRWA, an awer och kucken, ob dee Montant, dee mer am Moment der UNRWA ginn, duergeet oder ob een do souguer nach vläicht muss méi maachen. An ech wëll dat am Konsensus hei maachen, och kënnen doriwwer mat Iech ze diskutéieren.

Mir brauchen awer och zu Gaza e Partner, mat deem mer kënne schwätzen. Den Här Wagner ass elo mat Politiker komm. Ech wëll just hei net falsch verstane ginn, wann ech dat dote soen, mee ech weess net, wann haut Wale wären a Palästina, ob net den Hamas um Rudder wär. Dee Risk besteet. Dee Risk besteet! An dowéinst ass et wichteg, dass een déi Leit, déi haut probéieren, déi Transitioun ze schafen – an et ass eng nei Regierung do –, och ënnerstëtzt mat deene Moyenen, déi se hunn. Well den Här Kartheiser an aner Leit hunn et och gesot ... Ech mengen, et war och den Här Bausch oder den Här Graas, déi gesot hunn, dass et wirtschaftlech immens wichteg ass, Palästina ze hëllefen. An och fir den Här Hansen ze zitéieren: Wa mer finanziell net hëllefen, da kollabéiert Palästina ekonomesch an da muss een net iwwerrascht sinn, wann een duerno – an ech zitéieren nach eng Kéier den Här Bausch – am Fong bal d'Leit zum Hamas dréckt. Déi jonk Generatiounen, déi haut dee Krich materliewen, déi riskéiere muer just eng Alternativ ze hu fir de Fridden, an dat ass an hire Käpp dann den Hamas. Dowéinster muss een och op deem dote Punkt gutt oppassen.

Ech sinn dofir der Meenung, dass ee muss wëssen, dass d'Léisung net militäresch wäert sinn. Et muss eng Friddensléisung sinn, wou ee fäerdegbréngt, och mat de Partner do ze diskutéieren. An Dir wësst, meng éischt Net-EU-Rees war an Israel an a Palästina an ech wäert an zwou Wochen nach eng Kéier dohinner fléien, wou ech an Israel an och op Ramallah wäert fueren, fir do mat den Autoritéiten zesummenzekommen.

D'Fro ass elo d'Reconnaissance. Dat ass jo elo eng vun deene grousse Froen, déi haut gestallt gëtt. Ech verstinn den Här Cruchten, ech verstinn den Här Bausch an ech verstinn och den Här Wagner, déi elo soen: „Hei et wier gutt, wann een elo symbolesch haut géif decidéieren, mir géifen do bei där Initiativ matmaachen." Ech géif Iech perséinlech recommandéieren – d'Chamber mécht wat se wëll –, dës Motioun haut zeréckzezéien. Ech soen Iech firwat. Am Moment – Dir hutt et selwer gesot – sinn et dräi oder véier Länner. Et sinn dräi oder véier Länner. Wa mer wëllen déi Reconnaissance maachen, soll et och en Impakt hunn. Dir hutt et selwer gesot: Et sinn 140 Länner an elo rezent nach Schweden 2014. Et hat keen Impakt. Wa mer wierklech wëllen, dass et en Impakt huet, ass et och wichteg, dass ee Länner wéi am Moment Portugal, wéi d'Belsch, wéi aner Länner, déi am Moment hesitéieren, et ze maachen ..., amplaz dräi oder véier Länner an deenen nächsten zwou, dräi Wochen ze hunn, dass mer et fäerdegbréngen, an engem Mount oder an annerhallwem Mount ... Ech ginn Iech gären eng Clause de rendez-vous an zwee Méint hei an dëser Chamber, fir nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren, mee dass de Moment net verpasst gëtt. Fir elo wëllen am Drock eppes ze decidéieren ..., wou mer géifen an zwee oder an dräi Méint kënnen eng Vague wierklech vu siwen, aacht, néng Länner hunn, déi déi Reconnaissance géife maachen.

Dowéinster, wann Der haut dëst net géift zeréckzéien, géif ech wierklech d'Chamber froen, fir net Jo ze stëmmen, well da wiere mer an enger Situatioun, wou mer och net déi Dynamik géife kënne weiderdreiwen, déi mir am Moment selwer hunn, wou mer mat de Spuenier diskutéieren an hinne soen: „Hei, bremst! Well am Moment bréngt Dir et just fäerdeg, dass duerno dräi oder véier Länner et maachen. Ass dat dat, wat Der wëllt?"

D'Chamber ass souverän. Dir musst duerno decidéieren, wat Der fir richteg fannt, mee ech wollt Iech just meng perséinlech Meenung soen, wou ech awer all Dag mat deem Dossier och konfrontéiert sinn a wou et och eng Dynamik gëtt. Ech hunn Iech et virdrun och gesot: Bei deem Text bei der UNO, do waren am Ufank eng Rëtsch vu Länner, déi wollten dergéint stëmmen. Duerch deen Text, dee geännert ginn ass, wou déi Fräiloossung vun de Geiselen dropkomm ass, hunn eng Rëtsch vu Länner sech dunn enthalen oder souguer derfir gestëmmt. Dat hu mir als Lëtzebuerger Diplomatie mat deem engen a mat deem anere fäerdegbruecht.

Ech sinn och gefrot ginn am Ufank, fir den Text ze kosponseren, well déi Like-minded, Spuenien, d'Belsch, Slowenien an Irland et géife maachen. Ech hunn et awer net gemaach, well ech der Meenung sinn, dass een et an deem doten Dossier muss fäerdegbréngen, mat deem enge Partner esou wéi mat deem aneren ze diskutéieren, ouni scho gesot ze kréien: „Ma Dir hutt scho prejugéiert!"

Mir sinn eis hei eens, dass d'Zukunft vu Palästina och d'Zukunft vun Israel ass. Deem enge säi Fridden ass och deem anere säi Fridden. An dowéinster géif ech wierklech froen, fir dass et entweeder zeréckgezu gëtt oder ... Mee ech sinn deen Éischten, deen et gäre mécht. Mais ne ratons pas une occasion, wou mer vläicht eng Dynamik kënne kréien, déi wierklech en Impakt huet, wéi soss vun 140 da vläicht op 144 Länner ze kommen, déi unerkannt hunn, wat bis haut näischt geännert huet.

Dofir, Här President, ech soen Iech Merci fir déi Diskussioun. Déi Resolutioun fir mech ass wichteg, dass een och nach eng Kéier déi Attacke vum Hamas condamnéiert, och d'Responsabilitéit vun där enger oder vun där anerer Säit huet. An ech wëll nach eng Kéier hei widderhuelen: Vergiesst net, dass, wann Der Awunner vun Israel wäert, Der misst Angscht hunn an Iech Froe stelle vun Ärer alldeeglecher Sécherheet. Mir sinn eis däers net bewosst hei zu Lëtzebuerg. A kuckt – ech schwätzen elo vun Israel a Palästina – eng Kéier weltwäit, wéi vill jonk Leit net déi Rou hu moies, wa se opstinn, well se net wëssen, wat am Dag ka geschéien. Ob dat an der Ukrain ass, ob dat a Südkorea ass, well een net weess, wat an Nordkorea ka geschéien, ob dat am Niger ass, ob dat am Mali ass, ob dat am Burkina Faso ass, ob dat an Eritrea ass.

D'Welt huet Konflikter am Moment wéi nach ni – wéi nach ni! An dofir sinn ech der Meenung, dass een heiansdo, och wann ee Loscht hätt spontan, fir dem Här Cruchten Recht ze ginn an et direkt ze maachen, vläicht besser huet ze soen: „Hei, kommt, mir waarden hei nach!" An ech froe lo keng sechs Méint oder ee Joer, mee kommt, mir verpassen net dee Moment, wou mer et vläicht fäerdegbréngen, an zwou oder dräi Wochen oder an engem Mount wierklech eng grouss Etapp ze maachen, an dat wier, eng Zweestaateléisung weiderzedrécken, mee virun allem Fridden – Fridde fir Leit, déi näischt fir de Krich kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci an ech ginn dervun aus, datt d'Diskussioun domadder ofgeschloss ass.

Motion et résolution

Dann hunn ech um Büro eng Motioun leie vum Här Cruchten an eng Resolutioun vum Här Graas.

Motion 1

Mir fänken an der Uerdnung un, wéi se deposéiert ginn ass, dat heescht mat der Motioun vun dem Här Cruchten. Här Cruchten, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dir wëllt zum Schluss schwätzen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Ech fänken u mam Här Wagner, dann den Här Clement, den Här Hansen, den Här Graas, jo. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Zwou Saachen, déi ech och scho wollt soen: Wat d'Grenzen ugeet vun engem potenzielle palästinensesche Staat, et gouf gesot engersäits vum Här Graas, et wier net kloer. Et ass kloer! Et sinn d'Grenze vun 1967, an do gëtt et eng Kloerheet um internationalen Niveau. An dat sinn och déi Grenzen, déi quasi all Land op der Welt esou unerkennt. Ech weess, datt et esou eng Diskussioun gëtt, et wier net sou kloer, mee dat ass net wouer. Dat ass scho relativ kloer. Den Här Kartheiser huet och gesot: „Et gëtt jo eng Partie Krittären, déi mussen erfëllt ginn, fir datt e Staat iwwerhaapt unerkannt ka ginn." Dat ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. Et muss net all Krittär erfëllt ginn, iert e Staat unerkannt gëtt, notamment d'Délimitation territoriale. Dat ass historesch souwisou 1918 geschitt mat Polen. Polen hat nach keng Délimitation territoriale, wéi decidéiert gouf, datt de Staat Pole sollt unerkannt ginn. Et kann ee souguer nach méi wäit zréckgoen: Lëtzebuerg, wou d'Grenzen definitiv ..., also wou de Staat definitiv 1839 – dat offiziellt Joer vun eiser Onofhängegkeet – u sech och decidéiert gouf. Déi definitiv Grenze si fënnef Joer drop decidéiert ginn, 1844. An do huet Lëtzebuerg jo och e bësse verluer, well mer d'Areler Land u sech verluer hunn ënner anerem. Mee dat war och nach net esou kloer.

An et kann een och net soen: „Jo, et muss een eng Autoritéit hunn iwwert ...", well natierlech, d'Autorité palestinienne huet keng Autoritéit éischtens iwwer Gaza, well do de Putsch vun der Hamas war, an zweetens och net iwwer Cisjordanien, well do eng militäresch Occupatioun ass. Dat heescht, et kann een net zu enger Autoritéit elo direkt soen: „Dir musst elo awer d'Autoritéit iwwer Äre ganzen Territoire hunn", obwuel se incapable, matériellement incapable sinn duerch eng Occupation militaire illégale, dat kënnen ze maachen, „an da gitt Der eréischt als Staat unerkannt." Et muss ëmgedréint sinn: Fir d'éischt emol musse se als Staat unerkannt ginn, an duerno hu se och déi Mëttelen, och nom internationale Recht, an da wäerte se och, hoffentlech, kënnen eng Autoritéit hunn.

Duerno: den Zäitpunkt. Jo, den Här Cruchten huet et gesot: Schonn 2014 huet dës Chamber gesot: „Mir mussen et unerkennen." Et ass ni geschitt. Et ass ni geschitt an et ass ni dee richtegen Zäitpunkt. Mir krute ganz oft ganz valid Argumenter zerwéiert, och vum Ausseministère ganz oft, well: „Elo, passt op, elo kënne mer et net maachen. Mir waarden, elo ass eng nächst Echeance an engem Mount, an zwee Méint, an da geschitt eppes."

Et huet sech näischt gereegt. Ech mengen, et huet éischter mat der attentistescher Positioun ze dinn. Ech mengen, eng Dynamik, och wann et just véier Länner sinn, och wann et Lëtzebuerg ass, Spuenien, Irland et cetera, datt dat lues a lues wiisst, datt dat justement eng Dynamik ka provozéieren. Ech mengen, et ass eng falsch Analys, ze mengen, datt d'Dynamik géif gebrach ginn, wa mer eis haut dozou géife bekennen an déi Initiativ vun deenen anere Länner géifen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn d'Motioun net mat ënnerschriwwen. Si ass eis zwar sympathesch, well mer fir d'Zweestaateléisung sinn. Mir wonneren eis awer e bëssen iwwert de Moment, wou se deposéiert gouf, nodeem mer d'Lescht, virun annerhallwer Woch, eng Diskussioun an der Chamberskommissioun doriwwer haten, nodeem mer zéng Joer laang eng Motioun hei an der Chamber leien haten, déi deemools vun de Majoritéitsparteien deposéiert gouf an och vun der Regierung hätt kënnen ëmgesat ginn, zéng Joer laang. An elo, zéng Joer méi spéit, deposéiere mer dann eng Motioun, wou mer drun erënneren, datt zéng Joer näischt gemaach gouf.

Dat ass dat, wat mech e bësse méi stutzeg gemaach huet bei där Saach. A jiddweree ka sech fräi selwer iwwerleeën, wéi eng Parteien dann deemools dat deposéiert hunn an an der Regierung waren.

Dat gesot, mir fannen et wichteg, datt ee Palästina unerkennt. Ech ginn dem David Wagner Recht, datt d'Grenze ganz kloer sinn. Si sinn u sech glaskloer. Et gëtt international Resolutiounen, déi dat kloermaachen.

Wou et méi schwiereg ass, dat ass am Moment – an dat huet de Ben Polidori virdrun a senger Ried gesot –, datt mer iwwerhaapt nach Interlocuteuren op deenen zwou Säite vun deene Grenzen hunn, mat deenen een deen demokrateschen Debat ka féieren, wéi dat doten operationaliséiert soll ginn. Et just unzeerkennen, dat ass e bësse Symbolpolitick. Mir kënnen elo soen: „Mir erkennen dee Staat un." Ech fannen et eng wichteg Symbolpolitick, by the way, mee ech si mer net sécher, ob et elo, genau haut, dee richtege Moment ass, wa mer déi lescht zéng Joer, wou deen deemolegen Ausseminister oder den deemolegen aussepolitesche Spriecher vun der LSAP da gesot huet, et misst een de „moment opportun" ofwaarden, ob deen haut ass.

Fir mech, fir eis op alle Fall, ass deen haut net, well mer eebe grad der Meenung sinn, datt et ganz vill där Momenter déi lescht zéng Joer gouf, mee datt et vläicht net genau wärend engem Krich sollt sinn, wou een dat heite mécht.

(Interruption)

An dofir géife mir dat heiten haut och net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Et wonnert mech selwer, datt ech dat soen, mee ech si mam Här Clement averstanen.

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass net dee richtege Moment. Ech hunn et virdrun och schonn a menger Ried gesot, et ass effektiv esou, datt wa mir als Europäesch Unioun, als Länner vun der Europäescher Unioun, just dräi, véier, fënnef Länner eppes zesumme maachen, den Impakt no baussen extreem begrenzt ass. Mir stinn och diplomatesch zimmlech schwaach do. Dofir géif ech och zu dësem Zäitpunkt dervun ofroden, dat heiten elo haut ze stëmmen.

An ech géif och d'Propositioun vum Här Ausseminister soutenéieren, datt mer dat doten op e spéideren Zäitpunkt géife verréckelen, well den Datum, dee mer elo héieren hunn am spueneschen „El País", ass den 21. Mee.

An ech ginn dem Här Clement och Recht: Et muss fir d'éischt emol eng Wafferou sinn, fir datt mer iwwer esou Saache kënnen diskutéieren, well déi zwou Säite mussen do ganz kloer elo e Bekenntnis maachen. Ech hunn eis véier Konditiounen och ganz klar opgezielt. Déi solle respektéiert ginn, an da kënne mer dat heiten zu engem spéideren Zäitpunkt matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt awer nach der LSAP an dem Här Cruchten Merci soe fir déi Demande vun deem Debat. Ech hat dat virdru vergiess.

A wat déi Motioun ubelaangt: Et ass ganz kloer, datt mir nach ëmmer zu där Motioun stinn, déi mer de 17. Dezember 2014 hei gestëmmt hunn, wou am Prinzipp jo deemools d'Regierung opgefuerdert gi war, fir Palästina unzeerkennen, allerdéngs „au moment qui sera jugé le plus opportun". An dat ass nun eeben awer trotzdeem keen onweesentlechen Zousaz an deem Text gewiescht.

Dee Moment war bis elo nach net do. A mir mengen och, datt dee Moment zu dësem Zäitpunkt net do ass. Firwat? Ma aus deem ganz einfache Grond, well et eeben eng Rei Inconnuen nach gëtt, well eng Rei Punkten nach musse fir d'éischt diskutéiert ginn. Dat eenzegt, wat ee ka bedaueren, dat ass, datt natierlech eenzel Memberstaaten aus der Europäescher Unioun elo schonn dee Schrëtt ënnerholl hunn. Dat beweist eemol méi awer och e bëssen d'Schwächt vun der Europäescher Unioun an der Aussepolitick. An et si jo net wéineg Parteien, déi an hirem Walprogramm stoen hunn, datt mer sollten och dozou iwwergoen, um Niveau vun der Aussepolitick deen Eestëmmegkeetsprinzipp gegeebenenfalls dann elo och eng Kéier ofzeschafen. Datt d'Europäesch Unioun emol endlech kann och mat enger gemeinsamer Stëmm schwätzen, dat wier an dësem Fall extreem wichteg.

Ech mengen och net, datt Palästina schrecklech vill gehollef wier, wann elo nieft véier europäesche Länner nach e klengt fënneft derbäi kéim. Mir sinn éischter der Meenung, mir sollen dat en bloc eng Kéier als Europäesch Unioun maachen.

Nach wie vor gëllt eis ganz kloer Demande, datt mer eis schonn op där Basis vun 2014 nach wie vor beweegen. Mir sinn derfir, datt Palästina sollt zum richtegen Zäitpunkt eng Kéier unerkannt ginn. Mee deen ass de Moment nach net erkennbar. An doweinst géif ech menge Kolleegen aus der Fraktioun empfeelen, dës Motioun net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech elo nach den Här Bausch, den Här Kartheiser an den Här Cruchten. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech fannen et e bësselchen eng speziell Argumentatioun, déi Verschiddener hei féiere par rapport zu der Unerkennung vun engem eegestännege palästinensesche Staat. Well de deux choses l'une, wann ee fir d'Selbstbestëmmungsrecht vun engem Vollek ass, op Basis vu sengem Territoire, wou et jo awer, historesch gesinn, kloer Grenze gëtt, jo da verstinn ech net, firwat een dee Staat net och unerkennt. Dat ass dann effektiv à ce stade natierlech eng symbolesch Aktioun, déi ee mécht. Dat ass evident.

An et ass och evident, datt et net ka sinn, datt ee seet „Jo, also mir erkennen nëmmen een ... Mir si zwar op der enger Säit der Meenung, datt een e Recht huet op en eegene Staat, op en eegenen Territoire an deen ass eigentlech och historesch definéiert, mee en huet awer eréischt e Recht, deen ze hunn, wann e bis beweist an eisen Aen, datt en eng Gouvernance huet, eng Administratioun huet, déi deem och entspriécht." Dat ass jo eng absurd Situatioun. A wa mer dat emol géifen historesch kucke mat anere Situatiounen – ech kéint elo do der eng ganz Rei opzielen, mee ech mengen, ech wëll Iech dat awer elo hei erspueren –, da géife mer feststellen, datt mer a villen anere Fäll net esou räsonéieren, aus gudde Grënn. Well et ass natierlech esou: Fir datt een iwwerhaapt kann emol eng Chance hunn – an ech hunn ee Beispill virdrun opgezielt, wat geschitt ass 2001 –, wann een iwwerhaapt emol eng Chance engem wéilt ginn, jo da muss een iergendwéi kucken, datt een iwwerhaapt emol deem Land eng Daseinsberechtegung gëtt, fir datt et sech eng eege Gouvernance ka ginn.

Also ech kann dat net novollzéien. Duerfir ass et och esou, datt ... An ech wëll dem Här Clement och soen, et ass awer eng weesentlech aner Situatioun haut, par rapport zu virun deem, wat geschitt ass am Oktober, ganz sécher, net ...

M. Sven Clement (Piraten) | Nach manner Kontroll iwwer hiren Territoire.

M. François Bausch (déi gréng) | Här Clement, Dir hat elo laang d'Wuert. Dir kënnt Iech och nach eng Kéier ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Bausch huet elo d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Lauschtert emol e bëssen eng Kéier och no, dat schuet Iech och näischt.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, zum Sujet elo.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. François Bausch (déi gréng) | Den Här Clement dréckt ëmmer de Knäppchen, Här President, dat stéiert mech immens, well dann héieren ech méi hie wéi mech selwer. An dat ass net immens gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Mee trotzdeem elo zum Sujet.

M. François Bausch (déi gréng) | Et ass esou, datt effektiv d'Situatioun haut natierlech eng weesentlech aner ass, well mer riskéieren, e Flächebrand ze kréien an där ganzer Regioun. Mee dat hu mer jo och alleguer hei elo gutt beschriwwen, mat verschiddene Beispiller. An duerfir mengen ech schonn, datt et muss symbolesch méiglech sinn, deen Akt haut ze maachen.

Bon, mee wéi gesot, et geet drëms, wierklech endlech unzeerkennen, datt dat palästinensescht Vollek eng Existenzberechtegung huet. Dat muss een och emol eng Kéier soen, wéi et ass. An ech hunn engem Recht ginn, deem ech normalerweis net heibanne Recht ginn, dat ass, datt mer déi lescht Joerzéngten effektiv dat vill ze vill oft vergiess hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wollt och eigentlech soen, datt mer dat ënnerstëtzen, wat den Här Bausseminister hei proposéiert huet, fir dat elo zréckzezéien. Ech weess net, ob d'Kolleegen och där Meenung sinn, mee ech mengen, dat wär sënnvoll.

Déi Doktrinn iwwert d'Unerkennung vun de Staaten entwéckelt sech jo a mir sinn net méi do, wou Pole

gegrënnt gouf; mir sinn e bësse méi wäit a mir hunn nei Rechtsakten am internationale Recht. Dozou ass eigentlech net vill ze soen.

Mir haten dat an der Ried preziséiert, wat d'Staatsvollek ugeet, wat d'Delimitatioun vum Territoire ugeet.

Ech wëll just ee Saz soe vläicht iwwert d'Regierung, well d'Staatsautoritéit ass jo och esou eng Fro. Mir wären e bëssen an enger komescher Situatioun, mengen ech, wa mer elo géifen eng Staatsautoritéit unerkennen, wa mer net wëssen, wien et ass. Déi palestinensesch Autoritéit ass jo weeder demokratesch legitiméiert a si verletzt och massiv d'Mënscherechter vun de Palästinenser an deene Gebidder, wou se eng Kontroll ausüübt. Dat däerf ee jo och net vergiessen. An op där anerer Säit hu mer e Grupp vun Terroristen, d'Hamas, deene mer och net wëllen eng diplomatesch Unerkennung ginn.

Also ech wär ganz staark drun interesséiert, wie mer dann do géifen als „Exzellenz" urieden an esou weider, wa mer de Staat bis unerkannt hunn. Ech hätt op jidde Fall Problemer, dat iwwert d'Lëpsen ze kréien, a vläicht anerer och, wa mer mat esou Leit missten an esou Relatiounen trieden.

Ech mengen, mir sollten de Palästinenser emol eng Chance ginn duerch demokratesch Walen an duerch en internen Ofklärungsprozess tëschent der Palästinensescher Autoritéit an der Hamas, fir emol festzestellen, wien do wat als Autoritéit huet.

Jo, ech mengen, domadder wär heizou elo am Abléck alles gesot. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An zum Schluss ginn ech dann dem Auteur vun der Motioun d'Wuert, dem Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech géif och gären ufänken, andeems ech nach eng Kéier all deenen, déi sech haut de Mëtten hei zu Wuert gemellt hunn, e grousse Merci soe fir awer eng respektvoll an, ech fannen, och eng gutt Debatt, déi mer hei gefouert hunn. Och wa kleng Nuancë sinn, och wann et Ënnerscheeder gëtt tëschent verschiddene Positiounen, wollt ech dat awer onbedéngt hei nach eng Kéier ënnersträichen.

Ech wollt awer reagéieren op e puer Saachen, déi elo hei zu där Motioun gesot goufen, wou ech wierklech traureg sinn, dass hei erëm probéiert gëtt, déi Motioun ze ecartéieren oder op déi laang Bänk ze drécken oder iergendwann eng Kéier ze stëmmen. Well wann ech dat esou Revue passéiere loossen, dann ass ni de richtege Moment, fir déi Motioun hei ze stëmmen.

Den Här Clement huet virdru gesot, et wär jo och keen neie Moment. Bon, ech muss awer soen, an deene leschte siwe Méint ass awer vill geschitt. An ech hunn och virdrun – den Här Clement war leider net do, dofir kënne mer em dat och elo net virwerfen, dass en dat net héieren huet – argumentéiert, firwat mer dat elo wëlle maachen. Mir schreiwen net an där Motioun, déi mer hei zum Vott stellen: „Lëtzebuerg soll elo ..., d'Regierung soll elo Palästina unerkennen, Punkt!" Mir schreiwe jo, mir sollen eis associéieren un déi Initiativ vu véier aneren europäesche Memberstaaten, wou da vläicht nach deen een oder anere wäert derbäikommen. An et wär jo scho mol gutt, wa Lëtzebuerg och nach derbäi wär. Da wäre mer zu méi, fir dann zesumme méi Poids ze hunn, wa mer géifen zesumme Palästina unerkennen.

An ech hu virdru gesot: Wéi mer déi Motioun 2014 hei gestëmmt hunn, war ech deen Dag esou houfreg op déi Chamber, wéi mer dat zesummen hei färdegbruecht hunn, well dat hat jo laang Diskussiounen am Virfeld ginn. An do war ech esou houfreg a mir hunn deemools gesot – an dat huet och a mengen Ae Sënn gemaach –: „Mir fuerderen d'Regierung op, Palästina formell unzeerkennen zu deem Moment, wou se dat fir richteg fënnt." An dat war och d'Iwwerleeung, fir ze soen: „Kommt, mir maachen dat net eleng." Wa Lëtzebuerg haut Palästina formell unerkennt, da wackelen net iergendwou an der Welt d'Telleren, dann ass näischt geschitt, mee wa mer dat awer zu engem Grupp vun europäesche Staate maachen, dann huet dat schonn e klore Message.

An dofir, ech gesinn och net wierklech an, wat et géif bréngen, fir déi Motioun hei elo net ze stëmmen a se vläicht an d'Kommissioun ze ginn an a sechs Wochen erëmzekommen. Da kréie mer zwar vläicht nach eng Kéier eng flott Debatt, mee Dir wäert gesinn, dass sech do an deenen nächste Wochen näischt ännert. Oder gëtt et vläicht Informatiounen, déi mir elo hei net hunn, déi mer onbedéngt missten hunn?

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Well ech gesinn et nämlech mat Ärer Argumentatioun, Här Ausseminister, ech gesi grad de Contraire. Ech gesi grad, dass doduerch, dass Lëtzebuerg sech géif un déi Initiativ hei vun aneren europäesche Staate ralliéieren, éischter, dass mer eng nei Dynamik schafen, wéi dass mer iergendeng Dynamik géife briechen.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An duerfir sinn ech der Meenung, dass mer iwwert déi Motioun hei sollten ofstëmmen. An ech biede jiddwereen, deen hei de Knäppchen dréckt, dass e sech dat nach eng Kéier gutt duerch de Kapp goe léisst. Ech war esou houfreg 2014. Ech wär och houfreg, wa mer dat haut nach eng Kéier kéinte widderhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Cruchten Merci. Dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, nach eng Kéier. Also et sinn elo net geheim Diskussiounen oder Saachen, déi ech Iech hei wéilt verstoppen. Ech soen Iech just, dass am Moment eng Dynamik ass, wou déi Länner, déi Der zitéiert ... Ech mengen, Malta hat et schonn unerkannt. Si wëllen et elo eng zweete Kéier erëm unerkennen, sauf erreur de ma part. Ech weess et elo net méi auswenneg. Mee mir hunn elo zwee, dräi oder vläicht véier Länner, déi et maachen. D'Spuenier hu jo schonn ugekënnegt, den Här Hansen sot et, et ass d'nächst Woch. Da wäerte si déi éischt sinn. Vläicht ass do nach Irland oder nach en anert Land dobäi, zwee oder dräi.

Mir kënnen et färdegbréngen, eng Dynamik ze hunn, géif ech schätzen, an engem oder an zwee Méint, wou een duerno aner Länner huet. D'Belsch, hunn ech Iech gesot, ass an der Diskussioun. Portugal ass an der Diskussioun. Ech ka mer zum Beispill och virstellen, dass a Frankräich och eng Diskussioun kënnt. A menger Meenung no wier den Impakt vu siwen, aacht europäesche Länner an och mat grousse Länner an net nëmme klenge Länner, mee grousse Länner en aneren. Ech verstinn d'Symbolik, sou wéi den Här Bausch se gesot huet, wéi Dir et och gesot hutt, mee et sinn haut 140 Länner, déi unerkannt hunn. Et sinn déi lescht dräi Wochen dräi Länner – ech mengen, Barbados an ech weess net wien nach – aus der Karibik, déi se unerkannt hunn. Et huet näischt geännert.

Dowéinster, kommt, mir maachen eppes, wat en Impakt huet! Wann déi zwee, dräi Länner elo d'nächst Woch dat unerkennen, riskéiert dat e „Pscht" ze maachen. Wa mer wëllen en Impakt hunn, dann hunn ech léiwer, dass mer et färdegbréngen, zu enger Dynamik ze féieren, déi och duerno der Populatioun dohannen hëlleft. Dir hutt et gesot: Et ass d'Symbolik, déi wichteg ass. Ech mengen, et ass am Moment méi wichteg wéi Symbolik, wa mer kënnen och en Impakt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Här Bausch, kuerz, wannechgelift.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, ganz kuerz, Här President. Also, ech si jo net Auteur vun der Motioun, et ass d'LSAP an den Här Cruchten, mee wann dat esou ass, wéi den Här Ausseminister seet ... Et geet jo net hei drëms, haut de Mëtteg mordicus doriwwer ofzestëmmen. Mir kënnen och an zwee Méint iwwert se ofstëmmen. Dann ass, wa mer dann nach déi zwee Méint ginn a mir hu méi Länner hannendrun, dach méi méiglech ... Mir hunn Interêt, datt mer unanime driwwer ofstëmmen. Da géif ech proposéieren, datt mer se an d'Kommissioun verweisen a se do mol leie loosse bis ... Mir hunn nach ëmmer d'Méiglechkeet, se erëm erauszehuelen a se heihinner zréckzebréngen. Ech weess awer elo net ... Dat muss den Här Cruchten awer elo selwer decidéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Elo sinn ech forcéiert, och wann en et net gefrot huet, dem Här Cruchten d'Wuert ze ginn.

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass awer schlëmm, dass ech och nach muss d'Wuert kréien, mee ech ... Merci, Här Bausch, dass Der dat do probéiert, mee ech gesinn et eigentlech aneschters. Ech gesinn eigentlech, dass mir mat deem Schrëtt hei eng Dynamik ënnerstëtzen, déi et scho gëtt, déi dokumentéiert ass, déi annoncéiert ass. Den Här Borrell huet et annoncéiert. Verschidde Staats- a Regierungscheffen hunn et fir hir Länner annoncéiert. An ech mengen, doduerch, dass mir eis deem ralliéieren, géife mer déi Dynamik ënnerstëtzen an déi Dynamik doduerch méi grouss maachen an net méi kleng. An dofir, géif ech mengen, sollte mer iwwert déi Motioun haut ofstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Wéi gesot, den Auteur wëllt, datt mer zur Ofstëmmung kommen.

Da komme mer zur Ofstëmmung. Ech stellen déi Motioun hei also zum Vott.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar,

Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Résolution 1

An da komme mer zu der Resolutioun, déi vum Här Graas deposéiert ginn ass. Den Här Graas hat se scho virdrun am Detail erkläert. Ech denken dann, datt Der dat net nach eng Kéier wëllt maachen. Da froen ech, ob Wuertmeldungen do sinn. Den Här Kartheiser. Dir sidd deen Eenzegen, deen et elo net ënnerschriwwen huet, duerfir si mer elo gespaant, wat Der sot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo ech hoffen, ech enttäuschen Iech dann net, Här President. Mee ech wollt soen, mir sinn och der Meenung, datt et e staarkt Zeeche wär, wa mer e Konsens hei kéinte kréien an dësem Dossier. Mee et sinn e puer redaktionell Ännerungen, et sinn der véier, déi mer wéilte proposéieren. An ech kann Iech versécheren: Et ass net, datt mer ze wäit ginn an deene Propositiounen, menge mer, fir elo hei auszenotzen, datt mer alleguer un engem Konsens interesséiert wären, mee ech mengen, et wäre redaktionell Verbesserungen, déi awer dem Text géife guttdoen. Ech wéilt Iech dat proposéieren. Wa mer déi kéinten ophuelen, géinge mer se och matstëmmen. Wann net, géinge mer eis enthalen.

An deem véierten Tiret op der éischter Säit, „constatant que la guerre déclarée par Israël", mat deene 34.900, dat ass rechtlech net ganz richteg. Mir géinge proposéieren, dee Saz esou ze redigéieren: „constatant que l'opération militaire lancée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit un grand nombre de victimes civiles dans la bande de Gaza", well et si jo och déi, déi eis interesséieren. Also dat ass déi éischt Propositioun, déi mer géinge maachen.

Déi zweet ass den zweetleschten Tiret op där Säit, „rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël dans un environnement géopolitique difficile". Mir sinn der Meenung, datt Israel och däerf an engem flotten a friddlechen a gemittlechen Environnement existéieren. Dofir géinge mer soen, einfach: „rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël", Punkt – oder Komma, wéi och ëmmer.

Op der nächster Säit, bei deem zweeten Tiret „demande", do ass e bëssen e Mëssverständnis méiglech an deem Sënn, datt mer géingen Israel ënnerstellen, selwer terroristesch ze sinn. Dat wär eng Poleemik, an déi mir net wéilten eragoen. Dofir géinge mer proposéieren, dee Saz ze deelen an ze schreiwen: „demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël", an dann en anere Saz ze maachen: „exige de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique", fir net den Androck ze ginn, datt mer hei Israel géingen ukloen, terroristesch Aktiounen ze maachen.

Bei deem leschte Punkt, „réitère", do stéiert eis, datt mer praktesch d'„politique de colonisation" op dee selwechten Niveau setze wéi „des attaques sur le territoire d'Israël" wéi déi vum 7. Oktober. Dofir géinge mer och hei eng aner Redaktioun proposéieren. Do kéint ee soen: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale" als éischte Saz, an als zweete Saz da kéinte kënne mer dat heiten dann iwwerhuelen: „réitère", datt mer do déi Attack op den „territoire d'Israël" géinge verurteelen.

Also mir kënne redaktionell do nach kucken, wéi mer dat elo am beschte formuléieren, mee dat wären u sech eis véier Propositiounen. A mir kéinten dat, wéi gesot, ausformuléieren an nach eng Kéier drop zréckkommen, mee et geet eis just ëm eng Klarifikatioun op deene véier Punkten, fir datt mer net hei Saache soen, déi herno kéinten esou interpretéiert ginn, wéi wann d'Chamber hei hätt wëllen e Message ginn, dee mer awer net wëlle ginn an der Praxis.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Kartheiser. Da ginn ech natierlech dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert, fir dorop ze reagéieren. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Kartheiser, dee sech an där kuerzer Zäit dann elo hei ganz vill Méi gemaach huet, fir am Fong geholl verschidde Punkte méi kloer duerzestellen. Déi véier Suggestiounen, déi en hei ënnerbreet huet, déi kënnen eis Zoustëmmung fannen, well se effektiv munch Onkloerheeten elo aus dem Wee raumen a verschidde Saache méi definitiv a méi kloer, wéi gesot, duerstellen, soudatt mir am Fong geholl sou, wéi se elo textuell hei presentéiert ginn ass, mat deenen Ännerunge vum Här Kartheiser d'accord kënne sinn. An duerfir géing ech da proposéieren ... Ech ginn dervun aus, datt ech vläicht kann am Numm ..., mee bon, ech ka jo elo net am Numm vun deenen anere Kolleegen hei, vun deenen anere Fraktioune schwätzen, mee zumindest wat d'DP ubelaangt, wiere mir mat deenen Ëmännerungen do d'accord. An nach eng Kéier, et wier e flott Zeechen, wa mer wierklech géingen als Chamber hei eis gemeinsam hannert eng Resolutioun stellen.

Ech soen Iech emol Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Auteur Merci. Dann ass d'Fro, ob nach aner Wuertmeldungen do sinn, well effektiv kënnt Der net am Numm vun hinnen alleguer elo schwätzen. Ech hunn hei véier Wuertmeldungen: den Här Bausch, den Här Wagner, den Här Cruchten an den Här Hansen. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech hunn ... Also bei de Consideranten, déi zwou Ännerunge vir, domadder hu mer kee Problem. Mee ech hunn awer virun allem e Problem, well ech hunn et och net richteg verstanen, dee leschten Tiret, Här Kartheiser. Kéint Der mer nach eng Kéier just soen – dat ass jo dee „réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation" –, wat wëllt Der do amplaz stoen hunn?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass effektiv komplizéiert, wa mer keen Text hunn, dofir ...

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, dat ass ...

Une voix | Genau, genau!

M. Claude Wiseler, Président | Jo, den Här Kartheiser huet probéiert, et auszeformuléieren. Ech géing elo proposéieren effektiv, datt mer et esou maachen, datt den Här Kartheiser probéiert, et ze formuléieren, mir huelen déi aner Intervenanten an den Här Kartheiser kënnt duerno exactement op dat zréck, wat Dir elo gesot hutt.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech wëll just soen, well zum Beispill dat „réitère aussi bien sa condamnation de la politique de colonisation" do, dat muss awer drastoe bleiwen. Et deet mer leed, dat ass eng Realitéit.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn dat och esou verstanen, datt dat géif drastoe bleiwen, datt dat deen éischten Tiret wär an deen zweeten Tiret géif hannendru kommen. Mee mir waarden op déi definitiv Propositioun vum Här Kartheiser, well ech hu léiwer, mir stëmmen iwwer eppes of, wou mer wëssen, iwwer wat mer ofstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat sidd Der d'accord. Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, Här President, et ass awer och e bësse komplizéiert. Mir kënnen novollzéien, datt – an dat ass jo schonn des Ëftere geschitt – ee bei enger Motioun oder Resolutioun eng Propos mécht, fir eng Saach ze klarifizéieren et cetera. Do ass et awer relativ sensibel.

Éierlech gesot, ech hunn déi heite Resolutioun mat ënnerschriwwen. Et sinn e puer Saachen – ech hat dem Här Graas dat gesot virdrun –, déi ech och net esou formuléiert hätt, mee ech wollt och elo net wierklech an all Detail eragoen. De Prinzipp vun der Resolutioun ass an der Rei, an dann hunn ech se och ënnerschriwwen, an déi kann een natierlech och matdroen.

Mee ech mengen, do sinn awer eng Partie Saachen, déi net kloer sinn. Also entweeder gëtt dat elo méi kloer formuléiert oder et misst een dann éischter an enger Kommissioun doriwwer diskutéieren. Well et kann een natierlech duerno laang driwwer diskutéieren, inwiefern Kolonialismus manner schlëmm ass oder méi schlëmm ass. Dat si Saachen, déi een net matenee ka vergläichen, mee déi awer schlussendlech katastrophal si fir d'Leit.

D'Fro iwwerhaapt och: Israel deklaréiert e Krich. Dat ass zum Beispill an der originaler Versioun. Doriwwer kann ee laang diskutéieren, ob et iwwerhaapt e Krich ass mat där Situatioun, wou mer sinn. Ech mengen, d'Wuert ass och net richteg. Et ass egal. Mir hunn dat trotzdeem ënnerstëtzt. Mee mir brauche wierklech e bësse méi Kloerheet, fir dat elo mat den Ännerungsproposen, déi gemaach gi sinn, kënnen ze ënnerstëtzen. Wa mer keng Kloerheet hunn och, da misste mer eis enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun dem Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci. Merci och dem Gusty Graas an der DP dofir, dass si deen Text hei ausgeschafft hunn. An ech menge selbstverständlech, dee resüméiert zimmlech gutt déi Diskussiounen, déi mer haut hei haten a wou mer eis och alleguerten erëmfannen dran. Dofir merci dofir.

Bon, et ass natierlech eng Resolutioun. Mir riichten eis hei un eis selwer. Mir riichten eis net un d'Regierung, mir fuerderen d'Regierung net op, eppes maachen, mee am Endeffekt ass et awer gutt, dass mer eis hei kënnen herno hoffentlech gemeinsam un engem Text zesummenhänken.

Ech wëll just bei deenen Ännerungen, déi elo éischter textuell, redaktionell waren ... Domadder kann ech liewen. Mee woumadder ech net ka liewen, dat wär, wann aus deem Text hei géif d'Verurteele vun der Politique de colonisation erausfalen. Well den Här Kartheiser hat virdru proposéiert, mir sollten déi

israeelesch Regierung wannechgelift bieden, opzehale mat der Koloniséierung. Dat ass eppes aneres. Mir sollen dat verurteelen. A mir halen drop, dass dat, op d'mannst deen dote Passage, esou wéi en hei formuléiert ass, drastoe bleift.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat ass eng kloer Ausso och vun Iech. Elo froen ech mech, ob den Här Kartheiser fäerdeg ass. Dat gesäit esou aus. Da maacht emol Är Propositioun an da kucke mer weider. Den Här Hansen kënnt duerno dann drun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da probéiere mer, dee leschte Paragraf ëmzeformuléieren. Ech huelen awer och dem Här Cruchten ... Ech verbéie mech elo esou wäit et geet, Här Cruchten, fir ze kucken, ob mer e Konsens hierkréien. Mee et wär schéi, wa mer awer eng Meenung hätten, an dat ass och ... Ech ginn och dem Här Wagner Recht: Ech mengen, et kann een iwwer praktesch all Wuert hei diskutéieren, mee ech mengen, dat féiert eis dann och ganz, ganz wäit a warscheinlech iwwert de Kontext elo eraus.

Also, da géinge mer probéieren, dee leschte Paragraf an dräi opzedeelen: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale". A well den Här Cruchten eng Condamnatioun wollt, kéint een da soen: „condamne la politique du Gouvernement israélien concernant la colonisation illégale dans les territoires occupés" oder esou eppes. Op jidde Fall hätte mer dann dat Wuert „Condamnatioun" do dran. Ass dat ...?

(Interruptions)

Ech mengen, dat hate mer och schonn an aneren Texter an d'Regierung kéint warscheinlech och domadder liewen.

Den zweete Punkt wär dann ...

(Interruption)

Den zweete Punkt wär: „réitère sa condamnation des attaques sur le territoire d'Israël". Ech mengen och, datt mer do kee Problem hätten alleguer.

An dat Drëtt wär dann dat Element „soutien". Do steet jo: „soutient les efforts diplomatiques". Do kéinte mer da setzen: „soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à toute violation du droit international dans le contexte du conflit israélo-palestinien", well dat bezitt sech dann och op déi zwou Saachen. Dann hätte mer och dat Element nach dran am Text.

Voilà, dat wär d'Propositioun. Ech hoffen, dat huet jidderee kënnen iergendwéi novollzéien a mat notéieren. Et ass eis Propositioun, Här President, loosse mer mol kucken, wéi wäit mer kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech resüméieren d'Propositioun. Et ass am Fong, an dräi ze deelen. Déi éischt ass d'Condamnatioun vun der Politique de colonisation, déi amgaang ass, an och eng kloer Ausso fir e Condamnéiere vun där Politique de colonisation, déi bis elo geschitt ass.

Dat Zweet, dat ass, nach eng Kéier d'Attacken op den Territoire d'Israël ze condamnéieren.

An dat Drëtt, dat ass, datt mer am Fong déi Effortdiplomatiquen, fir Schluss zu sämtleche Mënscherechtsviolatiounen, déi vun där enger a vun där anerer Säit geschitt sinn, all déi Efforten ze ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn. Dat ass am Fong d'Propositioun vum Här Kartheiser, esou wéi ech se verstanen hunn. Här Kartheiser, leien ech richteg do?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, elo musst Der dozou Stellung huelen, ob Der domadder kënnt d'accord sinn. An da muss den Här Graas soen, iwwer wat fir eng Versioun mer elo hei sollen ofstëmme loossen. Mee ech géing elo fir d'éischt, éier ech dem Här Graas d'Wuert ginn ... Här Graas, ech mengen, ech soll Iech als Leschten huelen. Dat wär méi utile, wa mer wëllen Uerdnung an de Betrib hei kréien. Dofir, sinn elo nach zu där Propositioun Wuertmeldungen? Ech hunn den Här Hansen, den Här Wagner an den Här Bausch. Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci. Mat deenen dräi éischte Propositioune war ech complètement d'accord. Mat där leschter gesinn ech elo net wierklech de Sënn, datt mer dat nach eng Kéier an dräi Ënnerpunkten ënnerdeelen. Just, Här Kartheiser, kënnt Der nach eng Kéier widderhuelen: „réitère bien sa condamnation"? Wéi fänkt Der de Saz un? Well ech mengen, dat ass essenziell, wéi Der deen ufänkt, well soss hu mer besser, bei der initialer Versioun ze bleiwen, wéi dat doten ëmzesetzen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser, probéiert elo nach eng Kéier an dann ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, ech probéieren et nach eng Kéier, well wéi gesot, d'Iddi, déi mer haten, Här Hansen, dat ass, datt mer net wollten d'Politick ..., datt mer eng Condamnatioun net wollten op dee selwechten Niveau setze vun enger „politique de colonisation" an den „attaques sur le territoire d'Israël". Dat war eng aner Dimensioun, wat mer de 7. Oktober gesinn hunn, wéi d'Kolonisatioun an de besate Gebidder. Also, dat ass den Ausgangsgedanken, datt do zwou Saachen op engem Niveau sinn, déi net op een Niveau gehéieren.

An d'Formuléierung kéint sinn: „appelle le Gouvernement israélien à cesser toute colonisation illégale et condamne les activités de colonisation dans les territoires occupés". Et ass elo keen héich fantastescht Franséisch, mee et géif awer déi zwee Elementer drabréngen, datt mer den Opruff un Israel maachen, fir d'Kolonisatiounspolitick ze stoppen, a well et de Wonsch hei vu Verschiddenen ass, fir ze soen, datt mir se verurteelen.

M. Claude Wiseler, Président | Bon, gëtt et dozou Wuertmeldungen? Här Wagner, Här Bausch.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Vill Hin an Hier fir Ännerungen, wou ee schlussendlech net richteg gesäit, wou wierklech d'Plusvalue ass, ausser beim leschten Tiret, wou den Här Kartheiser d'Attacken an d'Kolonisatioun wëll trennen. Mir sinn awer trotzdeem der Meenung, datt déi initial Formulatioun u sech déi bescht ass an déi richtegst ass. A mir sinn der Meenung, datt et besser wier, datt mer u sech op jiddwer Fall eng Resolutioun unhuelen, wou dee leschten Tiret, dee „réitère", soll tel quel esou bleiwen, wéi en initialement och proposéiert gouf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also mir hunn déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen, well mer fonnt hunn, datt se eigentlech en zimmlech gudde Package ass vun der Beschreiwung vun deem, wat ass a wat mer gären hätten. Et sinn eng, zwou Remarke gemaach ginn am Ufank, déi kann ech nach novollzéien, do si mer och d'accord, datt déi geännert ginn. Mee dee leschten Tiret ass awer vill méi kloer, esou wéi en hei steet an der ursprénglecher Versioun vun der Resolutioun, esou wéi se vun der Majoritéit proposéiert ginn ass. Dofir géife mir derfir plädéieren, déi bäizebehalen. Déi ass kloer an däitlech, do steet, ëm wat et geet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An Dir sidd d'accord, wann ech richteg verstanen hunn, déi aner dräi unzehuelen, soudatt Är Positioun kloer ass.

M. François Bausch (déi gréng) | Déi aner dräi si kee Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Dann den Här Clement an duerno den Här Graas.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mierken, datt e bëssen Onkloerheet ass, wouriwwer mer ganz konkreet herno ofstëmmen, virun allem mat verschidden Ännerungen, mat deenen, mengen ech, jiddweree liewe kann, anerer, wou et elo nach eng e bëssen Diskussiounsbedarf gëtt. Ech hat den Ausseminister esou verstanen – bon, éischtens emol ass et eng Resolutioun, wou d'Chamber hoheitlech ass –, datt en u sech mat der grober Richtung liewe kann.

Ech géif vläicht proposéieren, et geet hei wierklech ëm all Wuert, datt mer dat hei elo net stëmmen – mir hunn haut nach e laangen Dag –, datt mer déi Ännerunge schrëftlech maachen an datt mer dann haut am Laf vum Dag, zwëschent zwee anere Projeten, nach eng Kéier op déi Resolutioun kéinten zréckkomme mat deenen textuellen Ännerungen.

Dat géif eis vläicht d'Méiglechkeet ginn, a Rou zwëschent deene Leit, déi dovunner betraff sinn, en Text zu Pabeier ze bréngen, wou mer eis iwwer all Wuert eens sinn, amplaz datt mer elo hei herno fënnef verschidden Interpretatiounen hunn, iwwer wat tatsächlech ofgestëmmt gouf, well dat deet eis bei esou engem sensibelen Theema definitiv net gutt a wär och net am Kader vu „mieux légiférer", dee mer eis u sech wëlle ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement, fir Är Propositioun. Elo ginn ech dem Här Graas d'Wuert an dann zéie mer Schlussfollgerunge fir weiderzekommen. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, dat ass natierlech elo net esou evident an esou einfach, fir eng definitiv Konklusioun hei ze zéien. Ech hu Verständnis fir all Säiten. Mir hunn u sech dat, wat den Här Kartheiser hei proposéiert huet a sengen dräi éischte Punkten, ganz kloer verstanen. Dee leschte Punkt war u sech fir eis och awer relativ däitlech. Ech hunn awer och Verständnis, wann elo vun där lénker Säit a vun de Kolleege vun de Gréngen elo e bësselche Bedenke kommen. Duerfir géif ech vläicht Follgendes proposéieren: Solle mer eis net eng Stonn Zäit ginn, dat hei elo am Suspens halen? Da setze mer eis zu e puer zesummen, fir datt mer deen Text wierklech definitiv arrêtéieren. Da gesäit jo och jiddwereen, iwwert wat datt en herno ofstëmmt.

Et wier elo awer e bësse schued. Mir sinn elo sou, sou no bei der Arrivée ukomm an et wier jo awer, wéi gesot, nach eng Kéier e flott Zeechen, wa mer hei kéinten unanime eng Resolutioun zréckbehalen. Dat géif mat Sécherheet och der Regierung et méi einfach maachen herno an Negociatiounen op engem aneren Niveau.

Här President, et ass net u mir, wéi gesot, ech maache just eng Propos. Mee wier et net méiglech, vläicht dat ëm eng Stonn ze verréckelen an datt mer nach eng Kéier kuerz dann op de Vott zréckkéimen?

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | All gutt Propos ass wëllkommen. Ech mengen, datt dëse Sujet hei wichteg genuch ass, fir datt mer eis déi Stonn Zäit ginn, fir vläicht en Text zesummen ze fannen. Ob mer dann een zesumme fannen, dat bleift nach opstoen. Dat gesi mer dann.

5. Ordre du jour (suite)

Ech géif also elo proposéieren, datt ech dës Diskussioun provisoresch zoumaachen, datt mer deen nächsten Text, wat e Modell 3 ass, elo duerchhuelen an no deem Modell 3 op dës Resolutioun zréckkommen. Da géif ech just dozou den Auteur mat deenen zoustännege Leit bieden, sech vläicht fënnef oder zéng Minutten Zäit ze huelen, fir déi Aarbecht elo ze maachen.

Wann Der domat d'accord sidd?

(Assentiment)

Ass een dergéint?

(Négation)

Da maache mir dat esou. Ech maachen dëse Punkt provisoresch zou a mir kommen elo direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour.

6. 8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

An dat ass de Projet de loi 8353 iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesüren, déi de Logementssecteur solle redynamiséieren. D'Riedezäit ass nom Modell 3 opgedeelt. Ech maachen awer drop opmierksam, datt de Modell 3 deen neie Modell 3 ass, dee mat deem ale Modell 2 korrespondéiert – fir déi Leit, déi nach wëssen, wat dat eent an dat anert heescht. Et gëtt awer just eng Particularitéit. Dat ass, datt d'Conférence des Présidents hei de Rapporteure méi Zäit ginn huet, 30 Minutten, an och der Regierung méi Zäit ginn huet, och 30 Minutten, fir kënnen zu dësem Projet ze schwätzen. D'Riedezäite sinn also: 30 Minutte fir d'Rapporteuren, fir d'CSV 62, d'DP 48, d'LSAP 42, d'ADR 30, déi gréng 20, d'Piraten 15, déi Lénk 15 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen, den Här David Wagner an den Här Franz Fayot. An d'Wuert huet elo fir unzefänken d'Corapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Mme Diane Adehm (CSV), corapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg stëmme mir of iwwert de Gesetzesprojet 8353, dee weesentlech besser bekannt ass als de Paquet Logement. Wéi aus dem Exposé des motifs vum Gesetzesprojet ervirgeet, ass den Immobiliesecteur de Moment praktesch am Leerlauf. D'Zuel vun den Immobilieprojeten ass réckleefeg, gradesou wéi och d'Zuel vun den Transaktiounen um Immobiliemarché. D'Stéit kënne sech ëmmer manner eng Wunneng leeschten, bedéngt duerch engersäits déi héich Zënsen, awer och anerersäits duerch d'Baupräisser, déi ëmmer weider eropginn.

Am drëtten Trimester 2023 gouf et op een Trimester gesinn am mannste Verkeef vun Haiser, Appartementer an Terrainen zënter 2007. Wat de spezifesche Beräich vun de Ventes en l'état futur d'achèvement, also de sougenannte VEFAen, ugeet, esou gouf et fënnefmol manner Transaktiounen an den éischten dräi Trimester vum Joer 2023 wéi an der Moyenne an de Jore virun der Covidkris.

Dëse Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg ass d'Äntwert vun der Regierung op déi aktuell Schwieregkeete vum Logement- a vum Bausecteur hei zu Lëtzebuerg. Et ass e Mix vu steierleche Moossnamen an net steierleche Moossnamen a betrëfft d'Privatleit, de Bausecteur an och d'Investisseuren.

Mat mengem Kolleeg, dem Gilles Baum, wäert ech Iech de Mëtteg de Rapport vun dësem Gesetzesprojet virstellen. Mir goufen an enger gemeinsamer Sitzung den 28. Mäerz 2024 vun der Finanzkommissioun an der Logementskommissioun als Corapportere genannt. An der selwechter Kommissioun gouf de Gesetzesprojet virgestallt, d'Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot goufen analyséiert an et goufen och eng Rei Amendementer gemaach. An der Reunioun vum 2. Mee gouf dëse Rapport ugeholl.

Här President, ech féieren Iech haut de Mëtteg duerch déi steierlech Moossnamen. Mäi Corapporter, de Gilles Baum, wäert Iech déi méi spezifesch Mesüre vum Logement duerno méi no erklären. Hie wäert och op d'Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot agoen.

Wat déi steierlech Mesüren ugeet, esou gëtt et verschidde Mesüren, déi sech op d'Joer 2024 beschränke wäerten.

Déi éischt Mesür: de Crédit d'impôt „bëllegen Akt". Wann een eng Immobilie keeft, fir selwer dran ze wunnen, huet een e sougenanntene Crédit d'impôt op den Enregistrementskäschten zegutt vu bis zu 30.000 Euro pro Persoun. Dëse Crédit d'impôt ass am Volleksmond besser bekannt als de „bëllegen Akt". Fir d'Joer 2024 gëtt dëse Betrag op 40.000 Euro pro Steierzueler eropgesat. Wann dës zousätzlech 10.000 Euro, déi ee fir 2024 zegutt huet, net an dësem Joer an Usproch geholl ginn, da verfale se ab dem Joer 2025 erëm. An dës Mesür, déi zielt fir all Akt, dee bei engem Notaire tëschent dem 1. Januar 2024 an dem 31. Dezember 2024 gemaacht gëtt.

Zweete Punkt: de Crédit d'impôt location. Et gëtt mat dësem Gesetzesprojet en neie Crédit d'impôt op den Enregistrementskäschten ageféiert fir Investisseuren, an dat an Héicht vun 20.000 Euro pro Persoun. D'Konditiounen, fir vun dësem Crédit d'impôt kënnen ze profitéieren, sinn ënner anerem: Et muss sech ëm eng Vente en l'état futur d'achèvement handelen, also eng VEFA. Den Akt beim Notaire muss zwëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember 2024 gemaach ginn. D'Immobilie muss wärend mindestens zwee Joer verlount ginn. An de Locataire muss spéitstens véier Joer nom Datum vum Akt beim Notaire an der Immobilie wunnen.

Drëtt Mesür: d'Besteierung vun der Plus-value aus dem Verkaf vun enger Immobilie mam Véierels oder mam Quart vum Taux global. Wann een aktuell eng Immobilie verkeeft, vun där ee méi wéi zwee Joer Proprietär ass, da bezilt een um Benefiss aus dësem Verkaf e Steierbetrag, deen d'Hallschent vu sengem globale Steiertaux ass. Dat ass den duerchschnëttleche Steiersaz, deen een op all senge Revenue bezilt. Wann een am Joer 2024 eng Immobilie verkeeft, gëtt dëse Steierbetrag, deen een um Benefiss vum Verkaf bezilt, op ee Véierel vu sengem duerchschnëttleche Steiersaz erofgesat.

Véiert Mesür: d'Erëmaféiere vun der steierlecher Neutralitéit vun de Plus-valuen op Immobilien. Wann een am Joer 2024 en Immeuble verkeeft, da kann een d'Plus-value aus dësem Verkaf steierlech neutraliséieren ënnert der Konditioun, dass dës Plus-value entweeder op eng Immobilie transferéiert gëtt, déi ënnert dem Regimm vun der Gestion locative sociale verlount gëtt, oder dass d'Immobilie A+ klasséiert ass, wat d'Energieperformance, d'thermesch Isolatioun an d'Ëmweltperformance ugeet. Dëst mussen nei gebaute Gebaier sinn an den Transfert vun der Plus-value muss bis spéitstens d'Steierjoer 2026 gemaach ginn.

Fënneft Mesür: d'Eropsetze vum Taux a vun der Dauer vum Amortissement vu Mietwunnengen. Wéi ech schonn a mengem mëndleche Rapport virdrun ernimmt hunn, huet haaptsächlech de Bausecteur de Moment ganz grouss Problemer an et geet drëm, fir eeben dëse Secteur um Lafen ze halen. Dowéinst gi mat dëser Mesür d'Investisseuren encouragéiert, a sougenannte VEFAen ze investéieren. An eeben aus dësem Grond kënnen Investisseuren, déi tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember 2024 an eng VEFA investéieren, vun engem Abattement construction spécial just fir dës VEFA profitéieren.

Dësen Abattement gesäit vir, dass ab dem Joer, wou d'Immobilie fäerdeggestallt ass, an déi follgend sechs Joer den Investisseur kann zousätzlech 4 % Amortissement geltend maachen. Dës 4 % komme bei déi 2 % Amortissement derbäi, déi op all Immobilie kënne geltend gemaach ginn. De gesamten Amortissement beleeft sech also op 6 % vum Wäert vun der Immobilie ouni den Terrain. Den Abattement, dee mat dëser Mesür pro Joer geltend gemaach ka ginn, däerf net méi héich si wéi 250.000 Euro.

Niewent deene Mesüren, déi ech Iech elo opgezielt hunn an déi sech op d'Joer 2024 beschränken, ginn et och eng Partie Mesüren, déi struktureller Natur sinn.

Déi éischt Mesür ass d'Eropsetze vun der Exemptioun vun den Nettorevenuen, déi een aus der Gestion locative sociale kritt. Wann e Proprietär seng Immobilie an d'Gestion locative sociale gëtt, huet e bis elo 75 % vu sengem Revenu locatif aus dëser Immobilie steierfräi. An Zukunft gëllt dat fir 90 % vum Revenu locatif.

Zweet Mesür: d'Ausdeene vum Regimm vun der Exemption d'impôt vun der Plus-value, wann een un de Fonds du logement verkeeft. Bis elo huet ee keng Steieren op der Plus-value vum Verkaf vun enger Immobilie bezuelt, wann een dës Immobilie entweeder un de Staat, un eng Gemeng oder un e Gemengesyndikat verkaaft huet. Ab dësem Joer gëllt dat selwecht, wann een un de Fonds du logement verkeeft.

Drëtt Mesür: d'Aféiere vun enger deelweiser Exonération fiscale vun de Primmen, déi e Patron engem jonke Salarié bezilt, fir him ze hëllefen, säi Logement ze bezuelen. Dat heiten ass eng nei Mesür, déi et bis elo nach net gëtt. D'Lëtzebuerger Wirtschaft huet ëmmer méi Schwieregkeeten, qualifizéiert Leit ze fannen, Stéchwuert: Talentattraction. Ech mengen, ech hat a mengem Budgetsrapport laang a breet dovunner geschwat. En Deel vun de Problemer sinn déi héich Logementspräisser bei eis. Aus dësem Grond gëtt och déi nei Mesür hei agefouert, déi eng deelweis Steierbefreiung virgesäit op Primmen, déi Patrone jonke Mataarbechter bezuelen, fir hinne beim Bezuele vun hirem Logement finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Primm gëtt am Gesetzesprojet als Prime locative bezeechent.

25 % vun der Prime locative sinn an Zukunft steierfräi, an dat bis zu enger maximaler Prime locative vun 1.000 Euro de Mount fir eng Persoun, déi Vollzäit

schafft. Mee dat Ganzt ass un e puer Konditioune gekoppelt: De Salarié däerf op den 1. Januar vum Steierjoer nach keng 30 Joer al sinn. D'Prime locative, déi de Patron sengem Salarié bezilt, däerf net méi héich si wéi de Loyer, dee vum Salarié bezuelt gëtt. An d'Bruttojoresgehalt mat allen Avantagen ausser der Prime locative däerf net méi héich si wéi 30-mol de qualifizéierte monatleche Mindestloun. Et ass och nach bei dësem Punkt ze erwänen, dass de Salarié, deen eng Prime locative vu sengem Patron kritt, net muss zu Lëtzebuerg wunnen. De Salarié kann och an engem anere Land wunnen.

An dann hu mer nach eng Mesür dran, déi och am Gesetz drasteet, awer net onbedéngt elo spezifesch ass fir dat heiten. Dat ass: Um Niveau vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA gëtt et nach eng kleng technesch Ännerung, fir dass den Enregistrement déi Gelder, déi hien nach zegutt huet, andreiwe kann.

An dann, last but not least, gëtt et awer och nach e Punkt, deen net onwichteg ass an deen och mat dësem Gesetzesprojet ofgeännert gëtt, an dat ass d'Definitioun vun engem Bénéfice de spéculation beim Verkaf vun enger Immobilie. Wann een ab dem Steierjoer 2025 eng Immobilie verkeeft, vun där ee manner wéi fënnef Joer Proprietär war, da gëtt de Benefiss aus dësem Verkaf als Bénéfice de spéculation besteiert. Wann ee méi wéi fënnef Joer Proprietär war, da gëtt de Benefiss vum Verkaf als Bénéfice de cession besteiert. Bis elo waren dat zwee Joer.

Voilà, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Deel a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. An dann ass d'Wuert elo fir den zweete Corapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP), corapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi meng Virriednerin, d'Madamm Diane Adehm, et scho gesot huet, kann een et just nach eng Kéier betounen: Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass de Lëtzebuerger Wunnengsmaart virun enger grousser, grousser Erausfuerderung steet an dass mer eng Wunnengsnout hunn. Nieft de Steiermesüren, déi d'Madamm Adehm elo presentéiert huet, spillen dowéinst och d'Sozialmesüren eng grondleeënd an effikass Roll bei der Bekämpfung vun der Wunnengsnout. Loosst mech op dëser Plaz konkreet op d'Sozialmesüren am Detail agoen.

De Projet de loi gesäit d'Aféierung vun engem éischten ëmfaassende Paquet mat enger ganzer Rei u Moossname vir, woumat de Marché vum Logement souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg redynamiséiert gëtt. Dës Mesüre goufe souwuel mat den ëffentleche wéi och mat de private Partner ausgeschafft a verfollegen en dräifacht Zil: Éischtens soll de Bau- an Handwierkssecteur gestäerkt ginn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen. Zweetens soll déi aktuell Wunnengsoffer duerch d'Mesüre signifikant erhéicht ginn. An drëttens geet et eis ëm eng direkt an effikass Ënnerstëtzung vu Privatpersounen, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen.

Am Beräich vun de Sozialmesüre gesäit dëse Gesetzesprojet dofir eng punktuell Upassung vun der Legislatioun vir, mat där déi individuell Hëllefen am Logement am abordabele Wunnraum gereegelt ginn, fir dass méi Leit d'Recht op eng Hëllef kréien. D'Situatioun um Logementsmaart huet sech an deene leschte Jore spierbar verännert, an dat net zum Gudden. Dowéinst ass et nëmme verständlech, dass mir och elo den Akommesplaffong vun dësen individuellen Hëllefen dëser Entwécklung upassen. De Plaffong, fir eligibel fir Hëllefen ze ginn, gëtt also an d'Luucht gesat.

Mat dëser Upassung komme méi Leit a Fro, fir vun den Hëllefe kënnen ze profitéieren. Sou klëmmt beispillsweis den aktuelle Plaffong fir déi nei individuell Hëllefe fir e Menage mat Kanner tëschent 8 % a 25 %, jee no der Unzuel vun de Kanner.

De Plaffong vun der Subvention loyer fir Stéit mat Kanner gëtt och ugepasst. Den Ament läit dee bei 200 Euro de Mount fir eng Eenzelpersoun mat enger Pai vu maximal 3.727 Euro de Mount. Fir eng Koppel mat maximal 5.591 Euro Akommes pro Mount läit de Plaffong aktuell bei 280 Euro. Wann de Menage een oder méi Kanner huet, dann erhéicht sech de Plaffong ëm 40 Euro pro Kand. Dat heescht, am Moment kritt ee 40 Euro pro Kand, wat am Menage lieft, an dat gëtt verduebelt fir all Kand, wat am Stot ass.

Et ass eis bewosst, dass d'Subvention loyer schonn an der Vergaangenheet ugepasst ginn ass, mee opgrond vun der aktueller Situatioun an deem Drock, deen am Moment op der Locatioun besteet, ass et wichteg, de Mënschen a virun allem de Famillje mat Kanner heimat nach eng Kéier verstäerkt ënnert d'Äerm ze gräifen.

Fir méi Menagen den Dram vun engem Eegenheem ze erméiglechen, gëtt des Weideren och den Akommesplaffong fir d'Prime d'accession à la propriété ugepasst. Mat dëser Upassung gëtt d'Unzuel vun den eligibele Menagen ëm iwwert d'Hallschent, fir genau ze sinn ëm 59 %, erhéicht a gläichzäiteg dann och déi potenziell Unzuel vun de Beneficiairë vun enger Prime d'épargne, well et sech hei jo ëm eng Zousazprimm vun der Prime d'accession à la propriété handelt.

Fir op déi erhéichten Zënsen op Immobiliekreditter ze reagéieren a fir eng Partie vun dëser Charge d'intérêts débiteurs op den Immobiliekreditter ofzedecken, gi souwuel de maximalen Taux fir d'Subvention d'intérêt wéi och déi verschidden Akommesplaffonge fir dës Subventioun erhéicht. Den Taux maximal fir d'Subventioun läit aktuell bei 2,5 %, an dee gëtt elo op 3,5 % erhéicht, dëst no statistesche Berechnunge vun der Zentralbank. Dës Moossnam gëllt souwuel fir déi nei wéi och fir lafend Prêten a soll, wéi gesot, opgrond vun den aktuell héijen Tauxen d'Zënslaascht vun den Immobiliekreditter no ënnen drécken an de Leit esou méi Loft loosse fir ze liewen.

Bei der Staatsgarantie gouf 2023 dat aalt Gesetz vun 1979 iwwerschafft an dobäi och de minimale Montant, deen een dräi Joer laang muss gespuert hunn, fir eng Staatsgarantie ze kréien, vun 290 Euro pro Joer op 1.000 Euro pro Joer eropgesat. Fir d'Transitioun vum ale Gesetz vun 1979 op dat neit Gesetz vum leschte Joer ze erliichteren, gëtt eng Disposition légale geschaf, soudatt kee Bierger vun dëser Staatshëllef ausgeschloss ka ginn, och net déi Persounen, déi just nach nom ale Regimm ugefaangen hunn ze spueren an dunn op eemol net méi konform waren zum neie Regimm. Och dës Persoune kënne weiderhi vun der Staatsgarantie profitéieren.

Ausserdeem ginn opgrond vun den aktuell héijen Taux d'intérêts um Immobiliemarché och d'Viraussetzunge fir d'Ufroe vun der Staatsgarantie, also der Garantie de l'État, ugepasst, andeems den Taux vun 3 % op 6 % erhéicht gëtt. De maximale Prozentsaz vun de Staatsgarantien, deen am Verhältnis zu de Käschte fir de Bau respektiv de Kaf oder d'Renovatioun vum Wunnraum berechent gëtt, soll vun aktuell 30 % op 40 % erhéicht ginn, souwéi och d'Akommesgrenzen, déi fir d'Staatsgarantie gëllen. Dat stellt och eng sensibel Hëllef duer.

Mir wëlle mat dësem Gesetz och de Kaf vun abordabelem Wunnraum a vu Wunnraum à coût modéré, déi vun engem ëffentlechen Träger wéi der SNHBM, dem Fonds du logement oder vun enger Gemeng geschaaft ginn, weider verstäerken. An dofir gëtt och d'Aide à la pierre an dëst Gesetz matabezunn.

E Wuert zum abordabele Wunnraum an dem Wunnraum à coût modéré: Wou läit do genau den Ënnerscheed? Kommt, mir huele beispillsweis de Fonds du logement. Bei engem abordabele Bauprojet leet de Staat 50 % bäi bei de Käschte vum Terrain a 50 % bei den Etüden a bei den Infrastrukturaarbechten. Bei engem Projet à coût modéré bedeelegt sech de Staat zu 50 % beim Terrain, mee net bei den Etüden an den Infrastrukturkäschten.

Et versteet sech vum selwen, dass alleguer dës Terrainen net verkaaft ginn, mee an eng Emphyteos kommen, dat heescht, et lount een déi Terrainen op 49 oder 99 Joer.

Eligibel fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum ware bis elo Stéit mat engem Akommes bis zum sechsten Decile. Dee gëtt elo erhéicht op de siwenten Decile. Beim Wunnraum à coût modéré war et bis elo de siwenten Decile. An dat gëtt elo erhéicht op den aachten Decile.

Ënnert deenen Zuele kënnt Der Iech vläicht net ganz vill virstellen, an dofir wollt ech Iech e puer konkreet Beispiller ginn. Bei enger Eenzelpersoun gëtt de Plaffong beim abordabele Wunnraum gehuewe vu 47.700 Euro op 59.000 Euro an de Plaffong gëtt gehuewe beim Coût modéré vun 53.700 op 69.500 Euro. Fir eng Koppel ouni Kanner am abordabele Wunnraum, do geet de Plaffong erop vun 73.000 op 88.500 am Abordabelen an am Coût modéré vun 82.400 op 104.200. Fir eng Koppel mat zwee Kanner geet de Plaffong am abordabele Wunnraum erop vu 97.500 op 135.600 an am Coût modéré vun 110.000 op 159.700.

Fir de Krees vun de potenzielle Keefer fir dës abordabel Wunnengen ze erweideren, ginn d'Tariffer, déi de Plaffong festleeën, fir eligibel ze gi fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré, also temporär eropgesat. Soumat gëtt e Menage mat engem Nettoakommes ënnerhalb vum Decile 7, fréier Decile 6, eligibel fir de Kaf vun abordabelem Wunnraum an e Menage mat engem Nettoakommes ënnerhalb vum Decile 8, fréier den Decile 7, eligibel fir de Kaf vu Wunnraum à coût modéré.

Duerch dës zäitlech begrenzten Erweiderung soll de Krees vun de potenzielle Keefer vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré kuerzfristeg ugekuerbelt ginn a geziilt deene Leit ënnert d'Äerm gegraff ginn, déi Hëllef brauchen. Deene Leit kënne mir och elo Hëllef ubidden. An de Krees vu Leit huet sech mat der aktueller Zënssituatioun natierlech erweidert.

Dat hei ass e ganz wichtegt Gesetz, e ganz substanziellt Gesetz, an dofir krute mer och eng Rei Avisen eran, op déi ech hei nach kuerz wéilt agoen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

De Staatsrot huet säin Accord fir dëse Projet de loi ginn, nodeems ënner anerem den Zäitraum, an deem den Demandeur vun enger Staatsgarantie e bestëmmte Montant ugespuert muss hunn, méi kloer definéiert gouf bezéiungsweis den Zäitpunkt, vun deems un den Demandeur ugefaangen huet ze spueren, méi kloer festgeluecht gouf. Dëst, fir juristesch Onkloerheeten ze vermeiden a méi Kloerheet an den Text eranzebréngen.

D'Chambre des Métiers begréisst déi individuell Hëllefen, déi am Projet de loi virgesi sinn, mee si

géing et ënnerstëtzen, wann dës finanziell Hëllefen zäitlech begrenzt wären, fir de Bausecteur, hirer Opfaassung no, kuerzfristeg maximal ze stimuléieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ënnerstëtzt och déi verschidde Sozialmesüren, stellt allerdéngs d'Wierksamkeet vun de Mesüre bei Stéit mat mëttlerem a ganz klengem Akommes a Fro.

Och d'Chambre de Commerce ënnerstëtzt dës Sozialmesüren aus dem Projet de loi, mee schléit des Weidere vir, dass och Privatentreprisen an dem Marché vum Kaf a vun der Locatioun vun abordabelem Wunnraum a Wunnraum à coût modéré matschaffe kënnen.

Den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, den OAI, schwätzt sech fir dës Mesüren aus a gëtt gläichzäiteg awer ze bedenken, dass d'Effikassitéit vun de Mesüren an engem bis zwee Joer misst evaluéiert ginn.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Mesüren, mee weist op verschidde Propositiounen hin, beispillsweis dass net nëmmen den eligibele Krees vun den Aiden erhéicht gëtt, mee och d'Hëllef selwer, an dass d'Subvention loyer net nëmme fir Leit mat Kanner an d'Luucht gesat gëtt, mee och fir Celibatairen, also Leit ouni Kanner. Dës Weidere schloe si vir, dass d'Promotioun vum Logement abordable sech an éischter Linn sollt iwwert d'Locatioun maachen amplaz iwwert de Verkaf an dass Wunnraum, deen ouni Erfolleg an der Vente steet, dauerhaft an d'Locatioun soll goen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet beinhalt en éischten ëmfaassende Pak mat enger ganzer Rei Moossnamen, fir de Wunnengsmaart souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg nees ze dynamiséieren. Et ass e wichtege Projet de loi fir d'Mënschen dobaussen, fir d'Mënschen, déi et schwéier hunn, eng Wunneng ze fannen, an ech mengen, dass mer wierklech hei e grousse Schrëtt maache fir vill Leit, deenen et am Moment net méiglech ass, en Dag iwwert dem Kapp ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Corapporteur, dem Här Gilles Baum, Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Alex Donnerbach.

(Hilarité)

Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Voilà. Also: „Donnersbach", voilà!

(Hilarité)

Här President, fir d'éischt wëll ech de Rapporteure Merci soe fir hiren ausféierlechen an detailléierte Bericht. An da wëll ech am Numm vun der CSV d'Gesetz, de Projet de loi vun haut, ganz häerzlech begréissen. Et ass e wichtegen a substanzielle Schrëtt, fir d'Schiflag, déi mer aktuell am Bausecteur kennen, ofzefiederen a gläichzäiteg eng essentiel Entlaaschtung fir déi eenzel Stéit, fir déi d'Wunnkäschten an de leschte Joer massiv an d'Luucht gaange sinn duerch déi staark Erhéijung vun den Zënsen, fir déi endlech ze entlaaschten.

Mir begréissen, datt d'Regierung hei keng Zäit verluer huet an innerhalb vun den éischten 100 Deeg dëse Projet de loi deposéiert huet, e ficeléiert huet an domat wichteg Punkten aus eisem Koalitiounsprogramm vum November ëmsetzt.

Et gëtt aktuell zwou Krisen am Beräich vum Logement. Dat ass engersäits d'Baukris, déi doduerch entstanen ass, datt d'Zënse schlagaarteg duerch d'Europäesch Zentralbank an d'Luucht gaange sinn an hirem Effort, d'Inflatioun ze bekämpfen. Doduerch si vill nei Projeten op eemol net méi finanzéierbar gewiescht. An dat kann een och an den Zuele ganz gutt erkennen: Sinn et am Joer 2020 nach méi wéi 2.000 VEFAe gewiescht, sou waren et am Joer 2023 nëmmen nach 15 % vun där Unzuel. Déi Zuel illustréiert gutt, wéi déif d'Kris an deem Beräich ass.

Op der anerer Säit gëtt et eng strukturell Logementskris, déi iwwer Joren entstanen ass an déi sech doduerch auszeechent, datt einfach net genuch Wunnenge gebaut gi sinn, fir mat der Demande matzehalen, déi duerch de staarke Wuesstum vun der Bevëlkerung a vun den Aarbechtsplazen iwwert déi lescht Joren entstanen ass.

Ma et ass kloer, datt mer dës zweet Kris net geléist kréien, wa mer net séier handelen am Bausecteur an elo agéieren, fir de Bausecteur opzefänken. Wann nämlech bal näischt méi gebaut gëtt, wa keng Demande méi do ass, da geet d'Offer och net an d'Luucht.

Doweinst ass et richteg an noutwendeg, datt d'Regierung dëse Projet de loi innerhalb vun den éischten 100 Deeg op d'Bee gestallt huet, fir geziilt neie Schwong an de Bausecteur ze bréngen.

Dobäi begréissen ech och ausdrécklech, datt eng Rei vu Mesüre sech retroaktiv op den 1. Januar applizéieren, well mir wëssen et, de legislative Prozess brauch seng Zäit, an et war wichteg, ab Februar den Acteure schonn ze signaliséieren, wat de Plang fir dëst Joer ass, fir datt och si hir Pläng kënne maachen.

Mir hu par ailleurs festgestallt bei deem leschten Debat iwwert de Logement hei an der Chamber, datt déi meescht Parteien hei déi Approche u sech deelen, fir elo mol séier ze handelen, fir d'Baukris hei ofzewenden an de Privathaushalter a Betriber ze hëllefen, géint déi schnell ustéigend Zënsen unzegoen.

Eng Kritick, déi u sech an deem Debat vu verschiddenen Ecker koum, war, datt d'Regierung hei Mesüren hëlt, déi et fir d'Investisseuren ze vill attraktiv maachen, an de Wunnengsbau ze investéieren. Deene wëll ech kloer soen, datt mer ouni Privatinvest de Constructiounssecteur aktuell net beliewe kënnen!

Une voix | Très bien!

M. Alex Donnersbach (CSV) | Mir brauche souwuel déi privat wéi déi staatlech Gelder an déi mobiliséiere mer och, fir d'Demande grad zu dësem Moment erëm an d'Luucht ze drécken. A genau dat soll dëse Projet de loi erwierken, zesumme mat dem Budget, dee mer de leschte Mount gestëmmt hunn. Engersäits sollen Incentive geschafe ginn, fir de Privatinvest unzekuerbelen, notamment mat deem zäitlech begrenzte Crédit d'impôt fir d'Investoren an der zäitlech begrenzter Erhéijung vum Amortissement accéléré.

Déi zäitlech Begrenzung vun dëse fiskalesche Mesüren ass d'ailleurs weesentlech, wichteg, well si en Ureiz schaaft, elo ze investéieren an net an engem Joer, an zwee Joer oder an dräi Joer, mee dëst Joer. Well et ass elo, wou déi Sue mussen investéiert ginn, fir d'Demande am Bausecteur erëm eropzesetzen an de Bausecteur erëm opzepäppelen.

Da wëlle mer als CSV och kloer ervirsträichen, datt net nëmmen de Privatsecteur an de Logement investéiert, ma och de Staat. Och de Staat huet an dem Budget dëst Joer e groussen Invest an de Wunnengsbau gemaach. 480 Millioune solle bis 2027 an den Opkaf vu VEFAe gestach ginn. Domat gëtt de Park vun ëffentleche Wunnenge staark erweidert. An och d'Aide à la pierre, fir datt d'Gemengen an d'sozial Promoteure Logement maachen, geet vu lescht Joer 176 Milliounen op dëst Joer 480 Milliounen erop.

Doweinst kënne mir net novollzéien, wéi Verschiddener ëmmer erëm uprangeren, et géif nëmmen alles fir d'Investeure gemaach ginn. Dat stëmmt net! Hei sinn d'Mesüre balancéiert: Fir déi eenzel Leit, déi, déi eng Wunneng hunn, déi, déi eng Wunneng lounen, fir jiddwereе gëtt et hei eng Entlaaschtung.

Bei de Mesüre fir déi eenzel Leit, do wëll ech ufänke mam bëllegen Akt, dee mer vun 30.000 op 40.000 Euro eropsetzen. Dat hëlleft all deenen, déi déi éischt Wunneng sichen, gradesou wéi bei der Prime d'accession à la propriété. Och do gëtt de Plaffong an d'Luucht gesat. An och bei der Garantie de l'État gëtt nogebessert, déi laang net méi praktikabel war, well d'Plaffongen esou niddreg waren. Och hei ginn déi richteg Schrëtt gemaach.

An da ginn och déi aktuell Proprietären entlaascht duerch d'Eropsetze vum Plaffong vun den Zënsen, déi si alljoers vun hire Steieren ofsetze kënnen, an duerch d'Erhéijung vun der Subvention d'intérêt.

Ma doriwwer eraus passt dëse Projet de loi och d'Aidë fir d'Locatairen un, notamment bei den Aides individuelles a bei der Subvention loyer. An da féiert dëse Projet de loi och eng Primm grad fir jonk Beruffsufänger an, eng Prime locative, déi steierlech ofsetzbar ass an déi eebe grad deenen, déi et am schwieregsten hunn, wa se op de Locatiounsmarché kommen, hëlleft.

An anere Wierder: Dëse Projet de loi ass e groussen Effort, fir engersäits Sue vu Leit ze mobiliséieren, déi sech eng éischt Kéier en Haus wëlle kafen, zesumme mat de Sue vu Privatinvestoren, fir d'Demande kuerzfristeg erëm unzekuerbelen an domat neie Schwong an de Bausecteur ze bréngen. An anerersäits sollen och konkreet déi Privatstéit a Locatairen entlaascht ginn, déi direkt oder indirekt ënnert der Hausse vun den Zënse leiden. Et ass also e wirtschaftlech a sozial ausgeglachene Pak u Mesüren, déi souwuel de Privatstéit zeguttkomme wéi och der Baubranche, déi elo kuerzfristeg soll ënnerstëtzt ginn.

Da koum an eisen Debatten och ëmmer d'Kritick, datt déi Mesüren net wierklech de Kär vun der Problematik, der Logementskris, bei der Wuerzel pake géifen, datt elo erëm op der Demande geschafft géif an net op der Offer.

Hei wëll ech kloer soen: Jo, bei enger Baukris, wou d'Demande net méi do ass a wou d'Demande fort ass, do muss een och eng Politick maachen, fir datt déi Demande erëm zréckkënnt. D'Steierpolitick ass dofir do, de richtege Kader ze stellen, fir d'Suen an d'Invester an déi gewënschte Richtung ze leeden. Elo kuerzfristeg gëllt et, verstäerkt Suen an d'Demande fléissen ze loossen. A genau dat mécht den aktuelle Projet de loi mat engem Deel vu senge fiskalesche Mesüren.

Gläichzäiteg wësse mir – an dat hu mer och gläich um Ufank gesot –, datt mer hei zwou Krisen am Land hunn: d'Baukris an d'Logementskris. An dofir stinn am Koalitiounsprogramm engersäits Mesüren, déi erëm Schwong an de Bausecteur solle bréngen, awer och eng ganz Rei Mesüren, eng Panoplie u Mesüren, fir an Zukunft d'Offer hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze schrauwen.

An deem Kontext begréisse mir als CSV ausdrécklech, datt d'Regierung parallell zum Depot vun dësem Projet de loi u weidere Mesüre schafft, déi nach virum Summer solle presentéiert ginn, fir déi Offer mëttel- a laangfristeg an d'Luucht ze setzen. Bei deene Mesüre soll et verstäerkt doréms goen, wéi mir déi aktuell Hürden am Wunnengsbau, déi am Moment op ville Plazen existéieren, kënnen ofbauen an doduerch d'Offer iwwert déi nächst Jore méi séier an d'Luucht setzen.

Ganz besonnesch geet et ëm eng Vereinfachung an eng Rationaliséierung vun de Prozeduren, souwuel am Beräich vun de Gemenge wéi vum Patrimoine, vun der Ëmwelt an eng ganz Rei anerer. Hei mussen déi richteg Changementer gemaach ginn, fir datt eng Wunnengsbauoffensiv iwwert déi nächst Joren iwwerhaapt méiglech gemaach ka ginn.

Dowéinst kann ech ofschléissend an dësem komplexen Theema vun der Wunnengskris nëmme soen: Et gëtt net déi eng Léisung, fir dee Problem vun der Wunnengskris ze léisen! Et ass och keng Science exacte. Dowéinst muss een engersäits ëmmer erëm préiwen, ob déi Mesüren, déi een hëlt, och de gewënschten Effekt hunn a le cas échéant nobesseren.

An anerersäits bleift de Constat, dass et e komplexe Problem ass, well vill Interêten an der Wunnengsbaupolitick openeentreffen. Vun Autonomie communale iwwer Ëmweltschutz, Aarteschutz, wirtschaftlech Interessen, souguer de Brandschutz, de Schutz vum Patrimoine souwéi déi konkreet Interesse vun de Bierger op der Plaz – villes fléisst an déi Debatt hei mat eran, wat si gläichzäiteg ganz spannend mécht, mee awer och ganz kompliziéiert.

Dowéinst gëllt et elo, u ville Schrauwe gläichzäiteg ze dréien, fir ze kucken, de richtegen Equiliber ze fannen, souzesoen den Optimum. Dat heescht, mir musse kucken, an den nächste Jore méi Wunnengen ze bauen, fir mam Wuesstum vun der Bevëlkerung an den Aarbechtsplaze Schrëtt ze halen a gläichzäiteg den Equiliber tëschent deene verschiddenen Interessen deementspriechend nei ze ajustéieren.

Dowéinst begréisse mir als CSV, datt déi nei Regierung u ville Schrauwen am Moment gläichzäiteg dréit, sief dat mat deene Suen, déi se am Budget investéiert fir de Logement abordable, sief et mat dësem Projet de loi, wou eng ganz Rei Mesüre kommen, fir de Bausecteur erëm a Schwong ze bréngen, sief et mat der Intentioun, de Privatsecteur och bei de Logements abordables verstäerkt anzebauen, sief et iwwert d'Prozeduren, déi méi effikass a méi rational solle ginn. Dat eent maachen heescht net, dat anert net maachen.

Dat ass alles vill Aarbecht, déi virun eis läit, an de Problem vun der Wunnengskris wäert och net direkt geléist kënne ginn, mee wa mer net ufänken, da wäerte mer och net ukommen. An dëse Projet de loi ass en éischte wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi scho vum Gilles Baum betount, befënnt sech eist Land säit Joren an enger Wunnengskris. Et ass eng traureg Realitéit, dass d'Nofro no Wunnengen d'Offer bei Wäitem iwwerschreit, an dëst strukturellt Ongläichgewiicht weist sech ëmmer erëm.

D'Wunnengsnout ass, wéi gesot, keng nei Thematik. De Logementsproblem zitt sech säit Joren a Joerzéngten a betrëfft ëmmer méi Mënschen hei am Land, bis an d'Mëttelschicht eran.

D'Problemer si bekannt: Lëtzebuerg wiisst, souwuel am wirtschaftleche wéi och am demografesche Beräich. An all dës Leit, déi zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen, musse logéiert ginn. Dann hu mer natierlech d'Präisentwécklung, souwuel am Kaf wéi an der Locatioun vu Wunnengen, déi ganz ville Leit Kappzerbrieches mécht, eppes, op dat ech och ganz oft a menger Qualitéit als Buergermeeschtesch vu Bierger ugeschwat ginn.

Ech denken un déi Leit, déi Zäit hires Liewens geschafft hunn an elo vun enger knapper Pensioun liewen. Ech denken un déi Jonk, déi grad eréischt an d'Beruffsliewe gestart sinn a fir déi et schwéier ass, mat de finanzielle Mëttel, déi hinnen zur Verfügung stinn, e Loyer ze bezuelen oder méi spéit e weidere Schrëtt an d'Selbstännegkeet ze maache mat enger éischter eegener Wunneng. Ech denken awer och u Leit mam Mindestloun an elengerzéiend Elteren, déi duerch den héije Loyer oder déi héich Tauxen op Immobiliekreditter um Enn vum Mount näischt méi Rescht hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wunnen däerf kee Luxus sinn! Als Staat musse mir derfir suergen, „datt jidderee mënschewierdeg ka liewen an eng gëeegent Wunneng huet", genausou wéi mer et an eiser neier Verfassung och verankert hunn.

An dësem Sënn sinn an der viregter Legislatur wichteg Moossnamen ëmgesat oder an Ugrëff geholl ginn, fir méi Wunnraum a virun allem méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Mam Pacte Logement 2.0 ass eng nei Allianz tëschent de Gemengen an dem Staat entstanen, fir de Bau vu bezuelbare Wunnengen ze fërderen an notamment och méi dense kënnen ze bauen an dobäi d'Versigelung vum Buedem an de bebaute Flächen ze verréngeren. Dëst ass fir d'Gemengen en immens wichtegt Instrument, bei deem et awer, wéi gëschter um Buergermeeschterdag beschwat, nach u verschiddenen administrativen Hürden ze schaffe gëtt.

Sëlleg grouss Logementsprojete wéi de Projet Elmen zu Kielen, NeiSchmelz zu Diddeleng, Wunne mat der Wooltz oder An der Schmëtt zu Biwer goufen déi lescht Joren an der Chamber ugeholl a wäerten derbäi hëllefen, weidere Wunnraum fir d'Mënschen am Land ze schafen.

Ënnert der DP-gefouerter Regierung ass et awer och zu enger immenser Budgetserhéijung vum Fonds spécial de soutien au logement komm, fir dass vu staatlecher Säit verstäerkt an de Logement investéiert gëtt. 2014 loung dëse Budget nach bei 38 Milliounen. 2021 waren et der schonn 170. 2023 lounge mer bei 246 Milliounen.

Als Reaktioun op d'Wunnengs- a Baukris huet déi nei Regierung mam DP-Logementsminister Claude Meisch d'Dotatioun vum Spezialfong nach eemol ëm ronn 110 Milliounen erweidert a gesäit bis 2026 Investissementer an Héicht vun 900 Milliounen Euro an d'Schafe vun abordabele Wunnenge vir.

Dës enorm Invester, zesumme mam ambitiéise VEFA-Programm, dee verlängert an ausgebaut gëtt, zilen dorobber of, engersäits de Bausecteur ze ënnerstëtzen an anerersäits de Parc immobilier vum Staat, wat abordabele Wunnraum ugeet, schnell an effikass ze erhéijen.

Ech wëll awer och d'Subvention de loyer ervirhiewen, déi schonn an der Vergaangenheet ënnert der DP-gefouerter Regierung däitlech eropgesat gouf. Déi weider Erhéijung vun der Subventioun vu 40 op 80 Euro pro Kand ass an der aktueller Situatioun, den héije Loyeren a ganz allgemeng dem Drock um Locatiounsmarché, e ganz wichtege Schrëtt, fir de Mënschen a virun allem de Famillje mat Kanner nach eng Kéier verstäerkt ënnert d'Äerm ze gräifen. Grad Locatairen, an déi mat Kanner, si besonnesch dem Risiko ausgesat, fir an d'Aarmut ze rutschen. Et ass deemno extreem wichteg fir eis als Demokratesch Partei, dass mer hei mat dëse Mesüren och géint d'Kanneraarmut virginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, niewent de Mesüren aus dem Logementspaquet, op déi déi zwee Rapporteuren agaange sinn, gëtt et fir d'Demokratesch Partei eng Rei weider Mesüren, déi esou séier wéi méiglech sollen ëmgesat ginn, fir de Wunnengsmarché unzekuerbelen.

D'Demokratesch Partei steet zu der Reform vun der Grondsteier an der Aféierung vun enger Mobiliséierungs- a Leerstandssteier. Et kann nämlech net sinn, dass matzen an enger nationaler Logementskris mat Terrainen an Immobilie spekuléiert an hektarweis Bauland broochleie gelooss gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Virun allem sollen d'Besëtzer verstäerkt derzou ugereegt ginn, hiren Terrain och ze gebrauchen. Fir d'DP soll dofir d'Mobiliséierungssteier nach eng Kéier an der aktueller Krisesituatioun ugepasst ginn. Dës Steier soll awer och e begrenzten Abattement virgesinn am Fall, wou Eltere fir hir Kanner en Terrain bis zu engem gewëssenen Alter zréckhale wëllen.

Et wäert an eisen Aen allerdéngs net duergoen, fir d'Proprietären iwwer Steieren zur Mobiliséierung vun hiren Terrainen ze beweegen. Mir mussen dofir och aner Incentiver schafen. Dofir wëll d'DP et de Leit méi einfach maachen, hiren Terrain iwwer Emphyteos ze verlounen, soudass zum Beispill eng modular Konstruktioun do ka kuerzfristeg installéiert ginn, och wann de Proprietär laangfristeg gesinn nach aner Pläng fir säin Terrain huet. Esou kann een deen Terrain fir eng gewëssen Zäit fir de Logement mobiliséieren.

Eng weider Iddi vun der Demokratescher Partei, déi an der leschter Regierung op den Instanzewee komm ass a mat där mir eng grondleeënd nei Ausriichtung geholl hunn, ass de Baulandvertrag. Dëse gesäit kloer Delaie vir, bis wéini en Terrain bebaut muss ginn, well dëse soss zréckklasséiert gëtt. Heimadder soll an de Gemenge séchergestallt ginn, datt zousätzlecht Bauland bannent enger bestëmmter Zäit och tatsächlech bebaut gëtt.

Als DP gesi mir och eng weider Méiglechkeet, de Bauperimeeter ëm eng Rei Terrainen ze erweideren, déi just ausserhalb vum Perimeeter, mee direkt niewent bestoende Wunngebidder leien, andeems op dësen Terrainen ausschliisslech abordabele Wunnraum entstoe kann an dësen da verlount oder a Form vun engem Bail emphytéotique vergi gëtt. Mat dësem Outil, gradewéi mam Baulandvertrag, kann d'Spekulatioun mat Bauland oninteressant gemaach ginn a gläichzäiteg kënnen d'Gemengen déi néideg Planungssécherheet kréien, fir neien an abordabele Wunnraum ze schafen an nohalteg ze wuessen.

Wa mer beim Bauperimeeter sinn, wëll ech awer och d'Konzept „Natur auf Zeit" ervirhiewen, dat mir als Demokratesch Partei ëmsetze wëllen. Ëm wat geet et? Vereinfacht gesot: Bauland ass Bauland a soll och Bauland bleiwen. Et geet eis deemno drëm, datt, wann en Terrain bis eng Kéier als Bauland klasséiert gouf, en dann och Bauland bleift an ouni gréisser Ëmstänn soll kënne bebaut ginn. Kompensatiounsmesüre sollen eemoleg sinn, zum Beispill bei enger Erweiderung vum Perimeeter, an net no Joren nach eemol mussen opgewullt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe bewosst „no Joren", well wa mer eis d'Dauer vun de Prozeduren ukucken, vum PAG iwwert de PAP zur Baugeneemegung, mat dertëschent nach x weidere Geneemegunge vu verschiddene Verwaltungen, dann ass et fir eis als DP kloer, dass mer méi séier, méi vernetzt a méi effikass Geneemegungsprozedure brauchen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Do stellt sech och d'Fro, ob beispillsweis d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an Zukunft iwwerhaapt eng Autorisatioun brauch.

Une voix | Richteg!

Mme Carole Hartmann (DP) | Am nämmlechte Sënn vun Acceleratioun an Effikassitéit hu mir als DP d'Virfinanzéierung vun dësen Anlage lancéiert, fir dass d'Stéit sech et engersäits leeschte kënnen, op dës erneierbar Energie eriwwerzeklammen, an anerersäits no de laange Prozeduren net nach x Méint, voire Joren op hir Subventioune waarde mussen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent deene Mesüren, déi an der Pipeline vun der aktueller Regierung sinn, gëtt et fir d'Demokratesch Partei nach weider Usätz, déi mir an d'A faasse sollten, fir de Logementsmarché, souwuel um Niveau Locatioun wéi Vente, ze dynamiséieren.

Déi ëffentlech Hand muss weiderhin hir Responsabilitéit huelen, fir déi eegen Terrainen esou séier et geet ze mobiliséieren. Mir kënnen eis et net leeschten, Bauterrain broochleien ze loossen. D'Baubranche sicht de Moment Beschäftegung an de Staat sicht Wunnengen. Do muss een esou séier wéi méiglech d'Energië bündelen an zesummefannen. Esou kënne mir och de Bausecteur mat grousse Soumissiounen aktiv um Bau vun ëffentlechem Wunnraum bedeelegen an d'Ressourcë vu staatlechen a vu privaten Acteuren an enger eemoleger solidarescher Wunnengsbauoffensiv zesummeleeën.

Als DP gesi mir weiderhin d'Schafe vun engem nationale Biergerfong als e méiglleche Katalysator vum ëffentleche Wunnengsbau. Hei kéinten d'Biergerinnen an d'Bierger, awer och d'Betriber, sech kollektiv un der Finanzéierung vu staatlechen Immobilieprojete bedeelegen a soumat déi néideg finanziell Moyenen opbréngen, fir de Marché weider ze dynamiséieren. Mir mussen d'Suen do mobiliséieren, wou se eebe sinn, an dat ass eeben am Privaten. Fir dëse Fong fir jiddereen interessant ze maachen, géif all Bierger e Rendement fir säin Invest kréien, gekoppelt mat steierleche Virdeeler. Fir eis als Demokratesch Partei wär esou ee Biergerfong deemno eng kloer Win-win-Situatioun.

Do dernieft setze mir eis als DP derfir an, d'Héicht vun de Wunnengsbauhëllefen an d'Akommesplaffongen och weiderhin un déi aktuell Immobiliepräisser an un d'Inflatioun unzepassen.

Trotz de wichtege steierleche Mesüren, déi mir haut decidéieren, si mir der Meenung, datt jonk Mënschen, déi hir éischt Wunneng kafen, an Zukunft eng eemoleg Exoneratioun vun den Droits d'enregistrement accordéiert kréie sollten.

Mir stinn och weider hanner eiser Iddi, déi sougenannte Leibrente, d'Rente viagère, auszebauen. Bei dësem Modell verkeeft eng Persoun hir Wunneng zu engem méi gënschtege Präis an erhält gläichzäiteg fir de Rescht vun hirem Liewen all Mount eng Pensioun vum Keefer. Am Géigenzuch huet de Verkeefer d'Méiglechkeet, d'Wunneng och weiderhin ze bewunnen, an dat bis zum Enn vu sengem Liewen.

Doriwwer eraus wëlle mir och weiderhin alternativ Finanzéierungsmodeller, wéi de Mietkauf, fërderen. De Mietkaf ka grad jonke Familljen a Leit aus der Mëttelschicht ënnert d'Äerm gräifen, andeem si déi éischt Joren e Loyer bezuelen, deen uschléissend vum Kafpräis vun der Immobilie ofgerechent ka ginn. Esou hunn d'Leit déi éischt Joren eng finanziell Planungssécherheet, de Loyer ass méi niddereg wéi déi aktuell Tauxen op Immobiliekreditter an de bezueltene Montant gëtt herno als Fonds propre fir de Kaf vun der Immobilie mat ugerechent.

Grad an enger Zäit vun héijen Tauxen op Immobiliekreditter ass dëst eng Alternativ zum klassesche Kaf vun enger Wunneng, déi esou beispillsweis schonn zu Jonglënster ënnert dem liberale Buergermeeschter Ben Ries mat Erfolleg duerchgeféiert gëtt. Op dës Aart a Weis sinn do Awunner zu abordabelem Wunnraum komm, déi et sech iwwert de klassesche Kaf fir den Ament net hätte kënne leeschten. Esou Iddie gëllt et fir d'Demokratesch Partei, weiderzeverfollegen an auszebauen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Fir dem Manktem un abordabelem Wunnraum effikass kënnen entgéintzewierken, muss och d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren an de Gemengen optiméiert ginn. Wéi kënnen d'Gemenge bei der Schafung vun abordabelem Wunnraum ënnerstëtzt ginn? Wou kann een usetzen, fir méi Struktur, méi Professionalitéit a manner Käschten ze schafen?

Eng Méiglechkeet wier hei d'Schafung vun enger staatlecher Agence, fir d'Gestion locative vun den abordabele Wunnengen ze iwwerhuelen. D'Gestion locative fält a ganz ville Gemengen nach ëmmer deene Beamten zou, déi sech ëm d'Verwaltung vun de sëllege Gemengegebaier këmmeren. Grad en vue vun der steigender Zuel un abordabelem Wunnraum um Gemengenniveau wier et wichteg, datt och d'Gemenge vun dëser staatlecher Agence profitéiere kéinten, fir hir abordabel Wunnenge vun dëser Agence geréieren ze loossen. Esou kéint de Gemenge mat zousätzlechem, professionell forméiertem Personal an harmoniséierten Direktiven och hei ënnert d'Äerm gegraff ginn. Heiduerch géinge mir eng Professionaliséierung vun den Ofleef, eng Verréngerung vun de Käschten an eng Vereinfachung vun der Gestion locative erreechen. Dat géif net nëmmen d'Gestioun vun abordabelem Wunnraum spierbar vereinfachen, mee virun allem de Biergerinnen a Bierger zeguttkommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e strukturelle Problem am Wunnengsbau, an dës Problemer hu sech iwwert d'Zäit gefestegt a kënnen och nëmmen iwwert d'Zäit geléist ginn. De Bau a Verkaf vun Immobilien huet an de leschte Jore stagnéiert, mee mam Logementspak, deen hei zum Vott steet, wëlle mir de Marché erëm dynamiséieren an d'Leit finanziell entlaaschten.

De virleiende Gesetzesprojet ass ee weideren an e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, well et ass héich Zäit ginn ze handelen, fir datt den Dram vum Eegenheem kee Privileeg bleift, esou wéi et aktuell ëmmer méi de Fall ass.

Fir d'Demokratesch Partei war eng vun den zentrale Prioritéite vun de leschte Walen, bezuelbare Wunnraum fir jiddereen ze erméiglechen. Mam Logementspak an de grad genannte Mesüre gi mir dës Prioritéit, d'Recht op e gutt Wunnen, ganz geziilt an direkt un. Wat et brauch, ass eng Strategie mat kuerz-, mëttel- a laangfristegen Iddien, Moossnamen a strukturellen Ureizer. Eng Strategie, bei där och de Privatsecteur matagebonne gëtt, bei där mir d'Bierger mathuelen, fir datt mir all zesummen dëse Problem kënnen ugoen. D'Demokratesch Partei huet dës Iddien a steet bereet, se och weiderhi konsequent ëmzesetzen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen där honorabeler Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Här President, et ass e wichtegt Theema fir eist Land. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer alleguerten e breede Konsens heibannen hunn. An dat ass vläicht eng positiv Nout, op där mer kënnen ufänken. Et wäert sécher méi nuancéiert ginn am Laf vu menger Interventioun.

De Pak, dee mer haut presentéiert kritt hunn am Detail – merci dofir och de Rapporteren, déi dat ganz detailléiert gemaach hunn –, steet ënner engem dräifache Motto: Schwong an de Bau, an de Wunnengsbau, dat ass déi eng Saach, an dann de Leit an anerersäits de Betriber hëllefen, se ënnerstëtzen. Dat kléngt ganz gutt. Do kann een net dergéint sinn, wann een dat héiert. Et ass ganz simpel gefaasst an an där Hinsicht och net ze kritiséieren.

Mir wëssen alleguerten, dass mer an enger Kris stiechen am Bausecteur. Dat ass offensichtlech. Mir liesen et an allen Zeitungen. Wa bannent engem Joer 73 % manner verkaaft gëtt, Transaktioune sinn, wéi dat virdrun de Fall war, dann hu mer natierlech e Problem hei am Land. Wann d'Carneten eidel sinn, dann hu mer e Problem, an dat a villen Hinsichten.

Éischtens, well de Bau weesentlech ass fir eist Land. Net nëmmen eis Finanzplaz ass iwwerliewenswichteg, wéi dat oft duergestallt gëtt. Och aner Beruffer sinn et, an de Bau gehéiert dozou. E Land zukunftsfäeg halen, dat brauch villes, dat brauch och Hänn, déi schaffen, déi upaken. Mir brauchen de Bau, wa mer wëlle modern Infrastrukturen hunn, wa mer Wunnenge brauchen.

Mir brauchen e gutt Handwierk, gutt ausgebilte Leit, soudass mer absolutt dohannertstinn, dass hei muss schnell gehandelt ginn an effektiv dësem Secteur ënnert d'Äerm gegraff ginn, fir eeben den Effete vun de Krisen – ech mengen, et ass drop agaange ginn – schnell entgéintzewierken.

Mir kënnen net veräntwerten, dass Leit entlooss ginn, déi mer awer dréngend brauchen. Mir kënnen net veräntwerten, dass e Secteur an d'Stocke kënnt, dee mer grad elo dréngend brauchen. De Statec erënnert eis ëmmer erëm drun: Mir bauen net schnell genuch. Global gesi leie mir bei 6.000 bis 8.000 Wunnengen d'Joer, déi mer bräichten, a mir produzéieren der am Schnëtt iwwert déi lescht Jore just 3.000. Ech mengen, et brauch een net grouss ze rechnen, fir ze wëssen, dass mer e Problem hunn, dass mer Tempo do mussen erakréien.

Mir kënnen ons kee Stëllstand leeschten. Do si mer eis alleguerten eens. Allerdéngs, wann ee Schwong an de Bau wëllt bréngen, da gëtt et net just ee Moyen, fir dat ze maachen. De Schwong ass gutt, mee Schwong ass och net onbedéngt per se gutt. De Schwong kann an d'Mauer goen, mat Schwong an d'Mauer. Et ka mat Schwong no hanne goen op eemol. Et ass scho wichteg, dass d'Richtung och stëmmt.

An dofir ass dat, wat mir gemaach hunn, genau ze kucken, ob déi Mesüren, déi elo hei an d'Feld geféiert ginn ënnert dem Drock vun enger akuter Baukris – déi net ze verwiesselen ass mat der eigentlecher Logementskris, déi mer scho laang hei am Land hunn –, sech och gutt auswierken op dat, wat eigentlech de Mal vun eisem Land ass: Wéi ee Schwong gëtt hei ugefouert? Wie kritt gehollef? An ass dat alles zilféierend?

Mir gesinn d'Regierung hei virun enger dräifacher Verantwortung. D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass komplex. Et kritt een et ganz schwéier erofgebrach op e puer Schlagwierder. Mir hu sécherlech eng konjunkturbedéngte Baukris. Dat stellt kee Mënsch a Fro. Et kann een et e bësselchen duerstelle wéi eng temporaire Krankheet: Wa mer e bësse krank sinn, da musse mer hëllefen. Mir hunn awer eppes vill méi Schlëmmes, an dat ass mëttlerweil eng richteg chronesch Krankheet ginn, an dat ass eis Logementskris.

A firwat dräifach? Et ass eng dräifach Erausfuerderung, well déi Logementskris extreem enk verknäppt ass natierlech mam Aarmutsrisiko, deen hei am Land, wéi mer alleguerte wëssen, och an de leschte Joren net zréckgeet, mee am Géigendeel ganz beängschtegend usteigt. Dofir eng dräifach Erausfuerderung. An da muss ee kucken, wann een un d'Schrauwen dréie geet, dass een net d'Kand mam Buedwaasser ausschëtt an eppes, wat gutt gemengt ass, op där anerer Säit en Effet produzéiert, deen ee vläicht net brauch, fir aner Problemer unzegoen.

Eis Suerg ass also villméi, dass mer net just insgesamt hannendra si mam Bauen, mee dass mer, wa mer genau kucken, wou de Schong dréckt, verschidde Kategorië vu Leit gesinn. Grondsätzlech hu mer am Land zweeërlee Leit, an déi driften ëmmer méi auserneen. Do ass eng Spannung, déi kënnt. Déi eng, dat ass e bësselche wéi am Monopoly, dat sinn déi, déi eppes hunn. Wann een eppes huet hei am Land oder hat iwwert déi lescht Joren, da war et relativ einfach, dat ze vermeeren. Den Invest ass geférdert ginn. A sou wéi mer eis bis elo ëmmer ugeluecht hunn, konnt ee grad dann, wann een eppes hat, wann een déi Chance hat, dat ganz gutt weider investéieren, reinvestéieren. De Rendement war gutt.

Op där anerer Säit hu mer awer déi Leit, déi guer net kënne mathalen, déi net an d'Spill erakommen. Si kënnen net an d'Spill erakommen, well se deen éischte Schratt net kënne maachen. Si kommen net zu hirem Eegenheem. Si kënnen net kafen, verkafen, Plus-value maachen, erëm besser investéieren. An dës Leit, dat sinn déi, déi mir am Bléck hunn. Dat sinn déi, déi eis Suerge maachen. Dat sinn déi, bei deene sech d'Situatioun ëmmer méi akut zouspëtzt.

D'Tendenz ass steigend. Mir wëssen, dass déi Kris, déi Logementskris, déi mer hunn, déi mat der sozialer Kris an eisen Ae ganz staark verknëppt ass, eebe mat de Präisser ze dinn huet. A mir kommen aus enger Phas, wou iwwer Joren, bal e Joerzéngt, kann ee soen, d'Immobiliepräisser einfach nëmme geklomme sinn. An deene leschten zéng Joer, nëmme fir drun ze erënneren, méi wéi 70 %.

An ech kann Iech soen, et gëtt net vill Wäertpabeieren, et gëtt net vill Investissementer a Méiglechkeeten, wou een esou e Retour sur investissement huet. Dat war ëmmer e ganz gutt Geschäft. Et war fir vill Leit e gutt Geschäft. Et ass en typescht Kennzeeche vun eisem Modell Lëtzebuerg, dee säi Revers huet. An de Revers ass, dass eeben déi Leit, déi do net kënne matspillen, op der Streck bleiwen an dass dës Leit net manner ginn, mee ëmmer méi ginn.

Bei de Loyere gesi mer déi selwecht Tendenz: eng enorm Steigerung. Mir hunn zwar manner gutt Donnéeën, fir dat festzehalen, mee trotzdeem ass d'Tendenz och net vun der Hand ze weisen. Och d'Loyere sinn an eisem Land iwwerdeiert. Dat Ganzt, wa mer dat dann an d'Verhältnis setzen zu deem, mat deem et eigentlech muss a Verhältnis kommen, nämlech mam Akommes vun de Leit, da gesäit een, dass dat an iwwerhaapt kengem Verhältnis steet. Déi Präisser vun den Immobilie sinn därmoossen duerch de Plaffong gaangen, dass d'Lounentwécklung iwwerhaapt net domadder Schrëtt hält. Dat ass wierklech a kengem Verhältnis. An dat ass eigentlech d'Wuerzel vum Problem.

Mir hunn eng Situatioun, en Territoire, deen och net onendlech grouss ass, wou ganz vill investéiert ginn ass, wou d'Leit virun allem Rendement sichen, wou d'Wunneng als Invest ugesi gëtt. A mir hu Leit, déi mer hei brauchen, déi hei schaffen, déi mer fir eist Land brauchen, déi mer och hei wëllen unzéien. Ech mengen, dat ass jo och en Theema, wat eis vill beschäftegt, Leit unzéien, op d'Finanzplaz sécherlech, mee och an déi aner Metieren. Mir brauchen och Leit mat hiren Hänn beim Patient. Mir brauche se um Chantier, brauche se, fir eis Toilette ze flécken, wa se futti ass, a wat weess ech. A mir brauche se am Bau. Mir brauche ganz vill verschidde Leit, an idealerweis ass dat och fir déi nëmmen attraktiv, wa se kënnen hei bei eis eng Wunneng fannen.

„Dräifach Erausfuerderung", dat deit drop hin, dass et och net einfach ass, eng Léisung ze hunn, loin de là. Ech mengen, et huet och keen d'Pretentioun heibannen, ginn ech emol dervun aus, d'Baguette magique ze hunn an dat vun haut op muer ze léisen.

Mee wat ee ka festhalen, dat ass, dass Lëtzebuerg definitiv op der Säit vum Logement krank ass. Ech hunn eng ganz flott Citatioun vum Pierre Hurt vum OAI gelies. Hie schwätzt vum „mal de terre". Also en opposéiert d'Séikrankheet souzesoen der Landkrankheet. A Lëtzebuerg huet d'Landkrankheet. An dat ass, mengen ech, net deen allerharmlooste Virus, dee mer eis hätte kënnen afänken.

Mir mussen ëmdenken an d'Land als Ganzt denken. An et ass mat deem Bléck, wou mir dëse Mesürepak gekuckt hunn. Mir gesinn och an deem Mesürepak, wat eng éischt Amtshandlung vun der neier Regierung ass, eng gewësse Symbolik. An dat ass déi, déi mer gesicht hunn, hei erëmzefannen: Fanne mer dat grousst Versprieche vun der Aarmutsbekämpfung erëm? Wat fanne mer hei genau erëm?

Tatsaach ass, dass den Aarmutsrisiko grad bei deenen, déi eeben net d'Chance hunn, eng Proprietéit ze hunn ... Ech wëll drun erënneren, dat sinn der grad bei eis Lëtzebuerger ganz vill. D'Lëtzebuerger Residentë sinn zu 80 % Proprietär, mee déi aner Leit, déi gëtt et och, a bei hinnen ass den Aarmutsrisiko immens ausgepräägt. Iwwer ee Véierel vun hinne lieft ënner Ëmstänn, déi mer hei eigentlech net esou an eisem räiche Land wëllen hunn, wou mer net musse stolz drop sinn. Wann ee rezent Etüde vum Observatoire de l'habitat liest, da gesäit een, dass d'Leit deels ënner ganz schlechte Konditioune liewe mat fiichte Maueren an hei an do, sech awer net onbedéngt trauen oder kënne leeschten ze wiessenen, well jo och dat e Käschtepunkt huet. An ech si ganz frou, dass dorobber zum Deel agewierkt gëtt. D'Frais-d'agencen hunn hire Präis. Et musse Garantien hannerluecht ginn. Dat alles huet e Präis.

An dat alles verschäerft déi ganz Kris, déi mer hunn. Dee ganzen Imbroglio vu verschiddene Krise verstäerkt dat. An et ass schonn erwäänt ginn: Déi Leidtragend sinn och leider ëmmer erëm déi selwecht. Et sinn déi Stéit, wou Kanner mat am Spill sinn. Et sinn déi Alengerzéiend. Mir kennen dat, mir hunn eis et hei ganz oft schonn um Riednerpult gesot, mee dat ännert näischt un der Tatsaach.

Tatsaach, Här President, ass och, dass d'Zuel vun de Leit op de Waardelëschte fir abordabel Mietwunnengen extreem geklommen ass. Déi Leit op der Waardelëscht, dat sinn der mëttlerweil Dausenden. Wann ech et richteg am Kapp hunn, leie mer bei iwwer 5.000 mëttlerweil. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen. Dat si Leit, déi d'Krittären erfëlle fir eng abordabel Mietwunneng, mee et ass keng disponibel.

Mir hunn en enorme Retard bei eisem Parc immobilier eebe fir de soziale Wunnengsbau an den abordabele Wunnengsbau. Dat ass en Delta, deen onbedéngt muss opgeholl ginn. Et ass eng Course contre la montre. Déi Leit, déi ginn net manner am Moment.

Tatsaach ass och, dass de Modell Lëtzebuerg, dee mer hunn, am Fong geholl zwee Haaptkennzeechen huet. Wat sinn déi Kennzeechen? Mir hunn engersäits e private Marché, dee sech duerch déi Präisdeierecht auszeechent. Mir hunn iwwer Jore sécherlech, kann een haut réckbléckend soen ... Op alle Fall an eisen Aen als LSAP, war et e Feeler, fir ze vill op den Invest ze setzen. Mir sinn den Invest reegelrecht ulackele gaangen. Vill Gelder aus dem Ausland sinn hei agefloss. Jo, dat si keng abordabel Wunnenge ginn. Dat sinn net Wunnengen, déi fir déi Leit zur Verfügung wäerte sinn, déi haut op de Waardelëschte sti beim Fonds du logement. Do hu mer e ganz anere Public ugeschwat. Och déi Wunnenge si gebaut gi mat den Hänn vun eisem Bausecteur. Déi Hänn, déi do schaffen, schaffen net op anere Chantieren, an dorobber kommen ech zréck.

An dat ass deen zweeten Deel, wat eis kennzeechent: Mir hunn dat méi politescht Segment vum soziale Wunnengsbau, dee reegelrecht ënnerentwéckelt ass an eisem Land. Deen hu mer vill ze vill laang negligéiert, an dat ass deen, wou mer den Tempo mussen erabréngen. An och do brauche mer Schwong dran. An de Schwong, dee mir eis hei gewënscht hätten, op alle Fall och vun der Symbolik hier, dat wär vill méi e verstäerktene Schwong an de Bau, fir abordabel Wunnengen ze bauen. Well déi feelen einfach massiv am Moment.

Wat gesi mer, wa mer de Pak kucken? Ma mir gesinn, dass mer hei u sech ënnert dem Pretext vun enger Baukris – an dat ass déi kleng Erkältung, déi mer hunn, an ech sinn zouversiichtlech, dass mer déi erëm an d'Riicht kréien – eigentlech eppes maachen, wat der Logementskris net wäert zugonschte kommen. Mir komme mat ale Rezepter, wou mer erëm eng Kéier den Invest wäerten ukuerbelen. Elo wäerten erëm Wunnenge gebaut ginn, sécherlech wäert Schwong an de Bau kommen, mee net an déi Richtung, wou mer e gären hätten. Mir kréien also eppes verkaaft, wann ee genau kuckt, wat enger ganz bestëmmtener Clientèle haaptsächlech zeguttkënnt – net exklusiv, awer am grousse Mooss.

Fir mech ass de Problem vun dësem Pak dee vum Ongläichgewiicht. Et erkennt ee ganz kloer eng Handschrëft. Et gesäit een, op wie gelauschtert ginn ass. Et gesäit ee ganz genau, wann een dee Pak kuckt, wie mat um Logementsdësch souz. Well genau dat ass agefloss. Et ass en Ongläichgewiicht do, e Gläichgewiicht, wat feelt tëschent deenen, déi et wierklech brauchen am Moment, an deenen, déi et net esou géife brauchen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Firwat gëtt am Moment net kaf? Firwat sinn d'Carneten eidel? Och do hu mer zwou verschidde Kategorië vu Leit. Mir hunn déi, déi kéinten eigentlech. Déi hunn d'Suen op der Bank placéiert. Dat hu mer jo och erkläert kritt vum Finanzminister rezent, dass do d'Resultater deementspriechend besser ausgefall sinn. Si kéinten, mee si wëllen am Moment net. Firwat? Well se einfach eng Rechnung maachen. Si sinn Investisseuren an am Moment ass et eebe genausou rentabel oder méi rentabel, bei aneren Anlagen d'Suen hinzesetze wéi an de Steen. Dat wäert sech änneren dee Moment, wou et erëm rentabel gëtt.

An dann hu mer niewent deenen, déi eigentlech kéinten, awer elo net wëllen, déi, ben, déi wéilte ganz gären, mee se kënnen net. A firwat kënne se net? Well se d'Prêten net kréien. Well d'Konditiounen einfach esou geännert hunn duerch d'Präisdeierecht, duerch d'Léin, déi net deementspriechend mat Schrëtt gehalen hunn – wat normal ass, de Problem ass éischter bei den héijen Immobiliepräisser. Si kënnen net, si kréie kee Prêt, si kréie kee Prêt relais, si kréien d'Eegekapital net zesummen, fir sech eng eege Wunneng ze kafen. An dat sinn déi, déi eis Suerge maachen. Déi Leit, déi am Moment net zu hirem Eegenheem méi kommen, d'Primo-acquéreuren an natierlech déi aner Leit, déi iwwerhaapt net dorunner denken, déi eng bëlleg oder eng abordabel Locatiouns-, eng Mietwunneng sichen. Dat sinn déi, deene mir d'Prioritéit ginn hätten. An dat ass natierlech eng Prioritéit, wéi Der Iech kënnt denken, déi mer esou am Mesürepak net erëmfonnt hunn.

Zu Lëtzebuerg gëtt et eigentlech net e richtege Problem um Niveau vun der Demande vun de Wunnengen. Mir feieren elo erëm hei d'Demande un, mee dat ass net de Problem. Ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg géife muer eppes kafen, wa se sech dat kéinte leeschten. Déi si quasi verzweifelt, well se kee Prêt kréien, well se kee Prêt relais kréien, well se en anert oder e méi grousst Haus wëlle kafen. Also et ass net, wéi wa keng Demande do wier. An et fënnt een och eppes. Ech hunn nach extra gëschter eng Kéier gekuckt: Also, wann ech muer en Haus wéilt kafen, ech hätt Suen, ech mengen, ech géif fündeg ginn. A sämtleche Bezierker hunn ech iergendwéi Saache gesinn, déi ech schéi fonnt hunn. Et ass net, wéi wann näischt do wär. Et ass eng Saach: Dat Richtegt feelt. Et feelt dat Abordabelt, an dat feelt einfach massiv. D'Präisser sinn ze héich.

Här President, d'Leit hunn d'Moyenen net. An déi Landkrankheet, déi mer hunn, déi musse mer dréngend léisen. Ech si frou, dass d'Carole Hartmann a senger Ried et ugeschwat huet. Mir sinn der Meenung, dass déi lafend Projeten, déi op den Instanzewee gaange sinn, fir eeben där Spekulatioun um Terrain, där Landkrankheet, do entgéintzewierken, fir déi weiderzebréngen ..., dass d'Regierung do derhannert steet.

Mir erwaarden eis iwwert dat Lippenbekenntnis eraus hei wierklech och Aktioun. Mir sinn elo sechs Méint no Untrëtt vun der Regierung a mir erwaarden eis do Amendementer. Dat sinn eng ganz Rei Texter, déi um Instanzewee sinn, déi mer dréngend brauchen, fir eigentlech de Problem mat der Wuerzel unzegoen, fir deem Leerstand, dee mer hunn, en Enn ze setzen, fir et manner attraktiv ze maachen, einfach eppes leien ze loossen an drop ze spekuléieren, dass d'Präisser alt erëm wäerten an d'Luucht goen.

Fir eis ass kloer: Dëse Mesürepak, dee wäert net derzou féieren, dass d'Präisser nees a méi abordabel Paragë wäerten zréckkommen. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Contraire wäert de Fall sinn. E wäert wuel de Bau ukurbelen, awer net onbedéngt de Bau vun abordabele Wunnengen. E wäert Wunnengen an de Bau ginn, déi fir déi Leit, déi op de Waardelëschte beim Fonds du logement sinn, keng Optioun wäerte sinn, well se ze deier sinn.

Här President, mir hunn eréischt rezent vusäite vun der SNHBM héieren, dass esouguer si keng Keefer méi fannen. Si sinn awer den Acteur vun den abordabele Wunnengen. Dat muss engem ze denke ginn! Dat ass problematesch. An ech kommen herno nach eng Kéier méi am Detail dorobber zréck.

Andeems mir dann elo erëm eng Kéier op déi al Rezepter do zréckgräifen, éischtens, mengen ech, maache mer dat Falscht. Mir wäerten erëm eng Kéier den Invest ukuerbelen ouni vill Konditiounen. Dat ass ganz groosszügeg. Do gi ganz vill Steierkaddoe gemaach an déi Richtung, ouni awer e Resultat um Niveau vum abordabele Wunnraum ze hunn, ouni awer deene Leit, déi keng abordabel Mietwunneng fannen, och nëmmen ee Jota ze hëllefe mat deem, wat mer maachen.

Dat, wat mer hei gesinn, dat ass e Mesürepak, deen derfir suergt, dass d'Geld bei d'Geld geet. Et ass dat, wat e mécht: D'Geld geet bei d'Geld. Et ginn Incentives gesat fir déi Leit, déi eigentlech kéinten, mee déi elo net wëllen. Da gëtt et hinne schmackhaft gemaach, fir dass se endlech wëllen. Gutt, da kënnt e Schwong an de Bau, mee fir eis ass et net dee richtegen. Mir sinn der Meenung, dass d'Geld prioritär an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, bei déi soll goen, déi et elo wierklech am dréngendste brauchen. Eis Prioritéit, Dir hutt et verstanen, wäert also net sinn, weider d'Investisseuren ze lackelen.

Dat ass eng Prioritéit, déi typesch ass fir déi Leit, déi ronderëm den Dësch waren. Jo, si si vläicht och deene méi no, déi dorunner interesséiert sinn. Anerer hu gefeelt. Dat ass eppes, wat mer och bemängelt hunn. Grad eeben d'Vertrieder vun de Locatairen hu gefeelt an Äre Gespréicher. Dat fannen ech net gutt, och vun der Symbolik hier. Och d'Acteure vum abordabele Wunnengsbau, vum soziale Wunnengsbau waren net derbäi. Si sinn déi, déi den Terrain kennen an déi wëssen, wou de Schong dréckt, an et hätt sech gepasst, a mengen Aen, déi Leit effektiv vun Ufank u mat ronderëm den Dësch ze hunn. Fir dat an enger zweeter Phas ze maachen, ass e schlechte Message, deen erausgeet. E steet am Widdersproch eebe mat deem grousse Verspriechen, d'Aarmutsbekämpfung zu der éischter Prioritéit vun der Regierung ze maachen. Wa mer Vertraue wëlle vun de Leit, da muss een d'Wierder mam Handelen an Aklang bréngen, an do hätt dat schonn eng aner Symbolik gehat.

Mir si kloer der Meenung – mir haten et och an eisem Walprogramm –, dass d'Wunnengen, déi an d'ëffentlech Hand gehéieren, musse méi ginn. Do brauche mer méi Quantitéit. 25 % hu mer gesot. Do sti mer nach ëmmer derhannert. An ech mengen, och vum Lippenbekenntnis hier si mer eis alleguerten do eens. Mir hunn eng Zilsetzung, déi mer gären hunn, mir sinn awer alleguerte ganz wäit nach dovun ewech. An dat, wat eis feelt, dat ass d'Ambitioun, fir hei Tempo eranzebréngen. An hei wär d'Geleeënheet gewiescht, fir do e Signal ze setzen, fir ze soen: „Do hu mer e risegen Delta. Dee musse mer opfëllen, also schalte mer an e Krisemodus iwwer, also gi mer Gas beim abordabele Wunnen." Dat wär de Message gewiescht, dee fir mech als Headline hätt misse bei dësem éischte Mesürepak erauskommen.

Mir begréissen natierlech prinzipiell, dass d'Regierung bereet ass, méi ze investéieren, dat och an der Kontinuitéit vun deem, wat schonn ugefaange ginn ass an deene rezente Joren. Dat ass gutt. Investéieren ass emol deen éischte Schratt. Et muss een d'Sue labbermaachen. Mee vun der Richtung ofgesinn ass et den Timing, deen hei zielt, an do ass et, wou mer eis géife wënschen, et wär manner timide. Mir géifen eis méi Tempo wënschen, méi Ambitioun. Mir géifen eis einfach wënschen, dass e Krisemodus ageschalt géif ginn, dass eng Krisenzell aktiv drop schafft, fir wierklech deen abordabele Wunnraum unzekurbelen.

Wa mer de Mesürepak kucken, da fält eis op: Wann et ëm d'Hëllefe fir d'Locataire geet, dann ass d'Regierung trotz allem e ganz gutt Stéck méi knéckeg, wéi wann et ëm d'Investisseure geet. D'Hëllefen a Richtung vun engem, deen an eng VEFA investéiert, ouni ganz vill Konditiounen, ouni iergendeng Konditioun, dass dat muss sozial verlount ginn oder eppes, si ganz generéis. D'Subvention loyer gëtt an d'Luucht gesat. Dat begréisse mer selbstverständlech prinzipiell. Mir hätten eis awer do gewënscht, et wär e bësselche méi.

Et ass schwéier, de Leit bei esou enger Gewiichtung ze vermëttelen, dass dat soll d'Ëmsetze si vun der Prioriséierung vun der Aarmutsbekämpfung. Eng Subvention loyer, déi ëm ganzer 40 Euro de Mount eropgeet pro Kand – dat sinn der 480 d'Joer –, dat ass net ganz vill an eisen Aen, wann een et vergläicht mat Montanten – a mäi Kolleeg Franz Fayot wäert do nach méi drop agoen –, déi am Amortissement accéléré méiglech sinn anzespuere bei Leit, déi investéieren. Wann ee gesäit, bis zu wéi engen héije Montante Leit kënne vu Steierkaddoe beneficiéieren, da fanne mer am Géigenzuch de Gest op der Subventioun relativ bescheiden. Et gëtt op där enger Säit geklotzt an op där aner Säit gekleckert, wéi een dat op Däitsch géif soen. Am Verglach zu deenen 250.000 Euro, déi ee maximal ka beim Amortissement accéléré ofsetzen, kléngen déi 480 Euro d'Joer vun der Subvention loyer natierlech scho bal liicht zynesch.

Mir erkennen hei, wa mer kucken, zweeërlee Mooss: D'Geld geet ganz generéis bei d'Geld. D'Geld geet manner a mat vill méi Detailkonditioune bei déi, déi et am dréngendste brauchen.

Och d'Prime locative: Op den éischte Bléck kléngt dat ganz gutt. Ech géif déi gären ervirhiewen. Dat ass jo eng ganz gutt Saach. Dat ass eng Mesür a Richtung vun de Locatairen. Mee firwat ass se erëm gebonnen un dräierlee Konditiounen? Si muss iwwert de Patron lafen. Et ass eng indirekt Hëllef. Firwat net direkt de Locatairen ënnert d'Äerm gräifen? Och hei sinn d'Konditiounen, fannen ech, relativ restriktiv, wat den Alter ugeet. Dir hutt proposéiert, et op 30 Joer ze begrenzen. Dat ass net vill, wann ee sech e bësselchen am Detail ukuckt, wéi eng Leit op de Waardelëschte sëtze beim Fonds du logement. Mir hunn der och ganz vill iwwer 30 Joer dobäi, Stéit mat Kanner. Mir wären der Meenung gewiescht, et wär ubruecht gewiescht, hei effektiv méi e generéise Gest ze maachen. E bësselche „manner méi" fir déi eng, wéi een et op „Adehmesch" géif ausdrécken, an op där anerer Säit da manner knéckeg, dat hätt et och gemaach. Et hätt een dat kënnen inverséieren an en anere Message no baussen erausginn.

Mir haten aleng, wat elo d'Locatairen ugeet, beispillsweis proposéiert – mir haten et och an der Kommissioun proposéiert –, firwat een net dat, wat ee kennt bei de Steieren, dass ee ka seng Zënsen um Prêt immobilier, um Prêt hypothécaire ofsetzen, och kéint zum Beispill mam Loyer maachen. Dat wär e generelle Gest gewiescht a Richtung vun de Locatairen, natierlech plafonéiert iergendwou, mee dat wär net esou e Gepiddels gewiescht, wou et mol fir d'éischt dovunner ofhänkt, ob een e Patron huet, deen dat dann elo mécht, dee bereet ass, esou eng Primm auszebezuelen, dee sech dat ka leeschten. Mir fannen, dass hei net ee wéi deen anere behandelt gëtt. D'Locatairen hunn insgesamt e Problem, a mir hätten eis eng generell Mesür erwaart, déi ... Do hätt ee kënnen e bësse méi maachen.

Generell ginn d'Plaffonge vun den Hëllefen an d'Luucht. Dat kann een natierlech nëmme begréissen. Ech géif awer gären nach eng Kéier drop agoen: Et interpelléiert ee schonn, wann d'SNHBM keng Keefer méi fënnt. Gutt, elo gëtt do de Krees vun deenen, déi kënne kafen, erweidert. Dat kléngt och op den éischte Bléck jo gutt, schéin a gutt, mee ass dat da wierklech d'Léisung? Ass dat d'Léisung fir déi, déi eebe justement net méi kënne kafen? Da maache mer elo de Krees méi grouss, dat heescht, déi Wunnenge

sinn och fort. Ech weess et net, ob dat déi Leit, déi am Moment eeben net d'Enner zesummekréien, ganz besonnesch freet, wa se elo héieren: „Eng super Mesür, déi elo kënnt. Da kënnen eeben elo déi, déi e bësse méi Suen hunn, kafen."

Mir mussen eng grondsätzlech Iwwerleeung féieren zum abordabele Wunnen, ob een iwwerhaapt an der Situatioun, wou mer elo sinn, wou mer feststiechen, net e bësselche misst ëmschichten an deen Deel, deen eeben an de Verkaf geet, e bësselche reduzéieren au bénéfice vun der Locatioun. Dat si Reflexiounen, déi ee bräicht. An deem Sënn wäerte mer och eng Motioun deposéieren, fir grondsätzlech um abordabele Wunnengsmaart mat enger konkreeter Strategie ze kommen, wou d'Rees soll higoen.

Mir hunn Ziler. Déi sinn och d'lescht Joer festgesat ginn an engem nationale Plang. Mir hu Plan-sectoriellen. Mir wëssen ongeféier, wouhi mer wëlle mat der Rees, mee et feelt un der konkreeter Ëmsetzung. Wa mer héieren – an dat huet mech erschreckt –, dass d'SNHBM geschwë keng Réserve-foncièrë méi huet, dat ass de Wansinn! Si hunn eis gesot – ech mengen, et stoung an der Note au formateur –, et wär nach fir siwe Joer. Ech hunn am Ouer iergendwou vum Radio, dass et souguer schonn a fënnef, sechs Joer kéint eriwwer sinn. Mee dat ass muer am Bau! Wann ee grouss Projeten ugeet, wéi Elmen oder anerer, déi mer kennen, mee da si fënnef Joer näischt!

Et ass extreem wichteg, dass mer effektiv eis Gedanke maachen, an do hätte mer eis méi Konkreetes erwaart wéi just ëmmer erëm dat Schwätze vun engem Fong. Mir schwätze scho säit Joren. Ech mengen, den Yves Cruchten huet schonn 2018 vun engem ëffentleche Fong geschwat, wou een och Gelder kann unzéien, fir an deen dote Segment eranzegoen. D'Madamm Hartmann huet et enoncéiert, dass och elo erëm ..., mee et bleift beim Lippenbekenntnis. No sechs Méint hätte mer eis erwaart, eng konkreet Iddi um Dësch leien ze hunn: Wéi wëlle mer dat finanzéieren? Wéi wëlle mer déi privat Suen dann do konkreet mobiliséieren?

Mir hunn et schonn oft fäerdegbruecht, méi schnell ze sinn hei am Land. Mir hunn eng ganz gutt Finanzplaz. Mir hunn Experten. E Fong opstellen ass net esou kompliziéiert. Dat hätt een och scho kënnen hikréien. Dann hätt Der kënne méi konkreet sinn, dass mer einfach kucken: Jo, wéi wëlle mer dat maachen?

An da kënnt déi weesentlech Fro: Wou wëlle mer dat da bauen? Bis elo gëtt just esou au cas par cas, wou grad eppes sech bitt, opkaaft. Mee mir brauchen eng Strategie, eng Laangzäitstrategie, wou mer soen: Wéi vill Geld huele mer an de Grapp? Wou gi mer déi grouss zukünfteg Siidlungen himaachen? Wou sollen déi hikommen? Well och dat ass jo net esou onerheeblech.

Do muss ee sech mat deene jeeweilege Leit aus de Gemengen zesummesetzen. Et muss ee kucken: Wéi kann dat goen? Wat bedeit dat um Niveau vun aneren Infrastrukturen? Iergendeen huet emol an engem Artikel geschriwwen, et bräicht een e Marshall-Plang dofir. Dat hunn ech e gudden Term fonnt. Well effektiv, e grousse Lotissement erschléissen, wa mer wierklech hei wëlle richteg virukommen, da brauche mer och hei de Ganghiewel am Krisemodus. Et muss sech zesummegesat ginn, et muss gekuckt ginn, zesumme mam Finanzministère: Wou kafe mer? Wat ass eis Strategie? An et ass déi, déi mer mat enger Motioun wäerte fuerderen. Ech wäert déi herno deposéieren. D'Regierung ass fir eis do an der Bréngschold, well soss komme mer net virun. D'Zäit leeft eis dervun.

Voilà, et kéint ee stonnelaang schwätzen iwwert d'Wunnengen.

(Interruption)

Ech gi mer Méi.

Grondsätzlech solle mer eis fir den abordabele Wunnengsbau eng Kéier Zäit huelen an debattéieren, ob mer op der richteger Schinn sinn: Brauch et zousätzlech Acteuren? Solle mer déi besteeënd stäerken? Solle mer hir Kompetenzen ausbauen, fir och an d'Renovatioun iwwerzegoen? Am Moment gi vill VEFAen opkaf, dat mécht absolutt Sënn am Moment, mee et kéint ee sech och virstellen, vill méi an en anert Segment eranzegoen, wou een einfach besteeënd Wunnengen, déi am Moment net rutschen, opkeeft.

Et kéint een driwwer nodenken – ech hat et an der Kommissioun ugeschwat –, d'Krittären elo mol eng Kéier temporairement opzelockeren, dass een déi relativ strikt Krittären, déi jo och hire Sënn hunn am abordabele Wunnengsbau, géif fir eng gewëssen Zäit einfach mol e bësselche méi soft gesinn, dass een einfach méi schnell virukënnt.

Gutt, ech mengen, Dir hutt et verstanen: Mir erwaarden eis e bësselche méi Tempo, Krisemodus eeben. Mir sinn an enger Kris. Ech weess, wouvun ech schwätzen. Ech krut dat hei och ëmmer gesot. An ech kann Iech soen, et geet och, wann ee sech wierklech eng Krisenzell gëtt, déi aktiv ass. Mir hu vill Kompetenze queesch duerch de Gaart an eise Ministèren, an dat Zesummeschaffen, dat ka Bierger versetzen, wann et muss sinn.

Jo, mir hunn de Problem fir eis net un der Wuerzel gepaakt. Ech kann dat och nach ëmmer erëm paraphraséieren a paraphraséieren, dat mécht kee Sënn. Mir hunn ons jo och heibanne virgeholl, dat ze evitéieren an Zukunft, och am Respekt vun deene Leit, déi eis nolauschteren. Fir eis ass et am Resümmee kloer: D'Gewiichtung stëmmt net. D'Symbolwierkung no baussen ass schlecht, well mir hunn eeben déi vill Leit, déi einfach d'Enner net méi zesummekréien. Mir héieren et vun alle Säiten, an dat ass net just e politeschen Discours. D'Acteure vum Terrain soen et, si schloen Alarm. Mir hunn ëmmer méi Leit op der Strooss. Mir hu Leit, déi sech nieft dem Logement d'Iessen net méi kënne leeschten.

Wat ass et fir e Message, wann een erausgeet a seet: „Mir ginn elo den Invest nees ukuerbelen"? Dat ass e bëssen e Schlag an d'Gesiicht fir déi Leit. A mir haten eis wierklech erwaart mat der Deklaratioun vun der Regierung, d'Aarmutsbekämpfung géif grouss op dem Fändel stoen, dass hei eng aner Handschrëft awer e bësselche méi däitlech géif ginn.

Mir hunn elo nach eng Hoffnung op deen zweete Mesürepak. Deen ass hannendrun, deen ass jo elo annoncéiert fir Enn dëses Mounts, Ufank nächstes Mounts. À voir, wat do kënnt. Mee fir eis ass et e bësselche schued. Et ass eng verpasste Chance, fir wierklech de Leit eng Basis ze ginn, fir Vertrauen ze hunn, fir drun ze gleewen, dass mer kënnen erëm Tempo bäisetzen an opkommen, a se ze iwwerzeegen, dass et derwäert ass, un d'Politick ze gleewen an eeben och hir Hoffnungen doranner ze setzen.

An deem Sënn wäerte mer och nach zwou Motiounen deposéieren. Eng éischt – dat wäert Iech net erstaunen –, dat ass, dass mer froen, dass déi lafend Projeten, déi schonn erwäänt gi sinn, eeben d'Grondsteier, d'Mobiliséierungssteier, d'Leerstandssteier, den ... Ach Gott, dee ganze Pak, Dir kennt se, d'Kolleege wäerten nach drop agoen. Do hu mer säit enger Rei Méint den Avis vum Staatsrot virleien. Dir hutt Är Ulafzäit gehat. Vill Leit an der Regierung kennen deen Dossier do och scho vu virdrun aus de Kommissiounen. Et misst méiglech sinn, dat virum Summer ze bréngen. Mir sinn der Meenung, dass mer hei dréngend déi Amendementer brauchen.

Mir sinn eis bewosst, dass et net einfach ass. Et si vill Opposition-formellen do, mee sechs Méint ass e räsonabelen Delai. Mir ginn eng Motioun of, fir eeben nach virum Summer, virum Enn vun dëser Sessioun vun der Chamber, dach wannechgelift dës Amendementer ze bréngen, dass mer och do Tempo an déi Dossiere kréien. Mir brauchen dat dréngend, well do si mer wierklech bei der Wuerzel. Do si mer bei der Landkränkt. Do geet et drëm, Terrainen aus dem Leerstand erauszekréien. A Leerstand ass dat Lescht, wat mir eis am Moment hei kënne leeschten.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Déi zweet Motioun, an dat ass am Kontext eebe vum abordabele Wunnraum, wou mer d'Regierung opfuerderen, e konkreete Plang ze erstellen, an dat och méiglechst schnell, an zwar iwwert déi Zilsetzung eraus. E Plang, wou Der eis kloer sot, wou Der hiwëllt mam abordabele Wunnengsbau. Wou soll gebaut ginn? Wou soll erschloss ginn, konkreet, an a wéi engem Delai? A wéi eng Moyene gitt Der Iech? Dat ass eppes, wou fir eis och wierklech de Finanzminister mat gefuerdert ass. Wat ass déi Enveloppe, déi mer do wäerten huelen? Et brauch eng proaktiv Approche, fir Terrainen opzekafen.

Wa mir dat au compte-gouttes maachen, do, wou grad sech eppes bitt, wäert dat net fonctionéieren. Dofir si mer vill ze vill hannendran. Déi fënnef Joer – et kënnen och siwe Joer sinn –, wou mer Reserven hunn, dat wäert net duergoen. De Staat brauch Reserven. E muss der opkafen, soss wäerte mer nimools kënnen deen Tempo erakréien, dee mer brauchen. An de Bau wäert frou sinn. Och den abordabele Wunnengsbau muss gebaut ginn, dee mécht sech net vum selwen. Och dat mécht jo de Staat net selwer. E léisst bauen. Och dat bréngt Schwong. An dat ass de Schwong an eisen Aen, deen an déi richteg Richtung géif goen.

Ech soen Iech Merci an ech mengen, Dir hutt et verstanen. Ech hat dat abschliessend vergiess: Dir kënnt Iech virstellen, dass mer de Pak esou net kënne matstëmmen, wéinst der Gewiichtung, wéinst der Symbolik, déi een huet. Do feelt eis eppes. A mir hoffen drop, dass dat an deenen nächste Méint nach wäert nokommen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la pénurie notoire de logements et le niveau des prix sur le marché de l'immobilier qui rend le logement inaccessible pour une part croissante de ménages au Luxembourg ;

– considérant que la rétention foncière freine le développement de logements et sous-tend la crise du secteur de la construction ;

– estimant que les instruments existants sont inaptes à inciter les propriétaires à mobiliser leurs terrains ;

– considérant le nombre important de logements inoccupés au Luxembourg et le fait que les communes ne font que rarement usage de la possibilité de percevoir une taxe spécifique sur les immeubles destinés au logement ou à l'hébergement des personnes qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement à ces fins ;

– notant que le programme gouvernemental prévoit que « les travaux relatifs à la réforme de l'impôt foncier, à l'introduction d'un impôt national sur les logements non-occupés et à la mobilisation des terrains seront poursuivis

à la lumière des avis des organes consultés et seront achevés dans les meilleurs délais » ;

– notant que le programme gouvernemental précise que « les travaux législatifs portant sur le remembrement ministériel seront poursuivis et finalisés dans les meilleurs délais » et que « dans le cadre de l'élaboration d'un PAP qui nécessite une modification ponctuelle au niveau du PAG, les deux procédures seront fusionnées dans une même procédure » ;

– vu l'avis du Conseil d'État du 13 juin 2023 concernant le projet de loi sur l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements (PL n° 8082) ;

– vu l'avis du Conseil d'État du 28 juillet 2023 concernant le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (PL n° 7139),

invite le Gouvernement à

– donner priorité à l'achèvement de ces réformes (PL n° 8082 et PL n° 7139) faisant droit aux oppositions formelles du Conseil avant la clôture de la session parlementaire 2023/2024.

(s.) Paulette Lenert.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant la crise actuelle du logement au Luxembourg, excluant une part significative de la population de l'accès au marché immobilier en raison des prix exorbitants ;

– considérant le besoin pressant d'agrandir considérablement le parc immobilier public au Luxembourg ;

– considérant le plan directeur sectoriel Logement, ayant comme objectifs principaux de définir les terrains destinés à la création de logements ainsi que de favoriser la création de logements à coût modéré ;

– considérant la stratégie nationale du Logement abordable, fixant un objectif précis de 20 % de biens immobiliers en main publique à moyen terme ;

– considérant les déclarations de la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) par la note au formateur du 16 octobre 2023, selon lesquelles les réserves foncières appartenant à l'État et dédiées à la création de projets de logements abordables seront épuisées d'ici sept ans,

invite le Gouvernement à

– élaborer d'urgence une stratégie nationale pour le développement futur du logement public au Luxembourg ;

– identifier, en collaboration avec les communes, les zones appropriées pour le développement de projets de grande envergure ainsi que de projets plus modestes ;

– concevoir un plan détaillé d'acquisition des terrains nécessaires ;

– présenter cette stratégie à la Chambre des Députés.

(s.) Paulette Lenert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. An dann ass d'Wuert fir den nächsten agеschriwwene Riedner, d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wäert mech kuerz halen, well mir hu jo eréischt virun zwee Méint bei enger Interpellatioun vun déi gréng just iwwert deen heite Logementspak geschwat, also iwwert déi éischt Mesüren, déi d'Regierung hëlt, fir aus döser Bau- a Logementskris ze kommen. Mee ech si gespaant, ob d'Regierung schonn eppes weess oder schonn éischt Iddien huet, ob déi Mesüren, déi se geholl huet, schonn hir éischt Friichten droen, och wa mir haut eréischt dat Gesetz stëmmen.

Mir stëmme selbstverständlech fir dëse Gesetzesprojet, och wann en net iwwerall wäit genuch fir eis geet, mee mir stëmmen derfir, an dëst haaptsächlech aus zwee Grënn:

Éischtens, well d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir ganz vill Residenten esou onerschwénglech ginn ass, datt all nei staatlech Mesür fir vill Betraffener vläicht eng nei Chance ka bidden, fir endlech zu enger Wunneng ze kommen. An dat kann een natierlech nëmme begréissen.

Zweetens: Mat dësem Gesetzesprojet soll d'Offer u bezuelbare Wunnengen eropgeschrauft ginn, wat noutwenneg ass. Zäitgläich soll et dem Bausecteur méiglech ginn, mat deenen neie Mesüren Aarbechtsplazen ofzesécheren.

Här President, och wann de Logementspak vu Schwaarz-Blo eng wichteg Initiativ duerstellt, esou ass e fir d'ADR awer nëmmen eng Dréps op de waarme Steen. Gutt, et muss een iergendwou eng Kéier ufänken. Mee mir dierfen net vergiessen, firwat mir haut iwwerhaapt an esou enger uerger Krisesituatioun ukomm sinn. E puer Joerzéngte laang hunn déi vergaange Regierungen eng Politick bedriwwen, déi absolutt net derzou bäigedroen huet, fir Wunnraum am Land ze schafen an e méi erschwéngleh ze maachen. Also mir mussen eis quasi alleguer un der Nues paken.

Ech mengen, déi Kris besteet net eréischt säit gëschter. Siefen et d'Gambia-Regierungen oder virdru Schwaarz-Rout, si all hunn op onkontrolléierte Wuesstem gesat, deen derzou geféiert huet, dass bannent 30 Joer, am Zäitraum vun 1990 bis 2020, 250.000 nei Awunner derbäikomm sinn, wat natierlech zu engem enormen Drock op de Wunnengsmaart gefouert huet an d'Präisser no an no an d'Luucht gedriwwen huet – dat hu mer jo och schonn héieren –, mat der Konsequenz, datt ëmmer méi Awunner, Jonker, mee och Leit, déi jorelaang an eise Sozialsystem abezuelt hunn, hannert eis Grenzen an d'Nopeschlänner musse wunne goen.

Et sinn net nëmme vill Lëtzebuerger, déi esou hir Heemecht musse verloossen. Och vill Leit mat Migratiounshannergrond, déi mat zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen hunn, loosse mir an där Hinsicht am Stach. Mengt dir, déi Leit, déi just de Mindestloun oder liicht driwwer verdéngen, géife sech gär hei vir an Däitschland, Frankräich oder der Belsch néierloossen? Nee, dacks hu se keen anere Choix, well si sech d'Wunnen hei am Land einfach net leeschte kënnen. Mee och déi sougenannt Working Poor ginn hei am Land leider sou lues zu enger Realitéit. Si verdéngen ze vill, fir en Urecht op soziale Wunnengsbau ze hunn, mee si verdéngen ze wéineg, fir sech privat eng eegen adequat Wunneng leeschten ze kënnen.

Här President, dës Regierung muss endlech konkreet Léisungen op den Dësch leeën a sech trauen, fir de quantitative Wuesstem erofzeschrauwen an dofir verstäerkt op e qualitative Wuesstem ze setzen, dat heescht dee Wuesstem, deen duerch eng Steigerung vun der Produktivitéit vun der Wirtschaft erreecht gëtt. An engems muss Schwaarz-Blo och de Courage hunn, fir déi negativ Konsequenze vun deem Turbowuesstem vun deene leschte Joerzéngte kloer ze benennen. Fakt ass, datt eis Infrastrukturen, sief et Stroossen- a Schinnennetzer oder och eis Schoulen a Crèchen an aner Betreuungsstrukturen, ëmmer méi staark ënner Drock stinn an net méi duerginn.

Als ADR verlaange mir vun dëser Regierung nieft de Mesüren aus dësem Gesetzesprojet och Mesüren, déi ganz kuerzfristeg gräifen an deene Mënschen hëllefen, déi mat am dréngendsten e Logement brauchen. Dofir verlaange mir, datt Schwaarz-Blo endlech de Leerstand vu sengen eegenen, also vum Staat, bestoende Wunnengen op de Leescht hëlt, also déi, déi em selwer gehéieren. Et sief nëmmen ee Beispill ënner ville genannt: déi sougenannte Cité de l'Aéroport um Findel. Hei stinn e puer Dose Wunnhaiser eidel a bal déi ganz Cité gëtt zanter Jore quasi sech selwer iwwerlooss. An dat an Zäiten, wou d'Land mat esou enger akuter Logementskris konfrontéiert ass an, wéi d'Madamm Lenert grad gesot huet – ech hunn d'Zuele selwer net iwwerpréift –, eng Waardeleëscht beim Logement vun iwwer 5.000 Haushalter oder Leit ass. Dat ass einfach net ze verstoen, awer Dir dierft et eis gär erklären.

Och eng Rei Gemenge loossen aus ënnerschiddleche Grënn Wunnhaiser, déi an hirem Besëtz sinn, dacks eidel stoen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass de Staat mam gudde Beispill virgeet an Haiser, déi eidel stinn, nees mat Liewe fëllt. Et ass definitiv um Staat an un de Gemenge, fir mam gudde Beispill virzegoen. Wa se dat net maachen, wou bleift do d'Glafwierdegkeet, fir nei Steiere wëllen anzeféiere fir Haiser, déi eidel stinn, oder Terrainen, déi broochleie gelooss ginn? Och eng Flexibiliséierung vum Mietrecht, déi d'ADR iwwer eng Gesetzespropositioun am Juli 2023 proposéiert huet, kéint kuerzfristeg zu méi Offer um Locatiounsmaart féieren. Ekonomesch ass et fir kee sënnvoll, eng Wunneng eidel stoen ze loossen, wann d'Locatioun eng Recette bréngе géif. Eng Ännerung am Zivillrecht géif de Problem vu Leerstänn a ganz ville Fäll léisen, wat och méi Wunnengen um Maart bedeite géif.

Dann erënneren ech och gär nach eemol dodrunner, datt hei am Land, zemools am soziale Wunnengsbau, eiser Meenung no einfach ze deier gebaut gëtt an datt et sech beim sougenannte Logement abordable dacks iwwerhaapt net ëm erschwéngleche Wunnraum handelt. Wat ass hautzudaags erschwénglech? Fir wien ass et nach erschwénglech? A fir wie baue mir, wa mir näischt verkaf kréien? Hei zitéieren ech gär och nach eng Kéier mäi konkreet Beispill: Wéi kann et sinn, dass en Haus vum soziale Wunnengsbau, d'Beispill zu Ierpeldeng un der Sauer, zirka 4.650 Euro de Meeterkaree kascht an e vergläichbaart Haus bei de Privatleit an der nämmlechter Gréisst ongeféier 3.330 Euro de Meeterkaree kascht?

Do kënnt nach derbäi, datt d'Regierung de Plaffong vum superreduzéierten Taux nach ëmmer bei 350.000 Euro gelooss huet, an dat scho säit iwwer zéng Joer, amplaz en un déi haiteg Zäiten unzepassen, wou eiser Meenung no e Plaffong vu 500.000 Euro éischter der Realitéit géing entspriechen.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Do brauche mir eis awer definitiv net ze wonneren, wa mer d'Haiser oder Appartementer, déi zum Verkaf stinn am Kader vum soziale Wunnengsbau, net verkaf kréien.

Eng lescht Problematik vum Terrain, déi bis elo nach net ugeschwat ginn ass an déi menger Fraktioun awer um Häerz läit an op déi mer gär géinge kuerz opmierksam maachen, ass, dass am Moment d'Bauhären, déi schonn eng Baugeneemegung hu fir Projeten an déi déi Geneemegung och schonn eng Kéier verlängert hunn an deem Delai, deen dofir virgesi war, am Moment déi Baugeneemegung eeben net nach eng Kéier verlängert kréien, well et esou am Gesetz net virgesinn ass. De Bauhär gëtt deemno gezwongen, fir mat sengem Projet erëm

bei Null unzefänken an en nei eranzereechen. Dat schléisst och all fälleg Taxen an. Zousätzlech entsteet domadder och eng Ongewëssheet, datt en deemno wéi net méi dat nämmlecht autoriséiert kritt, guer net ze schwätze vun der Zäit, déi verluer geet. Dat alles féiert schlussendlech derzou, dass d'Bauhären hire Projet eventuell ganz fale loossen. An dat wier definitiv kontraproduktiv an där Kris, an där mir am Moment sinn. Ech weess, et ass eventuell hei net de passende Moment, mee mir géingen eis awer freeën, wann de Minister a senger Ried hei eventuell kuerz kéint drop agoen.

Zum Schluss bleift mer ze soen: De grousse Problem bleift awer bestoen, dass d'Leit momentan nëmme schwiereg Prête kréien. An dat ass och grad genau dat, wat d'Madamm Lenert och scho gesot hat: Fir den éischte Schrëtt ze maachen, ass et nach ëmmer onméiglech. Da kënne mir wuel Wunnenge bauen, mee mir hunn nach ëmmer keen ënnerdaach bruecht, ausser eventuell an der Locatioun. Mee och do ass d'Demande grouss, wéi mer héieren hunn. Mee d'Präisser an der Immobiliewelt mussen erëm erschwénglech ginn. Do komme mer net derlaanscht.

Mir wäerten d'Regierung dann och an Zukunft dorunner moossen, awéiwäit sech de Bausecteur erhëlt, mee awer vill méi wichteg, ob méi Leit en Ënnerdaach fonnt hu respektiv och wéi vill Leit ausgewandert si respektiv iwwert d'Grenz wunne gaange sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Schoos villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass elo scho méi wéi eng Kéier hei de Mëtteg gesot ginn: Mir brauchen neie Schwong an dem Wunnengsbau, mee och an dem Bausecteur insgesamt. D'Fro, déi sech just stellt, ass, ob dat, wat hei virläit, deen neie Schwong géing bréngen oder net. Respektiv déi Fro, déi d'Madamm Lenert och schonn opgeworf huet virdrun an hirer Ried, fannen ech ganz gutt, wéi se gesot huet: „Jo, wien ass dann eigentlech deen, dee betraff ass vun der Logementskris?"

Et si 15 Mesüren elo hei proposéiert. 10 si fiskalescher Natur, 5 éischter am Beräich vun den Aides individuelles. Do sinn der eng ganz Rei derbäi, déi stäerken d'Kafkraaft vun de Leit. Do hu mer och kee Problem domadder. Fir e Beispill ze soe beim Fiskalen: déi Plaffongen, déi eropgesat gi fir d'Zënsen, déi ee kann ofsetzen, wann een e Logementsprêt huet.

Mee et ass awer och richteg, wat d'Madamm Lenert gesot huet: Wann ee vergläicht, wat gemaach gëtt souwuel bei den Aides individuelles – virun allem souguer do – an och eenzel steierlech Mesüren, déi geholl gi fir Privatleit, mat där Grosszügegkeet, déi hei un den Dag geluecht gëtt par rapport zu den Investisseuren en général, dann ass et awer do deux poids et deux mesures.

An et ass och esou, datt e ganz groussen Deel vun de Mesüren, déi hei an deem Pak drastinn, jo net nei sinn. Déi sinn och scho probéiert ginn an deene leschten 20, 30 Joer, wou mer och Krisen haten. Ech komm nach dorobber ze schwätzen. Wat awer scho ganz sécher ass, dat ass, datt se am Logement selwer fir de Grondproblem vum Logement näischt bruecht hu bis elo.

Wann Der haaptsächlech d'Mesür kuckt, déi eis besonnesch heidra stéiert, déi vun dem Amortissement accéléré, déi jo an der leschter Regierungsperiod, an deene leschten zéng Joer, virun allem an der leschter Regierungsperiod zweemol liicht ofgeschwächt ginn ass a wou och ëmmer Diskussioune waren, fir se ganz ofzeschafen, a wou mer souguer an der Chamber vun der Oppositioun deemools als Regierung virun allem vun der CSV gedriwwe gi sinn, fir se ofzeschafen, do kann ee seng Bedenken driwwer hunn, datt dat eppes bréngt.

An dat ass jo och 2006 agefouert ginn. Firwat ass et 2006 agefouert ginn? Ma well e ganze Pak Mesüren, déi tëschent 2001 an 2006 schonn och um Niveau, fir d'Demande unzekuerbelen, agefouert gi sinn, näischt bruecht hunn an deemools den deemolege Staatsminister Jean-Claude Juncker an enger fracassanter Deklaratioun gesot huet, dee gréissten Echec vu senger politescher Laufbahn wär, datt en am Logement net reusséiert hätt. An dunn ass 2006 e Pak nogeschoss ginn, wou dat do derbäi war. Mee entretemps hu mer an deene leschten 20 Joer gesinn, datt dat och näischt bruecht huet.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt ëmmer gesot: „Jo, dat ass net ganz richteg", well d'Situatioun wär deemools eng weesentlech aner gewiescht wéi haut. An da gëtt verwisen op d'héich Inflatioun, mee virun allem op d'Zënsen, déi eropgaange sinn. An da gëtt gesot: „Dat ass eng komplett nei Situatioun. Duerfir, deen Amortissement accéléré, wann een deen elo befrist op ee Joer aféiert, da kann dat awer grad an där Situatioun, wou mer elo sinn, eng Wierkung hunn." Et gëtt e bësse gemaach, wéi wa mer keng esou Krisen, esou Wirtschaftskrisen an där Zäit virdru gehat hätten.

Or, wëll ech drop hiweisen, datt mer – 2006 ass dat jo agefouert ginn, den Amortissement accéléré – déi gréisste Wirtschaftskris nom Zweete Weltkrich tëschent 2008 an 2010 haten. An ironescherweis war den Ausléiser dovun zwar net zu Lëtzebuerg, mee an de Vereenegte Staaten. Et war d'Subprimekris. Dat hat och mat Logement ze dinn. De ganze Finanzsecteur ass zesummegebrach. Mir haten déi stäerkste Rezessioun zënter Joerzéngten. Mir haten eng Situatioun, wou och an der Baubranche villes net fonctionéiert huet, villes agebrach ass. An do huet déi Mesür och fonctionéiert. An et ass net déi Mesür, déi eis do gehollef huet. Au contraire, et si ganz anerer. Op déi kommen ech och nach ze schwätzen.

Also, fir ze maachen, wéi wann d'Situatioun an där Wirtschaftskris, an där mer de Moment sinn ..., well mir sinn de Moment an enger wirtschaftlecher Kris. Mir haten e Minuswuesstum d'lescht Joer an et ass net gesot, ob mer dëst Joer am Plus wäerten endegen oder net. Mee dee war bewierkt duerch héich Inflatioun. An natierlech koum dunn duerch déi héich Inflatioun déi abrupt Steigerung vun den Zënssätz derbäi. An natierlech hat dat ganz kloer en direkten Impakt virun allem op d'Kafkraaft vun de Leit, datt déi sech dunn nach manner konnten e Logement leeschten.

Mee et hat awer och mat den héijen Energiepräisser ze dinn, déi mer haten an déi gemaach hunn, datt doduerjer d'Matière-premièrë méi deier gi sinn – also dat heescht, wann ech elo d'Baubranche kucken. Dat heescht, et ass och esou, datt een dat am Endeffekt net ëmmer einfach matenee vergläiche kann. Et gëtt ëmmer esou eng Vermëschung gemaach, wéi wann déi Baukris an déi Logementskris alles total dat nämmlecht wär, an duerfir misst een elo e verréckte Plang huelen um Niveau vun der Demande, fir déi Bau- an déi Logementskris ze léisen.

Natierlech muss een eppes maache géint d'Baukris. Et ass ni gutt, wann de Bausecteur net fonctionéiert. Et ass e grousse Secteur zu Lëtzebuerg. A souwisou, Lëtzebuerg brauch e staarke Bausecteur, an datt een do eppes muss ënnerhuelen, dat ass keng Diskussioun. Mee d'Fro ass awer, ob dat, wat een hei mécht a gemaach huet, wierklech de Bausecteur relancéiert. Do hunn ech meng Zweifelen. An herno wäert ech och nach en Zitat bréngen, souguer vun der Branche selwer, vu ganz rezent, déi seet, datt se skeptesch wär, datt déi Mesüren do duerginn, fir hir Branche ze relancéieren.

Mee ech wëll awer ufänke mam Avis vun der Chambre des Salariés, deen ech iwwregens nëmme ka jiddwerengem recommandéieren, deen hei exzellent ass. Ech hätt en am Fong kënne ganz hei virliesen, mee dat wollt ech Iech awer elo net undinn. Dir hutt jo d'Méiglechkeet, dat selwer ze liesen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Gelift?

M. Gilles Baum (DP), corapporteur | 28 Säiten, dat wär ...

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, et ass e bëssen ... Et wär e bësse vill. Ech hunn och net esou vill Riedezäit. Ech hat mer zwar e Modell 3 gefrot, mee esou vill Riedezäit hunn ech net.

Mee ech wëll Iech awer net e puer flott Zitater virenthalen. Zum Beispill dat heiten, wou d'Chambre des Salariés seet: „Les données les plus récentes sur l'évolution du marché immobilier témoignent effectivement d'un ralentissement important s'étant matérialisé à la suite de l'envolée des prix de construction et du resserrement de la politique monétaire". A bei der Envolée des prix de construction, do misst een emol eng Kéier am Detail kucken, duerch wat déi kënnt. An déi kënnt jo gréisstendeels duerch dat, wat ech gesot hunn, d'Penurie vu Matières premières, d'Energiekris vu virdrun.

Well déi Zuelen, déi schlecht Zuelen am Bausecteur, dierft Der net vergiessen, dat kënnt jo alles mat Retard eréischt un. Déi datéieren eigentlech op d'Joer 2023. Well wann Der elo kuckt – dat hu mer jo och an de Budgetsdebatte festgestallt u verschiddenen Avisen, och deem vum Statec –, datt Ufank 2024 d'Situatioun sech schonn erëm verbessert huet. Wéi et herno bis Enn des Joers weidergeet, dat steet op engem anere Blat.

An da seet d'Chambre des Salariés kloer natierlech, datt een eppes do ...: „Cela dit, il faut tout de même souligner que le recul de l'activité suit une décennie durant laquelle les prix du foncier constructible et de l'immobilier résidentiel ont carrément doublé et évolué à un rythme nettement plus dynamique que les revenus des ménages." An dat ass och richteg, dat ass jo de Grondproblem. Mir maachen, wéi wann déi Baukris derzou gefouert hätt, datt all déi, déi do aktiv sinn an dem Bausecteur, alleguer schlecht dru wären. Dat ass ganz sécher net de Fall. Et gëtt der, déi si schlecht drun, an et gëtt der, do misst een déi och nach méi an den Detail kënne kucke goen, mee dat gëllt awer op alle Fall net fir se alleguer. An op alle Fall ass et a kengem Verhältnis zu deem, wat d'Menagen erlieft hunn déi lescht 10, 15 Joer an am Logement 20, 30 Joer, déi duerch déi Situatioun, duerch déi Kris, an där mer elo sinn, sécherlech net besser dru sinn.

Duerfir, insgesamt, mengen ech, misst een eng Trennung maachen tëschent engersäits der Baukris, déi, wéi gesot, verschidde Grënn huet, déi och zum Deel richteg beschriwwe ginn, an anerersäits der Logementskris. An do hunn ech jo a menger Interpellatioun hei gesot, dat huet vill méi déif Ursaachen. Dat ass natierlech d'demografesch Entwécklung. D'Zënse sinn natierlech och do uewendrop komm. Dat ass

keng Diskussioun. Mee dat huet awer elo sécher ganz aner Hannergrënn, op déi ech nach kommen. An do fannen ech eeben, datt an deem heite Pak vu Mesüre wierklech näischt dran ass – au contraire! –, fir datt déi Situatioun sech verbessert.

Bon, natierlech ass et och esou, datt een an der Baukris selwer déi Opportunitéit soll notzen. Dat ass dat, wat d'Regierung och gemaach huet – oder fortgesat huet. Dat huet déi viregt Regierung och gemaach. Dat ass zum Beispill ze kucken, éischtens emol natierlech d'ëffentlech Investitioune generell héichzehalen, mee virun allem awer och da Projeten opkafen ze goen, déi berüümte VEFAen, déi opkaf gi sinn, wou d'Regierung substanziell nach eng Kéier d'Montante gehéicht huet. Dat fanne mer och alles richteg, well dat féiert jo och derzou, datt de Staat an d'Proprietéit kënnt vu Logementen an déi dann herno kann zum Beispill am locative Beräich sécherlech op de Marché bréngen, well do ass déi gréisste Penurie.

Et ass awer och esou, datt – an duerfir mengen ech och, datt ee guer net kann dervun ausgoen, datt déi Mesüren hei eleng en ekonomesch positiven Impakt hunn – kee Mënsch weess, wéi d'Wirtschaftskris bis Enn des Joers sech wäert entwéckelen. Also duerfir, ëmmer esou dee Lien ze maache reng zu dem Logement an zu der Baukris, ass menger Meenung net richteg. Wann eis zum Beispill am Mëttleren Orient wierklech alles laanscht d'Ouere flitt, wat mer jo net hoffen, dann huet dat sécherlech en immensen Impakt op d'Pëtrolspräisser. A wann d'Pëtrolspräisser an d'Luucht ginn … Dat war nämlech zum Beispill 2008, 2010 de Fall. Do sinn och d'Präisser vun de Matièrepremièren eropgaangen. Deen héchste Pëtrolspräis, dee mer jeemols haten, dat war 2008, just virdrun, ier d'Subprimekris komm ass. Et ass souguer gesot ginn deemools, datt deen héije Pëtrolspräis déi Kris definitiv ausgeléist hätt, soudatt een dat net ka soen.

Mee wat awer sécher ass, dat ass, dass doduerjer ganz bestëmmt d'Logementskris hei weeder wäert geléist ginn nach grouss Entlaaschtunge wäerte kommen, well et ass esou, datt déi, déi vun der Logementskris iwwerhaapt betraff sinn, Leit si mat klengen a mëttleren Akommessen. An do geet et effektiv, wéi d'Madamm Lenert och richteg gesot huet, drëms, datt déi iwwerhaapt emol en Accès kréien zu erschwéngleche m Wunnraum. Dat ass net ginn.

An duerfir sinn ech nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt déi gréissten Urgence doranner besteet, datt de Staat sech d'Moyene gëtt, fir datt mir bei där Croissance vun der Bevëlkerung, déi mir hunn, dee Manktum un ëffentlechem Wunnraum kompenséieren, an zwar massiv, datt mer do e groussen Investitiounsprogramm opleeën, fir ëffentlech Wunnengen ze bauen, datt de Park vun den ëffentleche Wunnenge vill méi grouss gëtt, an datt mer déi dann deementspriechend och do kënnen effektiv wierklech herno an d'Locatioun zum Beispill ginn.

An da kommen ech bei dee Punkt, deen ee vun de grousse Problemer ass. Dat ass d'Zeréckhale vu Bauland fir Wunnengen oder respektiv Wunnengen eidel stoen ze loossen. An do hëllefen och all déi Mesüren, déi elo hei dra sinn, guer näischt, weeder de bëllegen Akt nach d'Déductibilité fiscale vun den Intérêt-débiteuren nach d'Primmen, fir wann Employeuren hire Salariéen eng Wunneng zur Verfügung stellen. Alles Mesüren, mat deene mer eigentlech kéinten averstane sinn, mee do hëlleft dat ganz sécherlech guer näischt.

De Geescht vun dësem Projet de loi, deen ass eiser Meenung no net am Sënn, fir virun allem eppes ze maache fir déi, déi wierklech schlecht dru sinn, déi et brauchen. Dat sinn eeben d'kleng a mëttel Revenuen, Locatairen, déi musse loune goen, déi extreem leiden ënnert deem Ganzen. Mee de Geescht vun deem Gesetz hei, deen ass effektiv, fir Verschiddener ze zerwéieren, déi souwisou schonn iwwert déi zéng Joer virdru massiv verdéngt hunn an elo einfach gär hätten, datt se genausou op deem nämmlechten Niveau weider verdéngen, wéi se dat déi zéng Joer virdru gemaach hunn.

Et ass och esou, datt déi lescht 20 Joer, säitdeem zum Beispill deen Amortissement accéléré geschafe ginn ass, wéi gesot, jo ëmmer erëm driwwer diskutéiert ginn ass, fir en ofzeschwächen. An et ass och dat de Grond, firwat mir deemools, 2020, fir d'Budgetsgesetz 2021 den Taux eng éischt Kéier vu 5 % op 4 % erofgesat, eng éischt Ofschwächung gemaach hunn. Déi war zwar nach nëmme behutsam. An 2022 ass nach eng Kéier eng Reform gemaach ginn. Do ass eng Limitt agebaut ginn op zwee Immeubles oder Parties d'immeuble, wou een dat nach kéint geltend maachen. A mir haten och an der deemoleger Regierung laang Diskussiounen dodriwwer, wéi gesot, an och an der Chamber sinn déi oft gefouert ginn, an ëmmer war jiddwereen heibannen éischter der Meenung, datt dat souwisou de Staat ganz deier géing kaschten an am Endeffekt näischt géing bréngen.

A wann Dir an der Chambre des Salariés hirem Avis kuckt, huet déi zwee Rechebeispiller do dragesat. Déi si richteg erschreckend, wann Der Iech dat ukuckt. An da gesitt Dir och, wien dovunner profitéiert an datt et e Risenënnerscheed gëtt tëschent engem modesten Investisseur, zum Beispill engem, deen dann en Appartement wëllt fir seng Kanner kafen oder fir eent vu senge Kanner kafen, deen esou wëllt investéieren als Apport fir säi Kand, oder zum Beispill groussen Investisseuren, déi am Joer 2024 bei deem, wat mer hei maachen, bei Wäitem méi grouss dervu profitéieren. Ech invitéieren Iech gär, déi Rechebeispiller ze liesen, déi do gutt beschriwwe sinn a gutt ausgerechent sinn, fannen ech. Dat ass ganz kloer, do gesäit een de Geescht, deen do draläit an där Mesür, an de Gedanken, deen hannendrustécht.

An de Risiko ass och reell, datt mer souguer d'Inflatioun weider erëm unheizen eleng duerch déi dote Mesüren. An dat gëtt och bestätegt. Dat seet d'Banque centrale. Den FMI huet eis gewarnt an sengem Avis, datt am Beräich vum Logement, vun deem, wat mer maachen, natierlech Lëtzebuerg e Logementsproblem huet, mee datt mer awer sollen oppassen, datt mer net duerch falsch Mesüren, déi mer treffen, nach grad d'Inflatioun an d'Präisser unheize ginn.

An dann ass natierlech e substanziellen Déchet fiscal do hannendrunner an deem Ganzen. Dat wësse mer och.

Et feelt also u Wunnenge fir Leit mat klengen a mëttleren Akommessen, an do ass haaptsächlech dee ganze Risiko vun der Aarmut. D'Regierung huet sech op de Fändel geschriwwen, d'Aarmutsbekämpfung seriö ze huelen. Wa se déi wëllt seriö huelen, da muss se wierklech do usetzen, well do läit de Gros vum Problem.

Et huet iwwregens och en Impakt op eis Kompetitivitéit. An e puererlee Hinsichten huet et en Impakt, well wa Wunnenge feelen, dann ass dat natierlech e Problem fir d'Leit, déi an d'Land wunnen a schaffe kommen, mee et ass och e Problem, well dat natierlech och d'Lounfuerderungen unheize geet. Dir kënnt roueg sécher sinn: Wann zu Lëtzebuerg déi Logementspräisser net wären, da wären d'Lounfuerderunge vun de Leit mat klengem a mëttlerem Akommes, déi an de Betriber schaffen, sécher méi moderat, wéi se dat de Moment sinn, wat natierlech evident ass, well en immens groussen Deel vun deem Salaire, deen een huet, direkt schonn an de Logement geet an een dat net huet. Dat heescht, dat ass och e Problem fir eis Kompetitivitéit.

Bon, a wa mer do wëllen eppes maachen, da musse mer och déi Facteuren an Ugrëff huelen, déi eeben d'Offer wierklech kënne steigeren, haaptsächlech déi ëffentlech Offer, fir datt éischtens de Staat an de Besëtz kënnt vun Terrainen, mee fir datt awer och Privater natierlech net méi spekuléieren, datt Bauland wierklech fräi gëtt an datt d'Spekulatioun bekämpft gëtt. An an dem Koalitiounsofkommes steet jo och eppes doriwwer dran, haaptsächlech och am Zesummenhang mat deem Gesetz, dat d'Madamm Lenert och schonn ugeschwat huet.

An, Här President, ech hunn och eng Motioun. Mir haten och eng gemaach. Dat ass warscheinlech d'Kopie vun där vun der LSAP, mee ech gi se awer och nach eng Kéier of. Da stëmme mer et eeben zweemol, warscheinlech jo negativ, of, wéi ech d'Regierung oder d'Majoritéit aschätzen, leider!

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie ;

– les mesures du Gouvernement se focalisant principalement sur la stimulation de la demande ainsi que la simplification ponctuelle des procédures ;

– l'importance de soutenir prioritairement l'augmentation de l'offre de logements et la nécessité qui en découle de s'attaquer aux facteurs qui empêchent l'augmentation de l'offre ;

– la rétention foncière et les logements inoccupés comme des facteurs qui freinent l'augmentation plus importante de l'offre de logements ;

– le projet de loi relatif à l'introduction d'un impôt de mobilisation de terrains et d'un impôt sur la non-occupation de logements ;

– l'accord de coalition du Gouvernement qui prévoit la finalisation dudit projet de loi « dans les meilleurs délais » tout en augmentant le niveau de taxation et en accélérant la mise en place des impôts par rapport au texte initial,

invite le Gouvernement

– à proposer les amendements prévus par l'accord de coalition concernant les projets de loi relatifs à l'introduction d'un impôt de mobilisation de terrains et d'un impôt sur la non-occupation de logements jusqu'à la fin du 3e trimestre de cette année afin de mobiliser le plus vite possible des terrains constructibles ainsi que des logements actuellement inoccupés et ainsi augmenter sensiblement l'offre de logements.

(s.) François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Mee dat ass awer, wou de Problem ass. Mir mussen do virukommen, wann et drëms geet, Bauland ze mobiliséieren an d'Spekulatioun ze bekämpfen, well dat sinn déi wichtegst Elementer, fir datt mer effektiv weiderkommen an deem, wat ech gesot hunn, nämlech am Schafe vun erschwéngleche m Wunnraum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer souwisou vill Bauchwéi hu mat enger Rei Mesüren, hu mer eis dann awer nach d'Méi ginn, fir eng Rei Amendementen ze maachen. Mir hate se och an der Kommissioun ofginn. Si sinn natierlech an der Kommissioun vun der Majoritéit ofgeleent ginn, mee ech wëll se awer nach eng Kéier och hei deposéieren. Et sinn der am Fong zwee. Also am Ganze sinn et der elo véier, mee et sinn der dräi, do ass et ëmmer deen nämmlechten Artikel, dee betraff ass. Et sinn der zwee, déi gutt ënnersträichen, wéi de Geescht ass bei deenen, déi déi heite Mesüre getraff hunn. An duerfir wëll ech se awer nach eng Kéier hei erklären an och deposéieren an nach eng Kéier herno zum Vott bréngе loossen.

Dat eent ass den Avantage fiscal fir Acquéreurs-investisseurs, wann een dann an e Logement à des fins locatives investéiert. Do steet an deem Text elo dran: zwee Joer. Éierlech gesot, dat fanne mir absolutt lächerlech. Do misst e mindestens op fënnef Joer eropgoen, well soss ass dat awer e bësselchen onseriö, wann een esou e Benefiss vun enger Mesür kritt wéi déi do an da seet: „Du muss dat maximal zwee Joer an d'Locatioun ginn an duerno kanns de et verkafen." Dat heescht, et misste mindestens – mindestens! – fënnef Joer sinn. Wéi gesot, mir haten deen Amendement an der Kommissioun eraginn. Dee betrëfft effektiv dräi Artikelen. Här President, ech ginn Iech se herno of.

An da war nach en zweeten Amendement, dee mer eraginn hunn. Dat war dee fir den Abattement construction spécial. Do ass et esou, dass de Moment e Plaffong vun 250.000 Euro virgesinn ass. Et ass awer esou, datt déi Berechnung, déi do gemaach ginn ass, fir dann op déi 250.000 Euro ze kommen an dat, wat als Géigewäert gerechent gëtt, wat dat bedeit, eiser Meenung no net richteg ass, well se net berücksichtegt, datt, wann ech e Beispill huele vun der Stad Lëtzebuerg, an der Stad Lëtzebuerg eleng d'Acquisitioun oder den Terrain selwer 43,8 % vun deem betreffende Logement, deen hei kommerzialiséiert gëtt, ausmécht. Dat heescht, wann ech dat reell rechnen, mam Terrain dran, da kommen ech op e Logement vun enger Valeur – haalt Iech un! – vun 11 Milliounen!

Do kënne mer eis jo awer d'Fro stellen: Ass dat sënnvoll, datt mir mat steierleche Gelder e Logement fërderen, wat 11 Millioune Valeur huet? An dat kënnt Der ... Déi Chifferen, mir hunn dat ëmgerechent op Basis vun der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat. Dat ass net aus der Loft gegraff, dat ass esou. An duerfir hu mir zumindest proposéiert: „Sot, lauschtert emol, wann Der dat dote maacht, ma maacht awer e Plaffong, dee seriö ass!" Do hu mer gesot: „Da gitt erof vun 250.000 op 80.000 Euro, da kommt Der op eng Valeur, wann Der den Terrain rechent mat deem, wat Der kommerzialiséiert, also mam Bâti uewendrop, vun 3,5 Milliounen." Dat ass jo scho wierklech net schlecht, e Logement vun 3,5 Milliounen. Mee ech mengen, dass et jo awer net um allgemenge Steierzueler ass, fir Saachen ze fërderen, déi 11 Milliounen Euro Valeur hunn!

Duerfir wëll ech se nach eng Kéier eraginn, well dat ënnersträicht de Geescht an och dat, wat d'Madamm Lenert scho virdru gesot huet, fir wien am Fong déi meescht Mesüren hei geduecht sinn.

Här President, ech géing Iech nach eng Kéier dann déi Amendementen hei ofginn. An da wier ech frou, wa mer déi herno dann zesummen och kéinten ofstëmmen.

Amendements 1 à 4

I. Observation préliminaire concernant l'intitulé

À l'intitulé, il est proposé de supprimer le point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrases.

II. Amendements

Amendement 1 concernant l'article 2

À l'article 2, point 2° in fine, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».

Commentaire :

S'agissant d'un avantage fiscal considérable accordé à des acquéreurs-investisseurs ayant comme but d'augmenter l'offre de logements donnés en location, il convient de prolonger la durée minimale de location requise pour pouvoir profiter de l'avantage fiscal de deux ans à cinq ans. Ainsi, il sera évité qu'après seulement deux ans, le logement en question pourra être utilisé à d'autres fins que la mise en location, ce qui serait en contradiction avec l'objectif de la mesure en question.

Par ailleurs, le délai de cinq ans serait plus cohérent avec l'élargissement prévu par le présent projet de loi de l'intervalle de deux à cinq ans après lequel les revenus issus de la vente d'un immeuble sont imposés en tant que plus-value et non en tant que bénéfice de spéculation.

Amendement 2 concernant l'article 8

À l'article 8, alinéa 1er, première phrase, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».

Commentaire :

Il est renvoyé au commentaire de l'amendement 1.

Amendement 3 concernant l'article 9

À l'article 9, alinéa 1er, le terme « deux » est remplacé par celui de « cinq ».

Commentaire :

Il est renvoyé au commentaire de l'amendement 1.

Amendement 4 concernant l'article 21 (article 129f nouveau inséré dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu)

À l'article 21, à l'article 129f nouveau, au paragraphe 3, le montant de « 250.000 euros » est remplacé par celui de « 80.000 euros ».

Commentaire :

Le projet de loi prévoit actuellement une limitation de l'abattement construction spécial à 250.000 euros. La limite de la somme des valeurs qui se trouvent à la base du calcul de l'amortissement correspond donc à six fois le montant de 250.000 euros. Sachant que l'amortissement se calcule uniquement sur la somme des valeurs du bâti et non du terrain, la valeur totale maximale du patrimoine immobilier sur lequel le contribuable pourra faire valoir l'abattement se trouve encore largement au-delà de cette valeur. Selon la Note 32 de l'Observatoire de l'habitat, le prix d'acquisition du terrain représente environ 43,8 pour cent des logements commercialisés à Luxembourg-ville. Prenant ce chiffre comme prémisse pour le calcul, un contribuable pourrait donc, selon les dispositions actuellement prévues par le projet de loi, faire valoir l'abattement construction spécial pour un patrimoine immobilier à Luxembourg-ville allant jusqu'à une valeur de marché d'environ 11.000.000 euros au total.

Afin de limiter le déchet fiscal engendré par la mesure ainsi que de garantir une certaine justice fiscale, il est proposé de réduire la limitation de l'abattement construction spécial de 250.000 euros à 80.000 euros, ce qui correspond à une somme maximale des valeurs se trouvant à la base du calcul de l'amortissement de 2.000.000 euros et, prenant toujours la même prémisse de calcul que ci-avant, équivaut à un patrimoine immobilier à Luxembourg-ville allant jusqu'à une valeur de marché d'environ 3.500.000 euros.

(s.) François Bausch, Marc Baum, Meris Sehovic, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet ass eiser Meenung no kee grousse Worf. Zum Deel mécht e Saachen, déi entweeder Fortsetzunge sinn, oder e mécht Saachen, déi an der Vergaangenheet geprouft gi sinn an déi näischt bréngen, déi op alle Fall net deem entspriechen, wat mer brauchen.

Mir mengen och guer net, datt dee wäert Schwong an de Wunnengsmaart bréngen, scho guer net am Sënn, fir d'Wunnengsnout ze bekämpfen, well duerfir muss eng ganz aner Offensiv kommen. Duerfir muss wierklech do ugegraff ginn, wou et sech gehéiert, nämlech bei der Spekulatioun hei zu Lëtzebuerg, well do läit de Grondproblem: D'Bauspekulatioun muss bekämpft ginn.

Dat Allerdramateschst ass, wéi ech virun iwwer enger Woch gelies hunn, datt souguer de Bausecteur selwer iwwerhaapt emol net dru gleeft, datt dat heiten iergendeppes bréngt. Ech zitéieren Iech aus engem Artikel, wou en Avis vum Bausecteur beschriwwe ginn ass, dee seet: „Die staatlichen Hilfen werden wohl nicht reichen, um die Nachfrage kurzfristig wieder anzukurbeln. 2025 gebe es das Risiko, dass die Inflation wieder zulegt." Bon, natierlech kann een elo driwwer diskutéieren, ob dat de Fall ass oder net, dat ass e bësselchen an d'Glaskugel gekuckt, mee virun allem: „So schaut man mit Pessimismus auf den weiteren Jahresverlauf. Die Kammer befürchtet", also d'Handwierkerkummer, „dass die aktuellen Trends auf einen substanzielleren Beschäftigungsabbau im Handwerk im Jahr 2024 hindeuten könnten. Gleichzeitig gibt sie zu bedenken, dass sich durch die aktuelle Schieflage das seit Jahrzehnten bestehende Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage nicht verbessern werde." Also eigentlech hätt een et net kënne besser beschreiwe wéi d'Handwierkerkummer selwer, déi jo awer, mengen ech, do awer muss wëssen, vu wat se schwätzt.

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir verstitt, datt mir natierlech deen heite Projet net kënne stëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, d'Situatioun um Wunnengsmaart huet sech verännert. Wann ech mech zréckerënneren un déi Rieden, déi mer gehalen hu virun dräi, véier Joer, do si mer de Präisser nogelaf. Elo lafe mer no, fir dass d'Präisser sech stabiliséieren.

Jo, et huet sech komplett gedréit an d'Situatioun ass eng aner. Op där enger Säit hu mer d'Logementskris, dass verschidde Leit elo vläicht gäre géingen en Appartement oder en Haus kafen, well d'Promoteuren hinnen et gäre géinge verkafen an d'Präisser erofgaange sinn, awer op där anerer Säit net déi néideg finanziell Mëttel vun der Bank kréien. Op där anerer Säit hu mer d'Promoteuren, déi hir Constructiounsfirmen net kënne bezuelen, well se hir Appartementer bezéiungsweis hir Haiser net kënne verkafen an dat Ganzt souwisou schonn am Viraus iwwer Kreditter finanzéiert hunn. An deene lafen och elo d'Zënse fort, soudass mer nieft der Logementskris, déi mer virdrun haten, dass kee sech en Eegenheem konnt leeschten, elo an d'Constructiounskris eriwwergerutscht sinn.

D'Regierung huet elo e Moossnamepak presentéiert, wou sécherlech net alles esou gutt ass, wéi een dat eeben erkläert kritt, mee dat gehéiert eeben och zur Politick. Mee et ass op d'mannst emol en Usaz, fir de Marché ze stabiliséieren, fir de Leit ze hëllefen.

Dofir wäerte mir Piraten och haut dëse Projet matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass wichteg, dass den Invest héichgehale gëtt. Et kann een awer ënnerschiddlecher Meenung sinn, op wéi engen eenzelne Punkten dat soll gemaach ginn, an dorop wäert ech elo agoen.

D'Wunnenge musse gebaut ginn. Eis Bevëlkerung wiisst, sief et, dass ee vun ausserhalb erakënnt oder dass eis Kanner och gäre géingen enzwousch wunne goen. An do muss eebe gebaut ginn. Mir musse souwuel d'Konstruktioun wéi och de Logement héichhalen. Mee do kënnt dann eeben déi grouss Fro, wéi een dat am beschte mécht. Well et ass nun emol och e Fakt: Et sinn ëmmer méi Leit, déi sech en Eegenheem net méi kafe kënnen, mee déi op de Locatiounsmarché ginn.

Fir déi, déi nach kafe kënnen an dann déi Glécklech sinn, déi nach bei der Bank e Kreditt kréien, do geet de bëllegen Akt elo an d'Luucht. Dat kënne mer als Piraten direkt mat ënnerschreiwen. Mir hunn eis de Mond scho fuseleg geschwat, dass mer souwisou der Meenung sinn, dass de Staat d'Eegenheem net soll nach kënschtlech méi deier maachen, andeems en zousätzlech Steiere freet. Fir eis misst de bëllegen Akt eigentlech op den 100 % vum Kafpräis sinn, wann ee selwer dra wunne geet.

Interessant ass déi nei Formule vum bëllegen Akt vum Invest. Jo, déi fanne mir gutt, dat ass eng interessant Approche. An do muss een elo kucken an deenen nächste Joren, wéi dat sech wäert entwéckelen. Well dat ass och ee vun de Problemer, dass vläicht verschidde Leit wollten investéieren – an do schwätzen ech net vun de Millionären, mee einfach vun engem, deen e bëssen eppes op d'Säit geluecht huet –an awer vu gewëssene steierleche Moossnamen ofgehale gi sinn.

Zur Valeur ajoutée: Déi läit eis scho länger um Häerz a mir sinn eigentlech der Meenung, dass d'Valeur ajoutée, virun allem am familiäre Kontext, sief et bei Ierfschaften, sief et bei anere Projeten, misst eng Kéier reforméiert ginn. Et sinn Usätz dran, déi mer gutt fannen: dass se géint d'Spekulatioun ass, dass, wann ee bewosst Objete keeft, fir herno domadder Geld ze verdéngen, eng Valeur ajoutée drop ass. Ob een herno, wann een ierft oder aner ..., do kann een driwwer diskutéieren. An déi Reform géinge mer eng Kéier gären ustoussen, fir d'Valeur ajoutée eng Kéier ze reforméieren.

Da komme mer zum Amortissement accéléré. Jo, also mir begréissen, dass d'Regierung déi Barriär vun 250.000 Euro d'Joer agebaut huet, well wéinstens ass eng Barriär dran. Do kann een diskutéieren, ob een hätt sollen 150.000 oder 200.000 soen, mee zumindest ass de Wee vun enger Barriär dran. Wat eis awer – an dat ass ee vun de Punkten, wou mer dee meeschte Bauchwéi hunn – do net gefält, ass, dass net gestaffelt ass, wéi vill Loyer een däerf froen.

Mir haten do viru Méint hei eng Kéier d'Propos bruecht, dass een den Amortissement accéléré eigentlech just dierft zéien, wann ee kuckt, dass de Loyer, deen een en contrepartie freet, net ze héich ass. Wéi kann een dat maachen? Ma ganz einfach, et gëtt e Mietpreisspiegel – d'Steieramt huet deen zum Beispill, dat si mer elo gewuer ginn aus dem Rapport vum Ombudsman –, an do géif een einfach kucken: Leien ech mat mengem Loyer driwwer oder drënner? Leien ech driwwer an ech maachen en, nenne mer en emol e soziale Loyer, da wier den Amortissement accéléré méiglech gewiescht. A wann een awer 20, 30 % méi freet wéi normalerweis a sengem Quartier, da wier den Amortissement accéléré net méiglech gewiescht. Dat ass elo leider hei net zréckzefannen, mee dat ass awer eng Pist, déi mir matgi fir déi nächst Reformen.

Et ass nämlech och eng, déi mer allgemeng am Steierrecht wëllen änneren, a mir hunn dat och schonn e puermol erzielt. Mir géingen nämlech och gären d'Steieren um Loyer staffelen. An zwar: Huelt elo einfach e Loyer vun 2.000 Euro. Geet een 20 % drënner, hätt een e bessere Steiertaux. Geet een driwwer, misst een zum Beispill bal dat Duebelt u Steiere bezuelen.

Wat wëlle mer domat erreechen? Ma dass et ganz attraktiv gëtt, dass ee säin Appartement, säin Haus géing verlounen zu engem méi bëllege Loyer, an dat iwwert d'Steieren da géing kompenséiert ginn. Esou kéinte mer fir vill Leit en Ureiz schafen, dass se de Loyer net eropsetzen. Well wat héiert ee jo alt vun de Proprietären? „Jo, ech muss mäi Loyer sou héich setzen. Ech muss jo och Steieren drop bezuelen, an déi si jo net grad näischt!" Deementspriechend misste mer och do un eng Reform denken, dass mer kucken: Wéi vill Loyer frees de? Läis de iwwert dem Mietpreisspiegel oder läis drënner? An deementspriechend gëss de besteiert.

Wat mer begréissen, sinn déi Mesüren, déi Der dragesat hutt iwwert d'AIS oder d'GLS, d'Gestion locative sociale. Dat ass richteg, well domadder schafe mer eng Méiglechkeet, fir dass déi Leit, déi um fräie Marché näischt an der Locatioun wäerte fannen, kënnen iwwert déi Formel ee fannen, deen hinnen et verlount. Ob dat elo herno eng ASBL ass, en Office social, eng Gemeng oder de Staat, dat ass jo eigentlech zweetrangeg. Et geet drëm, dass déi herno kënnen e Logement fannen an dass op där anerer Säit Leit, déi an déi Formel eraginn, eng Garantie hunn, sief et, dass se de Loyer all Mount kréien, sief et, dass hir Wunnegen herno eng Kéier propper erëmgi ginn. Dat ass e bëssen änlech wéi déi 10 Euro de Meeterkaree, déi ech gefillt schon 100.000-mol erwäänt hunn. Et ass eeben déi Formule, déi mer mussen hunn.

Et si vill Leit, déi um fräie Marché ni wäerten eppes fannen. Dat ass eng Realitéit, déi een eng Kéier muss agesinn. An dofir sinn eeben déi Formelen AIS, GLS, wéi ee se herno och nennt, déi staatlech oder kommunal mussen ënnerstëtzt ginn. An déi Pist, déi d'Regierung hei gaangen ass, fir de private Marché ze encouragéieren, déi an d'AIS ze ginn, ass fir eis déi richteg. Well de Staat eleng kann et net packen. D'Gemenge kënne guer net esou vill bauen, dass mer herno genuch Wunnengen an der Gestion locative hunn. Dofir ass et gutt, dass mer hei op de private Wee ginn. Dat mécht et interessant fir déi Investisseuren, déi net onbedéngt op de Maximum vun engem Profitt aus sinn, mee déi wëlle fir d'Zukunft e séchere Rendement hunn.

Et ass virdrun ugeklongen, e Fonds fir den Invest ze schafen. Jo, also wann d'Regierung dee bréngt – ech hunn dat elo schonn e puermol héieren, dass Der gäre géingt op e Wee goen, dass privat Leit kënnen investéieren, änlech wéi e Fong, an da kréie se e Rendement –, da si mir och gäre Partenaire, well dat ass eng Iddi, déi ee sollt realiséieren. De Staat selwer kann net genuch Geld an de Grapp huelen, fir alleguerten déi Wunnengen ze bauen a se herno deementspriechend op de locative Marché ze ginn. Et ass eebe just elo de Moment, wou een et misst maachen. Et ass elo, wou d'Méiglechkeet do ass. An et ass elo, wou een déi eenzel Projete misst opkafen, fir dass een eeben de Leit en Daach iwwert dem Kapp ka ginn.

D'Prime locative fir Jonker ass eng flott Approche. Et ass eng nei Approche. Et misst een do no een, zwee Joer kucken, awéiwäit déi eppes bruecht huet. Mir sinn awer der Meenung, dass ee se a sech hätt kënne vill méi wäit opmaachen. Et misst een de Patronen erlaben, dass se, fir dass Leit heihinner schaffe kommen – oder hei schaffe bleiwen, dat muss ee jo och scho soen –, d'Méiglechkeet hunn, eng Primm derbäizeginn, an dat steierlech avantagéis. D'Patrone kënnen hiren Employéen a soumat de Familljen hëllefen, an dat ass bis elo zum Nodeel vun de Firme souwéi vun den individuelle Leit, wa se herno mussen déi Steier drop bezuelen. Dofir ass dat heiten eng gutt Approche an et muss ee kucken, wéi déi weidergeet.

D'Subvention loyer ass gutt, mee och do hu mer e Kritickpunkt. Mir ënnerstëtzen natierlech, dass déi eropgesat gëtt, mee ech mierken am Office social an deene leschte Méint, wéi staark d'Loyeren eropginn. An et sinn och gewësse Proprietären, déi vläicht net ëmmer sou fein sinn, déi elo scho wëssen: „A hei, do kommen nei Subventiounen", an dann dee Loyer wäerten eropsetzen.

Déi Subventioun vum Loyer ass gutt, wéi Der se geschriwwen huet, mee Dir hätt am Gesetz missen eng Barriär abauen, wou Der sot: „De Loyer däerf doropshin net eropgesat ginn", dass dat verhënnert gi wär. Well soss hutt Der nämlech de Problem, dass elo vill Leit wäerten iergendeng Kéier e Bréif heemkréien, dass de Loyer eropgaangen ass, mat dem Hannergedanken: „Se kréie jo souwisou d'Subventioun."

Dann d'Zënsen, do hutt Der scho gutt Moossname geholl. Dir wësst, mir hate vill méi héich Montante gefrot, virun allem bei deem, wat ee bei de Steiere kann ofsetzen. Mee gutt, do hutt Dir eng Mëtt iergendzwousch fonnt. Mir hätten dat gäre méi héich gehat. Ech hunn och schonn oft hei gesot, dass et net gerecht ass, wann een dat op der Locatioun net kann ofsetzen, dass ee säi Loyer net kann ofsetzen. Dat ass fir eis net gerecht an et misst ee steierlech och eng Moossnam fannen, dass Leit, déi lounen, dëst kënne vun der Steier ofsetzen, änlech wéi een eeben d'Zënse kann ofsetzen. Vu mir aus kéint een de selwechte Plaffong huelen, fir dass et eeben e gerechte System wär, well wéi et am Moment ass, gefält et eis net. Mee dat kënnt Der jo mol mat op de Wee huelen, well ech mierken, dass d'Approche vun der Regierung zimmlech oppen ass.

Dir kommt elo mat neien Iddien, wou der derbäi sinn, déi mer begréissen. Eng ganz gutt, déi virdrun d'DP hei genannt huet, ass de Mietkauf. Mir hunn elo fënnef Joer Iech, virun allem dem Här Lies – Dir hat souguer eng Proposition de loi, wann ech mech richteg erënneren, Här Lies, fir de Mietkauf –, ëmmer zougestëmmt, och deenen eenzele Motiounen, déi all déi Zäit hei abruecht goufen. Leider huet déi eeëmoleg Regierung alles, wat Mietkauf war, ofgeleent. Dofir hätt ech och eng Demande un den Här Baum, dass Der vläicht dee Modell vu Jonglënster eng Kéier kéint mat an d'Kommissioun bréngen, wéi si dat realiséiert hunn, well dat géif mech nawell interesséieren. Ech sinn dat elo hei an der Ried gewuer ginn, dass do de Mietkauf realiséiert ginn ass. An dat ass eigentlech eng Pist, déi mer sollten am Logement verfollegen, well domadder kënne mer de Leit, déi elo keng Kreditter kréien, et erméiglechen, fir hir eege Wunneng ze realiséien, dass mer eng Kéier de Lënster Modell kéinten an der Kommissioun kucken, dass mer eis deen eng Kéier erkläre loossen.

Also, mir wäerten eis Zoustëmmung ginn, och wa fir d'Locatairen net genuch dran ass. Mee ech hunn do Vertrauen an den Här Meisch, dass e sécherlech nach mat engem zweete Pak kënnt, wou d'Locatairen nach méi wäerten ënnerstëtzt ginn. Dat heite wäert der

Baubranche e bëssen en Ureiz ginn, se zumindest stabiliséieren.

Bon, d'Virriedner hunn et gesot, et huet keen déi Kugel fir ze soen, wat elo genau herno wäert erauskommen. Mee op d'mannst ass et besser, wéi einfach dergéint sinn an näischt ze maachen. Dir huelt op d'mannst elo mol eppes an de Grapp an Dir hutt Iech en Outil ginn, fir dergéint virzegoen, well et wäert ganz vill Leit betreffen a jidderee wëll en Daach iwwert dem Kapp.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat Allermannst, wat ee ka soen, dat ass, datt dee Logementspak relativ séier schlussendlech zur Ofstëmmung komm ass. D'Regierung felicitéiert sech. Et kéint een d'Regierung felicitéieren, wann et och nach en interessante Logementspak gewiescht wier, deen och nach tatsächlech de Locatairen eppes géing bréngen an och deene Leit eppes géing bréngen, déi Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen, sief et an der Locatioun oder an der Vente.

Dat ass awer allerdéngs net de Fall. An dofir hätt d'Regierung vläicht besser gehat, wa mer schonn esou laang an enger Wunnengskris sinn zu Lëtzebuerg, vläicht e bësse méi laang ze waarden, nach e puer Méint méi, voire datt ee sech ongeféier ee Joer geholl hätt an datt een och tatsächlech mat allen Acteure seriö diskutéiert hätt, net just mat den Acteuren, mat deenen ee sech souwisou schonn eens ginn ass – warscheinlech souguer virun de Walen –, an datt een och op Leit gehéiert hätt, déi fir d'Mieter dostinn, datt een och op Leit gehéiert hätt, déi Salariéë sinn, datt een och op Leit gehéiert hätt, déi selwer am Bau schaffen, awer net an de Chefetagen! Op déi Leit ass net gelauschtert ginn.

An da kënnt eeben esou e Logementspak eraus. Do sinn natierlech ganz verschidde Mesüren dran. An et ass tatsächlech net alles ganz schlecht. Ech hunn den Androck, datt mer esou eng Opdeelung „bad cop, good cop" an der Regierung hunn. Den Här Meisch huet e Volet geholl, wou en nach weiderhin, plus ou moins, op der Schinn fiert vun der viregter Regierung, fir ze soen: „Et muss een awer e bëssen ëffentlech bauen." Et gëtt tatsächlech nach Projeten. Et geet bei Wäitem net duer. Dorobber kann een nach zréckkommen. An anerersäits muss duerno awer d'CSV – an de Finanzministère – ganz kloer u sech hir Schold iergendwéi bezuelen oder hir Promessen aléise vu virun de Walen a mécht dofir jo eng Partie Steierkaddoen, déi strictement näischt wäerte bréngen.

Well dat ass jo de Problem: Non seulement ... Mir hunn dat schonn, mir als Lénk, an ech mengen, net nëmme mir als Lénk, bal jiddereen ... Hei an der Chamber hunn déi gréng dat gesot, d'LSAP huet dat och gesot, d'Chambre des Salariés seet dat et cetera, et cetera. Immens vill Acteuren dobausse soe ganz kloer, datt déi Steierkaddoe fir Groussbesëtzer näischt wäerte bréngen an en plus warscheinlech nach d'Situatioun wäerte verschäerfe fir d'Locatairen a fir déi normal Leit, och wann eng Partie vun deene Mesüren nëmmen ee Joer wäert daueren.

An en plus, dat gouf jo och gesot, sinn dat jo eng Partie Mesüren, déi scho versicht gi sinn, an do kann ee vill vum Kontext schwätzen. Et sinn eng Partie Mesüren, déi scho versicht gi sinn, wéi den Amortissement accéléré, deen och schonn 2006 agefouert gouf. Dat heescht, Steiererliichterunge fir Investisseuren, dat gouf et schonn an dat huet d'Situatioun a Wierklechkeet zu Lëtzebuerg guer net verbessert.

Dat, wat mir virschloen, ënner anerem, an dorobber wäert ech och nach zeréckkommen, ass u sech hei zu Lëtzebuerg nach ni esou versicht ginn, an op deene Plazen, wou et méi oder wéineger versicht ginn ass, dat heescht, d'Wunnengspolitick net als eng Geldpolitick ze gesinn, mee als e Mënscherecht ze gesinn, wou och d'ëffentlech Hand mat agräift, do huet et am Prinzipp ëmmer gutt fonctionéiert.

Wat stéiert eis dorunner? E puer Beispiller: Mir fänken un zum Beispill mat deem Steierkaddo vum Quart-taux. Dat heescht, datt u sech d'Plus-value nëmmen op e Véierel vun deem besteiert gëtt wéi normalerweis, also amplaz 42 % op 10,5 %. Do gëtt gesot: „Dat bréngt erëm Schwong an der Logementspolitick." Mir hunn nach ëmmer net verstanen, wat fir e Schwong dat kéint bréngen, ausser – wat wäert geschéien, ganz konkreet? – datt zum Beispill kleng Proprietären natierlech wäerten op d'Aubaine sprangen, fir manner besteiert ze ginn, wa se verkafen.

A wie wäert opkafen? Ma déi, déi déi finanziell Moyenen hunn. Dat heescht, et ass ganz kloer eng Mesür, déi derfir wäert suergen, datt grouss Promoteuren hir sougenannte „strateegesch Reserv" domadder wäerten opfëllen. Well dat ass dat Eenzegt, wat a Wierklechkeet wäert geschéien. Mir wäerten eng nach méi grouss Konzentratioun vu Bauland hunn, mat deem och nach spekuléiert gëtt. Mir wäerten nach eng méi grouss Konzentratioun vu Wunnengen u sech kréie wéi dat, wat mer bis elo och nach hunn. Dat heescht, déi strateegesch Baulandreserv, an iwwerhaapt déi strateegesch Immobiliereserv, wäert nach méi grouss ginn. Dat ass dee grousse Schwong, deen do geschitt, mee soss wäert net vill do geschéien.

Mir hunn och aner Saachen. Déi frequent Venten an esou weider wäerten natierlech och zu enger Hausse vun de Präisser bäidroen. Se wäerten och zu enger Präisspiral no uewe bäidroen. D'Loyere wäerte weiderhin eropgesat ginn, wa mer permanent Venten hunn. Dat heescht, datt de Bail ... Also entweeder muss de Locataire eraus oder den neie Proprietär, deen e Groussproprietär ass, dee kann natierlech vun der Situatioun profitéieren, fir duerno natierlech nach méi héich Loyeren ze froen. Dat heescht, mir hunn et do mat enger Mesür ze dinn, déi u sech nëmmen de Groussgrondbesëtzer an de Groussbesëtzer wäert zeguttkommen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir den Amortissement accéléré, well do ass et jo deemools drëms gaangen, fir de Rendement méi interessant ze maachen. De Rendement bei den Immobilien, dat ass jo engersäits de Loyer an dat sinn anerersäits och steierlech Mesüren. An dat war eeben eng vun deene steierleche Mesüren. Dat war eng staatlech Subventioun, well et muss een u sech déi Steierkaddoen esou nennen, beim Numm nennen. Dat si Subventiounen, staatlech Subventiounen, dat kascht de Staat eppes. Do gëtt et en Déchet fiscal an dee wäerte mer nach gesinn.

An duerno misst een awer kënne wëssen, wat dorauser entsteet. Well wann de Staat zum Beispill investéiert, kloer investéiert an direkt investéiert, ëffentlech investéiert, da weess een, wat herno erauskënnt, da weess een, wéi vill Wunnengen herno gebaut ginn. Mee bei dëse Mesüre weess ee guer net, wat fir e positiven Impakt dat wäert hu fir normal Leit, fir datt se Locataire kënne ginn oder iwwerhaapt kéinten eppes kafen. Dat heescht, all déi Suen, déi wäerten och nach feelen, fir ëffentlech kënnen ze bauen.

Staatlech Subventiounen, fir iwwerhaapt och d'Loyere kënnen ofzesetze vun de Steieren, dat ass och eng staatlech Subventioun u sech. Dat ass d'Propositioun vun de Piraten, mee a Wierklechkeet muss een an eng aner Richtung goen. Et muss een an déi Richtung goen, datt d'Loyeren erofginn. An dofir misst een natierlech och d'Gesetzgeebung änneren. Ech erënneren drun, datt mir eng Propos gemaach hunn, a mir wäerten nach weiderhin do um Ball bleiwen. Also et kann net sinn, datt de Staat och nach duerch d'Ofsetze vun de Loyere bei de Steieren erëm eng Kéier eng Subventioun gëtt an erëm eng Kéier u sech de Patronen ..., pardon, net de Patronen – de Staat mécht och vill de Patrone Kaddoen –, mee an deem Sënn de Proprietären e Kaddo mécht.

Bon, bei deene Mesüren, do gëtt jo och gesot, dat wier u sech, ënner anerem beim Amortissement accéléré, fir och de Promoteuren e bëssen ënnert d'Äerm ze gräifen, well se hir VEFAen net lassginn. Bon, mir hunn dat och gutt fonnt, datt de Staat u sech jo och Budgete fräimécht, fir kënne VEFAen opzekafen, och mat Krittären. Dat ass ganz an der Rei. Mir waren och u sech am Fong geholl derfir, mee de Problem, dee sech elo stellt mat all deene verschiddene Steierkaddoen, déi elo gemaach ginn, ass, ob d'Privatpromoteuren u sech elo dem Staat Konkurrenz wäerte maachen, wat d'Opkafe vun de VEFAe ugeet. Well u sech ass et eng Aubaine, datt de Staat déi VEFAen opkeeft an datt e se och an d'Locatioun weidergëtt, datt mer u sech eise Park nach méi grouss maachen. An elo duerch déi verschidde Steierkaddoen, déi d'Privatpromoteure gemaach kréien, si si warscheinlech och eng seriö Konkurrenz fir de Staat. Dat heescht, mir hunn do u sech guer näischt geschafft.

Dat selwecht gëllt och fir déi Reform vum bëllegen Akt, wou een elo och en Abattement vun 20.000 Euro kritt fir d'Locatioun a wou een no zwee Joer erëm ka weiderverkafen a wou een dat mol net muss rembourséieren. Mir haten dat och gesot bei der Prime locative, och an der Kommissioun. Dat ass jo awer och e Problem, déi Prime locative, datt u sech erëm eng Kéier de Staat och de Patronen an deem Sënn hëlleft, well hir Salariéen u sech Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen.

Do gëtt et awer och eng Léisung. Net nëmmen, datt d'Loyere missten erofgoen, mee et kéint ee vläicht och d'Entreprisen e bësse responsabiliséieren, datt si iwwerhaapt Salairë bezuelen, déi korrekt sinn, fir datt d'Leit iwwerhaapt kënnen eng Wunneng fannen. Nee, ma neen, do muss erëm eng Kéier de Staat ... An dat si meeschtens awer och Entreprisen, sorry, do sinn der vill, déi kënne sech dat leeschten, ouni Problem. Da solle se eeben hir Salairen erhéijen, amplaz datt de Staat hinnen erëm eng Kéier muss hëllefen.

Bon, wat déi verschidde Mesüren am Logement abordable ugeet, do ass et jo och e bësse pervers, deemno wéi. Et si jo do verschidden nei Krittäre festgeluecht ginn, wou mer elo esou wäit sinn, datt u sech déi iewescht Decilen, also erhéicht Decilen, de siwenten an den aachten, jo an de Genoss kënne komme vun enger Vente abordable fir de siwenten Decile. De siwenten Decile, dat ass e Stot mat zwee Kanner, deen netto pro Joer 140.000 Euro verdéngt, an duerno den Decille 8, do kënne se eng Vente à coût modéré kréien, dat ass dann eeben e Stot, deen netto mat zwee Kanner 164.000 Euro d'Joer verdéngt. Esou katastrophal ass d'Situatioun, datt een och deene Leit elo u sech muss hëllefen.

Dat ass schéin a gutt, et soll een de Leit hëllefen, mee et freet e sech iwwerhaapt, ob déi Leit net éischter wäerten trotzdeem waarden, bis Zënsen erofginn. An duerno – mir hu jo och net genuch Abordabel, mir

hunn net genuch Coût modéré – stellt sech d'Fro: Ma déi, déi nach vill méi schlecht dru sinn, déi mussen u sech nach just kämpfen, fir déi puer Grimmelen, déi vläicht iwwregbleiwen, nach ze kréien. Dat heescht, mir hunn u sech eng Situatioun, wou eng sozial Schicht déi aner opfrësst, ëmmer no ënnen, an dat ass net seriö.

Just eng kleng Fro, ech profitéiere vun der Presenz vun zwee Ministeren. Ech kéint och eng Question parlementaire maachen, mee dat ass vläicht méi séier gereegelt. Mir hu jo och eng interessant Gesetzgeebung bei dem Logement abordable, déi et erméiglecht, datt ASBLen och Logement abordable maachen an datt se och subventionéiert gi vum Staat à hauteur vu 75 %. Elo ass awer de Problem, sinn ech gewuer ginn, datt, wann ASBLen, déi dat maachen, bei eng gewësse Bank ginn – an et ass eeben déi staatlech Bank, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn; do gëtt et vläicht e klenge Malentendu –, déi u sech freet: „Dir musst Fonds propres hu vun 2,5 %“, wat zum Beispill bei engem Bien, huele mer un, vun enger Millioun Euro ëmmerhin eppes ausmécht. An dat si jo ASBLen, déi net just eng Saach wëlle maachen. Dat heescht, si mussen dat bréngen. Dat hu se net, déi ASBLen.

Aner Banke paken dat aneschters un, well déi ASBLen, déi kënne jo och Forfaite kréien, Forfait d'exploitation an esou weider. An aner Banke soen: „Dir braucht déi 2,5 % Fonds propres net, well Dir sidd solvabel duerch déi Forfaiten, déi der kritt.“ Dat ass eppes, wat anscheinend esou praktizéiert gëtt. Et wier vläicht interessant ze kucken, wann d'Regierung d'Méiglechkeet huet, fir justement och mat där Bank, wou de Staat souwisou Aktionär ass, dat eng Kéier ze léisen.

Bon, mee anerersäits proposéiere mir jo eng Partie Saachen. Ech kann net alles opzielen, mee dat, wat mir elo och nach virschloen, vu datt mer jo grad och nach an enger Baukris sinn: Mir mengen, datt et wierklech un der Zäit ass, fir och eng ëffentlech national Baufirma hei zu Lëtzebuerg ze grënnen. Mir hunn et jo gesinn: Verschidden Entreprisë sinn a gréissere Schwieregkeeten. Grouss Promoteuren hunn och souwisou Baufirmen an d'Konkurrenzopsiicht hat jo och d'lescht Joer relativ alarmistesch gesot: „Hei, mir hunn et och ze di mat Kartellbildung, déi derzou féiert, datt zum Beispill och d'Léin relativ déif gehale ginn.“

Mir sinn der Meenung engersäits, datt eng ëffentlech Baufirma net bei Null ufänke misst. Si kéint zum Beispill och déi Entreprisen, déi faillite gaange sinn, iwwerhuelen an da lues a lues à terme zu enger richteger, grousser Baufirma ginn, wou och all Corps de métier dra wier, déi och richteg Moyenen hätt, déi och géif de Leit, déi do schaffen, richteg gutt Salairë bezuelen.

Wësst Der, et kritt ee mat, Dir hutt zum Beispill Aarbechter um Bau, déi dann zwee Joer op Lëtzebuerg kommen, déi an Zelter wunnen an duerno erëm zréckginn an hiert Land. Da verdénge se e bëssen, well se souwisou net genuch verdéngen, fir sech hei eppes kënnen ze lounen. Oder et lount sech net, fir hei eppes ze lounen. Dat muss ee sech virstellen: Si ginn net genuch bezuelt vun deenen Entreprisen, déi souwisou ze vill deier bauen.

Majo, amplaz datt een esou Situatiounen huet, déi souwisou onmënschlech sinn, datt mer och Leit unzéien, Leit, déi am Chômage sinn, datt déi kéinten agestallt ginn, an och Leit unzéien, déi fir esou eng ëffentlech Baufirma géife schaffen. Do géif et och zu engem Cercle vertueux kommen, well dann eeben och déi privat Firme missten u sech hir Salairen an d'Luucht bréngen. An dann hätte mer och eng ëffentlech Baufirma, déi zum Beispill den ëffentleche Promoteure kéint zouschaffen, wéi dem Fonds du logement, wéi der SNHBM.

Ech mengen, dat wier u sech ..., datt mer à terme eng gréisser ëffentlech Baufirma hunn, déi méi séier ka bauen hei zu Lëtzebuerg an déi souwisou och nach e gréissere Filet de sécurité géif duerstellen, wa mer a verschidde Krise kommen, wou duerno gewëssen Entreprisen, zu Recht oder net zu Recht, Leit entloossen an duerno och nach vläicht ëffentlech Gelder kréie fir Versäumnisser, déi se hätte kënne vläicht och verhënneren.

Mee aus all deenen Ursaache wäerte mer selbstverständlech och géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Paulette Lenert huet a senger Ried scho vill gesot an ass och drop agaangen, firwat mer als LSAP dëse Mesürepak net wäerte matdroen, well mer der Meenung sinn, dass e souwuel politesch wéi och sozial net déi richteg Impulser setzt. An ech wëll a menger Interventioun kuerz och nach eng Kéier op déi wirtschaftlech Grënn agoen, firwat mer der Meenung sinn, dass dës Mesüren, insbesonnesch déi Steiermesüren, net an déi richteg Richtung ginn.

Wann een de Logementsmaart kuckt, dann ass dat natierlech kee Maart wéi all aneren. Mir hunn e Recht op Wunnen an eiser Verfassung verankert als en Objectif constitutionnel. A wann een awer gesäit, dass dat Recht fir vill Mënschen net méi realiséiert ka ginn, da muss ee sech agestoen, dass de Maart hei versot huet. Et kann een nach e Schrëtt weidergoen an och der Meenung sinn, dass de Maart zum Deel de Grond ass, firwat mer déi Kris hunn.

Viru Kuerzem hunn ech en Artikel gelies vun enger jonker Architektin, déi eng Thees veröffentlecht huet zu der sougenannter Marchandisatioun vum Immobiliemaart, „commodification“ op Englesch, wou se u sech seet, dass de Fait, dass ee Wunnengen, Terrainen an Haiser kann als e finanziellen Avoir verwäerten, horten an och verkafen, u sech schonn zu der Präisdeierecht bäidréit. Si schléit dann och en drëtte Wee vir, deen um Modell vun enger ëffentlech ënnerstëtzter Kooperativ opbaut, wou d'Leit en Urecht op Wunne kafen duerch eng Part an der Kooperativ, awer wou déi Terrainen an Immobilien net méi der Logik vum Maart ausgesat ginn. An eisen Aen eng interessant Pist, fir eeben esou en drëtte Modell och bei eis opzebauen, deen nieft dem privaten an dem ëffentleche Wunnengsmaart da ka koexistéieren.

Mee kuerzfristeg musse mer kucken, wéi mer mat där Defaillance vum Maart, souwuel dem private wéi och dem ëffentleche Wunnengsmaart, ëmginn. Wann ee wëll an e Maart agräifen, muss ee sech virun allem zwou Froe stellen: Et muss ee sech froen, ob ee grondsätzlech dat Richtegt mécht, a wa jo, ob een et zum richtegen Zäitpunkt mécht.

Bei de steierleche Mesüren, déi mer haut hei diskutéieren, si mer der Meenung, dass béid Froe mat Nee beäntwert musse ginn. Éischtens maache mer mat dëse Mesüren net dat Richtegt, well mer subventionéieren eigentlech erëm eng Kéier Investisseuren a Multiproprietären. Dat huet d'Paulette Lenert gutt beschriwwen, do muss ech net méi drop agoen. Geld bei Geld eeben. An zweetens maache mer et och net zum richtegen Zäitpunkt, well mer gesinn hunn, dass Proprietären a Promoteuren eng éischte Kéier säit ganz laanger Zäit hu missen e bëssen erofgoe mat de Präisser vun iwwerdeierte Wunnengen, iwwerdeiert no Analyse vum Statec. Bis zu 62 %, seet de Statec, war eise Wunnengsmaart iwwerdeiert. Abee, dee war amgaang erofzegoen, an et ass just zu deem Zäitpunkt, wou d'Regierung elo agräift, fir d'Präisser ze stabiliséieren.

Dës Mesüre wäerten an der Haaptsaach derfir suergen, dass d'Margë vun de Proprietären a vun de Promoteure geséchert bleiwen, well se eeben elo net nach weider musse mat hire Präisser erofgoen. A wéi héich déi Margë sinn, dat wësse mer säit engem Rapport vun der Konkurrenzautoritéit vu Juli 2023, deen de ganze Promoteurssecteur do ausernanergeholl huet an analyséiert huet.

Här President, et ass jo och net esou, wéi wa mer dat doten net alles schonn an der Vergaangenheet eng Kéier probéiert hätten. Den Investissement an de Steen ass wierklech bei eis beileiwen net verhënnert ginn, bien au contraire. Mir hu schonn den Amortissement accéléré. Mir hu schonn illimitéiert Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen. Mir wëssen also schonn, dass déi Mesüren en faveur vun den Investisseuren et déi lescht Joerzéngten net fäerdegbruecht hunn, de Bau vu Wunnengen däitlech ze acceleréieren. Mir sinn där Entwécklung ëmmer hannendrugelaf.

Här President, ech weess, dass d'Majoritéit dës Analys net deelt. Den Här Donnersbach huet dat a senger Interventioun gesot, mee ech géif awer dofir gäre verschidden aner Organisatiounen an Institutiounen zitéieren, déi Iech vläicht do manner suspekt schénge wéi d'LSAP, ugefaang mam Internationale Wärungsfong, deem seng Delegatioun rezent nach zu Lëtzebuerg war an deen de 26. Mäerz nach eng Kéier a sengem Rapport betount huet, dass d'Demande unheizen zu dësem Zäitpunkt eng weider Verschlëmmerung vun der Verschëldung vun de Stéit ausléise wäert an och eeben déi wëllkomme Korrektur vun de Präisser um Wunnengsmaart wäert stoppen.

Den Internationale Wärungsfong fäert doriwwer eraus och, dass d'Mesüre vun der Regierung d'Accessibilitéit zu enger Wunneng nach eng Kéier verschlechtere wäerten, amplaz dass d'Stéit méi einfach zu enger Wunneng kéimen. Schonn d'lescht Joer am Mee huet den FMI dat gesot an eeben elo och nach eng Kéier. An en huet eis och deemools gradewéi haut nach encouragéiert, fir d'abordabel Wunnengen am ëffentleche Secteur opzestocken – Wierder vum FMI, aus dem Rapport vum FMI zitéiert, wéi gesot, net aus dem Walprogramm vun der LSAP.

Och bei der Lëtzebuerger Zentralbank – och jo kee Club, dee bekannt ass, dass en elo besonnesch vill Lénksradikaler bei sech hätt – gëtt e bëssen eppes Änleches gesot. Si warne säit ville Jore virun den Effets pervers vun enger Politick, déi d'Demande encouragéiert, well se soen, dass dat natierlech d'Präisspiral unheizt an net eng Léisung ass fir de Wunnengsmaart. An de Gouverneur vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet dat och nach eng Kéier betount rezent an der Finanzkommissioun, wéi mer d'Budgetsdiskussiounen haten.

Här President, an eisen Aen ass et kloer: Amplaz ëffentlech Gelder ze huelen a fir privat Initiativen auszeginn, wier et preferabel gewiescht, dës Sue fir de weideren Ausbau vum ëffentlechen Immobiliepark ze nëtzen.

Dat gëtt zum Deel gemaach, dat begréisse mer och, mee dat hätt een nach kënnen an enger anerer Envergure maachen, um Niveau vum Staat a sengen

ëffentleche Bauträger, awer och um Niveau vun de Gemengen, déi, mengen ech, gewëllt sinn, dat ze maachen, mee wou ee vläicht och nach eng Kéier d'Instrumenter misst ajustéieren, well d'Gemenge sinn do net alleguerten à la même enseigne. Verschidde Gemenge mussen Emprunten huelen, fir iwwerhaapt un déi Aide à la pierre do ze kommen. Ech mengen, do kéint een en partenariat mat de Gemenge munches beweegen, fir do nach méi weiderzekommen an deem Beräich.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech erlabe mer, op eenzel Mesüren och am Detail kuerz anzegoen.

Déi éischt Mesür, dat ass de Steierkreditt op den Droits d'enregistrement, méi bekannt ënnert dem Numm „bëllegen Akt". Dee soll dëst Joer och Investisseuren zeguttkommen, déi eng VEFA maache wëllen. Dëst ass ee vun de steierlechen Avantagen, déi dës Regierung den Investisseure mécht, ouni iergendwellech Garantie, dass och nëmmen eng Wunneng méi dobäi gebaut gëtt wéi ouni dëse Steierkreditt.

Virun allem spréngt bei dëser Mesür an d'An, dass et wierklech kee Rapport gëtt tëschent den 20.000 Euro Steierkreditt engersäits an der Contrepartie anerersäits, well d'Wunneng muss grad emol zwee Joer verlount ginn, zu wéi engem Loyer och ëmmer, wat eppes ass, wat mir kritiséieren. An no deenen zwee Joer muss déi Wunneng och net méi dem Locatiounsmarché zur Verfügung stoen. Mir riskéieren also hei, en Effet ze hunn, dee ganz séier verpufft, mat Wunnengen, déi um Privatmaart wäerte landen, awer natierlech mat engem signifikative Käschtepunkt fir d'Ëffentlechkeet.

Och beim Taux vu 6 % beim Amortissement accéléré stelle sech natierlech eng Rei Froen an deem Kontext, haaptsächlech wat de Käschtepunkt ugeet. Ëmmerhin ass dat eng Mesür, déi et scho säit iwwer 20 Joer gëtt. A wa mer eis all eens sinn, dass dat heite keng Science exacte ass, esou ass et dann awer gutt, wann een déi Politicken, déi scho laang gemaach ginn, och emol heiansdo préift op hir Effikassitéit.

An ech mengen, dass ee géif beim Amortissement accéléré relativ schnell zur Konklusioun kommen, dass dat och alt erëm eng Kéier esou eng Mesür ass, déi haaptsächlech deenen zeguttkënnt, déi Investisseure sinn, déi déi néideg Fongen hunn, fir an den Immobiliemarché ze investéieren, an net de Primo-acquéreuren, déi mir an eisen Aen am Fong sollte vill méi staark hei ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat gëtt och net wierklech verstoppt vun der Regierung, dass dat esou ass. Erëm eng Kéier: Hei geet et an der Haaptsaach drëm, fir Investisseuren a Multiproprietären ze ënnerstëtzen an net déi, déi probéieren, hir éischt Wunneng zu Lëtzebuerg ze kafen.

Mir hunn och de Problem, Här President, dass mer zum Deel riskéieren, verschidde Mesüren ze hunn, déi sech géigesäiteg neutraliséieren. Et kann een net de Steierkreditt „bëllegen Akt" erhéijen an da gläichzäiteg den Amortissement accéléré héichschrauwen. Déi eng Mesür déngt notamment de Primo-acquéreuren, déi aner den Investisseuren um Réck vun deenen Éischtgenannten.

An ech géif hei gär de fréieren DP-Finanzminister Pierre Gramegna zitéieren, deen dat a senger Budgetsried fir 2021 gutt op de Punkt bruecht huet, wou e sot, an ech zitéieren: „Den Amortissement accéléré ass 2002 agefouert gi mam Gedanken, dass da méi Leit géifen an Immeublen investéieren a Logement locatif schafen. Haut féiert de Mechanismus derzou, dass de Staat Investisseuren derzou incitéiert, potenzielle Primo-acquéreuren d'Immeuble virun der Nues ewechzekafen, fir kënne vun engem Steieravantage ze profitéieren." Béid steierlech Mesüre riskéieren, wéi gesot, sech géigesäiteg ze neutraliséieren, an dat awer mat engem duebele steierlechen Ausfall.

Här President, en anert kuerzt Beispill vun enger an eisen Ae problematescher Mesür ass déi vun der Prime locative. Bei der Prime locative stelle sech eng ganz Rei Froen. Grondsätzlech gesi mer et fir d'éischt emol schwiereg, dass e steierlechen Avantage fir Salariéen aleng ofhängeg soll si vun dem Wëlle vum Patron. Mee bei dëser Faveur stelle sech och eng Rei praktesch Froen: Wat geschitt, wann e Salarié ënnert dem Seuil vun 2,5-mol de Mindestloun louch an duerch eng Indextranche oder eng Augmentatioun am Laf vum Joer just iwwert de Seuil fält? D'Gesetz kuckt de Revenu nämlech op d'Joer, an de Seuil ass net indexéiert. Entfält dann d'Steierbefreiung, riskéiert d'Indextranche oder d'Augmentatioun vun de Paien, deier ze ginn. Ersetzt d'Prime locative also d'Paienerhéijungen? Vläicht och eng Fro un d'Regierung.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir hunn alles gesot zu dësem Mesürepak an och dem Grond, firwat mer en net kënne matdroen. Oft, wa mer esou Diskussioune féieren hei iwwert de Logementsproblem, komme mer mam Wiener Modell, deen allerdéngs scho viru méi wéi 100 Joer ugefaange gouf, engem Modell, dee wierklech à tous les égards vertueux ass, deen eng Mixitéit vu ganz breede Locatairesbase promouvéiert. A mir ginn d'Hoffnung net op, dass och mir hei zu Lëtzebuerg eis eng Kéier op de Wee maachen, fir aus dem Recht op eng Wunneng, dat mer eis an d'Verfassung geschriwwen hunn, och eng Realitéit ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann hunn ech elo nach op der Lëscht den Här Patrick Goldschmidt an duerno den Här Alex Donnersbach, déi sech nach ageschriwwen hunn. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, Dir Dammen an Hären, ech hat a sech haut net wëlles erauszegoen, mee ech hunn awer e puer Interventiounen hei nogelauschtert, déi mech trotzdeem e bëssen iwwerrascht hunn.

Ech wäert elo net méi op all déi Mesüren agoen, déi dës Regierung proposéiert an déi ech a meng Partei natierlech matdroen. Si sinn en long et en large erkläert ginn, mee op verschiddener muss ech awer elo de Mëtten nach agoen.

2023 hu mer festgestallt, dass et keng Aktivitéit ginn ass um Logementsmarché an och net am Bausecteur. An dofir war et och normal, dass déi nei Regierung, wéi se bis am Asaz war, keen anere Choix hat, wéi do ganz schnell Mesüren ze proposéieren.

Dofir sinn ech dann och ganz iwwerrascht, dass deen, dee viru mir geschwat huet, de fréiere Wirtschaftsminister, grad do seet, dass een näischt hätt solle maachen, dass en den Internationale Wärungsfonds zitéiert respektiv d'Zentralbank a warscheinlech léiwer hätt, dass d'Firmen an d'Faillite ginn. D'Firme kënnen Iech jo nach egal sinn, well dat si jo déi Grossgrundbesitzer, dat si jo déi Räich, mee et geet awer hei haaptsächlech ëm déi Mesür, wou gesot ginn ass: „Mir musse kucken, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen!"

(Interruption)

Bis elo hat se vläicht e gudden Niveau, mee ech hunn awer nach vill Zäit. Also, ech probéieren dann ...

(Brouhaha)

Loosst ... Ech hunn Iech ... Ech hu keen ënnerbrach hei. Ech hu schéi brav nogelauschtert, da géif ech Iech och bieden, mir hei déi nächst Minutten nozelauschteren!

M. Claude Wiseler, Président | Här Goldschmidt, et ass un Iech.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Dat heescht, déi Mesür ass extreem wichteg, wat d'Bauen ugeet, fir dass mer d'Firmen net an d'Faillite kréien an d'Leit duerno am Chômage sinn an dann awer de Steierzueler fir se muss bezuelen. Dat heescht, et ass wichteg, dass déi Leit do bleiwen.

Mir hunn et gemierkt wärend der Covidkris, wéi d'Restauranten zou waren, wéi d'Leit am Chômage waren, wéi schwéier et ass fir déi ganz Branche, erëm Personal ze fannen. An dat musse mer hei och evitéieren: dass déi Leit duerno an en anere Secteur gi respektiv vläicht eventuell och vu Lëtzebuerg fortginn. Mir mussen also – dat ass den éischte Punkt – kucken, dass d'Leit an der Aarbecht bleiwen.

Da sinn hei och nach Saache gesot gi wéi: „Wa méi verkaf gëtt", dat ass op menger rietser Säit gesot ginn, „da ginn d'Loyeren erop." Mee mir hätte gären, dass méi gebaut gëtt, well wa méi gebaut gëtt a méi Objeten um Marché sinn, da fält de Loyer och. Dat ass op d'mannst emol ekonomesch, makroekonomesch, esou.

A wat och wichteg ass: Wa mer Locatairë wëllen hunn, da geet et net ouni Proprietären! Dat ass nun emol esou. Do gëtt et keen anere Choix. Wann ech keng Leit hunn, déi investéieren, da fannen ech och keng Leit, déi en Objet op de Maart bréngen. An et ass de Mëtten, mengen ech, awer un all de Borde gesot ginn: De Staat kann net alles eleng maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Dann ass och nach e Beispill gesot ginn ... Entschëllegt, Här Bausch, ech hunn Iech gutt nogelauschtert. Dat meescht huet mer gutt gefall, wat Der do gesot hutt, mee beim Amortissement accéléré par contre, do hutt Der e Montant gesot vun 11 Milliounen ...

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, nee, nee!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Ech hunn op jidde Fall 11 Milliounen a mengen Oueren héieren, mee ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dann hätt Der missen nolauschteren. Dat war am Zesummenhang mat mengem Amendement. Dat huet mam Amortissement accéléré guer näischt ze dinn. Dir kënnt den Amendement liese mat dem Exposé des motifs ...

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Op jidde Fall, déi 6 % Amortissement mat engem Maximum vun 250.000 Euro Baukäschten, also wou ech Amortissement ka maachen, bedeiten, dass ech 4,1 Millioune kann an d'Konstruktioun investéieren. A wann ech dann dat Beispill vum Här Bausch weiderféieren, dass e seet, 43 % wären den Terrainspräis, da kommen ech also op e Gesamtpräis vum Investisseur vu maximum 7 an eppes Milliounen. Einfach meng 4,1 Millioune gedeelt duerch 0,57, da kommen ech op meng 100 %, e bëssen iwwer 7 Milliounen. Mee Dir kënnt dat awer gären norechnen, ausser ech hätt dat da vläicht falsch am ...

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hunn d'Zuele gekuckt am Observatoire de la mobilité ...

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Mobilité? Dat ass ...

M. François Bausch (déi gréng) Am Observatoire du logement, pardon. An déi sinn op d'Stad Lëtzebuerg baséiert, selbstverständlech, net op d'ganzt Land. Dat ass net d'Moyenne vum Land.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Ech wëll soen, zu de Mesüre virdrun, 2002, wou den Amortissement accéléré agefouert ginn ass, muss een awer och eng Kéier soen: Do war en illimité. En ass dunn eng Kéier an de leschte Jore reduzéiert ginn, net ganz ofgeschaaft. An dann ass och nach eppes wichteg ze soen. Wann d'Steierverwaltung en Tablo vun den Objete bei all Proprietär hëlt, dann ass dat just en Differé. Da kritt een déi éischt sechs Joer zwar méi Amortissement, 6-mol 6, 36 %, mee wann een et richteg mécht, da kënnt een nëmmen op 100 %. Amplaz dass dann déi 100 % gedeelt duerch 1,5 op 66 Joer ofgeschriwwe ginn, gi se dann elo op 49 Joer ofgeschriwwen.

Dat heescht, an der Durée, wann een net méi wéi 100 % geet, dann ass den Avantage net do. Mee en ass awer am Ufank do, an dat schéngt och logesch ze sinn, fir dass och en Investisseur, deen et sech warscheinlech mat Scholden deelweis finanzéiert, dat ka stemmen.

A well mer Leit brauchen, déi an de Steen investéieren, ass déi Mesür elo, wou d'Zënsen esou héich sinn a wou vill Privatstéit kee Prêt kréien, wichteg. An dat mierkt souwuel de Fonds du logement wéi och mir an der Gemeng a bestëmmt och nach aner Gemengen, dass mer keng Leit fannen. Dofir ass et wichteg, dass mer Investisseuren heihinner kréien, fir eeben an de Steen ze investéieren.

Et war fir mech wichteg, dat do ze preziséieren. An ech hoffen, dass mer geschwënn eng Reprise hei zu Lëtzebuerg hunn an dass d'Leit op Lëtzebuerg kommen an dass mer se net verschrecken, andeems mer se dervunner ofhalen, hei ze investéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt och elo kuerz nach eng Kéier op dräi Punkten agoen, déi gesot goufen.

Ech mengen, eppes, wat oft net erwäänt ginn ass elo vun den Orateure vun der Oppositioun, ass, datt déi fiskal Mesüren, déi besonnesch eebe fir den Investisseur sinn, zäitlech limitéiert sinn. Dat ass eppes, wat ëmmer iergendwéi doutgeschwige gouf am Moment an där Debatt. Dat heescht, eng ganz Rei vun deenen anere Mesüren, déi de Locatairen zeguttkommen, déi de Primo-acquéreuren zeguttkommen, dat si Mesüren, déi wäerten an der Durée bleiwen. An déi aner sinn do, fir elo kuerzfristeg de Marché, also de Bausecteur, erëm un d'Goen ze kréien. An do brauche mer eeben elo all d'finanziell Mëttel, déi mer kënne fannen. Dat gëtt hei oft net kloer ervirgestach, an ech wollt dat awer nach eng Kéier ganz kloer soen.

An dann den zweete Punkt, wou ech dann awer iwwerrascht sinn, wann ech meng Kolleegin vun der LSAP héieren, d'Madamm Paulette, déi seet ...

(Hilarité)

D'Madamm Paulette Lenert, pardon. Entschëllegt!

M. Claude Wiseler, Président | Fuert weider, Här Donnersbach!

M. Alex Donnersbach (CSV) | ... d'Madamm Lenert, déi seet, datt den Tempo feelt vun der Regierung. Do muss ech soen, do sinn ech awer ganz iwwerrascht iwwert déi Ausso. Ech mengen, d'LSAP hat den Inneministère wärend zéng Joer, an an där Zäit ass dat net zum Gesetz ginn, eng Mobiliséierungssteier. Et ass och keng Tax um Eidelbestand komm. Also, mir sinn elo mol fënnef, sechs Méint hei an d'Ministere schaffen alleguer dorunner. Also, ech géif soen, mir kréien dat do an der nächster Zäit hin. Ech fannen et just e bësse gelungen, elo hei ze soen, datt mer missten op den Tempo drécken, nodeems d'LSAP jorelaang hei op der Brems stoung. Dat ass net ganz kredibel an dëser Debatt. Voilà!

Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär d'Wuert fir d'Regierung. Wéi ech gesinn, ass den Här Logementsminister deen éischten, deen d'Wuert hëlt. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass e puermol de Mëtteg hei gesot ginn: No zwee Méint huet déi nei Regierung e Mesürepaquet fir de Logement, fir de Wunnengsbau, fir d'Baubranche op de Wee bruecht, an no knapp sechs Méint kënne mer deen haut hei hoffentlech mat enger Majoritéit stëmmen.

An ech wëll dem Parlament och Merci soe fir déi gutt Zesumenaarbecht, déi mer hei haten, och dat zügegt Diskutéieren an och d'Weiderbrénge vun deem Dossier hei. An ech wëll natierlech och der Madamm Adehm an dem Här Baum als Corapportere Merci soen, datt mer ganz villes de Mëtten hei scho vun hinnen explizéiert kritt hunn.

Mee et wäerte weider Päck kommen, et wäerte weider Mesüre kommen, et si weider Mesüren noutwendeg. An ech hunn an där Debatt de Mëtten hei festgestallt, datt mer alleguerten iergendzwousch strotze vu ganz gudden Iddien. An der Majoritéit ass nach ganz villes, wat op de Leescht soll geholl ginn. An der Oppositioun si sécherlech och eng ganz Rei vu Proposen de Mëtteg gemaach ginn, déi derwäert sinn, eescht geholl ze ginn an och analyséiert ze ginn a vläicht mat an nächst Mesürepäck erageholl ze ginn.

Ech denken, datt mer eis an der Analys vun der Situatioun a ganz villem eens kënne sinn, sécherlech net an allem, dat läit och e bëssen an der Natur vun der Saach, mee datt mer eis awer a ganz villem eens sinn, datt mer als ëffentlech Hand méi musse maachen, datt dat vernoléissegt ginn ass, datt et eng Haapterausfuerderung ass, datt et ganz staark souwuel op d'Cohésion sociale wéi awer och op d'Kompetitivitéit vun eisem Land a vun eisem Wirtschaftsstanduert dréckt. Dat hunn ech eigentlech vu ganz villen Acteuren héieren, egal op wat fir enger Säit vum Parlament se hei sëtzen an egal wat fir eng Responsabilitéit se hei hunn.

Ech mengen, jiddereen ass d'accord, datt mer kuerzfristeg eppes musse maachen, fir d'Baubranche ze ënnerstëtzen, fir datt mer d'Acteuren, déi all Dag op de Chantiere schaffen, an der Aarbecht halen an hinne weider Aarbecht kënne ginn. Jiddereen ass sech hei eens, datt mer méi abordabele Wunnraum brauchen, och méi ëffentleche Wunnraum, an datt mer do ganz villes nozehuelen hunn. A jiddereen ass sech eens, datt mer och duerch geziilt Wunnengsbäihëllefen, duerch geziilt Sozialmesüren och deene schnell a méi mussen hëllefen, déi dat och méi brauchen. Dat hunn ech eigentlech de Mëtten hei vu jidderengem héieren, an dat eent eis jo awer.

Mir hunn duerfir als Regierung, fir deem éischte Punkt gerecht ze ginn, fir schnell der Baubranche kënnen ze hëllefen an eeben net, wéi dat vläicht d'Experte vum FMI soen, dat einfach bei der Däiwel goen ze loossen, déi Entreprisen an d'Faillite goen ze loossen, och déi Leit an de Chômage goen ze loossen, déi haut nach op de Chantiere schaffen an hoffentlech muer nach op de Chantiere schaffen ... Mir sinn dee Wee net gaangen a mir sinn e Wee gaangen, fir eeben eng Rei, esou wéi den Här Donnersbach et och ënnerstrach huet, temporaire steierlech Mesüren ze huelen, déi wierklech just dëst Joer solle gëllen, déi also an der aktueller, kuerzfristeger Situatioun wierken.

Well mer hu momentan eng atypesch Situatioun. Wärend mer iwwer Joerzéngten eng Situatioun haten, datt mer vill méi Demande um Immobiliemarché hate wéi Offer, dann hu mer haut eeben eng Situatioun, datt duerch déi méi héich Zënsen d'Demande ewechgebrach ass. An déi Demande musse mer eeben och erëm kuerzfristeg stimuléiert kréien, fir eeben d'Immobiliebranche an d'Baubranche an der Aarbecht kënnen ze halen.

Ech hat gemengt, dat wier eppes, wat eis hei kollektiv net intellektuell géif iwwerfuerderen, déi doten Analys ze maachen, datt vläicht eppes, wat net méi onbedéngt richteg war an där Zäit virdrun, dach awer elo genau dat Richtegt ka si wärend enger gewëssener Zäit, well mer hei an enger atypescher Situatioun sinn.

Wann ech da vun Eenzelnen awer och hei héieren – an ech mengen, ech hat et scho virun e puer Wochen hei eng Kéier gesot –, mir géifen elo just iwwer steierlech Mesüre kucken – wéi d'Madamm Lenert et seet –, datt „Geld bei Geld" kënnt, an da gesinn ech awer op där anerer Säit, datt dat, wat budgetiséiert ass fir déi steierlech Mesüren, just en Drëttel ausmécht vun deem, wat mer zousätzlech als Enveloppe – zousätzlech als Enveloppe! – zu all deenen Efforten, fir Logement abordable ze maachen, derbäigesat hunn, nämlech fir VEFA-Projeten opzekafen, an een da seet, mir géifen eigentlech nëmmen iwwer Steiermesüre probéieren, eppes hei fir d'Investisseuren ze maachen, da muss een awer och nach eng Kéier nodenken a kucken: Jo, wéi kënne mer zu där doter Konklusioun kommen?

Fir een Euro, deen hei ausgi gëtt, fir iwwer steierlech Mesüre kuerzfristeg, limitéiert an der Zäit op dëst Joer eeben de Marché ze stimuléieren, datt d'Leit finalement an der Baubranche an Aarbecht bleiwen, ginn dräi Euro reservéiert, fir Logement abordable gradesou kuerzfristeg elo um Marché kënnen anzekafen. Ech denken, wou d'Prioritéit hei vun der Regierung läit, misst doduerjer eigentlech jidderengem definitiv kloer sinn, nämlech fir méi fir de Logement abordable ze maachen, méi fir ëffentleche Wunnraum ze maachen, méi, fir deene Leit ze hëllefe finalement, déi et wierklech am dréngendste brauchen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mir hunn dann och an deem ganze Pak eng Rei vu Mesüren, déi komescherweis net vill diskutéiert goufen de Mëtteg, virgesinn, déi op de besteeënden Aides au logement baséieren, souwuel fir déi, déi loune ginn, op de Privatmarché loune musse goen, wéi och déi, déi wëllen um Privatmarché kafen an awer net déi gréisste Revenuen hunn an déi grad momentan och eebe vill Refusen – an do deele mer d'Analys jo erëm eng Kéier – vun de Banke kréien.

Mee mir hunn an dësem Pak och do gekuckt, datt mer besteeënd Aide-au-logementen esou ausgedeent

hunn, datt méi Familljen dovunner kënne profitéieren an datt se méi héich dovunner kënne profitéieren, datt der méi mat där doter Ënnerstëtzung herno bei d'Bank kënne goen an e Prêt kënne vläicht accordéiert kréien, well se eng méi héich Garantie vum Staat kréien, well se eng méi héich Subventioun op den Zënse kréien, well se eng méi héich Prime d'acquisition kréien, wéi dat bis ewell de Fall war. An deen, deen net wëll oder vläicht net ka kafen, dee kritt och méi gehollef iwwert d'Subvention loyer; an hei jo virun allem eeben déi Famillje mat Kanner, wou mer déi 40 Euro, déi een haut pro Kand als Subvention loyer konnt maximal kréien, op 80 Euro eropgesat hunn.

A wann ech dat, Dir Dammen an Dir Hären, awer och emol nach eng Kéier rechnen: Wann eng Famill mat engem mëttleren Akommes – wat emol guer net méi esou kleng ass – herno do pro Mount fir hir dräi Kanner 120 Euro méi ka kréien, 1.440 Euro am Joer, an dat hei als eng Drëps op de waarme Steen duergestallt gëtt vu Leit, déi virun engem Joer, wa se esou Mesüren hei presentéiert hunn, dach awer gemengt hunn, dat wär déi positiivste Revolutioun an eisem Sozialstaat, déi et dach jee ginn hätt, da muss ech mech awer och e bëssen doriwwer wonneren.

Dëst ass substanziell fir déi Familljen, deene mer elo hei hëllefen. Mir wëllen deenen hëllefen a mir hunn et iwwert déi besteeënd Mesüre gemaach, fir schnell kënnen ze hëllefen. Mir hunn duerfir net nei Mesüre fonnt, developpéiert, déi mer ganz kritesch sécherlech och vun engem Conseil d'État gekuckt kritt hätten, mee mir hunn direkt un deene besteeënde Schrauwe gedréit, fir datt dat Geld bei deene Familljen ukënnt, déi et am néidegsten hunn.

Da gëtt gefrot: „Jo, wat maache mer dann nach?" Ben, ech mengen, mir hunn e Regierungsprogramm! An do hu mer eis ganz villes nach virgeholl. Et soll kee mengen, mir hätten elo mat dësem Gesetz hei, och wann dat ganz schnell komm ass, eise Programm erfëllt. Nee, dat heiten ass net de Schluss vun eiser Ëmsetzung, mee dat heiten ass den Ufank vun enger ganzer Offensiv am Beräich vum Logement, déi nach muss mat Liewe gefëllt ginn.

Mir setze kloer – an dat ass jo eppes, wou mer eis eens sinn – d'Prioritéit op méi ëffentlech Wunnengen, abordabele Wunnraum. Mir wëlle ganz kloer – a mir wäerten och an den nächste Wochen do Proposen op den Dësch leeën – méi a méi schnell kënne bauen, net nëmmen am Abordabelen, mee generell. Well et ass jo dat, wou de Kärproblem eigentlech läit hei zu Lëtzebuerg: datt mer et net fäerdegbréngen, mat der Croissance démographique kënne Schrëtt ze halen, an eeben net genuch gebaut gëtt fir déi dynamesch Entwécklung, déi eist Land, eis Ekonomie an eis Gesellschaft déi lescht Jore kannt huet. Mir wëllen Terraine mobiliséieren, ëffentlech Terrainen natierlech mobiliséieren, mee awer och privat Terraine mobiliséieren. A mir sinn elo grad an deenen Diskussiounen a kënnen och an den nächste Wochen do sécherlech Konklusioune virweisen.

Mir hunn an der leschter Regierung villes gemaach, wat mer elo kënnen ausnotzen, wéi den Artikel 29bis vum Pacte Logement, wou mer eis d'Méiglechkeet ginn, an alle gréisseren Entwécklungen, wou Wunnraum entsteet, och en Deel ze reservéieren, souguer zousätzlech ze schafen, fir Logement abordable. Dat wäert mëttelfristeg derzou féieren, datt aleng doduerjer, datt heescht duerch déi ganz normal Croissance, déi mer hei vu Lëtzebuerg hunn, de Park vun ëffentleche Wunnengen, sief dat an der Hand vun de Gemengen, vum Staat, vu gemeinnützlechen Träger, däitlech méi grouss wäert ginn.

Mir hunn e Plan sectoriel „Logement", deen eigentlech ganz kloer seet, wou déi Plaze sinn, wou mer intelligent kënne wuessen, wou et Sënn mécht, och weider Logementer ze schafen. A mir hunn am Regierungsprogramm och virgesinn, datt mer d'Instrument vum Plan d'occupation du sol och emol kënne vläicht eng Kéier notzen, am Dialog mat de Gemengen selbstverständlech, fir och do weiderzekommen an d'Planungen op de Wee ze kréien.

Ech ginn all deene Recht, déi hei gesot hunn: „Jo, mir mussen och méi eng proaktiv Politique foncière maachen." Dat ass wouer. An ech deelen dat net nëmmen zu 100 %. Do hu mer an deene leschte Joren a Joerzéngte versot, an dat behënnert eis haut enorm an der Schafung vun zousätzlechem Wunnraum an de Méiglechkeeten, u wéi enge Ficellen een och als ëffentlech Hand kann zéien, als Regierung kann zéien, als Gemenge kann zéien, fir e wichtegen a staarken Acteur um Immobiliemarché ze sinn. An dorauser musse mer léieren. Dat ännert net onbedéngt eppes fir déi nächst fënnef Joer, mee mir mussen et haut ännere fir déi nächst Generatioun. Duerfir deelen ech déi Approche ganz bewosst.

Ech si mer absolutt bewosst, datt dat doten och nëmme geet mat de Gemengen, duerch d'Gemengen. All Wunneng, déi zu Lëtzebuerg gebaut gëtt, ass vun enger Buergermeeschtesch oder engem Buergermeeschter autoriséiert ginn. Mir brauchen also hei en engt Partenariat mat all de Gemengenautoritéiten. A mir mussen och nolauschteren, wou si denken, datt haut nach Hemmnisser sinn, wou si denken, datt ee méi kéint maachen, a wou awer och vläicht nach Bremsen am System sinn.

Duerfir hunn ech viru Kuerzem en Tour ugefaangen duerch ganz vill Gemengen, fir virun allem och nozelauschteren, fir awer och de Gemengen hir Responsabilitéit nach eng Kéier kloerzemaachen a d'Instrumenter och nach eng Kéier ze erklären, déi si haut hunn, déi mer zesumme kënnen notzen, mee vläicht awer och, wéi mer zesummen dat een oder dat anert nach e bësse besser openee kënnen astellen, fir datt mer dach méi Tempo dra kréien, hei virun allem d'Gemenge mat anzespanen.

Nun, ech si frou, datt eigentlech de Volet vun den Aides au logement, deen ënner meng Kompetenz fält, dach hei éischter begréisst ginn ass de Mëtteg. Dat weist, datt mer alleguerte verstanen hunn, datt mer deene Mënschen, déi duerch déi ganz komplex Situatioun op eisem Wunnengsmarché am gréissten an Nout sinn, als Éischt mussen hëllefen an datt mer dat och eeben elo musse maachen.

Eng Suerg hunn ech. Déi ass de Mëtten eigentlech net ugeschwat ginn. Där musse mer eis awer eng Kéier unhuelen. Dat ass, datt déi Hëllefen, déi bestinn, an deem Mooss vun där Populatioun, déi eigentlech kéint dorobber Réckgrëff huelen, souwuel bei deene Primmen, fir e Logement ze kafen, wéi och bei deenen, déi engem Locataire kënnen hëllefen, nëmme ganz limitéiert dach wierklech gebraucht ginn.

An do musse mer eis sécherlech déi nächst Méint nach eng Kéier dermadder beschäftegen: Wéi kréie mer se besser erkläert op där enger Säit? A vläicht awer och mëttelfristeg: Wéi kënne mer se méi einfach strukturéieren, méi verständlech maachen, datt och jiddereen de Message versteet: „Jo, ech a menger Liewenssituatioun ka mat där doter oder vun där doter Aide och elo ganz konkreet gehollef kréien"?

Nee, mat dësem Gesetz ass net alles gereegelt, dat ass evident, mee mat dësem Gesetz huet dës Majoritéit awer och en éischte wichtege Schrëtt gemaach. An et musse weiderer an et wäerten och weiderer nokommen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da ginn ech deem zweeten zoustännege Minister an dësem Dossier d'Wuert, an zwar dem Här Finanzminister. Här Roth, et ass un Iech.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu deem Volet, deen dann net soll déi breet Zoustëmmung hu wéi bei mengem Virgänger, dem Wunnengsbauminister, an ech versichen dann, déi Erklärungen ze ginn, firwat dës Moossnamen Afloss kritt hunn an dem Regierungsprogramm vun der CSV a vun der DP a firwat mer déi och esou schnell wéi méiglech ëmgesat hunn, an dat an enger Zäit – Enn Januar war et, wéi mer de Projet deposéiert hunn – vu manner wéi 60 Deeg, iert déi nei Regierung a Funktioun war.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, ass: Ech soe Merci fir déi dach relativ breed Zoustëmmung vun dëser Chamber zu deem gesamte Gesetzesprojet. Et ass e wichtegt Signal fir d'Leit dobaussen, déi op dat hei gewaart hunn. Et ass e wichtegt Signal, jo, fir d'Investisseuren, mee et ass virun allem – an de Patrick Goldschmidt huet dorobber higewisen – e wichtegt Signal fir de gesamte Bausecteur. Well mir soen ëmmer zu Lëtzebuerg: „Wann et dem Bau gutt geet, da geet et dem Land gutt." Also wann et dem Bau net gutt geet, muss d'Land och eppes maachen, fir dass et dem Bau weiderhi gutt geet. Duerfir dëse Moossnamepak.

D'Handwierkerkummer, se ass virdru schonns zitéiert ginn, ma déi huet schonn am Dezember 2022 drop higewisen – dat ass schonn eng Zäitchen hier –, dass et am Bau géing biergof goen. An déi Zuelen, déi mer schonn dës Ëftere genannt hunn, déi schwätzen eng kloer Sprooch, dass een net nëmme kann um Niveau vun der Offer agéieren, mee dass een och muss kuerzfristeg ... An den Alex Donnersbach ass drop agaangen, dës Moossname si jo net ad aeternum, mee se applizéiere sech gréisstendeels fir d'Joer 2024 réckwierkend op den 1. Januar bis zum 31. Dezember.

28,6 %, Dir Dammen an Dir Hären, si manner Transaktioune gemaach gi lescht Joer, 2023, par rapport zu 2022 op besteeënden Appartementer. Dat ass bal een Drëttel! 72,8 % op de sougenannten Neibaute vun Appartementer, de VEFAen. Et sinn 2023 nach 4.458 Baugeneemegungen erdeelt ginn. Dat ass den Niveau vun 2015. Also gëtt et do e richtege Réckgang.

An eng weider Zuel, déi dës Regierung beschäftegt huet, am richtege Sënn vum Wuert: 2.322 Leit, Dir Dammen an Dir Hären, si méi bei der ADEM ageschriwwe wéi an deem Joer virdrun! Dat heescht, dass ee muss handelen. An déi Leit kommen haaptsächlech aus dem Bausecteur. Mee da kënne mer dach net de ganze Bausecteur sacrifiéieren, soudass déi Leit, déi meeschtens aus dem Ausland heihinnerkommen, erëm an hir Heemechtslänner zréckginn an dann herno, wann de Bau erëm eng Kéier soll ukuerbelt ginn, dann hu mer kee méi, fir an deem Secteur ze schaffen. Wéi gesot, Handwierk huet goldene Buedem, mee da musse mer och Leit hunn, déi an dem Handwierk schaffen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Um Niveau vun de Steierrecetten ass jo och ëmmer drop higewise ginn. Ma Dir hutt dat matkritt – ech sinn x-mol an d'Chamberskommissioun komm –: 55 % manner Recetten op dem Enregistrement! Dat heescht also net, dass een de Marché einfach sech selwer iwwerléisst, mee dat heescht, dass een och muss kucken, um Niveau vun der Demande ze agéieren.

An dofir huet d'Regierung gehandelt a si huet bei dësem Gesetzesprojet, iwwregens och bei deene Moossnamen, déi mer direkt geholl hunn, mat enger demokratescher Legitimitéit vun där neier Regierung ..., nämlech dass mer d'Kafkraaft – an dat ass jo ugeschwat ginn hei vu menger lénker Säit – vun de Leit direkt bei Amtsuntrëtt vun dëser Regierung gestäerkt, andeem mer de Steierbarème ugepaakt hunn an dass mer do véier Tranchen indexéiert hunn. Ech gesinn, dass eng Rei vu Leit, déi dëse Projet net matstëmmen a gesot hunn, mir missten eppes fir d'Kafkraaft vun de Leit maachen, och net déi Steieradaptatiounen am Ufank vum Joer matgestëmmt hunn.

Mir handelen also. Mir hunn déi néideg finanziell Mëttelen deblockéiert. An de Claude Meisch ass richteg drop agaangen. En huet gesot: „Et ass net alles, wat hei Steierkaddoe si fir Investisseure, Multipropriétären a Gott weess wat." De Claude Meisch huet richtegerweis drop higewisen, dass zwee Drëttel vun deem ganze Pak hei finanziell an direkt Ukeef vun dem Staat ginn, fir abordabele Wunnengsraum ze schafen. An dozou steet dës Regierung an hirem sozialen Engagement mam Wuert an och mat Doten. An deen aneren Drëttel ass komm, well de Staat et eleng net packt, Dir Dammen an Dir Hären. Duerfir brauche mer d'Investisseuren, duerfir brauche mer d'Privatleit a mir musse virun allem kucken, dass de ganze Constructiounssecteur um Rulle bleift.

A wann een da seet: „Dir kommt hei mat ale Konzepter ..." Mee d'Situatioun op dem Wunnengsmarché – an ech hunn Iech hei Zuele genannt, déi kënnt Der net leegnen –, déi huet nun emol dramatesch geännert! Mir hu sécher nach ëmmer en Effort, dee muss gemaach ginn um Niveau vun der Offer, mee niewendrun musse mer awer och kucken, dass mer d'Demande erëm stimuléieren. Well wat bréngt et eis, wann x Projete geneemegt sinn a se leien elo do? An et si jo vill Leit hei aus de Gemengen do, déi wëssen, dass bei de Baugeneemegungen, déi d'Buergermeeschteren, d'Schäfferéit an anerer ënnerschreiwen, e weesentleche Réckgang gemaach gouf par rapport zu virdrun.

Dann den FMI: Jo, ech fannen et awer gutt, dass d'Sozialistesch Aarbechterpartei an anerer sech op den FMI beruffen. Also deen ass net dofir bekannt, dass dee lénkslasteg wier, ...

(Brouhaha)

... mee dat ass eng ... Ech war jo do op de Spring Meetings vun dem FMI. Dat Eenzegt, wat déi Leit gezielt a gezielt a gezielt hunn, dat ass: „Mir brauche Wuesstum. Mir brauche Wuesstum, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee mir brauchen dat an Europa a weltwäit!" An den FMI, jo, ech hat mat deene Leit en Echange. An ech hunn hinne gesot – an dozou stinn ech och an dat soen ech och hei op der Tribün –, si maachen eng makroekonomesch Analys vun dem ganze Wunnengsmaart, mee et ass och nach eng sozial Komponent.

Wësst Der, all Marché ka sech selwer reegelen, mee wat hu mer dervun, wann d'Leit e selwer gereegelt hunn? Si hu Problemer, fir hir Kreditter zréckzebezuelen, si hu Problemer, fir dass hir Kreditter garantéiert ginn, a si hu Problemer, dass iwwerhaapt nach Leit accessibele Wunnengsraum hunn. Well de Patrick Goldschmidt ass richteg drop agaangen, en huet gesot: „Majo, wa mer en Desequiliber hu vun der Offer a vun der Demande, da sinn nach just déi Happy Few, déi herno, wann net genuch nokënnt a mer d'Leit net ënnerstëtzen, eppes dovunner hunn." Dës Regierung steet derzou, dass mer och déi sozial Kohäsioun vum Land – an de Wunnengsbau gehéiert mëttlerweil zu der sozialer Kohäsioun vun dësem Land – mussen ënnerstëtzen.

Mir ënnerstëtzen Eegenheemkeefer, andeem mer de bëllegen Akt an d'Luucht setzen. Ech ka mech erënneren, dass a Virwalzäiten – et ass jo net esou laang hier – méi Leit wéi dës Regierungsparteien derfir plädéiert hunn, dass mer eppes um Niveau vun dem bëllegen Akt fir Eegenheemkeefer misste maachen. Bis 1,14 Milliounen Euro bezilt eng Koppel keng Enregistrementskäschten, wa se eppes kafe geet. Ech mengen, och dat kann dës Regierung sech mat dëse Moossnamen op de Fändel schreiwen, an iwwregens och alleguerten déi Leit, déi dat hei positiv ënnerstäichen.

Da maache mer dat selwecht och fir Locatiounswunnengen. Et kënnt e bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen. Et ass eppes Neies. Firwat? Mee well mer och Leit brauchen, déi net hir Suen einfach konservativ ... A liest haut den Artikel, en ass elo als Pushnoriicht komm vun enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung. Vergläicht emol eng Kéier, wivill Leit virun zwee Joer oder dräi Joer hir Suen op de Spuerkonte stoen haten a wivill se der mëttlerweil elo drobber stoen hunn. Mee da kucke mer, dass mer déi Suen, déi mer op de Spuerkonten hunn, och sënnvoll investéiert kréien an de Steen, fir dass déi Leit och do de Rendement kréien.

Duerfir och déi Moossnam vun dem Amortissement accéléré: 6 % Amortissement accéléré, limitéiert op ee Joer. Ech wéilt Iech awer soen, dass virdrun, 2023, den Amortissement accéléré op 6 % fonctionéiert huet, iwwregens an enger blo-rout-gréngen Koalitioun – mee ech halen op mat Vergaangenheetsbewältegung –, wou kee Plaffong war, wéi den Amortissement accéléré vu 6 % opgehuewe ginn ass. Alleguerten déi, déi dat also haut bemängelen, misste sech vläicht och eng Kéier da mat hirer eegener Vergaangenheet op deem Punkt ausernanersetzen.

Op den ëffentleche Wunnraum ass de Logementsminister agaangen. 480 Milliounen Euro sinn an engem Gesamtpak – an ech ginn dervun aus, dass dat akzeptéiert ass vun der gesamter Chamber –, deen an den abordabele Wunnraum geet. Et sinn och nach eng Kéier 315 Milliounen Euro, déi an den nächste Joren an engem pluriannuelle Programm ausgi ginn, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, wa se sech un dem Wunnengsbau bedeelegen.

Da gëtt awer och eppes gemaach um Niveau vun dem soziale Wunnengsbau. Ech wëll dat awer eng Kéier soen. Wann Dir investéiert an Dir verlount Är Wunneng un d'Agence immobilière sociale, da sinn 90 % vun deem steierfräi. Et ass also eng Incitatioun, dass d'Leit och hir Wunnengen dem soziale Wunnengsbau zouféieren. Dat selwecht ass, dass Der eng Immunisatioun hutt vun der Plus-value, wann Der en Haus oder eng Wunneng verkaaft an Dir investéiert dat an eng aner Wunneng, déi dem Logement social zougefouert gëtt.

Dann ass gesot ginn – ech muss e bësse méi séier schwätzen, well soss, et deet mer leed, kommen ech net méi derduerch, mee dat sinn déi nei Reegele vun der Chamber, Här President –: de Mal de terre. Mal de mer, Mal de terre, bon. De Mal de terre, jo, et ass e Problem. Ech ka mech awer nach gutt erënneren, an enger fréierer Fonctioun, wann Der do Wunnengsbau oder Plaz fir Wunnengsbau erschloss hutt, dann hutt Der scho bal e Crime gemaach, well Der gekuckt hutt, dass méi Wunnraum konnt erschloss ginn. Mee grad fir deem Mal de terre – an do ginn ech der Madamm Lenert vollkomme Recht – entgéintzewierken, duerfir féiere mer jo de Quart du taux global an, dass, wa Leit also hiren Terrain verkafen a se erreechen doduerch eng Plus-value, se dann nëmmen op engem Véierel vun dem normalen Taux – an der Reegel ass dat mat 10 % – besteiert ginn.

A wann Der kuckt, wat an der Vergaangenheet lass war: D'Notairen, déi hunn deemools geschafft bis den 31. Dezember, mengen ech, bis no Tagesschluss, fir nëmmen déi Akten nach den 31. Dezember eranzekréien. Ech hoffen, net fir d'Notairen, mee fir d'Stimulatioun vun dem Wunnengsmarché, dass dat dann och dëst Joer wäert geschéien.

An dann, dat selwecht ass och, wat eng wichteg Moossnam ass, dass mer d'Steierbefreiung vun der Plus-value applizéieren, wann ee seng Terrainen dem Fonds du logement zouwennt. Dat ass nei an dat ass och eng Moossnam, déi dann hëlleft, dass de Fonds du logement méi einfach, méi séier u gréisser Areale kënnt, wou e ka seng Wunnengen drop bauen.

An dann zum Schluss, Här President, wëll ech awer nach soen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach e puer Minutten.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... well dat ugeschwat gouf, richtegerweis ugeschwat gouf vu ville Parteien, dat ass e reelle Problem bei de Leit dobaussen: D'Leit hunn net alleguerten e fixen Taux, dee se gemaach hunn an där Zäit, wou en niddreg war op hiren Empruntен. Et si vill Leit, déi och nach a variabelen Taux hunn. An ech mengen, dat muss een a Consideratioun zéien, well dat sinn déi vill, déi hiert Leed an hir Suergen um Enn vum Mount, wa se d'Famill mussen ernieren, net onbedéngt op der Place publique dobaussen zum Ausdrock bréngen. Och deene versiche mer entgéintzekommen.

Mee och hei kann d'Regierung net alles maachen, well dat macroprudentiel – esou nennt dat sech – Reegele si fir d'Banke vun der Commission de surveillance du secteur financier, also der CSSF, an dat geet bis erop op d'Europäesch Zentralbank fir déi systeemesch Banken an déi grouss Banken. Dir hutt eenzel staatlech Banke genannt, oder eng Staatsbank, déi do drënner fält, ënner anerem och aner Banken, wou de Staat Kapital dran huet. Déi sinn awer bereet, dass et méi einfach ass an Zukunft, fir kënnen un e Prêt ze kommen, andeem déi Exigenze vun dem Eegekapital, wat praktesch ëmmer muss cash do sinn – an och wann dat, enfin, entre guillemets, „nëmmen" 200.000 Euro sinn, ass dat fir vill Leit eng Zomm, déi se net einfach kënnen, besonnesch wa se jonk sinn, op den Dësch leeën –, geännert ginn, soudass do och aner Garantien, zum Beispill staatlech Garantien, kënnen ugerechent ginn oder dass aner Wäerter mat a Betruecht kënne gezu ginn. Dat zielt um Niveau vun dem Logement, mee dat zielt och um Niveau vun dem Accès un eege Leit.

Et ass net u mir, fir den Detail dovunner ze kommunikéieren. Ech weess awer och, ënner anerem aus Diskussioune vum Comité du risque systémique, wou d'Zentralbank, de Finanzminister, d'CSSF dra sinn, dass ee sech deem Problem bewosst ass. An ech ginn dervun aus, dass och iwwert déi Ufuerderungen um Niveau vun dem Eegekapital deemnächst wäert kommunikéiert ginn.

An dann eng lescht Saach ass déi: Ech hoffen an ech ginn dervun aus, dass an der nächster Zukunft och zu där Iddi, déi ugeschwat gouf: „Wéi kann de Staat zesumme mat de Banke weidert Kapital zur Verfügung stellen, fir dass op dem Wunnengsbaumarché kann aktiv geschafft ginn?", an den nächsten zwou Wochen déi eng oder déi aner Kommunikatioun kéint gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend: Fir mech als Finanzminister bleift et hei wichteg, dass all d'Acteuren zesummeschaffen. Dat ass engersäits de Staat, dat sinn d'Banken, dat sinn d'Baufirmaen, dat sinn d'Promoteuren an, ech mengen, hei och d'Regierung, zesumme mat enger breeder Majoritéit vum Parlament.

An duerfir soen ech Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth. Ech wëll just d'Regierung dorop opmierksam maachen, datt d'Chamber Iech ganz generéis e puer Minutte bäiginn hat, fir datt Der konnt de ganzen Tour vun Äre Gedanke maachen, wat Der jo och elo an der Zäit gemaach hutt. Dat gesot, ass déi Diskussioun elo ofgeschloss. Ech gesi keng weider Wuertmeldung, also kënne mer zum nächste Punkt kommen.

Amendements

Dat ass d'Ofstëmmung ... Also éier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8353 kommen, stëmme mer natierlech fir d'éischt iwwert déi Amendementen of, déi hei eragereecht gi si vun déi gréng a cosignéiert vun déi Lénk. Ech géif iwwert déi eenzel Amendementen, déi Iech ausgedeelt gi sinn, och, vu datt et véier Stéck sinn, natierlech een nom aneren ofstëmme loossen.

Amendement 1

A mir komme fir d'éischt zu dem Amendement Nummer 1 vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am Punkt 2 vum Artikel 2 d'Wuert „deux" duerch „cinq" ze ersetzen.

Sinn do nach Wuertmeldungen dozou?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, géinge mer direkt zur Ofstëmmung vun deem Amendement kommen.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott iwwert den Amendement 1 also op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35, a keng Abstentioun. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par M. Laurent Mosar) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gilles Baum), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Amendement 2

Da komme mer zu dem Amendement Nummer 2, och vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am éischten Alinea vum Artikel 8 d'Wuert „deux" duerch d'Wuert „cinq" ze ersetzen. Och hei si weider keng ...

(Interruption)

Dach, d'Regierung wëll d'Wuert dozou huelen. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech wollt dorobber äntwerten, well et war mer duerch de Kapp gaang, wéi ech elo douewe stoung. Dat ass déi Fro: Wéi laang muss ech mäin Appartement verlounen, fir an de Genoss vun där Faveur ze kommen? Ech hat schonn eng Kéier Positioun geholl an der Chamberskommissioun do derzou.

D'Regierung huet virgesinn: zwee Joer. Mir haten och ursprünglech fënnef Joer, gradewéi d'Kolleege vun déi gréng an hirem Amendement, ugeduecht. Et gouf eis awer – ech weess net, ob dat Iech elo zefriddestellt oder net, mee ech muss mech awer dorun halen – gesot, dass et um Niveau vum Contrôle vun der Verwaltung technesch schwiereg wier, fir dat iwwer eng Zäitschinn vu fënnef Joer nozevollzéien.

Ech wëll awer eng konkreet Äntwert dozou ginn. Vu dass jo och fir alleguerten déi nei Wunnengen, déi 2024 an de Genoss vun dem Verloune kommen, parallell den Amortissement vu 6 % spillt, mengen ech, hätten déi mannsten Interêt drun, fir dat just wärend zwee Joer ze verlounen an da selwer dra wunnen ze goen, well dee Moment wier den Amortissement accéléré fleeten. Dat ass esou eng Kéier d'Explikatioun do derzou.

Also hei ass et esou, dass eis vun där Nobeaarbechtung, fir de Contrôle ze maachen iwwert déi fënnef Joer, deconseilléiert gouf. An duerfir huet d'Regierung an dem Projet de loi déi zwee Joer festgeschriwwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Dann hunn ech nach eng d'Wuertmeldung vun der Madamm Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif gären d'Wuert huelen, fir ze soen, dass mer déi doten Explikatiounen effektiv kritt hunn an net konnte guttheeschen. Et gëtt duerchaus Méiglechkeeten, sech do ze hëllefen, wann een dat wëll kontrolléieren. Et kann een d'Charge de la preuve renverséieren, dass een deen, deen an de Benefiss vun dësem Avantage kënnt, am Fong an d'Flicht hält, dass en am Géigenzuch dovunner muss beleeën, dass verlount ass. Do gëtt et Méiglechkeeten. A wann een dat wëll, fënnt een e Wee. Dofir konnte mer déi doten Erklärung esou net als satisfaisant zréckhalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Dozou ass elo keng Wuertmeldung méi do. Da géinge mer och zum Vott vun dem zweeten Amendement kommen.

Vote sur l'amendement 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Dat heescht, den Artikel 8 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 3

Da komme mer zum drëtten Amendement vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am éischten Alinea vum Artikel 9 d'Wuert „deux" duerch „cinq" ze ersetzen.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Vote sur l'amendement 3

Da maachen ech och hei de Vott zum Amendement 3 op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise

Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Fernand Etgen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Amendement 4

Da komme mer zum Amendement Nummer 4, och vun déi gréng an déi Lénk, deen als Objet huet, am Artikel 21 de Montant „250.000" duerch „80.000" ze ersetzen.

Gëtt et dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur l'amendement 4

Da maachen ech och do de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 17, Nee-Stëmmen: 35, Abstentiounen: 8. Dësen Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gilles Baum), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Den Artikel 21 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Dat gemaach, komme mer dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8353. Den Text steet am Document parlementaire 8353[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8353

An och do fänkt d'Ofstëmmen elo un. Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 18 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 42 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8353 est adopté par 43 voix pour et 17 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gilles Baum), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motions

An da leien elo nach hei um Büro dräi Motiounen, déi mer och elo zur Ofstëmmung bréngen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der LSAP duerch d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, ech géif kuerz d'Wuert dozou huelen. Mir wäerten dës Motioun zréckzéien, well déi gréng hunn déi selwecht deposéiert, ech mengen, aus pragmatesche Grënn. Mir hunn der jo zwou, da ralliéiere mer eis un déi vun déi gréng.

Ech wëll just op dem Här Donnersbach seng Ausso reagéieren, dass virdrun am Interieur näischt geschitt wär. Och wann Der dat ëmmer erëm widderhuelt, gëtt et domadder net méi wouer. Et kann ee vläicht mam Contenu vum Projet de loi net d'accord sinn, mee ech mengen, et kann een net reprochéieren, dass net geliwwert ginn ass. De Projet de loi läit do. Deen ass deemools an enker Zesummenaarbecht mat der Finanzministesch, mam Logementsminister ausgeschafft ginn.

An dofir eebe grad och déi Motioun, dass endlech Neel mat Käpp solle gemaach ginn, dass endlech dat Gesetz gestëmmt gëtt. An ech hoffen, dass déi nei Regierung do net ze vill Waasser wäert an de Wäi schëdde goen, dass mer och dat Gesetz kënne matstëmmen, well et ass wichteg – ech mengen, d'Orateuren hu sech dozou geäussert –, dass mer endlech déi Reformen do kréien.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Domat wär dann en fin de compte d'Motioun Nummer 1 zréckgezunn.

(La motion 1 de Mme Paulette Lenert est retirée.)

Motion 2

Da géinge mer zur Motioun Nummer 2 kommen, och vun der LSAP, och vun der Madamm Lenert deposéiert. Madamm Lenert, wëllt Dir nach d'Wuert zu där Motioun huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Si Wuertmeldungen do? Den Här Baum, den Här Bausch. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Hei gëtt eng Strategie gefuerdert. Wann ech elo géif soen: „Mir stëmmen dat hei mat", da wär et jo, wéi wa mer keng Strategie hätten. Dat ass awer net de Fall. D'Strategie ass ganz kloer am Koalitiounsaccord festgehalen. Am Koalitiounsaccord sinn d'Iddie vun der CSV a vun der DP agefloss fir dat, wat mer am Logement wëlle maachen. Doriwwer eraus gëtt et e Plan sectoriel „Logement", op deem geschafft gëtt.

Dann hätt Der gären en detailléierte Plang, wat d'Acquisitiounen ugeet. Heiansdo triede Leit u mech erun, déi soen: „Ass dat näischt fir d'Gemeng?", oder: „Ass dat näischt fir de Staat?" Da maachen ech d'Relatiounen zum Staat, well mer an der Gemeng am Moment aner Prioritéiten hunn. Fir esou en detailléierte Plang opzestellen, ech mengen, dass dat net méiglech ass, well dat evolutiv ass. Wéi gesot, ech proposéiere menger Fraktioun, déi heiten net matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, mir stëmmen déi Motioun mat, well mer se berechtegt fannen, well mer eis, éischtens, net wëlle verloossen op déi vag Saachen, déi am Koalitiounsofkommes stinn an där heiter Fro, an zweetens, well mer och vum Inhalt hier dat, wat do steet, absolutt pertinent fannen. Duerfir stëmme mer se mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Goergen an duerno d'Madamm Lenert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se och matstëmmen. Haut gouf vill vum Logement abordable geschwat, mee ech mengen, déi eenzel Riedner hu sech awer alleguerte vläicht eppes aneres drënner virgestallt, well et ass eigentlech e Wuert, wat wäit gefaasst ass. Deen ee schätzt et esou an, deen anere schätzt et esou an, sief et vum Montant, sief et vun deem, wat gebaut gëtt. Dofir wär et wierklech interessant, wann d'Chamber sech eng Kéier géing d'Aufgab ginn, fir konkreet iwwert de Logement abordable ze schwätzen. Dir frot elo eng Strategie. Ob dat eng Strategie direkt muss sinn, déi 100 % ofdeckt, oder einfach emol déi Diskussioun ze féieren ..., mee et wär awer wichteg, wa mer am Logement wëlle virukommen, dass mer déi

Diskussioun féieren iwwert de Logement abordable, natierlech och mat de Gemengen zesummen, wéi Der schreift.

Also, wann ech se esou liesen, schwätzt eigentlech guer näischt dergéint, well wann een haut op d'Tribün gaangen ass an et huet ee gesot: „Mir wëlle méi Logement abordable", misst een eigentlech als Konklusioun dat heite matstëmmen, well et geet jo ëm eng Strategie. Dir hutt jo net festgeluecht, wéi eng Strategie et wäert sinn. Et geet drëm, fir emol iwwerhaapt eng Strategie auszeschaffen. Duerfir wäerte mir se matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn e bëssen iwwerrascht. Ech hat u sech, wéi ech dem Här Meisch nogelauschtert hunn, d'Gefill, dass dat genau an déi Richtung geet wéi dat, wat mer fuerderen. Hei geet et eebe justement drëm, an eng nächst Dimensioun ze goen. Mir hu richtungsweisend Instrumenter, dat ass kloer. D'Richtung ass ginn.

Hei geet et drëm, vill méi konkreet ze ginn, eeben ewech vun deem Cas par cas, mee eng Stratégie d'acquisition vusäite vun der Regierung, wou ee sech e Plang gëtt, wou ee seet: „Mir huelen deen doten an deen dote Budget a mir kafe mat Wäitsiicht Terrainen op, an zwar proaktiv, net just do, wou sech zoufälleg eng Geleeënheet bitt." Dat wäert et och ëmmer ginn, selbstverständlech, an dat ass och gutt, mee et geet drëms, wierklech hei richteg aktiv akafen ze goen, an zwar mat enger Wäitsiicht, fir wierklech dee Foncier disponibel ze hunn, dee mer brauchen. Wa mer iwwert déi fënnef Joer, iwwert déi siwe Joer eraus wëlle weider grouss Projeten ugoen, ass et dat, wat gemengt ass mat dëser Motioun.

Dofir sinn ech e bësselchen iwwerrascht. Ech war u sech ganz zefridden, wéi ech d'Wierder héieren hu vusäite vun der Regierung, well ech geduecht hunn, mir géifen do an eng Richtung zéien, mee dat schéngt net de Fall ze sinn. Dat ass schued, mee vläicht ass et och einfach e Mëssverständnis vun deem, wat gemengt ass, vun deem, wat um Pabeier steet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Donnersbach, Dir hutt nach d'Wuert gefrot.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Ech wollt just soen, datt mer eis dem Här Baum sengem Räsonement hei uschléissen an och déi Motioun net wäerte matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da stellen ech och dës Motioun zum Vott.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An domat wär och dëse Punkt vum Ordre du jour da fäerdeg, ausser datt mer nach eng Motioun vun dem Här Bausch hunn, déi mer dann huelen. Et war bal fäerdeg, Här Bausch, mee elo komme mer zu Ärer Motioun. Wëllt Dir d'Wuert dozou nach eng Kéier huelen?

(Négation)

Dir hutt alles erklläert.

Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Baum, d'Madamm Schoos. Jo, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv, d'Motioun 1, déi zréckgezu ginn ass, an d'Motioun 3, déi si sech ganz, ganz änlech. Ech wollt Iech awer soen, dass mer déi heite Motioun aus zwee Grënn net wäerte matstëmmen. Den éischte Grond: well hei en Zäitdelai drasteet, wéini mer dat musse maachen. Dat ass den éischte Grond.

Den zweete Grond ass awer deen: Dat wennt sech un den Inneminister. An den Här Inneminister ass de Mëtten net hei. An dofir, mengen ech, huet hien och net d'Méiglechkeet, fir heizou Positioun ze bezéien. Dofir wäert meng Fraktioun se net stëmmen.

(Brouhaha)

Alles mat der Rou. Alles mat der Rou. Ëmmer cool bleiwen, net scho Schnappootmung kréien. Well mer awer alleguerte ganz cool sinn a well mer alleguerten Interêt hunn, dass dat heite weidergeet, wollt ech Iech proposéieren, dass mer géifen eng Jointe organiséieren, esou séier wéi et elo geet, tëschent dem Logement an dann dem Interieur, fir dass den Här Minister do d'Geleeënheet huet, fir eis soen ze kommen, wéi wäit e mat deene Projeten ass. Voilà!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Ech hunn den Här Goergen an ech huelen den Här Bausch dann zum Schluss als Auteur. Här Goergen.

(Interruption)

Pardon, Här Goergen, et deet mer leed, d'Madamm Schoos war vir. An dann huele mer den Här Goergen.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspresident. Ech mengen, et wäert kee verwonneren: Mir wäerten déi Motioun net matstëmme kënnen. Mir bleiwe bei där Meenung, dass en Impôt sur la non-occupation de logements net zilfürend ass. An eis Propositioun ass ëmmer nach eng Ännerung am Droit civil, fir dass mer do méi Wunnengen an d'Locatioun kréien. Mee mir sinn op jidde Fall géint eng Steier op de Leerstand. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann ass et elo um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se natierlech matstëmmen, well mer och der Meenung sinn, dass eidel stoend Wunnengen an Terraine sollte mobiliséiert ginn. Mir sinn net ganz averstane mat der Formule, déi deemools proposéiert gouf, wéi zum Beispill dass d'Celibatairë méi bestrooft ginn an där Formule wéi déi aner Leit, mee dat ass en Detail, deen een herno soll klären.

Dass hei en Datum drasteet, also ech fannen dat elo guer net schlëmm. Den Här Bausch huet geschriwwen: „drëtt Trimester dëst Joer". Also bis dohinner hätt een dat awer locker hikritt. Dat war elo net eng ze staark Fuerderung.

Ech muss awer e bësse schmunzelen, wann Der sot, wann den Inneminister net do wär, kéint Der net eng Positioun huelen. Also ech mengen, d'Parlament ass schonn esou staark, dass och e Parlament eng Meenung kann hunn. An alle 60 si mer gewielt. Mir mussen net op e Minister waarden, fir iergendeng Äntwert ze hunn.

Ech hoffen da just, wann Der déi Jointe maacht, wat ech begréissen ...

M. Gilles Baum (DP) | Also ech mengen zwar schonn, dass mer de Minister mussen hunn, fir heirop eng Äntwert ze kréien.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dann hu mer eng aner Vue vum Parlamentarismus. Fir eis ass d'Chamber déi, déi d'Entscheedungen hëlt, an d'Chamber déi, déi d'Linn virgëtt, an net de Minister, dass eng eenzel Persoun et mécht.

(Brouhaha)

Mee do komme mer an eng aner Diskussioun. Zu der Jointe vum Logement a vum Interieur: Dat begréisse mer. Mir hoffe just, dass déi dann och iwwerdroe gëtt, well et ass leider hei a leschter Zäit usus, dass, wann eng Kommissioun nämlech iwwerdroe soll ginn an dat ëmmer esou ass, wann eng Jointe ass, dass déi net méi iwwerdroe gëtt an déi Transparenz dann net do ass. Deementspriechend géinge mer begréissen, dass hei dann déi Jointe och géing iwwerdroe ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass richteg, Här Goergen. Ech wëll Iech awer just drop opmierksam maachen, datt dat d'Applikatioun vun eisem Reglement an dësem Moment ass. An dat musse mer evaluéieren um Enn vum Joer, mee dat maache mer dann an där nächster Etapp.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Den Här Wagner huet d'Wuert gefrot an duerno ginn ech et dem Här Bausch. Här Bausch, ech huelen Iech als Leschten, als Auteur, drun. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir mussen iergendeng Kéier och Neel mat Käpp maachen. A mir sinn eis jo all eens, datt ee vun de Problemer hei zu Lëtzebuerg justement d'Spekulatioun op den Immobilien ass. Ech mengen, egal wie ka ronderëmfueren a gesinn ... Wann ech

kucken an der Géigend, wou ech wunnen, am Norde vun der Stad an esou weider, do gëtt et Haiser, déi warscheinlech schonn zënter den 90er-Joren onbesat sinn, wéi ech Teenager war, hunn ech heiansdo emol den Androck.

Une voix | Ass dat scho sou laang hier?

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, jo, et ass scho sou laang hier. Et ass scho sou laang hier.

M. Claude Wiseler, Président | Fuert weider, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Déi falen op. An ech mengen, jidderee kann déi Erfarung och maachen. D'autant plus, wat och e bëssen erstaunlech war: Wärend dem Walkampf war ech op eng Table ronde, wou den eeëmolege Premierminister sech awer och erstaunlecherweis op eemol derfir ausgeschwat huet, datt een och misst Spekulatiounsobjekter staark besteieren, woubäi e mech als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ëmmer beléiert hat, datt een dat net kéint maachen.

Bon, ech mengen, et gëtt e Konsensus, fir dat ze maachen. Et kann net sinn, datt Lëtzebuerger aner Lëtzebuerger ausbeuten, wéi deemools de Jean-Claude Juncker gesot huet, mee et bleift ëmmer bei Parolen. An iergend eng Kéier muss een handelen. An ech mengen, dat wier dee richtege Moment.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, ech wollt nach eng Kéier och kuerz soen, datt d'CSV dës Motioun net ka matstëmmen. Ech mengen, de Räsonement hat ech virdru schonn eng Kéier duergeluecht. Ech mengen, et ass vill Zäit an d'Land gezunn, fir déi do Méiglechkeet ëmzesetzen an de leschte Joren. den Inneminister schafft mat Héichturbo dorunner, datt dee Projet weidergeet. An ech mengen, soubal e fäerdeg ass, wäert en eis en och presentéieren. Mir brauche keng Motioun, fir elo nach en Delai ze setzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann ass et um Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Hei ass am Fong eng gutt Veranschaulechung, wéi d'Prioritéite gesat sinn. Mir hunn de Mëtteg iwwer eppes hei ofgestëmmt. Ech hu gesot, d'Mobiliséierung vu Bauland an och d'Mobiliséierung vun eidel stoende Wunnengen, alles dat wär dat Substanziellt, wa mer gären d'Logementskris eng Kéier léisen.

Dat wonnert mech also guer net. Ech hunn dat och materlieft an der leschter Legislaturperiod. Haaptsächlech war och do an där Koalitioun, wou ech do war, ëmmer eng Partei, déi hei ëmmer mat zwee Féiss op der Brems gestanen huet. Et wonnert mech och guer net, datt de Staatsrot esou vill Oppositiounformellen zu deem Gesetzesprojet vum Henri Kox gemaach huet, well hei geet ëm d'Substanz, ëm d'Essenz, wat de Grondproblem ass zu Lëtzebuerg, wa mer iwwert de Logement schwätzen.

A vu datt mer awer elo scho laang dorobber waarden, dee Projet laang deposéiert ass, och d'Regierung scho gutt Zäit hat, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, vu datt jo do eng Urgence besteet, fannen ech, datt deen Delai, deen do dragesat ginn ass, guer net iwwerdriwwen ass – zumindest fir de Jeu vun Amendementen eranzeginn, well et muss ee jo wëssen, déi gi jo bei de Staatsrot zeréck. Dat wëllt dann nach net heeschen, datt mer dann um Enn vun der Litanei ukomm sinn.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren: Ech hat an der éischter Legislaturperiod, wou ech Minister war, 2013–2018, d'Landesplanungsgesetz reforméiert. Ech wollt dat deemools mat vill Elan reforméieren an ech sinn ëmmer erëm un esou Saache wéi där hei gescheitert beim Staatsrot. Ech hu fënnef Joer gebraucht, ier ech mam Staatsrot eng Eenegung hat. Ech hu vill Saache missen erausgeheien, déi all an deem heite Kontext ze gesi sinn, fir datt herno dat Landesplanungsgesetz duerchgaangen ass – wat d'Basis iwwregens war fir d'Plan-sectoriellen, ënner anerem och fir dee vum Logement, deen haut elo appliзéiert ka ginn.

Also, dat heiten, och wann d'Amendemente vun der Regierung kommen, wa se an eng Richtung ginn, déi deem heite Problem gerecht gëtt, da wäert Der emol gesinn, da wäerte se nach x-mol bei de Staatsrot zeréckgoen. An duerfir kënne mer do keng Zäit méi verléieren!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

Also komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent bei 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat wär elo dëse Punkt definitiv ofgeschloss.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation au Proche-Orient (suite)

Éier mer dann zu dem Projet de loi 8357 kommen, géing ech gär op de Punkt zeréckkommen, dee mer virdrun net ofgeschloss haten, an zwar deen iwwert d'Resolutioun, déi den Här Graas eragereecht huet.

Ech hoffen, den Här Graas huet eis elo eng gutt Nouvelle ze erzielen an duerfir kritt hien d'Wuert.

(Interruption)

Ech hoffen. Dat gesi mer elo.

Résolution 1 (suite)

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz.

Et war keng einfach Gebuert, mee et war awer keng Cesarienne. An ech soen dofir all deenen Acteuren, déi dorun deelgeholl hunn, fir datt aus där Gebuert hei e schéint Produkt erauskënnt, e ganz grousse Merci.

Mir hunn elo, wéi gesot, eng adaptéiert Resolutioun, ënner anerem och dank de Virschléi vun der ADR, awer och nach aner Kolleegen hunn am Laf vun der Debatt nach eng Kéier e bëssen um Text gefeilt, mam Resultat, datt sämtlech Fraktiounen an och Sensibilités politiques hir Ënnerschréft ënnert dat Dokument hei gesat hunn, wat mech perséinlech natierlech erfreet.

An ech mengen, et ass e gutt Zeechen, dat mer haut dann och als Chamber setzen, datt mer wierklech unanime hannert där ganzer Konfliktsituatioun am Noen Oste stinn an datt mer och als Chamber dee Moment och der Ëffentlechkeet an och der internationaler Communautéit matdeelen, wéi eis Positioun ass. An dowéinst, Här President, géing ech Iech dann elo awer definitiv déi lescht Versioun vun där Resolutioun iwwerreechen. Ech soen Iech Merci.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– rappelant sa motion au sujet d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, adoptée à l'unanimité en séance plénière le 16 janvier 2024 ;

– considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies adopta, le 10 mai 2024, une résolution en faveur de l'admission de l'État de Palestine à l'ONU par une majorité absolue, y compris par la voix du Luxembourg, et rehaussa son statut d'Observateur permanent ;

– considérant que le département d'État des États-Unis critiqua, dans son rapport du 10 mai 2024, Israël au sujet du manque de protection de la population civile dans la bande de Gaza ;

– constatant que l'opération militaire lancée par Israël à la suite des attaques terroristes du 7 octobre 2023 fit un grand nombre de victimes civiles dans la bande de Gaza ;

– saluant les contributions en aide humanitaire d'urgence fournie par le Grand-Duché de Luxembourg dans la bande de Gaza et dans la région ;

– condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle environ 1.200 personnes furent tuées et environ 250 personnes furent prises en otage ;

– soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 conduisit à la libération de 105 otages par le Hamas ;

– notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;

– rappelant le droit à l'existence de l'État d'Israël ;

– affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États basée sur la négociation des parties concernées, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

– considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,

– demande aux parties au conflit à participer de manière constructive aux pourparlers au Caire, sous la médiation de l'Égypte et du Qatar, afin de parvenir à un accord en vue d'un cessez-le-feu immédiat et de la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;

– demande à tous les acteurs de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël ;

– maintient son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix équitable au Proche-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;

– exige de renoncer définitivement au terrorisme comme moyen politique ;

– demande instamment au Gouvernement d'Israël de ne pas poursuivre l'offensive militaire à Rafah, terre d'accueil de centaines de milliers de réfugiés palestiniens ;

– persiste dans sa demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;

– soutient la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;

– s'engage en faveur de contributions par le Luxembourg à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;

– condamne la colonisation illégale dans les territoires occupés, ainsi que les violences y relatives, et appelle le Gouvernement israélien à cesser ces activités ;

– soutient les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à toute violation du droit international ;

– réitère sa condamnation des attaques sur le territoire israélien.

(s.) Gusty Graas, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Ech géing elo proposéieren – quitte datt déi elo nach net ausgedeelt ginn ass, mee all d'Fraktiounen hu jo absolutt Connaissance vun deem, wat elo verhandelt ginn ass –, datt mer déi direkt zum Vott bréngen.

Wann ech déi Ënnerschréften hei drop gesinn, ginn ech och dovunner aus, datt mer kënnen e Vote par main levée maachen.

Ass een dergéint, e Vote par main levée ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da stellen ech se zum Vott.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat dëser Resolutioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci.

Ass een dergéint? Huelt d'Hand vläicht erof, voilà.

Enthält ee sech?

Dann ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl an ech soen Iech villmools Merci.

Heiansdo ass et och derwäert, mat e wéineg Gedold un d'Saachen erunzegoen, fir se zu engem gudden Enn ze bréngen.

8. 8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen: Dat ass de Projet de loi 8357 iwwert déi individuell Wunnengshëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Här Rapporteur, Dir sidd ongedëlleg, mee Dir kritt och Är 10 Minutten an duerno hunn déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten an d'Regierung huet dann 10 Minutten. Ageschriwwe si schonn: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt elo vun der nächster annerhallwer Stonn profitéieren, fir Iech déi dräi Projeten hei virzestellen.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Nee, nee, wa mer alleguer verstänneg sinn, da kréie mer dat heite relativ séier iwwert d'Bün.

Zum Schluss vun der leschter Legislaturperiod hu mer an dësem Haus de Gesetzesprojet zu den Aides individuelles au logement gestëmmt. Dëst Gesetz ass säit dem 1. September 2023 a Kraaft an op deem Datum ass och dat aalt Gesetz vun 1979 ofgeschaaft ginn, dat awer Bestëmmungen, dat d'Verjärungsfriste virgesinn huet, un déi d'Demandeure sech mussen halen, wa se gären eng Primm hätten.

D'Preskriptiounen am neie Gesetz fir verschidden Demandeuren, déi si méi streng gi wéi dat am 1979er Gesetz fir d'Wunnengshëllefen de Fall war, a géifen also de facto verschidden Demandeuren ausschléissen. Dat war awer net d'Absicht vum Legislateur. Et ass eigentlech nëmmen drëm gaangen, bei deenen Dispositioune vun den Aides individuelles eng méi grouss Harmoniséierung ze kréien.

De Gesetzesprojet 8357, dee mer haut diskutéieren, soll den Artikel 49 vum Gesetz vum leschte Joer ofänneren. Konkreet ass virgesinn, dass Iwwergangsbestëmmungen agefouert ginn, zäitlech begrenzt, an d'Preskriptiounszäit fir zwee Typpe vun Hëllefen ugepasst gëtt. Et handelt sech heibäi ëm d'Prime d'accession à la propriété am Fall vun enger VEFA, also enger Vente en l'état futur d'achèvement, an d'Prime d'amélioration.

Betreffend d'Demande fir d'Prime d'accession à la propriété: Wann den Nottärsakt virum 31. Dezember d'lescht Joer ënnerschriwwe gouf, ass mat dësem Projet de loi eng Derogatioun fir den Depot vun der Demande virgesinn. Anescht wéi am Reegelfall kann d'Demande fir d'Hëllef innerhalb vun engem Joer no der éischter Occupatioun beim Logementministère agereecht ginn. De Reegelfall gesäit vir, dass dat innerhalb vun engem Joer nom Akt vum Nottär gemaach muss ginn. Dat gëtt also ofgeännert.

Fir d'Prime d'amélioration kënnen d'Demandë bis zu zwee Joer nom Ofschloss vun der Renovatioun beim Ministère gemaach ginn, an net just, wéi bis elo, zwee Joer nom Datum vun Ausstellung vun de Rechnungen. Dës Reegelung bezitt sech awer nëmmen op Logementer, wou d'Renovatiounsaarbechte bis den 31. Dezember 2023 ofgeschloss goufen.

Dir gesitt, mat dësem Gesetzesprojet komme mer de Leit entgéint, fir déi néideg Demarchen ze maachen, a mir ginn hinnen e bësse Sputt.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Projet de loi si véier Avisen erakomm: dee vum Staatsrot, dee vun der Handelskummer an dee vun der FEDAS an och dee vum Syvicol. A fir all weider Detailer, och zu den Avisen, géif ech op de schrëftleche Rapport verweisen an den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi, deen am Fong e Feeler verbessert oder eppes, dat vergiess gouf bei deem Gesetz, dat deemools gestëmmt ginn ass. Dat war natierlech mat ... Eng Disposition transitoire hätt een hei kënne virgesinn, mee elo ass et gutt, datt dee Feeler ausgebigelt gëtt. Als CSV begréisse mer dat a mir ënnerstëtzen och dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Mir begréissen natierlech och déi Rektifikatioun, déi do usteet, a wäerten dëse Projet matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | An och d'ADR huet deem näischt hinzuzefügen a mir begréissen dat och a mir wäerten och dee Projet de loi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch ..., Madamm Welfring. Et ass e bësse schnell gaangen elo. Dofir: Madamm Welfring, et ass un Iech.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Nee, kee Problem. Mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir ginn och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | A mir ginn och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Dann ass et un der Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Här President, ech wëll dee Schnellzuch hei net ophalen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Ech sinn am ...

(Interruption)

Mir waarden 30 Sekonnen, bis eis Truppen erëm erbäikomm sinn.

Sou, voilà, dat ass ... D'Chamber schafft och heiansdo ganz, ganz schnell!

(Hilarité)

An da komme mir elo zum Vott, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8357. Den Text steet am Document parlementaire 8357[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8357 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote par procuration ass nach net fäerdeg. Maacht nach vläicht e klengen Effort – voilà! –, soss schléissen ech de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

D'Résultat du vote ass: 57 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Diane Adehm), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par Mme Paulette Lenert), MM. Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens och vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

4° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hu bei deem Gesetz virdru, also beim Projet 8353, vergiess ze froen, ob Der och do d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel géingt ginn.

(Assentiment)

Dann ass och dat esou nogeholl an esou decidéiert.

10. 8358 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

2° de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8358, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Wunnengshëllef souwéi deem iwwert de bezuelbare Wunnraum. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno d'selwecht opgedeelt, wéi dat virdrun de Fall war. An ageschriwwen hu sech: den Här Marc Lies, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An dann huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum, d'Wuert. Här Baum.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci nach eng Kéier fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, dëse Gesetzesprojet soll deen Deel vum modifizéierte Gesetz vum 25. Februar 1979 betreffend den abordabele Wunnraum ofschafen, ofgesi vum Artikel, wou et ëm d'Lëtzebuerger Nohaltegzertifiz... Nohaltegkeets-Zertifizéierung geet, kuerz LENOZ. Ech wäert dat anert Wuert elo net méi benotzen.

Dëse Gesetzesprojet soll och den Iwwergangsregimm vum Berechne vum Loyer ofschafen a gläichzäiteg den Delai vum Erschafe vun engem nationale Regëster vun abordabelem Wunnraum verlängeren. Den Delai vun der Transmissioun vun de Lëschte vun de Candidats-locataires a vun de Locatairë gëtt vun 12 op 24 Méint eropgesat, konkreet heescht dat bis op den 30. September 2025.

Den Delai fir de Choix vum soziale Bailleur muss ëm déi selwecht Dauer, och ëm zwielef Méint eropgesat ginn, dat heescht also och bis den 30. September 2025.

Schlussendlech gesäit dëse Gesetzesprojet vir, den Delai fir d'Schafe vum nationale Regëster vum abordabele Wunnraum bis zum 31. Dezember 2030 ze verlängeren.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Logementskommissioun krut och hei véier Avisen: dee vum Staatsrot, vun der FEDAS, vun der Handwierkerkummer an och vum Syvicol. Och déi Avisen hu mer an der Chamberskommissioun traitéiert, dofir wëll ech hei net länger dorop agoen. Dat kënnt Der am schrëftleche Rapport noliesen. An ech ginn dann heimadder och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt och hei der Chamber Merci soen, datt mer effektiv dëse Projet de loi ..., datt déi Upassungen hei gemaach gi sinn. Dat si ganz utile Upassungen.

Wat elo effektiv d'Delaien ugeet, well ech mengen, datt bei dësem Projet de loi, deen an der leschter Chamberssessioun op deem leschten Dag votéiert ginn ass, och do vun der deemoleger Majoritéit deen een oder deen aneren esou munche Bauchwéi dobäi hat, fir dëse Projet ze stëmmen.

A senger Finalitéit sinn eng Partie gutt Elementer mat dran, et sinn awer och eng ganz Partie Elementer, déi effektiv besonnesch um Terrain fir Kappzerbrieches suergen, besonnesch an de Gemengen. An, ben, ech mengen, als Gemeng hu mir eis och domat dann ausernanergesat – an ech kucken och d'Kolleegen, déi Responsabilitéit an de Gemenge ronderëm hunn –, datt d'Ëmsetzbarkeet heivun net ganz evident ass. An duerfir si mer och frou doriwwer, datt dës Delaien effektiv da verlängert gi sinn.

Vläicht eng Remark och a Bezuch op d'Gemengen, wa se Promoteur social an awer och Bailleur social sollte sinn oder ginn. Do wier et gutt, ze kucken, Här Minister, vläicht do eventuell och mam Inneminister zesummen, datt eng Nott un d'Gemenge geet, notamment wat de Konteplang ugeet, wat fir eng Budgetsartikelen an Zukunft dofir solle genotzt ginn.

Et ass sécherlech dee richtege Wee, wann eng Kollaboratioun zwëschent Gemeng an Offices sociaux do stattfënnt, an datt dann do awer och eng Kéier kloer kommunizéiert gëtt, ënner wat fir enge Modalitéiten dat soll gemaach ginn.

Och eis Gemeng hat virun enger Zäitchen eng Entrevue mat Mataarbechter vum Logement, do sinn déi Froen och opkomm an do konnte keng Äntwerte gi ginn. Duerfir, an deem Sënn wier et gutt, fir vläicht do nach e bësse Spezifikatiounen ze ginn.

Eng lescht Remark, dat ass déi iwwert de Contrat à durée indéterminée, wat, mengen ech, deem engen oder deem aneren och am soziale Beräich nach esou munche Bauchwéi mécht, vu datt effektiv dann déi sozial Aarbecht hannendrun extreem schwiereg gëtt mat de Leit. Wann effektiv keen Zil méi virun Aen ass, ass eng sozial Aarbecht extreem schwéier ze maachen, wann e Contrat à durée déterminée do derbäi ass (veuillez lire: wann e Contrat à durée indéterminée do derbäi ass).

Dofir, vläicht ass do de Logement dédié, deen eng gewëssen Dier opgemaach huet, mee eleng domat geet et net duer. Vläicht och dat nach eng Kéier ze analyséieren an ze kucken, fir do och an dësem Gesetz méi nach a Richtung vu Simplification administrative ze goen.

Dat sinn déi Remarken, déi ech heizou ze maachen hätt, an ech ginn awer och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Mir erënneren eis net u Bauchwéi a begréissen déi Adaptatiounen, déi gemaach ginn. Mir wäerten dëse Projet kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Och mir hunn eise Virriedner näischt hinzuzefügen a mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, alles wonnerbar, mir stëmmen et och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Dat freet mech, Här Bausch. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir stëmmen de Projet och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | A mir stëmmen dee Projet och.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | D'Regierung seet Merci, Här President, fir déi breet Zoustëmmung. Ech hat virdru vergiess, dem Rapporteur och Merci ze soen. Dat wëll ech hei dann och nach eng Kéier nohuelen, fir dëse Projet an och fir dee virdrun.

An ech wëll soen: Och wa mer elo eis e bësse Bedenkzäit ginn, wat d'Ëmsetzung ënner anerem vun dem nationale Regëster ubelaangt, wëll ech déi och notzen, fir am Dialog mat de Gemengen ze kucken, wéi ee vläicht dat eent oder dat anert un deem ganzen Text och wëll a kann nach eng Kéier modifizéieren, fir en dohinner ze bréngen, datt mer déi Ziler erreechen, mee datt mer se vläicht besser, méi schnell an an der Partnerschaft kënnen erreechen, zesumme mat de Gemengen.

Ech hu virdru gesot: Ech sinn amgaang, en Tour ze maachen duerch ganz vill Gemengen, och virun allem Gemengen, déi sech wëlle staark am Logement engagéieren, an hunn do en oppent Ouer fir Remarken, och wat dat besteeënd Gesetz iwwert de Logement abordable ubelaangt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An da stellen ech och dëse Projet de loi zum Vott.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8358 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote par procuration ass ofgeschloss an de Vott am Allgemengen ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 60 Jo-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

An da komme mer zum leschte Punkt vun de Mëtteg respektiv vun den Owend mam Projet de loi 8359 iwwert d'Erhéijung vum Prêtplafond, deen de Fonds du logement kann ënnert der Staatsgarantie ophuelen.

D'Riedezäit ass nom Basismodell, also déi selwecht wéi déi zwee Projete virdrun. An d'Riednerlëscht ass och genau déi selwecht wéi bei deem Projet virdrun. Dann huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum, d'Wuert. Här Baum.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. De Fonds du logement ass am Beräich vum abordable Wunnraum niewent der SNHBM en essenziellen Acteur hei zu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et och immens wichteg, déi hei passend Modifikatioun virzehuelen, fir dass en och an Zukunft der wuessender Demande ka gerecht ginn.

Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, de Plaffong vun de Prêten ze erhéijen, déi de Fonds du logement ënner Staatsgarantie kann ophuelen. De Plaffong, deen am Moment op 135 Millioune läit, riskéiert spéitstens 2025 net méi duerzegoen, fir mat der Envergure vun hire ville Projete Schratt ze halen.

Wann de Fonds du logement sech un nach méi VEFA-Projete bedeelege sollt oder an aner Projete vum abordabele Wunnraum investéiert, da kéint et sinn, dass souguer schonn dëst Joer d'Tresorie net méi géif duergoen. Dowéinst ass et wichteg, fir hinne mat dësem Gesetzesprojet déi finanziell Méiglechkeeten ze ginn, hiren Aufgaben nozekommen.

Wéi gesot, de Projet de loi gesäit vir, de Plaffong vun 135 op 250 Milliounen ze héijen ënner Staatsgarantien. Och hei koume véier Avisen eran, déi hutt Dir allegueren och am Rapport gelies. Ech géif ophalen an den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Och dat hei ass, mengen ech, eng Upassung, déi extreem wichteg ass, fir vun 135 op 250 Milliounen an d'Luucht ze setzen.

Ben, ech mengen, fir Projeten, déi vum Fonds du logement an deenen nächste Jore wäerte realiséiert ginn, zu Wolz, zu Diddeleng, Mamer, Wecker, wat effektiv relativ grouss Projete sinn, do brauch een och déi richteg oder déi néideg Finanzmëttel, datt de Staat do Garant gëtt, fir eeben déi Kreditter oder déi Ligne-de-créditen och kënnen ze assuréieren.

Just vläicht eng Remark: D'Gesetz iwwert de Fonds du logement ass am Abrëll 2017 gestëmmt ginn. Bon, ech mengen, no enger Rei vu Jore sollt ee vläicht eng Kéier kucken, och eng Reevaluatioun vun deem Gesetz ze maachen, fir ze kucken, wat d'Effizienz ugeet, wat dann effektiv awer och a Richtung vu Simplificatioun administrative geet respektiv awer och d'Komplexitéit, déi um Immobiliemarché ass, fir dat eng Kéier an dësem Gesetz ze analyséieren an duerfir, fir dat och vläicht eng Kéier op de Leescht ze huelen.

An deem Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech awer och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, et ass dem ausféierleche Rapport vum Rapporter näischt bäizefügen. Mir wäerten dëse Projet matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Mir ënnerstëtzen natierlech den abordabele Wunnraum a géingen den Accord gi fir dëse Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Bausch.

(Hilarité)

Et deet mer leed, Här Bausch, mee et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Den Här Mosar an ech, mir sinn och d'accord.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd Iech eens.

(Hilarité)

Dat freet mech. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. De Fonds du logement huet eng wichteg Aufgab an dem Här Lies seng Bemierkung ass richteg. Mir sollten eis eng Kéier dat Gesetz ukucken a kucken, wat ee verbessere kann. A mir ginn och hei eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, dat ass alles richteg gesot ginn a mir stëmmen dat och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Och hei nach eng Kéier der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung.

Dat dote schaaft effektiv méi eng breet, méi eng staark Force de frappe fir de Fonds du logement. Wann et nach e Beweis gebraucht hätt, datt dës Regierung an hirer Wunnengsbaupolitick och staark op déi ëffentlech Promoteure setzt, op d'Schafung vu méi abordabelem Wunnraum, dann ass dat heiten eigentlech déi bescht Geleeënheet, fir dat nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Meisch.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8359. Den Text steet am Document parlementaire 8359[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8359 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot (par M. Dan Biancalana), Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.53 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Réfection du CR139 entre Herborn et Lellig	0369	Stéphanie Weydert, Marc Lies	75
Structuration des offres scolaires régionales	0411	David Wagner	75
Conventions avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales	0519	Sven Clement	76
Concentration de stupéfiants dans les eaux usées	0526	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	77
Loi RELIBI	0527	Franz Fayot, Claude Haagen	77
Outsourcing dans la fonction publique	0528	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Franz Fayot	78
Pollution de l'environnement	0529	André Bauler, Luc Emering	78
Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques	0531	Marc Goergen, Ben Polidori	78
Médiateur de la consommation	0532	Sven Clement	79
Investissement dans les réseaux électriques	0533	François Bausch	79
Coopération avec le Cap Vert en matière de l'hydrogène renouvelable	0534	Joëlle Welfring	80
Dépistage néonatal	0535	Sven Clement	80
Transparence au niveau communal	0536	Marc Goergen	81
Étude sur l'évolution du différentiel de prix de carburants	0537	Joëlle Welfring	81
Familles avec enfants touchées par la précarité	0538	Marc Goergen	81
Convocations des conseils communaux	0539	Marc Goergen	82
Offre scolaire	0540	Paul Galles	82
Thérapies à médiation artistique	0541	François Bausch	83
Examen du permis de conduire	0542	André Bauler, Gusty Graas	83
Apprentissage pour jeunes en situation de handicap	0543	Corinne Cahen, Carole Hartmann	83
Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise	0544	Sven Clement, Ben Polidori	84
Ventes des carburants	0545	Sam Tanson	85
Mineurs non accompagnés	0546	Dan Biancalana, Claire Delcourt	85
Recommandations de l'Observatoire national de la politique climatique	0547	Paul Galles	85
Conclusions du rapport du FMI	0548	Sam Tanson, François Bausch	86
Congés de maladie dans la fonction publique	0549	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	86
Admission des enfants à l'enseignement fondamental	0550	Ben Polidori	86
Indemnisation des intervenants dans les centres de formation	0551	Sven Clement	87
Analyse dans le cadre de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation	0552	Sven Clement	87
Habilitation de sécurité	0553	Ben Polidori	88
Fonctionnement de la CNS	0554	Mars Di Bartolomeo	88
Circulation facilitée des gigaliners sur les routes de l'UE	0556	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	89
Nature Restoration Law	0557	Joëlle Welfring	89
Langue parlée aux commissions consultatives communales	0558	Marc Goergen	90
Recours contre l'Administration des contributions	0559	Marc Goergen	90
Taux légal de THC pour conducteurs	0560	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	90
Évaluation des carrières dans la Police grand-ducale	0561	Marc Goergen	91

Plainte de Greenpeace contre le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC)	0562	Sven Clement	91
Procédure de participation publique dans le cadre de l'intention des Pays-Bas de construire de nouvelles centrales nucléaires	0563	David Wagner	91
Téléchargement des résultats d'analyses dans le dossier de soins partagé	0564	Sven Clement	92
Cryptomonnaies	0565	Marc Goergen	92
Congé politique au niveau communal	0566	Marc Goergen	92
Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football	0567	Dan Biancalana	93
Lutte contre le trafic de drogue	0568	Franz Fayot, Dan Biancalana	93
Crédits immobiliers	0569	Liz Braz, Franz Fayot	93
Cotisations sociales d'associés ou d'actionnaires de collectivités	0570	Fred Keup	94
Minorités russes dans les pays baltes	0571	Fernand Kartheiser	94
Subside « qualité+ » aux clubs sportifs	0573	Sven Clement	94
Rapport d'activités 2022 du Ministère des Sports	0574	Sven Clement	94
Promotion de l'image de marque dans le sport	0575	Sven Clement	95
Charges d'exploitation dans le cadre d'une voiture électrique	0576	Marc Goergen, Ben Polidori	95
Label « Fairtrade Gemeng »	0577	Marc Goergen	95
Fonds d'aide pour l'Ukraine	0578	Sven Clement	95
Évolution de l'automobile suite aux exigences légales	0579	Jeff Engelen	95
Concentration de drogues dans les eaux usées	0581	Sven Clement	96
Installation des pompes à chaleur	0582	Joëlle Welfring	96
Implémentation des résultats du « Waasserdësch » de 2021	0583	Joëlle Welfring	97
Siège des institutions européennes	0585	Liz Braz	98
Vote par correspondance	0828 urgente	Meris Sehovic	98
Transport d'armes vers Israël	0835 urgente	Yves Cruchten, Franz Fayot, Georges Engel	98
Publication des estimations des élections européennes 2024 aux Pays-Bas	0866 urgente	Fred Keup	99

Réfection du CR139 entre Herborn et Lellig | Question **0369** (21/02/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** | **M. Marc Lies** (CSV)

D'Stroosseverbindung zwëschent Hierber a Lelleg ass aktuell an engem desolaten Zoustand. De Stroossebelag ass mëttlerweil esou wäit ofgenotzt, dass d'Fueren op dem CR139 zu engem onnéidege Sécherheetsrisiko ginn ass. Scho viru Joren ass ulgekënnegt ginn, dass dës Strooss a Stand gesat sollt ginn.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, wéi wäit d'Präparatiounsaarbechten un dëser Strooss viru geschratt sinn?

2. Wéini kënnen déi richteg Aarbechten ufänken?

3. Wéi laang sollen dës Aarbechte viraussichtlech daueren?

Réponse (27/03/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass richteg an och menge Servicer bekannt, datt d'Strooss tëschent Lelleg an Hierber sech mëttlerweil an engem schlechten Zoustand befënnt. Aus deem Grond gouf och virun enger Rei Jore mat der Planung un engem Projet ugefaang, dat fir d'Strooss op enger Längt vu ronn 1,8 Kilomeeter ze redresséieren. Wärend der Planung ass och decidéiert ginn, déi zwou Brécken iwwert d'Lellegerbaach a der Huesebaach nei ze bauen. Dës Decisioun, wéi och Demandë fir d'Waasser- an d'Ëmweltgeneemegung hunn eng Rei vun Etüde virausgesat. Donieft si relativ vill Emprisen (35) néideg, fir dëse Projet ze realiséieren.

Donieft ass ze betounen, datt d'Stroossebauverwaltung d'Entwécklung vum Zoustand vu senge Stroossen verfollegt. Deemno fiert de Regionalservice vun Iechternach dës Streck reegelméisseg of an ënnerhëlt déi néideg Reparaturen, wéi zum Beispill d'Opfëlle vum Summerwee oder vun de Rëss, déi duerch de Frascht entstane sinn, sou datt d'Strooss befuerbar bleift.

Aktuell ass d'Stroossebauverwaltung amgaang, den Ausschreiwungsdossier fir d'Aarbechten um CR139 auszeschaffen.

ad 2. Dem Zäitplang no ass virgesinn, datt d'Aarbechten um CR139 Ufank 2025 ufänken, dat ënnert dem Virbehalt, datt bis dohinner all déi néideg Geneemegunge virleien an och déi néideg Terrainen zur Verfügung stinn.

ad 3. De Projet gesäit also vir, fir engersäits d'Strooss ze erneieren an anerersäits déi zwou Brécken tëschent Lelleg an Hierber nei ze bauen. D'Stroossebauverwaltung geet fir dës Aarbechte viraussiichtlech vun enger Bauzäit vun 20 Méint aus.

Structuration des offres scolaires régionales | Question **0411** (04/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En 2014, un nouveau lycée a ouvert ses portes à Junglinster. Le but était d'accroître l'offre dans le système dit « public international », mais aussi d'alléger la charge des lycées généraux de Grevenmacher et Echternach, qui peinaient à satisfaire la demande des élèves. À l'époque, il était entendu que le lycée de Junglinster se consacrerait principalement à la voie préparatoire, à la voie générale et à la formation professionnelle.

Ces dernières années, ce lycée a mis de plus en plus l'accent sur le versant dit « international » de son offre, et est maintenant connu principalement sous cet angle-là. Certaines sections du cycle supérieur de l'enseignement général consacrées à l'électronique (« DAP Électro »), à l'informatique (section générale GIF et formation professionnelle TPIF) et aux professions de santé ont été supprimées, et ce alors que le Luxembourg peine à recruter dans ces secteurs.

À l'évidence, la population du pays a très fortement augmenté depuis 2014, et ce également à l'Est. Dans ce contexte, il faut souligner que, même si cette augmentation de la population comprend des familles d'origine étrangère où les enfants suivent dès leur entrée à l'école maternelle une scolarisation en dehors du système scolaire luxembourgeois traditionnel, de nombreuses familles non luxembourgeoises font scolariser leurs enfants dès le début dans le système public national, avec comme langue scolaire principale l'allemand et comme langue véhiculaire le luxembourgeois, et ce dans le but d'intégrer au mieux leurs enfants dans la vie du pays. Et, naturellement, il y a aussi des familles luxembourgeoises habitant à l'Est qui souhaitent envoyer leurs enfants dans une école proche de la maison familiale.

S'ajoutent à cela des échos dans la presse d'un problème dont on parle peu, les élèves se taisant de peur que cela puisse influencer négativement leur avenir professionnel : pas tous les lycéens trouvent une place dans la formation de cycle supérieur qu'ils souhaitent suivre. Supprimer une formation dans un lycée n'est donc pas une action sans conséquence, car cela met les élèves en grave difficulté lorsque les lycées du pays qui proposent une formation similaire sont déjà remplis.

Me référant à Monsieur le Ministre de l'Éducation selon lequel « l'école doit être adaptée aux besoins de tous les élèves », je me permets de poser les questions suivantes :

1) S'agissant de la situation d'offre et de demande scolaire dans la région Est du pays :
– Combien d'élèves habitant le canton de Grevenmacher et d'Echternach se sont inscrits respectivement à une 7e générale ou à une 7e classique pour l'année scolaire 2023-2024 (à l'intérieur et en dehors de leur région) ? Combien l'ont fait dans l'année scolaire 2014-2015 ?
– Combien d'inscriptions de 7e générale et de 7e classique ont eu lieu dans l'ensemble des lycées de l'Est

respectivement dans l'année scolaire 2014-2015 et dans l'année scolaire 2023-2024 ?
– Combien d'élèves habitant la région Est se sont inscrits à une 4e générale ou à une 4e classique pour l'année 2023-2024 (à l'intérieur et en dehors de leur région) ? Combien l'ont fait dans l'année scolaire 2014-2015 ?
– Combien d'inscriptions à une 4e générale et à une 4e classique ont été offertes dans l'ensemble des lycées de l'Est respectivement dans l'année scolaire 2014-2015 et dans l'année scolaire 2023-2024 ?
– Combien de formations du cycle supérieur général étaient proposées dans l'année scolaire 2014-2015 dans les lycées de la région Est et desquelles s'agissait-il ? Combien en sont proposées dans l'année scolaire 2023-2024, et lesquelles ?

2) Est-ce que, à court, moyen ou long terme, la voie générale du système scolaire national (cycle inférieur et/ou le cycle moyen et supérieur) sera supprimée au Lycée de Junglinster, laissant place au seul système public-international ? Et dans le cas où la voie générale y serait supprimée, est-ce que les autres lycées de la région Est ont des capacités suffisantes pour accueillir les élèves qui devraient alors changer de lycée ?

3) Est-ce que le ministre estime qu'il n'y a plus besoin de fournir une offre supplémentaire pour l'enseignement général et classique à l'Est du pays, modifiant le constat qui a mené à la création du Lycée de Junglinster en 2014 ? Si la réponse est affirmative, le ministre peut-il exposer son raisonnement ?

4) La façon dont le Lycée de Junglinster se présente aux élèves et aux parents – avec dans son logo et dans son nouveau nom l'apposition « international school » – aurait pu artificiellement décourager des élèves luxembourgeois de s'inscrire et augmenter les inscriptions de la part d'élèves étrangers pendant ces dernières années. Cette stratégie de marketing reflète-t-elle la seule volonté de la direction du lycée ou bien a-t-elle été concertée ensemble avec le Ministère de l'Éducation ?

5) Le plan directeur sectoriel « Lycées » datant de juillet 2005, qui identifiait la zone de Junglinster comme un « vide scolaire » et a mené à la construction du Lycée de Junglinster, contient les affirmations suivantes :
À l'heure actuelle l'offre scolaire est trop centralisée sur la capitale et de ce fait celle-ci est trop attractive, ce qui se traduit par des flux scolaires surabondants en direction de la ville de Luxembourg. Or, celle-ci souffre déjà d'importants problèmes de circulation en raison d'un trafic pendulaire trop important. Il s'ensuit la volonté de doter chaque région du pays d'une offre scolaire quasi complète, de renforcer l'offre de certains lycées périphériques moins attractifs et d'implanter les nouveaux lycées dans des zones qui n'en possèdent pas encore.
Dans une réponse à une question parlementaire du 21 septembre 2020, le ministre affirme qu'« il s'agit (...) de garantir, dans tous les pôles d'enseignement du pays, une offre scolaire complète évitant aux élèves de devoir effectuer des trajets d'une longueur exagérée depuis leur lieu de résidence à leur lycée ».

6) Existe-t-il encore, au sein du Gouvernement actuel, une telle « volonté de doter chaque région du pays d'une offre scolaire quasi complète » ? Dans le cas contraire, pourquoi pas ?

7) Combien de lycéens de la région Est effectuent chaque jour un trajet vers un lycée d'une autre région ?

8) Existe-t-il des statistiques précisant si les lycéens effectuent un tel trajet par choix ou de façon forcée, parce qu'il n'y avait de place dans un lycée de leur région ? Si la réponse est affirmative, le ministre peut-il fournir ces statistiques ? Si la réponse est négative, le ministre peut-il préciser si de tels sondages seront effectués à l'avenir auprès des élèves du pays ?

9) Est-ce que le Ministère de l'Éducation met des limites à la flexibilité dont disposent les directions des lycées dans la structuration de leurs offres et programmes scolaires, dans un souci d'équité régionale et en prenant en compte les besoins scolaires des élèves ? Si la réponse est affirmative, quelles sont ces limites ? Si la réponse est négative, quel en est le raisonnement ?

Réponse (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1)
– Élèves habitant le canton de Grevenmacher et d'Echternach inscrits respectivement à une 7e générale ou à une 7e classique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Inscriptions de 7e générale et de 7e classique dans l'ensemble des lycées de l'Est :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Élèves habitant la région Est inscrits à une 4e générale ou à une 4e classique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Inscriptions à une 4e générale et à une 4e classique offertes dans l'ensemble des lycées de l'Est :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Formations du cycle supérieur général proposées dans les lycées de la région Est :

Formations offertes en 2014-2015 : 4

– Division technique générale
• Section technique générale
– Division des professions de santé et des professions sociales
• Section des professions de santé et des professions sociales
• Section des sciences sociales
– Division administrative et commerciale
• Section gestion

Formations offertes en 2023-2024 : 5

– Division technique générale
• Section ingénierie
• Section sciences naturelles
– Division des professions de santé et des professions sociales
• Section des professions de santé et des professions sociales
• Section des sciences sociales
– Division administrative et commerciale
• Section gestion

ad 2) Il n'est pas prévu de supprimer des formations des classes moyennes ou supérieures de l'enseignement secondaire général au Lënster Lycée (LLIS).

ad 3) En raison de l'ouverture des classes européennes au LLIS, la nécessité de créer des offres supplémentaires au niveau de l'enseignement secondaire national est moins forte.

ad 4) Je tiens d'abord à relever que les chiffres ne montrent pas que les élèves de nationalité luxembourgeoise ont été découragés de s'inscrire au LLIS. Ensuite, quant au nom du lycée, je note qu'il reflète la double identité d'une école qui offre des programmes tant du curriculum national que du curriculum européen. Finalement, compte tenu du fait que la dénomination des lycées est fixée par voie de règlement grand-ducal, un changement de nom ne saurait procéder de la seule volonté de la direction d'un lycée.

ad 5) et 6) L'accord de coalition prévoit à ce sujet que « [l]es sections et formations nouvellement développées seront étendues dans toutes les régions du pays afin de garantir que tous les élèves puissent profiter d'une offre scolaire diversifiée peu importe leur lieu de résidence ».

ad 7) Actuellement 3.714 lycéens de la région Est effectuent chaque jour un trajet vers un lycée d'une autre région.

ad 8) Il est matériellement impossible de réaliser de tels sondages auprès des élèves.

ad 9) L'initiative d'une modification de l'offre scolaire peut émaner soit d'un lycée soit du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dans les deux cas, il est notamment tenu compte de la pertinence de l'offre par rapport à la demande ainsi que de facteurs géographiques.

Conventions avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales | Question **0519** (22/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus dem Rapport d'activité fir d'Joer 2021 vum Aarbechtsministère ervirgeet, goufen deemools 30 Konventioune mat verschiddenen Organismes gestionnaires d'initiatives sociales (dozou gehéieren z. B. d'CIGLen) ënnerschriwwen, déi insgesamt eng 2.152 Persounen encadréiert haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann de Minister schonn Zuele fir d'Joren 2022 an 2023 nenne fir déi genannten Ënnerstëtzungsprojeten? Wéi vill Konventioune gouf et an dëse Joren a wéi vill Leit hunn dovu profitéiert?

2. Huet de Minister Zuelen, déi den Erfolleg vun dëse Mesuren evaluéieren? Wat waren hei d'Parameeteren?

3. Wéi vill vun de Persounen, déi 2021 (an eventuell 2022 an/oder 2023) un enger vun de konventionéierte Mesuren deelgeholl hunn, kruten dono um éischten Aarbechtsmarché eng fest Plaz?

Réponse (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Zuel vun de konventionéierte Beschäftegungsinitiativen ass tëscht 2021 an 2024 konstant bei 30 bliwwen.

Am Joer 2022 si Konventioune fir den Encadrement vun engem Maximum vun 2.141 Persounen (an Équivalents temps plein ausgedréckt) ofgeschloss ginn, am Joer 2023 fir 2.171 Persounen, an am lafende Joer 2024 fir 2.218 Persounen. Et sief drop higewisen, dass eng Plaz an enger Beschäftegungsmesure am Laf vun engem Joer vu méi wéi enger Persoun ka besat ginn.

Am Joer 2022 hunn 1.687 Persounen, déi als Demandeur d'emploi op der ADEM ageschriwwe waren, eng Beschäftegungsmesure nei ugefaangen, am Joer 2023 sinn et der 1.392 gewiescht.

ad 2. an 3. Als quantitativen Indicateur fir d'Evaluatioun vun enger Beschäftegungsmesure gëtt typescherweis den Taux d'insertion professionnelle gekuckt, dee moosst, wéi vill Persounen no enger

bestëmmter Zäitperiod (t+X) nom Ofschloss vun enger Mesure eng Plaz um éischten Aarbechtsmarché fonnt hunn.

Fir d'Joren 2021 an 2022 gesäit dës Statistik follgendermoossen aus:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir déi Persounen, déi am Laf vum Joer 2023 eng Mesure ofgeschloss hunn, kënnen den Ament nach keng Aussoen zur mëttel- a laangfristeger Reinsertioun gemaach ginn.

Et sief awer drop higewisen, dass d'Beschäftegungsinitiativen nieft hirer Missioun vun der berufflecher Reinsertioun och nach d'Aufgab hunn, fir d'Beneficiairen iwwert de Wee vun enger gereegelter Aarbecht ekonomesch, sozial a psychesch ze stabiliséieren, ze forméieren, a generell un hirer Employabilitéit (Motivatioun, Presentatioun, „soft skills" etc.) ze schaffen. Dës éischter qualitativ Aspekter si méi schwéier ze moossen a schloen sech net onbedéngt am Taux de réinsertion néier.

Finalement hänken d'Chancen, fir erëm eng fest Aarbechtsplaz ze fannen, och vun der wirtschaftlecher Konjunktur a vun der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmarché of.

Concentration de stupéfiants dans les eaux usées | Question **0526** (25/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les eaux usées de 88 villes européennes dans 24 pays dont le Luxembourg ont été analysées en 2023 par l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (EMCDDA) sur leur concentration en stupéfiants (cocaïne, ecstasy, amphétamine, méthamphétamine, kératine). Selon l'étude publiée le 20 mars 2024, les différentes substances se retrouvent dans presque toutes les villes analysées.

1) Comme indiqué sur le site Internet de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, il ressort que pour le Luxembourg, les stations d'épuration de Mamer, Mersch et Boevange ont été prises en compte. Selon quels critères celles-ci ont-elles été choisies ?

2) Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il suite aux quantités de drogues détectées par cette étude ?

3) Le Luxembourg continuera-t-il à participer à cette analyse de l'EMCDDA dans les années à venir ? Les eaux usées dans d'autres stations d'épurations seront-elles également analysées ?

4) Le Laboratoire national de santé (LNS) et le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ont effectué une étude similaire en 2019, analysant les eaux usées de la station d'épuration de Pétange. Est-il prévu de renouveler ce type d'exercice ? Peut-on voir une évolution entre les résultats de 2019 et ceux de 2023 ?

Réponse (02/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les stations d'épuration de Mamer, Boevange et Mersch/Beringen ont été sélectionnées dans une première phase parce que les prélèvements des eaux y sont effectués selon une procédure accréditée (ISO 5667-10), garantissant un maximum de fiabilité pour le calcul des débits en fonction du temps.

ad 2) Le Gouvernement en retient notamment les conclusions générales et préliminaires suivantes :

L'ensemble des substances visées ont été détectées au moins une fois par année (2023) dans toutes les stations retenues et les différences observées entre les trois stations sont faibles.

En référence aux résultats de l'étude Score, mentionnée par les honorables parlementaires, qui permettent une comparaison avec d'autres villes européennes, on peut retenir que les valeurs de concentration pour le Luxembourg sont en moyenne plus faibles pour les amphétamines, la méthamphétamine et la kétamine, similaires pour le MDMA et la cocaïne et plus élevées pour le cannabis, par rapport aux valeurs européennes moyennes.

En ce qui concerne plus particulièrement le cannabis, pour les trois stations, les moyennes et les médianes mesurées après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation nationale en matière de cannabis (juillet 2023) sont légèrement inférieures aux moyennes et médianes observées avant le vote de la loi y afférente.

ad 3) Outre les analyses menées par l'EMCDDA, toute initiative permettant de valoriser les stations d'épuration, au-delà de leur fonction de traitement des eaux usées est soutenue par le Luxembourg. Les stations d'épuration peuvent en effet servir comme source de données valable et représentative des aspects socio-économiques des habitants desservis, comme cela a été confirmé par le projet Coronastep lors de la crise Covid-19.

Dans cette optique, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ainsi que la Direction de la santé et le LIST ont lancé un projet commun intitulé « Supervir ». Ce projet a pour objectif la mise en place d'une plateforme de surveillance épidémiologique basée sur l'analyse des eaux usées et l'utilisation de cette plateforme pour la surveillance de pathogènes viraux d'intérêt tels que le Sars-CoV-2, l'influenza A et le Virus respiratoire syncitial (RSV).

De telles initiatives seront d'ailleurs encouragées par la refonte de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui prévoit la mise en place d'un système de surveillance de certains paramètres sanitaires dans les eaux usées tels que du virus Sars-CoV-2, de la poliomyélite, des virus de grippe et d'autres pathogènes ainsi que de la résistance antimicrobienne.

ad 4) Les analyses effectuées à la station d'épuration de Pétange en 2019 servaient en premier lieu à des fins de tests de déploiement et d'affinement méthodologique. En raison des paramètres d'étude et d'analyses, qui ne sont pas entièrement comparables à ceux utilisés de façon homogène dans les trois stations retenues en 2023, une comparaison sérielle des résultats des études de 2019 et de 2023 est jugée hasardeuse.

Loi RELIBI | Question **0527** (25/03/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Viru Kuerzem huet eng Onlinezeitung vun engem Urteel vum Tribunal administratif (N° 47458) bericht, wou eng Gesellschaft Paie respektiv Bonussen ënner Form vun Zënsen op engem Emprunt ausbezuelt huet, déi bekanntlech dem RELIBI-Gesetz ënnerleien.

D'Geriicht huet als Begrënnung vum Urteel de Paragraph 5 (1) vum Steueranpassungsgesetz vum 16. Oktober 1934 zitéiert: „Scheingeschäfte und andere Scheinhandlungen [...] sind für die Besteuerung ohne Bedeutung. Wird durch ein Scheingeschäft ein anderes Rechtsgeschäft verdeckt, so ist das verdeckte Rechtsgeschäft für die Besteuerung maßgebend."

Wann een sech dat betreffend anonymiséiert Urteel ugesäit, dann huet de Patron sengen Associéen ugebueden, d'Emissioun vun engem Emprunt vun enger Zweckgesellschaft ze zeechnen amplaz hir Bonussen als besteierbare Loun ausbezuelt ze kréien. Dës Empprunten hunn Tauxen opgewisen, déi largement iwwert de Konditioune vum Maart louchen. Eng lokal Bank huet als Guichet payeur figuréiert an Zënsen un d'Detenteure vun den Obligatiounen ausbezuelt, déi hirersäits als isoléiert bezeechent ginn, well se net Bestanddeel vun der normaler Aktivitéit vun der Gesellschaft sinn. Den Tribunal administratif kënnt zur Conclusioun, dass d'Bank just eng passiv Roll bei den Operatioune gespillt huet. Laut RELIBI-Gesetz huet de Guichet payeur ënner anonymmer Form 20 % (fréier 10 %) un de Recettëbureau ofgefouert. Opgefall ass dat Ganzt, wéi een Associé, deen an Däitschland wunnt, bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung dës Retenue wollt zeréckfroen. Esou Abuse sinn eng Win-win-Situatioun fir de Patron, deen säin Undeel un de Charges sociales, der Assurance accident, der Mutualité des employeurs an der Santé au travail spuert an den Associéen, déi par rapport zu engem besteierbare Loun respektiv Bonus Steiere plus Charges sociales spueren. Et muss natierlech och Verléierer ginn an dat ass de Staat respektiv d'Pensiouns- a Gesondheetskeess.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

– Ass dem Finanzministère dëst Urteel bekannt?

– Ass gewosst, ob aner Betriber hiren Associéen/Salariéen änlech „Scheingeschäfter" ugebueden hunn?

– Wéi héich ass an dësem Fall den Déchet fiscal vun allen Associéen, déi vun esou Scheingeschäfter profitéiert hunn an dat zënter dem Ufank vun esou Abusen?

– Wat fir eng Moyene gëtt et fir sécherzestellen, dass esou en Abus net méi ka virkommen?

– Missten esou Scheingeschäfter net och Suitten um penalen Niveau kréien?

– Gëtt et nach aner Praktiken, wou vum RELIBI-Gesetz abuséiert gëtt?

Réponse (29/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Déi honorabel Deputéierte beruffe sech an hirer parlamentarescher Ufro op een Urteel vum Verwaltungsgeriicht (Arrêt N° 47458).

Dëst Urteel gouf an der Tëschenzäit duerch een Arrêt vum 21. Mäerz 2024 (N° du rôle : 49678C) vum Verwaltungsgeriichtshaff bestätegt.

Vu dass d'Quellesteier op den Zënsen op anonymmer Basis duerch déi relevant „agents payeurs" agehale gëtt, ass et schwéier ze soen, ob a wéi vill sou oder änlech Strukture benotzt ginn. Duerfir huet d'Steierverwaltung och keng Informatiounen iwwert ee méigleche Steierausfall.

Wéi aus der zitéierter Jurisprudenz ervirgeet, huet et sech an der Saach ënner anerem ëm eng divergent Interpretatioun vun den Notiounen „agent payeur" an „épargne publique" gehandelt. Mam Gesetz vum 23. Dezember 2022 huet de Gesetzgeeber dës Begrëffer präziséiert, sou dass an Zukunft bei der Ausleeung vun dësem Gesetz kee Spillraum méi dierft bestoen.

An der viséierter Affaire ass kee penalen Aspekt ze erkennen, vu dass et sech ëm eng Fro vun der Ausleeung vum RELIBI-Gesetz gehandelt huet. D'Revenue goufen der Steier och net komplett entzunn, mä sinn duerch eng entspriechend Strukturatioun an ee méi favorabele steierleche Regime gefall.

Outsourcing dans la fonction publique | Question **0528** (25/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

À côté des fonctionnaires, employés respectivement salariés de l'État travaillant dans la fonction publique, l'État recourt d'une façon non négligeable aux services d'entreprises privées pour assurer certaines tâches, dont le nettoyage, le gardiennage et d'autres.

Par la question parlementaire n° 1771 du 24 janvier 2020, Monsieur le Ministre de la Fonction publique avait été questionné sur l'étendue et les motifs du recours des ministères et des administrations étatiques à cet « outsourcing ». Dans sa réponse, Monsieur le Ministre s'était déclaré dans l'impossibilité de donner une réponse pour tous les services concernés étant donné que chaque ministère est autonome.

C'est la raison pour laquelle nous voudrions poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes :

– Dans quels domaines les ministères, les administrations et les services dont ils ont la responsabilité recourent-ils à du personnel extérieur notamment dans le domaine du nettoyage et autres ?

– Combien de personnes sont concernées ?

– Quel est le volume budgétaire consacré à des contrats de sous-traitance par rapport aux dépenses de personnel ?

– Pour quelles raisons ne recourt-on pas à des contrats de travail conventionnels et suivre ainsi l'exemple de la Chambre des Députés ?

– L'État applique-t-il des clauses sociales dans ses soumissions, ceci dans l'intérêt des salariés du secteur privé qui travaillent pour le compte de l'État ?

– Quelles sont le cas échéant ces clauses ?

Réponse (25/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent au sujet de l'externalisation de certains services au niveau de l'État.

À cet égard, il est à noter que chaque ministère est autonome dans la gestion de ses marchés publics. Indépendamment du type de marché public, il est évident que tout prestataire sélectionné à l'issue d'une procédure d'adjudication devra se conformer dans le cadre de l'exécution de la commande à toutes les réglementations du marché du travail en vigueur, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, pour le cas d'une exécution d'une commande dans un autre État membre de la Communauté européenne.

En ce qui concerne les différents frais à charge du budget de l'État, les informations suivantes peuvent être fournies.

Les frais de nettoyage comptabilisés sous l'article 12.080 des différents départements ministériels sont passé de 13,4 millions d'euros en 2018 à 17,2 millions d'euros en 2023 ce qui présente une croissance moyenne de +5 %. Ces frais représentent 0,5 % des dépenses de personnel et 10 % des dépenses de rémunérations des salariés en 2018. Ces poids restent stables au cours de la période. Ainsi en 2023, ils sont respectivement de 0,4 % et 10 %. Sur l'ensemble de la période 2018-2023, un total de 88,7 millions d'euros ont été dépensés.

Les frais de gardiennage comptabilisés sous l'article 12.080 ont augmenté de 30 millions d'euros en 2018 à 75 millions d'euros en 2023 ce qui correspond à une croissance moyenne de +20 %. Ces frais représentent 1,2 % des dépenses de personnel en 2018 et augmentent à 1,9 % en 2023. Le ratio des dépenses de gardiennage par rapport aux dépenses de rémunérations des salariés passe quant à lui de 22 % en 2018 à 44 % en 2023. Sur l'ensemble de la période, les dépenses de gardiennage se chiffrent à 289 millions d'euros.

Ensemble, les dépenses de nettoyage et gardiennage s'élèvent à près de 44 millions d'euros en 2018 soit 1,7 % des dépenses de personnel et 32 % des dépenses de rémunérations des salariés. Elles augmentent ensuite pour atteindre un peu plus de 92 millions d'euros en 2023 soit 2,3 % des dépenses de personnel et 54 % des dépenses de rémunérations des salariés.

Pollution de l'environnement | Question **0529** (25/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Aus der Press si mer rezent gewuer ginn, datt et 2023 230 registréiert Fäll vun Ëmweltverschmotzung gouf an datt d'Regierung elo d'Strofe fir Ëmweltverbriechen iwwerpréiwen an ënner Ëmstänn eropsetze wëll.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun den Ëmweltdeliker an den Ëmweltverbriechen an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

2. Kënnen d'Häre Ministeren eis präziséieren, wat fir eng Zorte vun Ëmweltverbriechen zanter 2018 festgestallt goufen?

3. A wéi vill Fäll konnten d'Täter iwwerfouert ginn? Wéi dacks goufen d'Täter bei Ëmweltdelikter oder -verbriechen „in flagranti" erwëscht?

4. Wat fir eng regional Policekommissariater beschäftegen sech spezifesch mam Theema Ëmweltkriminalitéit?

Réponse (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Well d'Fro vun den honorabelen Deputéierten sech op Ëmweltverschmotzunge bezitt, gi mir op déi Delikter an, déi bei der Waasser- an der Ëmweltverwaltung erfaasst goufen.

Vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 sinn insgesamt 24 Rapporten un de Parquet verschéckt ginn. Dobäi waren et:

– 9 Rapporten am Kader vum Kommodosgesetz („loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés"),
– 1 am Joer 2019, 3 am Joer 2021 a 5 am Joer 2022,
– 1 Rapport am Kader vum Offallgesetz („loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets") wéinst engem Verstouss géint den Artikel 30 „Délivrance des autorisations",
– 14 Rapporten am Kader vum Offallgesetz („loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets") wéinst engem Verstouss géint den Artikel 19 „Régime de la responsabilité élargie des producteurs").

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Kader vun nationalen an internationalen Offalltransportkontrollen, déi zesumme mat der Douane an der Police ofgehale ginn, sinn am Zäitraum vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 12 Procès-verballe geschriwwe ginn (1 am Joer 2021, 4 am Joer 2022 a 7 am Joer 2023).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Kader vun dësen Offalltransportkontrolle sinn am Zäitraum vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 355 Avertissements taxés ausgestallt ginn (22 am Joer 2019, 11 am Joer 2020, 76 am Joer 2021, 82 am Joer 2022 an 164 am Joer 2023).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den totale Montant, deen iwwert dësen Zäitraum encaisséiert ginn ass, beleeft sech op 52.150 €.

Mir verweisen och op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7827 vum 28. Mäerz 2023 vun den Hären Deputéierten André Bauler a Claude Lamberty, an där déi genau Zuele fir d'Joren 2018 bis 2022 opgeschlësselt sinn, mam Zousaz, dass am Joer 2023, 158 Ëmweltdelikter an der Policedatebank rezenséiert goufen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Beräich vum Waasser goufe vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2023 insgesamt 63 Procès-verballen un de Parquet verschéckt. D'Waasserverwaltung huet sech 2021 eng nei Struktur ginn, fir méi systematesch mam Parquet zesummenzeschaffen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Wéi scho beim 1. Punkt opgefouert, goufen an de leschte Joren Ëmweltverbrieche géint d'Kommodosgesetz an d'Offallgesetz opgedeckt. An de meeschte Fäll goufen d'Delikter am Kader vu Betribskontrolle festgestallt – dat, well Geneemegunge feelen oder Deeler vun der Geneemegung net agehale ginn. Wéinst absichtlecher Ëmweltverschmotzung gouf vusäite vun der Ëmweltverwaltung an de leschte Jore kee Rapport un de Parquet geschéckt.

Am Beräich Waasser handelt et sech haaptsächlech ëm Verschmotzunge vu Gewässer.

ad 3. Fir d'Joer 2023 louch den „taux policier d'élucidation" vun Ëmweltdelikter bei 65,8 %.

D'Ëmweltverwaltung gëtt ënner anerem duerch administrativ Plaintë vu Bierger oder anere Verwaltungen op Delikter opmierksam gemaach. Bei akuten Ëmweltdelikter (z. B. absichtlech Entleedege vun Offäll an der Natur) froen d'Bierger an der Reegel ëm Hëllef bei der Police oder bei der Douane. Dës staatlech Organer hunn och méi Méiglechkeeten, fir an deem Kader eng Enquête ze féieren (z. B. Nosiche vun Nummereschëlder, Erauszéie vu Gefierer aus dem Verkéier). Bei all den uewe genannte Rapporten, déi vun der Ëmweltverwaltung un de Parquet geschéckt goufen, goufen d'Täter och am Virfeld identifizéiert. Bis dato gouf hei nach keen „in flagranti" vun Agente vun der Ëmweltverwaltung „erwëscht".

D'Datebanke vun der Police erfaasse statistesch och net, wéi vill Täter bei Ëmweltdelikter „in flagranti erwëscht" ginn. Eng automatiséiert Recherche vun de verschiddenen Typpe vun Ëmweltdelikter ass net méiglech.

ad 4. All Kommissariater vun der Police konstatéieren Ëmweltdelikter an informéieren d'Justizautoritéiten. Zousätzlech verfüügt d'Police iwwert „services régionaux de police spéciale", déi sech spezifesch mat der Ëmweltkriminalitéit beschäftegen.

Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques | Question **0531** (25/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Persounen, déi Fotovoltaikanlagen op hiert Haus installéieren, kënnen zënter enger Rei Joren eng Subventioun fir d'Installatioun ufroen („Klimabonus").

Déi Primm gëtt ausbezuelt, nodeems d'PV-Anlag installéiert gouf.

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6969 goung ervir, dass d'Delaien am Joer 2022 fir d'Ausbezuele vun de Primmen immens laang waren, am Duerchschnëtt 182 Deeg. Mëtt 2022 war deemno nach keng eenzeg Primm vum lafende Joer ausbezuelt.

An der Äntwert op d'Fro 7163 gouf versprach, dass „alles drugesat [géif ginn], fir déi momentan Retarde beim Ausbezuele vun de Primme schnellstméiglech ze reduzéieren, sou dass déi Fro sech an Zukunft net méi stellt", an dass ee kompletten Dossier an engem Delai vu maximal 3 Méint misst traitéiert sinn.

Des Weidere gouf ugekënnegt, dass „d'Ëmweltverwaltung 10 weider Posten à durée déterminée zougesprach [kritt huet], fir d'Beaarbechtungszäiten ze reduzéieren a Stéit schnellstméiglech dës finanziell Hëllefen zur Verfügung stellen ze kënnen".

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir d'Subventioun vu Fotovoltaikanlage goufen 2022 oder virdru gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2023 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2024 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?

2. Wéi al ass déi eelsten Demande, déi agaangen ass an nach net ofgeschloss ass?

3. Wat ass d'Duerchschnëttswaardezäit fir d'Ausbezuele vum Klimabonus fir PV-Anlagen am Joer 2022, am Joer 2023 an am Joer 2024 (Stand Mäerz)?

Réponse (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Unzuel vun den Demanden, déi vun 2017 bis 2022 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 2.969. Dovunner sinn 2.806 Demandë finaliséiert ginn a 17 Demandë sinn an der Ausbezuelprozedur. Bei 146 Demandë waart d'Ëmweltverwaltung (AEV) nach op zousätzlech Informatioune vun den Demandeuren, fir kënnen den Dossier ofzeschléissen.

– D'Unzuel vun den Demanden, déi 2023 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 2.426. Dovunner sinn 189 Demandë finaliséiert ginn an 209 Demandë sinn nach an der Ausbezuelprozedur. Bei 248 Demandë waart d'AEV op zousätzlech Informatioune vun den Demandeuren, fir den Dossier kënnen ofzeschléissen. 1.780 Demandë sinn nach net ofschléissend traitéiert ginn.

– D'Unzuel vun den Demanden, déi bis den 31. Mäerz 2024 ënnert dem „Klimabonus Wunnen"-Regimm fir Fotovoltaikanlagen erakomm sinn, beleeft sech op 1.117. Dës Demandë sinn nach net ofschléissend traitéiert ginn.

ad 2. Déi eelsten Demande a Bezuch op eng Fotovoltaikanlag am Kader vum „Klimabonus Wunnen"-Regimm, déi nach net kontrolléiert gouf, ass op de 5. Juli 2023 datéiert. Déi eelsten Demande vun enger Fotovoltaikanlag am Kader vum „Klimabonus Wunnen", bei där d'Verwaltung op zousätzlech Informatioune vun den Demandeure waart, fir kënnen den Dossier ofzeschléissen, gouf Enn 2017 agereecht. Et sief awer präziséiert, datt just a vereenzelte Fäll Dossieren esou laang opstinn.

ad 3. Bei den Demandë fir eng Fotovoltaikanlag, déi 2022 an 2023 erakomm sinn, war d'Duerchschnëttswaardezäit fir d'Ausbezuele vun der Hëllef 1 Joer. Dësen Delai konnt rezent op 10 Méint reduzéiert ginn. Beméiungen, fir dësen Delai weider ze verkierzen, sinn amgaang. Dozou gehéieren d'Iwwerschaffe vun de Formulairen, d'Ausschaffe vun enger Strategie, fir d'Unzuel vun onvollstännegen Dossieren an Zukunft ze reduzéieren, souwéi d'Optimisatioun vun den interne Prozesser.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, datt, esou wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, d'Virfinanzéierung vun de Klimasubside wäert agefouert ginn, fir datt d'Bierger nëmmen hiren Deel bezuele mussen. An deem Kontext wäert d'Regierung och dofir suergen, datt déi betraffe Betriber bannent kuerzer Zäit déi virgesinne staatlech Subside kréien. Et ass geplangt, esou ee Virfinanzéierungsmechanismus an enger éischter Etapp fir Fotovoltaikinstallatiounen anzeféieren.

Médiateur de la consommation | Question **0532** (25/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Médiateur de la consommation ass eng neutral an onofhängeg Entitéit, déi de Verbraucher a Firmen e fräiwëllegen a vertrauleche Prozess zur Verfügung stellt an dobäi soll hëllefen, fir ee Verbrauchersträit ze léisen, also ee Sträit, deen no engem Kaf vun engem Produit oder Service entstanen ass an deen tëscht engem Verbraucher an enger Firma ofgeschloss gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wat war de Budget (fir d'Personal, Gebailechkeeten etc.) fir de Médiateur de la consommation an de leschte 5 Joer (opgelëscht no Joer)?

Réponse (30/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den Artikel L. 423-1. vum Gesetz vum 17. Februar 2016, dat de Service vum Mediateur fir d'Consommatioun schaaft (Loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation) gesäit vir, datt d'Käschte fir de Fonctionnement vum nationale Service vum Mediateur fir d'Consommatioun vum Staatsbudget gedeckt ginn.

Den nationale Service vum Mediateur fir Consommatioun huet ee spezifesche Budgetsartikel 12.327, fir am Fall vun engem Interessekonflikt vum Mediateur fir Consommatioun en externe Mediateur ze finanzéieren. Deen Artikel ass net limitéiert an den Tableau heidrënner stellt d'Gesamtdepensen op deem Artikel an de leschte 5 Joer duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Fonctionnementskäschte vum Service vum Mediateur fir Consommatioun, wéi zum Beispill Bürosmaterial, Weiderbildungen oder Reesekäschten, gi vum Wirtschaftsministère finanzéiert, iwwert deem säi Budget.

Personalkäschte fir dës Mataarbechter fale beim Service vum Mediateur fir Consommatioun un:

– de Verbrauchermediateur selwer, zanter September 2016;
– ee Karriär-B1-Posten, zanter 2017;
– ee Karriär-A1-Mediateur an een Hallefzäit Karriär-B1-Posten, zanter September 2020.

D'Raimlechkeeten, an deenen de Service vum Mediateur fir Consommatioun 4 Büroen, ee Konferenzsall an ee Versammlungsraum notzt, gi vun der Loyerskommissioun finanzéiert.

Investissement dans les réseaux électriques | Question **0533** (26/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Un rapport récemment[1] publié par EMBER a examiné l'état actuel et l'avenir des réseaux de transmission nationaux de 35 pays européens dans le contexte de la transition énergétique. Le rapport met en lumière qu'une grande partie des réseaux électriques européens sont sous-préparés pour répondre à l'augmentation anticipée des capacités d'énergie renouvelable, tant en ce qui concerne les objectifs nationaux pour 2030 que par rapport aux projections de marché. Considérant que, en raison de leur complexité, les plans de réseau nécessitent environ deux ans pour être élaborés, ceci peut signifier qu'un plan de réseau publié en 2023 se base probablement sur des scénarios de développés en 2021 et un objectif politique fixé en 2019. Seuls les gestionnaires de réseaux de transport (GRT) de quatre pays – la Croatie, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas – ont prévu des scénarios de capacité plus ambitieux pour l'énergie solaire et éolienne que les objectifs actuels de leur pays.

Selon le précité rapport, le réseau électrique luxembourgeois présente un niveau de performance élevé par rapport à celui d'autres pays européens. Cependant, il reste nécessaire d'effectuer des investissements supplémentaires au cours des prochaines années.

Considérant l'importance cruciale des réseaux électriques dans la transition énergétique, je souhaiterais solliciter les informations suivantes auprès de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment Monsieur le Ministre interprète-t-il les conclusions de l'étude concernant le plan actuel du réseau électrique luxembourgeois[2] ?

2) Quels sont les projets d'investissement actuels du Gouvernement dans les réseaux électriques de transmission, telle que la nouvelle infrastructure à très haute tension de 380 kV, et quels montants sont alloués à ces projets de renforcement de réseau ?

3) Quant au déploiement du plan d'action européen pour les réseaux, quelle est l'estimation des fonds nécessaires pour préparer les réseaux de transport et de distribution d'électricité du futur ?

4) Compte tenu du fait que le plan de réseau luxembourgeois de 2021 repose principalement sur des scénarios élaborés dans le cadre du Plan national en matière d'énergie et du climat (PNEC), comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la possibilité d'envisager des scénarios de capacité pour les énergies renouvelables plus ambitieux que ceux établis dans le PNEC pour le prochain plan de réseau ?

Réponse (23/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le réseau électrique luxembourgeois présente effectivement un niveau de performance élevé par rapport à celui d'autres pays européens, il reste néanmoins nécessaire de maintenir un niveau d'investissements élevé au cours des prochaines années.

[1] EMBER, Putting the mission in transmission: Grids for Europe's energy transition (13/03/2024)
[2] Creos, Network Development Plan 2040, Electricity Transmission Grid 2040 (2021)

Il s'avère que le rapport EMBER compare le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC)[3], datant de 2023, avec le plan décennal de développement du réseau de Creos de 2022 qui, à son tour, se réfère au PNEC 2020 ; il en résulte un léger écart entre besoins et planification. Cependant, l'écart se résoudra dans les futures itérations du plan de développement du réseau de Creos, qui tiendront compte de la dernière version du PNEC. En effet, la procédure prévue par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité exige que le plan décennal de développement du réseau tienne compte des orientations générales de la politique énergétique.

À noter qu'une nouvelle version du plan de développement est en train d'être préparée par le gestionnaire de réseau de transport Creos. Cette nouvelle version du plan de développement est actuellement en consultation[4]. La mise à jour du PNEC prévue pour juin 2024 constituera la nouvelle base pour les plans de développement du réseau des gestionnaires de réseau.

Le Gouvernement n'exploite ni ne développe lui-même de réseau électrique, aucun budget n'y est donc alloué. La responsabilité de l'exploitation et du développement du réseau de transport incombe au gestionnaire de réseau de transport dans le cadre de sa concession et les projets d'investissements peuvent être consultés dans le plan de développement du gestionnaire de réseau Creos.

Dans son plan d'action, la Commission européenne estime qu'environ 584 milliards d'euros d'investissements sont nécessaires pour les réseaux électriques européens au cours de cette décennie. Creos estime le volume d'investissement pour le réseau de transport à 300 millions d'euros pour la période entre 2024 et 2034 dans son plan de développement déjà mentionné.

Pour assurer un réseau sûr, abordable et soutenant la transition énergétique, il est important que les plans des gestionnaires de réseau soient en cohérence avec le PNEC. Un développement trop ambitieux entraînerait des coûts disproportionnés, sans apporter de bénéfices équivalents. Néanmoins, le PNEC ne définit que les grandes lignes de la transition énergétique, tandis que les plans de développement du réseau préparent de manière détaillée les réseaux aux besoins futurs. Rien n'empêche donc les gestionnaires de réseau d'analyser des scénarios supplémentaires, par exemple en cas de signes d'un déploiement plus important des énergies renouvelables à l'échelle locale.

Coopération avec le Cap Vert en matière de l'hydrogène renouvelable | Question **0534** (26/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon l'accord de coalition « le continent africain a un énorme potentiel, notamment en tant que partenaire stratégique pour les matières premières » et que pour cette raison, « le Gouvernement veillera à créer de nouvelles synergies concernant les énergies renouvelables, notamment en matière de l'hydrogène renouvelable ».

En outre, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) défini par l'ancien Gouvernement, prévoit que « le Luxembourg finalisera une étude de faisabilité de production d'hydrogène en vue de l'exportation avec le Cap Vert ».

Le Cap Vert est en fait un pays partenaire privilégié de la coopération luxembourgeoise depuis la signature d'un premier accord général de coopération en 1993. Dans le cadre du 5e Programme indicatif de coopération (PIC), signé en 2021, le Luxembourg a élargi ses appuis au Cap Vert aux secteurs de la transition énergétique ainsi que de la gouvernance et l'action climatique du pays. Une des cinq « axes d'interventions » couvertes par le PIC est notamment l'axe « Transition énergétique ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que le Gouvernement envisage d'autres synergies en matière de l'hydrogène renouvelable sur le continent africain avec des pays autres que le Cap Vert ?

2) Quand l'étude de faisabilité de production d'hydrogène susmentionnée sera-t-elle achevée ?

3) Est-ce que cette étude sera rendue publique ?

4) Par quels moyens le Gouvernement prévoit-il mettre en œuvre des actions, projets et programmes de coopération basés sur les résultats de l'étude ? Par exemple, est-ce qu'il est prévu que les résultats serviront comme base d'élaboration pour un sixième PIC entre le Cap Vert et le Luxembourg ?

5) Est-ce que le Gouvernement continuera à poursuivre une approche pangouvernementale dans le contexte de la coopération au développement ? Dans l'affirmative, de quelle façon est-ce qu'il est prévu de la faire évoluer à l'avenir ?

6) Toujours dans l'affirmative, comment est-il prévu de développer l'approche pangouvernementale entamée dans cadre précis du Cap Vert ? Qui seront les partenaires clés (publics et/ou privés) envisagés ?

Réponse (30/04/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il convient de noter tout d'abord que l'étude de (pré)faisabilité mentionnée a été lancée et menée hors du cadre prévu par le cinquième Programme indicatif de coopération « Développement – Climat – Énergie » (PIC DCE), couvrant la période de 2021 à 2025, et a dès lors été financée en sus du PIC DCE. Le Gouvernement envisage de procéder par étapes et compte d'abord tirer les conclusions des résultats de l'étude mentionnée. Dans la recherche de possibles synergies en matière d'hydrogène sur le continent africain, il veillera à ce que les priorités des contreparties soient respectées.

ad 2) L'étude de (pré)faisabilité de production d'hydrogène renouvelable (et de ses dérivés) au Cap Vert est achevée. Comme l'indique le communiqué de presse afférent, elle a été remise au Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie du Cabo Verde, Alexandre Monteiro, à l'occasion de son entrevue au Luxembourg, le 15 mars 2024, avec le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, Lex Delles.

ad 3) Le Gouvernement capverdien considère que les résultats de cette étude sont d'une importance stratégique pour le développement économique et industriel du pays et a par conséquent demandé la confidentialité des résultats.

ad 4) La procédure d'élaboration du prochain PIC avec le Cabo Verde n'a pas encore été entamée. Il conviendra d'abord d'attendre la revue à mi-parcours, pour tirer les premières leçons quant à la mise en œuvre du PIC actuel, avant de s'engager dans les prochaines étapes. La mise en œuvre du PIC actuel est susceptible de produire des éléments, qui parviendront à satisfaire certaines recommandations de l'étude de (pré)faisabilité mentionnée. Un exemple est l'étude de faisabilité d'interconnexion maritime entre les multiples systèmes de transport d'électricité sur les différentes îles.

ad 5) L'approche pangouvernementale a notamment été prise en compte dans l'élaboration du nouveau PIC avec le Sénégal qui a été signé le 19 juillet 2023 et dans lequel le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avait été étroitement impliqué. Il est dès lors prévu de mettre l'approche pangouvernementale en œuvre notamment dans ce contexte.

ad 6) Il est renvoyé à la réponse à la question n° 4. Pour ce qui est de la suite de la coopération avec le Cabo Verde dans ce domaine, il convient d'attendre d'abord la revue à mi-parcours du PIC actuel.

Dépistage néonatal | Question **0535** (26/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A ville Länner ginn neigebuere Kanner kuerz no hirer Gebuert am Kader vum Dépistage néonatal op verschidde selte Krankheete getest. Zil vum Screening ass et, verschidde Krankheeten esou fréi wéi méiglech festzestellen, fir wa méiglech direkt mat enger Behandlung ufänken ze kënnen. Hei zu Lëtzebuerg sinn et awer zënter dësem Joer just 6 Krankheeten, no deenen am Screening gesicht gëtt. Am Vergläich mat anere Länner sinn dat just ganz wéineg Krankheeten. An der Schwäiz gëtt op 10 Krankheete getest, an Däitschland sinn et 19 Krankheeten an an Éisträich souguer iwwer 30.

An hirem Programm vun 2023 huet sech d'Regierung verflicht:
„Le Gouvernement fera un inventaire des programmes nationaux de prévention respectivement des plans d'action et de dépistage actuellement en place. Ils feront l'objet d'un contrôle de qualité et d'une analyse d'efficience. Les différents programmes seront prolongés en fonction des résultats de cette analyse. Le cas échéant, ils seront adaptés à la nouvelle stratégie. Les capacités d'examen pour la prévention et le dépistage devront être adaptées aux besoins afin d'éviter des retards de traitement."

De Programm vum Dépistage néonatal ass an der Lëscht vun den opgezielte Programmer dann och ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt hei zu Lëtzebuerg beim Dépistage néonatal just op 6 Krankheete getest, obwuel an anere Länner op däitlech méi Krankheete getest gëtt?

2. Gouf d'Analys iwwert den Dépistage néonatal, wéi en am Accord fir eng Rei vu verschiddene Präventiounsprogrammer ugekënnegt gouf, schonn ofgeschloss?
– Wa jo, wat waren d'Resultater vun der Analys?
– Wann nee, wéini soll dës Analys ofgeschloss sinn?

3. Ass geplangt, an Zukunft d'Unzuel vun de Krankheeten, no deenen am Dépistage gesicht gëtt, ze erhéijen?
– Wa jo, no wéi enge Krankheete soll an Zukunft zousätzlech gesicht ginn?
– Wa jo, bis wéini soll d'Zuel vun de geteste Krankheeten erhéicht ginn?

[3] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/juillet-2023/pnec/pnec-projet-de-mise-jour-luxembourg.pdf

[4] https://www.creos-net.lu/actualites/actualites/article/network-development-plan-2024-2034-electricity-transmission-grid.html

– Wann nee, firwat gëtt d'Zuel vun de Krankheeten net erhéicht?

Réponse (29/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Äntwert op d'Fro 3 geet méi am Detail op d'Critèren an, fir dass eng Krankheet an de Screening opgeholl gëtt.

ad 2. Den Accord de coalition gesäit vir, dass all Programme de dépistage a Plan national soll evaluéiert ginn. Momentan gëtt un enger Methodologie an Zäitschinn fir dës Evaluatioune geschafft.

ad 3. Zu Lëtzebuerg goufe bis 2018, 4 Krankheete gesicht: Phénylcétonurie, Hypothyroïdie congénitale, Hyperplasie congénitale vun de Surrénallen an Déficience vum Enzym MCAD.

Am Joer 2018 koum d'Mukoviszidos dobäi. 2023 gouf decidéiert, den Dépistage fir d'Amyotrophie spinale anzeféieren. Dëse leeft elo säit Ufank 2024.

En Aarbechtsgrupp am Kader vum Plan national maladies rares schafft momentan un enger Lëscht mat weidere Krankheeten, déi kéinten an de Programm opgeholl ginn. Den Haaptcritère, fir eng Krankheet an de Screening opzehuelen, ass d'Méiglechkeet fir eng Therapie bei enger fréier Diagnos. D'Unzuel vun de Krankheeten, no deenen am Dépistage néonatal gesicht gëtt, wäert och weiderhi mam Fortschrëtt vun der Wëssenschaft (Diagnos an Therapie) progressiv ugepasst ginn.

Transparence au niveau communal | Question **0536** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Bierger:innen am Land kommen an hirem Alldag oft a Situatiounen, wou se sech Froe stellen, firwat de Staat oder firwat eng Gemeng eppes mécht, wéi se et maachen. Verschiddener maachen sech dann d'Méi, fir bei der Administratioun oder der Gemeng nozefroen. Transparenz feelt awer nach ëmmer op ville Plazen, wéi och eng Enquête zu der Transparenz beim Staat vum Service juridique vum Staatsministère aus dem Abrëll 2023 weist. An der Ënnersichung ass gekuckt ginn, wéi d'ofgeännert Gesetz vun 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat (och ATO genannt) genotzt gëtt.

Bei dëser Enquête hunn och 36 Gemenge matgemaach. Generell ginn iwwer 90 % vun den Demanden am Kader vum ATO-Gesetz innerhalb vun 90 Deeg beäntwert. D'Etüd weist, dass och Gemenge Froe vu Bierger:innen a Journalist:inne kréien. A méi wéi der Hallschent vun de Fäll gëtt dann awer decidéiert, fir déi gefroten Dokumenter net ze veröffentlechen. Bei de Gemenge ginn a manner wéi 50 % vun de Fäll Donnéeën erausginn. Um Enn sinn et vill Bierger:innen, déi opginn a kee Recours aleeë bei der Commission d'accès aux documents oder viru Geriicht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. D'Fonction publique hält an hire Lignes de bonne conduite fest, dass d'Bierger d'Recht hätten op eng passend Äntwert, déi kloer an einfach formuléiert ass an dëst an engem Délai raisonnable. Den Ombudsman hëlt hei d'Fauschtreegel vun engem Mount als Indicateur, ob eng Fro beäntwert ginn ass oder net.
Huet den Inneministère an deem Zesummenhang scho Kommunikatiounen un d'Gemenge geschéckt, wa jo wéi eng waren dat?

2. Wéi kënne Bierger:innen zu hirem Recht op Informatioun kommen, speziell wat d'Gemenge betrëfft?

3. Wat fir eng Conclusiounen huet d'Regierung aus der Enquête vun 2023 gezunn? Wat fir Ännerunge solle kommen? Wéi eng Ännerunge goufe scho gemaach?

4. Firwat ass d'Prozedur op MyGuichet, fir d'Commission d'accès aux documents ze saiséieren, net accessibel fir Demanden u Gemengen?
– Wäert dofir gesuergt ginn, dass dëst nogeholl gëtt?
– Wa jo, bis wéini?
– Wäert de Minister hei de Kontakt mat de Gemengen ophuelen, fir dësen Tool auszeschaffen a si nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Kommissioun och fir Gemengendokumenter ka saiséiert ginn?

Réponse (26/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Gemengesecteur ass duerch d'Circulaire N° 3651 vum 4. Dezember 2018 iwwert d'Dispositioune vum Gesetz vum 14. September 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat („ATO") informéiert ginn. Zousätzlech Präzisiounen iwwert d'Kommunikatioun vun Dokumenter, déi dem Gemengerot am Kader vun enger Gemengerotssëtzung zur Verfügung gestallt ginn, respektiv d'Kommunikatioun vun Deliberatiounen, déi am „huis clos" geholl ginn, krut de Gemengesecteur iwwert d'Circulaire N° 2023-104 vum 8. August 2023 matgedeelt.

ad 2. Wann d'Bierger Accès op Dokumenter froen, spillen d'Dispositioune vum ATO-Gesetz.

Sollt eng Gemeng refuséieren, Dokumenter erauszeginn, déi net ënner d'Exklusioune vum Artikel 1 Paragraph 2 vum uewe genannte Gesetz falen, kann de Bierger op Basis vum Artikel 10 vun dësem Gesetz d'Commission d'accès aux documents („CAD") schrëftlech innerhalb vun engem Mount, ab der Notifikatioun vum Refus vun der Gemeng, saiséieren, fir en Avis iwwer de Refus ze kréien.

D'CAD kommunizéiert hiren Avis un de Bierger an un d'Gemeng an engem Delai vun 2 Méint. Sollt d'CAD der Meenung sinn, datt d'Dokumenter solle kommunizéiert ginn an ënnert der Viraussetzung, dass d'Gemeng mat deem Avis averstanen ass, huet d'Gemeng een Delai vun engem Mount, fir dëst ze maachen.

Sollt d'Gemeng net mam Avis vun der CAD averstane sinn oder keng Kommunikatioun innerhalb vum Delai vun engem Mount erfollegt sinn, kann de Bierger d'administrativ Juridictiounen an engem Delai vun 3 Méint saiséieren, déi dann en réformation iwwert de Litige statuéieren.

Am Sënn vum Gesetz vum 14. September 2018 gesäit de Gesetzesprojet N° 8218 eng Rei Dispositioune vir, déi fir méi Transparenz suerge sollen an de Bierger d'Méiglechkeet solle ginn, reegelméisseg iwwert d'Aktivitéite vun der Gemeng informéiert ze ginn. Fir een effektiven an transparenten Zougang zu Informatiounen ze garantéieren, gesäit dëse Gesetzprojet vir, datt d'Gemeng periodesch d'Populatioun iwwert d'Deliberatioune vum Gemengerot an d'Attributioune vum Schäfferot informéiert.

ad 3. Wéi am Koalitiounsaccord festgehalen, engagéiert d'Regierung sech, fir e biergernoen an transparente Staat ze schafen. Dozou gehéiert och d'Iwwerschaffe vum Gesetz vun 2018 zur Transparenz an Oppenheet vum Staat. Hei sinn déi zoustänneg Servicer amgaang, en Ännerungsprojet auszeschaffen.

ad 4. Fir de Bierger d'Demandes d'accès à l'information an d'Saisine vun der CAD betreffend Demanden u staatlech Administratiounen ze vereinfachen, huet de Service information et presse vun der Regierung (SIP) eng Plattform geschaf, déi d'Demanden u Ministèren a staatlech Administratiounen zentraliséiert.

All aner Organismen, déi potentiell an de Beräich vum ATO-Gesetz falen, dorënner Établissements publics, Entreprisen, déi eng staatlech Missioun ausüben, oder awer och Gemengen, déi eng eege juristesch Personalitéit hunn, gi vun de Bierger direkt saiséiert a sinn deemno net Deel vun der Plattform vum SIP.

Étude sur l'évolution du différentiel de prix de carburants | Question **0537** (26/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a confirmé lors d'un événement récent que le Statec travaille actuellement sur une étude se penchant sur l'évolution du différentiel de prix de carburants par rapport aux pays limitrophes (carburant transports routiers).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'objectif et les questions de recherche spécifiques de l'étude ?

2) Quand les résultats de l'étude seront-ils publiés ?

Réponse (28/03/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Dans le cadre de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), les travaux concernant la modélisation et les projections de la consommation et production d'énergie ainsi que des émissions de gaz à effet de serre dans les différents secteurs ont été confiés au Statec. Dans ce contexte, le Statec avait calculé la modulation de la taxe CO_2 requise en fonction de l'évolution du différentiel de prix des carburants routiers par rapport aux pays limitrophes afin d'assurer le respect des budgets d'émission cumulés pour la période 2021-2030 dont dispose le Luxembourg. Les travaux du Statec sont reflétés dans le projet de mise à jour du PNEC tel qu'arrêté par le Gouvernement en conseil en juillet 2023.

En vue de la finalisation de la mise à jour du PNEC, le Statec mettra à jour les projections susmentionnées sur base entre autres des données de base, prévisions macroéconomiques et projections macrodémographiques les plus récentes. Il sera dans ce contexte également tenu compte des dernières évolutions du différentiel de prix des carburants routiers par rapport aux pays limitrophes.

ad 2) Les projections susmentionnées du Statec seront incorporées dans la version finale de la mise à jour du PNEC, qui doit être soumise à la Commission européenne au plus tard fin juin 2024.

Familles avec enfants touchées par la précarité | Question **0538** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Verwaltungsgeriicht huet rezent jugéiert, dass de Staat engem Flüchtling, deen eleng geflücht war, op Basis vun eiser Gesetzeslag net kann eng Wunneng refuséieren (Arrêt N° 50138R. E Verweis op kuerzfristeg Léisungen, wéi zum Beispill d'Wanteraktioun, ass och net als zoulässeg jugéiert ginn, mam Verweis op d'Gesetz zu Lëtzebuerg. Méi kompliziéiert gëtt et, wann et bei Flüchtlingen oder och Residenten eng ganz Famill mat Kanner betrëfft. Hei stellen sech eng ganz Rei Froen, wéi een dës Famillje kann ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wann eng Famill mat Kanner hei zu Lëtzebuerg hir Wunneng aus wéi enge Grënn och ëmmer verléiert, den Office social an de Fonds du logement keng Wunnenge fräi huet, wéi eng Hëllefe ginn esou enger Famill op staatlecher Säit ugebueden?

2. Wa Familljen aus anere Länner mussen op Lëtzebuerg flüchten, wéi eng Léisunge kann ee ganze Familljen ubidden, fir hir spezifesch Besoine wéi dee vun der Privatsphär respektéieren ze kënnen?

Réponse (29/04/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat d'Ënnerbréngung vu Famillje betrëfft, déi hir Wunneng verloosse mussen, sinn an éischter Linn d'Gemenge gefuerdert.

Donieft kënne betraffe Familljen sech awer och un den zoustännegen Office social wenden, deem seng Missiounen am Artikel 7 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale definéiert sinn. Den Office social kann dann op verschidden Aart a Weisen hëllefen, woubäi ëmmer déi individuell Situatioun berücksichtegt gëtt, zum Beispill:

– duerch eng materiell oder finanziell Ënnerstëtzung,
– duerch Berodung, esouwéi duerch eng Begleedung bei administrativen Demarchen a bei der Ufro vu sozialen Hëllefen,
– duerch eng Orientéierung bei spezialiséierte Servicer am Fall wou spezifesch Vulnerabilitéiten oder Besoine bestinn,
– andeems en, falls néideg an an der Limitt vun de legale Konditiounen, eng Referenzadress ufreet a sécherstellt, dass d'Famill hir sozial Rechter behält,
– andeems e probéiert, sech ëm eng kuerzfristeg a kuerzzäiteg Noutënnerbréngung ze këmmeren, falls d'Famill selwer keng Méiglechkeet fënnt, fir ënnerdaach ze kommen.

Net all Office social verfüügt iwwert en eegene Park u Wunnengen, esou dass d'Handlungsméiglechkeete fir eng Noutënnerbréngung ënnerschiddlech sinn. An der Reegel gëtt et dofir eng enk Zesummenaarbecht mat de Gemengen an Associatiounen aus dem Wunnberäich. Wann trotz allen Efforten net matzäiten eng passend Léisung fonnt gëtt, besteet d'Méiglechkeet vun enger temporärer Ënnerbréngung an engem Hotel oder enger Jugendherberg.

Den Office social ka just op Demande vun der concernéierter Famill selwer aktiv ginn. Allgemeng gëllt, datt Familljen, déi riskéieren, hir Wunneng ze verléieren, esou fréi wéi méiglech Hëllef froe sollen, fir preventiv Moossnamen anzeleeden a Léisunge fir den Eeschtfall ze preparéieren. Nieft dem Office social kënnen hei och verschidden ëffentlech a konventionéiert Ulafplazen hëllefen, déi spezifesch fir d'Begleedung vu Kanner a Familljen an Noutsituatiounen zoustänneg sinn, an déi gréisstendeels dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ënnerstinn.

De Familljeministère konventionéiert ausserdeem verschidden Associatiounen, déi Wunnengen a Wunnengsstrukture geréieren an déi iwwert ënnerschiddlech laang Zäitraim fir Familljen an Nout Wunnengen zur Verfügung stellen. Esou kënne si zum Beispill eng Perspektiv bidde fir Familljen, déi vun engem Wunnengsverloscht bedrot oder betraff sinn, an dëse Familljen hëllefen, hir Selbststännegkeet ze erhalen, falls e Retour op de private Wunnengsmaart net direkt méiglech ass. Aner Ministèren ënnerstëtzen änlech Initiativen, zum Beispill am Kader vun der Gestion locative sociale.

ad 2. Persounen, deenen hir Demande fir international Schutz unerkannt gëtt, sougenannt „Bénéficiaires de protection internationale (BPI)", hunn de selwechten Usproch op Ënnerstëtzung ewéi all anere Resident am Land.

Convocations des conseils communaux | Question **0539** (26/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gemengegesetz sinn an den Artikelen 12 an 13 d'Delaien a verschidde Modalitéite festgehalen, wéi de Gemengerot muss zesummekommen. D'Gemengeconseillere gi convoquéiert, mee iwwert d'Form, wéi dëst geschéie muss, ass d'Gesetz allerdéngs net präzis.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. A wéi enger Form kënnen d'Convocatioune vum Gemengerot gemaach ginn? Geet een einfache Mail un d'Adress vum Gemengeconseiller duer oder muss d'Invitatioun per ageschriwwene Bréif gemaach ginn?

2. Wéi gesäit et aus mat der Charge de la preuve, am Fall wou ee Gemengeconseiller keng Convocatioun kritt?

3. Am Artikel 13 steet: „Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence."
Mir ass bekannt, dass verschidde Schäfferéit Punkten ënnert der Form vun enger Question préalable oder änleche Forme bäisetze loossen. Gëtt dëst erlaabt, och wa keng Urgence besteet?

4. Wéi mussen d'Bierger:innen iwwert de Changement vum Ordre du jour informéiert ginn? Muss de Changement virum Ufank vum Gemengerot op der Websäit veräffentlecht ginn?
– Wéi laang am Viraus, wann et keng Urgence ass?
– Wéi laang am Viraus, wann et eng Urgence ass?

Réponse (19/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Gemäss dem Artikel 13 Alinea 1 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 muss dem Gemengeconseiller d'Convocatioun schrëftlech op d'Adress vu sengem Wunnsëtz geschéckt ginn, dëst op d'mannst 5 Deeg virun der Sitzung. D'Gemengegesetz gesäit deemno vir, datt d'Convocatioun schrëftlech gemaach gëtt an op säi Wunnsëtz muss geschéckt ginn. D'Gemengegesetz iwwerléisst dem Schäfferot de Choix, wéi d'Convocatioun zougestallt gëtt.

D'Gemengegesetz gesäit weeder vir, datt d'Convocatioun dem Conseiller per E-Mail zougestallt ka ginn, nach, datt dem Conseiller d'Convocatioun iwwert de Wee vun engem ageschriwwene Bréif muss zougestallt ginn.

Eng elektronesch Zoustellung iwwer Mail vun der Convocatioun riskéiert awer contraire zum 1. Alinea vum Artikel 13 vum Gemengegesetz ze sinn, well d'Konditioun vum „à domicile" an dësem Fall net ka garantéiert ginn.

Fir dem Verschécke vun de Convocatiounen iwwert de Wee vun enger einfacher Mail eng rechtlech Basis ze ginn, sinn Dispositiounen am Projet de loi N° 8218 virgesinn, notamment, datt de Conseiller d'Convocatioun entweeder schrëftlech op säin Domicile zougestallt kritt, oder datt hien d'Convocatioun iwwert de Wee vum Courrier électronique geschéckt kritt.

ad 2. Wéi et am Artikel 12 vum ofgeännerte Gemengegesetz virgesinn ass, convoquéiert de Schäfferot de Gemengerot, ausser et handelt sech ëm eng Urgence. D'Aart a Weis, wéi dës Zoustellung gemaach gëtt, ass dem Schäfferot iwwerlooss, sous réserve, datt d'Konditiounen, esou wéi se am Artikel 13 virgesi sinn, respektéiert ginn.

D'Convocatioun kann deemno iwwert de Postwee verschéckt ginn, oder, wéi et meeschtens de Fall ass, gëtt d'Convocatioun vun engem Mataarbechter vun der Gemeng dem Conseiller heem gedroen. Fir datt de Schäfferot eng Preuve huet, datt de Conseiller seng Convocatioun kritt huet, ass et normalerweis esou, datt de Mataarbechter vun der Gemeng sech vum Conseiller bescheinege léisst, datt hien d'Convocatioun zougestallt krut.

ad 3. Laut Artikel 13 Alinea 2 vum uewe genannte Gesetz ass et wärend enger Sitzung net méi erlaabt, e Punkt op den Ordre du jour bäizesetzen, ausser et handelt sech ëm eng Urgence[5].

Gemäss Artikel 13 Alinea 3 vum ofgeännerte Gemengegesetz kann all Conseiller froen, fir e Punkt op den Ordre du jour vum Gemengerot bäigesat ze kréien[6].

Wat d'Question préalable ugeet, esou ass déi net als neie Punkt ze consideréieren, mee als Fro zu engem Punkt, deen um Ordre du jour vum Gemengerot steet.

ad 4. D'Gemengegesetz gesäit am 1. Alinea vum Artikel 13 vir, datt d'Convocatioun mam Ordre du jour vun de Gemengerotssitzunge „par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle ainsi que sur le site Internet de la commune" publizéiert gëtt.

De Fall gesat, et handelt sech net ëm eng Urgence an den Ordre du jour gëtt op Basis vum Artikel 13 Alinea 3 vum Gemengegesetz geännert, well e Conseiller gären e Punkt op den Ordre du jour bäigesat hätt, gëtt de modifizéierten Ordre du jour an der Gemeng affichéiert a kann zousätzlech um Internetsite vun der Gemeng publizéiert ginn.

Am Fall vun enger Urgence stellt sech d'Fro vun der Publikatioun vum Changement vum Ordre du jour net, well d'Urgence just „séance tenante" festgestallt ka ginn, an deemno keng Publikatioun méi méiglech ass.

Well eng „Question préalable" och just an enger Sitzung ka gestallt ginn, ass och hei eng Publikatioun net méiglech.

Offre scolaire | Question **0540** (27/03/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Aus dem Koalitiounsaccord vun 2023–2028 geet ervir, datt d'Offer un nei gegrënnte Sektiounen, wéi beispillsweis d'Sektioun R (Politique et développement durable), och soll op aner Regiounen aus dem Land erweidert ginn.

Et besteet nämlech momentan eng limitéiert Offer fir esou Sektiounen, wéi déi beispillsweis uewe genannte Sektioun, déi nëmmen an engem Stater Lycée zougänglech ass.

Des Weidere gesäit de Koalitiounsaccord net nëmmen eng Erweiderung fir déi nei Sektioune vir, mee proposéiert, de Prinzipp vun de Sektiounen ofzeschafen.

Dëst neit Konzept soll de Lycéesschüler méi Fräiheet am Choix vun hire Fächer loossen.

[5] Article 13, alinéa 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence. L'urgence est déclarée par la majorité des membres présents. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal. »

[6] Article 13, alinéa 3 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « Tout objet d'intérêt communal qu'un membre du conseil communal demande au bourgmestre de faire figurer à l'ordre du jour du conseil doit y être porté par le collège des bourgmestre et échevins, pour autant que la demande motivée a été faite par écrit et trois jours au moins avant la date de la réunion du conseil. »

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. A wéi engem Zäitraum gesäit den Educatiounsministère vir, fir déi nei gegrënnte Sektiounen op aner Regiounen am Land ze erweideren?

2. Steet d'Erweiderung vun neie Sektiounen an alle Regiounen net am Widdersproch zur Ofschafung vum Konzept vun de Sektiounen?

3. Huet den Educatiounsministère schonns ugefaang mam Ausschaffe vun engem Pilotprojet?
– Wa jo, wou ass de Pilotprojet drun?

4. Et geet ervir, datt verschidde Lycéeë sech interesséiert u sou engem neie Konzept weisen. Wéi eng Lycéeë sinn dat?
– A wéi géifen déi interesséiert Lycéeën an de Pilotprojet mat integréiert ginn?

Réponse (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass virgesinn, datt déi nei Sektiounen an d'Offer vu weidere Lycéeë kënnen opgeholl ginn, soubal se eemol de ganzen Zyklus vun 3e bis 1re duerchlaf hunn.

ad 2. bis 4. Ech verweisen den honorabelen Deputéierten op de Gesetzesprojet Nr. 8375 (Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique), deen de 16. Abrëll 2024 deposéiert gouf. Mat dësem Gesetzesprojet soll déi legal Basis fir dräi nei Sektiounen, mat deenen déi schoulesch Offer am Enseignement secondaire erweidert gëtt, geschafe ginn. All Sektioun, déi an eisem Schoulsystem ugebuede gëtt, brauch eng legal Basis, fir de jeeweilege Schüler déi néideg Rechtssécherheet ze garantéieren, notamment am Kader vum Premièresexamen. Et handelt sech deemno hei ëm eng Noutwennegkeet am Kader vum aktuelle System, onofhängeg vun der Zilsetzung, déi am Regierungsprogramm steet, fir e Pilotprojet auszeschaffen, an deem op d'Strukturéierung vun de Classes supérieures duerch Sektioune verzicht gëtt, fir op dës Manéier de Schülerinnen a Schüler méi e breede Choix, wat d'Zesummesetzung vun de Fächer ubelaangt, ze erméiglechen.

Aktuell gëtt un engem Konzept fir esou e Pilotprojet geschafft, dat, esoubal et steet, de Lycéeë wäert virgestallt ginn. Réischt da wäert en Opruff un d'Lycéeë gemaach ginn, fir bei deem Pilotprojet matzemaachen.

Thérapies à médiation artistique | Question **0541** (27/03/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Les thérapies à médiation artistique sont désormais établies dans le paysage national et international des professions de santé comme un élément essentiel des soins thérapeutiques, bien qu'elles ne soient pas réglementées sur le plan professionnel.

Le rapport « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de 2019 encourage le Luxembourg à réglementer la profession de l'artthérapeute, afin d'assurer la qualité de la formation et des prestations.

Actuellement, les thérapeutes à médiation artistique travaillant dans les secteurs sous tutelle du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Éducation ou encore du Ministère de la Famille, sont en partie employé.e.s en tant qu'art-thérapeutes, d'autres en tant qu'éducateur.rice.s, psychologues, infirmier.ère.s, etc.

Dans sa réponse à la question orale n° 43 relative à la musicothérapie, Madame la Ministre a reconnu l'existence de travail de qualité dans le domaine des thérapies à médiation artistique dans de nombreuses institutions, et a annoncé une analyse approfondie et la création d'une base légale pour encadrer ces activités.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le calendrier des travaux relatifs à l'analyse en question ?

2) Endéans quel délai les premiers résultats de cette analyse pourraient-ils être disponibles ?

3) Combien de personnes travaillant pour les secteurs étatiques et paraétatiques offrent actuellement des services en thérapie à médiation artistique ? Sous quel régime ces personnes sont-elles employées ?

Réponse (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'analyse du domaine des thérapies à médiation artistique doit se faire dans le cadre plus global de la réforme des professions de santé en vue de les adapter à la pratique sur le terrain. De nouvelles professions sont également en cours de discussion.

Dans ce cadre, il y a lieu de rassembler les informations concernant la réglementation de thérapies similaires dans les régions frontalières.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en train de finaliser le plan de travail sur l'ensemble des projets à analyser et réaliser pour les années à venir parmi lesquels figure également l'analyse d'une possible reconnaissance des activités thérapeutiques évoquées.

ad 3) Étant donné qu'il n'existe actuellement aucune profession réglementée dont les attributions recouvrent les activités thérapeutiques évoquées, tout recensement se trouve biaisé étant donné que la définition des activités dépend de l'appréciation des personnes auxquelles la requête de données est adressée.

Examen du permis de conduire | Question **0542** (27/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Medien hu bericht, datt an Däitschland quasi all zweete Kandidat duerch den theoreetesche Führerschäinsexame fält.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

1. Wéi héich ass den Taux d'échec bei den theoreeteschen Examen zu Lëtzebuerg? Gëtt et do statistescht Material?

2. Wéi vill Kandidate mussen den Exame méi wéi eemol maachen?

3. Gëtt et an deem Zesummenhang Ënnerscheeder jee no Kategorie vu Führerschäinsexamen?

4. Wéi huet sech d'Zuel vun de Kandidate fir den theoreetesche Führerschäinsexamen an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

5. Wéi héich ass, jee no Kategorie, den Taux d'échec beim praktesche Führerschäinsexamen?

6. Wéi vill Kandidate mussen dësen Examen, jee no Kategorie, méi wéi eemol widderhuelen?

Réponse (29/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei den theoreeteschen Exame war den Taux de réussite an de leschte Joren (2017–2023) an der Moyenne bei 80 % respektiv den Taux d'échec bei 20 %. D'Zuele weise gutt, dass ab 2019 nei Examensfroe bäigesat goufen. Am Joer 2020 gouf et e coronabedéngte Lockdown, wou d'Kandidate méi Zäit hate fir ze léieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Heiriwwer gi keng Statistik oder Zuelen zesummegestallt.

ad 3. D'Zuele weisen, dass et jee no Kategorie kaum en Ënnerscheed gëtt. Bei dem Busführerschäin (D) ass den Taux d'échec en moyenne liicht méi héich.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. An deene leschte fënnef Joer ass d'Unzuel vun den theoreeteschen Exame vun 11.073 op 13.849 eropgaangen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5. Am grousse Ganze gëtt de prakteschen Examen zu 55–60 Prozent gepackt, den Taux d'échec ass deemno tëschent 40 a 45 Prozent.

De B-Führerschäi mécht ongeféier 80 % vun allen Examen aus. Et kann een hei feststellen, dass an der Moyenne den Taux de réussite am Fall vu „conduite accompagnée" bei 58 % läit, wärend en am Fall vum normale Regime nëmme bei 47 % läit.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. Heiriwwer gi keng Statistik oder Zuelen zesummegestallt.

Apprentissage pour jeunes en situation de handicap | Question **0543** (27/03/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

En France, les travailleurs handicapés ont la possibilité de suivre un apprentissage. Pour répondre à leurs besoins spécifiques, ils peuvent bénéficier d'aménagements particuliers, tels que la mise à disposition de matériel pédagogique spécifique ou la possibilité de suivre une formation « à distance ».

Au Luxembourg, par contre, il ne semble pas possible pour un jeune en situation de handicap de bénéficier d'un statut de salarié handicapé pendant un apprentissage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Pourquoi n'est-il pas possible pour un jeune en situation de handicap de faire un apprentissage tout en ayant le statut de salarié handicapé ?

– Qu'en est-il des apprentissages en cours d'emploi ? Est-ce que d'autres dispositions sont prévues lorsque la personne bénéficie déjà du statut de salarié handicapé lorsqu'elle intègre un apprentissage en cours d'emploi ?

– Est-il prévu de remédier à cette situation le plus rapidement possible afin de faciliter l'accès des personnes handicapées au marché du travail en général et aux apprentissages en particulier ? Dans l'affirmative, s'inspirerait-on du modèle français ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'accès à l'apprentissage est régi par les dispositions des articles L.111-1. à L.111-12. du Code du travail.

Ainsi, le statut de la personne à former est soit celui de l'apprenti lorsqu'il s'agit d'un contrat d'apprentissage, soit celui de l'élève stagiaire lorsqu'il s'agit d'une convention de stage de formation. Par conséquent, la nature de la relation de travail change lorsque la personne souhaite intégrer un apprentissage en cours d'emploi parce que l'apprenti n'est pas un salarié au sens du Code du travail. Il en résulte que le facteur déterminant pour pouvoir avoir accès à l'apprentissage n'est pas le « statut du salarié handicapé » en tant que tel, mais la relation de travail de la personne.

Bien qu'il n'existe pas de disposition légale spécifique dans la législation relative à la formation professionnelle prévoyant le statut du salarié handicapé pendant un apprentissage, il existe différentes mesures d'aide qui peuvent être mises en place pour un élève en situation de handicap.

L'accent n'est toutefois pas mis sur le « handicap » de l'élève, mais plutôt sur la mise en place de mesures visant à répondre aux besoins éducatifs spécifiques de l'élève.

En vertu de l'article 1er, point 3°, de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, constitue un enfant ou jeune à besoins éducatifs spécifiques, « un enfant ou un jeune qui selon les classifications internationales présente des déficiences ou difficultés ou qui a, de manière significative, plus de mal à apprendre que la majorité des enfants ou jeunes du même âge. Est également un enfant ou un jeune à besoins éducatifs spécifiques, un enfant ou un jeune à haut potentiel qui nécessite une prise en charge spécialisée lui permettant de déployer au maximum ses facultés ou son potentiel. »

Un ensemble de mesures peuvent être prises ayant pour but de compenser les déficiences relatives aux besoins éducatifs spécifiques ou au handicap de l'élève.

Il peut s'agir de mesures pédagogiques telles que :

– l'appui scolaire ;
– l'adaptation de l'enseignement en classe ;
– l'adaptation du contenu de l'enseignement ;
– la prise en charge par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques du lycée.

Un élève de l'enseignement secondaire ou de la formation des adultes, qui a des besoins éducatifs spécifiques, peut, par exemple, encore s'adresser à la Commission d'inclusion du lycée qu'il fréquente ou à la Commission des aménagements raisonnables (CAR), en vue d'obtenir des aménagements raisonnables.

Conformément à l'article 1er, point 1bis, de la loi précitée, les aménagements raisonnables constituent un « ensemble de mesures qui peuvent porter sur l'enseignement en classe, les tâches imposées à l'élève pendant les cours ou en dehors des cours, les épreuves d'évaluation en classe, les épreuves des examens de fin d'études secondaires ou de fin d'apprentissage et les projets intégrés, ayant pour objectif de faire valoir à l'élève les compétences acquises et qui consistent en les mesures mentionnées à l'article 14ter, paragraphe 1er, points 6° et 7°, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et à l'article 55-3 ».

La CAR peut ainsi, par exemple, décider du remplacement d'une partie des questions des épreuves de l'examen de fin d'apprentissage ou encore décider que des aides technologiques ou des aides humaines doivent être mises en place pour l'élève concerné.

Concernant plus précisément les élèves de la formation professionnelle, la CAR prend ses décisions en concertation étroite avec le représentant de la formation professionnelle, qui a d'ailleurs une voix délibérative au sein de la CAR, ce qui montre l'importance accordée par le législateur à cette voie de formation.

Les décisions et les avis rendus par la CAR sont applicables aussi dans le contexte du stage d'apprentissage des élèves. Il est fréquent que la CAR s'entretienne avec les patrons de stage et avec le Service de la formation professionnelle (SFP) pour affiner la mise en place des aménagements raisonnables dont bénéficie l'élève.

Les avis émis par la CAR pour les élèves de la voie professionnelle sont transmis au SFP et aux différentes chambres professionnelles concernées. Les élèves de la formation professionnelle bénéficient de ces mesures pour le Projet intégré intermédiaire (PII) et le Projet intégré final (PIF).

À côté des aménagements raisonnables qui peuvent être mis en place par la CAR ou la Commission d'inclusion du lycée, le personnel des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée soutient également les élèves à besoins éducatifs spécifiques qu'ils prennent en charge dans le cadre de la recherche d'un apprentissage.

Enfin, il existe encore l'Agence pour la transition vers une vie autonome (ATVA) qui accompagne et conseille des jeunes ayant des besoins éducatifs spécifiques qui se trouvent en transition entre l'école et le travail et qui souhaitent, par exemple, suivre un apprentissage.

Les conseillers de l'ATVA aident les jeunes à établir leur propre projet professionnel et les accompagnent ensuite dans toutes les étapes de la mise en œuvre de celui-ci. Ils mettent en place des offres personnalisées et adaptées à chaque jeune.

Ils les aident activement à trouver des employeurs disposés à former des jeunes en situation de handicap. Les conseillers de l'ATVA deviennent ainsi l'interlocuteur entre l'employeur, l'école et le jeune, en proposant différents soutiens :

Pour les employeurs :

– sensibilisation au besoin spécifique, mais surtout aux atouts que présente le jeune ;
– échanges réguliers sur le déroulement de la formation sur le lieu de travail ;
– anticipation des difficultés éventuelles que le jeune puisse rencontrer sur le lieu de travail et élaboration commune de solutions pour offrir à celui-ci les meilleures conditions de travail possibles ;
– en cas de besoin : proposer une aide pour réaménager le poste de travail.

Pour l'établissement scolaire :

– échanges réguliers avec les enseignants et le jeune ;
– si nécessaire : établir un plan d'aide avec le jeune, les enseignants concernés et le conseiller de l'ATVA ;
– si nécessaire : demander avec l'école des aménagements raisonnables pour que le jeune à besoins spécifiques ait les mêmes chances de réussir le volet scolaire de son apprentissage que les élèves n'ayant pas de handicap.

Pour le jeune :

– entretiens de conseil individuels réguliers ;
– différentes offres de soutien, dans la mesure où elles sont souhaitées par le jeune, comme par exemple :
• l'accompagnement aux entretiens d'embauche ;
• le soutien dans la recherche d'un employeur ;
• l'aide à l'inscription à l'ADEM, ainsi qu'à d'autres tâches administratives éventuelles ;
• l'accompagnement aux entretiens et aux séances d'information de l'ADEM ;
• la mise en réseau avec différents services sociaux.

L'ensemble de dispositions décrites ci-avant permettent de favoriser l'inclusion et la réussite scolaire des élèves à besoins éducatifs spécifiques et elles offrent l'avantage d'impliquer tous les acteurs autour de l'élève.

Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise | Question **0544** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

LU-CIX ass een nationalen Internet Exchange Point zu Lëtzebuerg, deen als Service de Schutz vu kriteschen Netzer an Hosts proposéiert. D'ASBL gëtt et säit 2009. Rezent huet LU-CIX ugekënnegt, dass déi franséisch Firma Acorus Networks, déi sech op de Schutz virun DDoS-Attacke spezialiséiert huet, Deel vum Netzwierk gëtt. Si hu laut eegenen Aussoen och Staaten als Clienten.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Schafft d'Regierung mat LU-CIX oder Acorus Networks zesummen? Wa jo, wéi gesäit dës Zesummenaarbecht aus?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt Lëtzebuerg am Domaine DDoS Scrubbing gutt genuch opgestallt ass?

3. Den deemolege Premier Xavier Bettel hat 2018 ugekënnegt, dass ee „Centre national de mitigation des attaques DDoS pour les situations de crise" soll opgebaut ginn. Ass den DDoS Scrubbing am Moment schonn aktiv? Wa jo, säit wann? Wann nee, firwat net?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 0522 erklärt de Premier: „Le système est conçu pour être hautement redondant et il est distribué sur différents centres de données." Wéi konnt et dann awer dozou kommen, dass et ongeféier 6 Stonne gedauert huet, bis d'Sitten, fir déi den CTIE zoustänneg ass, erëm online waren?

Réponse (26/04/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Lëtzebuerg ass haut gutt opgestallt, fir massiv DDoS-Attacke géint kritesch Infrastrukturen ofzewieren. D'Defense-Kapazitéiten an d'Technike mussen natierlech stänneg un d'Situatioun vun der Menace ugepasst ginn. De CTIE huet, wéi och an der Äntwert op d'Fro N° 0522 erwäänt, verschidde Protektiounsmechanismen en place, fir DDoS-Attacken op d'Systemer vum Staat ofzewieren.

Als Reaktioun op déi weltwäit ëmmer weider zouhuelend Menace vu gréisseren DDoS-Attacken, huet déi viregt Regierung 2018 decidéiert, een nationalen DDoS Scrubbing Center ze schafen an deen ass och säit Enn 2020 voll operationell.

Den DDoS Scrubbing Center ass e Krisegestiounsinstrument, dat am „Plan d'intervention d'urgence cyber" (PIU Cyber) definéiert ass an et erlaabt, massiv volumeetresch DDoS-Attacke géint kritesch Infrastrukturen an aner kritesch Entitéiten ofzewieren. Am Optrag vun der Regierung bedreift LU-CIX GIE an Zesummenaarbecht mat Restena operativ den nationalen DDoS Scrubbing Center. Dës Missioun baséiert op Konventioune mam HCPN fir de Finanzement vun der Infrastruktur a mam Wirtschaftsministère fir de Finanzement vun der Exploitatioun vum DDoS Scrubbing Center.

Et ass virgesinn, dass déi verschidden Entitéiten an éischter Linn ugehale sinn, selwer Protektiounsmoossnamen ze ergräifen, fir sech géint DDoS-Attacken ze schützen an nëmmen am Fall, wou dës Moossnamen net gräife géifen an et doduerch zu massiven Impakter um nationalen Niveau komme kéint, kann, esou wéi am PIU Cyber definéiert, den DDoS Scrubbing Center aktivéiert ginn.

Vu dass et verschidden Aarte vun DDoS-Attacke gëtt, mussen d'Mechanismen, wéi virdrun erwäänt, un déi jeeweileg Attack ugepasst ginn, fir se kënnen erfollegräich ofzewieren. Dat war och de Fall den 21. Mäerz a wärend dëser Zäit waren d'Websitten zäitweis net accessibel.

Am Kader vun der geplangter Modernisatioun ass virgesinn, d'Ofwierkapazitéite vum DDoS Scrubbing Center weider ze erhéijen a kontinuéierlech un déi nei DDoS-Attack-Methoden unzepassen.

Ventes des carburants | Question **0545** (28/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors de la Commission des Finances et du Budget du 8 mars 2024, l'Administration des douanes et accises a présenté l'évolution des principales recettes en 2023, y inclus le total annuel des quantités d'essence et de gasoil mises en consommation.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres mensuels des ventes de carburants pour 2023 et pour les trois premiers mois de 2024 (litres vendus ainsi que recettes réalisées pour l'essence et le gasoil) ?

2) Comment la fiscalité sur les carburants a-t-elle évolué au cours de 2023 et les trois premiers mois de 2024 dans nos pays voisins pour l'essence et pour le gasoil ?

Réponse (25/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

En réponse à la première question de l'honorable Députée, voici deux tableaux reprenant les quantités vendues ainsi que les recettes par mois et par produits pour les quinze derniers mois.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour ce qui est de l'évolution de la fiscalité sur les carburants, les graphiques ci-dessous montrent qu'il n'y a pas eu de changements ces trois dernières années, sauf en ce qui concerne le diesel professionnel en Belgique. En effet, l'avantage fiscal dont bénéficient les entreprises de transport de marchandises a légèrement baissé depuis 2022. Les taux des droits d'accise sont exprimés en euros par 1.000 litres.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

À toutes fins utiles, voici également une comparaison des taux des droits d'accise avec nos pays voisins, exprimés en euros par 1.000 litres.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Mineurs non accompagnés | Question **0546** (28/03/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Les guerres, les conflits armés, l'insécurité et les conséquences du changement climatique forcent beaucoup d'enfants à se déplacer. Parfois, ils sont séparés de leurs parents et poursuivent leur quête d'une vie sûre et meilleure seuls. Ainsi ils sont vulnérables non seulement par leur déplacement, mais aussi par le fait d'être enfant. C'est pourquoi Unicef rappelle la primauté du droit de la Convention internationale des droits de l'enfant sur la législation relative à l'immigration dans leur rapport « Enfants non accompagnés – Mettre l'enfant au centre » de novembre 2023. Dans ce rapport Unicef insiste également sur l'utilisation de la terminologie « enfants non accompagnés » afin de rappeler qu'il s'agit avant tout d'enfants, bien que le droit européen emploie la terminologie « mineur non accompagné ».

Selon mes informations, les structures d'accueil destinées aux mineurs non accompagnés étaient au maximum de leurs capacités en automne 2023. Pourtant, elles seraient très peu occupées actuellement. S'agissant de personnes doublement vulnérables une attention particulière doit être apportée à leur situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la terminologie « enfants non accompagnés » préférée par Unicef ?

2) Combien de mineurs non accompagnés sont arrivés dans les structures d'accueil de l'Office national de l'accueil par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

3) Combien de mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

4) Combien de mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection temporaire par mois en 2023 et durant les trois premiers mois de 2024 ?

5) Quelles sont les capacités du primo-accueil pour les mineurs non accompagnés et combien de places sont actuellement libres ?

6) Combien de structures accueillent les mineurs non accompagnés avant et après l'introduction de leur demande de protection internationale ? Dans quelles communes se trouvent ces structures ?

7) La procédure appliquée pour les réfugiés mineurs non accompagnés a-t-elle été modifiée récemment ? Dans l'affirmative, quels changements ont été effectués ? Quelles en sont les raisons ?

8) Existe-t-il des différences procédurales au niveau de l'accueil, de l'accompagnement ou de l'encadrement pour les mineurs non accompagnés demandant une protection internationale et pour les mineurs non accompagnés demandant une protection temporaire ? Dans l'affirmative, quelles sont ces différences et quelles en sont les raisons ?

Réponse (02/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Gouvernement n'est pas favorable à la terminologie « enfants non accompagnés » alors que la terminologie utilisée à savoir « mineur non accompagné » provient de la législation européenne et nationale. Les termes « enfants non accompagnés » ne sont définis ni par la loi, ni par les directives.

ad 2) L'ONE recense le nombre global de mineurs non accompagnés intégrant les structures d'accueil du dispositif de l'Aide à l'enfance et à la famille. Ces chiffres sont publiés biannuellement sur le site officiel du MENJE et ceci en date du 01/04 et du 01/10.

01/04/2023 : 144 MNA
01/10/2023 : 156 MNA
01/04/2024 : 153 MNA

ad 3) En 2023, un total de 146* mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale.

Par mois :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour les 3 premiers mois de 2024 :

- janvier : 2
- février : 3
- mars : 2.

ad 4) En 2023, 3 (2 en août, 1 en novembre).

En 2024, 2 (1 en février et 1 en mars).

ad 5) En date du 22 avril 2024, le primo-accueil pour les mineurs non accompagnés dispose d'une capacité de 18 places pour un accueil permanent, dont 14 places sont actuellement libres. Il va sans dire que le nombre de places libres peut être soumis à une fluctuation quasi quotidienne.

ad 6) Actuellement 16 structures accueillent des mineurs non accompagnés avant et après l'introduction de leur demande de protection internationale. Ces structures se trouvent sur le territoire des communes suivantes :

- Clervaux
- Differdange
- Esch-Alzette
- Kopstal
- Luxembourg-ville
- Mamer
- Mersch
- Stauséigemeng
- Strassen
- Troisvierges.

ad 7) Aucune modification de la procédure proprement dite n'est intervenue, à part le fait que depuis le 1er février 2024 les mineurs non accompagnés sont directement accueillis dans un foyer exclusivement pour mineurs.

ad 8) Au niveau procédural, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, transposant la directive 2001/55/CE, ne prévoit pas d'administrateur ad hoc pour un mineur non accompagné qui demande la protection temporaire, mais seulement un tuteur. Par contre, un mineur non accompagné demandeur de protection internationale se voit désigner, en plus d'un tuteur, un administrateur ad hoc chargé d'assister et de représenter le mineur au cours des procédures relatives à sa demande de protection internationale.

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il n'existe pas de différences procédurales au niveau de l'accueil, de l'accompagnement ou de l'encadrement pour les mineurs non accompagnés demandant une protection internationale et pour les mineurs non accompagnés demandant une protection temporaire.

Recommandations de l'Observatoire national de la politique climatique | Question **0547** (28/03/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

A sengem Avis vum 25. Mäerz 2023 schwätzt sech den nationalen Observatoire fir Klimapolitick géint eng

allgemeng Verlängerung vu staatleche Subventiounen op fossillen Energien aus, well dës net effektiv de Klimawandel bekämpfe géif an och net nohalteg ze finanzéiere wier. An deem Kontext recommandéiert den Observatoire der Politick och, fir déi fossill Energien aus dem Wuerekuerf fir den Index erauszehuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

– Wéi gedenkt d'Regierung, mat de Recommandatioune vum Observatoire fir Klimapolitick ëmzegoen?

– Ass d'Regierung gewëllt der Propositioun nozekommen, fir déi fossill Energien aus dem Wuerekuerf fir den Index erauszehuelen?

Réponse (29/04/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Regierung hëlt d'Recommandatioune vum Observatoire fir Klimapolitick eescht a wäert dës Recommandatiounen an hir politesch Decisiounen afléisse loossen.

Wat staatlech Energie-Subventiounen ubelaangt, déi am Kader vun den Tripartitt-Accorden zanter 2022 agefouert an deels verlängert goufen, ass ze bemierken, datt dës Mesuren als zäitlech limitéiert Äntwert op eng geopolitesch ugedriwwen Inflatiounskris ze gesi sinn. Donieft ass ze präziséieren, datt net all déi besote Subventiounen de Konsum vu fossillen Energien ënnerstëtzen. En attraktive Stroumpräis zum Beispill ass och an Zukunft noutwenneg, fir d'Transitioun op klimafrëndlech Technologien an de Beräicher vum Wunnen a vun der Mobilitéit ze fërderen.

Den Indice des prix à la consommation national (IPCN) ass déi offiziell Mesure vun der Inflatioun zu Lëtzebuerg. An deem Indice ginn et iwwer 300 verschidde Kategorië vu Gidder an Zerwisser, deenen hir Gewiichtung op den Ausgabe vun de Stéit berout. D'Gewiichtung gëtt all Joer aktualiséiert, fir Ännerungen am Konsumverhale vun de Stéit ze berücksichtegen. De Wuerekuerf soll e méiglechst realistescht Bild vum Konsumbehuelen zu Lëtzebuerg erëmspigelen.

Den Indexsystem baséiert um IPCN. De Regierungsprogramm gesäit vir, datt den Indexsystem a senger haiteger Form bäibehale gëtt. Dofir kënne gréisser Upassungen um aktuellen Indexsystem just am Sozialdialog virgeholl ginn.

Conclusions du rapport du FMI | Question **0548** (28/03/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans son « mission concluding statement » du 26 mars 2024, le Fonds monétaire international analyse la situation économique et financière du Luxembourg et formule des observations.

Par rapport aux mesures de soutien de la demande sur le marché du logement annoncées par le Gouvernement, le rapport du FMI donne à considérer que, vu les freins pesant sur le développement de l'offre de logements, les mesures proposées par le Gouvernement risquent d'exacerber davantage l'endettement des ménages et stimuler une croissance des prix immobiliers. Les auteurs du rapport soulignent l'importance de la mise en place de mesures pour stimuler l'offre.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement concernant les conclusions du rapport du FMI :

1) Quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire des observations du rapport du FMI citées ci-dessus ?

2) Compte tenu des observations du FMI, le Gouvernement compte-t-il prioriser la mise en place de mesures stimulant l'offre de logements ?

3) Dans ce contexte, afin d'augmenter l'offre de logements, endéans quel délai le Gouvernement envisage-t-il adopter l'impôt national à la mobilisation de terrains et l'impôt national sur la non-occupation de logements ?

Réponse (02/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Députée s'enquiert sur les conclusions préliminaires des services du Fonds monétaire international (FMI) au sujet des mesures gouvernementales pour faire face à la crise du secteur immobilier.

Pour le Gouvernement qui a présenté un premier paquet de mesures le 31 janvier 2024, il était important d'agir de suite pour éviter une aggravation de la crise du secteur de la construction. Ainsi, des mesures fiscales et non fiscales ont été décidées pour stimuler à court terme la demande de logements. Dans ce même contexte, et en ligne avec les observations du FMI, le Gouvernement a décidé de renforcer son programme de vente en état futur d'achèvement avec une enveloppe financière de 480 millions d'euros pour l'acquisition d'environ 800 logements par l'État sur la période 2024-2027. De même, la participation financière de l'État à la construction de logements abordables e. a. par la Société nationale d'habitation à bon marché, le Fonds du logement et les communes via le Fonds spécial pour le logement abordable a été portée à 315 millions d'euros pour l'année 2024.

En sus de ce premier paquet de mesures, il a été décidé, lors de la réunion nationale du logement du 22 février 2024, d'explorer différentes pistes, y compris en matière de simplification administrative, pour construire plus et plus rapidement. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Députée, le Ministère des Affaires intérieures est en train de finaliser, de manière prioritaire, les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8082 ayant trait plus particulièrement à l'impôt foncier et à l'impôt à la mobilisation de terrains. Il est prévu que ces amendements soient déposés vers la fin de cette année.

Parallèlement, et sur base de travaux qui ont d'ores et déjà été effectués par le Ministère des Affaires intérieures, un cahier des charges en vue d'un futur marché public et ayant trait à l'émission informatisée des différents bulletins d'impositions est actuellement en cours d'élaboration. Il y a lieu de rappeler dans ce contexte, que les amendements tiendront d'ores et déjà compte de la mise en place de ces différents outils informatiques.

Alors que le Gouvernement précédent n'a pas mis en place d'outils informatiques quant au fonctionnement de l'impôt national sur la non-occupation de logements, les amendements relatifs à la mise en place de cet impôt précité, ne pourront être entamés qu'au début de l'année prochaine.

Entre-temps, les travaux techniques préparatoires indispensables à l'établissement d'un registre national des bâtiments et des logements continueront d'être menés et ce en collaboration étroite avec l'Administration du cadastre et de la topographie.

Congés de maladie dans la fonction publique | Question **0549** (28/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

An hirer Äntwert op d'Fro Nummer 0333 vum 14. Februar 2024, huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet Zuelen iwwert d'Krankheetsabsencë vu Mataarbechter mam private Statut, déi zu Lëtzebuerg oder am Ausland wunnen, geliwwert.

Si huet weider preziséiert: „Selbststänneg Persounen, awer och d'Salariéen, déi e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneratioun hunn an déi also net vun enger finanzieller Entschiedegung vun der Gesondheetskeess (CNS) profitéieren, ginn net berücksichtegt (d. h. Persounen, déi bei der Krankeversécherung fir Gemengebeamten an Employéen (CMFEC), bei der Krankeversécherung fir Staatsbeamten an Employéen am ëffentlechen Déngscht (CMFEP) souwéi bei der Entraide médicale vun den CFL (EMCFL) affiliéiert sinn).“

1. Mir wéilte vum Här Minister fir d'Fonction publique wëssen, wéi d'Krankheetsabsencë vun de Persounen, déi bei der CMFEC, bei der CMFEP a bei der EMCFL affiliéiert sinn, an de leschte 5 Joer evoluéiert hunn?

2. Der Internetplattform guichet.lu no wieren d'Ouvriers de l'État bei der CNS affiliéiert – dofir stellt sech d'Fro, ob si bei den Zuelen, déi d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an hirer Äntwert op d'Fro Nummer 0333 geliwwert huet, mat berücksichtegt goufen. Wann net, kann den Här Minister fir d'Fonction publique eis déi Zuelen iwwermëttelen?

Réponse (29/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Esou wéi schonn an der Äntwert zur parlamentarescher Ufro N° 0351 vum 19. Februar 2024 erkläert, existéieren zum aktuellen Zäitpunkt keng consolidéiert Statistiken iwwert den Absenteismus an der Fonction publique. Fir weider Informatioune verweisen ech déi honorabel Deputéierten op déi uewe genannte parlamentaresch Ufro vun den Deputéierte Joëlle Welfring a François Bausch.

ad 2. Et handelt et sech beim sougenannten „ouvrier de l'État“, ewéi en op der Internetplattform guichet.lu nach ze fannen ass, ëm de „salarié de l'État“. Dësen ass duerch de Kollektivvertrag vum „salarié de l'État“ un de Staat als Employeur gebonnen. De „salarié de l'État“ ass bei der Gesondheetskeess (CNS) affiliéiert fir d'Sachleeschtungen, mee en huet awer e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneratioun am Fall vun enger Absence op der Aarbecht wéinst Krankheet. Aus deem Grond sinn d'„salariés de l'État“ net an den Donnéeën dran, déi d'IGSS am Kader vun der QP 0333 zur Verfügung gestallt huet.

Admission des enfants à l'enseignement fondamental | Question **0550** (28/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 reegelt d'Aschoulung vun de Kanner am Enseignement fondamental hei zu Lëtzebuerg. Do steet am Artikel 18 Follgendes ze liesen: „Chaque enfant habitant le Grand-Duché et âgé de trois ans révolus avant le 1er septembre peut fréquenter une classe d'éducation précoce dans une école de sa commune de résidence. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire sur demande écrite des parents adressée à l'administration communale avant le 1er avril. Le conseil

communal peut également décider des admissions au début du deuxième et du troisième trimestre."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ginn a verschiddene Gemengen Ausname vum Artikel 18 gemaach? Wa jo, fir wéi vill Kanner goufen an de 5 leschte Joer Ausname gemaach?

2. Ass de Minister der Meenung, dass de strikten Datum vum 1. September nach ubruecht ass an net éischter misst evaluéiert ginn, op wat fir engem Entwécklungsniveau d'Kand ass?

3. Gëllt bei enger Admissioun fir dat zweet oder drëtt Trimester vum Schouljoer och den Datum vum 1. September?

Réponse (29/04/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wéi vum honorabelen Deputéierten erwäänt, gesäit den Artikel 18 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental vir, datt d'Admissioun an de Cycle 1 précoce fir d'Kanner, déi virum 1. September vum entspriechende Joer 3 Joer kritt hunn, am Prinzipp um Ufank vum Schouljoer stattfënnt. An dësem Zesummenhang ass et och zu dësem Zäitpunkt, wou de Gros vun de Schüler am Cycle 1 précoce ufänkt.

Dat zitéiert Gesetz bitt de Gemengen an engem zweete Schrëtt allerdéngs och d'Méiglechkeet, eng Admissioun am zweete respektiv am drëtten Trimester unzebidden. Wéi an der Lettre circulaire de printemps 2024 op der Säit 17 präziséiert, gëllt dës zweet an drëtt Rentrée fir déi Kanner, déi an der Têschenzäit hir 3 Joer kritt hunn. Zousätzlech gëtt et och Gemengen, déi et a vereenzelte Fäll erméiglechen, ee Kand am Laf vum Trimester an de Cycle 1 précoce anzeschreiwen, virausgesat, datt d'Kand zu dësem Zäitpunkt 3 Joer huet.

Den Tableau heidrënner weist d'Unzuel vun de Schüler, déi am Laf vun engem Trimester bedéngt duerch d'Erreeche vum 3. Liewensjoer nei an de Cycle 1 précoce ageschriwwe goufen esouwéi d'Gesamtzuel vun de Schüler, déi dat Joer am Cycle 1 précoce ageschriwwe waren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Recht op Bildung fir all Kand ab 3 Joer, dat mam Gesetz vun 2009 agefouert ginn ass, ass ee wichtege Schrëtt um Wee zu engem universellen a gratissen Zougang zur Bildung fir all Kanner ënner 4 Joer. D'Recht op Bildung ëmfaasst an dësem Kontext net nëmmen e Recht, an eng ëffentlech Lëtzebuerger Grondschoul ze goen, mee och hei eng Bildung an Erzéiung ze kréien, déi de jeeweilege Besoinen a perséinlechen Dispositioune vum Kand Rechnung dréit.

Ee Kand vun 3 Joer, dat fir eng éischte Kéier an eng Klass vun der Éducation précoce kënnt, huet scho vill Erfarunge gemaach a seng éischt Sprooch(en) opgebaut. Trotz dëse wichtegen Entwécklungsschrëtt gëtt et individuell Ënnerscheeder, déi op d'Liewensëmstänn (beispillsweis de Milieu familial) an op individuell Eegenschaften (beispillsweis Interêten an Talenter) zeréckzeféiere sinn. De Cycle 1 précoce erkennt a respektéiert d'Perséinlechkeet vun all Kand a schaaft ee Bildungsëmfeld a Léiermomenter, déi den Entwécklungsstand an den Entwécklungstempo vum Kand, seng Virkenntnesser, Bedierfnisser, Interêten an Talenter respektéieren.

Fir de Kanner den Iwwergang vum Kontext vun hirer Famill eriwwer an d'Schoul esou einfach wéi méiglech ze gestalten, bitt d'Organisatioun vum Cycle 1 précoce méi Flexibilitéit. Kleng Kanner brauche stabill Repèren, déi hinnen Organisatioun, Sécherheet a Vertraue ginn. Fir den Dagesoflaf an der Schoul besser un de Rhythmus vun de Kanner unzepassen, recommandéiert den Educatiounsministère de Gemengen, am Enseignement précoce eng flexibel Plage d'arrivée vun enger Stonn virzegesinn. Zousätzlech ass et am Cycle 1 précoce, well et sech ëm ee fakultatiivt Joer am Enseignement handelt, och méiglech, fir säi Kand net fir de kompletten Horaire scolaire anzeschreiwen, mee nëmme wärend bestëmmte Moies- respektiv Mëttesplagen. An dësem Zesummenhang recommandéiert den Educatiounsministère, fir datt d'Educatioun hir Friichte kann droen, ee Minimum vu véier Plagë pro Kand.

Och am Cycle 1 précoce ginn d'Kanner reegelméisseg evaluéiert. Dëst erlaabt et den Enseignanten, d'Aktivitéiten esou erauszewielen, datt d'Entwécklung vun de Kanner hire Kompetenzen ënnerstëtzt gëtt. D'Evaluatioune ginn och am Bilan vum Kand festgehalen, esou datt am Cycle 1 weider op dës kann opgebaut ginn. Grad a sou engem jonken Alter ass et enorm wichteg, fir déi ënnerschiddlech Kompetenzniveaue vun de Kanner ze erkennen, fir hinne jee no hire Besoinen déi entspriechend Ënnerstëtzung bidden ze kënnen.

Indemnisation des intervenants dans les centres de formation | Question **0551** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 0110 iwwert déi legal Basis fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere bezitt sech de Minister op den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport. Gläichzäiteg wier mat enger Modifikatioun vum Sportgesetz vun 2005 „eng nei legal Basis geschaf ginn" a seet domat, „dass et zu all Moment eng legal Basis gouf".

Am Projet de règlement grand-ducal déterminant l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux vun 2023 ass am Exposé des motifs ze liesen: „La loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports définit à son tour les missions et le cadre de l'École nationale de l'éducation physique et des sports ‚ENEPS' et crée dans son article 1 la base légale pour l'indemnisation entre autres des chargés de cours : [...] Par la suite un arrêté du Gouvernement en conseil du 21 décembre 2001 a fixé les montants des différentes indemnités [...] à l'occasion des formations de l'École nationale de l'éducation physique ‚ENEPS'. [...]" Weider heescht et: „Entre-temps, l'ENEPS n'intervient plus directement dans l'organisation des centres de formations fédéraux, qui sont organisés et coordonnés par le Sportlycée. Or, la fixation des indemnités constituant un acte à caractère réglementaire, elles devraient être fixées par règlement grand-ducal et non pas par un arrêté du Gouvernement en conseil. Par ailleurs, la matière concernée relève d'une matière réservée à la loi en vertu de l'article 99 de la Constitution. La base légale auxdits paiements est en cours de création par un amendement au projet de loi (document parlementaire 7955) [...] déposé en date du 3 avril 2023 [...]. Le montant et les modalités de l'indemnisation sont fixés par règlement grand-ducal [...] afin de créer ainsi la sécurité juridique requise à tous les intervenants."

Am Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État vum 11. Juli 2023 steet ze liesen: „le règlement en projet est basé sur l'article 8 de la loi modifiée du 21 juillet 2012 [...] ainsi que sur l'article 4, paragraphe 6, de la loi modifiée du 3 août 2005 [...]. En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 6, de la loi précitée du 3 août 2005, le Conseil d'État constate que notamment les nouveaux alinéas [...] visent à servir de base légale aux indémnités prévues par le règlement en projet sous avis."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kuckt een sech déi verschidden Aussoen aus dem Projet de règlement un a vergläicht se mat dem Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État an den Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 0110, sou stinn déi an engem däitleche Widdersproch zueneen. Kënnen d'Ministeren erklären, wéi et zu sou engem Widdersproch konnt kommen?

2. Kënnen d'Ministeren erklären, firwat net rechtzäiteg eng adequat Base légale geschaf gouf?

Réponse (02/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Mir sinn der Meenung, datt et kee Widdersproch gëtt an den Aussoen an dësem Dossier.

An all den Äntwerten op déi verschidde parlamentaresch Froen, déi zanter 2022 gestallt goufen (Nr. 6577 vum 29.7.2022; Nr. 6578 vum 29.7.2022; Nr. 7819 vum 24.3.2023; Nr. 8040 vum 26.5.2023; Nr. 8318 vum 15.9.2023; Nr. 0110 vum 14.12.2023), ass ëmmer gesot ginn, datt et zu all Moment eng legal Basis, am Sënn vu gesetzlecher Basis, gouf fir d'Ausbezuele vun den externe Mataarbechter aus de Formatiounszenteren.

Ugangs war dat den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport. Dësen Artikel ass awer ofgeschaaft zanter dem 1.1.2023 duerch d'Gesetz vum 29.7.2023 iwwert d'Schafung vum INAPS.

Zanter dem 4. August 2023 ass déi nei legal Basis, de modifizéierten Artikel 4 vum 2005er Gesetz, a Kraaft, esouwéi och dat groussherzoglecht Reglement vum 23. August 2023 iwwert d'Bezuele vun de Mataarbechter an de Formatiounszenteren, dat zanter dem 15.9.2023 applikabel ass.

ad 2. Dësen Dossier huet, duerch verschidden Ursaachen, missen ugepasst ginn.

D'Problematik ass am Juli 2022 opgeworf ginn an de 15.9.2023 war esouwuel déi nei legal Basis a Kraaft, wéi och dat groussherzoglecht Reglement fir d'Ausbezuele vun den externe Mataarbechter aus de Formatiounszenteren. Deemno ass ganz séier an dësem Dossier gehandelt gi fir ze assuréieren, datt d'Formatiounszentere weider konnte funktionéieren.

Analyse dans le cadre de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation | Question **0552** (28/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Avis zum Projet de règlement vum Conseil d'État vum 11. Juli 2023 steet ze liesen:

„le règlement en projet est basé sur l'article 8 de la loi modifiée du 21 juillet 2012 [...] ainsi que sur l'article 4, paragraphe 6, de la loi modifiée du 3 août 2005 [...]. En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 6, de la loi précitée du 3 août 2005, le Conseil d'État constate que notamment les nouveaux alinéas [...] visent à servir de base légale aux indémnités prévues par le règlement en projet sous avis".

Laut dem Avis vum Staatsrot gouf et also virdru keng legal Basis zu den Indemnitéite fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszenteren. Dëst misst also geschaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Sport dës Froe stellen:

1. Gouf am Sport- respektiv am Finanzministère eng intern Analys zu der Base légale vun den Indemnitéite fir extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere gemaach? Wa jo, gëtt et heizou eng Note iwwert d'Resultater vun dëser Analys?

2. Ass de Contrôle financier mat enger Analys saiséiert ginn a wat ass am Avis vum Contrôle financier erauskomm?

Réponse (30/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. De Sportsministère huet sech 2022 mat der Direktioun vun der Finanzkontroll zesummegesat, fir den Dossier iwwert d'Bezuele vun den externe Mataarbechter an de Formatiounszenteren ze klären.

Do si follgend Punkte festgehale ginn:

– d'Decisioun vum Regierungsrot vum 21. Dezember 2001 unzepassen, fir an der Preambel all déi aktuell Gesetzer a Reglementer, déi a Kraaft sinn, ze zitéieren;
– d'modifizéiert Gesetz vum 3. August 2005 iwwert de Sport („2005er Gesetz") unzepassen;
– d'Aféiere vum neien INAPS-Gesetz an d'Upassung vum groussherzogleche Reglement iwwert d'Bezuelen.

Dës dräi Pisten, déi zeréckbehale goufen, sinn an Zwëschenzäit allen dräi ëmgesat, duerch:

– d'Decisioun vum Regierungsrot vum 7. September 2022;
– d'Gesetz vum 21. Juli 2023, dat den Artikel 4 vum 2005er Gesetz upasst an dem Schafe vum groussherzogleche Reglement vum 23. August 2023 iwwert d'Bezuele vun de Mataarbechter aus de Formatiounszenteren;
– d'Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Schafe vum INAPS an dem groussherzogleche Reglement vum 29. August 2023, deen déi applikabel Tariffer festleet.

ad 2. Nodeems d'Finanzkontroll zousätzlech Informatioune gefrot hat betreffend d'Ausbezuele vun Indemnitéite fir Trainere vun de Formatiounszenteren, hat sech de Sportsministère am September 2022 engagéiert, fir kuerzfristeg eng nei gesetzlech Basis ze schafen an, bis zum Vott vun dëse Gesetzer, de Regierungsrot mat engem neien Arrêté ze saiséieren. Dësen Arrêté gouf de 7. September 2022 vum Regierungsrot ugeholl.

Op Basis vun den Explikatioune vum Sportsministère an dem besoten Arrêté vum Regierungsrot ass dunn een Accord avec observations vum responsabele Finanzkontroller ausgeschafft ginn, deen d'Ausbezuele vun deenen, opgrond vu geleeschte Servicer, geschëllten Indemnitéiten erlaabt huet.

Habilitation de sécurité | Question **0553** (29/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der Kommissiounssëtzung vum 25. Mäerz huet de Premier wësse gedoen, dass hien de Projet de loi N° 6961, bei deem et ëm Sécherheetsfräigaben an d'ANS sollt goen, wäert zréckzéien. An der Fro N° 8193 hunn d'Pirate scho Froe gestallt zum Projet N° 6961 an dem Zoustand an de Prozedure virum Vott vun dësem Projet de loi. De Besoin fir eng Gesetzesännerung besteet weiderhin, wéi een och am Exposé des motifs vun 2016 noliese kann:

„Le Luxembourg est souvent critiqué par l'UE et par l'OTAN pour un manque de règles législatives et réglementaires claires. Les responsabilités des différentes administrations actives dans le domaine des communications (SRE/ANS, HCPN, CERT et CTIE) ne sont pas clairement définies au goût des organisations internationales alors que ces dernières sont propriétaires juridiques des informations qu'elles confient aux interlocuteurs luxembourgeois."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Autorité nationale de sécurité nach ëmmer responsabel, fir d'Sécherheetsenquêten am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszeféieren?

2. Hunn d'Enquêteuren nach ëmmer vum SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêten integralen Zougang zu de Protokoller an de verschiddene Berichter vun de repressive Verwaltungen oder de Protokoller a Berichter vum Procureur d'État? Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert?

3. Hunn d'Enquêteure Stand haut Zougang zu den Informatiounen iwwer d'Behuelen an dem Entourage vum Bewerber (an ob dës strofrechtlech relevant sinn oder net) an ob se verurteelt goufen?
– Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert? Muss all Persoun am Entourage hiren Accord ginn, fir datt dës Informatioune vum SRE am Kader vun enger Sécherheetsenquête bewäert kënne ginn?

4. Hunn d'Enquêteuren Zougang zu allen Informatiounen, déi zu Verurteelungen, Fräispriechungen, Entloossungen oder Rehabilitatioun gefouert hunn, esou wéi den Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.4.2023 dat fir néideg hält? Wa jo, huet sech un der Base légale zanter der Fro N° 8193 (August 2023) eppes geännert?

5. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Police hat?

6. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Justice hat?

7. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux an de Rapporte vun der Douane hat?

8. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès verbaux a Rapporte vun der Administration de l'environnement hat?

9. Wat ass den aktuelle Prozentsaz vu gültegen Habilitatioune vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder renouvellement) berouen, wou den Enquêteur Accès zu dem integralen Dossier personnel vum Demandeur hat?

10. Wéi soll et elo an dësem Dossier weidergoen? Wéini ass mat engem neie Gesetzestext ze rechnen?

Réponse (09/04/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Den Artikel 43quinquies (6) Alinea 3 vum Policegesetz vum 18. Juli 2018, inseréiert duerch den Artikel 3 vum Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Datebanke vun der Police, reegelt säit dem 1. Mäerz 2024 den direkten Accès vun der ANS op d'Partie active vum Fichier central ënnert de Conditioune vum Paragraf (7).

De legale Kader, d'Missiounen an d'Accèsen op Informatioune vun der ANS hu fir de Rescht zënter der detailléierter Äntwert vum 16. August 2023 op d'Fro N° 8193, op déi d'Regierung dann hei och verweist, net geännert.

Wéi an der Seance vum 25. Mäerz 2024 vun der Institutiounekommissioun vun der Chamber erkläert, hunn ech d'Intentioun, fir virun Enn des Joers en iwwerschaafftene Projet ze deposéieren.

Fonctionnement de la CNS | Question **0554** (29/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans une « Information à la presse » datant du 28 mars 2024, la Caisse nationale de santé (CNS) informe qu'« à partir du 2 mai 2024, toutes les agences de la CNS fonctionneront uniquement sur rendez-vous ». Ainsi, un certain nombre de démarches, comme le remboursement des factures médicales par chèque ou par virement instantané, ne pourront être faites qu'en prenant rendez-vous dans une des agences de la CNS.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les remboursements par chèque ou par virement instantané dans une des agences de la CNS s'adressent notamment aux assurés qui ont besoin de ces remboursements pour subvenir à leurs besoins. Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier d'un tel remboursement prévoient que le montant de chaque facture doit atteindre individuellement au moins 100 euros et ces factures doivent avoir été acquittées il y a moins de 15 jours.

Il faut noter également que certaines agences ont été fermées récemment, comme par exemple celle du boulevard Royal à Luxembourg, et que les délais pour une prise de rendez-vous en ligne peuvent atteindre plus de deux semaines selon l'agence. Certaines d'entre elles ne sont ouvertes que quelques jours par semaine et n'accueillent pas de public pendant les heures de midi ou après 16.00 heures.

Enfin et surtout, ni le communiqué de presse, ni le site de la CNS n'informent sur une quelconque possibilité de prendre rendez-vous par téléphone.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la nouvelle politique de la CNS qui consiste à accueillir les assurés presque exclusivement sur rendez-vous ?

2) Madame la Ministre connait-elle les raisons de cette nouvelle règle imposée aux assurés ?

3) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait prévoir des plages horaires pendant lesquelles elle accueille les assurés sans rendez-vous ?

4) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait prévoir des plages horaires pour accueillir les assurés en dehors des heures de travail ?

5) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la CNS devrait dans tous les cas garantir aux assurés la possibilité de prendre rendez-vous par téléphone et mettre en place les moyens humains et techniques nécessaires ?

6) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations quant à l'évolution du déploiement du paiement immédiat direct auprès des médecins et professionnels de santé ?

Réponse (18/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui.

ad 2) Lors des jours sans rendez-vous, la CNS a dû constater dans l'agence de la Cité de la sécurité sociale et dans les agences de Differdange et d'Esch-sur-Alzette une forte affluence dans les salles d'attente et des files d'attente récurrentes allant jusqu'à l'extérieur du bâtiment. En découle un risque important de sécurité et un degré de satisfaction décroissant des assurés, susceptible de mener à des situations conflictuelles et à des conditions de travail particulièrement difficiles pour le personnel de la CNS.

À titre d'illustration, dans l'agence de la Cité de la sécurité sociale, les délais d'attente s'étalaient entre 45 minutes au minimum tout en pouvant atteindre 3 heures. Ainsi, pendant les heures d'ouverture prévues, un service raisonnable n'était plus garanti et les bornes distribuant les tickets de passage ont dû être fermées par anticipation afin de garantir que les assurés ayant déjà pris un ticket, puissent encore être reçus en bonne et due forme.

Suite à ce constat, un projet pilote de trois mois a été mené dans l'agence de Dudelange. Durant cette période, les bureaux de l'agence étaient seulement disponibles sur rendez-vous. Les files d'attente étaient ainsi beaucoup moins longues, le temps d'attente réduit et les collaborateurs nous ont rapporté un traitement plus serein et efficace des demandes.

Basé sur cette expérience et afin de mieux servir ses assurés, la CNS propose donc maintenant la prise de rendez-vous dans l'ensemble de ses agences.

ad 3) Au vu de l'expérience positive de la phase pilote, il n'est actuellement pas prévu de rétablir des plages horaires pendant lesquelles la CNS accueille les assurés sans rendez-vous. La CNS va cependant effectuer une évaluation après trois mois, notamment pour mesurer le gain d'efficience ainsi que les améliorations effectives pour les assurés et le personnel. Le cas échéant, les conclusions de cette évaluation conduiront à des adaptations.

ad 4) Comme indiqué dans la communication au public disponible sur le site[7] de la CNS, une extension des plages horaires pour accueillir les assurés sur rendez-vous dans les agences principales, c'est-à-dire de la Cité de la sécurité sociale, de Differdange et d'Esch-sur-Alzette sera mise en place à partir du 2 mai 2024 et permettra de prendre des rendez-vous à partir de 07.30 heures jusqu'à 17.00 heures.

Cette extension permettra de prévoir 300 rendez-vous supplémentaires par jour et donc d'augmenter la disponibilité envers les assurés.

ad 5) Oui.

Pour le surplus, je tiens à préciser que l'analyse du projet pilote concernant les points de contact pour la prise de rendez-vous a montré qu'il y a lieu de faciliter la prise de rendez-vous en ligne, ce qui a été fait en cocréation avec un panel d'assurés et mis en place au courant du mois de février. La prise de rendez-vous par téléphone est toujours possible et une assistance automatisée sera prévue prochainement sur le site Internet de la CNS.

Par ailleurs, une démarche d'information a été lancée dans les agences depuis mi-février pour faciliter la prise de rendez-vous par les assurés. Un accompagnement a été mis en place afin de guider l'assuré, de l'informer du fonctionnement de la prise de rendez-vous par Internet, de lui expliquer qu'une prise de rendez-vous par téléphone est toujours possible et de lui permettre, le cas échéant, de prendre un rendez-vous directement en agence.

Parallèlement, des campagnes de communication sont en cours pour sensibiliser les assurés (comme par exemple par des cartes de visites distribuées au guichet expliquant la prise de rendez-vous en ligne, des affiches aux entrées des agences et sur les écrans dans les salles d'attente, des communiqués de presse, via les médias sociaux, le news site Internet et l'adaptation de la page de prise de rendez-vous pour expliquer la démarche, le message téléphonique pendant le temps d'attente).

ad 6) Depuis le 19 mars 2024, le système du paiement immédiat direct (ci-après le « PID ») a été ouvert aux médecins-dentistes et aux médecins spécialistes.

À la date du 17 avril, 94 médecins utilisent le système du PID, dont 58 médecins généralistes, 18 médecins-dentistes et 18 médecins spécialistes.

La CNS, le Centre informatique de la sécurité sociale et l'agence eSanté travaillent avec engagement pour accélérer le déploiement du PID qui offre au médecin la possibilité de recevoir directement de la CNS la part du montant couverte par l'assurance maladie et qui limite le paiement de l'assuré à sa participation personnelle.

Nous nous échangeons par ailleurs constamment avec l'AMMD (Association des médecins et médecins-dentistes) sur les retours des médecins et des patients et les problèmes éventuels rencontrés dans l'implémentation des outils à mettre en place.

Circulation facilitée des gigaliners sur les routes de l'UE | Question **0556** (29/03/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Parlement européen vient de se prononcer en faveur d'une circulation facilitée des « gigaliners » sur les routes de l'UE. Ces mastodontes peuvent avoir une longueur de 25 mètres et un poids jusqu'à 60 tonnes.

Le Gouvernement luxembourgeois s'était traditionnellement opposé à la circulation de ces camions géants sur nos routes, ceci avec des arguments de sécurité routière, de la non-adaptation de notre réseau routier et de la priorité des transports lourds par rail.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Sachant qu'après la décision du Parlement européen le texte devra être négocié et adopté par les pays membres, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si le Gouvernement entend maintenir, à juste titre, son opposition à ladite directive.

2) Comment le Gouvernement prévoit-il d'aborder cette question avec ses homologues des pays voisins, où l'utilisation des « gigaliners » ne dépassant pas 44 tonnes est déjà une réalité ?

3) Face aux limitations de notre réseau routier, notamment concernant les infrastructures telles que les ronds-points, l'absence d'aires de stationnement adaptées, les accès autoroutiers et la capacité des ponts, quelles mesures le Gouvernement prévoit-il d'adopter pour répondre à une éventuelle mise en application de cette directive ?

Réponse (30/04/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions relatives à la révision en cours de la directive européenne 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Les véhicules, couramment intitulés « gigaliners », sont des véhicules couplés dont la longueur peut aller jusqu'à 25,25 mètres et la masse maximale autorisée jusqu'à 60 tonnes. Dans le contexte de la directive précitée, il est fait référence à ces types de véhicules comme le système modulaire européen (EMS).

La proposition de révision de la directive précitée prévoit pour l'EMS des règles communes pour les États membres qui autorisent l'EMS sur leur territoire et ceci afin de faciliter des trajets transfrontaliers.

Le Parlement européen a exprimé son soutien à l'introduction du concept du EMS en mars. Toutefois, dans son rapport adopté, il préconise un renforcement du cadre de la gouvernance applicable au EMS, incluant une évaluation préalable des impacts sur la sécurité routière, l'infrastructure routière, la coopération modale et l'environnement.

Au niveau du Conseil des ministres, une orientation générale n'a pas encore été approuvée. Le Luxembourg vise principalement à garantir, lors des négociations, que l'adoption de règles communes pour l'EMS n'avantagera pas le transport routier au détriment du fret ferroviaire. Le Luxembourg continuera par ailleurs d'examiner attentivement les aspects de ce dossier relatifs à la sécurité routière et l'infrastructure routière.

Nature Restoration Law | Question **0557** (02/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La Présidence belge du Conseil de l'UE a récemment dû reporter l'adoption du règlement relatif à la restauration de la nature – un des éléments centraux du Pacte vert de l'UE – en dernière minute, suite au risque de ne pas obtenir la majorité nécessaire pour passer cette étape finale, et ceci malgré l'accord obtenu entre la Commission, le Parlement et le Conseil en trilogue en novembre 2023.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Étant donné que l'adoption du dossier n'était en principe qu'une formalité, quelles sont les raisons expliquant le basculement des majorités dans ce dossier ?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ses homologues européens, en faveur d'une approbation du règlement visant à protéger la nature et à restaurer les écosystèmes ?

3) Quelles sont les prochaines étapes prévues dans ce dossier au niveau européen ?

Réponse (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En raison de l'absence d'une majorité qualifiée, la Présidence belge a été contrainte de reporter l'adoption dudit règlement. Le refus hongrois de dernière minute de supporter l'adoption du règlement a conduit à ce basculement des majorités.

ad 2) Lors du Conseil « Environnement » du 25 mars 2024, je me suis clairement prononcé en faveur du

7 Adaptation du fonctionnement des agences de la CNS – Actualités – CNS – Luxembourg

règlement sur la restauration de la nature. Pendant mon intervention, j'ai exprimé mon regret quant au blocage du dossier juste avant la ligne d'arrivée et j'ai assuré à la Présidence belge le soutien du Grand-Duché pour parvenir dans les meilleurs délais à l'adoption du règlement. Cette adoption est nécessaire tant d'un point de vue environnemental que d'un point vue économique en tenant également compte des engagements de l'Union européenne et de ses États membres au niveau global. Le Luxembourg a d'ailleurs cosigné une lettre à l'initiative de l'Irlande invitant le Conseil à procéder rapidement à l'adoption du règlement.

ad 3) Lors du Conseil « Environnement » précité, la Présidence belge a annoncé qu'elle s'efforcera pour parvenir à une adoption du règlement avant la fin de sa présidence.

Langue parlée aux commissions consultatives communales | Question **0558** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass an der Gemeng Käl-Téiteng d'Sitzunge vu verschiddene konsultative Kommissiounen op Nofro vun der lokaler ADR-Sektioun ganz op Franséisch ofgehale solle ginn an d'Majoritéit vun de Kommissiounsmemberen dorobber insistéiert, dass all déi uwiesend Memberen sech nëmmen an der franséischer Sprooch dierften ausdrécken.

Et ass a Kommissiounen um Gemengenniveau normalerweis esou, dass d'Sitzungen op Lëtzebuergesch gehale ginn, mee kee Gesetz verbitt oder schreift vir, dass nëmmen eng vun den dräi Amtssproochen dierf genotzt ginn. D'Artikele 14 a 15 vum Gemengegesetz leeë fest:

„Art. 14. La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue."

„Art. 15. Le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par règlement d'ordre intérieur. […]"

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Dierf eng konsultativ Kommissioun sech reng op Franséisch verstännegen?

Réponse (24/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Wat de Gebrauch vun der Sprooch an de Sitzunge vum Gemengerot ugeet, gesäit den Alinea 2 vum Artikel 14 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 follgend Dispositioun vir:

„La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue."

Wéi bei de Sitzunge vum Gemengerot ginn och d'Sitzunge vun de konsultative Kommissiounen op Lëtzebuergesch gehalen.

Eng oder méi Persounen, déi Schwieregkeeten hunn, sech op Lëtzebuergesch ze verstännegen, kënnen op de Gebrauch vun enger vun de Sproochen zeréckgräifen, esou wéi se am Artikel 3 vum uewe genannte Gesetz vum 24. Februar 1984 festgehale sinn.

Op eventuelle Wonsch vun enger oder méi Persoune kann sech eng konsultativ Kommissioun och reng an enger vun de Sprooche verstännegen, esou wéi se am Gesetz vum 24. Februar 1984 virgesi sinn. Dëst kann awer keng Obligatioun sinn, a setzt viraus, datt déi aner Memberen domadder d'accord sinn.

Recours contre l'Administration des contributions | Question **0559** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Persounen, déi net averstane si mat der Aart a Weis, wéi hir Steiererklärung vun hirem Steierbüro opgestallt gouf, kënnen dogéint ee Recours maachen, entweeder bei hirem Steierbüro oder beim Direkter vun der Steierverwaltung (Service contentieux) oder duerno um Verwaltungsgeriicht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Recourse goufen zënter 2018, opgelëscht pro Joer, beim Direkter vun der Steierverwaltung ageréecht?

2. Bei wéi ville Recourse beim Direkter vun de Steierverwaltung ware méi wéi ee Steierjoer vun engem Steierzueler betraff? Aneschters gefrot: Wéi vill Leit hu fir e puer Steierjoren op ee Schlag reklaméiert?

3. Wéi oft ass et vun 2018 bis 2023 (opgeschlësselt pro Joer) zu Zwangsandreiwungen (Recouvrement forcé) komm?
A wéi ville Fäll gouf d'Zwangsandreiwung ouni weidere Recours realiséiert an a wéi ville Fäll gouf d'Zwangsandreiwung no engem Recours realiséiert?

4. Op meng Fro N° 5955 krut ech d'Informatioun, wéi vill fiskal Dossieren tëschent Mäerz 2017 a Mäerz 2022 um Verwaltungsgeriicht gelant si betreffend d'Steierverwaltung. 168-mol krut de Steierzueler Recht.
– Kann d'Justizministesch dës Zuelen ergänze mat den Zuele vun 2022 bis 2024?
– Bei wéi ville vun dësen Affairë krut de Steierzueler Recht?

Réponse (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang mat de Recourse virum Direkter vun der Steierverwaltung. Déi gefroten Zuele sinn a follgenden Tabellen zesummegefaasst.

ad 1. Déi 1. Tabell ëmfaasst souwuel d'Reklamatiounen no § 228 vun der Abgabenordnung (AO), ewéi och d'Recours hiérarchiques formels no de §§ 237 an 303 vun der AO:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. D'Zuel vu Recourse betreffend méi Steierjore sinn heidrënner opgefouert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Follgend Tabell renseignéiert d'Unzuel vun de Contrainten, déi zesumme mat engem Commandement vun engem Agent de poursuite an de Joren 2018 bis 2023 zougestallt gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et leie keng Zuele vir iwwert d'Zwangsandreiwungen, déi a Relatioun sti mat engem Recours, well et technesch net méiglech ass, ee Lien ze maachen, tëschent den Dossieren, wou mat de Poursuitten ugefaange gouf an deene Fäll, wou parallell ee Recours virun de Verwaltungsgeriichtsbarkeete lancéiert gouf.

ad 4. Insgesamt huet de Steierzueler 16-mol Recht kritt. Hei muss een awer präziséieren, dass vill Urteeler betreffend déi ënne genannte Joren nach net gesprach goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Taux légal de THC pour conducteurs | Question **0560** (02/04/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Concernant la consommation de cannabis, le Code de la route prévoit des peines pour tout conducteur de véhicule dont le taux de THC est égal ou supérieur à 1 nanogramme par millilitre de sang. Étant donné que, contrairement à l'alcool, le THC a tendance à s'accumuler dans le sang après une consommation répétée, une personne consommatrice peut avoir un taux plus élevé que cette valeur limite sans être sous son influence pour autant. Le 19 janvier 2024, le toxicologue médico-légal à l'Université de Fribourg Volker Auwärter a expliqué sur RTL que cette valeur revient à être un seuil de tolérance zéro, étant donné qu'elle est très basse.

En Allemagne, où le taux limite de THC actuel est également de 1 ng/ml, des discussions ont lieu pour rehausser ce taux à une valeur de 3,5 ng/ml. Ce taux permettrait de mieux cibler les personnes dont la consommation de cannabis pose un problème de sécurité routière et non des personnes qui auraient consommé du cannabis quelques jours avant le contrôle routier. À noter également que l'Allemagne procède le 1er avril 2024 à une ouverture en matière de consommation du cannabis proche de celle réalisée au Luxembourg par le précédent Gouvernement.

Par conséquent, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement suit-il les discussions menées en Allemagne relatives à une hausse du taux légal de THC à partir duquel une infraction au Code de la route est constatée ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de hausser le taux légal de THC pour conducteurs ?

3) Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il une réduction des sanctions encourues, sachant que sont prévues des peines d'emprisonnement allant de huit jours à trois ans et d'amendes comprises entre 500 et 10.000 euros ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de créer un régime d'exception pour les patients consommant du cannabis médicinal ?

Réponse (02/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les discussions en question sont suivies par le Gouvernement.

ad 2) À l'heure actuelle, une telle hausse n'est pas prévue.

ad 3) Il n'est pas prévu de réduire les peines prévues à l'article 12, paragraphe 1, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation

de la circulation sur toutes les voies publiques, qui s'appliquent à toutes les infractions liées à la conduite sous l'influence excessive de l'alcool ou de substances susceptibles d'altérer l'aptitude ou la capacité de conduire et donc de constituer un danger pour les autres usagers de la route.

ad 4) Le Code de la route interdit la conduite d'un véhicule sous l'influence de substances pouvant altérer la perception, comme le THC, au-delà d'un certain seuil et ne fait pas de distinction selon la raison de la présence de la substance, afin de protéger tous les usagers de la route.

Il n'est actuellement pas prévu d'introduire un régime d'exception pour les patients consommant du cannabis médicinal. Le Gouvernement observera et analysera de près les développements en la matière dans d'autres pays, notamment en Allemagne, pour en tirer d'éventuelles conclusions.

Évaluation des carrières dans la Police grand-ducale | Question **0561** (02/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass se virhuet, fir eng déifgrënneg Analys iwwert de Karriärsystem bei der Police duerchzeféieren.

De Karriärsystem muss op de Leescht geholl ginn, ënnert anerem, well ee Geriichtsurteel vum Verfassungsgeriicht (Arrêt N° 174 den 9. Dezember 2022) festgehalen hat, dass de Mechanismus vun der Voie expresse ongerecht ass, well en de Prinzipp vun der Gläichheet virum Gesetz net respektéiert.

Dat neit Policegesetz, dat den 1. August 2018 a Kraaft getrueden ass, hat am Artikel 94 eng speziell Prozedur (d'Voie expresse) virgesinn, mat där d'Polizisten an eng méi héich Karriär wiessele kënnen, wa si genuch Beruffserfarung noweise kënnen. No där Reegel konnte Polizisten zum Beispill vum C1 an de B1 wiesselen. Dës Reegel ass, wéi gesot, vum Geriicht gekippt ginn.

Am Juli 2023, kuerz virun de Chamberwalen, hat den honorabelen Deputéierte Léon Gloden ee Gesetzesvirschlag (N° 8280) agereecht, fir de Polizisten am C1 de Sprong an de B1 ze erméiglechen. Den honorabelen Deputéierten ass am November 2023 den zoustännege Ressortminister fir d'Police ginn a ka soumadder seng Iddi mat enger Majoritéit an der Chamber ëmsetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Et zirkuléiere Gerüchter an der Police, dass de Minister säi Gesetzesvirschlag wéilt zeréckzéien. Kann de Minister dës bestätegen?
Falls jo,
– aus wéi enge Grënn hält d'Regierung net um Gesetzesvirschlag fest,
– wat wëll ee par rapport zu dësem änneren,
– falls een neie Gesetzesprojet soll op den Instanzewee gescheckt ginn, wäert de Minister u senger Grondiddi aus dem Gesetzesvirschlag festhalen?

2. Den deemolegen Deputéierten hat, wéi een am Gesetzesvirschlag N° 8280 noliese kann, vergiess, fir eng Fiche financière bäizeleeë fir eis ze soen, wéi vill Suen am Staatsbudget misste virgesi ginn, fir seng Iddi ze realiséieren.
– Wéi vill Polizist:inne si vum Reklassement betraff?
– Wéi vill Sue missten am Staatsbudget virgesi ginn, fir de Reklassement, sou wéi en am Gesetzesvirschlag 8280 virgesinn ass, ze realiséieren?

3. An der Chamberssitzung vum 12. Mäerz hat de Minister op eng mëndlech Fro vum honorabelen Deputéierte Kartheiser bestätegt, dass et scho Reuniounen zu dësem Theema gouf den 12. Januar, 19. Februar an 8. Mäerz.
– War d'Personalvertriedung bei dëse Gespréicher involvéiert? Falls jo, wéi eng Personalvertriedung war mat dobäi?
– Wäert de Minister d'Personalvertriedung bei der Léisung vum Problem aktiv mat abannen?

4. An der Chamberssitzung hat de Minister och mëndlech versécheret, dass hien zu sengem Engagement steet.
Wäert de Minister all déi Punkten, déi hien am Gesetzesvirschlag 8280 de Polizist:inne versprach huet, ëmsetzen?

Réponse (02/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Am Koalitiounsaccord steet op der Säit 112 geschriwwen:

„Une analyse approfondie de toutes les carrières au sein de la Police grand-ducale sera effectuée. L'objectif est notamment de respecter les récents arrêts de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative concernant les carrières B1 et C1. La carrière A2 sera plus clairement définie."

Wéi schonn op d'Question orale Nr. 48 vum 12. Mäerz 2024 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser an der Séance plénière vun der Chamber geäntwert, hält d'Regierung sech un dat, wat am Koalitiounsaccord ofgemaach ass an orientéiert sech un de genannte Geriichtsurteeler. Dat Engagement, wat d'Regierung geholl huet, wäert se och an deem Kader respektéieren.

Déi entspriechend Echangen tëschent mengem Ministère an dem Ministère fir d'Fonction publique sinn aktuell amgaangen. Esou war beispillsweis den 19. Februar eng Reunioun, un där de Minister fir d'Fonction publique an ech selwer deelgeholl hunn. Doriwwer eraus hunn 2 weider Reuniounen – den 12. Januar an den 8. Mäerz – stattfonnt, bei deenen déi 2 concernéiert Ministèren duerch hir respektiv Beamten, déi fir den Dossier zoustänneg sinn, vertruede waren.

Zurzäit ginn d'Modalitéiten analyséiert, an de Käschtepunkt gëtt erstallt.

Niewent den interministerielle Gespréicher hat ech de 4. Abrëll eng konstruktiv Entrevue mat dem „Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg" (SNPGL) respektiv der „Association du personnel policier détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires de la Police grand-ducale" (ADESP).

Plainte de Greenpeace contre le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) | Question **0562** (02/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 11. Mäerz huet Greenpeace eng Plainte bei der OECD géint de Pensiounsfong (FDC) agereecht. Greenpeace reklaméiert, dass d'Investitiounsstrategie vum Pensiounsfong net d'Guidelines for Multinational Enterprises vun der OECD respektéiert, well et un Due Digilence Aarbecht feelt. Laut ESG Investor (https://www.esginvestor.net/luxembourg-sovereign-pension-fund-subject-to-oecdcomplaint/) wënscht Greenpeace sech mat dëser Mediatiounsprozedur erëm een Austausch tëscht dem FDC an der ONG selwer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung als Deel vun dem Conseil d'administration vum FDC zu dëser Plainte bei der OECD?

2. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass den FDC sech erëm mat Greenpeace an aneren Organisatiounen an der Zivillgesellschaft un den Dësch setzt, fir iwwert d'Investitiounsstrategie ze schwätzen?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Regierung suivéiert dësen Dossier a verweist fir de Moment op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0434, wat d'Investissementspolitick vum FDC betrëfft.

ad 2. Greenpeace huet eng Entrevue bei der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet gefrot, fir iwwert d'„politique de durabilité du Fonds de compensation" ze schwätzen a wäert dës Entrevue a Funktioun vun den Disponibilitéiten an der Agenda accordéiert kréien.

Procédure de participation publique dans le cadre de l'intention des Pays-Bas de construire de nouvelles centrales nucléaires | Question **0563** (02/04/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En date du 28 février 2024, vos services ont porté à la connaissance du public le lancement d'une consultation transfrontalière dans le cadre de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement pour deux nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas. Cette première étape de la procédure de consultation s'adresse à tou.te.s les intéressé.e.s et vise la définition de l'ampleur et du degré de détail de l'évaluation.

Les documents soumis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre de cette consultation ne portent pourtant que sur l'intégration spatiale de ces deux nouvelles centrales nucléaires dont la construction serait déjà décidée par le Gouvernement néerlandais.

La législation européenne concernant l'application des dispositions de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement stipule pourtant que la participation du public doit intervenir à un stade précoce, lorsque toutes les options sont encore possibles. Considérant que l'« option zéro » à savoir le renoncement à la construction de deux nouvelles centrales nucléaires pour favoriser d'autres sources d'énergie décarbonée fait partie des options encore possibles, cette dernière devrait à mes yeux également être reprise dans la consultation du public.

Vu l'importance de cette consultation publique pour le Luxembourg dont le territoire pourrait être impacté en cas d'accident dans une de ces centrales nucléaires projetées, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance du dossier soumis par les autorités néerlandaises ?

2) Dans l'affirmative est-il d'avis que les dispositions prévues par la Convention d'Aarhus et la législation en matière de consultation du public sont respectées par les autorités néerlandaises ?

3) Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des autorités néerlandaises respectivement compte-t-il intervenir pour acter l'opposition du Gouvernement à la construction de nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas au vu de l'impact qu'un accident dans une des deux centrales projetées pourrait

avoir sur le territoire luxembourgeois et au vu de la volonté du Gouvernement d'obtenir la fermeture des centrales nucléaires potentiellement dangereuses pour le territoire luxembourgeois en cas d'accident ?

Réponse (02/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les autorités néerlandaises ont informé le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, en tant qu'autorité compétente dans le cadre de la convention d'Espoo, du lancement d'une procédure territoriale liée à la construction de deux centrales nucléaires. Le ministère a informé le public sur la procédure et les délais par une annonce dans la presse et a demandé des avis aux autorités nationales compétentes en la matière. En date du 10 avril 2024, le ministère a transmis aux autorités néerlandaises les avis reçus par les autorités luxembourgeoises et le public luxembourgeois.

ad 2) La convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, dite Convention d'Aarhus couvre le processus décisionnel complet des activités proposées du type de celles énumérées à son annexe I (p. ex. « centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (1) [à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de charge thermique continue »]).

Étant donné que le processus décisionnel est toujours en cours, la présente réponse se limite à l'état actuel de la procédure et ne peut préjuger des étapes ultérieures. En informant le public concerné à un stade précoce de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence, et en prévoyant la possibilité pour le public de soumettre ses observations qu'il estime pertinentes au regard de l'activité proposée, les autorités néerlandaises ont en principe respecté la Convention d'Aarhus.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0523, le Gouvernement ne mettra en principe pas en question les décisions de politique énergétique d'autres pays, conformément aux traités européens.

L'accord de coalition stipule que le Gouvernement interviendra auprès des autorités françaises et belges pour la fermeture des centrales nucléaires de Cattenom, Tihange et Doel.

Téléchargement des résultats d'analyses dans le dossier de soins partagé | Question **0564** (03/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gëtt eng Rei vu medezinneschen Examen, deenen hir Resultater duerno an den DSP (Dossier de soins partagé) eropgeluede kënne ginn. Dozou zielen zum Beispill Bluttanalysen oder Biller vun enger Röntgen. Bis d'Dokumenter awer am DSP fir de Patient disponibel sinn, dauert et deelweis relativ laang. Esou dauert et scho mol eng Woch oder méi, bis d'Biller vun enger Röntgen am DSP ze fanne sinn. Bei de Resultater vu Labosanalysen, zum Beispill vun enger Bluttanalys, déi bei engem private Labo hei am Land gemaach gouf, dauert et souguer dacks direkt e puer Wochen oder souguer e puer Méint, bis dës am DSP ze fanne sinn. Gläichzäiteg sinn déi selwecht Resultater awer iwwert d'Onlineportaler vun de Laboratoirë ganz séier fir hir Clienten an d'Dokteren zougänglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, fir d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, déi an engem Spidol gemaach goufen, an den DSP eropzelueden?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, fir d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, déi bei engem private Labo gemaach goufen, an den DSP eropzelueden?

3. Wéi sinn déi laang Delaien ze erklären?

4. Plangt d'Ministesch, d'Resultater vun Analysen oder medezinneschen Examen, wéi zum Beispill enger Röntgen, direkt am DSP disponibel ze maachen? Wa jo, wéi soll dat gemaach ginn?

Réponse (02/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Prinzipp ginn d'Resultater vu medezinneschen Analysen, déi an de Spideeler gemaach ginn, an engem raisonnabelen Delai am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient agespeist, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.[8]

Esou si Röntgen, aner medezinnesch Biller (IRM asw.) an och hire Compte rendu jee no Struktur, direkt oder spéitstens no puer Deeg am DSP vum Patient ze fannen.

ad 2. Och d'Resultater vun de medezinneschen Analyse vun de private Laboe ginn an engem raisonnabelen Delai am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient hannerluecht, an der Reegel geschitt dat direkt oder spéitstens no e puer Stonnen, jee no Labo.

ad 3. An der Reegel gëtt et keng laang Delaien.

Kierzlech hat ee private Labo opgronn vun enger technescher Pann, déi ereischt méi spéit festgestallt gouf, ee Retard vun 2–3 Woche bei der Alimentatioun vu senge medezinnesche Resultater an den DSPe vu senge Patienten. Dëse Problem ass awer an der Tëschenzäit behuewen.

ad 4. Dat ass schonn haut de Fall. Esou wéi an den zwou éischten Äntwerte präziséiert, sinn d'Resultater vun Analysen oder anere medezinneschen Examen, déi vu Spideeler oder private Laboe gemaach ginn, am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient ze fannen.

Wat Röntgen an aner medezinnesch Biller (IRM asw.) souwéi hire Compte rendu ubelaangt, esou sinn dës iwwert e „Link" op de Service vun der „Archive nationale d'imagerie médicale" (ANIM), am elektronesche Gesondheetsdossier vum Patient, fir dësen accessibel.

[8] Fir den Detail vun de Bestëmmunge verweise mer op den Artikel 60quater vum Code de la sécurité sociale an de Règlement grand-ducal vum 6. Dezember 2019, deen d'Modalitéiten a Konditioune fir d'Opstellung vum elektronesche Gesondheetsdossier festleet.

Cryptomonnaies | Question **0565** (03/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hollännesch Kryptotrading-Plattforme mellen, dass d'Tradë mat Derivater verbuede gëtt. De Grond dofir ass d'Implementéierung vun der EU-Antigeldwäsch-Direktiv (AMLD5). Vill Kryptoinvestisseure ginn elo kreativ a sichen Ëmweeër iwwert d'Legislatioune vun anere Länner, wéi zum Beispill déi Vereenegt Arabesch Emirater, Palau etc. Zu Lëtzebuerg gouf d'EU-Direktiv mam Gesetz vum 10. Juli 2020 ëmgesat. Zu Lëtzebuerg ass Kryptotradë mat Derivater aktuell nach méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert och zu Lëtzebuerg de Kryptotrading mat Derivater weiderhin erlaabt bleiwen?

2. Am Koalitiounsaccord ass näischt zu Kryptowärungen an Handel ze fannen. Wéi eng Pläng huet d'Regierung diesbezüglech fir Lëtzebuerg?

3. Huet d'Regierung Kenntnis, wéi vill Plattforme fir den Echange vu Kryptowärungen hir Servicer hei zu Lëtzebuerg ubidden?
Falls jo, wéi eng Plattforme sinn dat?

Réponse (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

De Finanzministère an d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) suivéieren déi neisten Entwécklungen am Beräich vun de Kryptoaktiven.

Am Kontext vun der Roll, déi Lëtzebuerg als ee féierende Fongestanduert spillt an als eng unerkannte Juridictioun fir international Kapitalmäert, läit de Schwéierpunkt vum Finanzministère an dësem Beräich virun allem drop, e fërderlecht Ëmfeld an en Ekosystem fir sougenannten digital Verméigenswäerter („tokenized financial instruments") ze schafen. Duerch een innovatiounsfrëndleche Gesetzeskader huet Lëtzebuerg sech um internationale Plang kloer positionéiert. Virun allem Lëtzebuerger Recht gëtt haut vu groussen internationalen Acteure benotzt, fir zum Beispill digital Obligatiounen ze emettéieren. De Finanzministère wäert u weideren Upassunge schaffen, déi d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz stäerken.

Als EU-Memberstaat applizéiert Lëtzebuerg déi europäesch Reegelen am Beräich vun de Kryptoaktiven. Et sief an deem Kontext ugemierkt, dass d'Emissioun an den Handel mat Kryptowärunge vum 30. Dezember 2024 un, engem neien EU-Reglement („Regulation on Markets in Crypto Assets, MICA") ënnerleien. Lëtzebuerg begréisst déi EU-wäit Harmoniséierung vun dëse Reegelen an huet d'Aarbechte fir een europäesche Gesetzeskader aktiv mat begleet. E Gesetzesprojet, deen eng uerdnungsgemäss Uwennung vun den neien eenheetleche Virschrëften um nationale Plang sécherstellt, gëtt zäitno deposéiert.

Plattforme fir den Austausch vu Kryptowärungen, déi hir Servicer zu Lëtzebuerg ubidden, musse sech bei der CSSF als „Virtual Asset Service Provider" enregistréieren. 12 Entitéite sinn aktuell bei der CSSF enregistréiert. De komplette Regëster kann ënnert follgendem Link opgeruff ginn: Recherche entités (cssf.lu).

Congé politique au niveau communal | Question **0566** (03/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, fir de Statut vum lokal gewielte Politiker ze verbesseren. Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si den Aufgabe vun hirem Mandat nokomme kënnen. Dat ass wichteg, fir dass ee Mandataire, dee Salarié ass, net vun engem schlecht gewëllte Patron kéint refuséiert kréien, fir politesch aktiv ze sinn.

Um Gemengenniveau sinn awer net nëmme gewielte Politiker:innen aktiv, mee och „normal" Bierger:innen. Verschiddener schaffen a konsultative Kommissiounen aktiv mat, fir hir Gemeng ze verbesseren.

Grad dëse Mënschen, déi an hirer Fräizäit an ouni Mandat wëlle politesch aktiv sinn, sollt de Staat et esou einfach wéi méiglech maachen, fir sech kënnen anzebréngen.

Dës Leit kréien awer fir hiren Asaz kee Congé politique, dee se kéinte vis-à-vis vun engem Patron geltend maachen. Se sinn, wa se Salarié sinn, op de gudde Wëlle vum Patron ugewisen, fir politesch Aarbecht kënnen aktiv ze ginn. An oft ass et esou, dass d'Kommissiounssitzungen an de Gemengen zäitgläich mat normalen Aarbechtszäiten (9.00–18.00 Auer) stattfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Verbesserunge kënnen sech Lokalpolitiker ouni Mandat an dëser Legislatur erwaarden?

2. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, fir dëse Leit ee Congé politique ze erméiglechen? Falls nee, aus wéi enge Grënn net (doriwwer eraus, dass et net am Koalitiounsaccord steet)?

Réponse (25/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den honorabelen Deputéierte freet den Inneminister, ob d'Regierung gewëllt ass, Persounen, déi sech um Niveau vun der Gemeng politesch engagéieren, awer kee Mandat am Gemengerot hunn, e Recht op Congé politique zouzegestoen.

De Benevolat vu Leit, déi sech an hirer Fräizäit fir hir Gemeng asetzen, ass eng wichteg Contributioun zu engem gudden Zesummeliewen op lokalem Niveau. Den Engagement vun all Benevole verdéngt och eng Unerkennung. Dofir huet de Gemengerot d'Méiglechkeet, fir de Membere vun de consultative Kommissioune vum Gemengerot ee Jeton de présence fir d'Reuniounen ze ginn, un deenen si deelhuelen.

D'Situatioun vu Persounen, déi kee politescht Mandat hunn, ass awer net mat där vun de Membere vum Gemengerot, vum Schäfferot a vum Buergermeeschter ze vergläichen. Déi Gewielten hu sëlleg gesetzlech Attributiounen a Flichten, déi si mussen erfëllen an dofir mussen si en contrepartie och ee Recht op Fräistellung oder Entschiedegung vun hirer professioneller Aktivitéit hunn. De Congé politique ass eng Garantie fir d'Ausübung vun den ëffentleche Funktiounen.

Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football | Question **0567** (03/04/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Ministre fédérale allemande de l'Intérieur a récemment annoncé qu'il y aura des contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football, du 14 juin au 14 juillet 2024. La frontière entre le Luxembourg et l'Allemagne sera également concernée. Selon la ministre allemande, ces contrôles ont pour but d'empêcher des auteurs de violence potentiels d'entrer sur le territoire allemand et de se protéger contre des hooligans, des islamistes et d'autres extrémistes.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant desdits contrôles ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'implication et le rôle de la Police grand-ducale ?

3) Y aura-t-il une coopération accrue entre la Police grand-ducale et les services de sécurité des pays voisins pendant le Championnat d'Europe de football, du 14 juin au 14 juillet ?

Réponse (06/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Monsieur le Ministre s'est entretenu personnellement avec Madame la Ministre de l'Intérieur et du Territoire de la République fédérale d'Allemagne, Nancy Faeser, sur la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures allemandes pour la durée du Championnat d'Europe de football du 14 juin au 14 juillet 2024, lors de la récente rencontre des ministres de l'Intérieur germanophones à Bâle, les 21 et 22 avril 2024.

Conformément à l'article 27 du règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (encore appelé Code frontières Schengen), l'Allemagne est tenue de notifier officiellement son intention de réintroduire de tels contrôles aux autres États membres et à la Commission européenne au plus tard quatre semaines avant la réintroduction prévue.

ad 2) La Police grand-ducale est en contact avec ses homologues allemands pour s'échanger au sujet de contrôles aux frontières. La police allemande devrait procéder entre autres à des contrôles proactifs aux frontières avec le Luxembourg. Ces contrôles auront lieu sur territoire allemand et seront temporaires et adaptés à la situation du moment. L'implication de la Police grand-ducale devrait se limiter au partage des données des contrôles effectués.

ad 3) De tels évènements à envergure internationale engendrent de façon générale une intensification de la coopération policière transfrontalière, notamment en matière d'échange d'informations.

Lutte contre le trafic de drogue | Question **0568** (03/04/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

De l'aveu même de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, le premier bilan de l'opération policière d'envergure dans la Ville-Haute et le quartier de la gare présenté le 27 février 2024 à la Chambre des Députés, soit après six semaines de son entrée en vigueur, était très modeste, avec :

– 438 interpellations,
– deux interpellations pour mendicité,
– 11 infractions liées à la drogue, aboutissant à cinq arrestations,
– et 61 garanties d'accès appliquées sans usage de force.

De plus, d'après les observations faites quotidiennement par l'un des députés soussignés habitant le quartier de la gare, le nombre et la présence de dealers n'ont pas diminué depuis le début de l'opération policière, les trafiquants de drogue arpentant toujours de manière très visible différentes rues de la gare et interpellant les passants. Cette situation, qui perdure depuis des années dans ce quartier résidentiel, et notamment aussi à l'abord d'écoles, a un effet délétère sur la vie des habitants.

Comme l'avait observé Madame la Procureur générale lors d'une commission parlementaire en présence de Madame et Monsieur les Ministres, ce n'est pas en envoyant des officiers de police judiciaire en civil dans les rues du quartier de la gare qu'on viendra à bout des réseaux de criminalité organisée à l'origine de ce trafic de drogue, visé pourtant par l'opération coup de point du Gouvernement.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Que font concrètement les agents de police déployés sur le terrain pour appréhender les trafiquants de drogue présents dans les rues, et dont le mode opératoire peut être facilement observé ? Est-ce que les agents de police ont aussi l'instruction d'appréhender les clients des trafiquants de drogue ?

2) Est-ce que ces trafiquants font l'objet de contrôles d'identité, voire de fouilles ?

3) Est-ce que l'opération policière comprend l'usage de chiens spécialisés pour débusquer la drogue cachée à différents endroits ?

Réponse (06/05/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Le bilan du dispositif en question le plus récent a été effectué par la Police grand-ducale le 16 avril 2024 et présenté dans un communiqué de presse publié le même jour. Le Gouvernement souligne que le dispositif spécial a poursuivi des objectifs multiples, dont notamment la lutte contre les stupéfiants.

ad 1) De manière générale, la Police grand-ducale effectue des contrôles réguliers afin d'appréhender des vendeurs de stupéfiants. Ces contrôles peuvent prendre différentes formes, comme des actions d'envergure lors desquelles une zone géographique ou un endroit précis est ciblé.

Un contrôle a également lieu en cas d'observation par les policiers d'une transaction entre un trafiquant et son client en temps réel avec les interpellations conséquentes.

Des enquêtes d'envergure sur un trafic de stupéfiants impliquant plusieurs personnes peuvent être lancées sur base d'observations, qui s'étalent sur des périodes plus longues et sont strictement encadrées par le Code de procédure pénale.

Un prétendu client étant également en infraction à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, est également appréhendé par les policiers et pourra être poursuivi par la suite conformément aux dispositions légales en vigueur.

ad 2) La Police grand-ducale peut procéder à des contrôles d'identité ou des fouilles conformément aux dispositions légales en vigueur. L'article 3 de la loi modifiée du 19 février 1973, relative à la vente de substances médicamenteuses et à la lutte contre la toxicomanie, accorde le droit d'effectuer des fouilles sur les personnes, ainsi que de visiter et de contrôler tous les moyens de transport et les bagages à mains en cas de soupçons d'infraction à ladite loi.

Les modalités de vérification d'identité et des fouilles de personnes sont prévues par les articles 45 et 48-11bis du Code de procédure pénale.

ad 3) Des chiens renifleurs de stupéfiants sont en effet utilisés pour détecter la présence de stupéfiants, soit en des endroits spécifiques, soit sur des personnes.

Crédits immobiliers | Question **0569** (03/04/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Après une décennie marquée par une politique monétaire très accommodante, les pressions inflationnistes ont poussé la Banque centrale européenne (BCE) à relever fortement ses taux directeurs, afin de modérer la demande et contenir les anticipations d'inflation. Les relèvements successifs des taux directeurs ont augmenté les coûts de refinancement des banques, de sorte qu'elles ont répercuté ces

coûts sur les taux des crédits aux ménages et aux entreprises.

Il en découle notamment que les montants des nouveaux crédits immobiliers octroyés au Luxembourg ont encore diminué de l'ordre de 17 % au 4e trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment a évolué le nombre de refus de crédits immobiliers au Luxembourg entre 2021, 2022 respectivement 2023 ?

– Comment a évolué le nombre de crédits immobiliers non performants sur la même période?

Réponse (29/04/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire aux dernières évolutions en matière de refus de crédits immobiliers et de crédits immobiliers non performants.

Le nombre de refus de crédits immobiliers ou de crédits non performants ne font pas l'objet d'un reporting réglementaire périodique de la part des établissements de crédits à l'adresse de la CSSF.

Néanmoins, sur base d'une enquête ad hoc menée auprès des établissements bancaires luxembourgeois au cours de l'année 2023, la CSSF estime qu'au cours du 1er semestre 2023, 14 % des demandes de crédits ont été refusées par les établissements de crédits luxembourgeois.

En ce qui concerne l'évolution du nombre de crédits immobiliers non performants sur la période 2021-2023, le ratio des crédits immobiliers non performants (mesurés en volume) est passé de 0,9 % à 1,5 % et se situe dans la moyenne européenne.

Cotisations sociales d'associés ou d'actionnaires de collectivités | Question **0570** (04/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Duerch d'Annulatioun vun der Circulaire L.I.R. 46/2 vum 23. Mäerz 2018 kënnen Independanten hir Soziallaaschte säit dem 1. Januar dëst Joer net méi iwwert hire Betrib bezuelen, mee mussen dës aus eegener Täsch virstrecken. Déi Moossnam, déi op den éischte Bléck wéi eng reng Ëmstellung vun der Comptabilitéit ausgesäit, bedeit fir d'Betriber awer dacks zolidd Méikäschten, well déi betraffe Leit sech déi entspriechend Zomm fir d'éischt musse virstrecken an deementspriechend versteieren. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 8344 aus der Legislaturperiod 2018–2023 hat déi deemoleg Madamm Finanzminister dës Moossnam mat enger Incompatibilitéit mat den Artikelen 109 an 110 vum modifizéierten Akommessteiergesetz vun 1967 begrënnt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit den Här Minister net de Risiko, datt duerch dës Decisioun manner Leit sech trauen, sech selbststänneg ze maachen?

2. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Akommessteiergesetz vun 1967 esou ze iwwerschaffen, datt déi bis 2023 üblech Comptabilitéit vun de Soziallaaschte fir Selbststänneger nees kann applizéiert ginn?

Réponse (06/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Behandlung vun de Soziallaaschte vun den Independante gouf an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 8344 in extenso beschriwwen. D'Situatioun huet sech zanterhier net geännert, an déi Erklärungen hunn nach ëmmer hir Gültegkeet.

Minorités russes dans les pays baltes | Question **0571** (04/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

E rezenten Artikel am „Spiegel" („Die Unerwünschten" vum 9.3.24) huet d'Opmierksamkeet nees op d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Länner gezunn. Si hunn an deenen dräi Länner – allerdéngs an ënnerschiddlechem Mooss – Problemer, déi ee kéint als staatlech Diskriminéierung charakteriséieren. Déi sozial Situatioun vun deene Leit, zum Beispill um Aarbechtsmaart, ass dacks vergläichsweis prekär. Wann och déi respektiv offiziell Landessprooch an deene Staate promouvéiert gëtt, wat jo selbstverständlech ass, da muss een awer och feststellen, datt gläichzäiteg probéiert gëtt, de Gebrauch vun der russescher Sprooch zeréckzedrängen. En Deel vun deene Leit aus de russeschsproochege Minoritéiten hunn déi russesch Nationalitéit a musse mat Zwangsausweisunge rechnen („Spiegel": „Als Folge droht der Verlust des Zugangs zu Bankkonto, Sozialleistungen und Rente"). De Krich an der Ukrain kann dozou féieren, datt och politesch Tensiounen tëschent eethnesche Communautéiten entstinn oder sech verschäerfen.

Am genannte „Spiegel"-Artikel gëtt z. B. eng Anthropologin, déi selwer eng eethnesch Lettin ass, mat der Ausso zitéiert: „Wer sich in Lettland für die Russischsprachigen einsetzt, wird als ‚Putins Nachtigall' beschimpft oder als ‚Ruschist' – eine Mischung aus ‚Russe' und ‚Faschist'."

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Situatioun vun deene russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Staaten an? Gëtt den Theemekomplex an EU-Gremien diskutéiert?

2. Gouf et an aneren internationalen Institutiounen, wéi der OSZE oder dem Conseil de l'Europe, schonn Diskussiounen iwwer d'Situatioun vun deene Minoritéiten?

3. Huet déi Lëtzebuerger Regierung déi Thematik an deene bilaterale Gespréicher mat deenen dräi Staate schonn ugeschwat? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

4. Gesäit d'Regierung an dësem Kontext och d'Méiglechkeet vun enger baussepolitescher Sécherheetsfro?

Réponse (02/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

An ënnerschiddlechen internationale Foren (Europarot, OSZE) gëtt d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten, déi an de baltesche Staate liewen, zanter Joerzéngten diskutéiert. D'EU-Charta vun de Grondrechter ënnersträicht d'Recht op Netdiskriminéierung, y inclus fir national Minoritéiten.

D'Memberstaate vum Europarot kënnen sech op d'Rapporte vum Comité consultatif vun der Convention-cadre vum Europarot zum Schutz vun nationale Minoritéite beruffen, fir neutral a faktuell Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de russeschsproochege Minoritéiten an de baltesche Staaten ze kréien. Dës Conventioun ass spezifesch geduecht fir Länner, déi historesch etabléiert national Minoritéiten hunn.

Lëtzebuerg ass sech de Sécherheetsbedenke vun de baltesche Länner zanter dem Amarsch vu russeschen Truppen an der Ukrain voll a ganz bewosst. Dës legitimm Bedenke sollen net op d'Käschte vun de Grondrechter vun den uewe genannte Persoune goen.

Subside « qualité+ » aux clubs sportifs | Question **0573** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwert de Subside qualité+ gi Sportsveräiner, déi Sport fir Kanner ënner 16 Joer ubidden, finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Duerch dës Subsidë kënne lokal Veräiner de Sport zu engem méi geréngе Präis fir eng breet Bevëlkerung ubidden. Am Rapport d'activités fir d'Joer 2023 steet fir de Subside qualité+ Follgendes ze liesen: „2.969.229 € pour le subside ‚qualité+' aux clubs sportifs. Un dépassement de l'ordre de 1.641.671 € est demandé principalement en raison de l'augmentation du nombre de demandes et du nombre d'enfants. Le montant global se chiffre alors à 4.610.900 €." De Montant, deen ursprénglech virgesi gi war, war also net héich genuch an huet missen opgestockt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. U wéi vill Veräiner ass dëse Subside gaangen a wat waren déi 10 Veräiner, déi dee gréisste Montant kruten?

2. Wéi vill Kanner waren 2023 vun dësem Subside betraff?

3. Wéi ass de Gesamtmontant vun de Subsiden an deene leschte 6 Joer evoluéiert a wéi vill Veräiner hunn an de Jore vun 2017 bis 2022, opgeschlësselt pro Joer, vum Subside profitéiert?

Réponse (03/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. 2023 gouf de Subside Q+ un 349 Veräiner ausbezuelt. Déi 10 Veräiner, déi am meeschte Subsidë Q+ kruten, sinn déi Veräiner, déi 2023 am meeschte Lizenze vu jonke Sportler*Innen ënner 16 Joer haten.

ad 2. 2023 ware 35.143 Kanner am Alter vu manner wéi 16 Joer vum Subside Q+ betraff.

ad 3. D'Evolutioun vum Subside Q+ tëscht 2017 an 2022 war follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An de 6 Joer vun der Referenzperiod stellt ee fest, datt ronn ee Véierel méi Veräiner fir de Subside Q+ eligibel waren. Donieft ass déi finanziell Ënnerstëtzung un d'Veräiner, déi hire Sportler*Innen e qualitativen Encadrement bidden, ëm bal 85 % an d'Luucht gaangen.

Rapport d'activités 2022 du Ministère des Sports | Question **0574** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Aktivitéitsbericht 2022 vum Ministère gëtt et en Tableau mat offiziellen Zuelen zum Sport hei am Land. Aus dësem Tableau geet ervir, dass et am Joer 2022 55 Federatiounen, 1.311 Veräiner an insgesamt 131.971 Sportler:inne mat enger Lizenz hei am Land gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi huet dës Statistik zënter 2015 evoluéiert?

2. Wéi huet parallell dozou wärend dëser Period d'Zuel vun de Veräiner am Keelesport evoluéiert? Wéi erklärt sech de Minister dëse Phenomeen?

3. Wéi steet de Minister zu der Evolutioun vun der Gesamtzuel vun de Lizenzen am Sport säit 2015?

Réponse (03/05/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. 2015 gouf et 56 Federatiounen, 1.411 Sportsveräiner, déi 126.030 Sportler*innen encadréiert

hunn. An de Joren dono hunn sech dës Zuele liicht verännert, sou datt et 2023 55 Federatiounen, 1.300 Veräiner an 136.805 lizenzéiert Sportler*inne gouf.

ad 2. Am Keelesport muss een e Réckgang vun de Veräiner vun 307 Clibb 2015 op 158 Clibb am Joer 2023 feststellen.

Zu den Ursaache vun dësem Réckgang leie mir net genuch Informatioune vir, déi mir et géifen erlaben, eng fundéiert Ausso heizou ze tätegen.

ad 3. Generell ass den Zouwuess u Lizenzen am organiséierte Sport, an absolutten Zuelen, duerch den demographesche Wandel ze erklären. Allerdéngs, wann een sech d'Zuele genee ukuckt, muss ee feststellen, datt 2015 nach ronn 22,4 % vun der Populatioun eng Lizenz an engem Sportveräin hat. 2023 sinn et just nach 20,7 %.

Als Sportsminister gefält mir dës Tendenz natierlech net. Dofir ass et mir immens wichteg, d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Sport, dat heescht eis Veräiner esou ze stäerken, datt si hiert gesellschaftlecht Potenzial kënnen entwéckelen, an d'Leit de Wee an d'Veräiner erëmfannen, sief dat als aktive Member oder als Benevole.

Promotion de l'image de marque dans le sport | Question **0575** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut dem Aktivitéitsbericht vun 2023 vum Sportsministère goufen am Kader vun der Promotion de l'image de marque dans le sport d'lescht Joer 12 Athleeten, 17 Federatiounen a 6 Organisateure vu Sportsmanifestatioune mat engem Montant insgesamt vun 802.156 € ënnerstëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Fro stellen:

– Wéi gouf dës Ënnerstëtzung pro Entitéit opgedeelt a wat fir een Zweck gouf konkreet domat ënnerstëtzt?

Réponse (23/04/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Am Kader vun der Promotion de l'image de marque am Sport huet de Sportsministère 2023 35 Konventioune mat Sportler*Innen, Federatiounen an Organisateure vu Sportsmanifestatiounen ënnerschriwwen. Dës Partner sinn duerch hir Notorietéit am Ausland an de Programm opgeholl ginn a maachen d'Mark Lëtzebuerg am Ausland siichtbar.

D'Sportler*Innen aus dem Programm goufen 2023 mat 85.000 EUR ënnerstëtzt. Donieft kruten déi international Evenementer, déi hei am Land organiséiert goufen, insgesamt 473.500 EUR an d'Federatiounen 240.500 EUR. Des Weidere gouf nach Promotiounsmaterial am Wäert vun 3.156 EUR kaf.

Charges d'exploitation dans le cadre d'une voiture électrique | Question **0576** (04/04/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An de leschte Joren hunn ëmmer méi Leit eng Solaranlag (Fotovoltaikanlag) op den Daach vun hirem Haus installéiert. Dës Politick bréngt fir d'Leit verschidde Virdeeler an hëlleft virun allem eisem Land, fir dem Klimawandel entgéintzewierken a méi onofhängeg vum Ueleg aus anere Länner ze ginn.

Als Independant kann ee verschidde Käschten als Charges d'exploitation geltend maachen, wann dës am Zesummenhang mat de professionellen Aktivitéite vun der Firma sinn. Ee klassescht Beispill dofir sinn d'Käschte vun engem Auto, dee fir d'Aktivitéite vun enger Firma genotzt gëtt. Beim klassesche Verbrenner kann de Steierzueler d'Rechnung vum Sprit oder vun der ëffentlecher Luetstatioun direkt dofir notzen am Zesummespill mam Faartebuch. Et gëtt allerdéngs e bësse méi onkloer, wann de Stroum fir den Elektroauto am Doheem vum Steierzueler gezaapt gëtt.

Um Site vun der Steierverwaltung ass Follgendes erkläert:
„les frais de voiture subis par le chef d'entreprise ne seront déductibles que dans la limite de l'utilisation professionnelle de la voiture. Il appartient au chef d'entreprise d'apporter la preuve du caractère déductible de la dépense, par exemple sur base du carnet de route".

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen a fir Energie dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Modalitéite muss de Steierzueler oppassen, wann hien de Stroum, deen hien aus senger Solaranlag fir ee Firmenauto zaapt, als Charges d'exploitation wëll geltend maachen?

2. Wéi eng Beweiser muss de Steierzueler an dësem Fall kënne presentéieren, fir de gezaapte Stroum als Charge d'exploitation kënne geltend ze maachen?

3. Wéi eng Plaffongen oder Limitte gëllen an dëse Fäll?

Réponse (07/05/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Am Artikel 45 vum Akommessteiergesetz ass verankert, datt d'Betribskäschten ofzezéie sinn, wann d'Käschten exklusiv duerch d'Gesellschaft verursaacht gi sinn.

Déi steierlech Konsequenzen am Kader vum Bedreiwe vun enger Solaranlag ginn an der Circulaire L.I.R. N° 14/2 vum 5. Juni 2023 beliicht. Do gëtt op 3 Méiglechkeeten higewisen, wou de Steierflichtegen déi ganz Stroumproduktioun un de Gestionnaire vum elektresche Reseau verkafe kann, de Stroum selwer verbraucht, respektiv een Deel verkeeft an de Rescht fir sech behält, fir privat respektiv professionell Notzung falls d'Solaranlag sech och am Bilan vun der Gesellschaft befënnt.

Generell ginn d'Deplacementer vun engem Firmenauto am Faartebuch opgefouert, an d'Käschte vun de geluedene Kilowattstonnen (kWh) gi wéi all aner Käschten a Bezuch op de Firmenauto behandelt. Als Vereinfachung fir d'Berechnung vun de Luetkäschte vun engem Firmenauto kann de Kilowattstonnepräis vun der Stroumrechnung geholl ginn, dee mam Verbrauch vum Auto op den zréckgeluechte Kilomeeter verrechent gëtt. Dëst kann der Steierverwaltung mat enger Pièce probante matgedeelt ginn (wéi z. B. enger ausgestallter Rechnung, wéi vill Kilowattstonne vum Elektroauto gezu goufen).

Label « Fairtrade Gemeng » | Question **0577** (04/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vum 1. bis de 15. Mee feiert d'ONG Fairtrade Lëtzebuerg d'Fair-Trade-Wochen. An deem Kader hat ech den Inneminister gefrot, wéi eng Gemengen hei am Land Fair-Trade-Gemenge sinn. A senger Äntwert op d'Fro N° 0452 schreift hien, dass den Inneministère doriwwer keng Statistike féiert.

Grad de Staat an d'Gemenge sollte mam gudde Beispill virgoen a verantwortlech Produkter akafen. Fir d'Gemengen existéiert de Label „Fairtrade Gemeng", wou et virun allem drëms geet, dass d'Gemeng Werbung fir de faire Handel mécht an offensiv un d'Bierger:inne kommunizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Mat wéi vill Euro ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Staat alljoers de Kaf vu Fair-Trade-Produkter?

2. A wéi enge Ministèrë gi Fair-Trade-Produkter kaf?

3. Wat huet d'Regierung bis ewell ënnerholl, fir d'Gemengen allgemeng op d'Notzung vun nohaltege Produkter ze sensibiliséieren?

Réponse (23/04/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Inneministère féiert keng Statistiken an deem Beräich an ass weeder zoustänneg fir den Ëmgang vun anere Ministèrë mat Fair-Trade-Produkter, nach fir d'Gemengen dofir ze sensibiliséieren.

Fonds d'aide pour l'Ukraine | Question **0578** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Bei engem NATO-Treffen den 3. Abrëll gouf iwwert d'Schafung vun engem Fong fir d'Ukrain diskutéiert. An dësem Fong sollen 100 Milliarden iwwert déi nächst 5 Joer gesammelt ginn. D'Zil ass dem NATO-Generalsekretär Jens Stoltenberg no: „der Ukrain eng zouverlässeg a previsibel Ënnerstëtzung op laang Siicht [ze] garantéieren, fir datt mer manner op fräiwëlleg Bäiträg, a méi op fest NATO-Engagementer setze kënnen. Manner kuerzfristeg Offeren, méi Engagementer iwwer Joren".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Gouf Lëtzebuerg scho virum NATO-Treffe vum 3. Abrëll am Kontext vum geplangte Fong approchéiert? Wa jo, wat war d'Positioun vun der Regierung zu dëser Iddi?

2. Plangt Lëtzebuerg, sech un dësem Fong ze bedeelegen?

Réponse (02/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Lëtzebuerg ass virum NATO-Treffe vum 3. Abrëll iwwert dëse Fong an de respektiven Aarbechtsgruppen op der NATO informéiert ginn. Allgemeng gesäit Lëtzebuerg d'Institutionaliséierung vun der Ënnerstëtzung un d'Ukrain positiv.

Lëtzebuerg ass dem Virschlag vun engem Fong géigeniwwer positiv agestallt.

Évolution de l'automobile suite aux exigences légales | Question **0579** (05/04/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „viele Lieblingsmodelle der Autofahrer verschwinden vom Markt", deen de 26. Mäerz am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht, verschwannen an noer Zukunft eng ganz Rei Modeller aus dem Beräich vun de klengen Autoe vum Maart. De Grond, firwat d'Hiersteller verschidde Modeller scho ganz agestallt hunn a weiderer geschwënn auslafe loossen, läit deem genannten Artikel no an ëmmer méi strengen Ëmweltoplagen, wéi der Euro Norm 7 an ëmmer méi Virschrëfte fir Sécherheetselektronik. Dës Sécherheetselektronik gouf net zulescht néideg, well d'EU selwer vun den Hiersteller ëmmer méi Iwwerwaachungsinstrumenter vum Chauffer (zum Beispill fir d'Vitesskontroll duerch den Auto) verlaangt an déi entspriechend Date jo och virun Hackerugrëff musse geschützt ginn.

Vill kleng Modeller kënne mat all deene Virgabe weeder méi als Elektro- nach als Auto mat Verbrennungsmotor rentabel gebaut ginn. De Leit wäert also näischt anescht iwweregbleiwen, wéi op méi grouss an energieintensiv Modeller zeréckzegräifen, souguer wann se dat guer net wëllen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi beurteelt d'Madamm Minister dësen Trend hin zu ëmmer méi groussen Autoen, deen eleng op ëffentleche Virgabe berout? Gëtt mat där Entwécklung net genee de Géigendeel vun deenen Ëmwelt- a Klimaziler erreecht, déi d'Regierung sech mat där Politick selwer gesat huet?

2. Wéi beurteelt d'Madamm Minister d'Auswierkung vun dësem Trend op déi allgemeng Parkingssituatioun hei am Land? Musse Parkplazen an Zukunft mglw. nees méi grouss geplangt ginn?

3. Gesäit d'Madamm Minister an dësem Trend eng Benodeelegung vu Leit mat méi klengem Akommes, déi geschwë wa méiglech méi fir den Akaf vun engem Auto, fir den Ënnerhalt an och fir d'Energiekäschten (Bensinn oder Elektresch) mussen ausginn? Falls net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Minister an dësem Trend eng Ursaach fir d'Noutwennegkeet vun engem allgemenge Paradigmewiessel am Bezuch op ëmmer méi ideologesch Virgabe fir déi individuell Mobilitéit? Falls net, firwat net?

Réponse (06/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierte freet Informatiounen iwwert d'Evolutioun vun den Autosmodeller an Europa.

Fir e Gefier an Europa kënnen op d'Strooss ze bréngen, muss et enger europäescher Typgeneemegung entspriechen. Eng Typgeneemegung bestätegt, dass e Gefier de gesetzlechen europäeschen an internationale Mindestufuerdungen un d'Sécherheet an un d'Ëmwelt erfëllt. Mam Zil vun der Europäescher Kommissioun, fir d'Stroossesécherheet ze verbesseren an den negativen Impakt vum motoriséierte Verkéier op d'Ëmwelt ze reduzéieren, ginn d'Ufuerderungen un d'Typgeneemegung ëmmer méi strikt. Dat bréngt mat sech, dass d'Gefierer, ënnert anerem, mat ëmmer méi performante Fuerassistenz- a Sécherheetssystemer equipéiert musse ginn, déi d'Fueren net just eleng méi confortabel, mee virun allem de Stroosseverkéier fir all d'Usagere méi sécher maachen.

Déi zousätzlech Elektronik, déi néideg ass, fir dass dës Systemer effizient funktionéieren, stellt keng technesch Aschränkung duer, fir méi kleng Autoen ze bauen. Sou ass festzestellen, dass momentan bei villen Autoshiersteller en Trend ass, fir Modeller, zum groussen Deel och méi kleng Autosmodeller, déi fréier ugebuede goufen, haut nees elektrifizéiert op de Maart ze bréngen. Dëst geet och aus dem vum éierewäerten Deputéierten zitéierten Artikel ervir.

De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet de Gemenge mat der nationaler Parkraumstrategie (www.parken.lu) opgrond vun der Situatioun hei am Land, esouwéi den internationale „meilleures pratiques" Recommandatiounen zur Verfügung gestallt. D'Gestioun an den Amenagement vum Parkraum ass awer eng kommunal, net eng staatlech, Kompetenz. Dofir ass et un de Gemengen ze decidéieren, wéi se mam ëffentleche Raum, a speziell mat deem Deel dovun, op deem soll geparkt ginn, wëllen ëmgoen.

Et sief nach ze ernimmen, dass ee Gesetz um Instanzewee ass, fir de Gemengen d'Installéiere vu Carsharing Statiounen ze vereinfachen. Fir Leit, déi den Auto net fir den Aarbechtswee brauchen, mä just sporadesch, ass Carsharing eng ekonomesch Alternativ. Fir den Aarbechtswee stellt d'Regierung als eenzeg op der Welt ee komplett gratis ëffentlechen Transport zu Verfügung. Dëse kann awer net all eenzel Demande ofdecken. Eng Alternativ dofir ass de Covoiturage, fir dee privat Acteuren ewell performant Smartphone Applikatiounen zur Verfügung stellen. Do dernieft ass am PNEC och virgesinn, ee Leasing social automobile mat Null-Emissiouns-Auto anzeféieren.

D'Regierung ass de Klimaziler a wat d'Stroossesécherheet ugeet, der „Vision zéro" verflicht, an dohier sinn all Initiativen, déi noweislech heizou bäidroen, och ze ënnerstëtzen.

Concentration de drogues dans les eaux usées | Question **0581** (05/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Fir eng rezent Etude vum European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) goufen Ofwaasseranalysen a Stied a ganz Europa an och ausserhalb vun der EU gemaach. Et gouf ënnersicht, wéi héich d'Drogeréckstänn am Waasser sinn, fir doduerch Réckschlëss op de Konsum vun de verschiddenen Droge maachen ze kënnen. Mat de Wäerter aus dem Joer 2023, déi de Cannabiskonsum betreffen, ass Lëtzebuerg mat Mamer a Miersch direkt zweemol an den Top 20 ze fannen. Mamer ass op der 13. Plaz vun de geteste Stied, wat virun Zürech, Paris Seine centre, oder och Lissabon ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung déi genannten Etude zur Kenntnis geholl? Wéi eng Conclusiounen zitt d'Regierung aus der Etude vum EMCDDA?

2. Wéi eng Roll spillt de Verkaf vum medezinnesche Cannabis bei de Wäerter vun der genannter Etude? Wéi vill medezinnesche Cannabis gouf am Joer 2023 verkaf a wéi een Taux u Réckstänn an den Ofwässer géif sech doraus schätzungsweis erginn?

3. Wéi eng Roll spillt de rekreative Gebrauch vu Cannabis bei de Wäerter vun der genannter Etude? Wéi héich ass schätzungsweis den Taux u Réckstänn an den Ofwässer, déi sech net duerch d'Zuele vum Verkaf vum medezinnesche Cannabis erkläre loossen?

Réponse (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Mir verweisen op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 0526 vum 25. Mäerz 2024 vun den honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo an Här Dan Biancalana.

ad 2. an 3. Et ass net méiglech, d'Metabolitte vu medezinneschem a rekreativem Cannabis am Ofwaasser ze differenzéieren.

Am Joer 2023 goufen insgesamt 382 kg gedréchent Cannabisbléie verkaaft am Kader vum Programm Cannabis médicinal an 2,023 Flacone Cannabisueleg (43.975 ml). Op Basis notamment vun dësen Donnéeën, huet den LNS op Nofro eng Estimatioun gerechent, wat de respektiven Undeel vun de Réckstänn vu medezinneschem Cannabis kéint duerstellen.

Bei dëser Approximatioun kënnt eraus, dass ongeféier 8 % vun de Metabolitten, déi am Ofwaasser 2023 zu Lëtzebuerg fonnt gi sinn, vum Konsum vu medezinneschem Cannabis kéinten hierstamen, an deemno 92 % vum rekreative Konsum vu Cannabis.

Déi Resultater sinn awer mat grousser Virsiicht ze genéissen, well se op Extrapolatioune baséieren an een zum Beispill och net weess, ob dee medezinnesche Cannabis dann och tatsächlech zu Lëtzebuerg konsuméiert gouf, respektiv seng Metabolitten an de Kläranlage gelant sinn. Och ass net gewosst, ob d'Resultater vun den dräi bedeelegte Statioune representativ si fir d'ganzt Land.

Installation des pompes à chaleur | Question **0582** (05/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au cours des dernières semaines, Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a expliqué que la transition énergétique dans le domaine des bâtiments dépendrait notamment de questions pratiques. Dans ce contexte Monsieur le Ministre a évoqué à plusieurs reprises une problématique par rapport à l'installation des pompes à chaleur « qui ne serait pas toujours faite correctement et mènerait à la frustration et à l'incompréhension des citoyens ».

Au vu d'un certain risque que la confiance dans l'artisanat travaillant dans le domaine de la transition énergétique soit affaiblie par de telles affirmations, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concrets ayant trait à la précitée « problématique par rapport à l'installation des pompes à chaleur » ? Existe-t-il un registre dans lequel sont répertoriés de tels « défauts d'installation » ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'envergure de la problématique de l'installation fautive de pompes à chaleur ainsi que d'autres installations dans le domaine de la décarbonation du bâtiment ?

3) Dans la négative, un tel registre sera-t-il mis en place ?

4) Étant donné que Monsieur le Ministre de l'Environnement avait également évoqué l'introduction d'une réception obligatoire certifiant l'installation correcte d'une pompe à chaleur, quel est le calendrier envisagé pour l'introduction de la réception obligatoire ? Par quels moyens est-ce qu'il est prévu de garder le fardeau administratif y relatif au minimum ? Quelles autres mesures Messieurs les Ministres envisagent-ils afin de favoriser l'installation des technologies de transition selon les règles de l'art, tout en prenant soin de ne pas alourdir inutilement les procédures ?

5) Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de m'informer combien d'installations de chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel devront être remplacées chaque année afin d'atteindre les objectifs nationaux de réduction de gaz à effet de serre pour 2030 ?

Réponse (07/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) à 3) Le Gouvernement ne dispose à ce stade pas d'indications chiffrées quant aux difficultés rencontrées par rapport à l'installation des pompes à chaleur. Des situations où de telles difficultés sont rencontrées ne présentent pas la règle générale.

ad 4) L'élaboration d'un avant-projet de règlement grand-ducal visant à établir les prescriptions et modalités d'exploitation de pompes à chaleur utilisées pour régler le climat intérieur des bâtiments est en cours de finalisation. Il définira les modalités et règles pour la mise en place (installation), la réception (vérification si l'installation a été réalisée de manière correcte), l'inspection périodique (pour évaluer le bon fonctionnement et l'efficacité énergétique de l'installation permettant de minimiser la consommation et les coûts d'électricité) et la mise hors service (pour garantir que le fluide frigorigène soit évacué de façon appropriée) des installations de pompe à chaleur.

Dans le cadre de cette réglementation, un registre des installations de pompe à chaleur sera mis en place. Ce registre servira notamment au monitoring des progrès dans le domaine de la décarbonation du secteur des bâtiments par rapport aux objectifs climatiques.

La transition énergétique et climatique implique en effet, outre de nombreuses autres mesures visant la décarbonation, un remplacement accéléré des chaudières alimentées aux combustibles fossiles par des installations de chauffage basées sur de l'énergie renouvelable, dont, en premier lieu, les pompes à chaleur. Le Gouvernement est conscient que cette transition constitue un défi pour l'ensemble des parties impliquées. C'est pourquoi, outre la mise à disposition de régimes d'aides financières attractifs, les ministères informent et sensibilisent à la fois les particuliers et les acteurs professionnels notamment à travers des outils mis à disposition par la Klima-Agence. Le Gouvernement soutient par ailleurs les centres de formation pour étendre les formations existantes et mettre en place de nouvelles formations et outils de calcul dans le cadre du déploiement des pompes à chaleur, répondant ainsi aux besoins rencontrés sur le terrain. Enfin, le Gouvernement encourage les communes à harmoniser leurs règlements des bâtisses pour ce qui est des dispositions se rapportant notamment à l'installation de pompes à chaleur.

ad 5) La mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) est actuellement en phase de finalisation et devrait être adoptée par le Conseil de Gouvernement dans les prochains mois. Dans ce contexte, le Statec est en train d'effectuer une mise à jour de ses projections relatives à l'impact des différentes mesures sur la réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030. Les résultats de ces nouvelles projections seront intégrés dans la mise à jour du PNEC.

Implémentation des résultats du « Waasserdësch » de 2021 | Question **0583** (05/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Fir d'Diversifikatioun vun der Landwirtschaft virunzedreiwen an de Geméis- an Uebstbau ze favoriséieren, ass et onëmgänglech, fir zesumme mat de landwirtschaftleche Betriber Léisungen auszeschaffen, fir innovativ an effizient Reewaasser-Notzungssystemer en place ze setzen.

De 26. Januar 2021 hunn déi deemoleg Ëmweltministerin an den deemolege Landwirtschaftsminister sech mat de landwirtschaftlechen Acteuren um Waasserdësch getraff, fir zesumme Mesuren am Waasserberäich ze diskutéieren, déi de Produzent:innen entgéintkommen an zugläich eis national Waasserressourcë schützen.

Wärend dëser Reunioun gouf decidéiert, eng Etüd ze lancéieren, fir Piste fir d'nohalteg Notzung vu Waasser an der Landwirtschaft, d'Innovatiounsméiglechkeeten an dësem Beräich, an d'Implikatioune vun der Notzung vun dësem Waasser fir aner Beräicher (wéi den Naturschutz oder d'Autorisatiounsregimmer) wëssenschaftlech ze beliichten.

Och gouf decidéiert, fir Pilotprojeten ze lancéieren, dëst mam Zil, fir, op Basis vu wëssenschaftlechen Donnéeën, Léisunge kënnen auszeschaffen, déi vun aneren Acteuren an der Landwirtschaft an am Gaardebau kéinten iwwerholl ginn (z. B. eng effizient Notzung a Reutilisatioun vu Waasser, d'Opfänken a Stockage vu Waasser, a landwirtschaftlech Praktiken, déi am Aklang mam Waasserschutz sinn).

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ze stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun der Implementatioun respektiv wat sinn d'Resultater vun den Initiativen (Pilotprojeten, wëssenschaftlech Etüd), déi um Waasserdësch vun 2021 lancéiert goufen? Wat sinn déi verschidden Etappen, déi bei dëse Pilotprojete respektiv den Etüden nach bevirstinn, ier definitiv Conclusioune kënne gezu ginn?

2. Wéi eng Acteure si fir d'Ëmsetzung vun dësen Initiativen zoustänneg? Wéi vill gouf bis ewell an d'Virbereedung an an d'Implementatioun vun den Initiative vum Waasserdësch investéiert an iwwert wéi eng Budgetsposte gi se finanzéiert?

3. Wéi vill Autorisatiounsdemandë krut den Ëmweltministère an de leschten zwee Joer vu landwirtschaftleche Betriber fir d'Opstelle vu Waasserreservoiren eran, déi fir d'Irrigatioun solle genotzt ginn? Wéi vill vun dësen Demandë kruten eng Geneemegung erdeelt? Wéi vill Demandë goufe refuséiert a wat waren d'Grënn fir de Refus vun dësen Autorisatiounen?

Réponse (07/05/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Opgrond vun der Entscheedung vum Waasserdësch 2021, ass de 4. November 2021 duerch eng ministeriell Circulaire ee gemeinsamen Appel à projets fir Pilotstudie mat Schwéierpunkt Geméis- an Uebstbau vun Ëmwelt- a Landwirtschaftsministère lancéiert ginn.

Dësen Appell huet sech op eng transparent Lëscht vun Ausschloss- a Bewäertungskrittäre baséiert, déi zesumme mat der Fédération horticole a dem Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin ofgestëmmt gi sinn. Ënnert deene 7 Kandidaten, déi sech gemellt hunn, huet ee Gremium aus Vertrieder vun deenen zoustännege Ministèren a Verwaltunge souwéi vun onofhängegen Experten 3 Projeten zeréckbehalen, an deenen d'Projektträger jeeweils Gemengen a Gemengesyndikater sinn:

Projet N° 1: Verdeelung wärend 1 Joer vun opbereetem Kläranlagewaasser an enger Pilotanlag.
Projet N° 2: Notzung vu Reewaasserflächen aus enger Industriezon fir Bewässerungszwecker vu privaten an ëffentlechen Acteuren.
Projet N° 3: Notzung vu Reewaasser an anere Waasserressourcë fir een ëffentlechen Terrain.

De Projet N° 1 ass am Dezember 2022 gestart a wäert Enn Juni 2024 ofgeschloss ginn. Dobäi ass virun allem an de Summerméint 2023 Waasser duerch eng mobill provisoresch Opbereedungsanlag vun Ofwaasser verdeelt ginn, mat Iwwerwaachung vun der Waasserqualitéit. Et huet sech erausgestallt, datt d'Waasser virun allem fir Bewässerung vu Planzen a besonnesch de Wéngerte gëeegent ass. D'Verdeelung vu Kläranlagewaasser gëtt an Zukunft interessant, wa Kläranlage mat enger 4. Klärstuf ausgerüst ginn. Dëst gëllt nëmme fir Kläranlagen, déi laanscht gréisser Gewässer leien. Laanscht d'Musel kann och den alluviale Grondwaasserleeder als Notzung a Fro kommen. D'Erausfuerderung bleift, fir ee gemeinschaftleche Bedreiwer vun esou Infrastrukturen ze fannen.

Bei de Projeten N° 2 an N° 3 huet sech erausgestallt, datt opgrond vun der Komplexitéit vun de Projeten am Virfeld eng Machbarkeetsstudie noutwenneg ass. Dëst ënner anerem wéinst der eventueller Opbereedung vum Waasser, dem Impakt op d'Gewässer souwéi dem Emplacement an der Dimensionéierung vun Opfangbecken. An dëse Studie soll och de Käschtepunkt vun den Infrastrukturen ageschat gi souwéi effizient Geneemegungsprozedure fir déi aktuell an déi zukünfteg Projete festgeluecht ginn.

D'Machbarkeetsstudie fir de Projet N° 2 ass am August 2023 lancéiert ginn. Dat, nodeems en detailléierte Cahier des charges opgestallt ginn ass. D'Zil ass, datt déi Autorisatioune kënnen zumindest deelweis 2025 ausgestallt ginn.

Beim Projet N° 3 hu sech bei der concernéierter Gemeng administrativ Problemer mat dem Terrain erginn, dee sollt fir d'Irrigatioun benotzt ginn. Eng alternativ Sich no Terrainen ass no aktuellem Stand nach amgaangen.

Zousätzlech zu den 3 Projeten, déi opgelëscht goufen, ass och entscheet ginn, ee private Geméisbetrib, deen nohalteg Waasser aus enger Baach notze wëll, beispillhaft bei den Autorisatiounsprozeduren ze begleeden.

Niewent de Pilotstudien ass de 6. Abrëll 2022 eng wëssenschaftlech Studie mat der Universitéit vu Léck/Gembloux lancéiert ginn. Zil vun de Studien, déi bis 2026 lafen, sinn ënner anerem, fir waasserspuerend Bewirtschaftungsmethoden ze identifizéieren, Waasserbilanzen opzestellen, déi eng nohalteg Notzung garantéiere sollen, an eventuell Regiounen ze identifizéieren, déi vun hirer Charakteristik (Gewässer, Buedem, Geologie, …) hier méi fir Bewässerungszwecker gëeegent sinn.

ad 2. D'Ziler vun den Initiativen, déi bei der viregter Äntwert ernimmt gi sinn, sinn déi follgend:

a) Spuermoossnamen an der Drénkwaasserversuergung ze identifizéieren;
b) Waasserressourcë vun de Gewässer an am Grondwaasser duerch eng nohalteg Notzung ze schützen an dat besonnesch an Dréchenzäiten. Dëst mam Zil, fir de gudden Zoustand vun de Gewässer a vum Grondwaasser ze erreechen;
c) Méiglechkeeten ze analyséieren, fir datt virun allem Geméis- an Uebstbaueren op Waasser zeréckgräife kënnen, ouni dobäi Ziler a) a b) a Gefor ze bréngen;
d) Notzung vun alternative Waasserressoucen (Reewaaser, opbereetend Ofwaasser, …).

Bisweile sinn duerch de Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) bis 2026 ronn 1.195.000 € fir d'Ausféierung vun de Pilotprojeten an de wëssenschaftleche Studien engagéiert ginn. D'Finanzéierung fënnt am Kontext vun der Entwécklung vun neien Approchen am Beräich vun der Waassergestioun statt (Artikel 65 Paragraf 1 n) an o) vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008).

Weider Acteure bei de Projete sinn nieft dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, d'Waasserverwaltung, d'Naturverwaltung, de Ministère fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau, d'Akerbauverwaltung, Gemengen, Gemengesyndikater, d'Fédération horticole, de Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin,

d'Landwirtschaftskummer souwéi privat landwirtschaftlech Betriber.

ad 3. Opgrond vun enger Demande ass am Moment eng Prozedur vun enger Ëmweltimpaktetüd (EIE) fir een Opfangbecken amgaangen.

Zousätzlech sinn 2023 4 Demandë gestallt ginn, fir 5 „cuves souples" („Waasserkëssen") am Beräich vum Geméisbau opzeriichten. Den ugefrote Volume wor jeeweils 4 x 1.000 m^3 an 1 x 250 m^3. Déi Behälter gi genotzt, fir Waasser ze stockéieren. Dës 4 Demandë sinn och autoriséiert ginn. D'Jore virdrun ass keng Demande fir Waasserreservoire gestallt ginn.

Waasserreservoire fir Irrigatiounszwecker, déi mat Terrassementsaarbechte verbonne sinn (a Frankräich och „retenue collinaire" oder „retenue de substitution" genannt), si bis elo nach net ugefrot ginn an dohier och nach net autoriséiert oder refuséiert ginn.

Et gouf aktuell nach keng Geneemegung nom Waassergesetz ugefrot. D'Verwaltung (AGE) steet awer a Kontakt mat Betriber, déi interesséiert sinn, sou Becken ze bauen.

Siège des institutions européennes | Question **0585** (05/04/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Le Luxembourg est l'un des trois sièges institutionnels de l'Union européenne (UE). Parmi d'autres, plusieurs directions générales de la Commission européenne, le secrétariat européen du Parlement européen, la Cour de justice de l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement sont établis au Luxembourg.

Ces dernières années, certaines institutions et agences ainsi que des syndicats ont attiré l'attention sur le fait qu'il est devenu très difficile de recruter et de garder du personnel, notamment dans certaines carrières. L'une des principales raisons est que le Luxembourg est le seul pays où le coefficient correcteur n'est pas appliqué. Ce coefficient permet d'adapter les rémunérations sur base du coût de vie à Bruxelles, afin que le pouvoir d'achat reste le même pour le personnel européen n'importe l'État membre dans lequel ils travaillent.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quels efforts Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre pour pallier le manque d'attractivité du siège luxembourgeois ?

2) Des discussions ou des négociations ont-elles déjà eu lieu en vue de l'application d'un coefficient correcteur au Luxembourg ? Si oui, où en sont ces discussions ?

3) Le Gouvernement a-t-il l'intention de compenser la différence du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg par une éventuelle participation financière ou d'autres mesures ?

Réponse (06/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La présence historique des institutions, organes et agences européens à Luxembourg revêt une grande importance pour le Luxembourg et le Gouvernement s'engage à tous les niveaux pour assurer l'attractivité du site de Luxembourg en tant que capitale européenne.

Le Gouvernement coopère étroitement avec les différentes institutions et organes européens ayant leur siège au Luxembourg, et des concertations régulières se tiennent notamment dans le contexte des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions et organes de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux). Au sein du CALux, les participants se concertent, entre autres, sur l'initiative interinstitutionnelle sur l'attractivité du site Luxembourg, lancée fin 2020 par Johannes Hahn, Commissaire européen en charge du Budget et de l'Administration. Cette initiative vise à développer conjointement avec les différentes institutions et organes européens basés au Luxembourg, des actions concrètes portant sur différents domaines tels que la politique du personnel, le logement ou encore la communication. Plusieurs actions ont déjà été mises en œuvre avec succès, citant à titre d'exemple l'introduction des concours de recrutement spécifiques pour les institutions et organes européens avec comme lieu d'affectation le Luxembourg. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) assure un suivi régulier avec les responsables des différentes institutions de l'initiative interinstitutionnelle et apporte son soutien au niveau des initiatives où une collaboration s'avère nécessaire (p. ex. organisation d'événements ayant pour but d'attirer et/ou de retenir des agents européens au Luxembourg).

Par ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel, ensemble avec le secrétaire général du MAE, a invité les membres du CALux à déjeuner au Château de Senningen le 4 mars 2024 afin d'approfondir la discussion sur les sujets d'importance traités au CALux.

Pas plus tard que le 15 mars 2024, le Ministre Bettel a aussi rencontré le Commissaire Johannes Hahn, où les questions liées à l'attractivité du site Luxembourg ont été discutées, avec l'objectif d'obtenir des résultats concrets.

Le Gouvernement continue, en outre, à insister auprès de la Commission européenne que l'accord « Asselborn-Georgieva » conclu en 2015 soit respecté. Dans le cadre de cet accord, la Commission européenne s'est engagée à assurer une présence conséquente au Luxembourg de ses fonctionnaires et employés. Cette présence des agents de la Commission européenne doit non seulement se refléter dans un pourcentage fixe du nombre de personnel affecté au Luxembourg, mais également dans le niveau d'importance des postes à pourvoir au sein des services de la Commission européenne au Luxembourg.

Au-delà des questions de siège proprement dites, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place en 2023 un comité interministériel visant l'attraction, la rétention et le développement de talents (de pays tiers, d'États membres de l'UE et de la Grande Région), dont le Luxembourg a besoin.

ad 2) Le Luxembourg suit de près la discussion sur l'introduction d'un coefficient correcteur et reste ouvert pour s'engager dans cette lignée auprès de la Commission européenne. Cependant, il convient de rappeler que l'introduction d'un tel coefficient correcteur nécessiterait une modification du cadre juridique applicable, à savoir, le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et qu'en outre, le monopole d'une telle initiative de modification revient à la Commission européenne.

En effet, le statut des fonctionnaires dispose qu'« aucun coefficient correcteur n'est appliqué en Belgique et au Luxembourg, étant donné le rôle spécial de référence joué par ces lieux d'affectation en tant que sièges principaux et d'origine de la plupart des institutions ».

ad 3) Outre les mesures en cours de discussion, le Gouvernement n'envisage pas de compenser la différence du coût de la vie entre Bruxelles et Luxembourg.

Vote par correspondance | Question urgente **0828** (31/05/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Als Äntwert op meng Fro Nummer 0797 schreift den Här Inneminister, dass a 7 Gemengen d'Erklärunge fir d'Stëmmevergab net matgeschéckt goufen an dass d'Gemengen opgefuerdert goufen, dës nozeschécken, respektiv dass d'Wieler:innen op verschiddenen Internetsäiten dës Explikatioune kënnen nokucken.

Dozou erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Ass dës Virgoensweis konform zum Artikel 332 vum Walgesetz, dee kloer seet, dass d'Instruktioune mam Envoi fir d'Bréifwal musse matgeschéckt ginn?

2. Wéi vill Wieler:inne kruten an deene 7 Gemenge eng onkomplett Dokumentatioun zougeschéckt?

Réponse (04/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Minister des Affaires intérieures

ad 1. Ech hunn d'Gemengen aviséiert, d'Instruktiounen, déi am Artikel 332 vum Walgesetz virgesi sinn, de betraffene Wieler vun de jeeweilege Gemengen nozeschécken. D'Wieler hunn entre-temps awer schonn d'Méiglechkeet, d'Instruktiounen op deenen diversen Internetsäiten, déi an der Äntwert op déi drénglech parlamentaresch Fro N° 0797 opgezielt waren, ze consultéieren.

ad 2. Et huet sech no enger weiderer Nofro bei de Gemengen erginn, dass just 6 Gemengen d'Instruktiounen net vollstänneg bei d'Convocatioune fir de Vote par correspondance bäigeluecht hunn. De follgenden Tableau renseignéiert pro Gemeng d'Zuele vun den Envoien, déi net vollstänneg zu Lëtzebuerg an an d'Ausland verschéckt gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Transport d'armes vers Israël | Question urgente **0835** (31/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le 5 avril 2024, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution appelant la communauté internationale à mettre fin à la vente, au transfert et au détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël. Le Luxembourg a voté en faveur de cette résolution.

Selon nos informations, l'entreprise néerlandaise « Vertom », dont plusieurs navires naviguent sous pavillon luxembourgeois, a été sanctionnée pour avoir transporté des véhicules militaires à un pays sous embargo militaire des Nations Unies il y a deux ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance de navires luxembourgeois impliqués dans la livraison ou le

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

transfert d'armes destinées à Israël ? Dans l'affirmative, de quels navires s'agit-il et comment sont-ils impliqués exactement ?

2) Est-ce que des certificats d'utilisation finale ont été délivrés concernant des armes à destination d'Israël ou à des entreprises israéliennes ?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance si l'entrepôt de Warehouses Service Agency (WSA) à Sanem a été utilisé pour stocker temporairement des armes destinées à être livrées à Israël ?

4) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour assurer que le Luxembourg n'est pas impliqué dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël ?

5) Comment le Gouvernement s'engage-t-il pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies mentionnée ci-dessus ?

Réponse (06/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Dès que le nom du navire sous pavillon luxembourgeois Vertom Odette a été cité dans ce contexte, le Commissariat aux affaires maritimes (CAM) a contacté l'armateur, qui a mis à disposition les informations demandées. Le CAM a vérifié les certificats d'utilisation finale ainsi que les autres documents relatifs à la cargaison de ce navire. Ces documents confirment qu'il n'y a pas de matériel militaire à bord, mais que le navire transporte entre autres des marchandises dangereuses au sens du Code IMDG, dont notamment des produits chimiques pouvant servir à la fabrication de munition. Les utilisateurs finaux de ces cargaisons sont des entités européennes.

Rien ne permet de confirmer les allégations selon lesquelles des navires sous pavillon luxembourgeois seraient impliqués dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël.

À noter qu'en principe, le CAM ne dispose pas d'informations concernant la nature des cargaisons des navires, mais il peut, en tant qu'autorité du pavillon, en solliciter l'obtention et/ou l'accès. Ces informations sont notamment disponibles auprès des autorités des ports concernés et des États ayant autorisé l'export, l'import et le transit des cargaisons.

ad 2) L'OCEIT ne délivre pas de certificats d'utilisation finale ; ce sont des documents analysés dans le cadre du traitement des demandes d'autorisation. Par ailleurs, l'OCEIT n'a pas émis d'autorisations d'exportation/de transit pour des armes destinées à Israël ou à une entreprise israélienne.

ad 3) Le Gouvernement tient à souligner que la WSA n'est pas habilitée à stocker des armes ou des munitions. La question est sans objet.

ad 4) et 5) Le MAE analyse chaque demande d'exportation ou de transit avec le plus grand soin en prenant en compte scrupuleusement tous les critères qui découlent des obligations internationales du Luxembourg en matière de contrôle d'exportations et de non-prolifération, et en refusant des demandes si ces critères ne sont pas respectés.

Publication des estimations des élections européennes 2024 aux Pays-Bas | Question urgente **0866** (07/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ginn d'Resultater vun den EU-Walen eréischt sonndes owes, den 9. Juni um 23.00 Auer publizéiert, fir Récksiicht op all déi Memberlänner ze huelen, wou d'Walbüroe réischt zu där spéider Stonn zoumaachen. Fir d'Kandidaten an all déi, déi si ënnerstëtzen, bedeit et eng zousätzlech psychologesch Belaaschtung, wärend interesséiert Bierger kaum eng Méiglechkeet hunn, sech fundéiert mam Theema ze beschäftegen.

Trotzdeem goufen an Holland, wou e puer Deeg éischter gewielt gouf, wéi an deene meeschten anere Länner elo schonn Héichrechnunge verkënnegt, déi och an der internationaler Press gedeelt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staatsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. War den Här Staatsminister am Viraus iwwert déi hollännesch Decisioun informéiert? Falls net, firwat net?

2. Op wéi engem gemeinsamen Accord berout déi Decisioun, déi national Walresultater eréischt owes um 23.00 Auer ze publizéieren? Huet Holland deen Accord mat ënnerschriwwen? Wéi eng Sanktioune si virgesi fir de Fall, datt e Memberstaat sech net un deen Accord hält?

3. Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt weider Têschefäll wéi an Holland bis zum 9. Juni verhënnert ginn?

4. Wëll den Här Staatsminister weider u senger Decisioun festhalen, d'Resultater eréischt vun 23.00 Auer un ze publizéieren? Falls jo, gesäit hien doran net eng Ongläichbehandlung vun de Lëtzebuerger Bierger vis-à-vis vun anere Memberlänner?

Réponse (12/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

D'Regierung respektéiert déi geltend EU-Reegelen (den Artikel 10 Paragraph 2 vum Akt vun 1976), déi soen, dass d'Memberstaten hir Walresultater net offiziell public dierfe maachen, esoulaang an dem Memberstat, wou als lescht nach gewielt gëtt, d'Walbüroen net zou sinn.

Well an Italien d'Walbüroen ëm 23.00 Auer zoumaachen, ass dat d'Referenz, un déi sech gehal gëtt.

An anere Länner goufen och keng Resultater publizéiert, mee Sondagen („sondages sortis des urnes"), déi vu privaten Instituter gemaach ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799